



**HAL**  
open science

# Mémoire, oubli et imaginaires urbains, étude de deux hauts-lieux de la mémoire communiste à Berlin-Est : le Palais de la République et le Musée de la Stasi

Marie Hocquet

► **To cite this version:**

Marie Hocquet. Mémoire, oubli et imaginaires urbains, étude de deux hauts-lieux de la mémoire communiste à Berlin-Est : le Palais de la République et le Musée de la Stasi. Sociologie. Université Jean Monnet - Saint-Etienne, 2011. Français. NNT : 2011STET2147 . tel-00690860

**HAL Id: tel-00690860**

**<https://theses.hal.science/tel-00690860>**

Submitted on 15 May 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE JEAN MONNET - SAINT-ETIENNE  
FACULTÉ SHS –CENTRE MAX WEBER/MoDyS UMR 5283  
ECOLE DOCTORALE 483 SCIENCES SOCIALES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

THÈSE DE DOCTORAT  
SOCIOLOGIE ET ANTHROPOLOGIE POLITIQUE

**MÉMOIRE, OUBLI ET IMAGINAIRES URBAINS, ÉTUDE  
DE DEUX HAUTS-LIEUX DE LA MÉMOIRE COMMUNISTE  
À BERLIN-EST : LE PALAIS DE LA RÉPUBLIQUE ET LE  
MUSÉE DE LA STASI**

HOCQUET MARIE  
SEPTEMBRE 2011

*SOUTENUE LE : 29/09/2011*

*DIRECTEUR DE THÈSE :*

MICHEL RAUTENBERG, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ JEAN MONNET SAINT-ÉTIENNE

*MEMBRES DU JURY :*

AHMED BOUBEKER, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE METZ

MANUEL DELGADO, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE BARCELONE

MARINA CHAULIAC, INGÉNIEURE D'ETUDES À LA DRAC RHÔNE-ALPES

*RAPPORTEURS :*

ULRICH PFEIL, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE METZ

AGNÈS DEBOULET, PROFESSEUR À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE  
PARIS-LA VILLETTE

## **Remerciements**

Je tiens à remercier le DAAD qui m'a accordé une bourse me permettant de séjourner au sein de l'Institut d'Ethnologie européenne de l'Université Humboldt, pendant un an, dans les derniers temps de ma thèse. Mes remerciements vont également à Wolfgang Kashuba qui m'a soutenue dans cette démarche et accueillie au sein de l'Institut. Je remercie mon directeur de recherche, Michel Rautenberg, pour sa disponibilité, pour la confiance qu'il m'a accordée et pour m'avoir suggéré Berlin comme terrain d'étude. Je remercie Marina Chauliac pour ses conseils et encouragements.

Je remercie toutes les personnes rencontrées sur le terrain, celles avec qui j'ai vécu, celles qui m'ont aidée et toutes celles qui m'ont accordé leur temps, leur confiance et m'ont fait partager leurs souvenirs. Je remercie particulièrement Christina, David et Olga, pour leur appui, ainsi que pour les rencontres et les expériences enrichissantes qu'ils m'ont permis de faire sur le terrain.

Je remercie ma famille : mes frères, mes grands-parents maternels et mon père. Je tiens à remercier tout particulièrement ma mère, pour son soutien sans faille, surtout dans les moments de doutes. A eux tous, merci.

Je remercie mes collègues Sandra, Corine et Marie-Claire pour leur aide précieuse, ainsi que pour tous les échanges que nous avons eus à propos de mon travail et qui m'ont permis d'avancer.

Je remercie mes amis, d'ici et de là-bas, qui m'entourèrent de leur affection malgré la distance qui parfois nous séparait.

Enfin, je remercie Maciek, mon compagnon depuis les premiers temps de mon doctorat, pour la force qu'il m'a apportée ainsi que pour son ardeur à la tâche au moment des dernières relectures. Un grand merci également à tous les membres de sa famille, pour leur générosité et leurs encouragements.

## **Mémoire, oubli et imaginaires urbains, étude de deux hauts lieux de la mémoire communiste à Berlin-Est : le cas du Palais de la République et du Musée de la Stasi**

Berlin est une ville qui suscite un nombre impressionnant d'images liées à l'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle. Rares sont les villes qui condensent autant d'empreintes dans lesquelles on peut lire les grands événements qui marquèrent l'Europe et le monde. Sur les ruines du siècle passé, Berlin tente aujourd'hui de s'ériger en capitale allemande, un centre du pouvoir politique et économique, une métropole culturelle, une ville phare de l'Europe, la ville reflet d'une démocratie allemande qui se veut modeste et exemplaire. La chute du Mur est un événement qui, pour ses contemporains, a sans conteste débouché sur une rupture d'intelligibilité. Avec le Mur est emporté le stigmate qui faisait de l'Allemagne une exception au sein du concert des nations. La réunification revient, en Allemagne, à refonder la nation ; une nation qui par sa récente unification, accède à la normalité territoriale et politique. Si elle ouvre *de facto* de nouvelles perspectives à venir, cette rupture d'intelligibilité n'en préfigure pas moins un rapport radicalement nouveau au passé. En Allemagne réunifiée, et plus particulièrement à Berlin, un vaste travail de réévaluation des passés s'est amorcé, ayant pour objectif de combler de sens la nouvelle donne historique, politique, économique et sociale née de l'événement 1989. Le traitement des hauts-lieux du communisme, qui s'effectue de concert avec un vaste travail sur le passé de la RDA, répond à de multiples exigences qui se déclinent en termes politiques, identitaires et économiques. Il importe à la fois de comprendre comment la construction de récits officiels du passé communiste s'inscrit dans une dynamique globale de constitution et d'inscription de récits nationaux de la nouvelle Allemagne dans l'espace urbain de la capitale, et de porter une attention particulière à la réception de ces reconstructions du passé au sein des « publics » berlinois, mais aussi touristiques. Comment des références communes à la RDA se construisent-elles ? Et comment, en retour, des récits alternatifs de la ville et de ses passés viennent-ils s'opposer aux interprétations, parfois homogénéisantes, que propose le « Nouveau Berlin » ?

### **Memory, oblivion and imaginary realms, study of two centers of the communist memory in East-Berlin: the Palace of the Republic and the Stasi Museum**

Berlin is a city that spawns an impressive imagery related to the history of the 20th century. Few other cities contain so many landmarks of the great events that shaped Europe and the world. From the ruins of the past century, Berlin is now trying to set itself up as German capital, center of political and economic power, cultural metropolis and as key city in Europe, which embodies the German democracy that sees itself as modest and exemplary. The collapse of the Wall is an event that has undoubtedly led to a break of intelligibility for those who lived within it. The stigma that made Germany an exception amongst the nations of the world has been swept away with the wall. Through its reunification Germany has been rebuilt and is now a nation which is finally reaching political normality. However much it opens *de facto* new prospects for the future, this break of intelligibility also foreshadows a radically new relationship with history. In reunified Germany and especially in Berlin a large scale job of reevaluation of the past has begun, aiming at bringing sense to the new historical, political, economic and social order born from 1989. The treatment of the high places of communism, which takes place in conjunction with an extensive work on the past of the GDR, addresses multiple requirements formulated in political and economic terms as well as in terms of identity. It is important to understand both how the construction of official narratives of the communist past is part of an overall dynamic of incorporation and of registration of narratives of the new Germany in the urban space of the capital, and to pay special attention to the reception of these reconstructions of the past within the "public arena" in Berlin, but also within tourist communities. How does a common history of the GDR take shape? And how, in turn, do alternative narratives of the city and its past contradict the interpretations sometimes homogenizing proposed by the "New Berlin"?



# SOMMAIRE

## TOME 1

<b>Introduction</b>	1
<b>Problématique et Cadre théorique</b>	4
<i>L'espace urbain berlinois, mémoire et imaginaire du communisme</i>	4
<i>Mémoire collective, mémoire communicationnelle et mémoire culturelle</i>	7
<i>Mémoire, historiographie et mythes, la place de la RDA au sein du récit national de l'Allemagne réunifiée</i>	13
<i>Le sentiment national allemand, interprétations hégémoniques vs récits alternatifs du passé</i>	16
<b>Méthodologie</b>	21
<b>Construction de la recherche et du terrain, des allers-retours entre ici et là-bas, entre implication et distanciation</b>	21
<i>Phase exploratoire et constitution du terrain</i>	21
<i>Retour en France</i>	22
<i>Retour sur le terrain, approfondissement des connaissances de terrain</i>	22
<i>Entre participation et réflexion, implication et distanciation, la richesse de l'approche ethnologique</i>	23
<i>La question des choix d'entrée sur le terrain et l'entretien comme outil méthodologique de l'étude des phénomènes mémoriels</i>	25
<b>Les interviews</b>	27
<i>Le classement des enquêtés selon des critères géographiques et générationnels</i>	32
<b>Les observations</b>	34

# **Partie 1 : Sentiments nationaux dans les deux Allemagne, réunification et jeu des regards réciproques dans la construction de l'autre**

37

<b>1. REVENIR SUR L'HISTOIRE ALLEMANDE POUR APPRÉHENDER BERLIN ET SES PASSÉS</b>	37
<b>1.1. Introduction</b>	37
<b>1.2. L'Allemagne du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle, la difficile constitution d'une nation allemande</b>	39
1.2.1. La culture contre la civilisation, France/Allemagne, une histoire « en miroir » ?	39
1.2.2. Le romantisme et le <i>Volk</i>	43
1.2.3. L'unification allemande, le choix de la petite Allemagne autour de la Prusse	44
1.2.4. La Première Guerre mondiale et la République de Weimar	48
1.2.5. Retour sur les facteurs de la montée du nazisme	54
1.2.6. La fin de la Seconde Guerre mondiale et le partage de l'Allemagne	55
<b>1.3. Une nation, deux Etats ?</b>	63
1.3.1. Le développement de la République démocratique allemande	63
1.3.1.1. L'ancrage à l'Est, le mythe de l'antifascisme au fondement de la RDA	63
1.3.1.2. De l'édification du socialisme à la construction du Mur	66
1.3.1.3. De l'ère Ulbricht à Honecker, de la reconnaissance internationale de la RDA à l'effondrement du régime	71
1.3.1.4. Quelques exemples d'inscription des grands récits de l'Etat est-allemand au sein de l'espace urbain de <i>Berlin, Hauptstadt der DDR</i>	79
1.3.2. Le développement de la République fédérale d'Allemagne	85
1.3.2.1. De l'après-guerre à l' <i>Ostpolitik</i> , la question du passé national-socialiste au cœur des évolutions de l'Etat et de la société ouest-allemands	85

1.3.2.2. Les évolutions de l'historiographie nationale ouest-allemande	94
1.3.3. Le sentiment national dans les deux Allemagne	101
1.3.3.1. Le sentiment national est-allemand	102
1.3.3.2. Le sentiment national ouest-allemand	113
<b>1.4. La Révolution pacifique</b>	117
1.4.1. La Révolution pacifique de 1989	117
1.4.2. De la Révolution pacifique à la réunification	121
1.4.3. De l'euphorie aux désillusions	126
1.4.4. Le travail sur le passé est-allemand, un prolongement de la lutte des groupes oppositionnels ?	129
1.4.4.1. Les différentes phases du travail sur le passé de la RDA	129
<b>2. REUNIFICATION ET CONSTRUCTION DE L'ALTERITE</b>	133
<b>2.1. La mise en récit de l'événement 1989</b>	133
2.1.1. Mise en récit de la <i>Wende</i> par un acteur est-berlinois de la Révolution pacifique	136
2.1.2. La <i>Wende</i> comme rupture biographique, mise en récit d'un événement vécu comme un traumatisme par une Berlinoise de l'Est	143
2.1.3. La mise en récit de la <i>Wende</i> par les acteurs/spectateurs de la Révolution pacifique à Berlin	147
2.1.4. Mise en récit de la <i>Wende</i> par les nouvelles générations de l'Est	156
2.1.5. Dire la <i>Wende</i> et la réunification chez les Berlinoises de l'Est	159
<b>2.2. La réunification et les coulisses de la production de l'altérité à Berlin</b>	167
2.2.1. « C'était vraiment très ennuyeux et morne » : la RDA et la réunification racontées par les anciennes générations originaires de l'Ouest	167
2.2.2. <i>Jammerossi, Besserwessi</i>	171
2.2.3. Vers un amenuisement des différences ?	175

2.2.4.	« C'était comme une grosse prison, un Etat hermétique » : la RDA du point de vue des nouvelles générations de l'Ouest	178
2.2.5.	La confrontation à l'autre et à son monde de valeurs chez les nouvelles générations originaires de l'Ouest et résidant à Berlin	187
2.2.6.	« Tout n'était pas si nul que ça en RDA », regard de l'autre, perception de soi et de son pays d'origine chez les jeunes Allemands de l'Est résidant à Berlin	194
2.2.7.	Les décalages entre représentations « officielles de la RDA » et expérience vécue chez les jeunes Allemands de l'Est résidant à Berlin	199
2.2.8.	Retour sur la confrontation à l'autre et la constitution du vivre ensemble dans le contexte berlinois	206

## TOME 2

<b>Partie 2 : Le traitement des haut-lieux de l'histoire communiste à Berlin-Est. La place de l'héritage est-allemand dans les mythes nationaux de la nouvelle Allemagne</b>	214
<b>3. MEMOIRE DES LIEUX ET MEMOIRE PAR LES LIEUX</b>	214
<b>3.1. Introduction</b>	214
<i>Des lieux et des mémoires</i>	214
<i>Les choix de monographies</i>	218
<b>3.2. Centre d'études et Monument commémoratif de la <i>Normannenstrasse</i></b>	222
3.2.1. De la Haus 1 au Centre d'études et Monument commémoratif de la <i>Normannenstrasse</i> : quelques jalons historiques et descriptifs	223
3.2.1.1. Historique du ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand	223
3.2.1.2. Le site de l'ancienne centrale du <i>MfS</i> de <i>Berlin-Lichtenberg</i> , situation géographique et description	234
3.2.1.3. Historique de la centrale du <i>MfS</i> de <i>Berlin-Lichtenberg</i>	236
3.2.1.4. L'occupation des locaux de la centrale du <i>MfS</i> de <i>Berlin-Lichtenberg</i>	242
3.2.2. Description de l'exposition du Centre d'études et Monument commémoratif de la <i>Normannenstrasse</i>	248
3.2.3. De la Haus 1 au Centre d'études et Monument commémoratif de la <i>Normannenstrasse</i> , l'engagement citoyen et la lutte pour la reconnaissance comme ferments de la préservation d'un lieu emblématique	256
3.2.3.1. La Haus 1 comme lieu commémoratif de la Sécurité d'Etat et de ses victimes	257
3.2.3.2. La Haus 1 comme lieu commémoratif de l'auto libération des anciens citoyens de la RDA	261
3.2.3.3. La Haus 1, la transmission d'un message à destination de plusieurs types de public ?	262

3.2.4. La Haus 1 et les processus de régulation du paysage mémoriel du socialisme	264
3.2.4.1. Les politiques publiques de la mémoire depuis la réunification	264
3.2.4.2. Régulation du travail et du paysage mémoriel, la Haus 1 en question ?	266
3.2.4.3. La question de la visibilité du Centre d'études et Monument commémoratif de la <i>Normannenstrasse</i>	270
3.2.4.4. Les acteurs Haus 1 vs les experts : la confrontation de logiques différentes	271
3.2.5. La question de l'interaction entre débat public sur le passé socialiste et mémoire sociale de la Stasi à Berlin	275
3.2.5.1. Ouverture des archives de la Stasi et épuration de la société est-allemande, les premières années de la confrontation au passé socialiste en Allemagne réunifiée	275
3.2.5.2. Exhortation à se souvenir et instrumentalisation politique du passé socialiste en Allemagne réunifiée	279
3.2.5.3. La constitution d'une mémoire sociale de la Stasi chez les Berlinoises de l'Est	282
3.2.5.4. La Haus 1 et ses publics est-berloises	289
3.2.5.5. Interaction entre mémoire institutionnelle et officielle et mémoire sociale	293
3.2.6. La constitution d'un paysage mémoriel du socialisme à Berlin, à l'articulation de l'action de la société civile et des politiques publiques de la mémoire	296
<b>3.3. Le Palais de la République</b>	<b>301</b>
3.3.1. L'île de la Spree, le château et le Palais, quelques jalons chronologiques et événementiels pour comprendre l'histoire et les particularités du site	301
3.3.2. Le Palais de la République, un monument qui s'ancre dans l'histoire allemande	304
3.3.3. Description du lieu, forme architecturale, contenu, situation géographique et symbolique	307
3.3.4. Les représentations collectives du Palais chez les Berlinoises de l'Est	310

3.3.4.1. Une mémoire positive du Palais de la République	310
3.3.4.2. Une mémoire parodique et critique du Palais de la République	312
3.3.4.3. Le Palais de la République, un lieu du quotidien pour les Berlinoises de l'Est	316
3.3.4.4. Le Palais de la République, une matérialisation des manières d'être et de faire est-allemandes ?	320
3.3.5. L'après <i>Wende</i> , le Palais en question	321
3.3.5.1. Du lobbying au vote du Bundestag, le cheminement du projet de reconstruction du <i>Schloss</i>	322
3.3.5.2. Au fil de l'exposition « Une décision démocratique », l'exemple d'une tentative de légitimation du projet de reconstruction du château par les pouvoirs publics	325
3.3.5.3. Les arguments en faveur du projet de reconstruction du <i>Schloss</i>	334
3.3.5.4. Au-delà d'une présentation consensuelle, des individus s'expriment sur le réaménagement de la Place du Château	336
3.3.5.5. Les critiques à l'encontre du réaménagement de la <i>Spreinsel</i>	341
3.3.5.6. Les tenants d'un Berlin moderne ou l'architecture au service de la représentation d'une identité post-nationale ?	345
3.3.5.7. Le <i>Zwischenpalastnutzung</i> , entre réappropriation artistique et politique	346
3.3.6. Le réaménagement de la Place du Château, un oubli par effacement des traces ?	349
3.3.6.1. Le Palais de la République comme support de l'émergence d'une mémoire positive de la RDA ?	349
3.3.6.2. Effacer un passé qui « <i>fait honte</i> » au profit d'un passé qui « <i>rend fier</i> » ?	352
3.3.6.3. La discontinuité historique de la nation allemande, la réunification comme occasion de réinstaurer de la continuité et de normaliser la nation	354
3.3.6.4. Le paradoxe d'une tentative d'oubli par effacement des traces : l'enclenchement d'un processus intense de remémoration	356

3.3.6.5. Le débat sur la <i>Spreeinsel</i> , au-delà d'une confrontation Est/Ouest, la question du devenir de la ville dans le contexte capitaliste	361
3.3.6.6. Retour sur le cas du Palais de la République	363
<b>Conclusion</b>	366
<b>Polarisation du paysage mémoriel et constitution d'imaginaires sociaux du communisme à Berlin</b>	366
<b>4. LES RELATIONS ENTRE ARCHITECTURE, FORMES URBAINES ET IMAGINAIRES SOCIAUX</b>	373
<b>4.1 La ville comme texte</b>	373
4.1.1 Les défis de l'après réunification	377
4.1.1.1 Berlin, capitale de l'Allemagne réunifiée	377
4.1.1.2 La recomposition politique et l'entrée de Berlin dans l'arène de la compétition interurbaine globale suite à la réunification	379
4.1.1.3 Les stratégies des politiques publiques dans le cadre de la compétition interurbaine : succès et échecs	382
4.1.2 Fonder symboliquement et concrètement l'Allemagne réunifiée, l'inscription des récits de la nouvelle Allemagne dans l'espace urbain de la capitale	387
4.1.2.1 Le <i>Band des Bundes</i> (ruban fédéral), cathédrale de la démocratie ou Mur du pouvoir ?	388
4.1.2.2 La <i>Potsdamer Platz</i> , mise en scène grandeur nature du fantasme de la puissance économique de la nouvelle Allemagne au sein de la capitale	394
4.1.3 La réévaluation des passés et sa traduction dans l'espace urbain de la capitale	400
4.1.3.1 <i>Mitte</i> , la part de la « reconstruction critique » dans la constitution du Nouveau Berlin	401
4.1.3.2 A la recherche du « Berlin de pierre »	405
4.1.3.3 Le traitement de la symbolique est-allemande dans la constitution du Nouveau Berlin	408



4.1.3.4 La subsistance de certaines traces du régime est-allemand : les logiques de la sélection	411
4.1.3.5 La muséalisation de la RDA, vers un tourisme historique ?	418
4.1.4 L'autre visage de la ville, sonder les pratiques et les représentations des habitants du Nouveau Berlin en gestation	423
4.1.4.1 Le territoire de l'autre, la ville perçue et pratiquée	423
4.1.4.2 L'exploitation d'un imaginaire de l'Est par les habitants à des fins revendicatives et/ou commerciales	426
4.1.4.3 La contestation	431
4.1.4.4 Réappropriation d'espaces en déshérence et critique de la société globale : le mouvement des squats	435
4.1.5 La constitution des imaginaires urbains à l'articulation des politiques publiques et des visions et pratiques habitantes	440
<b>Conclusion générale</b>	442
<b>Bibliographie</b>	458
<b>Index des illustrations</b>	479
<b>Annexes</b>	

## Introduction

Lorsque je posai pour la première fois le pied à Berlin, je n'étais pas entièrement consciente que mon imaginaire était pénétré d'images de la ville aussi étonnement nombreuses que vagues, dont les sources ne m'étaient guère connues. Avais-je en tête les images de la réunification, des gens en liesse, dansant sur le Mur au niveau de la porte de Brandebourg, monument que je n'aurais su situer sur aucune des cartes de la ville, et dont la signification historique m'était, pour ainsi dire, inconnue ? Me figurais-je Berlin, la ville alternative, un des berceaux de la culture off, du mouvement Punk, des arts de rues et des squats ? Cet imaginaire me parvenait-il de l'enfance – d'images vues au journal télévisé au moment des événements de 1989 –, d'un documentaire que j'aurais regardé distraitement, de films, de photographies illustrant les propos d'un livre d'école ou encore d'un article de presse ? Je ne saurais le dire exactement, mais toutes ces hypothèses semblent vraisemblables. Toujours est-il qu'un imaginaire de la ville s'était constitué en moi, par moi et à travers moi, qui m'avait poussé à accepter l'idée de faire une thèse à Berlin, de me jeter dans cette aventure un peu folle alors que je ne connaissais que très peu l'Allemagne, son histoire, sa culture et sa langue. Ce qui m'a en réalité poussée à m'engager dans cette entreprise peut en partie être imputé à cette force de l'imagination, décrite par Appadurai, qui incite l'individu à agir, à s'exiler pour un ailleurs qu'il s'imagine meilleur, un « là-bas » davantage propice à son établissement et à son épanouissement.

A l'arrivée, Berlin me réservait quelques « plaisirs de la vérification », quelques « joies de la reconnaissance » (Augé, 1997), quelques surprises agréables de même que quelques déconvenues. Dans un premier temps, je décidai de découvrir la ville et son immensité à pied afin de parcourir « ses pleins et ses déliés » (De Certeau, 1990), de m'imprégner de son atmosphère, de vivre à son rythme et d'appréhender le fonctionnement de ce géant urbain qu'est Berlin.

Ces premières semaines exploratoires arrivées à leur terme, je repartis en France et m'efforçai là-bas de préparer au mieux ma venue dans la capitale allemande. Neuf mois plus tard, j'étais installée à Berlin, dans un quartier alors réputé pour son caractère alternatif et cosmopolite. C'était au cours de l'année 2005, seize ans après que le Mur fut tombé, réunissant les deux moitiés d'une ville au sein de laquelle les tumultes de l'histoire du siècle dernier avaient inscrit leurs marques.

Pendant longtemps, dans les débuts de ce que l'on appelle communément la période d'acculturation, j'ai éprouvé certaines difficultés à définir ma place sur le terrain, et ce pour deux raisons. Entre intermédiaire, réceptacle et témoin, l'ethnologue se voit souvent assigner tout un panel de places qu'il lui faut savoir reconnaître. Il convient en effet d'être lucide quant aux logiques de ces assignations tout au long du lent processus de construction de la recherche. Une autre de mes difficultés me venait d'une contrainte ; celle d'être française – et de n'être pas germaniste. Etant française, je débarquais avec mon propre bagage culturel, mes visions du monde, mes idéaux, mes aspirations, mes cadres interprétatifs. Je commençai tout d'abord par m'engluier dans une réflexion sur ma place, ma légitimité et le parti à prendre en tant que française travaillant sur le passé d'un pays disparu, anciennement ancré dans le bloc soviétique, aujourd'hui principalement caractérisé par sa nature dictatoriale, et qui avait, à un moment donné, représenté une alternative, un espoir, pour les mouvements de la gauche en France et en Occident.

La démarche autoréflexive propre à l'ethnologie, et la possibilité que j'ai eue d'effectuer des allers et retours entre la France et Berlin, m'ont permis – si j'ose dire – d'objectiver ces questions, ou plutôt de les envisager sous un angle méthodologique. Mais c'est surtout dans le partage de la quotidienneté des Berlinoises, et à travers des contacts répétés avec les milieux universitaires sur place, que j'ai été en mesure de prendre une certaine distance vis-à-vis de mes doutes.

Cette recherche a pour point de départ deux lieux de mémoire : le Musée de la Stasi et le Palais de la République. Partant de l'étude de lieux emblématiques, porteurs de symboles et de sens, je cherche à comprendre comment se construit la mémoire du lieu<sup>1</sup>, la mémoire par le lieu<sup>2</sup> et ce que le traitement de ces lieux nous dit de la mémoire collective du communisme à Berlin, ainsi que de la place que cette mémoire tend à prendre, année après année, au sein du mythe national (en cours de refonte) de la nouvelle Allemagne.

Il me paraît aujourd'hui essentiel de restituer les dichotomies qui pèsent sur l'interprétation du passé de l'Allemagne de l'Est pour être en mesure de les dépasser ; j'aimerais tracer un bilan de la situation présente telle qu'elle se joue sur la scène berlinoise. J'aspire à proposer autre chose qu'une interprétation qui ferait référence à la RDA comme à un Etat totalitaire, une catastrophe politique et humaine qui, en tant que tels, n'aurait pas le droit au chapitre dans le grand livre de l'Histoire. De même, j'ambitionne d'aller au-delà

---

<sup>1</sup> La mémoire collective, les souvenirs et représentations que partagent les individus originaires de Berlin-Est, ceux qui ont connu ces lieux en activité.

<sup>2</sup> Les reconstructions du passé qui se développent à partir d'un lieu spécifique et qui viennent s'inscrire dans la mémoire collective.

d'une vision qui représenterait cet Etat comme un essai pour une société meilleure, une ambitieuse entreprise voulant ériger une société autre et qui aurait pâti de graves erreurs d'appréciation tout au long de son parcours. Aussi, voudrais-je me focaliser sur les stratégies liées à la construction et à la valorisation du passé, tant au plan individuel et collectif, qu'officiel, et ce tout en tenant compte et en reconsidérant, pour chaque cas, les débats précédemment cités. J'aimerais ainsi rendre compte de la pluralité des discours qui font et défont l'image de la ville et de ses passés au gré de la succession des contingences politiques, économiques, sociales et culturelles.

## Problématique et Cadre théorique

### *L'espace urbain berlinois, mémoire et imaginaire du communisme*

L'exercice de mémorisation développé dans l'*ars memoriae*, élaboré dans l'antiquité et pratiqué dans le moyen âge et la période moderne, est un principe d'ordonnement de la mémoire qui consiste à faire correspondre des souvenirs (images, personnes, mais aussi les idées – cette technique ayant été utilisée afin, par exemple, de retenir par cœur les différentes parties d'un discours) à des localisations. Les souvenirs reviennent à l'esprit à la simple remémoration de la localisation à laquelle ils ont été sciemment connectés. Ainsi « la localisation précède non seulement la reconnaissance, mais même l'évocation des souvenirs » (Halbwachs, 2008 : 153). L'*ars memoriae* illustre les liens étroits qui unissent la matérialité du lieu et les souvenirs qu'on y rattache ; la représentation mentale d'une succession de lieux devenant un média qui permet d'évoquer et d'articuler une série d'images, d'idées, de représentations (Yates, 1987). « Le premier medium de toute mnémotechnie », nous dit Jan Assmann, « est la spatialisation. (...) Chose révélatrice, l'espace joue aussi un rôle majeur dans la mnémotechnie collective et culturelle, la « culture du souvenir » » (Assmann, 2010 : 54). Nous émettrons ici l'hypothèse que les lieux constituent un support, un moyen, mais aussi un enjeu de la réminiscence et de la constitution des mémoires.

La relation de l'homme – du groupe – à son environnement, notamment lorsque ce dernier tend à y inscrire sa marque en vue d'intégrer certains motifs (relatifs à certains événements, traditions et symboles) au monde de sens que nourrit et véhicule la mémoire collective, a été l'une des principales préoccupations d'Halbwachs, notamment dans l'étude qu'il consacra à la tradition évangélique (cf. *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*). Ce qu'Halbwachs nous montre dans cette étude, c'est que le groupe chrétien n'a eu, tout au long de son évolution, de cesse d'élaborer le dogme et de le rattacher à des lieux (saints) afin que la doctrine chrétienne s'ancre et se perpétue durablement dans les esprits des fidèles. C'est via l'élaboration du récit de la vie du Christ et via l'ancrage du souvenir de ses hauts faits dans certains lieux choisis en fonction de leur caractère sacré que la communauté chrétienne naissante aurait organisé le culte. Ainsi, les premiers chrétiens ont-ils institutionnalisé la mémoire vivante en élaborant un savoir relatif aux différentes étapes de la vie du Christ et en le commémorant à travers des rites étroitement associés aux Lieux saints.

Cette opération permettait de fixer et de transmettre le souvenir qui, dans son contenu, est également évocation des vérités dogmatiques.

Il faut comprendre ces formations – du dogme, des localisations et de la communauté elle-même – en trois temps : tout d’abord, nous avons affaire, nous dit Halbwachs, à une communauté qui n’avait sa place dans aucune des sociétés globales, romaine ou juive. Il est vraisemblable, ajoute-t-il, que cette communauté a été, dans les premiers temps de son existence, persécutée. Ainsi s’interroge-t-il :

« Comment une telle mémoire eut-elle pu durer, si elle ne s’était pas attachée à quelques points du sol ? Ces lieux étaient réels, dans le présent comme dans le passé. Par eux la vie de Jésus, quel qu’en ait été l’aspect surnaturel, se présentait dans un monde d’images qui n’étaient point hallucinatoires, mais familières, acceptées de tous et prises dans le cours régulier de la vie de ce temps. Il n’est pas invraisemblable que les ennemis du christianisme naissant se soient efforcés de défigurer ces lieux, et de détruire les signes qui pouvaient aider à les reconnaître. (...) C’est ainsi qu’un gouvernement d’ordre, dans une grande cité autrefois tumultueuse, détruit les quartiers qui furent le foyer de l’émeute ou le siège de combats révolutionnaires, y trace de larges avenues, y construit de vastes édifices publics, pour effacer les souvenirs qui lui portent ombrage. » (Halbwachs, 2008 : 126-127)<sup>3</sup>

Nous retrouvons ici configurée la communauté chrétienne aux premiers temps de sa formation. Halbwachs souligne par ailleurs la nécessité, pour cette dernière, d’ancrer ses souvenirs au sol afin de pallier sa vulnérabilité et la fragilité de ses souvenirs. Le sociologue procède, en outre, à la description des faits *supposés* de la société globale à l’encontre de la communauté chrétienne à ce moment là : pour porter atteinte à cette secte, qui commençait à faire parler d’elle, et l’ébranler profondément, une des solutions était de s’en prendre à ses lieux de culte, ces « point[s] de ralliement de tout un groupe de croyants » autour desquels la communauté était peu à peu parvenue à se souder (Halbwachs, 2008).

Dans un deuxième temps, Halbwachs fait référence au moment où la communauté chrétienne n’est plus une secte et se confond avec l’organisation romaine. Nous ne reviendrons pas sur cette période et nous contenterons juste de souligner que cet état de fait eut des conséquences certaines sur la localisation des Lieux saints. Nous en venons ainsi

---

<sup>3</sup> Précisons ici que Halbwachs écrit à une période où l’on connaissait encore mal l’histoire des débuts du christianisme. Il ne fait donc que conjecturer la réaction des Romains face à l’apparition du christianisme. On sait aujourd’hui que, contrairement à ce qu’Halbwachs avance, les Romains sont longtemps restés indifférents à cette secte nouvelle.

directement à un troisième temps, celui de la communauté chrétienne élargie d'Europe occidentale, qui, loin de la Terre sainte, a continué à développer le dogme et à le perpétuer tout en entretenant, à distance, une image des Lieux saints à laquelle était rattachée une série de significations spirituelles.

« Quant aux membres du groupe qui se sont éloignés de ces lieux, qui ne les ont plus revus, qui n'ont pas assisté à toutes les phases de leur transformation, ils s'en font assez vite une représentation symbolique. L'image qu'ils évoquent de ces lieux tire son contenu, sans doute, d'abord, de ces lieux eux-mêmes (...). Mais la réflexion symbolique détache ces lieux de leur entourage matériel, et les met en rapport avec les croyances du groupe, avec elles seulement. C'est, sans doute, la stabilité de l'image qui explique que les croyances durent. » (Halbwachs, 2008 : 129)

Ce passage de l'œuvre d'Halbwachs pourrait figurer comme une adaptation, à échelle collective, de l'*ars memoriae*. Le sociologue souligne ainsi l'importance que prend l'image de lieux matériels dans le fondement d'une tradition et illustre le caractère dialectique de la relation qui se tisse entre les groupes, les lieux et les mémoires collectives.<sup>4</sup> Les lieux de culte, lieux de commémoration et hauts-lieux sont « un mode d'expression de la mémoire collective » (Assmann, 2010 : 54). Ce sont des lieux autour desquels les membres du groupe se rassemblent, se pensent, se reconnaissent et se maintiennent dans le temps. « L'art de la mémoire travaille à l'aide d'espaces imaginaires ; la culture du souvenir, à l'aide d'un marquage de l'espace naturel » (Assmann, 2010 : 54). L'attrait des lieux sur les groupes est tel que les Croisés arrivés en Terre sainte déploient tous leurs efforts afin de faire correspondre les lieux de la ville qu'ils trouvent aux lieux dont ils ont cultivé le souvenir.

A l'issue de ce petit détour dans l'espace et dans le temps, nous voudrions formuler une définition des hauts-lieux – puisque c'est là l'un des objets de notre réflexion – qui soit adaptée à l'étude que nous voulons en faire.

Suivant les conceptions halbwachsiennes de l'espace et de la mémoire, nous nous proposons d'envisager ces hauts-lieux (terme que nous préférons à celui de lieux de mémoire) dans leur sens propre et non figuré. A l'instar de l'intuition qu'avait eue Halbwachs en son temps, il nous semble que les lieux, dans leur matérialité, remplissent une fonction essentielle dans la gestation et la perpétuation de la mémoire des groupes. Nous ajouterons ici que ces lieux exemplaires interviennent dans la qualification des territoires et la « régulation sociale »

---

<sup>4</sup> Sur la relation entre les hauts-lieux d'une communauté et la création/re-création des souvenirs s'y rattachant, voir également l'article de Freddy Raphaël (Freddy Raphaël (1980), « Le travail de la mémoire et les limites de l'histoire orale », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 35<sup>ème</sup> Année, n°5, pp. 127-145).

(Micoud, 1991 : 8). L'analyse de la « production sociale » de hauts-lieux permet dès lors de « mieux comprendre comment les sociétés se débrouillent, en manipulant symboliquement leur espace, avec le changement et avec la tradition. » (Micoud, 1991 : 7-8) Ainsi, et suivant André Micoud dans la définition de son projet d'analyse des lieux exemplaires, nous émettrons l'hypothèse que l'étude de hauts-lieux en train de se faire ou de se défaire est susceptible de nous renseigner sur « les formes modernes d'instrumentation de la croyance (ou de l'adhésion) mises en œuvre dans ces nouvelles techniques politico-symboliques de régulation des contradictions sociales. » (Micoud, 1991 : 10)

Nous distinguant par ailleurs d'une approche qui mettrait « entre parenthèses les modalités locales de production des lieux » (Fabre, 2001 : 25-26), nous nous intéresserons aux lieux en tant que productions localisées et poserons qu'il existe une interaction entre les différentes sphères du corps social dans la production et la sémantisation des lieux. Revendiqués, contestés, rarement consensuels, les lieux qui incarnent le passé sont promus – ou non – au rang de hauts-lieux en vertu de négociations où interviennent profanes, experts et politiques. C'est au croisement de ces jeux d'acteurs, porteurs de mémoires et visions du monde, que le lieu va être mis en sens et en image. Ainsi, pour reprendre les termes de Hans Belting, « les lieux » seraient eux-mêmes « des images qu'une culture transpose sur des emplacements de la géographie réelle » (Hans Belting, cité par Rautenberg, 2006).

Nous voudrions en outre ajouter que, dans le cas qui nous occupe, le haut-lieu comme matérialité est inscrit dans la ville, qu'il participe de la forme urbaine, bien que, entre détachement et inscription, cette relation soit sans cesse remise en cause, du fait du travail de sens perpétuel qui caractérise la formation de la ville.

### ***Mémoire collective, mémoire communicationnelle et mémoire culturelle***

Nous nous proposons maintenant de reprendre des notions développées par l'histoire, la sociologie et l'anthropologie autour des questions de mémoire, en France et en Allemagne, afin de cerner au mieux les phénomènes observés sur le terrain, à savoir la constitution, à Berlin, de mémoires plurielles, parfois contradictoires, suite à la disparition de la RDA et son absorption par la RFA.

Il s'agit donc ici de croiser quelques conceptions allemandes et halbwachsiennes de la mémoire afin de clarifier les termes de ce débat et de construire une réflexion originale à l'articulation des deux approches.



Selon Halbwachs, on se souvient dans la mesure où nos souvenirs sont reconstruits au sein de cadres sociaux qui nous permettent d'«organiser ces souvenirs dans une forme narrative articulable» (Assmann, 2009). Une fois le souvenir atteint ou reconnu, nous ne résistons pas à la tentation de le dater, de le situer, de l'associer avec d'autres souvenirs (Augé, 2001), ou, pour le dire autrement, de procéder à sa *configuration narrative* (Ricoeur, 2000). La mémoire, dans sa dimension individuelle, est un phénomène cognitif, mais aussi éminemment social. En tant qu'individu, on se souvient non seulement parce que les autres sont là pour nous rappeler les faits, mais aussi parce qu'il existe des cadres prédéfinis (le langage, l'espace, le temps, la quotidienneté, etc.) qui permettent au souvenir de se reconstruire et de prendre place au sein d'un ensemble articulé de souvenirs constituant le récit (indéfiniment ré ajustable) que l'individu tient sur lui-même. Dans son ouvrage posthume, *La Mémoire Collective*, Halbwachs résume cette idée fondamentale :

« Pour que notre mémoire s'aide de celle des autres, il ne suffit pas que ceux-ci nous apportent leurs témoignages : il faut encore qu'elle n'ait pas cessé de s'accorder avec leurs mémoires et qu'il y ait assez de points de contact entre l'une et les autres pour que le souvenir qu'ils nous rappellent puisse être reconstruit sur un fondement commun. Il ne suffit pas de reconstituer pièce à pièce l'image d'un événement passé pour obtenir un souvenir. Il faut que cette reconstruction s'opère à partir de données ou de notions communes qui se trouvent dans notre esprit aussi bien que dans ceux des autres, parce qu'elles passent sans cesse de ceux-ci à celui-là et réciproquement, ce qui n'est possible que s'ils ont fait partie et continuent à faire partie d'une même société. (...) on ne se souvient qu'à condition de se placer au point de vue d'un ou de plusieurs groupes et de se replacer dans un ou plusieurs courants de pensée collective. » (Halbwachs, 1997 : 63)

On se souvient parce que l'on participe d'une multitude de groupes sociaux, traversés de courants de pensée<sup>5</sup> qui modèlent les passés individuels et collectifs. La mémoire collective n'est donc pas uniquement le fait de souvenirs communs, mais aussi d'une pensée collective qui s'entretient à travers des relations sociales sans cesse renouvelées, permettant l'édification de références communes qui rendent possible la construction d'interprétations analogues du passé. L'individu se souvient en se plaçant « au point de vue d'un ou de plusieurs groupes ». En retour, il vient nourrir la mémoire collective et participe de sa

---

<sup>5</sup> Ce que nous désignons par cette notion durkheimienne (qui fut critiquée), ce sont les imaginaires sociaux identifiables car constitués d'images, de figures emblématiques et stéréotypiques, de récits partagés et organisés. Nous revenons sur cette notion d'imaginaire social un peu plus loin.

gestation permanente, via la réactivation de souvenirs communs, à travers les relations et les échanges qu'il établit avec les membres de son (ses) groupe(s) d'appartenance – c'est ce que l'on entend sous le terme de réminiscence. Une autre caractéristique essentielle de la mémoire est qu'elle est un regard porté sur le passé depuis le présent (présent de l'individu et présent du groupe), un regard qui tente de donner « du sens au temps qui passe, au temps passé (...) et à venir » (Rautenberg, 2003 : 18). La mémoire collective est donc un phénomène cognitif et social qui a pour fonction de permettre « aux sociétés de se reproduire, aux échanges sociaux de s'organiser et de se stabiliser dans le temps » (Rautenberg, 2009).

Revenons ici sur une notion, utilisée par Halbwachs, qui semble poser certains problèmes et qui se trouve être un des points de contact entre théories françaises et allemandes de la mémoire (Marchal, 2001). Nous partirons de ce point précis afin d'exposer la manière dont ces différentes théories s'articulent et se complètent. Il s'agit de la notion de *mémoire historique*, expression jugée malheureuse par son auteur. Cette expression est d'autant plus ambiguë si l'on accorde à la mémoire un potentiel en termes d'émotions et d'affects et qu'on y oppose une histoire froide et rationnelle. Ajoutons à cela que là où l'histoire tend à établir des ruptures, la mémoire cherche au contraire à instituer une certaine continuité dans notre rapport au passé, au monde et à nous-mêmes. Peut-être le terme de mémoire historique est-t-il une manière d'exprimer cette tension entre mémoire et histoire, tout en cherchant à la dépasser. Il est vrai qu'en y regardant de plus près, les deux catégories sont poreuses, il n'y a pas une stricte dichotomie entre le travail sur le passé, la construction d'une mémoire officielle (écrite, commémorée, mise en musée) et le travail de l'historien, les forces des uns et des autres s'accordant dans bien des cas pour édifier des représentations communes (consensuelles, hégémoniques ou plurielles) du passé. Mais intéressons nous plus avant aux prolongements des thèses habwachsienne par Jan Assmann.

Dans son ouvrage *Das Kulturelle Gedächtnis (La Mémoire culturelle)*<sup>6</sup>, Jan Assmann introduit les termes de *mémoire communicationnelle* et de *mémoire culturelle*. Selon Assmann :

« La mémoire communicationnelle embrasse des souvenirs qui se rapportent au passé récent, et que l'homme partage avec ses contemporains. Le cas typique est la mémoire générationnelle, que le groupe reçoit historiquement en partage ; elle naît dans le temps et périt avec le temps, ou plus exactement avec ses propres porteurs.

---

<sup>6</sup> La première édition de cet ouvrage de Jan Assmann (*Das kulturelle Gedächtnis. Schrift, Erinnerung und politische Identität in frühen Hochkulturen*) date de 1992. Nous nous référons ici à la traduction française de cet ouvrage, parue en 2010.

Une fois que ces derniers sont morts, elle cède la place à une autre. » (Assmann, 2010 : 45)

La mémoire communicationnelle est une « mémoire au quotidien, qui guide et oriente le groupe et ses membres à l'aide de modèles d'action communs et exemplaires au cours du temps » (Marchal, 2001 : 567). Cette mémoire « repose fondamentalement sur la communication » des générations entre elles, c'est-à-dire sur la transmission orale de souvenirs et de traditions au sein du milieu de la mémoire (famille, classe sociale, communauté nationale, etc.). « L'individu qui se souvient se joint au « milieu » de la mémoire collective » qui est « formé par la communauté des personnes qui partagent des intérêts communs et ont vécu sensiblement les mêmes expériences » (Marchal, 2001 : 576). Selon les théories de la conduction « développée par la recherche ethnologique sur le conte populaire (*Erzählforschung*) » (Marchal, 2001 : 576), on peut dire de ce milieu de mémoire qu'il exerce un contrôle sur la manière dont les individus se souviennent afin de garantir « une continuité et une certaine constance du récit. La créativité de l'individu qui raconte est ainsi bridée par le contrôle de la communauté, ce qui confère au contenu et surtout au noyau d'une tradition sa continuité (...). Créativité et contrôle social, individu et communauté, créent ensemble cette fluctuation vivante et cette constance du contenu qui permet à la tradition de durer » (Marchal, 2001 : 577)

La mémoire culturelle est, quant à elle, l'ensemble des savoirs traditionnels partagés qu'un groupe détient sur lui-même. Ces savoirs sont évalués et reconstruits via leur intégration au sein de la mémoire culturelle, puis restitués sous forme de traditions. L'intégration de ces éléments et motifs du passé au sein de la mémoire culturelle est le produit d'un choix et d'une sanction que le groupe effectue en décidant de les transmettre (ou non) sous forme écrite, orale ou matérielle. Les motifs et thèmes qui composent la mémoire culturelle sont des souvenirs institutionnalisés et réactualisés à travers des rituels. En effet, selon Jan Assmann :

« La mémoire culturelle se règle sur des points fixes dans le passé. Même en elle, le passé ne peut se conserver en tant que tel, mais se fige dans des figures symboliques aux quelles s'arrime le souvenir. L'histoire des patriarches, l'Exode, la traversée du désert, l'installation en terre promise, l'exil sont des figures-souvenirs qu'on commémore liturgiquement lors de fêtes, et qui éclairent telle ou telle situation du présent. Les mythes aussi sont des figures-souvenirs : ici la distinction entre mythe et histoire devient caduque. Pour la mémoire culturelle, ce n'est pas l'histoire factuelle

qui compte, mais l'histoire telle qu'on s'en souvient. On pourrait dire aussi que la mémoire culturelle transforme l'histoire factuelle en objet du souvenir et, par là, en mythe. Le mythe est une histoire fondatrice, une histoire qu'on raconte pour éclairer le présent à la lumière des origines. (...) Dans le souvenir, l'histoire devient mythe. Elle n'en devient pas irréelle pour autant ; au contraire, c'est alors seulement qu'elle prend réalité, c'est-à-dire prend une force normative et formative durable. » (Assmann, 2010 : 47)

La mémoire culturelle dépend des pratiques inhérentes à un savoir sur le passé. L'art, la littérature, les chroniques, l'histoire, la doctrine, le dogme, l'architecture véhiculent ce savoir. Par ailleurs, la mémoire culturelle suppose l'existence de spécialistes de la mémoire, (le griot, le chanteur, ou, dans nos sociétés, l'historien, le « faiseur de mémoire ») c'est-à-dire une sorte de caste qui assure à la fois la sélection des savoirs passés, leur sémiotisation et leur transmission à travers les rituels de répétition (commémoration, jubilé, etc.) et leur incarnation en des lieux spécifiques (le mémorial, le musée, le livre, le film, etc.).

Ces souvenirs et traditions de longue date continuent ainsi à influencer sur nos manières de penser le monde et d'être au monde, et ce même après que la base sociétale sur laquelle ces traditions se sont édifiées ait disparu ou subi l'altération du temps. La mémoire culturelle est constituée de traditions et motifs retenus et réinterprétés parce qu'ils n'ont pas cessé de servir la cohésion du groupe qui continue de les maintenir en vie. Pour Jan Assmann, en effet, « la culture dans laquelle nous sommes nés, existe depuis longtemps, et elle sème les grains de la mémoire culturelle, dont nous ne sommes pas toujours complètement conscients, dans notre monde intérieur en perpétuel développement » (Assmann, 2009).

La mémoire culturelle serait ainsi à la fois cette « mémoire ancestrale », dont nous sommes les dépositaires et « qui forge notre rapport au monde en s'inscrivant dans notre imaginaire » (Rautenberg, 2008), et une mémoire construite, officielle, nationale ou supranationale, orientée en fonction des enjeux (politiques, économiques, culturels et sociaux) présents. Ce type de mémoire opère par simplification, par réinterprétation et par ajustement d'éléments historiques complexes en regard du contexte (politique, culturel, social) présent, c'est-à-dire qu'elle transforme l'histoire en un matériau vivant et plastique, en un « objet du souvenir » (Assmann, 2010 : 47).

Considérant, par ailleurs, la question de l'oubli collectif, Guy P. Marchal distingue deux types d'oubli ; l'oubli organisé, qui intervient sur la mémoire communicationnelle et, à rebours, sur la mémoire culturelle. Ce type d'oubli se manifeste, par exemple, lorsqu'une

instance dominante de la société décide, pour les besoins de sa propre cause, de mettre l'accent sur tel élément, tel motif de la mémoire et de la tradition au détriment d'un autre. L'oubli, ou amnésie structurelle, interviendrait dans des cas extrêmes où les sociétés sont ébranlées jusque dans leurs fondements. Certains motifs (traditions, figures mythifiées) constitutifs de la mémoire collective tomberaient alors en désuétude.

L'assimilation de la RDA par la RFA, ainsi que les profonds remaniements politiques et économiques qui l'ont suivi, ont été menés conjointement à un intense travail sur le passé visant à changer les mentalités des anciens citoyens de RDA, socialisés sous un régime socialiste, et donc largement imprégnés des valeurs et normes véhiculées par cette idéologie. De fait, le travail sur le passé est-allemand a été envisagé comme un outil permettant la conversion des populations est-allemandes aux valeurs, mais aussi aux schèmes de pensées et d'actions inhérents au régime démocratique et au système capitaliste. En effet :

« L'Ouest, non concerné par le passé dictatorial des régimes communistes, a pourtant marqué de son sceau la manière dont est traité ce passé (...), l'Ouest a fait du changement du régime une rupture radicale, tant au point de vue institutionnel que social et culturel ; il a veillé à un renouvellement complet des élites, interrompu dans une très large mesure la tradition de l'Etat providence et la continuité institutionnelle, exporté des modèles culturels d'une société civile occidentale fondamentalement libéralisée vers l'ancienne RDA et empêché toutes les tentatives, que ce soit dans la recherche ou dans l'espace public, de refouler ou d'idéaliser le passé, de sorte que les points de vue révisionnistes sur cette histoire ont la plupart du temps été rejetés dans l'anonymat de l'Internet » (Sabrow, 2006 : 71).

Certaines analyses ont récemment montré que la mémoire communicationnelle des anciens citoyens de la RDA tendait à s'affaiblir au profit d'une mémoire culturelle, portée par des initiatives citoyennes et fédérales, des institutions muséales et archivistiques. Cette mémoire culturelle de la RDA se constituerait en vue de faire éclore une conscience historique censée servir les besoins du changement de mentalité que nous venons d'évoquer. Les concepts de mémoire communicationnelle et de mémoire culturelle s'avèrent ainsi particulièrement féconds. Ils nous permettent en effet d'appréhender la constitution d'une mémoire culturelle du communisme à Berlin et d'approfondir notre compréhension des effets que ces développements font peser sur la mémoire dans sa dimension communicationnelle.

Le développement d'une historiographie de la période socialiste, en tant que construction fondamentalement guidée par les modèles interprétatifs occidentaux, sonne-t-il

irréremédiablement le glas de la mémoire communicationnelle, qui recouvre les multiples aspects de l'expérience collective de la quotidienneté sous un régime socialiste ?

*Mémoire, historiographie et mythes, la place de la RDA au sein du récit national de l'Allemagne réunifiée*

Comme l'a fait judicieusement remarquer Bo Stråth, il n'y a pas lieu d'établir une stricte dichotomie entre une mémoire émotionnellement et politiquement orientée et une histoire permanente, froide et rationnelle.

« Le mythe n'est pas seulement l'objet de la science historiographique, il en est aussi le produit, sous forme de mémoire construite (ce qui, en même temps, signifie également un oubli construit). (...) Quand, au nom de la science, des figures telles que Kennedy et Clinton, Hitler et Churchill, Catherine II et Voltaire, Atatürk et Attila, ou des abstractions telles que l'Europe, la nation, la démocratie et la dictature sont décrites et discutées, le point de départ sont les mythes créés par l'histoire. Cela ne veut pas dire que ces descriptions et discussions sont des mensonges, mais plutôt que les vérités qu'elles véhiculent sont des vérités construites à partir d'une *ex post position*. (...) Les mémoires construites sont continuellement sujettes à l'examen critique et à la révision dans le cadre d'une histoire qui est constamment écrite et réécrite à partir d'un présent en perpétuel changement. L'histoire est un flux ; elle est, comme le présent, dans un état de transformation permanente. L'histoire n'existe pas « en dehors de », attendant d'être découverte, mais est inventée en permanence en vue de donner sens au présent – et au futur – à travers le passé. » (Stråth, 2000 : 26)

La mémoire, dans sa dimension communicationnelle et culturelle, est le fait d'une construction qui s'élabore depuis une perspective présente. Il en va de même pour l'histoire, qui doit être envisagée dans une perspective constructiviste. L'histoire, nous dit Bo Stråth, n'est pas une vérité éternelle, elle est une construction scientifique, rationnelle, qui vise à éclairer le présent à la lumière des événements passés. Malgré sa prétention à l'objectivité, la recherche historique n'en subit pas moins les influences présentes (courants de pensée qui se traduisent par des manières de faire l'histoire à un moment donné, recherches orientées en fonction de la conjoncture politique, sociale, etc.).

Toutefois, contrairement à la mémoire culturelle, l'histoire rend compte des événements passés dans toute leur complexité. Elle ne s'intéresse qu'aux « discontinuités » et

aux « différences » quand « la mémoire collective n'a d'yeux que pour les analogies et les continuités » (Assmann, 2010 : 39). Cela étant, l'histoire n'est pas uniquement l'instance qui déconstruit le mythe et révèle les vérités historiques qui se cachent derrière, elle est elle-même pourvoyeuse de mythes. L'histoire est en effet porteuse d'images, de symboles et de représentations qui, par effet de simplification, de télescopage – lors de l'assimilation que la mémoire culturelle fait de l'histoire – deviennent autant de fragments (essentialisés) susceptibles de servir à la constitution des mythes et de symboles nationaux. Pour le dire autrement, l'historiographie fournit le matériau de base à la production d'une mémoire culturelle, faite de symboles et de stéréotypes qui s'inscrivent dans le temps (via les rituels commémoratifs) et s'incarnent dans l'espace (via la création et la valorisation de hauts-lieux). Et l'historien, le chercheur en sciences sociales, l'expert, de plus en plus participent de cette conversion des faits historiques en objets de culte collectif.

Il ne faut par ailleurs nullement sous-estimer l'importance des émotions (culpabilité, indignation, fierté, amour, haine, espoir, joie et tristesse), et la fascination que suscitent certaines références au passé de la nation, car c'est en grande partie sur les émotions collectives que se fondent les sentiments d'appartenance nationale (Wahnich, 2005). Les nations, nous dit Anderson, « bénéficient d'une légitimité émotionnelle (...) marquée », c'est ce qui explique que certains sont prêts à sacrifier leur vie pour cette abstraction qu'est la nation (Anderson, 1983 : 18). Le jeu des émotions devient inévitable dès lors qu'il s'agit de mettre en forme le passé national de façon concrète et officielle en vue de porter un message à visée pédagogique. Le contenu même de ce message, à teneur politique et morale, véhicule un ensemble de normes et des valeurs conformes à celles que prônent les communautés nationales (ou supranationales) qui soutiennent et orientent le travail sur le passé. Pour qu'elle s'ancre de manière profonde dans les esprits, il est impératif que la parole portée sur le passé suscite l'émotion du public. Le travail sur le passé, qu'il s'agisse de l'historiographie ou du travail (ou devoir) de mémoire, s'effectue bien souvent dans l'objectif de souder une communauté (plus ou moins élargie) et de susciter l'adhésion de ses membres à un système de valeurs. Ainsi, le travail des sociétés sur elles-mêmes et sur leur passé est-il à la fois travail de mise en sens et travail de mise en émotions.

A la suite de Jan Assmann, G. P. Marchal a souligné les liens qui existent entre mémoire et pouvoir, le pouvoir, dit-il, « a besoin, rétrospectivement, d'une ascendance et, prospectivement, veut être remémoré, ce qui l'amène à une alliance avec la mémoire. » (Marchal, 2001 : 587). Nous irons plus loin et suivrons Bo Stråth qui, observant ce qui soude les communautés nationales, affirme que l'histoire elle-même est politique par nature ; le

pouvoir ayant recours à l'histoire et à la mémoire qui conjointement subviennent aux besoins de sa propre légitimation :

« Il est évident que l'Histoire est intrinsèquement politique. (...) L'histoire remplit une fonction de déconstruction et de critique, de même qu'une fonction de légitimation et de construction, et tout déni arguant que l'histoire est indépendante des politiques et lui-même un geste politique. La fonction légitimatrice, en retour, requiert de l'histoire qu'elle se voie conférer un statut de science. La solution de ce problème n'est pas de dénier la dimension politique, ce qui serait une forme de crypto-politique, mais de reconnaître et d'essayer de saisir son rôle spécifique dans la division du travail, un rôle qui pourrait préalablement être appelé proto-politique. » (Strâth, 2000 : 45-46)

Ainsi convient-il de cerner le caractère structurant de la constitution d'un sentiment national sur l'historiographie et l'élaboration d'une mémoire culturelle et officielle, et de discerner la part qui revient à l'émotion lorsqu'une communauté nationale s'attelle à un travail de confrontation avec une période précise de son histoire dans le but, plus ou moins avoué, de susciter l'adhésion à un modèle national.

La réunification a constitué, pour la RFA (aujourd'hui Allemagne réunifiée), une occasion de refondre ses mythes nationaux et de donner un nouvel élan au sentiment national allemand, ce qui, une décennie plus tôt, n'était pas envisageable. En effet, tant que l'Allemagne était divisée, la question allemande restait ouverte. L'anormalité d'une nation bi-étatique demeurait tel un stigmate, le signe d'une culpabilité, d'une faute à expier. La réunification a brusquement changé la donne, faisant de l'Allemagne un Etat national *normal* parmi d'autres Etats nationaux européens. Un important travail historiographique sur le passé socialiste de l'ex-RDA fut alors entrepris, qui visait à rendre tangibles les changements nés de la réunification et à donner corps au récit national de l'Allemagne réunifiée. Il nous semble aujourd'hui que la place qui revient à l'histoire de la RDA dans l'historiographie nationale est celle d'un contre modèle conférant force et légitimité au modèle national actuel de l'Allemagne. Certains motifs historiques de ce contre modèle se déclinent au sein d'un paysage mémoriel du communisme – incarnation de la mémoire dans sa dimension culturelle, du souvenir institutionnalisé de l'Allemagne de l'Est – qui a pour vocation de construire l'adhésion de chaque citoyen au projet de l'Allemagne réunifiée. Il revient alors aux hauts-lieux de cette mémoire du communisme de faire « éprouver le passé » aux visiteurs et de



susciter « l'émotion » afin que ces derniers se redécouvrent eux-mêmes « à travers l'ancienneté matérialisée du lieu » (Bensa, 2001 : 10).

On peut alors se demander si ce jeu des émotions ne contribue pas à creuser davantage le fossé (culturel, social et économique) qui sépare les Allemands de l'Ouest de certains de leurs concitoyens de l'Est, et ce vingt ans après l'événement – qui aurait pu être à la fois fondateur et fédérateur de la nouvelle Allemagne – de la nuit du 9 novembre 1989. Comment les populations de l'ex-Allemagne de l'Est s'intègrent-elles au projet (économique, politique, social et culturel) national de la nouvelle Allemagne ? Les orientations de l'historiographie et de la mémoire officielles ont-elles des répercussions sur la manière dont ces populations parviennent, ou non, à définir leur place au sein de l'Allemagne réunifiée ? Et qu'en est-il des relations qui se tissent entre Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest, désormais tenus de composer ensemble au sein d'une même communauté de destin ?

### *Le sentiment national allemand, interprétations hégémoniques vs récits alternatifs du passé*

La production de visions homogénéisantes du passé ne signifie pas pour autant que toute autre vue sur le passé se trouve étouffée, définitivement confinée au silence ou à la marge de l'ensemble complexe des récits qui se tissent sur le passé national. Il existe des interprétations alternatives, subversives et irrévérencieuses, du passé qui « contestent de toute évidence l'historiographie officielle », et qui sont le fruit de la « tension entre l'autoreprésentation officielle et la reconnaissance de l'intimité culturelle » des différentes communautés qui composent la nation, et qui, à l'instar de cette dernière, s'imaginent et se réifient sans cesse (Herzfeld, 2007). Ce terme d'intimité culturelle exige une définition. Dans l'ouvrage qu'il consacre à cette notion, Herzfeld nous dit que :

« L'un des traits essentiels de l'intimité culturelle est que son contenu est inconstant par nécessité. Il représente les alternatives aux points de vue officiels du moment qui, malgré toutes leurs prétentions à la vérité éternelle, sont eux-mêmes notoirement instables. En tant qu'ensemble de réactions à l'Etat ou à d'autres formes officielles de réification, l'intimité culturelle n'en est pas moins un espace de réification. » (Herzfeld, 2007 : 59-60)

L'intimité culturelle est donc l'espace intime au sein duquel les différents groupes qui composent une entité plus grande (par exemple celle de l'Etat-Nation) se réifient

constamment, en réaction aux actes d'essentialisation que produit et que diffuse cette entité de taille supérieure dans le but de maintenir l'idée de sa permanence. Ainsi, l'Etat, même s'il est effectivement « une entité qui contrôle des ressources particulièrement puissantes pour parvenir à cette impression de pérennité » (Herzfeld, 2007 : 78), n'a pas le monopole, ni de la réification, ni de la mise en forme du passé (l'une et l'autre étant assez étroitement liées). Au sein de l'Etat-Nation, donc, les individus et les groupes posent quotidiennement des actes d'essentialisation, qui ont pour effet d'œuvrer à la reconnaissance de caractéristiques constitutives d'une identité particulière – à l'intérieur et/ou à l'extérieur du groupe –, mais également d'ancrer la figure de l'Etat dans leur vie. On peut dès lors considérer que ces individus et groupes nourrissent leurs propres visions du passé qui viennent – selon la plus ou moins grande maîtrise dont ils disposent en regard des arts de la réification – contester ou confirmer les récits officiels.

La mémoire collective, en tant que dynamique d'ajustement perpétuel du passé en fonction des contingences du présent, n'est pas monolithique, il s'agit d'une construction sociale plurielle et mouvante qui n'est jamais consensuelle. La mémoire collective est soumise à des tensions qu'il faut comprendre en fonction des relations qu'entretiennent les membres d'une communauté entre eux, de la place et du rôle que chacun se voit assigner, de l'acceptation ou, au contraire, du refus de cette assignation, et des stratégies qui découlent de ce refus en termes de présentation de soi, de discours que tiennent certains groupes particuliers sur une période de l'histoire qui concerne la communauté dans son ensemble (Bastide, 1970). Les constructions mémorielles sont des formes fluctuantes soumises aux jeux de domination, de résistance, de négociation, de conflits, qu'ils soient ouverts ou larvés, qu'ils s'expriment à travers les dits ou les non-dits relatifs à l'histoire d'une communauté. D'autre part, il convient d'ajouter que cette mémoire collective hétérogène est également caractérisée par sa flexibilité et sa créativité, qu'elle a, à chaque époque, manifesté un pouvoir d'adaptation, par l'association et la combinaison d'éléments lui étant exogènes et/ou par la réinterprétation de la tradition qu'elle participe à véhiculer.

A nouveau, notre problématique rejoint celle de l'espace de la ville parce qu'il est un des supports du développement et de la diffusion des discours historiographiques officiels, à côté desquels viennent s'inscrire des visions alternatives qui témoignent d'une expropriation de ces discours, de leur subversion ou de leur dénonciation, et qui sont autant d'interprétations constituant un « terreau fertile pour le jeu de l'intimité culturelle, derrière les façades de la culture nationale » (Herzfeld, 2007 : 67). L'espace urbain devenant, dans cette perspective, un instrument permettant d'appréhender et de décoder les tensions qui existent entre ces

différentes visions du passé et qui structurent ce que l'on va appeler un imaginaire urbain. En effet, alors même qu'un paysage mémoriel du socialisme se constitue sous nos yeux à Berlin, nous pouvons observer des indices spatiaux de la constitution, concomitante, d'un imaginaire urbain du communisme.

Ainsi, nous faudra-t-il effectuer un choix quant à la définition de la forme urbaine à envisager, afin de la délimiter en tant qu'objet d'étude et d'en déterminer une approche. Dans un premier temps, nous nous référons à « L'approche de la forme urbaine comme *paysage urbain*, c'est-à-dire l'espace urbain visuellement saisi dans sa tridimensionnalité et sa matérialité plastique » (Lévy, 2005 : 30). Sans en passer par une étude systématique « typomorphique classique de la formation/transformation de la ville, de son tissu », mais en nous référant toutefois à des travaux ayant analysé la morphogenèse de la ville, nous focaliserons davantage sur « une analyse de son paysage, de ses caractères visuels, son évolution » (Lévy, 2005 : 30). Dans cette perspective : « Les significations du paysage urbain étudiées sont de nature esthétique, stylistique, culturelle, historiquement périodisées » (Lévy, 2005 : 30).

Dans un deuxième temps, il importe de préciser que nous considérons, à l'instar de Nassima Driss, que l'espace urbain n'est « ni un simple support des pratiques ni un simple produit », mais qu'il « résulte de l'image que la société se fait d'elle-même », de l'effort que fournissent les individus pour habiter, classer, distribuer, transformer et reformuler l'espace au sein duquel ils s'établissent (Driss, 2005 : 87 ; Segaud, 2007). Il convient une fois de plus d'insister sur ce « double mouvement d'humanisation de la ville et d'urbanisation de l'homme » (Hampartzoumian, 2007 : 484) ; de revenir sur ce balancement perpétuel entre des groupes façonnant leur environnement à leur image – en y projetant leurs espoirs, leurs craintes, leurs aspirations et leurs fantasmes – et sur cet environnement modelé, qui, en retour, conditionne le monde de sens et de pratiques qui caractérise nos sociétés. « En aménageant l'espace à son image », nous dit Stéphane Villepontoux, « l'homme donne vie à son imaginaire et cette empreinte lui permet de stabiliser sa relation au monde. (...) C'est de cette rencontre entre l'imaginaire, l'homme et l'espace, que naît le territoire, autrement dit la représentation et l'appropriation d'un espace de vie à son échelle, fait de lieux et de pratiques, d'itinéraires et de parcours, suivant des temporalités et des rythmes quotidiens, et prenant aussi appui sur une réalité socioculturelle avec ses permanences, ses occasions de changements et de nouvelles rencontres » (Villepontoux, 2007 : 23). Et Stéphane Villepontoux de conclure : « on peut dire que les hommes ne se contentent pas de vivre en

société, « ils produisent aussi de la société pour vivre » (Godelier, 1984 : 9) donc de l'espace pour vivre en société » (Villepontoux, 2007 : 23).

L'homme produit de l'espace pour vivre en société, il met son environnement en sens, projetant son imaginaire sur l'espace et produisant ainsi de l'espace signifiant dans une tension permanente entre référence au passé et projection vers l'avenir. Il convient ici d'éclaircir ce que nous entendons par le terme d'imaginaire. Pour ce faire, nous en appelons à la définition qu'en donne Bronislaw Baczko dans l'ouvrage qu'il consacre aux imaginaires sociaux. Pour cet auteur, l'imaginaire est le « travail permanent », auquel se livrent les sociétés, « d'invention de leurs propres représentations globales, autant d'idées-images au travers desquelles elles se donnent une identité, perçoivent leurs divisions, légitiment leur pouvoir, élaborent les modèles formateurs pour leurs membres » (Baczko, 1984 : 8). Michel Rautenberg mobilise cette notion d'idée-image en la mettant en relation avec certaines conceptions philosophiques développées par John Locke (Rautenberg, 2008). Il nous rappelle que « pour Locke, la vérité est contenue dans la conformité entre une idée et son objet. Nous connaissons le monde par la voie des images qui prennent forme dans notre esprit. Elles sont des « idées-images » que nous lions à notre compréhension du monde » (Rautenberg, 2008). Prolongeant ensuite « l'hypothèse (...) de Baczko », M. Rautenberg suggère que « les idées-images individuelles de Locke [peuvent] être prolongées pour désigner un sens collectif » (Rautenberg, 2008).

Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que l'espace est à envisager comme un médium puissant du travail de l'imagination – de définition de soi via l'élaboration d'images, de symboles, d'idées et de valeurs –, et ce parce que la condition première de l'homme est de s'inscrire dans un environnement en y matérialisant son « être au monde ». Cette inscription passe par un travail de mise en sens qui s'effectue à travers la quotidienneté – l'habiter et les pratiques habitantes –, mais aussi à une échelle plus globale, à travers la construction et le traitement d'espaces et d'édifices publics, et la constitution d'une image de la ville. Il en résulte la ville palimpseste, une sédimentation de sens, de signes, de légendes et de faits qui, se raccrochant aux paysages urbains et à leurs monuments, concourent à modeler notre imaginaire et nos pratiques de la ville, et au-delà, nos « mentalités » et « comportements collectifs » (Baczko, 1984). « Inventées et élaborées avec des matériaux puisés » dans un « fonds symbolique » commun, les représentations constitutives des imaginaires sociaux proviennent du passé, mais sont aussi le fruit des craintes et espoirs que nous projetons sur l'avenir (Baczko, 1984). En d'autres termes, les imaginaires sociaux ont partie liée avec la mémoire dans une dynamique qui pousse toujours davantage les sociétés à se représenter à

elles-mêmes, à imaginer l'avenir et s'imaginer dans l'avenir. Nous émettrons ici l'hypothèse que la mémoire culturelle, qui procède par simplification, télescopage ou réinterprétation de l'histoire, est ce *fonds symbolique commun*, dont parle Baczko, qui fournit les matériaux entrant dans la constitution des idées-images et imaginaires sociaux. L'espace constitue un des lieux par excellence où s'effectue cette conversion.

Notre propos vise donc à mettre en évidence les liens substantiels et virtuels qui unissent l'espace urbain de Berlin à des mémoires plurielles, entrant en compétition dans la formation de récits nationaux suite à une période de transition impliquant l'absorption d'un Etat par un autre, et la transformation radicale du système politique, économique, social et culturel de l'un de ces deux Etats. Berlin constitue un terrain idéal pour étudier les effets de la refonte d'un imaginaire national sur l'espace d'une ville, qui plus est d'une capitale, et montrer les forces en présence dans la constitution simultanée de récit nationaux et de paysages mémoriels. L'étude du remaniement de l'espace de cette capitale constitue en outre une occasion exceptionnelle de mettre en exergue les dynamiques de création de communautés mémorielles et d'affrontement des mémoires à l'aune d'une approche résolument spatiale du phénomène mémoriel.

## Méthodologie

### **Construction de la recherche et du terrain, des allers-retours entre ici et là-bas, entre implication et distanciation**

#### *Phase exploratoire et constitution du terrain*

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le projet de réaliser une thèse dans un pays dont nous ne pratiquions pas la langue et sur lequel nous ne possédions que d'infimes connaissances relevait de la gageure. Nos premiers pas sur le terrain furent assez difficiles, marqués par un relatif isolement et une certaine incertitude. Ayant jusqu'alors principalement pratiqué une ethnologie du proche, il nous semblait essentiel de partir et de nous frotter à l'ethnologie de l'ailleurs, avec toutes les difficultés, mais aussi tous les enrichissements, qu'implique une telle démarche. C'est ainsi que nous prîmes le chemin de Berlin, un ailleurs relativement proche, et une occasion d'éprouver les compétences que nous avons acquises tout au long de notre cursus universitaire. Dès lors, il devenait possible de rompre avec notre milieu et de faire l'expérience « en grand » du travail ethnographique, de cette démarche que l'on définit à la fois comme un art et une discipline scientifique, qui s'apprend par la pratique et exige une intelligence relationnelle et situationnelle. Afin de nous socialiser au plus vite au sein de notre terrain d'étude et de nous constituer un réseau d'informateurs, nous optâmes d'emblée pour un appartement en colocation.

Durant la première phase de notre terrain, qui dura une année et demie, nous avons tout d'abord partagé le quotidien d'un Allemand de l'Ouest, pour ensuite emménager dans une colocation où nous partagions un vaste appartement avec trois Allemandes (deux Bavaraises et une Berlinoise de l'Est). Nous habitons alors à *Friedrichshain*, un quartier assez central situé dans l'ancienne partie orientale de Berlin. Habiter le terrain comme nous l'avons fait à Berlin nous permit de partager la quotidienneté de ces personnes, de les comprendre par le biais du dialogue, du partage et de la participation à la vie de tous les jours. Cette cohabitation n'alla pas forcément de soi, et la compréhension ne fut pas pleine et entière en toute occasion. L'acculturation, que chacun ressent lorsqu'il est amené à vivre à l'étranger, n'allait pas sans engendrer des résistances, de l'incompréhension, voire de l'exaspération. La confrontation quotidienne aux petites habitudes de vie qui vont de soi chez l'autre, mais qui paraissent parfois déplacées ou absurdes à l'étranger, et inversement, constitue également une des matières premières de la réflexion. Toutes exaspérantes et désagréables qu'elles puissent

être, ces confrontations méritent au premier chef d'être inscrites sur les carnets de terrain de l'ethnologue. Au cours de cette phase d'investigation, nous nous efforçâmes, d'une part, d'apprendre la langue et l'histoire du pays, et de nous familiariser, d'autre part, avec les manières d'être et de faire en vigueur à Berlin. Cette période d'immersion, qui se prolongea entre 2005 et 2007, donna lieu, par ailleurs, à la réalisation de 41 entretiens semi directifs.

### *Retour en France*

Au terme de cette première phase de l'enquête, nous avons ressenti le besoin de prendre de la distance vis-à-vis de notre terrain et d'évaluer le matériel ethnographique récolté lors de nos premières investigations. Cette phase de distanciation et d'analyse nous permit de travailler des données de différentes natures ; entretiens, observations, revue de presse, webographie, littérature et cinéma (fictions et documentaires).

Ce travail sur les données ethnographiques fut mené en parallèle à une réflexion sur les différents modèles théoriques permettant l'analyse des faits observés et des données recueillies, et ce afin d'appréhender l'expérience de terrain selon un angle analytique. Ce retour en France correspondit en outre à une première phase d'objectivation et d'écriture et au progressif recentrement de nos questions de départ. Au terme de cette année, notre candidature fut retenue par le DAAD pour l'obtention d'un financement s'étalant sur une année universitaire. Cette bourse nous permit de repartir à Berlin et d'y être accueillie par l'Institut d'Ethnologie européenne de l'Université Humboldt.

### *Retour sur le terrain, approfondissement des connaissances de terrain*

Lors de cette deuxième phase de terrain, nous habitons le quartier de *Wedding*, une circonscription relativement centrale située dans l'ancienne partie ouest de la ville. Si notre sujet de recherche était compris et accepté de manière relativement consensuelle au sein de notre première colocation, dans laquelle nos colocataires étaient toutes étudiantes, et de cinq à dix ans plus jeunes que nous, il fut beaucoup moins évident de le faire entendre au sein de notre nouvelle communauté d'habitation (*Wohngemeinschaft*), où nous avions affaire à des personnes différentes, de par l'âge et l'occupation. Pour l'une de nos colocataires, originaire de l'Est, le thème était légitime, mais les représentations de la RDA que nourrissait cette jeune femme différaient en de nombreux points de celles de notre ancienne colocataire est-allemande, d'une dizaine d'années plus jeune. Pour notre autre colocataire, originaire de l'Ouest, historienne de formation et de dix ans notre aînée, la RDA ne constituait pas un objet digne d'intérêt, mais tout au plus une note de bas de page dans le grand livre de l'histoire.

Défendant cette opinion avec ardeur, elle ne tarissait pas en arguments pour l'appuyer, se basant sur l'histoire allemande ainsi que sur ses expériences personnelles, illustrant ses propos d'anecdotes étonnantes, véritables mines d'or pour l'ethnologue. Ces conversations nous firent entrevoir une réalité que nous n'avions jusqu'ici pas appréhendée. Par ailleurs, cette personne nous ouvrit au monde académique et aux débats sur l'histoire allemande, apportant régulièrement des coupures de presse traitant du travail sur le passé de la RDA, et nous tenant informée des conférences organisées sur le thème qui nous occupait.

Lors de ce deuxième séjour, qui dura une année, le terrain nous apparut sous un jour nouveau. Notre compréhension de la réalité sociale et politique se faisait plus aiguë, notre présence nous semblait plus évidente. Berlin n'était plus un ailleurs flottant, la ville était devenue un *ici* concret, nous évoluions alors dans une société à laquelle nous avions l'intime conviction de participer. Cette année s'avéra l'occasion d'affûter nos connaissances du terrain et de l'histoire allemande et fut décisive dans l'aboutissement de notre recherche.

*Entre participation et réflexion, implication et distanciation, la richesse de l'approche ethnologique*

L'établissement d'une empathie avec la ville constitua un outil de premier ordre afin de décrypter la réalité telle qu'elle était vécue à Berlin, par les natifs et non natifs y résidant. Berlin fut, pendant la guerre froide, la vitrine des mondes communiste et capitaliste, et cet état de fait avait de toute évidence de grandes incidences sur la quotidienneté de ses résidents, sur la façon dont ils se percevaient et agissaient dans le cours de leurs vies quotidiennes, sur leurs règles de comportement autant que sur leurs structures cognitives (Borneman, 1992). Deux modèles politiques, culturels et économiques avaient en effet marqué de leurs empreintes une population autrefois divisée, aujourd'hui réunie sous la bannière d'un seul Etat.

De même, Berlin redevenue capitale se constitue en vitrine de la nouvelle Allemagne, distillant un certain nombre de messages à caractère normatif sur la façon dont il convient de voir le monde et la nation, de définir ses modes d'appartenance à cette dernière, et au-delà, à une série d'instances supranationales. Une réalité complexe, certes, et difficile à appréhender de l'extérieur. Le fait de résider à Berlin, d'en adopter le rythme et les modes de vie, d'observer les populations – les natifs, les personnes venues d'ailleurs et celles de passage – voilà ce qui, en premier lieu, nous permit de construire notre objet. Partageant les représentations de nos interlocuteurs de façon inconditionnelle dans un premier temps, nous



cherchions ensuite à les appréhender sur le plan analytique, tentant de discerner les relations entre ces constructions narratives et les récits et modèles proposés via ce Nouveau Berlin.<sup>7</sup>

Répondant nous-mêmes aux questions des personnes que nous rencontrions dans, ou en dehors du cadre de notre recherche, nous expliquions le pourquoi de notre venue à Berlin, et abordions inmanquablement le thème de notre sujet d'étude. Chaque personne avec qui nous nous entretenîmes à ce sujet témoigna, chacune à sa manière, de son intérêt et de sa curiosité. Chacun y allait de sa petite anecdote, qui se souvenant d'un voyage effectué avec les pionniers, tel autre se rappelant une histoire drôle de l'époque, etc. Nous ne rencontrions, à Berlin, personne qui ne soit réellement indifférent à la question du passé communiste, et les gens que nous interviewions nous accordaient sans hésiter de leur temps, répondant patiemment à nos questions, retraçant leurs biographies, avec émotion ou recueillement, nous remerciant parfois de l'occasion que nous leur avions donnée de se souvenir (sur ce point, il nous arrivait fréquemment d'être remercié de la sorte par des personnes issues des nouveaux Länder).

Lors de rencontres informelles, nous constatons par ailleurs que notre sujet pouvait également déranger. Certains réagissaient avec une sorte de dégoût, nous affirmant que notre intérêt pour quelque chose d'aussi ennuyeux et sinistre semblait suspect. Ainsi, un Berlinois de l'Est que nous avons croisé à l'occasion d'une soirée, parut profondément choqué par l'intérêt que nous portions à ce qu'il avait vécu. D'autres (notamment parmi les personnes issues des anciens Länder), évoquèrent également l'ennui et l'indifférence que leur inspirait ce thème. Mais il s'agissait le plus souvent d'une indifférence feinte, car c'est généralement chez ces personnes que la relation au passé de la RDA était le plus émotionnellement marquée. Il arrivait même, quoi qu'assez rarement, que nous ayons à essayer quelques réflexions, prononcées sur un ton irrité, à propos de la pertinence scientifique de notre objet et de notre légitimité à travailler sur un tel sujet.

« L'histoire de l'individu [n'est] jamais qu'une certaine spécification de l'histoire collective de son groupe ou de sa classe », nous dit Pierre Bourdieu (Bourdieu, 2000 : 285). Cette affirmation est particulièrement vraie dans le cas de l'ethnologue qui, débarquant fraîchement au sein du milieu social qu'il a choisi d'étudier, se voit catalogué selon une suite de traits culturels qui varient en fonction de l'origine (sociale, culturelle ou géographique) des personnes qu'il est amené à rencontrer sur le terrain. Dans l'ensemble, nous faisons l'objet de bienveillance, voire, parfois, d'un certain amusement : « Un travail sur le Palais de la

---

<sup>7</sup> Dénomination générique désignant les travaux de réaménagement urbain, d'édification de nouveaux quartiers ex-nihilo et de restauration du patrimoine bâti depuis la réunification de la ville et de l'Allemagne.

République et la Stasi ? », nous disait-on parfois, « c'est un sujet typiquement français ». Était-ce à mettre sur le compte des fameux *Lieux de mémoire* de Pierre Nora ? Ou était-ce dû à notre intérêt pour un bâtiment identifié au phénomène de l'*Ostalgie*, intérêt parfois assimilé à une attitude supposément partagée au sein du milieu de la recherche française ? Parfois, il nous arrivait d'être perçue, par les Berlinoises de l'Est comme le produit des traditions culturelles et politiques nées de la Révolution française. Pour les Berlinoises originaires de l'Ouest, nous étions invariablement cataloguée comme issue d'un peuple réputé pour son insouciance et son arrogance, ainsi que pour l'importance qu'il accorde aux plaisirs de la table. Par certains côtés, le fait d'être française fut un avantage. Nous n'éprouvions pas les difficultés liées au fait d'être originaire de l'Est ou de l'Ouest de l'Allemagne lors de nos interviews, ce qui, peut-être, engendra davantage de confiance et de spontanéité dans l'attitude des enquêtés.

*La question des choix d'entrée sur le terrain et l'entretien comme outil méthodologique de l'étude des phénomènes mémoriels*

Nous aborderons ici la question des choix « d'entrée » sur le terrain qui est elle-même liée à la question de la construction de la recherche. Nous en profiterons également pour évoquer la question de l'entretien comme outil méthodologique dans l'appréhension des phénomènes mémoriels. Une des premières questions qui se pose en effet dans l'appréhension des phénomènes mémoriels, via l'enquête de terrain notamment, est « quelle est l'entrée à privilégier ? » ; en d'autres termes : « à qui s'adresser en priorité ? ». Convient-il dans un premier temps, de s'appuyer sur les professionnels de la mémoire et les institutions de mémoire, ou non ?

Pour l'avoir déjà pratiquée, la méthode qui consiste à partir des acteurs de la mémoire pour ensuite sonder les représentations des populations comporte certains dangers, notamment un possible enfermement dans un réseau d'acteurs, où « faiseurs de mémoire »<sup>8</sup> et témoins sont investis dans les processus de construction mémorielle. D'autre part, s'il est intéressant et même essentiel de travailler avec les professionnels de la mémoire, il faut néanmoins toujours être conscient du fait que ces acteurs défendent un projet de mémoire. Il arrive qu'ils œuvrent dans le cadre de problématiques liées à la reconnaissance du passé de certains groupes

---

<sup>8</sup> Nous entendons par « faiseurs de mémoire » ou « porteurs de mémoire », les spécialistes qui encadrent le « travail de mémoire » et sont les « garants du contrôle social et, accessoirement, de la validité scientifique ou artistique du travail » (Rautenberg, 2003 : 75). Selon Michel Rautenberg, ces acteurs sont également des « médiateurs » qui, en outre, ont pour mission de construire une parole publique de mémoire, de rassembler des souvenirs éparpillés et parfois confus en un tout cohérent de représentations collectives » (Rautenberg, 2003 : 75).

sociaux. Dans ce cadre, l'histoire devient un *champ d'action* ; la mémoire procède d'une recherche de justice, contre l'injustice que constitue l'oubli. S'adresser à des acteurs de la mémoire implique donc en amont une bonne connaissance du projet de mémoire défendu par ces acteurs afin d'être en mesure d'appréhender les logiques institutionnelles de construction mémorielle et de percevoir les grands enjeux de mémoire qui les sous-tendent.

En ce qui nous concerne, à une entrée sur le terrain via les acteurs de la mémoire, nous avons préféré nous intéresser d'abord aux représentations collectives de personnes résidant à Berlin et n'étant pas investies dans le travail de mémoire à proprement parler. Nous décidâmes donc de réaliser des entretiens au sein de notre milieu d'interconnaissance, en partant de nos colocataires, nos connaissances et amis, qui nous présentèrent à leur tour des proches et des collègues de travail. Si bien qu'au bout d'une année, nous avons parcouru plusieurs réseaux d'interconnaissances et recueilli une trentaine d'interviews auprès de natifs comme de non natifs de Berlin. Le matériel ainsi recueilli est de l'ordre des récits de vie. La méthode privilégiée était celle de l'entretien semi directif portant sur des périodes historiques, des grandes thématiques et aussi des questions en rapport avec la ville et ses lieux – notamment le Musée de la Stasi et le Palais de la République. Nous encourageons les gens à nous faire part de leurs sentiments, de leurs souvenirs, de leurs anecdotes, de leur quotidienneté par le passé et dans le présent. Lors de nos entretiens, il nous parut essentiel de porter une attention toute particulière aux « catégories indigènes » et de laisser les interviewés libres de tisser leurs récits au grès de leurs envies (Weber, 1989). Ainsi, le choix des entretiens semi directifs nous a-t-il semblé judicieux. Cette méthode nous a permis d'aborder certains thèmes inhérents au vécu et à la mémoire des personnes interviewées tout en leur laissant le loisir de se laisser aller à des digressions anecdotiques.

Toutefois, il convient également de garder à l'esprit que l'entretien comme outil méthodologique doit être manié avec précaution. Lorsqu'on réalise des entretiens sous forme de récit de vie, ce que l'on obtient, ce sont des représentations du passé. La narration individuelle du passé est elle aussi sujette aux occultations, aux déplacements, aux mises en contraste. La situation présente et les perspectives à venir de l'enquêté/narrateur conditionnent le choix des éléments qu'il va juger bon de mobiliser dans la présentation de soi, de son passé et de son monde de valeurs. L'enquêté peut mettre en œuvre des stratégies justificatrices, des stratégies en termes de présentation de soi qui s'effectuent dans une tension permanente afin d'établir une cohérence entre le moi au passé, au présent, et le moi comme projet à venir. Les logiques narratives répondent invariablement à une exigence de cohérence – il faut porter une attention particulière à ces logiques. Par ailleurs, la situation d'interaction pendant l'entretien

est elle aussi source de perturbation, il ne s'agit pas d'une situation naturelle, elle est, dans une certaine mesure, dissymétrique. L'enquêteur et l'enquêté ont tous deux leurs origines sociales, géographiques et culturelles, souvent, ils projettent l'un sur l'autre des stéréotypes, et, éventuellement, nourrissent des attentes réciproques. Il s'agit de facteurs que nous avons systématiquement pris en compte lorsque nous revenions sur nos entretiens.

Enfin, il importe de souligner l'avantage de notre choix d'entrée sur le terrain. Cette stratégie nous permet en effet d'aborder la mémoire dans sa forme communicationnelle. L'entrée sur le terrain via des populations non investies dans les dynamiques de constructions mémorielles nous donna accès à des données permettant d'appréhender les pratiques individuelles et sociales de la mémoire et de l'oubli, de cerner les contours de la mémoire communicative et de pointer différentes communautés mémorielles au sein desquelles sont partagées des représentations collectives du passé. Enfin, ajoutons que cette démarche part du postulat que la mémoire collective procède d'un jeu, d'une interaction, entre des institutions de mémoire et des populations. En nous engageant dans la collecte de récit de vie et en nous adressant par la suite aux acteurs de la mémoire, nous avons dans l'idée de saisir les jeux d'interactions, mais également le continuum relationnel, qui existent entre mémoire collective, sociale et mémoire institutionnelle.

### Les interviews

Nous nous proposons maintenant de passer à la présentation détaillée des enquêtés. Nous procéderons par ordre chronologique des sessions réalisées au cours de l'enquête, et classerons les interviewés, pour chacune des sessions, selon l'âge, l'origine géographique et la profession.

**Tableau n°1 : première session d'interviews réalisées au cours de l'hiver 2006**

Nom	Age de l'interviewé au moment de l'interview/2006	Origine géographique	Profession	Lieu de résidence au moment de l'interview	Origine géographique du conjoint/de la conjointe
Esther	30 ans	Basse-Saxe (Ouest)	Ingénieur chez Siemens	Berlin Prenzlauer Berg (Est)	Allemagne de l'Est
Jens	32 ans	Rostock (Est)	Monteur vidéo	Berlin Kreuzberg (Ouest)	Allemagne de l'Ouest
Raphaël (Retranscription intégrale)	30 ans	Nantes	Architecte	Berlin Friedrichshain (Est)	France
Marion	56 ans	Bavière (Ouest)	Femme au foyer	Bavière	Allemagne de l'Ouest
Christian	63 ans	Bavière (Ouest)	Professeur de biologie	Bavière	Allemagne de l'Ouest

Werner	41 ans	Berlin Lichtenberg (Est)	Patron de bar	Berlin Neükoln (Ouest)	Célibataire
David (retranscription intégrale)	32 ans	Dresde (Est)	Architecte	Berlin Prenzlauer Berg (Est)	Allemagne de l'Ouest
Frank	27 ans	Dresde (Est)	Informaticien	Berlin Friedrichshain (Est)	Célibataire
Ines	25 ans	Brandebourg (Est)	Etudiante en paysagisme	Berlin Schönberg (Ouest)	Célibataire
Janet	32 ans	Magdeburg (Est)	Responsable des ressources humaines en entreprise	Berlin Prenzlauer Berg (Est)	Allemagne de l'Ouest
Mareike (Retranscription intégrale)	20 ans	Berlin Pankow (Est)	Etudiante en mode/design	Berlin Friedrichshain (Est)	Allemagne de l'Ouest
Christina (Retranscription intégrale)	26 ans	Bavière (Ouest)	Etudiante en paysagisme	Berlin Friedrichshain (Est)	Allemagne de l'Ouest
Marcus	34 ans	Bavière (Ouest)	Officier de la Bundeswehr	Berlin Tegel (Ouest)	Allemagne de l'Ouest
Miriam	24 ans	Bavière (Ouest)	Etudiante au conservatoire de musique de Berlin	Berlin Friedrichshain (Est)	Allemagne de l'Ouest

Les entretiens de la première session concernèrent essentiellement notre réseau d'interconnaissance, les gens rencontrés en arrivant à Berlin, généralement issus des nouvelles générations, mais aussi leurs parents, leurs amis, leurs collègues de travail. Ces premiers entretiens portaient sur des thèmes très généraux. Cela nous amena à identifier les représentations relatives à une mémoire de la RDA chez des individus de tous âges provenant aussi bien de l'Est que de l'Ouest de l'Allemagne et habitant à Berlin. Au cours de cette première partie de l'enquête, dix entretiens furent réalisés.

**Tableau n°2 : deuxième session d'interviews réalisées au cours de février 2007**

Nom	Age de l'interviewé au moment de l'interview/2007	Origine géographique	Profession	Lieu de résidence au moment de l'interview	Origine géographique du conjoint/de la conjointe
Manfred (visite suivie d'une interview)	74 ans	Dresde (Est)	Architecte urbaniste*	Berlin Zellendorf (Ouest)	Allemagne de l'Est
Andreas	48 ans	Berlin Pankow (Est)	Employé au service de cartographie des archives du Land de Berlin (1)	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Elisabeth	19 ans	Potsdam (Est)	Etudiante	Potsdam	Angleterre

Jürgen	64 ans	Mecklenburg (Est)	Professeur d'agronomie à l'Université Humboldt de Berlin	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Roderich	67 ans	Allemagne de l'Est	Ingénieur en économie à la retraite + ancien employé de la BStU*	Berlin Marzahn (Est)	Allemagne de l'Est
Ingetraut	62 ans	Allemagne de l'Est	Formation d'ingénieur en économie, ancienne employée dans le domaine du tourisme*	Berlin Marzahn (Est)	Allemagne de l'Est
Rupert	41 ans	Brême (Ouest)	Professeur en agronomie à l'université Humboldt	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Frederika	28 ans	Berlin Pankow (Est)	Architecte	Prenzlauer Berg (Est)	Célibataire
David (visite suivie d'une interview)	32 ans	Dresde (Est)	Architecte	Prenzlauer Berg (Est)	Allemagne de l'Ouest
Ralph	48 ans	Berlin-Est	Paysagiste et urbaniste à l'Université Technique de Berlin (sans emploi)*	Banlieue de Berlin (circonscription non spécifiée)	Allemagne de l'Est
Andreas (Retranscription intégrale)	58 ans	Dresde (Est)	Monteur de scène de théâtre*	Berlin Friedrichshain (Est)	Célibataire
Bianca (Retranscription intégrale)	34 ans	Dresde (Est)	Responsable photo dans un magazine féminin	Berlin Prenzlauer Berg	Allemagne de l'Ouest

Les enquêtés dont la profession est suivie d'un « \* » ont été reclassés ou mis en retraite anticipée suite à la réunification. Les enquêtés dont la profession est suivie d'un (1) ont pu reprendre leurs études suite à la Wende et ainsi changer d'orientation professionnelle.

**Tableau n°3 : troisième session d'interviews réalisées de mars à septembre 2007**

Nom	Age de l'interviewé au moment de l'interview/2007	Origine géographique	Profession	Lieu de résidence au moment de l'interview	Origine géographique du conjoint/de la conjointe
Ania (visite suivie d'une interview, retranscription intégrale)	37 ans	Berlin Mitte (Est)	Socio pédagogue (1)	Berlin Marzahn (Est)	Célibataire
Barbara	58 ans	Stuttgart (Ouest)	Notaire	Berlin Schöneberg (Ouest)	Allemagne de l'Ouest

Thomas	56 ans	Berlin Schönberg (Ouest)	Dentiste	Berlin Schöneberg (Ouest)	Allemagne de l'Ouest
Bärbel	66 ans	Berlin Pankow (Est)	Biologiste à la retraite*	Berlin Pankow (Est)	Allemagne de l'Est
Chistina (visite suivie d'une interview)	26 ans	Bavière (Ouest)	Etudiante en paysagisme	Berlin Friedrichshain (Est)	Allemagne de l'Ouest
Helmut	47 ans	Westphalie (Ouest)	Historien, chercheur au BStU	Berlin Zellendorf (Ouest)	Non spécifié
Steffen-Maria (Retranscription intégrale)	44 ans	Berlin Friedrichshain, Berlin Köpenik (Est)	Menuisier charpentier et architecte, membre d'une association travaillant sur le passé de la ville	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Horst	84 ans	Wrocław/ anciennement Breslau	Retraité, ancien ingénieur des travaux publics	Berlin Treptow (Est)	Allemagne de l'Est
Mme S.	84 ans	Berlin Zellendorf	Infirmière à la retraite + ancienne employée au musée historique de la RDA à Berlin	Berlin Treptow (Est)	Allemagne de l'Est
Marian (Retranscription intégrale)	67 ans	Berlin Mitte	Ingénieur électronique à la retraite + ancienne employée du BStU*	Berlin Mitte (Est)	Célibataire
Volker	63 ans	Wittenberg, Saxe Anhalt (Est)	Ingénieur des travaux publics à la retraite, engagé dans le tissu associatif travaillant sur le passé de la ville*	Berlin Mitte (Est)	Non spécifié
Win	25 ans	Berlin Mitte (Est)	Etudiant en sociologie et en philosophie, militant du parti dis Linke	Berlin Schöneberg (Ouest)	Célibataire

Les enquêtés dont la profession est suivie d'un « \* » ont été reclassés ou mis en retraite anticipée suite à la réunification. Les enquêtés dont la profession est suivie d'un (1) ont pu reprendre leurs études suite à la Wende et ainsi changer d'orientation professionnelle.

Concernant les deuxième et troisième sessions d'entretiens, nous nous sommes mis en relation avec des individus dont l'âge variait entre 19 et 84 ans, nous avons également privilégié la réalisation d'entretien avec des individus originaires de l'Allemagne de l'Est et habitant à Berlin. Notre objectif était alors de saisir avec précision à quelles représentations et

interprétations du passé renvoyaient les lieux qui nous intéressaient. Concernant le Palais de la République, les interviews ont été effectuées auprès de personnes qui ont assisté à des « fêtes », des mariages, des représentations diverses dans le Palais et également auprès d'individus qui y ont travaillé. Pour ce qui touche au thème de la Stasi, nous avons rencontré des personnes ayant travaillé dans les archives de la Stasi après la chute du Mur, afin de permettre aux citoyens d'ex-RDA de prendre connaissance de leurs dossiers personnels. Précisons qu'à cette étape de l'enquête correspond la réalisation de 20 entretiens.

**Tableau n°4 : quatrième session d'interviews réalisées au cours de l'hiver 2007**

Nom	Age de l'interviewé au moment de l'interview/2007	Origine géographique	Profession	Lieu de résidence au moment de l'interview	Origine géographique du conjoint/de la conjointe
Christian (Retranscription intégrale)	44 ans	Un village à proximité de Rostock (Est)	Ethnologue et historien de formation, travaille actuellement en tant que chercheur au sein de la BStU (1)	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Samuel	Non spécifié (une quarantaine d'années)		Historien, travaille en tant que chercheur au Mémorial de la Bernauer Strasse	Berlin (quartier non spécifié)	Non spécifié
Jörg	52 ans	Originaire d'Allemagne de l'Est	Directeur du Musée de la Stasi de la <i>Normannenstrasse</i>	Neuköln (Ouest)	Non spécifié
Magrit	42 ans	Kiel (Ouest)	Architecte	Prenzlauer Berg (Est)	Originaire d'Allemagne de l'Ouest
Robert	45 ans	Originaire d'Allemagne de l'Est	Photographe et architecte (1)	Prenzlauer Berg (Est)	Originaire d'Allemagne de l'Ouest
Ulrike	54 ans	Rostock (Est)	Ancienne opposante au régime, Représentante des mouvements pour les droits civiques	Prenzlauer Berg (Est)	Non spécifié

Les enquêtés dont la profession est suivie d'un « \* » ont été reclassés ou mis en retraite anticipée suite à la réunification. Les enquêtés dont la profession est suivie d'un (1) ont pu reprendre leurs études suite à la Wende et ainsi changer d'orientation professionnelle.

L'enquête s'est ensuite prolongée auprès des réseaux d'acteurs de la mémoire dont les actions sont en rapport avec le travail sur le passé de la RDA (dernière session d'entretiens). Nous sommes ainsi allée à la rencontre d'acteurs œuvrant au sein d'institutions variées : le Mémorial du Mur de la *Bernauer Strasse*, la *Bürgerverein Luisenstadt*, la *Chronik Pankow*, le



BStU<sup>9</sup>, le Musée de la Stasi. Nous avons ensuite contacté des associations en faveur de la protection du Palais dont les membres ont organisé ou participé à des expositions, concerts, projections de films ou conférences dans le bâtiment ou en dehors. Une série de 11 entretiens a été menée durant cette partie de l'enquête.

Nous avons effectué tous nos entretiens en allemand, à l'exception d'un seul. Lors des entretiens, nous avons choisi de prendre des notes. En nous basant sur ces notes, nous avons élaboré des synthèses de nos entretiens afin d'avoir un premier aperçu de leurs contenus. Cela nous permit d'effectuer un choix concernant les passages d'interviews à retranscrire. Etant donné le nombre (41) et la durée des interviews (entre 2 et 3 heures chacune), il nous semblait difficile de toutes les retranscrire intégralement. Toutefois, nous l'avons fait pour dix d'entre elles (nous précisons lesquelles dans la liste des interviewés).

Ajoutons que nous avons mis au point un dispositif afin de cerner les questions relatives aux liens entre le lieu de mémoire, évocation du passé et mémoire collective. Nous avons à cet effet réalisé des visites dans ou autour des lieux étudiés accompagnée de quelques enquêtés. La visite était suivie d'un entretien semi directif qui portait sur la description des lieux visités, sur les impressions ressenties au cours de la visite, ainsi que sur les questions et idées suscitées par cette confrontation.

Enfin, nous avons consigné des données résultant d'un nombre important d'entretiens informels, c'est-à-dire de conversations que nous avons menées tant avec nos colocataires, qu'avec des individus composant notre milieu d'interconnaissance ou avec des personnes rencontrées à l'occasion de fêtes ou de manifestations culturelles diverses.

#### *Le classement des enquêtés selon des critères géographiques et générationnels*

Nous avons choisi, afin de procéder à l'analyse de nos entretiens, de scinder notre échantillon une première fois en deux groupes selon un critère géographique (les individus originaires de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne), puis une seconde fois selon un critère générationnel ; les individus de 20 à 35 ans au moment de l'interview (2007 pour la plupart des interviews) – que nous appellerons les « nouvelles générations » – et les individus de 50 à 70 ans et plus – que nous désignons sous le terme d'« anciennes générations ».

Chez les individus de moins de 35 ans originaires d'Allemagne de l'Est, une partie de la socialisation s'est effectuée sous le régime socialiste. Toutefois, la vie étudiante ainsi que les premières expériences professionnelles ont eu lieu dans le contexte de l'Allemagne de

---

<sup>9</sup> Le BStU, *Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik* – l'Office fédéral chargé d'exploiter les archives de la Stasi.

l'après réunification. Pour beaucoup de nos interviewés, par ailleurs, l'ouverture du Mur et la liberté de voyager ont été l'occasion d'effectuer des séjours à l'étranger, dans le cadre d'échanges universitaires. Pour les individus ayant 20 ans en 2007, l'expérience de la quotidienneté en RDA est quasiment nulle. Les individus très jeunes et originaires de la RDA, que nous avons interviewés, sont néanmoins conscients de leurs origines et plus ou moins imprégnés de valeurs qu'ils estiment leur venir de leur éducation. Cela étant, pour beaucoup d'individus très jeunes au moment de la chute du Mur, ou pour ceux étant nés après cet événement, une image de la RDA s'est essentiellement construite via les médias, et notamment à travers des films parfois teintés d'*Ostalgie*, comme *Goodbye Lenin* ou *Sonnenallee*. Quoiqu'il en soit, si nous avons choisi de rassembler toutes ces personnes dans la catégorie construite des « nouvelles générations », c'est essentiellement en regard de la situation actuelle : ces individus ont parfaitement assimilé les codes et les normes en vigueur au sein de la nouvelle société et n'éprouvent, dans la majorité des cas, aucune difficulté à s'y orienter socialement et professionnellement.

Chez les individus originaires d'ex-RDA et ayant entre 50 et 70 ans (et plus) en 2007, la socialisation s'est effectuée en grande partie sous un régime socialiste, ces derniers étaient adultes au moment de la chute du Mur. L'intégration à la nouvelle société fut parfois problématique et certains individus de cette tranche d'âge disent encore ressentir les différences qui les séparent de leurs concitoyens de l'Ouest. Enfin, chez les personnes ayant vécu et travaillé la majeure partie de leurs vies sous un régime socialiste, et s'étant parfois retrouvées sans emploi ou mise en retraite anticipée dans le contexte de la réunification, l'intégration à la nouvelle société et l'apprentissage des codes et normes propres à cette société ne va pas sans poser problème, entraînant parfois une mise en retrait et un repli sur le monde de l'entre soi.

Pour les deux tranches d'âge que nous avons choisies de mettre en exergue, la réalité du « Mur dans les têtes » n'a donc pas la même portée. Cela étant, ces catégories sont poreuses ; certains individus de moins de 40 ans et originaires de RDA affirmeront être Allemands de l'Est et ne pas s'identifier à la nouvelle Allemagne. A contrario, il est également tout à fait possible de rencontrer parmi les 50-70 ans originaires d'Allemagne de l'Est, des personnes qui se sentent parfaitement intégrées à la nouvelle société, et qui en maîtrisent effectivement les codes et les normes. Ce que nous cherchons à exprimer par le biais de cette classification, est plutôt de l'ordre de la tendance dans l'évolution des rapports à l'autre et à l'identité dans le contexte de l'Allemagne réunifiée.

Enfin, il faudrait ajouter à cela une troisième catégorie générationnelle, pertinente dans le cas des Berlinoises (et Allemands) de l'Est, qui correspondrait à la génération de la *Wende* (c'est-à-dire celle contemporaine, parfois actrice, des événements de 1989-1990), ayant en 2007 entre 40 et 50 ans. Chez certains de ces Allemands et Berlinoises de l'Est, qui avaient entre 20 et 30 ans au moment de la chute du Mur, la prise de distance avec la RDA ne fut pas aussi difficile que pour leurs aînés, en partie parce qu'elle avait été amorcée dans les années ayant précédé la *Wende*. Il s'agit d'une génération de l'entre deux. A la différence de leurs aînés – dont un certain nombre fut marqué par l'enthousiasme des débuts de la RDA et de l'activisme de la première heure dans le cadre de la construction du socialisme<sup>10</sup> – les personnes issues de cette génération de l'entre deux sont marquées par l'expérience du Mur. Pour beaucoup, le sentiment d'appartenance à l'Etat est-allemand fut envisagé comme une contrainte. De fait, nombre de personnes issues de cette génération saluèrent la *Wende* comme une chance, un gain de liberté et une opportunité de se développer en suivant ses intérêts personnels (Schneider, 2001). Pour autant, l'adaptation au nouvel ordre économique, politique et social ne fut pas aussi aisée que pour les générations de moins de 35 ans. Les bouleversements engendrés par la réunification générèrent, chez cette catégorie de Berlinoises de l'Est (natifs et non natifs), une certaine incertitude et parfois l'impression de n'être pas pleinement en capacité d'influencer les structures de la nouvelle société (Schneider, 2001 : 136). La période de la *Wende* constitue une véritable césure biographique, parfois sanctionnée de changements radicaux des activités professionnelles, voire des cercles d'amis.

### **Les observations**

Un premier séjour de trois semaines en novembre 2004 nous permit de prendre nos repères dans la ville. Au cours de ces premières investigations, nous décidâmes de parcourir la ville à pied et de consigner nos itinéraires afin de garder une trace de nos impressions initiales, celles d'une étrangère à la découverte d'une ville encore inconnue. Nos excursions liminaires concernèrent essentiellement les quartiers de *Mitte*, *Prenzlauer Berg*, *Friedrichshain* et *Lichtenberg* à l'Est, et de *Kreuzberg*, *Wedding*, *Schönberg* et *Charlottenbourg*, à l'Ouest.<sup>11</sup> Une deuxième excursion en compagnie d'architectes nous

---

<sup>10</sup> Cette réalité est cependant à nuancer, car beaucoup vécurent, comme une humiliation les premiers temps de la RDA, marqués par l'occupation soviétique. Les Russes étaient alors toujours considérés comme des « sous-hommes » par de larges franges des populations allemandes.

<sup>11</sup> Dans un premier temps, nous visitâmes les grands sites constituant le cœur du Nouveau Berlin. Nous découvrîmes tout d'abord les réalisations du Nouveau Berlin politique, c'est-à-dire celles du quartier gouvernemental, avec, notamment, le Reichstag restauré et les différents bâtiments du gouvernement nouvellement édifiés. Notre intérêt se porta ensuite sur le quartier d'affaires de la *Potsdamer Platz*, tout proche,

permis de mettre à profit notre maîtrise du plan de la ville tout en complétant nos connaissances via le dialogue avec des spécialistes en matière d'urbanisme et d'architecture. Ce fut également l'occasion de prolonger nos premières expériences des modes de vie berlinois.

Lors de notre première phase de terrain, entre 2005 et 2007, nous nous rendions dans certains quartiers de l'Est de Berlin, afin, notamment, d'y réaliser nos interviews. Nous découvrîmes ainsi les quartiers de *Lichtenberg*, *Marzahn* et de *Hohenschönhausen*, majoritairement peuplés d'anciens Berlinois de l'Est, et réputés sinistrés (cette image de zone sinistrée méritant toutefois d'être relativisée).

Concernant les observations relatives au Palais de la République, nous avons assisté à certaines manifestations artistiques dans le cadre de l'utilisation intermédiaire du lieu, notamment une exposition sur le thème de la mort ; *Die Fraktale* (12/11/2005), suivie de la dernière exposition ayant eu lieu au Palais dans le cadre de la réutilisation temporaire du lieu en ruine (*Zwischenpalastnützung* – utilisation temporaire du Palais), le 30 décembre 2005. Nous nous sommes rendue plusieurs fois sur le site du Palais alors que celui-ci était en cours de démontage, ce qui nous a permis de multiplier les observations aux abords de l'exposition en plein air « Une décision démocratique » (*Eine demokratische Entscheidung*), de consigner les propos de l'exposition, l'attitude des visiteurs, ainsi que l'altération des panneaux exposés. Nous avons également assisté à la représentation « Anti-Humboldt », qui s'est tenue le 11 juillet 2009 à la *Sophiensaele*.<sup>12</sup>

Entre 2004 et 2009, nous avons effectué 9 visites du Musée de la Stasi, seule ou en compagnie de personnes de notre milieu d'interconnaissance. Nous avons, fin 2008, eu la possibilité de faire une visite guidée de ce musée. Ces visites nous ont permis de prendre connaissance du propos de l'exposition, d'observer et de consigner les diverses postures et réactions du public lors de la visite ainsi que de noter les changements ayant affecté cette institution muséale pendant toute la durée de notre recherche. Nous avons par ailleurs rencontré les concepteurs de l'exposition ainsi que le directeur du musée et membre fondateur de l'association ASTAK (*Antistalinistische Aktion*), dont les locaux se trouvent au dessus du musée. Nous avons, d'autre part, réalisé une topographie des lieux de mémoire du

---

avec les réalisations architecturales et urbaines audacieuses. Suite à cela, nous abordions l'île aux Musées, centre originel de Berlin, site clef du réaménagement de la capitale et lieu sur lequel se tenait autrefois le Palais de la République. Nous prolongions cette visite par l'axe d'*Unter-den-Linden*, d'un côté, ainsi que le *Marx et Engels Forum* et l'*Alexander Platz* de l'autre.

<sup>12</sup> Cette manifestation réunissait plusieurs intervenants du monde culturel et scientifique, ayant œuvré dans le cadre du *Zwischenpalastnützung* et qui communiquèrent sur le thème de la reconstruction sélective du *Humboldt-Forum* (forum destiné à être abrité par la réplique partielle du *Schloss* (château) des Hohenzollern, en lieu et place du Palais de la République).

communisme à Berlin, incluant les lieux que nous avons choisis de privilégier au cours de notre recherche (le Palais de la République et le Musée de la Stasi de la *Normannenstrasse*). Cette topographie comprend d'autres lieux pour lesquels nous avons élaboré de petites monographies afin d'être en mesure d'esquisser une typologie des lieux de mémoire du communisme à Berlin (voir Annexe n°1).

Il nous parut également essentiel d'étendre notre champ d'investigation aux musées et expositions historiques dans et autour de Berlin afin d'appréhender les mises en forme de la mémoire du 20<sup>ème</sup> siècle en Allemagne et d'en cerner les enjeux. Nous nous sommes également rendue à des commémorations, conférences et lectures en rapport plus ou moins direct avec notre sujet. Enfin, nous avons eu l'occasion d'assister à des diffusions de films sur notre thème de recherche, qui furent souvent suivies de discussions avec les réalisateurs ou personnes ayant participé à la réalisation de ces films.

# **Partie 1 : Sentiments nationaux dans les deux Allemagne, réunification et jeu des regards réciproques dans la construction de l'autre**

## **1. REVENIR SUR L'HISTOIRE ALLEMANDE POUR APPRÉHENDER BERLIN ET SES PASSÉS**

Berlin est une ville qui suscite un nombre impressionnant d'images liées à l'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle. Rares sont les villes qui condensent autant de traces de ce siècle tumultueux, autant d'empreintes dans lesquelles on peut lire les grands événements qui marquèrent l'Europe et le monde. La Seconde Guerre mondiale, la guerre froide, la chute du Mur, et avec elle, celle du communisme – et l'avènement d'un monde désormais multipolaire – sont autant d'événements de portée mondiale, de nœuds spécifiques<sup>13</sup> d'une mémoire collective quasi universelle, à l'aune desquels les nations du monde pensent et définissent leurs grands objectifs politiques et économiques contemporains. Ces nœuds spécifiques, sortes de canevas thématiques d'une mémoire mondiale, s'incarnent sur les murs des maisons et des monuments, le long des rues et au cœur des places de Berlin. Sur les ruines du siècle passé, Berlin tente aujourd'hui de s'ériger en capitale allemande, un centre du pouvoir politique et économique, une métropole culturelle, une ville phare de l'Europe, la ville reflet d'une démocratie allemande qui se veut exemplaire. Berlin est une ville aux historicités multiples, le terrain d'expression de sémantiques mémorielles diverses. Il est le lieu privilégié où le passé allemand se donne à voir de manière plus ou moins officielle, plus ou moins contestée, rarement consensuelle.

### **1.1. Introduction**

Dans un premier temps, il est nécessaire d'esquisser une sorte d'état des lieux de l'histoire de l'Allemagne, de ses mythes, de son imaginaire national, des formes essentialisées qui entrent dans la constitution d'une identité proclamée allemande. Il est essentiel de procéder à ces quelques éclaircissements sur la culture allemande, sans lesquels il ne nous sera que difficilement possible de resituer notre objet d'étude au sein de son contexte. Nous

---

<sup>13</sup> Par *nœuds* nous entendons les catégorisations et les périodisations opérées par les médias, les politiques et les acteurs de la mémoire en vue de mettre en forme le passé.

tenterons de remonter quelque peu le temps, de souligner les résultats de certaines études comparatives entre les modèles français et germanique. Ces études ont mis à jour l'interrelation, en termes d'influence et d'opposition, qui a existé entre ces deux modèles au cours de leur formation. Il y a tout d'abord cette opposition entre une culture allemande qui s'inscrit dans le courant romantique, exaltant le génie des peuples, en réaction à la civilisation française, au courant universaliste des Lumières et aux tendances expansionnistes des Etats occidentaux (Elias, 1978 ; Dumont, 1991). Il y a ensuite les principes essentiels qui ont forgé la culture allemande, tels que celui de la *Bildung*. Il conviendra ici de montrer dans quelle mesure ces conceptions ont pu influencer les multiples sphères de la société allemande ainsi que la façon dont les individus qui les composaient ont pu se percevoir. Il nous faudra également aborder cette rupture essentielle, aujourd'hui constitutive de l'identité allemande, que représente la période du III<sup>ème</sup> Reich, la Seconde Guerre mondiale et la « catastrophe » du génocide des populations juives d'Europe.

Nous reviendrons sur l'histoire des deux Allemagne, afin de mettre en exergue les grands événements et étapes constitutifs de cette histoire. Cela nous permettra, dans les parties suivantes, d'expliquer comment et pourquoi la narration de tel ou tel événement s'est inscrite, ou non, dans le récit actuel que tient l'Allemagne sur elle-même. Il sera tout d'abord nécessaire d'évoquer la situation d'après-guerre en Allemagne de l'Est et de l'Ouest et la formation respective des deux Etats. Il sera ensuite question de la relation au passé de la Seconde Guerre mondiale dans la constitution des mythes nationaux et identités est- et ouest-allemandes. Nous traiterons du mythe de l'antifascisme à l'Est comme instrument de légitimation du régime et prisme à travers lequel était dépeinte la RFA. Nous verrons ensuite comment la mémoire de la Shoah a d'abord longtemps été tabouisée en Allemagne de l'Ouest. Nous pointerons les causes et les modalités de la construction de ce tabou, sa traduction concrète et aborderons certaines de ses conséquences, en évoquant notamment la tournure dramatique que prit le conflit intergénérationnel de 1968 et la période, marquée par un activisme politique violent, des années de plomb en Allemagne. Il sera ensuite question de l'enclenchement du travail de mémoire sur la période du III<sup>ème</sup> Reich, dans les années 1970 et 1980, en Allemagne de l'Ouest et les répercussions de ce travail sur le passé en termes de définition de soi. Nous reviendrons sur la façon dont la Shoah a structuré le sentiment national à l'Ouest, sur l'endossement de la faute et le développement d'un sentiment de culpabilité, voire de honte, empêchant l'expression de la fierté sentiment national. Nous aborderons la dimension prétendument *ahistorique* de cet Etat ouest-allemand, son statut d'exception au sein du concert des nations, les tendances à sa normalisation dans le courant des années 80,

ainsi que le tollé provoqué par l'émergence d'interprétations révisionnistes du passé relatif au III<sup>ème</sup> Reich et à la Shoah (Nolte : 1986). Nous aborderons également la question de la partition de l'Allemagne, punition pour les uns et chance d'édifier l'homme socialiste pour les autres.

Il convient donc de revenir sur ce que signifie la culture allemande, prise dans son opposition avec la civilisation française, puis d'aborder l'histoire allemande du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle, afin de déterminer ce qui fonde l'héritage et l'identité des Allemands de l'Ouest et de l'Est. Ainsi serons-nous en mesure, dans les parties qui suivront cette introduction historique, de cerner les enjeux et implications des constructions mémorielles et de l'incarnation des récits nationaux de la nouvelle Allemagne au cœur du paysage de sa capitale.

Dans cette partie, nous évoquerons donc les événements et phases qui nous semblent indispensables à la mise en contexte de notre objet et à l'entière compréhension du travail à suivre, sachant que de nombreux rappels jalonnent notre réflexion.

## **1.2. L'Allemagne du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle, la difficile constitution d'une nation allemande**

*L'Allemagne n'est pas une nation, elle est le terrain des antagonismes européens, « la quintessence de l'Europe » (Hamilton, 1978, p. 176). L'Allemagne, et l'âme de chaque Allemand, est le champ de bataille de l'Europe. La germanité est un abîme. » Louis Dumont (1991), L'idéologie allemande, 312 p., p. 88*

### 1.2.1. La culture contre la civilisation, France/Allemagne, une histoire « en miroir » ?

Dans un chapitre qu'il consacre à « la formation de l'antithèse « culture » - « civilisation » en Allemagne », Norbert Elias démontre l'influence du modèle français sur la constitution de la société de cour allemande et, par effet de ricochet, sur celle de la classe bourgeoise. Selon ce sociologue, l'aristocratie française s'est peu à peu assimilée « des éléments étrangers d'autres couches sociales » (la bourgeoisie), les a en quelque sorte « colonisés » via une « diffusion des manières aristocratiques de cour » (Elias, 2004 : 48). La bourgeoisie française s'est ainsi vue progressivement intégrer à la vie de cour et à la gestion des affaires de l'Etat. L'Empire allemand, quant à lui, n'a quasiment cessé de rétrécir depuis le moyen âge, les territoires allemands étant :



« (...) exposés, dès avant la guerre de Trente ans et d'une manière plus marquée encore après, à une pression considérable qui s'exerce sur toutes les frontières extérieures. Par conséquent, les différents groupes sociaux mènent aussi à l'intérieur du pays une lutte plus âpre pour maintenir leurs chances déjà limitées, pour se retrancher par rapport aux autres groupes, que dans les pays occidentaux expansionnistes. » (Elias, 2004 : 48-49).

De plus, la noblesse allemande de nombre d'Etats germaniques, en partie parce qu'elle est demeurée relativement pauvre jusqu'au 18<sup>ème</sup> siècle, s'est isolée du reste de la société, et a longtemps tenu éloigné les roturiers des cercles de la cour, en vue de maintenir ses privilèges. C'est entre autres ces différents facteurs qui expliquent, nous dit Elias, « le morcellement du territoire allemand en une multitude d'Etats souverains » et le faible rôle joué par la *society* dans la formation de la nation allemande. En réaction à cette mise à l'écart, la bourgeoisie aurait développé sa propre culture, opposant ses valeurs de spontanéité, d'honnêteté face aux mœurs, ressenties comme hypocrites et dissimulatrices, d'une couche aristocratique qui n'avait de cesse que de les discriminer, et de prendre exemple sur les manières des hommes de la noblesse française. Ainsi serait née la culture allemande, bourgeoise, romantique, exaltant la beauté de la langue allemande<sup>14</sup> et répondant à « des différences structurelles dans les manières d'être, de sentir, dans les aspirations et les concepts moraux » (Elias, 2004 : 49). S'exprimant à travers « le sentimentalisme, la sensibilité et des états affectifs similaires », et faisant montre « d'une intégrité morale », d'une vertu et d'une « culture de l'esprit » compensant l'« infériorité de sa condition sociale », la couche intellectuelle bourgeoise allemande est ainsi à l'origine du développement d'une pensée, qui se diffuse peu à peu dans toutes les sphères sociales de l'Empire, grâce à des penseurs comme Goethe (familier des cercles aristocratiques comme de ceux de la bourgeoisie), Herder, Schiller, Kant, puis plus tard, Fichte. C'est cette couche de la population qui serait en outre à la base du développement d'une conscience nationale dès le 18<sup>ème</sup> siècle. Bien que le sentiment national soit à cette période encore « mal défini et orienté en fonction des valeurs purement intellectuelles et apolitiques » – caractéristiques d'une attitude considérée comme

---

<sup>14</sup> Toujours en opposition à la classe aristocratique, dont la langue pratiquée demeura, surtout dans la seconde moitié du 17<sup>ème</sup> siècle et au début du 18<sup>ème</sup>, le français. Notons également que l'allemand avait déjà connu des défenseurs en les personnes de Luther ou de Grimmelshausen, pour ne citer qu'eux, mais qu'une « effroyable corruption linguistique » s'était ensuite abattue sur « les écrivains du début du 17<sup>ème</sup> siècle », le vocable français s'insinuant dans la langue écrite et parlée. Il était d'ailleurs de bon ton que le français soit également pratiqué au sein des classes bourgeoises. Cependant, dès 1740-1750, « la réaction commence », tout auteur allemand – les auteurs étant issus, pour la plupart, des classes intellectuelles bourgeoises – se double alors « d'un puriste et d'un puriste créateur ». Voir sur ce thème Louis Reynaud (1971), *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, 570 p. : p. 269.

« typiquement bourgeoise » par la noblesse – il préfigure la culture allemande, caractérisée par sa profondeur, en opposition aux mœurs de cour allemandes, calquées sur la civilisation française, et dépréciées en vertu de leur superficialité. C'est également à partir de l'université que se diffuse « dans le pays un système d'idées bien déterminé et des idéaux précis », l'institution universitaire devenant peu à peu « le centre de l'opposition bourgeoise à la cour » (Elias, 2004 : 54).

C'est notamment à l'université que sont mis en forme et transmis les principes de la *Bildung* allemande. Cette idée-valeur, nous dit Louis Dumont, tire ses origines de la fin du Moyen-Âge allemand, notamment du piétisme, dans lequel on note « un fort accent sur la subjectivité » (Dumont, 1991 : 109). Cette idée, propagée par les mystiques de la fin du Moyen-Âge, trouve son prolongement dans la « philosophie de l'humanité », avec l'idée que « chaque individu est, comme toute créature, original (*eigentlich*) et unique, chacun « [apportant] des dispositions qui lui sont propres et n'ont jamais existé sous cette forme » » (Stahl, cité par Dumont, 1991 : 109). « Le sujet » est considéré comme « une totalité particulière dont le développement repose (...) sur le jeu réciproque des dispositions innées et de l'influence du milieu » (Dumont, 1991 : 109-110). « L'action du milieu » se substitue ainsi à « l'intervention divine » (protestante) dans le développement de la subjectivité. Wilhelm von Humboldt, authentique penseur de la *Bildung*, fit aboutir cette conception de la formation de soi en la systématisant et en l'élevant au rang de véritable institution. Wilhelm von Humboldt fait partie de cette génération de penseurs qui a mûri « à l'ombre des *Critiques* », c'est un philosophe, un linguiste et un anthropologue, de même qu'un fonctionnaire de l'Etat Prussien et un réformateur libéral.<sup>15</sup> Résolument opposé aux idées antilibérales qui gagnaient du terrain au début du 19<sup>ème</sup> siècle en Allemagne, il se retire de ses fonctions politiques en 1819. Chez lui, la « *Bildung* présente le caractère d'un impératif à la fois personnel et universel », elle se définit comme « une éducation de soi », un enrichissement permanent « qui passe par la multiplicité des relations et des expériences » (Dumont, 1991 : 113). La *Bildung* est littéralement une éducation de soi par soi, un apprentissage de la maîtrise de soi, un perfectionnement perpétuel qui s'effectue dans une totale indépendance d'esprit. La *Bildung*, nous dit Dumont :

« (...) est fidèle de bout en bout à la raison, mais elle offre une intensification de la liberté (...). Cela se traduit de deux façons : elle se referme dans l'individu et n'a que faire des actions et contraintes extérieures, puisant seulement dans le milieu de

---

<sup>15</sup> Wilhelm von Humboldt réforme l'enseignement et crée l'université de Berlin, il participe également aux guerres napoléoniennes, puis aux négociations de paix en tant que représentant de la Prusse.

quoi se nourrir. Et elle se soumet à sa propre obligation, l'exaltation de l'homme par l'homme. » (Dumont, 1991 : 124)

La *Bildung* est essentiellement centrée sur le développement de la subjectivité, l'environnement extérieur ne servant qu'à nourrir cette subjectivité censée s'épanouir via l'éducation et la maîtrise de soi. Notons ici que l'idée de liberté, contenue dans cette notion de *Bildung*, s'est en partie développée en réaction à la Révolution française<sup>16</sup>. La *Bildung* et la Révolution française ont en effet en commun « l'exaltation de l'Homme » et l'assise des principes de la liberté. Par ailleurs, elles en appellent toutes deux à la raison. Pour autant, la Révolution « est dans le fait infidèle à son principe rationnel : elle fait place au mouvement désordonné des « masses » (...), donc à l'« inclinaison changeante », ce qui est une caractéristique contraire aux principes de droiture et de maîtrise de soi prônés par la *Bildung*. (Dumont, 1991 : 124). Par ailleurs, la liberté conçue dans la *Bildung* est essentiellement tournée vers le sujet ; le sujet qui cultive son esprit par lui-même et pour lui-même s'affranchit des contraintes extérieures et de son assujettissement. L'Etat, et la Constitution, ont pour fonction principale de garantir la sécurité des sujets. La liberté telle qu'elle est conçue dans la France révolutionnaire, est fondée par le droit, garantie par l'Etat, et s'applique de manière égale à tous les individus.<sup>17</sup> La liberté allemande est celle du « croyant soumis », « devenu citoyen qui obéit et se dévoue librement, qui participe à la volonté générale en accomplissant son devoir à sa place et en exerçant librement sa critique » (Dumont, 1991: 61-62). Ces principes ne sont pas sans rappeler ceux du luthéranisme, dans lequel, nous dit Borkenau, « la libération spirituelle a été acquise au prix de la servitude temporelle », posant, entre autres, les bases de l'apolitisme qui caractérisera la bourgeoisie allemande (Borkenau, 1947 : 59).<sup>18</sup>

Ce qu'il importe de retenir ici, ce sont les conséquences de ces développements sur l'identité, la culture et le sentiment national allemands. Les forces qui entrent en jeu dans la

---

<sup>16</sup> Précisons ici que si la notion de *Bildung* telle que la développe Humboldt, renvoie au contexte révolutionnaire français, qui marqua fortement l'Allemagne, elle n'en reste pas moins dirigée également contre le despotisme de Frédéric Guillaume III de Prusse.

<sup>17</sup> Humboldt était opposé à l'abolition des privilèges et à la « chimère égalitaire », et possédait lui-même de grands domaines fonciers.

<sup>18</sup> Au sujet de la réforme, de l'influence qu'elle a eue sur l'individualisme allemand, et de sa mise en parallèle avec la Révolution française, Dumont note : « L'individualisme de Luther se situe au plan religieux. Il est dirigé contre la division du travail religieux et contre la hiérarchie : tous les chrétiens deviennent prêtres et récupèrent contre l'Eglise la responsabilité de leur salut. Il en résulte une intériorisation, et la subordination de tout le reste à la vie intérieure du chrétien. Tout particulièrement le politique est subordonné, l'Etat est subordonné et du même coup accepté comme vie et puissance, avec sa division du travail : il y a des spécialistes pour gouverner parce que cela est sans importance. En contraste, la Révolution française se dresse contre la hiérarchie sociale et politique, contre la division du travail héréditaire : au nom de l'Individu, tous les citoyens sont égaux, chacun en même temps sujet et souverain. La *communauté* est dissoute et devient une *société* (...) » (Dumont, 1991 : 71).

constitution de la culture nationale allemande s'exercent en réaction à l'extérieur tout en restant centrées sur elles-mêmes. La culture intellectuelle bourgeoise allemande se concentre en effet sur la germanité en réaction à l'hégémonie des mœurs et de la langue françaises.

### 1.2.2. Le romantisme et le *Volk*

Au 19<sup>ème</sup> siècle, le courant romantique allemand se développe en réaction à l'hégémonie de la France napoléonienne. Les changements qui s'opèrent en Europe aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles (industrialisation accélérée, perturbations démographiques, obsolescence des outils traditionnels, isolement et aliénation de l'individu) poussent les hommes à rechercher « dans la vie un sens plus profond que celui de la réalité éphémère de leur condition immédiate » (George L. Mosse, 2003 : 55). A ce besoin irrépressible d'éprouver « quelque chose de plus grand que soi », à cette « aspiration de trouver son identité », les romantiques allemands répondent en des termes empreints d'émotion et de mysticisme (Mosse, 2003 : 56). Le début du 19<sup>ème</sup> siècle et l'occupation française coïncident, en Allemagne, avec une diffusion des idées romantiques. Dans cette Allemagne en situation de domination étrangère et d'oppression, le *Volk* (le peuple) devient « un intermédiaire entre les extrêmes de l'individualité et la quête d'une identité cosmologique » (Mosse, 2003 : 57). Au cours des guerres de libération, le *Volk*, alors envisagé « en termes héroïques », est exalté. A la fois « idéalisé[e] et transcendant[e] », l'idée romantique du *Volk* « symbolis[e] l'unité tant désirée par-delà la réalité contemporaine » (Mosse, 2003 : 57). Le *Volk* se fonde ainsi sur « un sentiment commun d'appartenance » et « dans une expérience émotionnelle partagée » (Mosse, 2003 : 58). Ses « caractéristiques », ainsi que « son potentiel et son unité », lui sont conférés par ses « manifestations locales » (dialectes, rites, coutumes, arts, paysages, etc. [Mosse, 2003 : 58]). L'idée romantique de *Volk*, telle qu'elle se développe dans l'Allemagne occupée, n'a, de fait, « pas de dimensions universelles » et se limite « à une unité nationale particulière » (Mosse, 2003 : 58). Aussi, le romantisme allemand exalte-t-il l'originalité de chaque être et, au-delà, de chaque peuple lorsque la civilisation française propose un modèle culturel universel, une seule et même haute culture englobante qu'elle prétend mettre à la portée de tous les individus qui composent l'humanité. Le sentiment national qui éclot en Allemagne est de nature culturelle, le lien qu'il instaure entre les membres de la nation en gestation est profondément communautaire. Le sentiment national français est, quant à lui, politique. Il fonde la relation de l'individu à la société.

Les Etats européens occidentaux, la France comme l'Angleterre, qui ont par ailleurs connu un processus de centralisation politique beaucoup plus tôt – sur fond d'unification religieuse, dès le 17<sup>ème</sup> siècle, alors que l'Allemagne restait profondément divisée entre catholiques et protestants –, deviennent des Etats expansionnistes qui étendent progressivement leur influence sur d'autres continents. A la même période, l'Allemagne doit encore faire face aux difficultés causées par son hétérogénéité culturelle, linguistique et territoriale. Aussi cherche-t-elle à se constituer en tant que nation via une territorialisation menée en parallèle à une homogénéisation de ses populations, et ce par des moyens coercitifs. La nation allemande s'est ainsi retrouvée dans une sorte d'enfermement continental qu'elle tentera de briser quelques décennies après son unification, en provoquant un des conflits les plus meurtriers de l'histoire. Mais revenons maintenant à l'histoire, rapidement évoquée dans cette sous-partie, de l'unification allemande et au rôle joué par la Prusse à cette occasion.

### 1.2.3. L'unification allemande, le choix de la petite Allemagne autour de la Prusse

L'histoire nationale de l'Allemagne est marquée par de nombreuses ruptures et une formation tardive et particulière de l'Etat-nation. Alors que la France et l'Angleterre se constituaient en Etat-nations dès le 18<sup>ème</sup>, l'unification de l'Allemagne se faisait attendre. A la différence des cas français et anglais, la revendication nationale allemande se fondait sur la communauté ethnique et non politique. Les populations du monde germanique d'avant le 19<sup>ème</sup> siècle se reconnaissaient en effet dans une communauté linguistique et culturelle qui transcendaient les frontières. Ce sentiment d'appartenir à une communauté de culture ne correspondait ni à une entité politique, ni à une entité territoriale claire. L'Empire germanique, de tout temps marqué par une profonde hétérogénéité ethnique, culturelle et territoriale, était, en outre, divisée en Etats et royaumes plus ou moins puissants et étendus. Ces derniers, après que François II de Habsbourg ait renoncé à la couronne du Reich sous la pression de Napoléon (1806), se disputèrent le pouvoir, concluant alliances internes ou internationales afin d'appuyer, ou au contraire d'endiguer, les velléités expansionnistes et dominatrices d'Etats plus puissants. C'est ainsi que la Prusse et l'Autriche du 19<sup>ème</sup> siècle se disputèrent la suprématie sur le monde germanique, et que Vienne et Berlin, accédant au rang de métropole au 19<sup>ème</sup> siècle, rivalisèrent, au sein de l'Empire, en tant que centres du pouvoir politique, économique et culturel. C'est en définitive sous l'impulsion prussienne que le processus d'homogénéisation et d'unification se réalisa, en partant de l'essor industriel et de

« l'extension des prérogatives de l'Etat qui lui [étaient] concomitantes ».<sup>19</sup> Les victoires remportées par Bismarck sur l'Autriche (Sadowa, 1866) et la France (1870-1871) permirent finalement de sceller une unité petite allemande, au détriment d'une unité grande allemande qui aurait inclus l'Autriche. C'est ainsi que le *Kaiserreich* (l'Empire) est proclamé à Versailles en 1871, et que le roi de Prusse et prince électeur du Brandebourg Guillaume I prend le titre de *Kaiser* (empereur).

Reprenant l'ouvrage d'Helmut Plessner, *Une nation tardive*<sup>20</sup>, Rita Thalmann souligne les déficits de l'implication de la classe bourgeoise allemande dans la politique du pays, thèse par ailleurs reprise par Louis Dumont, qui fait état d'une certaine répugnance de la classe bourgeoise allemande pour le domaine des affaires politiques (Dumont, 1991). Pour l'historienne, l'échec des révolutions libérales de 1830 et 1848 en Allemagne révèle une bourgeoisie dominée par la Prusse, faiblement mobilisée et « cantonnée dans ses particularismes » (Thalmann, 1996 : 2). Il nous faut toutefois souligner une des conséquences majeures de ces révolutions, à savoir l'élection d'une assemblée nationale, le parlement de Francfort, qui échoue dans son projet d'unification de l'Allemagne, mais n'en constitue pas moins une première tentative d'unification par voie démocratique<sup>21</sup>. On peut dès lors pointer cette spécificité dans la formation de l'Etat-nation allemand, à savoir le croisement d'influences opposées, entre « tendances centralisatrices et fédératrices », entre un « autoritarisme affiché » et des « éléments démocratiques potentiels ».<sup>22</sup>

Le traité de Versailles est néanmoins signé « en la seule présence des princes et des chefs de l'armée », autrement dit, en l'absence de représentant du peuple. Est alors mis « sous le boisseau » le « projet de création d'un Etat fédéral sur des fondements libéraux démocratiques au profit d'un Empire unifié réalisé par Bismarck à partir de la Confédération de l'Allemagne du Nord (1866) » (Thalmann, 1996 : 2). Ainsi, Thalmann interprète-t-elle le traité d'unification de 1871 comme l'« expression hautement symbolique de la conception autoritaire de l'unité nationale » et la manifestation d'« une « révolution d'en haut » dans un Etat national qui ne coïncide pas avec la nation allemande. » (Thalmann, 1996 : 2). Les conséquences de cette politique d'unification se manifestent par une tendance au centralisme impulsée par la Prusse à travers le développement d'une « administration centrale » et d'une

---

<sup>19</sup> « L'Etat et la nation allemande (1815-1914) », [http://crdp.ac-amiens.fr/historial/soldat/thema\\_alllem\\_etat.html](http://crdp.ac-amiens.fr/historial/soldat/thema_alllem_etat.html)

<sup>20</sup> Helmut Plessner, *Die Verspätete Nation – Das Schicksal deutschen Geistes im Ausgang seiner bürgerlichen Epoche*, Première édition, Zurich 1935.

<sup>21</sup> Frédéric Guillaume IV, roi de Prusse, refuse la couronne d'Allemagne que lui proposent les parlementaires en soulignant qu'il « ne la ramasserait pas dans le caniveau ».

<sup>22</sup> « L'Etat et la nation allemande », (op. cit.).

« caste militaire prussienne » (on retrouve ici les caractéristiques bien connues du centralisme et du militarisme prussien).

L'Allemagne demeure par ailleurs un Etat profondément marqué par ses particularismes régionaux, et ce malgré l'hégémonie de la Prusse. Le traité d'unification concilie en effet « les aspirations nationales d'une majorité d'Allemands avec leurs traditions particularistes (...) laissant à chacun des 25 Etats un gouvernement autonome, mais la prépondérance à la Prusse » (Thalman, 1996 : 2).<sup>23</sup> « L'appartenance collective en Allemagne », nous dit Borneman, « a toujours été caractérisée par un extrême provincialisme, les Allemands cultivant les différences culturelles régionales dans les langages et les coutumes » (Borneman, 1997 : 95). Selon cet anthropologue, l'unification bismarckienne de 1871 ne fut tout au plus que celle d'un « gouvernement formel » qui ne résulta « ni en une détermination culturelle dans la forme de la nation, ni en une claire circonscription territoriale » (Borneman, 1997 : 95). La conscience nationale allemande a beau se fonder sur un sentiment d'appartenance à une « communauté originelle de langue et de culture », cela « ne compense que partiellement » « l'hétérogénéité territoriale, ethnique et culturelle » de l'Empire (Thalman, 1996 : 2). En outre, le déchirement de l'Allemagne entre « une appartenance territoriale de fait » et « la souveraineté universelle de principe » conçue en référence à l'héritage du Saint Empire romain germanique, fait de l'Allemagne unifiée par la Prusse « un Janus : au plan international, un Etat national ou territorial parmi d'autres ; au plan de la représentation interne, une résurgence de la souveraineté universelle. Telle est peut-être l'explication historique la plus profonde de la volonté de domination inhérente à cet empire, c'est-à-dire le pangermanisme » (Dumont, 1991 : 74).

Au plan économique et social, de profondes mutations sont par ailleurs intervenues dans l'Europe de la fin du 19<sup>ème</sup>, et se sont fait sentir de manière particulièrement aiguë en Allemagne, du fait de son retard dans le domaine de l'industrialisation. Ces mutations se traduisent par l'introduction de technologies novatrices, une urbanisation et une industrialisation rapides qui s'accompagnent de plusieurs crises financières et morales, et d'une paupérisation des populations, notamment en ville. Dans le domaine politique, le pouvoir impérial se heurte au pouvoir parlementaire du Reichstag et doit faire face à la montée du Parti Social-démocrate, parti le plus puissant en Allemagne depuis 1890, devenue la fraction la plus puissante du Reichstag au lendemain des élections de 1912.

---

<sup>23</sup> Notons qu'en 1871 la Prusse couvrait les deux tiers du territoire allemand.

Afin de juguler les tensions internes, politiques et sociales, et voulant parfaire l'unification nationale du Reich, « Guillaume II (...) envisage une mobilisation des énergies nationales au service d'une politique mondiale, mélange d'impérialisme économique, militaire et social, d'exaltation romantique de la supériorité allemande fondée sur une interprétation mythique de son passé » (Thalmann, 1996 : 3). Dès lors, se propage « une vision du peuple allemand ou de la race germanique nordique investis d'une mission de domination et d'une œuvre de salut par rapport aux autres peuples » (Rovan, 1994 : 723). Ces visions, parfois teintées d'antisémitisme, trouvent leur légitimation dans une « analogie scientifique entre la compétition entre espèces et la compétition entre Etats, dans laquelle le nouvel Etat mène un combat géopolitique avec ses voisins pour plus de territoire » (Borneman, 1997 : 95). Ces idées sont en outre relayées par des « politiciens, publicistes et propagandistes », issus de diverses formations de combat nationaliste, et qui réclament « sans scrupule une guerre mondiale comme issue à la crise extérieure et intérieure » (Winkler, 2005 : 270).

A la suite d'échecs diplomatiques et de provocations répétées à l'encontre de la France et de l'Angleterre, l'Allemagne se trouve encerclée. Les allégations fantasques de l'empereur<sup>24</sup>, de même que l'abandon de la politique bismarckienne de « réassurance » avec la Russie au nom de la poursuite de la *Weltpolitik*, qui avait pour visée d'assurer à au Reich sa « place au soleil », contribuèrent à rendre l'Allemagne vulnérable. En 1896, une alliance est signée entre la France et la Russie Tsariste, suivie, en 1904, de la signature du traité de l'Entente cordiale entre la France et l'Angleterre. A la veille de la guerre, en 1913, une loi émanant du gouvernement, et demandant l'augmentation des effectifs militaires, est votée par une large majorité au Reichstag. L'exaltation du sentiment national allemand à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> a pour toile de fond un contexte économique, social et géopolitique explosif, et il s'en faut de peu pour que l'Europe s'embrace lors des deux premières crises balkaniques (1912, 1913). Le 28 juin 1914, cependant, le Grand-duc François-Ferdinand, l'héritier du trône autrichien, ainsi que sa femme, sont assassinés dans les rues de Sarajevo. L'attentat avait été fomenté par une organisation secrète Serbe. Certains « renseignements que possédait Vienne l'incitaient » par ailleurs « à penser que le gouvernement de Belgrade était au moins partiellement responsable de cet attentat » (Winkler, 2005 : 281). Soutenant son seul allié, l'Autriche-Hongrie, qui entre en guerre contre la Serbie (alors soutenue par la Russie),

---

<sup>24</sup> Citons, à titre d'exemple, l'affaire du *Daily Telegraph* d'octobre 1908. Guillaume II accorda une interview, publiée dans le journal londonien, où il multipliait les déclarations imprudentes et fantasques. Cette interview n'eut pas de retentissement notable en Angleterre. En revanche, elle décrédibilisa durablement l'empereur aux yeux de l'opinion publique allemande.



l'Allemagne déclare la guerre à la Russie le 1<sup>er</sup> août 1914, puis à la France, le 3 août. Le 4 août, voyant que l'Allemagne avait violé la neutralité belge, l'Angleterre lui déclare à son tour la guerre.

#### 1.2.4. La Première Guerre mondiale et la République de Weimar

S'en suit le premier conflit à échelle mondiale, reconnu comme « la première guerre d'extermination massive et anonyme » (Winkler, 2005 : 320). Dès avril 1917, l'Allemagne est secouée par de violentes grèves, menées « sous l'inspiration de la révolution russe de février et de la fondation toute récente du Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschland, USPD*)<sup>25</sup> » (Winkler, 2005 : 295). Ces grèves constituent la « première manifestation ouvrière contre la guerre », et sont bientôt ralliées par les soldats. Selon l'historien Heinrich A. Winkler, la seconde révolution russe – dite d'Octobre 1917 – et l'entrée en guerre des Etats-Unis en avril de la même année, marquent, pour l'Allemagne, une véritable rupture historique. La paix est signée en mars 1918 entre l'Allemagne et la Russie révolutionnaire (c'est le traité de Brest-Litovsk, une paix de conquête réalisée au bénéfice de l'Allemagne). Cependant, les ouvriers, acquis aux idées de gauche et excédés par l'attitude de la classe militaire allemande, déclenchent un mouvement de grève à Berlin 28 janvier 1918, mouvement qui s'étend bientôt à tout l'Empire. C'est principalement les ouvriers employés dans l'industrie métallurgique, essentielle à l'effort de guerre, qui se mobilisent. Cet « immense soulèvement de masse contre la dictature militaire », est contenu dans un premier temps ; la grève est interdite et l'état de siège est décrété.

Au cours de l'été 1918, la défaite de l'Allemagne devient inéluctable. Le 28 octobre de la même année, la Constitution impériale est modifiée, ce qui marque le passage de la monarchie constitutionnelle à la monarchie parlementaire. Le Chancelier doit désormais répondre de ses actes et décisions devant le Reichstag. Les mouvements sociaux reprennent en octobre 1918. Une mutinerie des matelots de la flotte de guerre éclate lors d'un appareillage à Kiel. Il s'agit d'une véritable révolution qui s'étend à tout le pays sans rencontrer de résistance notable de la part de l'ordre ancien. Les marins, suivis des ouvriers, protestent « contre la disette et l'état de siège, contre la militarisation des entreprises et la politique de la « paix de victoire » » (Winkler, 2005 : 305). Face à la désagrégation de

---

<sup>25</sup> Depuis 1917, la sociale démocratie est scindée en un « Parti social-démocrate majoritaire d'Allemagne » (*Mehrheitssozialdemokratische Partei Deutschlands, MSPD*) mené par Friedrich Ebert et Philipp Scheidemann, et en un « Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne » (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschland, USPD*), à la tête duquel se trouvent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

l'armée, aux soulèvements des forces de la marine du Reich et aux mouvements sociaux qui embrasent l'Allemagne, l'empereur Guillaume II se voit dans l'obligation de se prononcer en faveur de l'armistice et abdique le 9 novembre. Le jour même, Philipp Scheidemann (MSPD) proclame l'avènement de la République au Reichstag. Quelques heures plus tard, Karl Liebknecht (USPD) proclame, du haut de l'un des balcons du *Stadtschloss*<sup>26</sup> de Berlin, l'instauration de « la République allemande socialiste libre ». Cette double proclamation de la République préfigure le conflit fondamental de la Révolution.

Pour les sociaux démocrates majoritaires (MSPD), l'Allemagne avait atteint un niveau de démocratisation et d'industrialisation tel qu'elle ne pouvait consentir un renversement radical en vue d'instaurer le socialisme. Les révolutions française et russe étaient advenues dans des sociétés majoritairement agraires, alors que l'Allemagne était, au sortir de la guerre, une société industrielle bénéficiant d'institutions démocratiques et d'un système administratif développés. Le Parti Social-démocrate majoritaire encourageait de fait une simple démocratisation des institutions existantes répondant à l'impératif d'une continuité administrative. Dès lors, les majoritaires en appelèrent à la convocation d'une Assemblée constituante, envisageant, par ailleurs, une coopération avec les anciennes élites du pouvoir impérial (l'armée, la justice, la police, l'administration et le fonctionnariat, chez qui les valeurs démocratiques n'étaient que faiblement ancrées). Les leaders radicaux du Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), quant à eux, se rallièrent au mot d'ordre russe : « tout le pouvoir aux conseils »<sup>27</sup>, prônant ainsi la mise en pratique des conceptions socialistes et proposant une motion visant à appuyer la « Constitution de la République socialiste sur le systèmes des conseils » (cette dernière fut d'ailleurs refusée, le 19 décembre 1918, par 400 voix contre 50 au Congrès général des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne [Winkler, 2005 : 305]).<sup>28</sup>

Le 28 décembre 1918 marque la rupture entre le MSPD et USPD. Cette rupture intervient suite à l'affaire de l'occupation du château municipal (*Stadtschloss*) de Berlin par la « Division populaire de la marine », affaire que le MSPD se propose de résoudre par une intervention militaire. Prétendant sa désapprobation, l'USPD se retire du Conseil des

---

<sup>26</sup> La résidence de la famille impériale des Hohenzollern.

<sup>27</sup> Il s'agit ici des conseils de soldats et d'ouvriers formés lors des mouvements sociaux de novembre 1918.

<sup>28</sup> Notons ici que le MSPD et des indépendants modérés craignaient l'éventualité d'une contre-révolution, emmenée par l'aile radicale de l'USPD. Or cette inquiétude était justifiée par la crainte qu'inspirait la Russie bolchévique aux Alliés, ainsi qu'aux représentants des partis de droite, du centre et de la Sociale-démocratie majoritaire allemands. Selon Winkler, en effet, « une contre-révolution n'aurait pas manqué d'entraîner une intervention militaire de l'Entente et, partant, une recrudescence de la guerre mondiale qui venait de s'achever » (Winkler, 2005 : 321). Dans l'éventualité d'une paix négociée, les Allemands devaient donc se tenir prêts à passer des alliances avec l'Entente en vue de faire front contre le bolchévisme.

commissaires du peuple et ouvre le Congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne, qui rassemble les membres de l'USPD, ceux du mouvement spartakiste et les communistes internationaux d'Allemagne. S'en suit une exacerbation du conflit qui culmine avec « les troubles de janvier », pendant lesquels les militants de l'USPD et du KPD (*Kommunistische Partei Deutschland* – Parti communiste d'Allemagne) affrontent les troupes gouvernementales du MSPD dans les rues de Berlin. A l'issue de ces combats, les leaders du mouvement spartakiste, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, sont assassinés.

Les élections législatives à l'Assemblée nationale constituante du 19 janvier 1919 assoient la démocratie parlementaire et réaffirme la majorité du MSPD. L'Assemblée siège à Weimar afin d'échapper aux troubles révolutionnaires berlinois, d'où son appellation d'« Assemblée nationale de Weimar ». Friedrich Ebert est élu à sa présidence le 11 février.

A la même période, entre le 18 et le 21 janvier 1919, la Conférence de paix est convoquée à Paris sans que l'Allemagne y soit conviée. Le traité de Versailles est perçu comme une humiliation par le peuple allemand qui voit son armée réduite à 100000 hommes et certains de ses territoires amputés (Alsace-Lorraine, certaines portions de la Belgique, de la Prusse-Occidentale et de la Pologne, etc.). Une partie du territoire occidental allemand, les pays de la rive gauche du Rhin, est également évacuée et occupée par les Alliés. Par ailleurs, des réparations de guerre écrasantes sont exigées, « destinées à rembourser aux vainqueurs les frais d'une guerre qui s'était presque exclusivement déroulée chez certains d'entre eux » (Rovan, 1994 : 596). Enfin, l'Allemagne est tenue de livrer ses chefs de guerre et hommes d'Etat « coupables, aux yeux des alliés, d'avoir déclenché la guerre » (Winkler, 2005 : 338). Selon Joseph Rovin, la paix de Versailles « est, à la fois, une paix d'élimination et un jugement idéologique humiliant le vaincu, sans toutefois le mettre définitivement hors d'état de préparer sa revanche » (Rovan, 1994 : 596).

Sur le plan de la politique intérieure, la République de Weimar pâtit d'une relative instabilité gouvernementale. Elle est en effet caractérisée par une multiplicité de partis, génératrice d'un jeu complexe de coalitions qui ne parviennent pas à s'établir durablement. (Rovan, 1994). Il convient par ailleurs de rappeler que les dirigeants du MSPD se perçurent davantage comme les liquidateurs de l'ancien régime que comme les fondateurs d'un ordre nouveau. En conséquence, ils misèrent principalement sur la continuité des anciennes élites et institutions démocratiques afin de préserver l'unité du Reich et de redresser le pays au lendemain de la guerre, tâches qu'ils considéraient alors comme prioritaires. Ainsi, les socio-démocrates n'entreprirent-ils pas les grandes réformes qui auraient permis de remanier en profondeur le système politique, économique, social et militaire allemand. Cela étant,

l'avènement de la République concrétise, pour l'Allemagne, le passage d'une monarchie constitutionnelle, et d'un régime autoritaire, à une démocratie parlementaire, une voie qui la rapproche des démocraties occidentales. Durant cette brève période de démocratie, l'Allemagne voit le suffrage universel s'élargir aux femmes, ainsi que l'élaboration de la Constitution, fondée en partie sur la Constitution du parlement de Francfort (1848), également à l'origine de la Loi Fondamentale d'ex-RFA, toujours en vigueur en Allemagne réunifiée.

Malgré de nombreuses crises politiques et un contexte économique et social tendu, la République de Weimar est caractérisée à la fois par « l'expérience d'un pouvoir plus attentif à la dignité des sujets devenus citoyens », et par une « atmosphère de liberté, de libéralité », qui se ressent dans la vie culturelle et intellectuelle de cette période (Rovan, 1994 : 604-605). Les productions de l'époque weimarienne méritent en effet qu'on s'y arrête, ne serait-ce que pour la richesse et le renouveau qu'elles apportèrent, tant dans le domaine de la science que dans celui de la culture. Ces productions, caractéristiques de la modernité de la période weimarienne, ont largement contribué à influencer l'art et la science au plan international. Citons, à titre d'exemple, l'expressionnisme, les réalisations de l'école du *Bauhaus*, ou encore les révolutions scientifiques que constitua la théorie de la relativité d'Einstein. Ces courants novateurs, en germe dans le monde germanique de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et du début 20<sup>ème</sup>, trouvèrent dans l'ère weimarienne l'occasion de s'exprimer et de s'épanouir. Malheureusement, toute moderne et ouverte qu'elle fut, et parée des attributs d'une vie culturelle et scientifique foisonnante, la société weimarienne n'en demeurait pas moins traversée de foyers où l'on cultivait hélas « la radicalisation des esprits, l'intolérance, la haine », et « le mépris de l'adversaire »<sup>29</sup> (Rovan, 1994 : 602). Selon Heinrich A. Winkler, « les Juifs », qui « jouaient (...) un rôle considérable dans les milieux que l'on considère couramment comme l'incarnation de l'esprit de Weimar », se virent reprocher leur « prétendue hégémonie culturelle » (Winkler, 2005 : 391). Dès lors, « quiconque rattachait l'esprit juif à un intellectualisme destructeur et à la civilisation décadente des grandes villes était assuré d'obtenir l'approbation de tous ceux qui se situaient à droite du centre, et même des sympathisants du *Zentrum* »<sup>30</sup> (Winkler, 2005 : 391). « Dans l'Allemagne de la République de Weimar », conclut l'historien, « l'antisémitisme était quotidien, et les milieux conservateurs n'y voyaient rien que de respectable – tant qu'il restait dans les limites imposées par les idées traditionnelles de bienséance » (Winkler, 2005 : 391).

---

<sup>29</sup> Cette remarque vaut pour la figure de l'ennemi en général, qu'il soit désigné comme interne ou externe à la société allemande de cette période.

<sup>30</sup> Le *Zentrum* catholique est, avec le *Christlich-Sozialer Volksdienst* évangélique, à l'origine de l'actuelle CDU.

La République de Weimar, seul régime démocratique qu'ait connu l'Allemagne jusque là, est de courte durée. Proclamée en 1919, elle prend fin en 1933 avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Toujours selon Winkler :

« (...) deux légendes historiques (...) handicapèrent gravement la nouvelle République et l'empêchèrent de rompre moralement avec l'Allemagne wilhelminienne. La première était celle de l'innocence de l'Empire dans le déclenchement de la guerre, un mythe que l'Allemagne « nationale », soutenue par des historiens de renom, opposa aux prétendus « mensonges » des vainqueurs. (...) L'autre légende était celle du « coup de poignard dans le dos » de l'armée allemande invaincue sur le champ de bataille » mais assassinée par la patrie. (...) Ces deux légendes empoisonnèrent l'atmosphère politique, alors même que « Weimar » n'était encore qu'en devenir. » (Winkler, 2005 : 340)

Par la légende du coup de poignard dans le dos, une partie de la société allemande désignait des ennemis internes à la nation (les sociaux-démocrates, les mouvements d'extrême gauche, la démocratie, le capitalisme et, par amalgame, les Juifs). La légende de l'innocence du Reich, relayée par certains politiciens et historiens au sein de l'opinion publique, permettait, par ailleurs, de désigner les ennemis externes à la nation (les autres puissances belligérantes, considérées comme responsables de la guerre au même titre que le monde germanique) et d'entretenir les attitudes revanchardes communes à certaines sphères de la société allemande d'après-guerre. Ces légendes historiques, auxquelles s'ajoutent les difficultés économiques – principalement causées par les ponctions effectuées sur la production allemande pour alimenter les réparations de guerre et par l'inflation du Mark –, et les rancœurs nourries par la population vis-à-vis des Alliés, génèrent dès lors un climat propice à la propagation des idées nationale-socialistes. Et cette propagation se fait d'autant plus facilement que le parti national-socialiste est le premier parti à réellement tirer profit des moyens de communication de masse afin d'attiser « la soif de sentiment communautaire qui animait la population, au-delà des limites de condition, de classe et de confession » (Winkler, 2005 : 412).

Le crash boursier d'octobre 1929 frappe l'Allemagne de plein fouet et de manière durable. Le gouvernement peine à trouver une solution consensuelle pour sortir de la crise. Le taux de chômage atteint des records et le Reich ne peut fournir une aide suffisante en vue de porter assistance aux populations les plus touchées par la crise. Peu à peu les classes dirigeantes de la République, les sociaux démocrates et partis du centre et de la droite

modérée, finissent par ne plus bénéficier de la confiance des différentes couches de la population (petite bourgeoisie, grands propriétaires, industriels, paysans, ainsi qu'une partie de l'électorat ouvrier). Lors des élections au Reichstag de 1930, qui se déroulent sur fond de crise monétaire, le Parti national-socialiste voit son score passer de 2,6% à 18,3%. Les gains des communistes sont également importants, mais moins impressionnants, avec une augmentation de 10,6 à 13,1%. A partir des années 1929 et 1930, la crise atteint la démocratie parlementaire. Mai 1930 est, en ce sens, une rupture historique. L'érosion de la confiance en l'Etat démocratique, fortement accentuée par la situation de crise économique et politique, débouche sur la mise en place d'un régime autoritaire et ouvertement antiparlementaire. Le 4 juin 1932, Hindenburg, président du Reich depuis 1925, dissout le Reichstag à la demande d'Hitler et annonce de nouvelles élections à la fin du mois de juillet. La campagne de 1932 est ponctuée d'affrontements sanglants entre militants communistes et nationaux-socialistes. Les nationaux-socialistes remportent une victoire écrasante avec 13,5 millions de suffrages et 230 sièges, leur prédominance au sein du paysage électoral ne se dément quasiment pas par la suite. Les opposants au national-socialisme, désunis à l'origine, sont de plus en plus minoritaires. Le 30 janvier 1933, Paul von Hindenburg, alors âgé de 85 ans, accepte, sur les conseils de son entourage, de nommer Hitler à la chancellerie. Répondant à la demande de ce dernier, Hindenburg dissout une nouvelle fois le Reichstag et organise de nouvelles élections. En obtenant la majorité au sein du Reichstag, via, notamment, l'arrestation des députés communistes<sup>31</sup>, Hitler profite de la loi d'exception « *sur la suppression de la misère du Peuple et du Reich* » pour se faire accorder les pleins pouvoirs.

C'est donc en misant sur la tactique d'une apparente légalité qu'Hitler acquiert le pouvoir, exploitant des faiblesses constitutionnelles de la République de Weimar qui prévoyait une « dictature provisoire du président du Reich » en cas de crise politique. Précisons également que la crise de légitimité de la République « repose sur des motifs qui étaient liés à la naissance de la République » (la défaite) et qui remontaient cependant bien au-delà. On retrouve à l'origine de cet échec de la démocratie le paradoxe déjà abordé de « l'asynchronisme de la modernisation politique de l'Allemagne », à savoir une « démocratisation précoce du droit de suffrage et la démocratisation tardive du système de gouvernement » (Winkler, 2005 : 459).

---

<sup>31</sup> Ces arrestations ont lieu après l'affaire de l'incendie du Reichstag, instrumentalisée par les nazis afin d'anéantir le Parti communiste.

### 1.2.5. Retour sur les facteurs de la montée du nazisme

Nous reviendrons ici assez brièvement sur certains facteurs ayant permis l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les facteurs que nous présenterons sont de deux sortes ; les uns relèvent d'un domaine propre à l'anthropologie, à savoir la parenté et les codes d'appartenance, les autres concernent l'anthropologie, l'histoire et la géographie, comprises en tant que sciences proposant des modèles théoriques susceptibles de légitimer une idéologie.

Selon Wilhelm Reich, il importe de prendre en compte le caractère patriarcal de la structure familiale allemande afin d'appréhender les origines de la montée du nazisme, et plus particulièrement du culte voué à Hitler (Reich, 1972). Le contexte historique des années 1930 a plongé l'Allemagne dans une crise économique, sociale et morale. Les valeurs traditionnelles familiales patriarcales et l'attachement à la terre constituèrent des thèmes phares de la propagande nazie, touchant autant les populations rurales que citadines. Au cœur de la vision du monde proposée par cette propagande, « le langage de la parenté, de la famille et du corps » était largement utilisé, mettant à profit les valeurs patriarcales enracinées dans les différentes sphères de la société allemande, conférant « un caractère intime et pressant » aux déclarations diffusées par des moyens de communication de masse, et présentant, entre autres, « l'épuration ethnique comme un consensus national et une homogénéité culturelle » (Herzfeld, 2007 : 3). Ainsi la propagande nationale-socialiste présentait-elle la famille comme « une nation en miniature à l'intérieur d'une hiérarchie dans laquelle l'Etat autoritaire est représenté par le père, qui devient, dans cette mesure, l'instrument le plus précieux de la puissance étatique » (Debuyst, Digneffe, Pires, 2008 : 207-208). Dans la société allemande des années 30, cible d'« une propagande qui ne manquait pas d'efficacité », l'identification au père se transforma « en une identification à forte charge émotionnelle avec toute autorité » et se traduisit « par une confiance infantile en la toute puissance d'un père comme « protecteur » de tous » (Reich, 1972 : 68-71). Pour Reich, « cette tendance est le fondement psychologique du narcissisme national, c'est-à-dire du sentiment de fierté emprunté à la grandeur de la nation » (Reich, 1972 : 75). C'est, entre autres, ce qui participe de la singularité du fascisme, à savoir que ce dernier est à la fois « *accepté et préconisé par les masses* » (Reich, 1972 : 11).

Le deuxième facteur, dont nous traitons ici, a trait à la science, et notamment à la tendance, au sein du monde anthropologique de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, à établir des liaisons entre les différences physiologiques et culturelles, en se basant notamment sur des recherches menées sur les populations des colonies africaines et des régions slaves (Bornemann, 1992). Ces recherches présidèrent à l'élaboration de « typologies des cultures basées sur les groupes

sanguins, récemment découverts » (Borneman, 1997 : 100). La parenté par le sang fut alors mobilisée en tant que « catégorie scientifique » dans la revendication d'un « traitement différencié entre les Aryens d'Europe du Nord et les soi-disant autres types raciaux » (Borneman, 1997 : 100).

Par ailleurs, le concept de *Lebensraum* (espace vital), élaboré par le géographe allemand Friedrich Ratzel à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, relève d'une théorisation des liens entre culture et territoire et pose l'idée d'un espace nécessaire, vital à la survie et à la croissance d'un peuple. Ce large corpus de travaux académiques sur la culture, la race et le territoire formèrent la base scientifique permettant de légitimer l'idéologie nationale-socialiste dans deux de ses principaux projets : celui de l'expansion au détriment des peuples voisins (via le concept théorique d'espace vital), et celui de la purification interne par le massacre des populations juives, slaves et tziganes (légitimé par une hiérarchisation des races). Pour les nationaux-socialistes, nous dit Borneman, la « *Heimat* sécurisée » était possible uniquement dans la mesure où « le *Volk-ohne-Raum* (peuple sans espace) était purifié intérieurement, de façon à ce que la nation de *Blutsverwandschaften* (apparentés par le sang) puissent se voir offrir un *Lebensraum* (espace vital) suffisant pour grandir. » (Borneman, 1997 : 101).

#### 1.2.6. La fin de la Seconde Guerre mondiale et le partage de l'Allemagne

Nous ne reviendrons que brièvement sur cette sombre partie de l'histoire tant il est vrai que les ouvrages historiques, témoignages et documentaires sont nombreux. Lorsque l'on se penche sur l'histoire du III<sup>ème</sup> Reich, on est en effet confronté à une littérature inépuisable. Cette histoire est essentiellement celle de l'Europe, mais concerne également le monde, elle participe de l'identité européenne, mais aussi de la conscience historique mondiale. Les recherches qui ont pour objet le III<sup>ème</sup> Reich et la Seconde Guerre mondiale sont, à ce titre, caractérisées par leur internationalité et leur interdisciplinarité. Il est inutile ici de revenir sur le drame et les implications de la Seconde Guerre mondiale, ni sur les indicibles atrocités perpétrées sur les membres des communautés juive et tzigane, sur les populations slaves ainsi que sur les sociaux-démocrates, communistes et homosexuels. Notons, sans vouloir aucunement relativiser la responsabilité allemande à l'égard de la Shoah, que nombre de pays



européens participèrent au génocide en s'illustrant parfois par leur promptitude à livrer à l'occupant des personnes de confession ou d'origine juives.<sup>32</sup>

Ce qui fut le plus dramatique pour la conscience nationale allemande, ce fut sans doute de réaliser qu'Hitler avait été porté au pouvoir par le peuple, qu'une partie non négligeable de la classe bourgeoise cultivée avait été acquise aux idées du national-socialisme, et que la plupart des Allemands avaient fermé les yeux sur les monstruosité qui s'accomplissaient dans les camps. L'horreur des camps, ces dispositifs bureaucratiques et rationnels voués à déshumaniser et à anéantir, dépassait l'entendement. Cette prise de conscience du naufrage de la culture et des traditions politiques allemandes fut à l'origine du sentiment de malaise et de culpabilité qui caractérise la conscience nationale en Allemagne de l'Ouest à partir des années 1970-1980. En Allemagne de l'Est, nous le verrons, les lectures du passé national-socialiste se distinguèrent des interprétations occidentales, impliquant un tout autre rapport à cette période de l'histoire.

C'est peut-être Thomas Mann qui, comme le souligne Heinrich A. Winkler, sut, mieux que tout autre, trouver les mots pour discerner, dans l'histoire nationale, les causes de la déchéance morale et culturelle dans laquelle était tombée l'Allemagne aux heures les plus sombres du nazisme.

« Le concept allemand de liberté s'est toujours et exclusivement dirigé vers l'extérieur ; il incarnait le droit d'être allemand, rien qu'allemand et rien d'autre, rien au-delà de cela, il s'agissait d'un concept protestataire de défense égocentrique contre tout ce qui prétendait conditionner et limiter l'égoïsme *völkisch*, le dompter et le placer au service de l'humanité. Individualisme buté vers l'extérieur, dans le rapport au monde, à l'Europe, à la civilisation, il s'accordait à l'intérieur avec une étonnante mesure d'absence de liberté, d'incapacité civique, d'étouffante sujétion. C'était une servilité militante, et le nationalisme n'a fait que renchérir sur ce déséquilibre entre le besoin de liberté extérieure et intérieure pour aboutir aux idées de l'asservissement du monde par un peuple, qui était aussi peu libre chez lui que le peuple allemand. (...) Les Allemands feraient bien de se demander pourquoi, chez eux précisément, le bien tourne toujours au mal, se transforme en mal entre leurs mains. Prenez leur universalisme et leur cosmopolitisme originel, leur absence de frontières intérieures, dans lesquelles on peut voir un élément spirituel de leur vieil Empire supranational, du

---

<sup>32</sup> Rappelons, à ce titre, qu'il fallut attendre 1995 pour que Jacques Chirac, alors président français, reconnaisse officiellement, à l'occasion de la commémoration du 53<sup>ème</sup> anniversaire de la rafle du Vélodrome d'hiver, la responsabilité de l'Etat français dans les déportations des Juifs.

Saint Empire romain germanique. Une disposition tout à fait positive, mais qui s'est transformée en mal par une sorte d'inversion dialectique. Les Allemands se sont laissés entraîner à faire reposer sur ce cosmopolitisme inné la revendication à l'hégémonie européenne, voire à la domination du monde, le transformant ainsi en ses contraires absolus, le nationalisme et l'impérialisme les plus outrecuidants et les plus menaçants. Mais force leur fut de remarquer qu'avec le nationalisme ils arrivaient une fois de plus trop tard, que celui-ci était déjà périmé. Ils ont alors mobilisé quelque chose de plus moderne : la consigne raciale – qui les a immédiatement engagés à accomplir d'abominables forfaits et les a précipités dans le malheur le plus profond. » (Thomas Mann, 1990, cité par Winkler, 2005, p 560)

On voit, dans ce discours, se dessiner l'un des paradigmes théoriques majeurs qui sera employé par l'historiographie allemande afin d'élucider ce qui, dans l'histoire de l'Allemagne, a favorisé l'apparition de conditions (politiques, culturelles et sociales) qui présidèrent à l'avènement du national-socialisme. Il s'agit du *Sonderweg* allemand (la voie particulière allemande) que l'on définit en vertu d'une comparaison avec une voie normale qu'auraient suivi les nations d'Europe occidentale et les Etats-Unis. La particularité allemande serait due à la survivance de certains archaïsmes au sein de la société à l'heure de la formation nationale de l'Allemagne. « L'unification nationale tardive, le retard du parlementarisme, la longue domination d'élites pré-bourgeoises dans l'armée, la bureaucratie et la grande propriété foncière, les fortes traditions antilibérales, de la culture politique ou la dénonciation de la conception occidentale de la « civilisation » représentaient, aux yeux des partisans de la thèse du *Sonderweg*, autant de preuves de la déviance de l'Allemagne du 19<sup>ème</sup> siècle et de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle par rapport au reste de l'occident » (Kocka, 1992 : 35). La théorie du *Sonderweg*, loin de s'en tenir aux « causes immédiates du succès nazi », cherche donc, ce qui, dans la tradition politique et culturelle de l'Allemagne, a été perverti. Mais revenons-en à la période d'après-guerre et fermons provisoirement la parenthèse sur cette question du traitement du III<sup>ème</sup> Reich par la recherche historique.

L'immédiat après-guerre<sup>33</sup>, a-t-on dit, correspond à l'année zéro – *Stunde null* – pour l'Allemagne (la « première heure » – *die Erst Stunde* – dans la dénomination est-allemande), réalité par ailleurs admirablement illustrée par le film de Rossellini, qui a pour toile de fond

---

<sup>33</sup> Les deux Allemagne utilisent des dénominations officielles différentes pour désigner la fin de la guerre. En Allemagne de l'Ouest, on parle de capitulation, et donc de défaite. En Allemagne de l'Est on utilise le terme de « libération », ce qui traduit l'idée de la libération du peuple du joug fasciste par l'armée soviétique. Ces différentes dénominations préfigurent l'internalisation des crimes nazis à l'Ouest, et la doctrine antifasciste à l'Est.

les décors dévastés d'un Berlin anéanti par les bombardements. Si cette affirmation peut être démentie dans les faits, il n'en reste pas moins que pour la population allemande contemporaine de l'immédiat après-guerre, la débâcle de l'armée, les paysages ruinés par les bombardements, et la désorganisation régnant dans les villes, sur les routes (sur lesquelles transitent plusieurs millions de réfugiés et déplacés allemands) comme dans les campagnes, prenaient des allures chaotiques. « Les natifs », nous rappelle en effet Borneman à propos des Allemands qui vécurent l'après-guerre, « se référaient souvent à 1945 en tant que *Stunde Null* (heure zéro) et au territoire allemand en tant que *Niemandsländ* (no man's land), exprimant leur désir de voir le temps et l'espace comme une tabula rasa » (Borneman, 1997 : 102).

A Berlin, la libération de la ville par l'armée soviétique s'est faite sentir de manière brutale chez les femmes. Le témoignage qu'apporte en l'occurrence l'ouvrage *Une femme à Berlin*<sup>34</sup>, dépeint avec éloquence et lucidité l'atmosphère qui régnait en ville lors des événements relatifs à la libération. Les bombardements, la faim, l'angoisse et l'expérience collective du viol (traumatisme qui put être surmontée par un certain nombre de femmes en cela qu'il s'agissait d'une expérience vécue collectivement), puis l'accalmie et à nouveau l'attente. Dans ce témoignage, on ne relève aucune once d'apitoiement sur soi-même, mais déjà la prise de conscience de la folie meurtrière et de l'esprit d'ordre et d'économie ayant présidé à la perpétration d'un crime de masse sans précédent. Ce que l'auteur laisse entendre n'est autre que sa conviction que les épreuves qu'elle endure à la libération réglaient un compte.

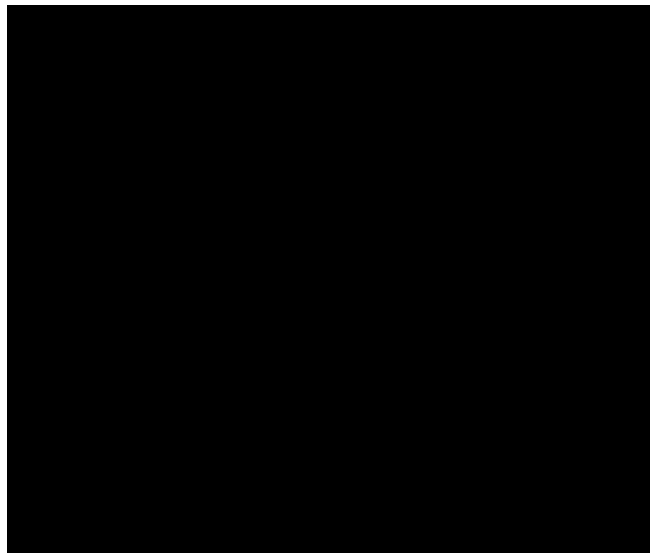
L'effondrement du Reich consécutif à la défaite changea l'ordre mondial. L'Europe ne dominait plus le monde sur lequel s'étendait désormais l'hégémonie américaine, d'un côté, et soviétique, de l'autre. Au terme de la guerre, par ailleurs, les jours des empires coloniaux européens étaient comptés. Les 8 et 9 mai 1945, les troupes allemandes capitulent sans condition. Le 5 juin de la même année, les puissances victorieuses – les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Union soviétique – prennent le pouvoir suprême sur le territoire du Reich en vue d'exercer totalement leur souveraineté sur l'Allemagne. Le territoire allemand est alors partagé en 3 zones d'occupation, puis en 4, suite à l'admission de la France comme quatrième puissance de contrôle, lors de la conférence de Yalta, en février 1945 (voir la carte ci-dessous). De même en est-il de l'ancienne capitale du Reich, Berlin, partagée en quatre secteurs administrés par les Alliés et la France.

---

<sup>34</sup> Ce livre est l'œuvre d'un auteur qui voulut garder l'anonymat.



**Figure 1 : Carte de la répartition des territoires allemand et autrichien en zones d'occupations administrées par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale. (Source : encarta)**



**Figure 2 Plan de Berlin et des secteurs d'occupation. (Source : <http://2.bp.blogspot.com>)**

En juillet-août 1945, lors des accords de Potsdam, les Etats-Unis et la Grande Bretagne reconnaissent la ligne Oder-Neisse comme frontière entre les territoires allemands et polonais (reconnue par la RDA en 1950, puis par l'Allemagne réunifiée en 1990, la RFA ayant alors renoncé à toute revendication territoriale en Pologne). Les territoires situés à l'Est de cette ligne sont placés sous administration polonaise, les populations allemandes vivant à l'intérieur de ces zones, se voient dans l'obligation de quitter ces territoires.<sup>35</sup> Les accords de Potsdam correspondent en outre au partage du monde en deux zones d'influences, préfigurant

---

<sup>35</sup> Ces expulsions des anciens territoires du Reich passés sous administration étrangère (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, etc.) concernèrent environ 5 millions d'Allemands. Avant cela, ils avaient été à peu près 7 millions à fuir l'Armée rouge et à gagner les territoires occidentaux du Reich.

la bipolarisation du monde qui se maintiendra pendant toute la période de la guerre froide. Au cours de la deuxième moitié de la décennie 1940, les relations entre l'Union soviétique et les puissances de contrôle occidentales se dégradent. Dans la zone soviétique, bien vite, des partis à l'échelle de la zone sont autorisés. Sous la pression de la puissance occupante, le Parti social-démocrate fusionne avec le Parti communiste<sup>36</sup> entre le 20 et le 22 avril 1946, donnant naissance au *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, le SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne). Le Parti social démocrate, puis les différents partis bourgeois sont progressivement mis au pas. Peu à peu, toute force non communiste est éliminée de la zone d'occupation soviétique.

Craignant que Staline étende sa domination sur l'ensemble de l'Europe, le ministre américain des Affaires étrangères, James F. Byrnes, annonce le 6 septembre 1946, à Stuttgart, « que les Etats-Unis maintiendraient leurs troupes en Allemagne aussi longtemps que d'autres puissances ; le niveau de la production industrielle serait relevé, même si l'on renonçait à rétablir l'unité économique de l'Allemagne. Les dés étaient ainsi jetés ; la constitution d'un Etat occidental se profilait. » (Winkler, 2005 : 573). Si certains, en Allemagne de l'Ouest, entendaient lutter contre les communistes « pour que le Reich demeure un tout étatique et national » (ce qui fut le cas de l'homme fort du Parti social-démocrate, Kurt Schumacher), d'autres, tel Konrad Adenauer, considéraient, dès 1945, que « la partie occupée par la Russie [était] perdue pour l'Allemagne pour une durée imprévisible » (Winkler, 2005 : 573).

Côté occidental, on envisage donc une aide et une planification économique généreuses pour la reconstruction de l'Allemagne. Le plan Marshall, ou « Programme de Rétablissement Européen » (*European Recovery Program*), comme il sera nommé par la suite, profite aux pays européens qui y participent, notamment à l'Allemagne occidentale, et permet aux Etats-Unis de se poser en défenseur de la liberté tout en satisfaisant leurs intérêts politiques et économiques. En Mars 1948, un pacte est conclut entre la France, la Grande Bretagne, les Pays bas, la Belgique et le Luxembourg, donnant naissance à l'« Union occidentale ». Staline ordonne alors au gouverneur militaire soviétique de quitter le conseil de contrôle allié. Le contrôle des quatre sur l'Allemagne est désormais relégué au passé. En juin de la même année, le Deutsche Mark est introduit en zone occidentale, mettant fin aux tickets de rationnement et au marché noir. Les barrières entre la zone française et la « bizonne » anglaise et américaine tombent. Répondant à la réforme monétaire occidentale, l'Union

---

<sup>36</sup> Le Parti communiste fut fondé le 11 juin 1945 à Berlin, il comprenait comme membres des individus ayant résisté au national-socialisme, dont la plupart avaient été internés dans des camps de concentration ou s'étaient exilés à Moscou.

soviétique lance sa propre réforme monétaire, en mettant en circulation le *Deutsch Mark der Deutschen Notenbank* (Deutsch Mark de la banque centrale, ou d'émission), avant de procéder à l'interruption de la circulation (routière, fluviale et par voies ferrées) entre les zones occidentales et la partie ouest de Berlin. Le blocus de Berlin-Ouest dure environ dix mois (24 juin 1948-12 mai 1949), au cours desquels la partie occidentale de l'ancienne capitale du Reich est ravitaillée par voie aérienne. Ernst Reuter, futur maire de Berlin, exhorte la population ouest-berlinoise à « se battre pour sa liberté » contre les ennemis du « régime de Pankow ». <sup>37</sup> Dans la quotidienneté des habitants de Berlin-Ouest, ces exhortations se traduisent par des incitations à ne pas acheter de nourriture ou s'offrir de quelconques services dans la partie orientale de l'ancienne capitale. A l'Est de la ville, la population est appelée « à devenir socialiste : à contribuer à la construction de la nouvelle société, à s'impliquer dans les organisations officielles, et à éviter tout contact avec des personnes venant de l'Ouest. » (Borneman, 1997 : 21). Ces incidents achèvent de diviser l'Allemagne et le monde. La persévérance des puissances occidentales et des Berlinoises de l'Ouest jusqu'à la levée du blocus a pour effet d'intensifier, chez les Allemands de la zone occidentale, le sentiment d'appartenance à l'occident.

Le 23 mai 1949, la Loi fondamentale est officiellement proclamée, engendrant la création de la République fédérale d'Allemagne (RFA). La fondation de la nouvelle République allemande est suivie des élections au *Bundestag* (Diète fédérale, ou Assemblée parlementaire), remportées par les partis bourgeois, puis par la constitution du *Bundesrat* (Conseil fédéral). Theodor Heuss, président du FDP (*Freier Demokratische Partei* – Parti démocrate libre), est élu à la présidence fédérale, tandis que le Bundestag élit Konrad Adenauer (CDU ; *Christlich Demokratische Union* – Union chrétienne démocrate) au poste de Chancelier fédéral. Bonn devient la capitale de la République fédérale allemande.

Le 27 septembre 1949, Staline accepte le projet constitutionnel, élaboré en 1948 et révisé en mars 1949 par le Conseil du peuple allemand, ainsi que la création de l'Etat est-allemand (en réaction, notamment, à la création de la RFA). Le 7 octobre, la République démocratique allemande (RDA) est fondée, faisant suite à l'adoption, par la Chambre provisoire du peuple (*Provisorische Volkskammer*), de la Constitution. Berlin en est la capitale. Le 11 octobre, Wilhelm Pieck, un des membres fondateurs du groupe spartakiste et du KPD (Parti communiste d'Allemagne), est élu à la présidence de la RDA. Otto Grotewohl est élu ministre-président et sera secondé par Walter Ulbricht (SED), Otto Nuschke (CDU) et

---

<sup>37</sup> Etaient ainsi désignés les membres du Conseil du peuple de la zone orientale allemande.

Hermann Kastner (LDPD ; *Liberaldemokratische Partei Deutschlands* – Parti démocrate libéral d'Allemagne), nommés par la Chambre du peuple aux postes d'adjoints au ministre-président.

Résultant du conflit Est/Ouest, les deux Etats nouvellement créés revendiquent dès lors « le statut de noyau et de modèle d'une Allemagne Unie à restaurer » (Klapper, 2000 : 119-120). Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil montrent en effet que dans la configuration de la rivalité idéologique qui opposait l'Occident démocratique et capitaliste à la puissance soviétique et aux démocraties populaires « la RFA et la RDA tentèrent de repartir sur de nouvelles bases » (Cahn, Pfeil, 2008 : 19-20). Citant Peter Graf Kielmansegg, ils soulignent que « Les deux Etats allemands (...) se comparaient l'un l'autre en permanence. Ils étaient condamnés à la quête d'une légitimité dans une concurrence incessante ; il ne s'agissait pas de deux Etats dans le conflit Est-Ouest, mais de deux parties d'un même pays, que le conflit Est-Ouest avait opposées. » (Graf Kielmansegg, 2000 : 553). Et les deux historiens de conclure que : « Cette concurrence ne fut pas seulement marquée par la compétition entre deux systèmes politiques et sociaux, mais aussi par la prétention à représenter l'ensemble de la nation allemande. » (Cahn, Pfeil, 2008 : 20)

Précisons enfin qu'à partir de novembre 1945, s'ouvre la première session du tribunal de Nuremberg, devant lequel « les hauts responsables du troisième Reich encore en vie [sont] appelés à se justifier » (Winkler, 2005 : 564). Dès lors s'amorce, dans les différentes zones d'occupation, le processus de dénazification qui se prolonge des années durant selon des logiques qui diffèrent en fonction des orientations idéologiques et pragmatiques des puissances occidentale et orientale. Ces différences en matière de politique de dénazification auront, en outre, des incidences sur les politiques de légitimation des deux Etats allemands ainsi que sur leurs prétentions à voir leurs systèmes économiques et politiques respectifs étendus à l'ensemble de l'Allemagne.

A l'Est, la dénazification est menée conjointement à une volonté de réformer entièrement les structures politiques et économiques de la société allemande, tout en rompant de façon radicale avec les concepts traditionnels d'identité nationale (Borneman, 1992) considérés à l'origine de l'avènement du national-socialisme. Aussi, la dénazification est-elle menée de manière plus rigoureuse, mais aussi plus arbitraire qu'à l'Ouest (Cahn, Pfeil, 2009). Certains anciens nazis occuperont les camps spéciaux aux côtés des démocrates et sociaux-démocrates, incarcérés pour leurs opinions politiques opposées à celles de l'occupant.

Dans la partie de l'Allemagne occupée par les Alliés occidentaux, c'est la reconstruction qui prévaut, ainsi que l'ancrage de la RFA dans le monde occidental

démocratique et libéral. Les puissances, dites du monde libre, ne veulent pas prendre le risque de générer de mécontentement au sein d'une population pour laquelle Hitler avait été un héros national et perçoivent, en outre, la nécessité de la participation de l'ensemble de la société ouest-allemande à la reconstruction du pays, ainsi qu'à son intégration à l'Occident. La liquidation des nationaux-socialistes est donc abandonnée au profit de la rééducation des esprits.

### **1.3. Une nation, deux Etats ?**

Par ce titre (que nous empruntons à Heinrich A. Winkler), nous aimerions souligner qu'il n'est pas envisageable d'appréhender l'histoire de ces deux Etats séparément. En effet, il convient de considérer la RDA et la RFA – de même que les parties orientale et occidentale de Berlin – comme deux entités appartenant à un tout, et dont les développements respectifs ne sont autres que les fruits d'une interaction entre l'une et l'autre de ces entités dans le contexte global de la guerre froide. Tant que l'Allemagne demeurait divisée, la question d'un Etat-nation allemand restait ouverte. C'est à cette question que la RDA et la RFA ont, tout au long de leur histoire et chacune à leur manière, tenté de répondre en s'efforçant de trouver une voie de légitimation pour leurs Etats respectifs. Cette légitimité était en outre menacée par le bi étatisme de ce qui avait autrefois été perçu comme un tout national. Dans les deux Allemagne, les interprétations de l'histoire et des traditions nationales, l'ancrage à l'Est et à l'Ouest, servirent à légitimer les pouvoirs en place, à les inscrire dans des cultures politiques différentes et à modeler durablement les visions du monde des populations est- et ouest allemandes. Les discours sur la nation, fondés sur une version internationaliste de l'Etat en RDA, ou post-national en RFA, connurent des étapes, des revirements, des crises. C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans les parties suivantes, en espérant que l'évocation de ces débats majeurs puisse apporter ses lumières aux développements qui suivront.

#### **1.3.1. Le développement de la République démocratique allemande**

##### **1.3.1.1.L'ancrage à l'Est, le mythe de l'antifascisme au fondement de la RDA**

Au lendemain de la guerre, les forces d'occupation soviétiques procèdent à la dénazification. D'anciens nationaux-socialistes, mais aussi certains opposants aux forces d'occupation soviétiques, sont internés dans des camps en Allemagne (à cette occasion, les



anciens camps de concentration sont réutilisés comme camps de transit). Officiellement, il n'y a plus de nazis en Allemagne de l'Est. Officieusement, bien qu'il ait été appliqué de façon plus systématique en Allemagne de l'Est qu'en Allemagne de l'Ouest<sup>38</sup>, le processus de dénazification ne fut pas entièrement réalisé. En effet, « avec la création de l'Etat-parti du SED, on avait apparemment tiré de la période nazie toutes les leçons nécessaires. L'examen approfondi des comportements et des idées rendus possibles par le nazisme n'eut [en conséquence] jamais lieu » (Faulenbach, 2009 : 164). De même « la question de la complicité et de la responsabilité individuelle fut elle aussi passée sous silence » (Faulenbach, 2009 : 164). Néanmoins, il convient de souligner que, lors du processus de dénazification, l'occupant soviétique concentra « ses efforts sur les principaux responsables » et qu'il n'y eut, à de rares exceptions près, « pas d'anciens nazis notoires aux postes de responsabilité » (Poumet, 2006 : 212).

La stratégie de l'Etat est-allemand face à la question de l'héritage du III<sup>ème</sup> Reich a été analysée par Borneman en terme d'« universalisation » et d'« abstraction » (Borneman, 1992). La fin de la guerre est interprétée comme la victoire du communisme sur le fascisme et la libération du peuple allemand du joug nazi par l'Armée rouge. « Les symboles de la victoire internationale sur le fascisme » dominant le paysage mémoriel qui commence à se constituer et l'on se réfère « tout autant à la supériorité de la tradition socialiste qu'à celle de la solidarité des antifascistes et des forces militaires » (Reichel, 1998 : 99). L'interprétation officielle du fascisme en RDA caractérise ce dernier comme une émanation du capitalisme et en situe l'apparition après la défaite allemande de 1918. « Le fascisme [devient] un problème universel de nature abstraite et non locale, attribuable à une forme virulente du capitalisme et du conflit de classe, qui pourrait, théoriquement, exister dans n'importe quelle autre partie du monde » (Borneman, 1997 : 104). Les leaders de la RDA soulignent par ailleurs leur application rigoureuse des accords de Potsdam en matière de dénazification (et de politique de réparation). Ils insistent sur les conséquences de cette politique en termes d'élimination des conditions conduisant au fascisme et de rupture nette avec le régime national-socialiste. Le gouvernement d'Allemagne de l'Est, composé d'anciens résistants communistes, fonde sa légitimité sur le mythe de l'antifascisme et de la résistance communiste, tout en désignant la RFA comme Etat fasciste en vertu de son alignement avec les démocraties libérales occidentales. La RDA se proclame dès lors l'administratrice légitime et la gardienne d'une

---

<sup>38</sup> Et ce sous la pression soviétique.

tradition politique et culturelle allemande commune et pose, par la même occasion, l'Etat est-allemand comme le seul et unique Etat démocratique allemand légitime.

Traduction de cette stratégie étatique, les anciens camps de concentration qui se trouvent sur le territoire d'Allemagne de l'Est sont réaménagés dès les années 1950. Dans l'ancien camp de concentration de *Sachsenhausen*, par exemple, les installations originelles sont détruites au profit d'une conception esthétisante de la présentation de l'histoire. Au début des années 1960, cet ancien camp est réaménagé puis inauguré en tant que lieu d'appel à la vigilance. Il devient un lieu où se construit la commémoration de la résistance et de la lutte contre le fascisme et où se met en scène le récit historique officiel qui vient légitimer le pouvoir en place. A l'occasion de l'anniversaire de la libération du camp, le gouvernement y organise de vastes commémorations ponctuées de discours des membres du gouvernement et de défilés auxquels participent les membres des organisations de masse de la jeunesse ; les pionniers et les FDJ (*Freie Deutsche Jugend*, la jeunesse libre allemande). En dehors des célébrations, le lieu de mémoire et d'appel à la vigilance de *Sachsenhausen* fonctionne comme un lieu de commémoration et de transmission de la doctrine antifasciste. Les promotions de jeunes effectuant leur service civil, celles d'officiers se destinant à une carrière militaire, ou, plus généralement, les classes d'écoliers, doivent effectuer une ou plusieurs visites au sein de ces *lieux d'appel à la vigilance*.

Une autre chose à ajouter, et non des moindres, est l'absence totale de la mémoire des victimes juives, slaves, tziganes ou homosexuelles du dispositif commémoratif qui, dans le cadre de la légitimation du nouveau pouvoir en place, célèbre essentiellement les héros et victimes de la lutte antifasciste. La mémoire de la Shoah n'apparaît pas, elle demeure complètement marginalisée jusque dans les années 80, où elle commence tout juste à être traitée, et ce quelques années avant la chute du Mur. Cette marginalisation de l'Holocauste dans le récit national est-allemand est imputable au principe d'universalisation et d'abstraction. En internationalisant le problème fasciste, les autorités politiques en ont fait un problème non spécifiquement allemand. Par ailleurs, la rupture effectuée avec la dictature fasciste via la dénazification et l'installation du socialisme en RDA ont contribué à l'externalisation de l'héritage national-socialiste tout en faisant de la RDA l'héritière d'une tradition nationale démocratique et socialiste. Dans cette optique, les leaders du gouvernement est-allemand préférèrent passer sous silence la singularité des crimes perpétrés à l'encontre des populations juives.<sup>39</sup>

---

<sup>39</sup> Voir sur ce thème l'ouvrage de Régine Robin, *Berlin chantiers*, et plus précisément la partie intitulée « Des musées didactiquement corrects » (Robin, 2001).

### 1.3.1.2. De l'édification du socialisme à la construction du Mur

Les débuts de la RDA voient l'installation d'un régime stalinien. La fin des années 1940 et les années 1950 correspondent par ailleurs à la période de reconstruction (*Aufbau*), à la mise en place d'un système économique et d'une politique socialistes, ainsi qu'à la formation du dogme en matière de politique culturelle. Les futurs cadres de la RDA font l'apprentissage, auprès des officiers de l'Armée rouge, de « pratiques » permettant de « former la société à travers des processus touchant à la vie spirituelle » afin d'« ériger les travailleurs et paysans en base du socialisme » (Palutzki, 2000 : 11-12).

« Au moment où la RDA fut fondée, le SED était déjà un parti marxiste-léniniste » qui se déclara bientôt « favorable au « centralisme démocratique », à l'assujettissement de toutes les organisations de parti à leur direction supérieure, à une discipline de parti sans faille et au rôle dirigeant de l'Union soviétique » (Winkler, 2005 : 583-584). Cette prééminence du SED se traduit notamment lors des élections de la chambre du peuple, en octobre 1950, pour lesquels une seule liste est proposée au vote, annulant de fait le caractère démocratique du régime (la liste dite « du Front national de l'Allemagne démocratique » définissait la proportion des sièges revenant aux partis bourgeois, révolutionnaires, syndicats et organisations sociales). Un autre signe révélateur de l'apparition, en Allemagne de l'Est, d'un régime assimilable à celui de la Russie stalinienne, est le déclenchement, au début des années 1950, d'une purge au sein du SED. Purge qui se traduit par l'exclusion de 150000 de ses adhérents et des remaniements au sommet de la hiérarchie. Cette purge, tout comme la préparation de procès spectacles (qui n'eurent pas lieu en RDA, du fait de la mort de Staline) « prélude[nt] au durcissement de l'année 1952 » et « signale[nt] la volonté d'alignement sur le cours stalinien de l'URSS : élimination de toute concurrence ou dissidence potentielle dans la direction du Parti, à commencer par la composante social-démocrate du SED (...), étouffement de toute tendance particulariste et intimidation de tous ceux qui, dans leur exil occidental<sup>40</sup>, auraient pu développer une autre conception de la discipline prolétarienne que celle qui avait cours à Moscou » (Thuret, 2000 : 497).

La centralisation, via la dissolution des cinq Länder et la création de quatorze districts administratifs, s'inscrit également dans « l'édification du socialisme », assurant « une planification et une fiscalisation plus efficaces » (Winkler, 2005 : 595 – voir à ce propos l'annexe n°2).

---

<sup>40</sup> L'auteur évoque ici les réfugiés antifascistes allemands qui avaient été retenus ou avaient vécu clandestinement en Europe occidentale, notamment en France.

De même, le système éducatif (école et enseignement supérieur) est-il réformé de façon à préparer les élèves et les étudiants à l'édification du socialisme. Ces réformes en matière d'éducation et d'enseignement constituent un point crucial de la structuration de la société est-allemande, nous y reviendrons un peu plus loin.

Sur le plan économique la RDA s'aligne sur le modèle soviétique, et opte pour une forme d'économie dirigée par l'Etat et planifiée, s'axant notamment sur des réformes agraires (collectivisation) et industrielles (nationalisation et accroissement de la production, en particulier dans le domaine de l'industrie lourde). La réforme agraire, entreprise dès septembre 1945, dépouille la classe des Junkers de l'Est de l'Elbe. La terre est redistribuée aux paysans qui se regroupent en fermes d'Etats (*Volkseigene Güter*). Suit, dans les années 1950, la création de coopératives de production (*Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaft*, LPG) formées à partir du regroupement forcé des exploitations paysannes (Lacquement, 2008). La « réforme industrielle » affecte l'ensemble des grands industriels, dont certains (mais ce n'est pas le cas de tous) sont expropriés en raison de leur passé de criminels de guerre ou de nazis. 10000 entreprises industrielles sont nationalisées sans indemnisation, faisant passer 40% de la production industrielle dans le secteur public dès avant le printemps 1948. En 1950, le secteur industriel est soumis à une nouvelle vague de nationalisation qui donne lieu à la création d'entreprises populaires (*Volkseigene Betrieb – VEB*). A côté des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles, subsiste cependant un secteur dit indépendant qui échappe à la planification sociale, mais non économique (artisanat, commerce et professions libérales) [Castellan, 1980]. Les objectifs de la RDA en matière d'économie sont le doublement de la production industrielle sur 5 ans, ainsi qu'une augmentation de 50% par an de la production agricole (entraînant notamment une augmentation de 10% des normes de travail en 1953).

La population, quant à elle, est exhortée à participer activement à l'édification de la société socialiste (reconstruction et effort de production) et à en adopter les principes idéologiques (imprégnation de ces principes par la mise à contribution du monde culturel auquel le SED fixe des objectifs). La reconstruction du pays, premier souci des deux Allemagne au lendemain de la guerre, participe grandement de cette édification de l'ordre socialiste. A Berlin-Est, la direction des plans de reconstruction est prise en charge par des institutions réunissant des architectes qui s'efforcent de bâtir des édifices et de réaménager la ville en suivant les orientations de l'idéologie socialiste de l'après-guerre (ainsi, la « *Nationales Aufbauwerk Berlin* », à partir de 1951). La reconstruction et restructuration des villes, d'une part, et l'élaboration d'un plan de réforme économique, de l'autre, sont conçues

comme étroitement liées au renouvellement des structures de la société. Pour les leaders du SED, le fait culturel « est considéré comme l'une des instances qui se situent au premier rang du plan économique. Dans la lutte concentrée du monde capitaliste (...) les créateurs n'ont pas le droit de laisser la classe laborieuse seule. Ils ne doivent pas esquiver la lutte idéologique pour un nouvel ordre démocratique ». <sup>41</sup> A ce titre, « les artistes et les écrivains sont, dans la même mesure que les urbanistes et les architectes, contraints de considérer leur activité comme revêtant une fonction politique et sociale et devant suivre les objectifs fixés par le Parti » (Palutzki, 2000 : 26). L'éducation du peuple allemand dans un esprit démocratique et socialiste est l'une des priorités du Parti. Le « renouvellement moral » et l'« ouverture aux courants culturels internationaux » s'accompagnent d'un « retour critique sur la culture historique pour le renouvellement de l'identité nationale » (Palutzki, 2000 : 26). On cherche ce qui, dans les traditions allemandes, fonde la légitimité du pouvoir qui se met en place. On en appelle alors au génie des peuples et au riche héritage humaniste dont la culture allemande est porteuse. La période de la République de Weimar est également mise en avant, d'autant plus que certains des passages de la Constitution est-allemande s'en inspirent directement.

En cette période de l'après-guerre en Allemagne de l'Est, absolument tous les aspects de la société sont pris en compte et mis à contribution en vue de l'édification d'une société socialiste. Le principe essentiel de cette édification est contenu dans la formule édictée par le premier congrès culturel du Parti communiste allemand, à savoir l'« unité dialectique de la politique, de l'économie, de l'idéologie et de la culture ». Toutefois, les changements imposés dans le cadre de la construction du socialisme provoquent des résistances individuelles (actes de résistance et de contestation isolés) et collective (organisation de réunion politique, confection et distribution de tracts, manifestations, etc.). Face aux velléités de résistance, un régime répressif se met en place. A partir de 1950, le ministère de la Sécurité d'Etat (*Ministerium für Staatsicherheit, MfS* ou *Stasi*), calqué sur le modèle du NKVD soviétique, est créé. Les dissidents sont surveillés et emprisonnés, tandis que les autorités occupantes et étatiques ont recours à la force face aux mouvements de protestation. Citons ici l'épisode de l'insurrection des ouvriers du bâtiment à Berlin-Est (sur le chantier de construction de la *Stalinallee*), le 16 juin 1953, qui a pour origine une intensification des cadences de travail sans proposition de majoration des salaires de la part du gouvernement. <sup>42</sup> Au cortège des

---

<sup>41</sup> Aufruf des Kunstschaaffendes der SED vom 7.9.1948 (27). Abdruck bei Dietrich 1983, S. 326.

<sup>42</sup> Cette insurrection a pour toile de fond la mort de Staline, celle-ci ayant déclenché une vague de réformes assouplissant la politique menée jusqu'à lors, notamment en matière d'économie. Les ouvriers est-allemands

ouvriers manifestants s'unissent des passants, « si bien que dix mille personnes se rassemblent en milieu de journée devant le siège du gouvernement de la RDA, exigeant de parler au chef du gouvernement (*Ministerpräsident*) Otto Grotewohl et au premier secrétaire du SED (...), Walter Ulbricht. » (Renaudot, 2009). Un appel à la grève générale est lancé en fin de journée, l'insurrection gagne le reste du pays et se poursuit dans la journée du 17 juin. Les revendications des insurgés portent sur l'abolition de l'augmentation des normes de travail, la démission du gouvernement, ainsi que sur l'organisation d'élections libres. Cette révolte se solde par l'intervention des chars soviétiques. On dénombre au total une centaine de morts. Dans les semaines qui suivent, « treize mille à quinze mille personnes » sont arrêtées, « dont plus de deux mille [sont] condamnées à des peines allant jusqu'à 25 ans de prison par les tribunaux soviétiques ou est-allemands » (Renaudot, 2009). Bien vite reconstruit comme le symbole de la remise en cause de la RDA et, indirectement, comme vecteur de légitimité et de construction identitaire en Allemagne de l'Ouest, « le 17 juin [est] proclamé jour de fête nationale de la RFA » dès le mois d'août 1953 et le demeure jusqu'en 1990 (Ludwig, 2008 : 173, Renaudot, 2009). Ni les autorités officielles d'Allemagne de l'Ouest, ni celles des Alliés n'étaient cependant intervenues pour défendre les travailleurs insurgés.

Le 14 mai 1955, la RDA intègre l'alliance militaire nouvellement fondée du Pacte de Varsovie (aux côtés de l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie). Cette intégration intervient quelques jours après la reconnaissance de la souveraineté de la RFA et son intégration au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (5 et 6 mai 1955). La division de l'Allemagne devient dès lors une donnée des relations Est-Ouest. En septembre 1955, la RDA se voit accorder par l'URSS la souveraineté pleine et entière, la Commission de Contrôle soviétique à Berlin est dissoute cependant que les troupes soviétiques demeurent sur le territoire est-allemand. Le paiement des réparations de l'Allemagne de l'Est à la Russie soviétique est alors entièrement honoré. En janvier 1956, la chambre du peuple adopte la loi sur la création d'une armée nationale (*Nationale Volksarmee*) qui intègre le pacte de Varsovie.

1956 est une année marquée de grands bouleversements. Alors que la déstalinisation s'accomplissait de manière progressive depuis la mort de Staline, les révélations de Khrouchtchev au XX<sup>ème</sup> Congrès du Parti Communiste d'Union soviétique, portant sur les crimes staliniens, provoque une véritable onde de choc. C'est tout d'abord la Pologne qui se révolte (insurrections ouvrières à Poznan, Varsovie et Czestochowa) et obtient la

---

n'ayant pas bénéficié de ces réformes et se voyant obligés d'accroître leur cadence de travail, se seraient alors révoltés.

décollectivatisation des terres et la restauration d'une grande partie des libertés religieuses. En octobre 1956, c'est au tour de la Hongrie de se soulever. Le pouvoir communiste s'effondre et la Hongrie obtient de l'Union soviétique le retrait de ses troupes du sol hongrois. Cependant, lorsque la Hongrie annonce son retrait du pacte de Varsovie, les troupes soviétiques reviennent et écrasent la révolte dans le sang. L'opinion publique internationale est profondément ébranlée par ces événements et la sympathie des pays occidentaux va au peuple hongrois. En RDA, les réactions d'indignation provoquées, au sein du monde intellectuel, par le règlement du soulèvement hongrois, donnent lieu à des procès et arrestations (Gustav Just, Heinz Zöger, Walter Janka<sup>43</sup>) qui renforcent la position de l'homme fort de la RDA, Walter Ulbricht.

D'un point de vue politique, la RDA fait figure de « bon élève » parmi les démocraties populaires d'Europe de l'Est. « La construction du socialisme » a en effet « suivi pas à pas le modèle du « grand frère » soviétique et a conduit à l'établissement de l'un des régimes les plus autoritaires et de l'un des systèmes économiques les plus dirigistes de ce qui fut l'Europe de l'Est » (Lacquement, 2008 : 1). Au plan économique, la situation de la RDA est une des meilleures du bloc soviétique. Il en va de même du niveau de vie de ses habitants qui, s'ils se voient entravés dans leurs libertés les plus fondamentales, bénéficient par ailleurs de la sécurité de l'emploi, de soins gratuits et d'une vie culturelle intense.

Dans les années 1950-1960, la croissance est importante, le niveau de développement restant toutefois inférieur à celui de la RFA. Jusqu'au début des années 1960, les Berlinoises de l'Est font quotidiennement l'expérience de la prospérité grandissante et de la liberté politique de leurs homologues de l'Ouest (la circulation étant possible entre les différents secteurs d'occupation berlinois jusqu'à la construction du Mur). On estime à environ 3 millions le nombre de personnes ayant fui la RDA entre 1949 et 1961, passant principalement par Berlin et privant l'Etat est-allemand d'une partie de sa force de travail et de ses cerveaux. Ces derniers, malgré certaines dispositions de la RDA en termes d'exonération, d'amélioration de salaires et d'obtention de terrain, préfèrent fuir à l'Ouest pour des raisons politiques et économiques. Une deuxième vague de collectivisation des terres, ainsi que la nationalisation des entreprises privées dans les secteurs du commerce et de l'artisanat, provoquent l'exode des populations concernées en direction de l'Ouest.

En novembre 1958, Khrouchtchev lance un ultimatum aux alliés, exigeant que Berlin soit transformé en une ville libre démilitarisée. Cet ultimatum faisait écho au discours de

---

<sup>43</sup> Intellectuels est-allemands, communistes de tendance réformiste, qui cherchèrent à définir une troisième voie, entre le capitalisme de la République fédérale et le stalinisme est-allemand.

Walter Ulbricht, prononcé en octobre 1958, dans lequel ce dernier revendiquait la souveraineté de la RDA sur l'intégralité de Berlin. Le premier homme politique à se dresser officiellement contre cette exigence est le maire SPD de Berlin-Ouest, Willy Brandt, dans un discours qu'il prononce devant l'OTAN, à Paris, en décembre 1958. Puis c'est au tour du nouveau président américain, John Kennedy, qui, après une entrevue délicate avec Khrouchtchev – au cours de laquelle ce dernier s'était montré explicitement menaçant –, réaffirme la position des Etats-Unis à l'égard de la question berlinoise (le droit de présence des alliés à Berlin-Ouest, leur droit de libre accès à Berlin-Ouest, ainsi que le droit à l'autodétermination politique des deux millions de Berlinoises de l'Ouest). Dans ce discours, cependant, le président américain ne fait aucune mention de Berlin-Est. Les autorités de la RDA, qui réclamaient le verrouillage des accès de circulation entre Berlin-Est et Berlin-Ouest (l'exode des populations est-allemandes menaçant de plus en plus l'économie du pays), obtiennent finalement l'accord du pacte de Varsovie le 5 août 1961.

Ainsi, Walter Ulbricht, qui deux mois auparavant assurait encore que personne n'avait l'intention d'ériger un mur à Berlin, ordonne-t-il le blocage de Berlin-Ouest dans la nuit du 12 au 13 août 1961. C'est notamment en ayant recours au mythe de l'antifascisme, devenu central tout au long de l'histoire de la RDA, que le premier Secrétaire du comité central du SED et président du conseil d'Etat de RDA, légitime la construction du Mur. La dénomination officielle du Mur comme « mesure de protection antifasciste » ne laisse aucun doute sur la tentative de légitimation, via le paradigme de l'antifascisme, de ce qui deviendra le symbole de la séparation de l'Allemagne. Dans la rhétorique employée par les autorités du SED, le Mur est destiné à protéger la RDA de la menace fasciste et militariste qu'incarne la RFA et, au-delà, le monde occidental. Dans la pratique, le Mur est édifié pour empêcher les Allemands de l'Est de « voter avec leurs pieds », c'est-à-dire de quitter le pays afin de gagner l'Ouest (voir annexe n°3).

### 1.3.1.3. De l'ère Ulbricht à Honecker, de la reconnaissance internationale de la RDA à l'effondrement du régime

Au cours des années 1960 et au début des années 1970, la RDA semble jouir d'une certaine stabilité. Le gouvernement de Walter Ulbricht avait lancé, lors du V<sup>ème</sup> Congrès du Parti, en juillet 1958, un plan prévoyant l'« achèvement » de la construction socialiste, via l'augmentation de la production de biens de consommation, censée permettre à la population de RDA de jouir d'un niveau de vie analogue aux populations ouest-allemandes. Le SED



entendait ainsi « prouver la supériorité de l'ordre social socialiste sur le règne des forces impérialistes dans l'Etat de Bonn ». Dans le même temps, la Chambre du peuple jetait les bases d'une réforme dans le but de promouvoir « la révolution socialiste dans le domaine de l'idéologie et de la culture ». Le système éducatif fut ajusté en vue de permettre la formation de l'individu socialiste et de servir « le progrès scientifique et technique ». Les écrivains furent par ailleurs encouragés à faire l'expérience de la quotidienneté des travailleurs dans les usines afin de décrire la vie dans l'esprit du « réalisme socialiste », alors même que l'on incitait, en retour, les ouvriers à prendre la plume. Ces mesures intervenaient dans le cadre de la lutte à laquelle se livraient les deux Etats allemands afin de prouver leur légitimité et la supériorité de leurs modèles respectifs. L'édification du Mur avait permis de contenir l'exode des populations est-allemandes en les maintenant sur le territoire de la RDA par la contrainte. Les systèmes politiques et économiques mis en place en RDA commençaient à se consolider. Dès lors la tâche que se fixaient les autorités du SED était le parachèvement de l'édification du socialisme parallèlement à l'avènement d'un homme socialiste nouveau.

Par ailleurs, Hermann Weber relève, dès la fin des années 1950, que les Allemands de l'Est passés à l'Ouest affirmaient, au cours de leurs interrogatoires<sup>44</sup>, que « les maisons de repos, les centres culturels et les polycliniques » de RDA représentaient des acquis du socialisme (Weber, 2006 : 50). De même, « la majorité considérait également que le climat social était supportable » (Weber, 2006 : 50). Ainsi, selon Weber :

« La dictature politique avec sa pointe hiérarchique ne représentait pas le système dans son ensemble, beaucoup avaient des possibilités d'ascension professionnelle dans les domaines les plus divers et l'existence d'espaces de liberté personnelle possédait une immense valeur pour beaucoup de gens. La situation ne correspondait certainement pas au cliché courant à l'Ouest, selon lequel une poignée de communistes fanatiques opprimaient une population résolument anticommuniste et qui n'avait d'yeux que pour l'Occident. Même si la majorité de la population ne s'identifiait pas à la RDA, beaucoup commencèrent à s'en accommoder. » (Weber, 2006 : 50-51)

Cela en dit long sur les représentations que nourrissait la majeure partie de la population est-allemande en regard du système en place en RDA et sur les motivations qui

---

<sup>44</sup> L'accueil des réfugiés est-allemands en RFA était suivi d'une procédure au cours de laquelle les réfugiés étaient interrogés, notamment sur leurs motivations à intégrer la RFA. Ils étaient regroupés dans des camps avant de pouvoir intégrer la RFA. L'Etat d'Allemagne de l'Ouest a largement joué sur la figure mythifiée du réfugié est-allemand dans le combat idéologique qui l'opposait à sa rivale, la RDA.

poussaient certains à s'accommoder du régime en place. En effet, à partir du moment où le climat social était perçu comme supportable, il était envisageable de suivre un parcours biographique « normal » dans la mesure où l'on gardait conscience des attentes de l'Etat vis-à-vis du citoyen, et que l'on répondait à ces attentes en ayant recours, la plupart du temps, à une simulation de la « personnalité socialiste ».

Parallèlement, la société est-allemande du début des années 1960 semble se libéraliser. De nouvelles révélations, faites par le premier secrétaire du PCUS, donnent lieu à une nouvelle vague de déstalinisation, à laquelle la RDA s'associe. Dans la société est-allemande, ces changements se traduisent notamment par une libéralisation dans le domaine de la politique culturelle. Wolf Biermann, parolier est-allemand, compose et déclame des textes dont la teneur est ouvertement critique, certains ouvrages occidentaux sont publiés, tandis que les auteurs est-allemands abordent, dans leurs écrits, des thèmes qui jusqu'à lors étaient tabous. Cette introduction d'une plus grande liberté d'expression dans le monde artistique se double en outre d'une libéralisation des mœurs. D'un point de vue économique, la RDA entend participer à la concurrence internationale, laissant une marge de manœuvre plus importante aux entreprises. L'accroissement de la production de biens de consommation, et leur diversification, introduit peu à peu des mœurs consuméristes au sein de la société. Les élites politiques semblent davantage soucieuses du bien-être matériel et social des citoyens. Ces revirements sont observés à l'Ouest et interprétés. On parle de « révolution silencieuse », d'un déclin du totalitarisme au profit d'un « régime autoritaire », faisant la part belle à certaines techniques capitalistes en vue de dynamiser l'économie du pays et de « rattraper » le retard pris sur l'Ouest. Toutefois, cette modernisation de l'économie ne remplit pas les attentes du SED en matière de rattrapage de la productivité et du niveau de vie de la RFA. D'autre part, les tenants de la ligne dure du Parti craignent qu'une trop large ouverture sur des modes de vie étrangers au socialisme ne compromette l'édification de la personnalité socialiste, et entraîne, sur le plan politique, une crise de la légitimité de l'Etat est-allemand. Cette période de relative libéralisation est donc suivie, dans le milieu des années 1960, d'un repli identitaire de l'Etat et d'un durcissement en matière de politiques culturelles et économiques.

En 1968, la volonté du réformateur Alexandre Dubček de faire advenir un « socialisme à visage humain », est saluée par de nombreux Allemands de l'Est. Citoyens et étudiants virent en effet un espoir en ce réformateur, qui avait introduit la liberté de presse, d'expression et de circulation, et impulsé une démocratisation et une libéralisation politique en Tchécoslovaquie. L'écrasement du Printemps de Prague par l'armée soviétique, avec le

concours de la *Volksarmee* (qui assura le ravitaillement en restant à l'intérieur des frontières de la RDA), laissera une marque durable sur la société est-allemande. Les sympathisants du printemps de Prague protestèrent et résistèrent, en distribuant des tracts ou en inscrivant leurs slogans sur les murs des villes. Une vague de répression s'en suivit, qui se traduisit par des condamnations et des exclusions du sein des universités. Le désir de liberté de toute une génération se trouva alors étouffée dans l'œuf, engendrant une grande désillusion doublée d'un sentiment d'amertume et de résignation. Au demeurant, bien que la population dû se rendre à l'évidence, et admettre que de telles velléités réformatrices étaient vouées à être écrasées par l'autorité d'un parti qui ne souffrait pas la contestation, l'épisode du printemps de Prague avait fait naître des espoirs et la perspective d'une réforme de l'Etat et de l'édification d'un socialisme à visage humain. Par ailleurs, si de larges franges de la population de RDA s'accommodèrent du régime en place, elles n'étaient pour autant pas dupes quant à la nature dictatoriale de ce régime et aux faux semblants des discours officiels.

Au plan international, la fin des années 1960 est caractérisée par une politique de détente, des efforts sont entrepris des deux côtés afin de rendre possible des rapprochements. L'Ostpolitik, initiée par le Chancelier social démocrate Willy Brandt, débouche sur une série d'accords qui ouvrent la voie à la normalisation des relations entre la RFA et les membres du pacte de Varsovie, et en particulier la RDA. Un accord quadripartite en septembre 1971, reconnaît le *statu quo* de Berlin, entraînant l'assouplissement des contrôles entre Berlin-Est et Berlin-Ouest. Le traité interallemand de reconnaissance mutuelle est signé en 1972, la RDA est peu à peu reconnue par les pays occidentaux et finit par intégrer l'ONU en 1974, en même temps que l'Allemagne fédérale, ce qui revenait également à reconnaître, au plan international, la dualité nationale de l'Allemagne.

Depuis 1971, Walter Ulbricht, l'homme fort de la RDA, avait, à la demande du secrétaire général du PCUS, Leonid Brejnev, et sous la pression de certains membres du Politburo de la RDA, cédé sa place à Erich Honecker. Ce dernier entreprit l'accomplissement de l'« unité de l'économie et de la politique sociale », qui visait à satisfaire, de manière croissante, les besoins matériels et culturels de la population. Concrètement, cette satisfaction des besoins passait par l'augmentation de la production de biens de consommation, tels la voiture, le réfrigérateur ou le téléviseur. Tout citoyen devait avoir droit au confort matériel, au bien-être social et à un accès égal à la culture.

Honecker ne dévia pas d'une once de ces objectifs économiques et sociaux, et ce malgré l'aggravation de la crise économique, imputable à la conjoncture internationale (conséquences des chocs pétroliers) et au maintien de cette politique économique et sociale

que la RDA ne pouvait concrètement pas se permettre de poursuivre. L'arrivée d'Honecker au pouvoir coïncida approximativement avec la reconnaissance de la RDA au plan international.<sup>45</sup> La normalisation des relations entre les deux Etats allemands engendra, en Allemagne de l'Est, une relative libéralisation des mœurs et de la politique culturelle. En RDA, on pouvait dorénavant entendre certains groupes de musique rock et se parer des atours des modes venues de l'Occident. A Berlin-Est, la population put recevoir les émissions de télévision ouest-allemandes. Peu à peu, les relations interallemandes s'améliorèrent, permettant une série d'accords concernant la circulation des hommes entre les deux parties de Berlin et de l'Allemagne. Précisons ici que cette série d'accords et de rapprochements entraînaient également la dépendance économique croissante de la RDA envers la RFA. La RDA vivait en effet au dessus de ces moyens, et subit de plein fouet la crise économique provoquée par les deux chocs pétroliers. Afin de maintenir ses objectifs sociaux, notamment en matière de satisfaction des besoins matériels et culturels de la population, la RDA contracta des emprunts auprès de la RFA. Par ailleurs, le rachat des prisonniers et les taxes prélevées sur les populations d'Allemagne de l'Ouest se rendant en visite en RDA représentaient pour cette dernière des entrées de devises non négligeables.

Le régime semble donc s'adoucir dans le courant des années 1970, et ce jusque dans les années 80. En effet, ce dernier s'est stabilisé et une génération a vu le jour en son sein qui n'est censée connaître que le modèle proclamé par l'Etat. Mais cette libéralisation et le contact accru des citoyens est-allemands avec les produits et les idées venus de l'Ouest (particulièrement à Berlin) engendrent la paranoïa du régime. Ainsi cette période est-elle également marquée par l'ascension d'Erich Mielke (à la tête du *MfS*<sup>46</sup> depuis 1957) aux plus hautes sphères du pouvoir. La promotion de Mielke représente pour le *MfS* « une revalorisation politique et de nouvelles possibilités de développement individuel, technique et « global » sans entraves. » (Winkler, 2005 : 709). « Entre 1972 et 1989 », nous rappelle Emmanuel Terray, les effectifs des « hommes de la sécurité d'Etat » doublent, passant de 52700 à quelques « 100000 fonctionnaires à plein temps ». La Stasi compte par ailleurs 172000 *IM*, *Inoffizieller Mitarbeiter* (collaborateur officieux) en 1988, ce qui permet au ministère de la Sécurité d'Etat de plonger ses « tentacules (...) dans toutes les parties du corps social » (Terray, 1996 : 47). Les effectifs de la Stasi, si on les met en rapport à la population de RDA, qui ne compte que 17 millions d'individus, sont effectivement ahurissants.

---

<sup>45</sup> Ce qui entraîna notamment un glissement des conceptions que l'Etat est-allemand se faisait de lui-même. Ainsi, d'« Etat socialiste de nation allemande » (dénomination inscrite dans sa Constitution depuis 1968), la RDA devient un « Etat socialiste des ouvriers et des paysans ».

<sup>46</sup> MfS : Ministerium für Staatsicherheit.

Les accords d'Helsinki (août 1975), signés au terme de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui réunissait des membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, proclament un certain nombre de principes, censés régir les relations diplomatiques des pays européens entre eux.<sup>47</sup> Ces accords réaffirment par ailleurs la garantie des Droits de l'homme et du droit des peuples à l'autodétermination, ce qui, pour les populations de l'Est de l'Europe, revêt une importance capitale. Les accords d'Helsinki représentent en effet l'espoir de voir un jour appliqués les Droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les pays d'Europe centrale et orientale. En RDA, certains citoyens se mobilisent, créant des groupes de discussion, débattant d'alternatives se rapprochant de l'idée d'un socialisme démocratique. Dans leur quête d'un nouveau modèle social, ces opposants au régime trouvent bien souvent refuge au sein de l'Eglise Evangélique. Celle-ci tient un rôle moteur, mais ambigu, dans l'histoire oppositionnelle d'Allemagne de l'Est. Grâce à l'Eglise, qui jouit d'une relative autonomie à partir des années 1970, de réelles alternatives s'offrent à ceux qui, dans la société est-allemande, cherchent à se dérober à l'influence du SED. Certaines structures parallèles à l'Etat, gérées par l'Eglise – telles que la fameuse *Umweltbibliothek* (bibliothèque de l'environnement) de la *Zionskirchgemeinde* (la paroisse de l'Eglise de Sion) de Berlin *Prenzlauer Berg*, qui met à disposition des livres, mais aussi des salles de conférence et d'exposition au sein desquelles les paroissiens peuvent venir s'informer et débattre librement –, constituent de véritables îlots de liberté « pour ceux qui souhaitent se soustraire aux règles de fonctionnement du régime et à son idéologie » (Kott, 1998 : 200). Citons également les institutions de soin et jardins d'enfants, également gérés par l'Eglise, qui constituent une alternative précieuse, notamment pour les parents soucieux de voir leurs enfants échapper « au système éducatif uniformisant de la RDA » (Kott, 1998 : 200). Les actes de résistance, multiformes, vont ainsi en se multipliant dans les différentes sphères de la société est-allemande, jusque dans les années 1980, où un véritable courant protestataire voit le jour. Tout au long des années 1980, en effet, des mouvements pour la paix et pour la protection de l'environnement se développent en Allemagne de l'Est. Ces derniers entrent en contact avec leurs homologues de l'Ouest, faisant à l'occasion cause commune. A l'Est comme à l'Ouest, on proteste contre la militarisation et la course à l'armement poursuivies au sein des deux blocs. D'autre part, on se mobilise pour la prise en considération des intérêts écologiques et l'institution de mesures favorisant la défense de l'environnement.

---

<sup>47</sup> Sont notamment proclamées la non ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'inviolabilité des frontières issues de la Seconde Guerre Mondiale, la coopération accrue.

Toutefois, le SED ne reste pas sans réaction face à la constitution de mouvements dissidents. Le *MfS*, dont le pouvoir et les moyens se sont considérablement accrus, met tout en œuvre pour contrôler les mouvements citoyens qui se structurent en cette fin de la décennie 1970. Les membres de ces mouvements de protestation sont surveillés de près et des mesures sont prises afin de les décourager. « L'arrestation et l'incarcération » sont « réservées aux cas particulièrement graves ou exceptionnels » (Winkler, 2005 : 745). Il arrive que les individus gênants soient déchus de leur nationalité et envoyés à l'Ouest. Ces extraditions interviennent à la suite de « mesures de démoralisation » qui consistent à « porter systématiquement atteinte à la réputation publique, à la considération et au prestige grâce à un mélange de révélations véridiques, vérifiables et infamantes et d'indications fallacieuses, vraisemblables, irréfutables et tout aussi déshonorantes ; provoquer systématiquement des échecs professionnels et sociaux pour saper la confiance en soi des individus concernés ; décourager délibérément les convictions touchant certains idéaux, modèles, etc. et instiller le doute sur les perspectives personnelles ; susciter la méfiance au sein des groupes, mouvements et organisations ».<sup>48</sup> Précisons ici que ces méthodes sont également employées à l'encontre d'individus qui ne sont pas menacés d'extradition.<sup>49</sup>

Cependant, il convient de relativiser quelque peu le climat de défiance, que l'on prête parfois à la société de la RDA, et qui serait la conséquence de l'accroissement des effectifs de la Stasi et la surveillance quasi permanente des différentes parties du corps social. Il est vrai que les méthodes odieuses employées par cet organe d'Etat ont brisé la vie de nombreuses personnes qui militaient activement pour la démocratisation de la société<sup>50</sup> et que cet état de fait a pu engendrer, d'autre part, un réel climat de défiance au sein des sphères sociales concernées. Toutefois, la signature des accords d'Helsinki par les Etats membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, avait obligé les autorités d'Allemagne de l'Est à mettre un frein à la répression. Les contacts établis entre les mouvements écologiques et pacifistes des deux côtés du Mur excluaient d'ailleurs toute éventualité de répression massive des mouvements protestataires. Le régime de la RDA encourait en effet le risque d'être condamné par l'opinion publique internationale. Enfin, il semblerait que beaucoup d'Allemands de l'Est aient réussi à

---

<sup>48</sup> Directive du *MfS* n° 1/76 de janvier 1976, citée par Heinrich A. Winkler (Winkler, 2005 : 745). Notons qu'à ces mesures répressives s'ajoutaient également l'interdiction de passer le baccalauréat ou de poursuivre des études pour les individus considérés comme « non méritants » en raison de leurs prises de position contre le régime.

<sup>49</sup> Sur ce thème, voir Ulrike Poppe, « Que lisons-nous lorsque nous lisons un dossier personnel de la Stasi ? », *Genèse*, n°52, septembre 2003, p. 119-132.

<sup>50</sup> Ce sont notamment les intellectuels et la bourgeoisie qui ont le plus souffert du communisme car ils étaient les plus éclairés et « l'ennemi de classe ».

s'aménager des espaces de liberté, au sein desquels il leur était possible d'exprimer les opinions les plus diverses. Le phénomène est en effet attesté et reconnu sous la dénomination de société à niches (*Nischengesellschaft*, expression que l'on doit au journaliste Günter Gaus). Les opinions étaient d'ailleurs d'autant plus diversifiées que les citoyens de la RDA pouvaient recevoir les programmes télévisés de l'Ouest, et que la circulation entre les deux Etats allemands s'était considérablement intensifiée sous l'ère Honecker. Pour toutes ces raisons la période allant de la fin des années 1970 aux années 1980 fut caractérisée par un climat de relative liberté. Toutefois, les années 80 sont marquées par une crise économique en RDA (une crise qui est par ailleurs commune à tous les pays du bloc soviétique) ; le régime ne parvient plus à assumer son ambitieux programme d'« unité de l'économie et de la politique sociale », le niveau de vie stagne en RDA tandis que les équipements publics se détériorent.

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en mars 1985 ouvre une ère de réformes en Union soviétique et dans certains pays du pacte de Varsovie. L'introduction, dans la vie politique moscovite, des principes de la *glasnost* (transparence) et de la *perestroïka* (reconstruction), inaugure un processus de libéralisation et de démocratisation qui affecte l'Europe de l'Est.<sup>51</sup> La Pologne, qui avait été secouée de grèves au début des années 1980, et avait connu un espoir de réforme avec la création et la reconnaissance d'un syndicat indépendant, Solidarnosc, avant de se voir imposer la Loi martiale, se soulève à nouveau. En 1986, un vaste mouvement de grève oblige les autorités en place à réorganiser le pouvoir en collaboration avec les leaders du syndicat Solidarnosc, jusque là interdit. Cette révolution par le bas transforma profondément le système, mettant le pays sur la voie d'une réforme démocratique. En Hongrie, à la même période, la démocratisation est impulsée par un gouvernement réformateur qui introduit, en février 1989, le multipartisme. Le rideau de fer tombe entre la Hongrie et l'Autriche le 2 mai de la même année, créant une ouverture sur l'Ouest où viendront s'engouffrer des milliers de citoyens est-allemands.

Pour les autorités de RDA, ce vent de libéralisation est source de vives inquiétudes. En effet, l'existence de la RDA ne se fonde pas, comme en Pologne ou en Hongrie, sur la préexistence d'un Etat-nation auquel la population est rattachée par le ciment d'une identité nationale. L'Etat de la RDA se fonde tout entier sur l'idéologie socialiste et antifasciste, ainsi que sur l'adhésion supposée de sa population à ce modèle idéologique, qui se constitue ainsi comme substitut à une identité nationale. Les membres du SED ont conscience que s'ils se lancent dans la voie de la libéralisation et de la démocratisation, la forme étatique de la

---

<sup>51</sup> L'abandon, par Gorbatchev, de la « doctrine Brejnev », entraîne la reconnaissance de la souveraineté pleine et entière des Etats socialistes.

République démocratique deviendra assimilable à celle de la République fédérale. Dès lors la RDA ne constituera plus une alternative à l'autre Etat allemand et perdra *ipso facto* son droit à l'existence. Les autorités de la République démocratique optent de fait pour le renforcement de l'ordre socialiste, sachant pourtant que cette fois-ci, elles ne pourront bénéficier du soutien de Moscou.

En octobre 1989, quelques 25000 citoyens d'Allemagne de l'Est franchissent la frontière entre la Hongrie et l'Autriche, alors que des milliers d'autres se pressent aux ambassades ouest-allemandes de Prague et de Varsovie. Les manifestations protestataires enflent alors même que le SED s'apprête à fêter les 40 ans du régime. De vastes manifestations ont lieu à Leipzig, puis à Berlin-Est, s'étendant à toutes les grandes villes d'Allemagne. Les citoyens de RDA, excédés de ne constater aucun début de réforme dans leur pays, descendent dans les rues. Pour la première fois, le peuple se mobilise en masse, clamant son mécontentement et affichant librement ses opinions sur des pancartes et des banderoles. Le 9 novembre 1989, lors d'une conférence de presse tenue par Günter Schabowski, membre du politburo, ce dernier annonce que « Les voyages privés vers l'étranger peuvent être autorisés sans présentation de justificatifs — motif du voyage ou lien de famille ». Le Mur est ouvert. Au terme de 40 années d'existence, le système de la RDA s'effondre, entraîné par le délitement du bloc soviétique et une Révolution pacifique, la seule qu'ait connue l'Allemagne au cours de son histoire. La chute du Mur constitue l'événement qui marqua, du moins en Occident, la fin de la guerre froide. Au cours de cette période, les visions du monde d'au moins deux générations avaient été modelées de manières profondément différentes à l'Est et à l'Ouest du Mur.

#### 1.3.1.4. Quelques exemples d'inscription des grands récits de l'Etat est-allemand au sein de l'espace urbain de *Berlin, Hauptstadt der DDR*

A Berlin, les évolutions de la société est-allemande s'accompagnent également d'opérations architecturales qui incarnent la poursuite de l'édification de la société socialiste. Les différents objectifs culturels énoncés dans l'immédiat après-guerre se traduisent dans les réalisations architecturales de cette période. Entre 1949 et 1950, les bâtiments de la *Stalinallee* (baptisée *Karl-Marx Allee* en 1961, soit cinq ans après le XX<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste soviétique) sont édifiés dans le cadre de la reconstruction de *Berlin, capitale de la RDA* (*Berlin, Hauptstadt der DDR*). S'en suit l'édification d'un deuxième tronçon, comprenant des bâtiments de sept à neuf étages pourvus de 5000 logements et de 200 boutiques. Trace



architecturale caractéristique de cette époque de la reconstruction, les bâtiments des actuelles *Karl-Marx Allee* et *Frankfurter Allee* témoignent du souci des architectes d'incarner l'avènement d'une société nouvelle, socialiste, opposée à sa rivale capitaliste (qui s'incarne dans la partie occidentale de Berlin).<sup>52</sup> Ces reconstructions font de cet axe qui mène à l'Est, vers la Pologne et Moscou, l'un des plus prestigieux de Berlin-Est. Conçu pour être une alternative à l'ancien axe de prestige d'*Unter-den-Linden* (« trop proche du secteur occidental et trop [marqué] par les souvenirs de la Prusse et de l'Allemagne impériale »), le tronçon des *Karl-Marx* et *Stalinallee* deviendra par la suite un passage obligé pour les représentants des pays frères en visite officielle à Berlin (Terray, 1997 : 7). Mêlant l'architecture soviétique (stalinienne, dite aussi de confiseur) aux traditions architecturales allemandes héritées du néo-classicisme, les édifices de l'axe menant du centre à l'Est de Berlin proposent un nouveau type d'habitation qui rompt avec le modèle des *Mietskasernen*<sup>53</sup> et de leurs logements sur cour surpeuplés.<sup>54</sup>



Figure 3 : Une des deux tours constituant la *Frankfurter Tor* (Porte de Francfort).<sup>55</sup>

<sup>52</sup> Rappelons ici qu'à cette période, le Mur n'est pas encore construit, et que l'un des objectifs des autorités est-allemandes est de tout mettre en œuvre afin de rendre la RDA attrayante et de gagner les Allemands de l'Ouest à la cause socialiste.

<sup>53</sup> Les *Mietskasernen*, casernes à loyer, sont un type d'habitat populaire à Berlin au début du siècle dernier.

<sup>54</sup> Il nous faut préciser, puisque le traitement des lieux symboliques de la période communiste est au cœur de notre sujet, que cet ensemble est en cours de restauration depuis le début des années 90 et qu'il est protégé au titre de monument historique.

<sup>55</sup> Les photographies non référencées sont de l'auteur.



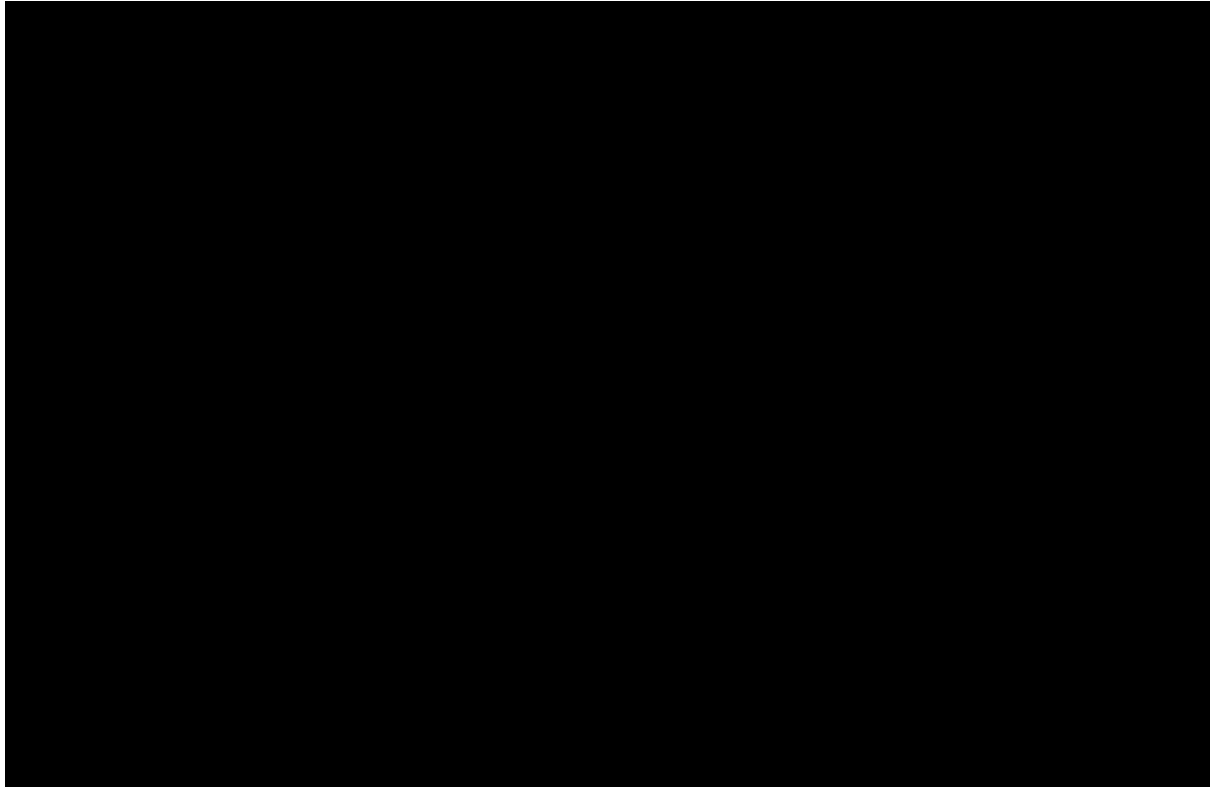
Figure 4 : Bâtiment le long de la *Frankfurter Allee*.

Ces réalisations architecturales répondent à la nécessité d'édifier une ville nouvelle, moderne, tout en respectant certains éléments traditionnels considérés comme positifs (axes historiques des rues radiales, éléments traditionnels de la planification des transports, conservation de certains édifices antérieurs [Palutzki, 2000]). Habitations et espaces sont conçus pour être fonctionnels et standardisés, les cours intérieures des immeubles donnent sur de vastes jardins tandis que les façades qui donnent sur la rue sont bordées d'une large esplanade. Les bâtiments de 1950 sont en outre ornés de sculptures représentant des scènes de la vie des travailleurs, dans la tradition du réalisme socialiste, qui prône un « art pour le peuple ».

Dans les années 1960, l'édification de la société socialiste se poursuit sous le signe du progrès scientifique, de la modernisation et de la concrétisation d'une société de consommation censée garantir « la prospérité et l'abondance pour tous ». Dans les années 1960, sous l'ère Ulbricht, le SED lance plusieurs concours d'architecture afin d'entreprendre le réaménagement du centre de la capitale de la RDA, notamment la *Alexander Platz* et ses alentours. Avec l'édification du Mur, Berlin-Est devient le cœur de l'Etat centralisé de la RDA qui concentre le pouvoir politique, économique et administratif. *Berlin Hauptstadt der*

DDR devient une ville modèle, forte d'une importante population de cadres, d'employés administratifs, de scientifiques, d'intellectuels et d'étudiants.

En 1962, est entamée la construction de la *Haus des Lehrers* (la maison de l'enseignant), édifice jouté par la halle des Congrès et dont la conception est l'expression de la révolution scientifique et technique annoncée lors du V<sup>ème</sup> Congrès du Parti, dans la fin des années 1950.



**Figure 5** *Das Haus des Lehrers* – la maison des enseignants (Source : Wikipedia)

Il s'agit du premier gratte-ciel à être érigé sur la *Alexander Platz*, à l'endroit où se tenait avant-guerre la *Lehrervereinhaus* (Maison de l'association de l'enseignant). Cet édifice de douze étages sert de lieu de rencontre pour les pédagogues et abrite la bibliothèque centrale de pédagogie. Il est en outre agrémenté d'une frise, haute de 7 mètres et longue de 125 mètres, constituée de verre coloré, de céramiques et d'aluminium, qui court le long des quatre côtés du bâtiment, entre le deuxième et le cinquième étage. Réalisée par le peintre Walter Womacka, cette frise, intitulée « *Unser Leben* » (notre vie), évoque la vie en RDA, faisant référence à la révolution technique et scientifique et mettant en scène les figures du scientifique, du pédagogue et du constructeur.

Parallèlement à cela, et dans le cadre de l'introduction du « nouveau système économique de planification et de direction » (le NÖSPL, *Neuen Ökonomischen Systems der*

*Planung und der Leitung*), annoncé lors du VI<sup>ème</sup> Congrès du SED en janvier 1961 – qui prévoyait une hausse de la rentabilité et de la productivité<sup>56</sup> –, le réaménagement de la *Alexander Platz* se poursuit. Les architectes, qui travaillent en étroite collaboration avec le Politburo, envisagent alors de doter la place de centres commerciaux et de surfaces de bureaux. Par ailleurs, la construction de la tour de télévision (*Fernsehturm*) est entreprise dès 1965. Immense tour émettrice de signal radio, haute de 368 mètres et perceptible en tout point de Berlin, elle est le symbole de la puissance de l'Etat socialiste est-allemand et de ses progrès en matière de technique et de construction. Par cette réalisation, qui ne pouvait passer inaperçue à l'Ouest de la ville, les autorités de RDA entendaient faire étalage, devant leurs homologues de l'Ouest, de la vigueur de leur économie et de leur capacité à accomplir des travaux de grande envergure. C'est également à cette période que débutent les travaux de réaménagement de la gare de la *Alexander Platz* (1962), ainsi que sa transformation en un nœud de circulation. Les constructions de l'*Interhotel* (aujourd'hui *Park Inn Hotel*) haut de 120 mètres, du grand magasin central (*Centrum Warenhaus*), de la maison de l'industrie électronique (*Haus der Elektroindustrie*) et de celle du voyage (*Haus des Reisens*) achevèrent de conférer à la place son caractère central, moderne et rationnel.

Les artistes Walter Womacka et de Erich John, conçurent, respectivement, la « Fontaine pour l'amitié des peuples » et l'« Horloge universelle » afin de faire figurer, au moyen de conceptions artistiques, certains des principes idéologiques fondamentaux de la RDA des années 1960-1970, notamment son caractère pacifique et international.

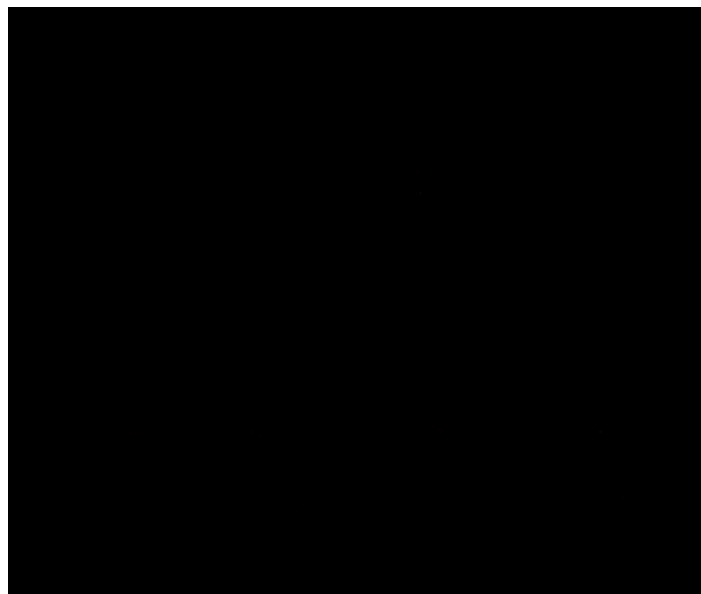
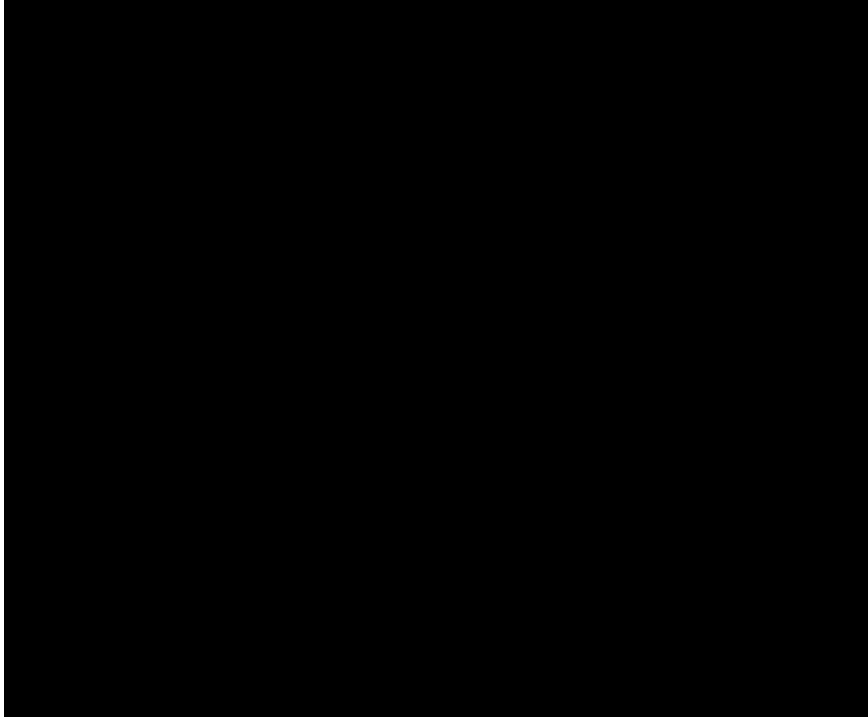


Figure 6 : L'horloge universelle sur l'*Alexanderplatz* © Landesarchiv Berlin

<sup>56</sup> Les objectifs fixés dans le NÖSPL devaient se réaliser via l'introduction de méthode de management moderne au sein des entreprises d'Etat.



**Figure 7** Le *Centrum Warenhaus* de la *Alexander Platz*, avec, en premier plan, la « Fontaine de l'amitié des peuples » de l'artiste Walter Womacka. (Source : Wikipedia)

Les aménagements urbains de l'*Alexander Platz* témoignent en outre du souci des planificateurs de créer de vastes espaces urbains, permettant de contenir les masses à l'occasion d'événements politiques ou culturels, et offrant également de larges aires de promenade permettant aux travailleurs de profiter de leur temps libre en flânant ou en faisant halte dans les nouveaux cafés et magasins du centre de la capitale.

En 1971, Erich Honecker remplace Walter Ulbricht et devient premier secrétaire du comité central du SED. La situation de la RDA s'est alors stabilisée, et le nouvel homme fort du Parti entreprend une politique censée pourvoir davantage aux besoins matériels de la population. Aussi, à partir de 1972, des logements spécifiques sont-ils construits. Il s'agit des *Plattenbauten*, de grands ensembles d'immeubles en dalles de béton. Ces configurations résidentielles, censées favoriser des modes de vie collectifs, ne sont pas étrangères à certaines opérations architecturales réalisées en Europe occidentale à la même période. Elles permettent aux résidents de jouir d'un confort standardisé tout en bénéficiant de la proximité d'infrastructures hospitalières, éducatives, sportives et culturelles.

Le début des années 1970 est également marqué par la reconnaissance de la RDA au plan international (conséquence de la politique de rapprochement qui caractérise cette phase de la guerre froide). C'est durant cette période que le SED décide de la construction du Palais de la République, censée achever le réaménagement du site de la *Marx-Engels-Platz*

(l'ancienne *Schlossplatz*).<sup>57</sup> On peut dire du Palais de la République qu'il s'inscrit dans l'esprit du plan quinquennal de 1971-1975, adopté lors du 8<sup>ème</sup> congrès du Parti, et qui préconisait « la poursuite de l'élévation du niveau de vie matériel et culturel de la population ». Avec le Palais, le SED se dote d'un lieu du politique abritant les sessions de la chambre du peuple ainsi que les journées du Parti socialiste unifié allemand. Ce bâtiment permet en outre aux membres du Parti de recevoir les ressortissants des pays occidentaux et orientaux, amenés à établir des relations avec la RDA depuis sa reconnaissance au plan international. Enfin, en inaugurant cet édifice, le SED prétend également offrir à la population une maison du peuple, permettant à tous un accès à la culture, mais aussi à des services gastronomiques et festifs, à des prix extrêmement avantageux.

Avec le Palais de la République, les architectes de la RDA ont quasiment achevé la mise en forme du cœur de la capitale. Les derniers aménagements de la ville vers la fin des années 1980 (la réfection des sites centraux du *Gendarmenmarkt* et du *Nikolaiviertel* – quartier St Nicolas), traduisent un regain d'intérêt pour le patrimoine ancien qui s'inscrit dans une tentative du gouvernement pour accroître la légitimité de l'Etat via l'intégration d'éléments historiques anciens dans les grands récits étatiques.<sup>58</sup> Ce souci de légitimité s'explique par la crise économique que traverse la RDA depuis la fin des années 1970. Les réhabilitations de quartiers anciens interviennent également à la veille du 750<sup>ème</sup> anniversaire de la ville, fêté à l'Est comme à l'Ouest, la partie occidentale de la ville ayant elle aussi procédé à quelques réhabilitations du bâti ancien à cette occasion.

### 1.3.2. Le développement de la République fédérale d'Allemagne

#### 1.3.2.1. De l'après-guerre à l'*Ostpolitik*, la question du passé national-socialiste au cœur des évolutions de l'Etat et de la société ouest-allemands

Il convient ici de faire une brève présentation des évolutions majeures de la République fédérale allemande. Nous aborderons les questions du rapport au passé national-

---

<sup>57</sup> La *Schlossplatz* (Place du Château) est le nom qu'on utilise communément pour se référer au site sur lequel fut construit le Palais de la République. Ce dernier vint compléter l'aménagement d'un quartier réunissant plusieurs bâtiments gouvernementaux : le *Staatsratsgebäude* (le bâtiment du Conseil d'Etat) et le *Ministerium für Auswärtige Angelegenheit* (le ministère des Affaires étrangères – qui sera détruit en 1995). Ces bâtiments furent conçus vers la fin des années 1950 et construits, respectivement, entre 1962 et 1964, et entre 1964 et 1967.

<sup>58</sup> C'est d'ailleurs dans ce cadre que la statue équestre de Frédéric le Grand retrouva sa place à l'entrée de l'avenue *Unter den Linden*.

socialiste et de la division en RFA et verrons en quoi ces questions n'ont cessé de structurer le modèle étatique, les politiques, ainsi que la conscience collective ouest-allemands.

Au sortir de la guerre, l'Allemagne de l'Ouest, alors occupée par les Alliés, dut se confronter au passé national-socialiste sans pouvoir recourir, comme en RDA, à « un schéma d'interprétation universel (...) permettant de dépasser cette histoire » (Reichel, 1998 : 41). En Allemagne de l'Ouest, le fascisme débutait avec la prise du pouvoir par Hitler en 1933 et prenait fin à la capitulation sans conditions des troupes allemandes. Cette périodisation fit du fascisme un phénomène correspondant au seul III<sup>ème</sup> Reich et conduisit à l'internalisation de cette période, « le nazisme » étant dès lors expliqué comme un problème allemand » (Borneman, 1997 : 103). L'Etat ouest-allemand se posait ainsi en héritier du régime national-socialiste, assumant la responsabilité, tant au point de vue moral que politique, des exactions commises pendant cette sombre période de son histoire.

Dans l'immédiat après-guerre, cependant, « les Allemands de l'Ouest se [souciaient] avant tout de leurs soldats morts au combat, des victimes des bombardements et des résistants assassinés » (Reichel, 1998 : 99). Bien vite, la RFA – fondée en 1949, et dont Konrad Adenauer devint Chancelier en septembre de la même année – se retrancha derrière le mythe fondateur du 20 juillet 1944, date de l'attentat fomenté contre Hitler par des hauts gradés de la *Wehrmacht*. Ce mythe permit de légitimer le nouveau gouvernement de tendance conservatrice en faisant référence à la résistance des couches bourgeoises et aristocratiques allemandes face à la dictature nazie. Il facilita en outre la prise de distance vis-à-vis du mythe de la résistance communiste, mobilisé en Allemagne de l'Est afin de légitimer le nouveau pouvoir en place.

Si elle légitimait la forme démocratique et parlementaire du nouvel Etat ouest-allemand, l'interprétation de l'événement du 20 juillet 1944, comme « forme d'antécédent intellectuel de la Loi fondamentale », omettait néanmoins de préciser les réels objectifs des conjurés, à savoir la peur des soviétiques, la volonté d'établir un pouvoir autoritaire et conservateur, éventuellement assorti d'une monarchie, et de négocier une paix séparée avec les Alliés avant qu'il ne soit trop tard (Winkler, 2005 : 973). Enfin, la RFA tirait sa légitimité de la continuité qu'elle instaurait entre la République de Weimar et la démocratie ouest-allemande. Cette dernière, née de la défaite, avait en effet pour institution fondatrice la Loi fondamentale qui s'inspirait pour l'essentiel des principes constitutionnels weimariens.

« Entre 1945 et 1949 », nous rappelle Régine Robin, « un vrai début de dénazification [eut] lieu. Les Alliés occidentaux [arrêtèrent] 200000 anciens nazis, 73000 responsables de l'industrie et du commerce, plus de 150000 employés de l'administration et de l'Etat. Des

millions d'individus [durent] remplir un questionnaire sur leur passé » (Robin, 2001 : 40). Toutefois, les Alliés et les autorités ouest-allemandes s'aperçurent de la nécessité de réintégrer une partie de cette élite déchue pour reconstruire le pays et éviter les mécontentements sociaux. Une loi d'amnistie, votée le 31 décembre 1949 en Allemagne Fédérale (l'une des premières votées par le Bundestag), s'appliquait à cet effet à tous les délits passibles de six mois de prison. Elle fut renforcée par une seconde loi, du 17 juillet 1954, qui portait sur les délits passibles d'un maximum de 3 ans d'incarcération. Entre temps, deux lois entraient en vigueur le 11 mai 1951, l'une en vue de réparer les « injustices commises par le national-socialisme à l'encontre des membres de la fonction publique », l'autre rétablissant dans leur droit « d'anciens nationaux-socialistes écartés de la fonction publique après 1945 » (Winkler, 2005 : 605). De nombreux individus, membres de la fonction publique sous le III<sup>ème</sup> Reich, réintégrèrent ainsi leur places dans la société d'Allemagne de l'Ouest après une interruption initiale de leurs activités (parfois même à la tête d'Universités, de tribunaux, voire même au sein du gouvernement d'Adenauer, etc.).<sup>59</sup>

Au lendemain de la guerre, personne, en Allemagne de l'Ouest, n'était prêt à se confronter avec le passé nazi ; la Shoah était un sujet tabou, aucune référence à Auschwitz n'était faite dans les salles de classes, pas plus qu'en un autre lieu de la société allemande. Hitler demeurait en outre perçu de manière positive par une part non négligeable des citoyens ouest-allemands. De larges franges de la population allemande s'étaient, par conviction pour l'idéologie nationale-socialiste ou pour d'autres raisons, compromises sous le III<sup>ème</sup> Reich, soit par une adhésion au Parti et une contribution à la guerre et à l'effort de guerre, soit en fermant les yeux sur (ou en participant à) ce qui se passait à l'intérieur du Reich, notamment les persécutions dont les populations juives et tziganes étaient l'objet. Le Chancelier Adenauer reconnut toutefois – et ce « malgré le refus massif de son propre camp politique (celui des conservateurs) et avec le soutien de l'opposition sociale-démocrate » – le principe de « responsabilité collective » qui désignait la « reconnaissance de culpabilité et d'un devoir de réparation » (Reichel, 1998 : 45). Dès 1949, en effet, Adenauer affirma que « le peuple allemand [était] décidé à réparer l'injustice qui [avait] été commise en son nom par un régime criminel, pour autant que cela soit possible maintenant que des millions de vies [étaient]

---

<sup>59</sup> On estime à 80000 le nombre d'« illégaux » dans l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire les Allemands s'étant faits passer pour mort à la fin de la guerre et ayant changé d'identité. La loi d'amnistie les concernait également, mais la majorité d'entre eux préféra garder l'anonymat. Certains auraient ainsi profité de réseaux « de complicités tacites, de silence partagé, de consensus sur la nécessité de ne pas remettre ces « vieilles histoires » au premier plan » (Robin, 2001 : 57).



définitivement anéanties. »<sup>60</sup> Malgré la reconnaissance d'une culpabilité allemande dans le massacre des Juifs et le déclenchement du second conflit mondial, le gouvernement ouest-allemand préféra dans un premier temps (et avec le soutien des alliés dans cette décision), « limiter au maximum la dénazification » (Robin, 2001 : 41) au profit d'une rééducation des masses, en vue d'amener ces dernières à adhérer aux principes de la démocratie libérale et parlementaire. Aussi, fallut-il attendre 1958 pour que le « bureau de *Ludwigsburg* » soit « créé par les Länder en vue de poursuivre les crimes nazis » (Wehler, Guérout, 2007 : 830). Des enquêtes furent alors ouvertes qui donnèrent lieu à de nouveaux procès dans les années 1960, conférant un nouvel élan au travail de mémoire.

Au lendemain de la fondation de la République fédérale, les objectifs du gouvernement visaient essentiellement à reconstruire le pays tout en l'implantant durablement à l'Ouest. La politique d'Adenauer résultait d'un choix stratégique qui lui était dicté par la menace que représentait l'élargissement du pouvoir de l'Union soviétique sur la partie orientale de l'Europe. Ainsi décida-t-il d'accorder la priorité à un ancrage de la RFA à l'Ouest au détriment de l'unification nationale. Cette politique remporta plusieurs succès : au terme des quatorze années de « l'ère Adenauer » (1949-1963), la République fédérale était résolument ancrée à l'Ouest en tant qu'Etat militairement intégré au dispositif de sécurité international de l'OTAN (depuis mai 1955) et pays fondateur de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et de la CEE (Communauté économique européenne). Cet ancrage à l'Ouest permit à Adenauer de regagner la confiance des alliés, de rétablir partiellement la souveraineté de l'Allemagne<sup>61</sup> de l'Ouest, de fonder la *Bundeswehr* (1955) et d'engager une politique de réarmement sous la houlette des forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Ainsi, à la fin de l'année 1963, un sondage réalisé par l'institut Allensbach, mit en lumière l'adhésion de la population de la RFA aux principes de l'Etat de droit démocratique. 63% des Allemands de l'Ouest interrogés considéraient alors que la période contemporaine était celle qui était la plus favorable à l'Allemagne contre 2% en 1951 (Winkler, 2005 : 648). Enfin, la politique de relance économique (selon le modèle de l'économie sociale de marché) et de reconstruction, qui bénéficia des aides du plan Marshall et de la conjoncture d'après-guerre, engendra le miracle économique (*Wirtschaftswunder*) et l'édification d'une société de consommation caractérisée par son opulence.

---

<sup>60</sup> Konrad Adenauer (novembre 1949) : déclaration parue dans l'*Allgemeine Wochenzeitung der Juden*, cité par Peter Reichel.

<sup>61</sup> Les Alliés conservaient le droit d'intervenir politiquement et militairement dans les affaires ouest-allemandes en cas de crise intérieure ou extérieure, l'Allemagne n'étant, jusqu'à la réunification, pas habilitée à intervenir elle-même.

Au plan idéologique, « l'anticommunisme devint pour les dirigeants ouest-allemands l'un des moteurs de l'action politique » (Ludwig, 2003 : 33). L'association privée, le *Volksbund für Frieden und Freiheit e. V.* (la Fédération populaire pour la paix et la liberté), organe de propagande anticommuniste qui comptait parmi ses dirigeants d'anciens membres de la NSDAP<sup>62</sup>, servit de relais à l'Etat dans sa lutte contre le communisme. Cette association permit de mobiliser certaines franges de la population ouest-allemande en usant des moyens modernes de communication. Attisant la peur d'un troisième conflit mondial, elle joua sur l'amertume causée par la division du pays et fit du communisme le « nouvel ennemi héréditaire » (Ludwig, 2003 : 37). Le Parti communiste allemand finit par être interdit par le tribunal constitutionnel en 1956. La *VFF*, quant à elle, continua à agir selon les orientations que nous avons évoquées, jusqu'à l'avènement de Willy Brandt à la chancellerie, date à laquelle elle dut redéfinir ses objectifs afin de s'accorder avec la politique de rapprochement initiée par l'ancien bourgmestre de Berlin-Ouest.

Sous l'ère Adenauer, la mémoire du traumatisme des bombardements et de la pénurie de l'immédiat après-guerre occulta largement celle des camps. Les Allemands de l'Ouest se considéraient comme des victimes de la guerre et refoulaient leur responsabilité dans les crimes nationaux-socialistes, invoquant le fait qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres et reportant la faute collective sur la personne du *Führer*. Cette mystification s'imposa tout au long des années 1950, et permit de « redonner une fierté aux Allemands, mis au ban de l'humanité » (Robin, 2001 : 41) tout en générant un état de « somnolence mémorielle » (Solchany, 1997). La réussite économique de la République fédérale et les succès de la reconstruction achevèrent d'oblitérer le souvenir de la Shoah.

Bien que le débat sur le passé allemand et sur l'hitlérisme n'ait jamais entièrement disparu de la vie intellectuelle allemande, il faut quand même attendre la fin des années 1970 pour que la confrontation avec la Shoah soit envisagée, du point de vue de la société dans sa totalité, comme nécessaire, voire vitale. Peu après la fin de la guerre, certains écrivains allemands s'efforçaient déjà de décrire l'expérience de la guerre et de la destruction. Dans les années 60, un autre courant littéraire vit le jour, qui avait essentiellement pour thème la question de l'assimilation du passé récent ainsi que la critique du miracle économique.

Le *Wirtschaftswunder*, qui avait propulsé la RFA sur le devant de la scène économique internationale, et produit une société ouest-allemande essentiellement caractérisée par sa prospérité matérielle, était objet de fierté nationale. Cela n'avait pas

---

<sup>62</sup> Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei – Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

échappé à la classe politique qui s'appuyait sur ces succès économiques pour susciter l'adhésion de la population au projet politique (démocratique) et économique (capitaliste) de la République fédérale (Borneman, 1997). Toutefois, cette attitude fut de plus en plus considérée comme une « dérobade » devant les responsabilités envers les crimes commis sous le III<sup>ème</sup> Reich.

Vers la fin des années 1960, l'Europe est en proie à une vague de contestation politique, sociale et culturelle. En Allemagne de l'Ouest cette vague contestataire va de pair avec une « radicalisation manifeste de la critique formulée à l'égard du « silence des pères » sur les crimes du national-socialisme ». <sup>63</sup> Certains jeunes allemands avaient en effet, vers la fin des années 1950 et dans les années 1960, entrepris de demander des comptes à leurs parents alors que ces derniers s'obstinaient à garder le silence. Ce malaise vis-à-vis du passé de l'ancienne génération s'est manifesté de différentes façons, notamment à travers l'exploitation du thème du rapport au père dans un courant littéraire particulier ; la *Vaterliteratur*. Ce courant littéraire, nous dit Régine Robin, prévaudra en Allemagne au-delà des années 60, se prolongeant pendant les années 1970 et 1980. Il est l'« expression des fils découvrant le passé (parfois nazi) de leur père et ne le supportant pas », cas de figure de l'amorce d'un travail de deuil entraînant des drames familiaux, parfois même des suicides.

Par ailleurs, plusieurs théoriciens avaient, dès la fin des années 1950, « dénoncé ce qui [restait] de tendances fascistes, totalitaires dans la société ouest-allemande et [souligné] l'immense travail qu'il [restait] à faire pour comprendre ce qui s'[était] passé » (Robin, 2001 : 43-44). Dans leur ouvrage *Le Deuil impossible (Die Unfähigkeit zu Trauern)*, les Mitscherlich « s'inspirant du modèle psychanalytique » et « se référant aux notions de deuil, de perlaboration, de mélancolie, de refoulement et de déni », mirent en exergue « la blessure narcissique » infligée aux Allemands au lendemain de la guerre (Alexander et Margarete Mitscherlich, 1967, cité par Régine Robin, 2001 : 43). Les Mitscherlich soulignaient la nécessité d'une remémoration des crimes commis sous le régime nazi, accompagnée d'un travail de deuil et d'une acceptation de la responsabilité collective comme seule voie possible pour se libérer des souvenirs douloureux et appréhender la réalité présente avec davantage de force (Robin, 2001). Cet ouvrage trouva dans les mouvements étudiants un terreau fertile, en cela qu'il permit à toute une génération « de penser le silence des parents en face de l'événement traumatique auquel ils [avaient] tous plus ou moins pris part » (Robin, 2001 : 45).

---

<sup>63</sup> <http://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/la-culture-et-les-medias/contenu/themes/lalitterature.html?type>

Les révoltes qui eurent lieu dans les années 1960 aux Etats-Unis et en Europe, et qui furent l'expression, entre autres, d'un conflit intergénérationnel, prirent occasionnellement un tour dramatique en Allemagne. La situation était tendue ; en même temps qu'ils manifestaient leur exaspération contre un ordre conservateur qu'ils vouaient aux Gémonies, les étudiants revendiquaient la mise à bas d'une société et d'un gouvernement de surcroît asphyxiés par un passé trop longtemps tu.

L'élaboration, sous la Grande coalition SPD-CDU/CSU (constituée en décembre 1966), d'« une législation spécifique sur l'état d'urgence » (*Notstandsgesetz* – loi d'urgence), qui, par des dispositions introduites dans la Loi fondamentale, permettaient aux organes constitutionnels fédéraux d'agir en « cas de défense » ou de menace de l'ordre constitutionnel, suscita une vive opposition au sein de plusieurs sphères de la société ouest-allemande (Vaillant, 1988 : 24).<sup>64</sup> La loi sur l'état d'urgence rappelait l'article 48 de la Constitution weimarienne sur les pouvoirs d'exception (ou pleins pouvoirs), qui avait permis à Hitler de gouverner par décret, c'est-à-dire de légiférer sans en référer au Reichstag. De plus, cette loi impliquait la possibilité d'une restriction des libertés fondamentales en cas de crise intérieure.

Afin de faire échec la loi sur l'état d'urgence, le SDS (*Sozialistischer Deutscher Studentenbund* – fédération des étudiants socialistes allemands)<sup>65</sup>, rejoint par de nombreuses associations et unions<sup>66</sup>, se fédéra en un mouvement d'Opposition extraparlamentaire (*Außerparlamentarische Opposition* – APO). L'APO considérait la législation sur l'état d'urgence comme un danger pour la démocratie. Dénonçant de surcroît la disparition d'une opposition forte au sein du Bundestag et la corruption du système représentatif de la RFA, cette gauche extraparlamentaire en appelait à davantage de démocratie et de transparence (Vaillant, 1988). Les étudiants et autres militants réunis au sein de l'APO en 1968 (dont l'un des foyers est sans conteste Berlin, et plus particulièrement le quartier de *Kreuzberg*), et ceux, peu nombreux, qui finirent par s'affilier à des groupes radicaux, entendaient dévoiler les continuités qui existaient entre les sociétés nazie et ouest-allemande, ainsi que les « conditions

---

<sup>64</sup> La prise de dispositions constitutionnelles en cas de crise interne en RFA était une condition de l'abandon de la tutelle des forces d'occupation. Plusieurs projets d'introduction de dispositions relatives à l'état d'urgence furent présentés par le ministère de l'Intérieur ouest-allemand vers la fin des années 1950 et dans les années 1960 sans toutefois rencontrer d'écho suffisant. L'adoption de la Loi sur l'état d'urgence en mai 1968 entraîna le renoncement du conseil de contrôle interallié à son droit de contrôle, ce qui représentait un gain de souveraineté pour la RFA.

<sup>65</sup> Cette fédération, qui avait été fondée en 1946, constituait la « pépinière de cadres du parti social démocrate ». Le SDS avait ensuite rompu avec le SPD, parce qu'il reprochait sa transformation en « parti populaire » sur le modèle chrétien démocrate », ainsi que son alignement sur « l'essentiel des positions de politique étrangère défendues par les chrétiens-démocrates » (Vaillant, 1988).

<sup>66</sup> Parmi lesquelles on compte l'association des objecteurs de conscience, l'Union des victimes du nazisme, l'Union humaniste et Libres penseurs, la fédération des Etudiants libéraux, les jeunes socialistes, les communautés des Etudiants protestants, etc. (Vaillant, 1988 ; 25).

de production capitaliste, qui avaient donné naissance dans les années vingt et trente, au « fascisme allemand » » (Winkler, 2005 : 671). L'APO s'insurgeait également contre l'américanisation de la société ouest-allemande ainsi que l'amitié déclarée entre les Etats-Unis et la République fédérale, faisant de cette dernière la complice des guerres impérialistes menées par les américains (notamment au Viêt-Nam).

En 1968, cependant, les lois sur l'état d'urgence furent votées. L'APO, constituée de « groupes marginaux, étudiants et intellectuels », se désagrégea, « faute d'un projet de société et d'appuis solides en RFA » (Vaillant, 1988 : 30). Toutefois, les actions de l'Opposition extraparlamentaire ont profondément marqué la société ouest-allemande. Elles ont en effet « provoqué une prise de conscience, changé la nature des rapports hiérarchiques, modifié les comportements sociaux et remis en cause les valeurs établies » (Vaillant, 1988 : 30). La gauche extraparlamentaire a en outre préfiguré les initiatives citoyennes ainsi que les « « nouveaux mouvements sociaux » qui se [développèrent] en RFA au début des années quatre-vingts » (notamment le mouvement pour la paix et les Verts [Vaillant, 1988 : 30]). Certains étudiants et intellectuels, issus de la gauche extraparlamentaire, avaient par ailleurs décidé, dès 1968, de prendre au mot la radicalité du message des groupes de la gauche extraparlamentaire, et de passer à l'action directe, en s'engageant notamment dans une « lutte armée sur le modèle de la guérilla urbaine pratiquée en Amérique Latine » (Vaillant, 1988). La RAF (*Rote Armee Fraktion* – Fraction Armée Rouge) s'engluera dans le terrorisme. Elle sera suivie par plusieurs autres générations de groupes terroristes qui se réclameront de la même cause et défieront l'Etat et la société ouest-allemands jusque dans les années 1980.

Prolongeant, en quelque sorte, le travail des Mitscherlich, Régine Robin analyse la dérive terroriste des mouvements étudiants de cette période en recourant à certains concepts psychanalytiques. Pour elle, les dérives de la révolte des jeunes générations ouest-allemandes qui décident de s'engager dans la lutte armée sont à comprendre en termes de « réactualisation d'une résistance qui a manqué pendant le III<sup>ème</sup> Reich et d'un travail de deuil qui n'a pas eu lieu » (Robin, 2001 : 63).<sup>67</sup> Dans une certaine mesure effectivement, on peut supposer que la violence d'un passé refoulé et le malaise provoqué par un deuil inaccompli se manifestèrent de manière brutale et mortifère, contaminant la société allemande de la fin des années 1960 jusqu'aux années 1980.

---

<sup>67</sup> Régine Robin cite les propos de Michael Schneider sur la RAF pour étayer cette thèse : « Les fils et les filles se glissèrent dans les costumes historiques des pères de la génération nazie afin de donner une représentation des crimes qu'ils avaient commis sur leurs ennemis politiques et leurs ennemis de race. Par le meurtre, et pour finir, par le suicide collectif, les terroristes voulurent démontrer que c'étaient les autres, ceux qui s'étaient intronisés rois de l'économie et barons de la politique, qui étaient les meurtriers cachés » (Schneider, cité par Robin, 2001 : 63).

La fin des années 1960 marqua une autre rupture dans la vie politique de la RFA. En 1969, « [pour] la première fois depuis la fondation de la RFA, les démocrates-chrétiens [furent] exclus du gouvernement ».<sup>68</sup> Dans le domaine de la politique intérieure, la coalition sociale libérale entreprit plusieurs réformes afin de démocratiser la République fédérale. Ces réformes touchaient aux domaines de l'économie, du droit pénal, de l'administration, de la fonction publique et de l'enseignement et visaient à renforcer la démocratie dans un sens social libéral.

Mais c'est sans doute la politique extérieure initiée par le nouveau Chancelier qui marqua le plus grand tournant de la RFA. Caractérisée par des orientations innovantes et une volonté résolue de « briser les tabous », cette politique valut le prix Nobel de la paix à son instigateur. L'Ostpolitik, la politique de détente et de rapprochement avec l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique, servait les perspectives à long terme d'une unification nationale. Perspectives qui avaient été sacrifiées, au temps d'Adenauer, à l'intégration à l'Occident et à une politique d'isolation de la RDA et de pression et de réaction vis-à-vis de l'Union soviétique.<sup>69</sup> Les *Ostverträge* (traités de l'Est) aboutirent à la normalisation des relations interallemandes dans le cadre de la guerre froide, ainsi qu'à la progressive reconnaissance de la RDA par la RFA. L'Ostpolitik, « expression régionale d'une politique de détente globale », fut poursuivie jusqu'à la réunification et eut des conséquences majeures en regard de l'évolution de la place de la République fédérale sur la scène internationale (Martens, 2004 : 157). Prônant le rapprochement avec les Etats du pacte de Varsovie tout en réaffirmant son ancrage à l'Ouest, la RFA acquit peu à peu un rôle de médiateur dans le conflit Est-Ouest qui caractérisait la guerre froide. Cela lui valut d'être considérée comme un partenaire diplomatique (et économique) privilégié.

Par ailleurs, la normalisation des rapports interallemands, qui aboutit à la reconnaissance de la RDA, eut pour conséquence de faire apparaître cette dernière comme un *autre* Etat et de la rendre de plus en plus étrangère à la population ouest-allemande. Cette réalité se vit renforcée par le fait que plusieurs générations avaient vu le jour dans une nation divisée. Si la plupart des individus de l'Allemagne de l'Ouest s'accordaient sur une solidarité de fait avec la population de l'autre Allemagne, qu'ils considéraient comme désavantagée en

---

<sup>68</sup> Source European NAVigator. Étienne Deschamps Copyright © Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE). Article mis en ligne sur le site : <http://www.ena.lu/>

<sup>69</sup> On peut ici citer l'exemple de la doctrine Hallstein, du nom du secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères de la RFA, ancien avocat pendant la période nazie et fervent défenseur du *jus sanguinis*. Cette doctrine, adoptée en 1955, prévoyait de rompre toute relation diplomatique avec les Etats qui reconnaîtraient la RDA. La RFA se proclamait seul Etat allemand légitime et se bornait de fait à employer le terme de « zone d'occupation soviétique » pour désigner la RDA.

regard de sa situation politique et économique, beaucoup se percevaient avant tout comme citoyens de la République fédérale et européens, leurs liens avec une nation allemande recouvrant les territoires du Reich étant dès lors beaucoup plus lâches. A la veille de la chute du Mur de Berlin, certains sondages révélèrent même que la plupart des citoyens ouest-allemands pensaient que la réunification ne se ferait pas de leur vivant.

### 1.3.2.2. Les évolutions de l'historiographie nationale ouest-allemande

Les questions de l'identité nationale de l'Allemagne réunifiée, ainsi que celles de la mise en forme du passé de l'ex-RDA et du traitement de ses hauts-lieux ne sont, à notre sens, pas envisageables en dehors de la question du rapport au passé national-socialiste en RFA. Aussi nous semble-t-il opportun de retracer les grands débats historiques qui marquèrent l'historiographie ouest-allemande et dessinèrent peu à peu les contours d'une identité nationale allemande.

Force est de constater que le rapport au passé relatif à la période nationale-socialiste fut radicalement différent à l'Est et à l'Ouest de l'Allemagne. Pour les populations est-allemandes, le rapport à la période du III<sup>ème</sup> Reich n'était pas vécu comme une source de culpabilité, de honte, puisque le pays se présentait comme vainqueur du nazisme et héritier de la résistance communiste. La doctrine antifasciste empêchait *de facto* toute confrontation réaliste avec la Shoah (Wehler, Guérout, 2007). De fait :

« La présentation historique duale du SED constituait une offre bienvenue de déculpabilisation. En occultant la pensée et l'action de larges couches de la population durant la période nazie, en chargeant la RFA et ses élites de la responsabilité des crimes allemands durant ces années, l'Etat avalisait la possibilité de ne pas prendre conscience de sa propre responsabilité et, par conséquent, de l'esquiver. » (Ohse, 1999 : 90)

Pour les Allemands de l'Ouest, nous l'avons dit, c'est d'un rapport tout autre dont il s'agit ; une relation au passé national-socialiste marquée par un refoulement collectif, puis par un douloureux retour du refoulé qui s'effectue dans les années 1960 et se prolonge bien au-delà.

Les thèses qui dominent le discours public ouest-allemand de l'immédiat après-guerre sont celles du totalitarisme. L'intégration du milieu conservateur « dans le consensus anticommuniste et antitotalitaire » permet « la nécessaire remise en cause des excès du

nationalisme et l'acceptation discrète du fait démocratique » (Solchany, 1997 : 303). Par ailleurs, dans les années 1950, certains historiens tentèrent une réécriture de l'histoire en vue de réhabiliter l'héritage prussien.<sup>70</sup> La guerre froide devint « l'occasion d'une nouvelle confrontation entre les valeurs occidentales traditionnelles, naguère incarnée par la Prusse, et le totalitarisme révolutionnaire » (Husson, 2002 : 14). Pierre-Paul Sagave rappelle à ce propos que l'« historien Friedrich Meinecke »<sup>71</sup> avait pourtant, en 1946, « dressé un bilan de l'histoire nationale et conclu à une condamnation du passé militariste prussien » (Sagave, 1960 : 131). Toutefois, les positions semblent s'être nuancées d'emblée, et la « science historique allemande », convaincue de pouvoir trouver dans « certaines traditions prussiennes » « des inspirations précieuses » pour les Allemands, a peu à peu « procédé à une réhabilitation de la Prusse » (Sagave, 1960 : 131).

Nous ne détaillerons pas les ouvrages, cités par Sagave, et qui procèdent à cette réhabilitation. L'essentiel pour nous est de savoir que, dès les débuts de l'après-guerre, certains historiens allemands voulurent « redécouvrir l'esprit de la Prusse authentique, dissimulée sous le masque de l'impérialisme et du totalitarisme, et (...) souligner que le patrimoine spirituel de la nation [comprendait] non seulement des éléments antiques, chrétiens et humanistes, mais encore la morale de Kant, dont la conception du devoir serait spécifiquement prussienne » (Sagave, 1960 : 131). Ces auteurs cherchèrent à établir que le troisième Reich ne pouvait être imputé à « l'esprit prussien » tout en signalant la « différence profonde » entre les deux réalités politiques. Dans cette perspective, la période qui couvre le III<sup>ème</sup> Reich est comme isolée ; le nazisme devient une « contamination de l'histoire allemande par le totalitarisme européen », qui « prend sa source dans la Révolution française » (Husson, 2002 : 14, reprenant ici la thèse de Gerhard Ritter). Bismarck est par ailleurs perçu comme le « bâtisseur d'un Reich pluriethnique » et le « précurseur de l'Europe supranationale que veut bâtir Adenauer » (Husson, 2002 : 14).<sup>72</sup>

---

<sup>70</sup> Précisons ici que ce ne fut pas le cas en Allemagne de l'Est, où les autorités cherchèrent très tôt à se démarquer de l'héritage historique prussien (en témoigne la destruction de l'ancien château des Hohenzollern en 1951) en même temps qu'elles se distancaient de l'héritage national-socialiste. C'est notamment ce que Borneman nomme « l'universalisation de la période et des crimes nazis », c'est-à-dire leur mise à distance, par la RDA, de l'héritage national, et son pendant, à savoir la revendication d'une la tradition nationale antifasciste.

<sup>71</sup> Rappelons ici certaines des critiques qui ont été adressées à Meinecke, notamment la compréhension qu'il manifestait pour l'antisémitisme de la République de Weimar et son échec à intégrer le national-socialisme dans le cours de l'histoire allemande (Winkler, 2005).

<sup>72</sup> Précisons ici qu'historiquement, c'est en Bavière que le nazisme a fait florès, non en Prusse. En effet, après avoir adhéré au Parti nationaliste des travailleurs allemands (ancêtre du NSDAP) et en être devenu le tribun, Hitler élaborait son programme en 25 points et créa le NSDAP à Munich sur la base de l'ancien DAP (Parti des travailleurs allemands). En 1923, ce parti d'extrême droite qui ne comptait, à l'arrivée d'Hitler, qu'une centaine de membres était désormais fort de quelques 50000 adhérents. Ce n'est que suite au Putsch raté du 9 novembre 1923, qu'Hitler parvint à se faire connaître, lui, ainsi que ses idées, dans toute l'Allemagne.



Mais cette génération d'historiens, née avant 1933, va se trouver confrontée à une nouvelle génération de chercheurs qui tendent à mettre en lumière la responsabilité du Reich dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale et à pointer les continuités (notamment en ce qui concerne les élites) entre le Reich bismarckien et le III<sup>ème</sup> Reich. Cette nouvelle génération d'historiens est mue par la volonté de « libérer les mentalités de toute séquelle de nationalisme, en particulier dans l'université » (Hudson, 2002 : 15). Selon cette lignée d'historiens, dont les représentants sont Hans-Ulrich Wehler ou Jürgen Kocka :

« L'Allemagne forgée par Bismarck se caractériserait par une alliance spécifique des élites d'Ancien Régime et nouvelles élites issues de la révolution industrielle pour empêcher, après 1848, toute nouvelle révolution tout en faisant accéder l'Allemagne à la modernité économique. (...) un « pacte des élites » [aurait été scellé] au service d'une politique intérieure autoritaire et d'une politique étrangère agressive qui connaît un paroxysme dans l'Allemagne nazie. » (Hudson, 2002 : 16)

Ainsi voit-on apparaître le paradigme du *Sonderweg*, de la voie particulière allemande qui aurait engendré les conditions de l'avènement de l'hitlérisme. L'imposition de ces interprétations constitue une première étape du travail de mémoire et crée les conditions qui, plus tard, favoriseront une confrontation globale au passé national-socialiste.

Allant de pair avec les mouvements de contestation des années 1960, qui secouent l'Allemagne et remettent en cause les valeurs établies sous l'ère Adenauer, un autre courant historique, plus radical, voit le jour, qui se penche à la fois sur l'histoire du nazisme et celle de la société sous le nazisme. Les tenants de ce courant, qui s'inspirent des thèses marxistes, identifient le nazisme avec le fascisme et s'intéressent davantage au rôle de la bourgeoisie dans l'avènement et le maintien du nazisme, qu'aux archaïsmes politiques du Reich bismarckien. Ces interprétations de l'histoire récente alimentent notamment les critiques à l'égard de la société ouest-allemande des années 1960, en cela qu'elles permettent de pointer les continuités qui existent entre les élites du régime nazi et celles qui, depuis la période d'après-guerre, ont la charge de reconstruire le pays et de fonder la République fédérale.

Par ailleurs, la manière d'envisager la nation allemande est indéfectiblement liée à la question de l'unité nationale, qui est elle-même largement influencée par la politique extérieure gouvernementale. L'ancrage à l'Ouest et la construction de l'Europe, conjugués à la politique de rapprochement avec les pays du pacte de Varsovie et à la reconnaissance du deuxième Etat allemand depuis les années 1970, ont plusieurs conséquences sur la manière dont les Allemands de l'Ouest envisagent l'histoire et l'identité nationale. La division de

l'Allemagne est désormais une donnée de la réalité politique et nationale, une éventuelle réunification n'étant envisagée que sur le long terme.

Dans le cadre des débats, qui, dans les années 1980, portaient sur la question de la nation allemande et sur l'« identité imprécise de la République fédérale » (M. Rainer Lepsius), Karl Dietrich Bracher renouvelle une proposition qu'il avait faite en vue de définir la République fédérale et de dépasser les sentiments relatifs à l'absence d'histoire et d'identité. Vers la fin des années soixante, cet historien avait caractérisé la RFA de « démocratie post-nationale parmi des Etats-Nation » (Bracher, 1979, cité par Winkler, 2005 : 825). La RFA est alors perçue comme définitivement dégagée de « l'hypothèque de l'Etat-nation non réalisé », inhérente au *Provisorium* de 1949, et « affranchie des contraintes allemandes de 1870, 1918, 1933 et 1945 » (Freudenfeld, 1967, cité par Winkler, 2005 : 825). Ce point de vue réfute en partie la pertinence d'un sentiment national panallemand. Beaucoup d'Allemands de l'Ouest nés après-guerre vont, dans une certaine mesure, se référer à cette définition et se reconnaître une identité ouest-allemande post nationale, profondément liée à la construction européenne, qu'ils envisagent d'ailleurs comme un processus permettant, à terme, de transcender la forme de l'Etat-Nation (sur ce point, néanmoins, ils ne rejoignent pas les conceptions de la majorité des Etats ouest-européens). Pour les générations plus âgées, en âge d'avoir connu l'Allemagne avant sa division, la nation allemande comprend les deux parties de l'Allemagne, appelées à être réunies selon le principe *du droit à l'autodétermination dans la liberté de tous les Allemands*, et ce sous le toit d'une maison européenne commune. Ces deux visions de l'Allemagne nationale tendent cependant à s'accorder sur un point ; le fait que les populations allemandes vivant en Allemagne de l'Est sont celles qui pâtissent le plus dramatiquement des conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Une idée commence à voir le jour, qui finit par s'imposer à l'opinion publique ouest-allemande : la division de l'Allemagne est la conséquence de la Seconde Guerre mondiale, elle est le tribut à payer pour les crimes commis sous le III<sup>ème</sup> Reich.<sup>73</sup>

Ainsi, à cette période, fleurissent de nouveaux discours sur le passé, et l'on commence à analyser la place que le passé national-socialiste et la mémoire de la Shoah occupent vraiment dans la société ouest-allemande. Un cycle de la mémoire s'est alors accompli, laissant affleurer les souvenirs du nazisme à la surface de la conscience collective. Les

---

<sup>73</sup> Aux deux tendances de la conception nationale allemande évoquées, nous pouvons en ajouter une troisième, conservatrice, qui envisage une nation allemande dans les territoires du Reich bismarckien. Certains individus issus de fractions des associations de réfugiés (représentant les populations expulsées des territoires passés sous administration polonaise, tchécoslovaque et soviétique après-guerre) appuyèrent fortement cette conception territoriale de la nation allemande.

milieux scientifiques et artistiques s'emparent du sujet, le définissent, le travaillent. En 1979, trois chaînes de la télévision allemande diffusent simultanément la série américaine *Holocauste*. 16 millions de téléspectateurs assistent à la diffusion. Cet événement télévisuel marque un véritable réveil des consciences. Dès lors, le thème de l'Holocauste commence à être réellement abordé au sein des différentes sphères constitutives du corps social en RFA. Ainsi, dans les années 1980, le travail sur le passé se généralise-t-il par l'intermédiaire du débat public. La transmission est prise en charge par l'éducation nationale, les créations de mémoriaux, musées et initiatives citoyennes se multiplient afin de traiter ce passé. De nombreux films, documentaires, livres et expositions traitant de la Shoah sont réalisés, écrits et diffusés. C'est à partir de cette période que les Allemands de l'Ouest sont véritablement mis face à ce passé national dérangeant, et que se constitue simultanément une culture politique qui s'appuie sur l'histoire de la Shoah et sur la responsabilité du peuple allemand dans les crimes nazis. Dès lors, les contours d'une identité nationale ouest-allemande, qui se fonde sur une compréhension autocritique de l'histoire nationale, avec pour corollaire un attachement aux traditions démocratiques et constitutionnelles de la République fédérale, tendent à apparaître clairement.

Cela étant, il nous reste encore à revenir sur une dimension essentielle de la question nationale ouest-allemande, celle de la volonté – qui s'exprima notamment au sein des sphères politiques et intellectuelle – d'un retour à la normalité. Dans un article qu'elle consacre à ce thème, Rita Thalmann montre comment cette question de la normalisation s'est faite jour, au moment même où la RFA s'engageait sur la voie d'une confrontation avec son passé national-socialiste. Dans ce texte, l'historienne analyse les difficiles rapports entre la RFA et l'Etat d'Israël dans le contexte du conflit israélo-palestinien et montre comment ces relations, qui se dégradèrent à la suite du premier choc pétrolier, entraînèrent une remise en cause du rôle de la mémoire d'Auschwitz dans les orientations de la politiques de la République fédérale. En 1974, la RFA « est le premier Etat membre de la communauté européenne à se prononcer à l'ONU en faveur de l'autodétermination des Palestiniens, en rappelant à cette occasion qu'elle n'avait cessé de réclamer ce même droit pour ses compatriotes de la RDA » (Thalmann, 1987 : 58). Les citoyens israéliens et les communautés juives de par le monde sont choqués par « la démarche et l'amalgame » et découvrent que le gouvernement d'Helmut Schmidt est prêt « à mettre en jeu, au nom de ses intérêts économiques et politiques, l'existence de l'Etat refuge » auquel la classe politique allemande était « si [attachée] depuis l'expérience du génocide » (Thalmann, 1987 : 58). Dans les années 1980, la RFA, qui entreprend d'accroître sa souveraineté – jusqu'alors limitée – en matière de politique internationale, ne semble plus

disposée à laisser « l'ombre d'Auschwitz (...) planer sur [sa] politique » (Thalmann, 1987 : 60).

Helmut Kohl s'efforça également de poursuivre cette politique de normalisation. Dans le cadre du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire des Alliés, le Chancelier et le président Reagan décidèrent de célébrer au cimetière militaire de Bitburg « l'alliance démocratique » et « la réconciliation avec le peuple allemand » (Thalmann, 1987 : 61). Or, le cimetière en question ne comptait aucune tombe américaine. En revanche, s'y trouvaient les tombes d'anciens membres de la Waffen-SS. L'annonce de cette concélébration provoqua un véritable tollé au sein de l'opinion internationale, « *Time* et *Newsweek* [consacrèrent] des semaines durant de longs reportages aux crimes de l'Allemagne hitlérienne, avec « accroche » à la une » (Reichel, 1998 : 240-241). Les protestations se multiplièrent dans le monde entier ainsi que les demandes, faites aux deux chefs d'Etat, de renoncer à cette célébration. Bien qu'en Allemagne, beaucoup de voix s'élevèrent aussi pour protester contre la célébration prévue au cimetière de Bitburg, Helmut Kohl put « compter, dans ses propres rangs, sur un soutien considérable, et sur beaucoup de compréhension dans l'opinion publique. » (Reichel, 1998 : 243). Pour Reagan, en revanche, la situation fut plus délicate. Les milieux d'anciens combattants et la communauté juive américaine avaient été profondément scandalisés, et nombreux furent les sénateurs qui exhortèrent le président à renoncer à un tel geste. La cérémonie eut toutefois lieu le 5 mai 1985, en un temps record et sans que les discours des deux chefs d'Etat soient prononcés sur les lieux du cimetière, comme il était prévu.

C'est notamment dans ce contexte qu'éclate, en RFA entre 1986 et 1987, la querelle d'historiens qui vit s'affronter sociologues, philosophes et historiens autour de la question de la singularité de l'extermination des Juifs par le régime national-socialiste. Cette querelle opposa des spécialistes de l'histoire allemande qui, pendant plusieurs mois, alimentèrent la polémique par articles interposés, la plupart ayant été publiés dans la *FAZ* (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) et *Die Zeit*, grands journaux de la presse allemande. C'est Ernst Nolte qui déclencha la polémique en expliquant (et en justifiant) l'adhésion des Allemands aux idées nationale-socialistes et le génocide des Juifs par la peur née de la Révolution russe et du développement du bolchevisme dont les crimes, similaires à ceux d'Hitler, leur seraient, selon lui, antérieurs. Pour résumer, la tentative révisionniste de Nolte tend à ranger Auschwitz dans une même catégorie que les crimes commis en Russie soviétique, établissant, par ailleurs un rapport d'antériorité et de causalité entre le « crime asiatique » et le crime allemand. Une partie du milieu intellectuel allemand, notamment autour d'Habermas, va s'insurger face à ces thèses. Il sera reproché à Nolte de vouloir relativiser Auschwitz en tentant de noyer les crimes

hitlériens « dans la masse de génocides et des massacres qui accompagne la marche de l'histoire » du 20<sup>ème</sup> siècle (Rovan, 1988 : XXV).

Ce débat est l'occasion de réaffirmer la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi, mais au-delà, il est question de l'identité allemande, construite via le travail des historiens, et de l'évolution paradigmatique de l'histoire récente à mesure que le temps sépare la République fédérale du III<sup>ème</sup> Reich. Cette querelle est indissociable de la question de l'identité allemande et de la revendication, chez certains historiens, du droit d'avoir recours à l'histoire afin d'insuffler un sentiment de fierté nationale au sein d'une société ouest-allemande, qui, placée devant une culpabilité historique et héréditaire, se trouvait en mal d'identification. Au-delà des tentatives de relativisation des crimes nationaux-socialistes, la querelle des historiens ouest-allemands de la fin des années 1980 révèle une profonde césure au sein la société. Par cette querelle, en effet, s'exprimaient les voix de ceux dont la volonté était de réinscrire la RFA dans le temps long de l'histoire, mettant un point final à celle de la culpabilité allemande. En face, s'élevaient les voix de ceux qui s'opposèrent à cette perspective. Si, parmi ces derniers, tous n'estimaient pas l'histoire allemande « à jamais viciée », ils n'étaient pour autant pas prêt à sacrifier à la normalisation du passé national ce regard critique sur l'histoire, acquis au prix d'un effort pour assumer le passé national-socialiste.

A la veille de la chute du Mur, la mémoire de la Shoah commence tout juste à occuper une place centrale dans les débats sur l'identité ouest-allemande. L'identité nationale se fonde essentiellement sur l'histoire récente : à savoir la « catastrophe allemande » et les réalisations de la République fédérale dans le domaine démocratique. La fierté nationale est bien entendu inconcevable, tout au plus peut on évoquer, à l'instar d'Habermas, la possibilité d'un patriotisme constitutionnel renvoyant à l'ouverture de l'Allemagne aux principes constitutionnels universalistes.

Au lendemain de cette querelle, qui s'est déclenchée en 1986, le Mur de Berlin tombe. C'est pratiquement dans ce contexte, alors qu'on tend à une certaine normalité historique en Allemagne et qu'on veut cesser d'être considéré comme une exception au sein de l'Europe et du monde, que ce qui pouvait être lu comme un des stigmates de ce passé allemand inconfortable va disparaître. La réunification est l'occasion de fonder la nation allemande et de procéder à sa normalisation via une relecture de l'histoire. Il s'agit là d'une donnée essentielle de la réunification et qui détermine la place qui va échoir à l'héritage de l'ex-RDA dans la constitution de la nouvelle Allemagne. Cet état de fait va engendrer la constitution d'un nouveau récit national, phénomène concomitant au processus qui a trait à la

réunification, et qui va se traduire, pour ce qui nous intéresse, par la transformation du paysage de ce que l'on a aujourd'hui coutume d'appeler la République de Berlin.<sup>74</sup> Avant d'aborder la réunification et ses conséquences pour les Berlinoises de l'Est et de l'Ouest, nous aimerions esquisser, de façon succincte, les grands traits qui ont caractérisé le sentiment national dans les deux Allemagne avant que celles-ci ne soient réunifiées en une seule et même nation.

### 1.3.3. Le sentiment national dans les deux Allemagne

Dans un article qu'il consacre à la formation de l'Etat, du territoire et de l'identité nationale dans les deux Berlin, John Borneman nous montre comment, à travers leur interaction, Etat et citoyens produisent des récits sur l'identité nationale (Borneman, 1997). L'Etat élabore des modèles de vie qu'il propose aux citoyens, à travers l'annonce de lois, de réglementations et de politiques mises en œuvre par ses agents institutionnels (lois maritales, monétaires, institutions éducatives, etc.). En retour, ses citoyens vont valider, refléter ou, au contraire, réagir et contester ces modèles de vie tout au long de leurs expériences quotidiennes et de leurs « rituels de confrontation » avec l'Etat. La congruence plus ou moins grande entre ce que l'auteur nomme les « acomptes autobiographiques » et les modèles de vie proposés par l'Etat, est ce qui détermine la légitimité de ce dernier, et lui permet de clamer qu'il représente et supporte une « identité nationale spécifique et unique », ce qui revient, nous dit Borneman, à « créer un peuple » et à lui attribuer des caractéristiques qu'il va reconnaître comme lui étant propres. Etat et citoyens, nous dit encore l'anthropologue, « n'incluent pas toutes les expériences ou chaque événement dans les constructions narratives » mais « sélectionnent plutôt des nœuds spécifiques qui sont pour eux plus significatifs dans la construction d'une histoire cohérente » (Borneman, 1997 : 97). « Périodes et catégories » constituent ici « les appareils nécessaires » à la configuration des récits, à l'élaboration de « tropes expérientiels » auxquels les individus peuvent avoir recours pour « figurer » leurs « acomptes autobiographiques » au-delà de « leurs expériences distinctes ». Ces tropes en appellent régulièrement à des « récits maîtres » que Borneman définit comme étant « des matrices publiques pour la créations d'appartenances collectives » (Borneman, 1997 : 98-99). C'est en suivant cette conception interactive du sentiment national et en tenant compte des dispositifs

---

<sup>74</sup> Le terme « République de Berlin » est apparu à l'occasion des débats qui eurent lieu lorsqu'il fut question de faire de Berlin la capitale de l'Allemagne réunifiée. Cette expression « s'inscrit dans la lignée de la « République de Weimar » et de la « République de Bonn » » (voir Thomas Koch (2009), « Les nouveaux Länder 20 ans après la chute du Mur », Note du Cerfa 68).

mis en place par chacun des deux Etats allemands que nous aimerions ici tracer les contours du sentiment national et en saisir les évolutions dans les deux Allemagne. Notre but est de rappeler les principaux traits en regard desquels les Allemands de l'Est et de l'Ouest ont pu se percevoir et se définir avant la chute du Mur. Nous serons ainsi en mesure d'appréhender les sentiments et imaginaires nationaux de l'après réunification avec davantage de profondeur et de justesse.

#### 1.3.3.1. Le sentiment national est-allemand

Nous nous proposons ici de présenter brièvement la rhétorique de l'Etat est-allemand, de revenir sur les figures fondatrices de la RDA et de déterminer les moyens dont se sont dotées les autorités afin de faire pénétrer leurs visions du monde et de la société dans la quotidienneté des citoyens d'Allemagne de l'Est.

John Borneman a montré comment les stratégies discursives véhiculées par l'Etat est-allemand se sont construites via la mobilisation de valeurs et d'idéaux puisés dans l'idéologie communiste et dans un fond traditionnel allemand se rapportant essentiellement à un héritage humaniste et progressiste. La RDA s'est ainsi essentiellement fondée sur l'idée de communauté du peuple (*Volksgemeinschaft*), qui renvoie à l'idéalisation romantique et spécifiquement allemande de la communauté, conçue comme « la vie commune vraie et durable » relevant de « tout ce qui est confiant, intime, vivant exclusivement ensemble » (Ferdinand Tönnies, cité par Sandrine Kott, 2000 : 44). Aux valeurs de sincérité, de solidarité, d'intimité et de proximité affective propres à la vie en communauté s'opposent les contre valeurs de la société artificielle, anonyme et atomisée, composée de personnalités dont la principale caractéristique est l'individualisme. Cette vision romantique de la communauté est en outre « liée à un fantasme utopique qui vise à transfigurer la vie quotidienne afin de restaurer un Eden perdu ou anticiper un Eden futur » (Borneman, 1992 : 78). Le projet étatique est-allemand implique un engagement total du citoyen appelant le sacrifice de soi pour le bien de la communauté et la transcendance de l'identité personnelle au bénéfice de l'avènement de la personnalité socialiste. A ce projet étatique viennent se superposer les valeurs contenues dans l'idéologie communiste : l'égalitarisme, le pacifisme et l'internationalisme<sup>75</sup> sont au fondement de l'idéologie d'Etat et participent, au même titre que

---

<sup>75</sup> A ces éléments de la rhétorique étatique, il faut ajouter la constante réactivation du thème de l'amitié germano-soviétique, ainsi que la lutte pour l'édification d'une société internationaliste et antifasciste qui s'inscrit dans une

la vision romantique de la communauté, à structurer le corps social et à promouvoir des manières d'être, de faire et de penser spécifiques. Ces discours étatiques porteurs de visions du monde se traduisent par l'élaboration de lois sur la citoyenneté, la famille, l'éducation et l'économie, visant à transformer la quotidienneté de tous les citoyens.

Dans la rhétorique des autorités de la République démocratique, la représentation des forces du corps social comme toutes entières tendues vers les réalisations futures de l'utopie socialiste, est constamment réactualisée, que ce soit à travers la proclamation d'objectifs politiques, économiques, sociaux et culturels ou la commémoration du régime à l'occasion des fêtes nationales. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'en matière de représentation de soi, une des particularités de l'Etat socialiste est qu'il « estime nécessaire de se mettre en scène pour annoncer chacune de ses manœuvres et tactiques en vue du changement, là où l'Etat capitaliste estime nécessaire de se cacher afin d'entretenir l'illusion du consommateur autonome, de continuer à affirmer qu'il suit simplement les vœux de la majorité sans les instituer. » (Borneman, 1992 : 82). Les célébrations du régime sont ainsi l'occasion pour l'Etat est-allemand de réactiver, via l'émotion générée par le rituel politique dans sa dimension propagandiste, le lien qui unit les citoyens à l'Etat dans la réalisation d'un projet commun.

Mais abordons maintenant certains autres moyens par lesquels l'Etat a tenté de mobiliser la population autour de son projet tout en opérant de profondes transformations dans le champ de la quotidienneté des citoyens est-allemands. La nécessité d'une mobilisation des populations est-allemandes s'imposa dès la période qui suivit la « libéralisation » de la partie orientale du Reich par l'Armée rouge. Cette exhortation à la mobilisation s'adressait, en premier lieu, aux populations adultes. La mobilisation en elle-même s'effectua notamment à travers le travail. Toutes les forces de la société est-allemande devaient s'employer à reconstruire le pays, à remettre sur pied l'économie et à réédifier les villes et les campagnes dévastées par la guerre. La rupture consécutive à la guerre et la *tabula rasa* de la période d'après-guerre permit aux autorités soviétiques et est-allemandes de jouer sur la figure de la rupture à laquelle devait succéder une société d'un genre nouveau, construite par et pour les ouvriers et les paysans. Les réformes industrielles et agraires s'en trouvèrent légitimées, et s'accompagnèrent en outre de la création de structures dont la fonction était d'encadrer la population, de développer l'émulation des travailleurs en vue de l'accomplissement des différentes tâches ayant trait à la reconstruction. Ces structures servaient également de relais

---

vision du monde manichéenne présentant l'autre (l'autre Allemagne et le monde occidental) comme l'ennemi, qui, en sa qualité de représentant des forces impérialistes, doit être combattu.



idéologique, dans la mesure où l'une de leurs principales fonctions était d'amener les classes laborieuses à épouser les principes de la société socialiste que l'on entendait édifier.

Sandrine Kott a bien montré comment, dans les conceptions socialistes, « la famille constitue le modèle de la communauté » (Kott, 2000 : 45). Selon cette historienne, la famille « associe des principes complémentaires » qui fondent la communauté (Kott, 2000 : 45). On retrouve dans la famille « l'instinct et le plaisir immédiat », caractéristique du rapport entre la mère et les enfants, et « l'autorité bienveillante » qui caractérise le rapport père/enfants. Sandrine Kott constate en conséquence que « la « seconde dictature » allemande dans les représentations qu'elle donne d'elle-même comme dans ses pratiques sociales et politiques, se calque sur ce modèle. » (Kott, 2000 : 45). L'Etat est-allemand, qui fonde sa rhétorique sur la figure essentialisée et romantique de la communauté va donc chercher à structurer le corps social selon le modèle d'un emboîtement successif d'unités sociales allant de la communauté familiale à la communauté globale.

Les brigades constituent un exemple remarquable d'unité sociale de base sur laquelle repose, d'une part, la diffusion des valeurs propres aux récits maîtres de l'Etat est-allemand, et d'autre part, l'émulation des travailleurs. Les premières brigades sont mises en place par les autorités dans les entreprises nationalisées entre 1947 et 1948. Il s'agit de « petites équipes de travailleurs » qui se regroupent volontairement jusqu'en 1958, et qui sont ensuite « précisément sélectionnées » en vue de « mobiliser la main d'œuvre pour accroître la productivité et la qualité du travail » et de contribuer « à assurer la mise au pas politique de [cette] main d'œuvre » (Kott, 2000 : 30). Les brigades seront, dans leur forme et dans « le rôle qu'on entend leur faire jouer », sujettes à de multiples remaniements, du fait de l'évolution des représentations du régime. Dans la définition qu'en donnent les autorités à partir de 1958, « la brigade n'est pas conçue comme un acteur à part entière, elle accueille, encadre, éduque l'individu afin de le mobiliser pour un projet plus vaste : la construction du socialisme » (Kott, 2000 : 33). Le rôle des brigades consiste donc à organiser les relations entre les travailleurs et la vie au sein de l'entreprise. La brigade devient en outre « le cadre au sein duquel vont se développer puis advenir les nouvelles « personnalités socialistes » » (Kott, 2000 : 34). Sous Erich Honecker, les brigades interviennent dans plusieurs domaines : le travail, la formation, la culture, le sport et les modes de vie. Leurs performances sont évaluées « dans le cadre d'un concours pour obtenir le titre de « brigade du travail socialiste » ». Le phénomène des brigades impressionne par son ampleur puisqu'en 1989, « 5 millions et demi de personnes (...) sont organisées dans les 310000 brigades socialistes. » (Kott, 2000 : 34). La brigade acquiert une réelle dimension éducative et encadrante ; les membres de la brigade se

chargent d'encadrer les jeunes, de résoudre, la plupart du temps sur le mode du dialogue ou des avertissements, les problèmes liés aux conflits dans l'entreprise, à l'absentéisme, aux comportements considérés comme déviants. Elle organise la vie au sein du collectif de travail (fêtes, sorties culturelles, etc.) ainsi que l'entraide entre les travailleurs (gardes d'enfant, tours de courses, visites à domicile d'un ouvrier malade, etc.). La brigade tient un journal à l'intérieur duquel toutes les activités dans et hors le champ professionnel, mais aussi les grands thèmes d'actualité, sont soigneusement consignés, les textes étant le plus souvent agrémentés de photographies ou de coupures de presses. De par l'ambiance intime et solidaire censée régner au sein du collectif, l'entreprise se rapproche du modèle communautaire de la famille. Sous cette influence, « la distinction entre l'individu et le groupe, entre le privé et le public » tend à s'atténuer (Kott, 2000 : 37). Cette organisation des rapports et de la vie au travail revêtait un double aspect. D'une part, l'entreprise devenait un milieu de l'entre soi dans lequel les liens sociaux étaient extrêmement resserrés, au sein duquel il était possible de compter sur les autres en cas de difficulté. En contrepartie, on peut imaginer le caractère contraignant et normatif qu'une telle organisation faisait peser sur l'individu. On retrouve ici les caractéristiques d'une société holiste fondée dans la tradition marxiste, dans laquelle les entités collectives supérieures priment sur l'individu.

Mais abordons maintenant la question de la jeunesse et des moyens mis en œuvre par l'Etat en vue de la faire adhérer à l'idéal et au projet socialistes. Cette question de l'éducation et de l'encadrement des jeunes se fait d'autant plus pressante, dans l'immédiat après-guerre, que les enfants se trouvaient libérés de tout encadrement, livrés à eux-mêmes au sein des vastes terrains de jeu que constituaient, pour eux, les villes dévastées par les bombardements. A Berlin, notamment, des bandes d'enfants se livraient au vol et à la violence. Ce phénomène est attesté et expliqué par l'absence d'encadrement scolaire et familial. Dans les premiers temps de la libération, bien souvent, les femmes étaient seules avec leurs enfants, les hommes étant, pour la plupart, retenus dans des camps de prisonniers. Le projet éducatif devient vite une priorité pour les autorités est-allemande. Ce projet se fonde à la fois sur le modèle éducatif soviétique et celui du mouvement ouvrier allemand du 19<sup>ème</sup> siècle, mais également sur le modèle « prussien, qui, depuis le 18<sup>ème</sup> siècle, fait de l'éducation un instrument d'affirmation de la nation et de l'Etat » (Droit, 2004 : 6). Le premier objectif du projet éducatif est-allemand est « d'inculquer un esprit antifasciste et démocratique aux enfants » (Droit, 2004 : 7). A partir de 1952, l'Etat entreprend de nouvelles réformes afin d'amener les jeunes à adopter un ethos socialiste pour que s'épanouisse en chacun d'eux une « personnalité socialiste » qui effectuerait le passage du *moi* de l'individualisme bourgeois

au *nous* de la société socialiste » (Droit, 2004 : 7). Emmanuel Droit insiste sur le fait que « la conception socialiste de l'éducation (...) ne renvoie pas à l'idéal humaniste de développement et d'épanouissement de toutes les capacités et les possibilités d'un individu, mais (...) tend à définir des critères et poser des limites aux potentialités du développement individuel : son utilité pour une société, qui a pour but le développement à tout prix des forces productives » (Droit, 2004 : 7).<sup>76</sup>

Les mêmes valeurs sont en jeu dans les fondements éducatifs et dans la conception des autres structures sociales intermédiaires qui lient l'individu à l'Etat : valorisation de la collectivité, de la sincérité, de la solidarité, du pacifisme, de l'internationalisme et de la loyauté envers l'Etat des ouvriers et des paysans. Dans ce domaine, les politiciens est-allemands, de même que leurs homologues de l'Ouest, comprirent que l'avenir de leurs Etats respectifs, et leur légitimation sur le long terme, dépendaient de l'approbation de la jeunesse et de celle des enfants amenés à naître sur chacun des deux territoires allemands (Borneman, 1992).

Parallèlement aux réformes qui touchèrent au domaine de l'éducation, des organisations encadrant la jeunesse virent le jour en Allemagne de l'Est ; la jeunesse allemande libre (*Freie Deutsche Jugend* – FDJ), fondée en 1946 pour les jeunes entre quatorze et vingt-cinq ans, et l'organisation des pionniers, fondée en 1948, encadrant les enfants de six à quatorze ans. L'accession à la vie adulte des adolescents de quatorze ans était en outre marquée d'un rite initiatique, sorte d'équivalent de la confirmation ou de la profession de foi. La *Jugendweihe*, qui fut « mise en place et organisée sous la tutelle du SED à partir de 1954, (...) était considérée comme un outil de propagande et une arme efficace pour contrer l'influence de l'Eglise sur la population et notamment sur les jeunes » (Chauliac, 2003 : 384).

Dans le Berlin de l'après-guerre, il fut relativement difficile d'imposer la mobilisation des jeunes générations via ces organisations de la jeunesse, du fait, d'une part, de leur implantation tardive, et, d'autre part, de la proximité de Berlin-Ouest, où les organisations religieuses de la jeunesse exerçaient une influence certaine (Droit, 2004). Toutefois, à partir de la construction du Mur en 1961, l'influence occidentale ne posa plus de problème et l'adhésion aux organisations de jeunesse de l'Etat socialiste se généralisa. A partir des années 1970 et 1980, le taux d'encadrement à Berlin et dans les autres districts de RDA « est

---

<sup>76</sup> Ainsi, en 1959, est instauré pour les enfants entre 6 ou 7 ans et 17 ans, « l'école dite polytechnique (*Polytechnische Oberschule* – POS) à 10 classes associant enseignement classique et travail en entreprise » (Droit, 2004 : 8).

uniforme et avoisine régulièrement les 98% » (Droit, 2004 : 10). Les organisations de la jeunesse peuvent être définies comme « des cellules de loisirs, de socialisation et d'encadrement politique » (Droit, 2004 : 8). Les jeunes adultes membres des FDJ étaient, par exemple, tenus de participer aux manifestations officielles du régime ainsi qu'à des réunions afin de discuter des objectifs idéologiques de l'organisation. La FDJ organisait d'autre part des actions de soutien en direction des pays frères, ainsi que des voyages afin que les jeunes Allemands de l'Est prêtent main forte aux populations des pays amis (via notamment la réalisation de grands travaux ou l'aide humanitaire). Les loisirs étaient également organisés par la jeunesse libre allemande (voyages, clubs de jeunes, etc.). De même, les pionniers se voyaient proposer des activités qui, même si elles avaient lieu en dehors des heures de cours, étaient au cœur de la vie scolaire. Parmi les activités des jeunes pionniers, la collecte de matériaux usés, comme le verre ou le papier, fait partie des souvenirs qui émaillent les discours des anciens citoyens de RDA. L'aide aux paysans ou aux personnes âgées, de même que les collectes pour les pays du Tiers Monde, représentaient autant d'activités censées sensibiliser les jeunes à la solidarité nationale et internationale (Droit, 2004). Le don participe d'ailleurs de la quotidienneté des citoyens est-allemands, jeunes ou travailleurs. Le don sous forme de travail, d'échanges, de cadeaux, de bénévolat ou d'argent, intervient au sein des collectifs d'entreprises ou des organisations de la jeunesse. Il constitue « un de ces gestes rituels quotidiens » qui « participe d'une rhétorique fondatrice du régime » et qui, en tant que tel, cimente la communauté et représente un instrument permettant d'« asseoir la domination du Parti » et de « modeler la société » (Kott, 2001 : 68).

Enfin, notons qu'en parallèle des grandes organisations officielles de la jeunesse, se développent des « cellules de loisir au sein des écoles (...) prises en charge par des fonctionnaires de la FDJ » afin d'amener les enfants à se développer selon leurs inclinaisons (Droit, 2004 : 10). Les AG (*Arbeitsgemeinschaft* – communauté de travail) sont dédiés à la culture, au sport, à la science ou à la politique. C'est en outre par le biais des AG que sera introduite une instruction militaire dans les écoles.

La société qui s'est ainsi formée au cours des quarante années d'existence de la RDA est une société de type holiste, fondée sur un modèle communautaire et égalitaire. Le modèle social fondamental fourni par l'Etat est en effet celui d'une égalité s'appliquant à tous les aspects de la vie des individus. Egalité des genres, parce que les hommes et les femmes sont censés participer au même titre à la construction du socialisme ; il n'y a pas de distinction entre les genres dans le droit au travail et l'orientation professionnelle. Enfin, l'Etat est-allemand a également procédé à une dé-différenciation entre les citoyens dans les domaines

de l'éducation, du travail, du logement, de la santé, de la culture et des loisirs (Borneman, 1992). Tous les citoyens ont théoriquement un droit égal d'accès à ces domaines, et les différences de fonctions ne sont, en principe, pas sanctionnées de différences en termes de salaire.

Les principes de sociabilité qui structurèrent la société socialiste, de même que les valeurs de solidarité, de loyauté et d'égalité constamment réactualisées dans les discours, les gestes et les comportements du quotidien, eurent certes une profonde influence sur les structures mentales et les schèmes d'action des individus. Cependant, la pénétration de l'idéologie de l'Etat dans les sphères de la quotidienneté des citoyens est-allemands connut certaines limites.

Borneman a très bien montré comment, au sein de la génération de la première heure, les *acomptes autobiographiques* liant les expériences individuelles aux *récits maîtres* de l'Etat diffèrent en fonction des genres. Au sein de la population de Berlin-Est, les femmes valident les grands récits de l'Etat via la narration de leurs expériences du travail, de leur participation à la reconstruction. Vécue originellement comme une coercition, la mobilisation des femmes par le travail dans le cadre de la reconstruction, est évoquée par ces mêmes femmes, dans les années 1980<sup>77</sup>, comme une source de fierté, un élément autobiographique engendrant une intensification de l'estime de soi. L'expérience du travail socialement valorisée est ce qui relie les divers parcours biographiques de ces femmes au-delà de leurs différences et les rattache à l'une des idées valeurs au fondement de l'idéologie d'Etat ; l'égalité entre les genres et l'accès des femmes au monde professionnel (Borneman, 1999). En ce qui concerne les hommes de la même génération, Borneman remarque que les tropes expérientiels qui les relient aux récits étatiques sont caractérisés par la récurrence de discours de victimisation. Pour eux, « la réforme monétaire fonctionne comme une exclusion de la prospérité de l'Ouest » (Borneman, 1997 : 109). Les hommes de la génération de la première heure évoquent « le plan Marshall pour les Berlinoises de l'Ouest/Allemands de l'Ouest » en mettant l'accent sur le fait qu'à la même période ils étaient tenus de « payer des réparations à l'Union soviétique » (Borneman, 1997 : 109). Pour finir, « leur accomplissement de la reconstruction est contrebalancé par d'autres expériences de séparation et de victimisation » (deuil consécutif à la perte de proches partis à l'Ouest, le regret du temps perdu comme soldat ou le sentiment d'impuissance dans le domaine de la politique en Allemagne de l'Est) (Borneman, 1997 : 109). On peut également supposer que le passage direct d'un modèle

---

<sup>77</sup> Période durant laquelle Borneman a réalisé son enquête de terrain.

familial patriarcal au modèle de la famille nucléaire égalitaire a entraîné une remise en question du statut de ces hommes et de leur autorité au sein de la famille – imputable à la politique étatique.<sup>78</sup>

De manière générale, Borneman souligne la difficulté de connecter ces « tropes expérientiels de la victimisation » avec les récits maîtres de l'Etat est-allemand. Les deux dernières décennies du régime sont, quant à elles, marquées par le désintérêt de plus en plus prononcé des citoyens face à la rhétorique d'Etat et un désengagement croissant de la population, qui se traduit notamment par « un déclin prononcé de la mobilisation politique lors des grands rituels politiques » (Kott, 2000 : 41). De même, la participation aux organisations de jeunesse devient de plus en plus formelle, les jeunes désertant les après-midi des jeunesse libres allemandes pour se regrouper entre amis. Selon Emmanuel Droit, en outre : « les sociologues psychologues et pédagogues [avaient] diagnostiqué [dès les années 1970] un changement de mentalité parmi les jeunes, qui [se serait] renforcé dans les années 1980 » (Droit, 2004 : 14). La jeunesse d'alors se serait peu à peu désintéressée de « la morale et [des] valeurs communistes » au profit des valeurs occidentales d'individualité et d'originalité (Droit, 2004 : 14).

Dans la période tardive de la RDA (les années 1980), le mécontentement s'étend à d'autres couches de la population, jusqu'aux militants du SED eux-mêmes, « ces soutiens naturels du régime », qui déplorent l'état d'engourdissement des membres du Parti, incapables de réagir face à une situation économique et sociale qui se dégrade (« pénurie en ce qui concerne les biens de consommation courante, les pièces de rechange, les matériaux de construction ; carence des services ; comportements bureaucratiques et « sécheresse de cœur » (*Herzlosigkeit*) des autorités vis-à-vis des citoyens » [Terry, 1997 : 63]). Sous l'ère Honecker, le mécontentement va donc de pair avec le constat d'une élite politique sclérosée, peu encline à la réforme et de plus en plus coupée du reste de la société. Les occurrences de contacts avec l'Ouest se multipliant, les Allemands et Berlinoises de l'Est sont de plus en plus souvent confrontés aux valeurs de l'Ouest, et font tous les jours l'expérience de la prospérité et de la liberté de leurs homologues occidentaux. La privation de libertés (notamment celle de voyager), l'absence de réforme démocratique et libérale, de même que l'expérience de l'oppression, sont vécues comme de véritables contraintes et sont sources de désillusions qui emplissent d'amertume les citoyens de la RDA. Le SED semble de plus en plus déconnecté

---

<sup>78</sup> Il convient cependant de souligner que le travail de Sandrine Kott sur les collectifs d'entreprises est-allemandes laisse supposer que le rapport de dépendance entre les sexes demeure une réalité au sein de l'entreprise.

d'une population qui le considère *de facto* comme illégitime. En découle un sentiment national ambigu, marqué par un attachement au pays et une mise à distance ironique et parodique pour tout ce qui touche à son système politique, économique et social. Borneman a mis en lumière ce caractère ambigu du sentiment national est-allemand, en analysant notamment la configuration narrative de tropes expérientiels en rapport avec la consommation domestique, et notamment avec l'acquisition de la voiture en RDA. Il souligne que le nom même de cette voiture, *Trabant*, signifie « satellite », « une planète qui suit et accompagne, mais ne dirige pas » (Borneman, 1997 : 110). Il constate que la petite voiture est-allemande est objet de plaisanteries qui soulignent ses faibles performances, son caractère polluant et sa petitesse. Les délais d'attente entre la commande du véhicule et sa livraison (généralement entre 7 et 15 ans) sont également tournés en dérision. Ces appréciations de la *Trabant* renvoient à une lecture parodique de l'attachement à la *Heimat* de la RDA ; la plus petite des deux Allemagne, circonscrite dans des frontières que l'on ne peut franchir, moins performante, plus pauvre, plus polluante.

De manière courante, les anciens Berlinoises de l'Est, déjà adultes lors de la chute du Mur, évoquent un pays dans lequel on avait coutume de « lire entre les lignes », ce qui laisse à penser que la population n'était pas dupe quand aux falsifications des discours officiels. D'autre part, ces mêmes Berlinoises de l'Est font régulièrement référence à la sphère du privé comme sphère de liberté où il était possible d'afficher librement ses opinions et de cultiver son *Eigen-Sinn*<sup>79</sup>, et à la sphère publique comme lieu où l'on s'efforçait de répondre aux attentes de l'Etat en agissant en conformité avec les critères de la personnalité socialiste. Pour les individus qui étaient encore enfants ou adolescents en 1989, cette différenciation entre les sphères privées et publiques est toute aussi significative, et on la retrouve dans des évocations qui opèrent une différenciation très nette entre ce que l'on pouvait dire au sein de la famille et ce que l'on pouvait dire, ou pas, à l'extérieur du cercle familial.

Certaines théories vont jusqu'à affirmer que la dictature du Parti en RDA était telle qu'elle était parvenue à éroder entièrement « les modalités d'existence de la société de RDA vis-à-vis du pouvoir politique », donnant le jour à une « société « indifférenciée » et « réduite au silence » » (Christian, 2002 : 145).<sup>80</sup> Toutefois, les thèses de chercheurs s'inscrivant dans le courant de l'histoire sociale de la RDA, et s'intéressant aux limites de la dictature, tendent à relativiser cette vision de la société est-allemande. A la lumière de ces recherches, et au vu

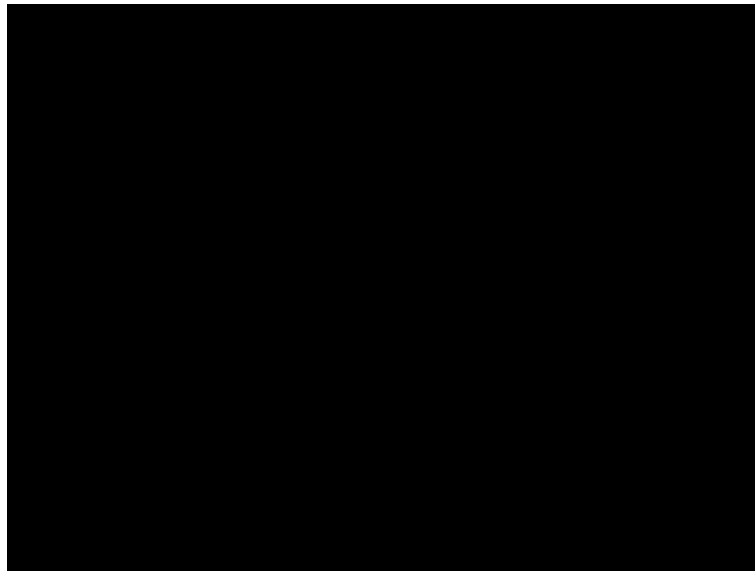
---

<sup>79</sup> Terme qui fait référence à une relative autonomie qui « se manifeste par des comportements imprévus ou non souhaités » (Christian, 2002 : 145).

<sup>80</sup> Sur ce thème voir aussi Sigrid Meuschel (1992), *Legitimation und Parteiherrschaft in der DDR zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*, Frankfurt, Surkamp, 498 S.

des témoignages que nous ont apportés les Berlinois de l'Est, il semblerait en effet que la société de RDA n'ait pas été traversée de part en part par la domination politique, comme l'affirme les thèses totalitaristes. Il apparaît que l'indifférenciation entre privé et public n'ait pas été aussi évidente dans la réalité que ce que prônaient les vues de l'Etat en la matière.

Avant de conclure sur ce thème, nous citerons l'apparition de courants culturels alternatifs dans les années 1970 et 1980. Le mouvement Punk, style musical au contenu subversif, en est une manifestation.



**Figure 8 Illustration du mouvement Punk en RDA**

De même, on note l'émergence de courants littéraires alternatifs, affichant leur désaccord avec le régime et se démarquant de la langue officielle. Ces derniers « refusai[ent] la tutelle de l'Etat et de ses normes, tout en demeurant encore socialiste. La jeune génération des auteurs visait une esthétique spécifique, car il lui importait de réaffirmer l'existence du moi contre le collectif » (Corbin Schuffels, 1998 : 179). Ces courants culturels alternatifs et contestataires étaient d'ailleurs particulièrement dynamiques dans le *Prenzlauer Berg* des années 1980. Ce quartier de Berlin, dont la destruction était prévue par les autorités, offrait aux artistes de vastes espaces et des enfilades labyrinthiques de cours intérieures où ils avaient le loisir de tenir réunions, lectures, concerts et expositions.

La réalité de cette société de RDA des années 1970 et 1980 est donc bien plus complexe et ambiguë que le laissent paraître les thèses qui se fondent sur le paradigme totalitaire. La société est certes traversée par la domination du Parti et de sa rhétorique. Il s'agit d'une société politisée, militarisée et profondément marquée par le système de valeurs et les modèles de vie proclamés par l'Etat socialiste. Cela étant, les différents aspects que



nous avons tenté de mettre à jour nous révèlent également une société parcourue d'espaces de liberté ou de « niches » au sein desquelles les individus pouvaient afficher leurs opinions et adopter des valeurs qui leur étaient propres.

Appartenances collectives et identités nationales ne sont jamais uniquement le fruit d'une imposition venant d'en haut, d'un Etat et de ses agents qui imposeraient leurs vues sur une identité nationale et des valeurs communes s'y rapportant. Bien au contraire, c'est à travers leurs interactions, que l'Etat et les citoyens produisent des récits sur l'identité nationale et valident, ou non, un ordre politique et social (Herzfeld, 2007). La rupture entre les valeurs du SED et celles des citoyens est-allemands, de même que les témoignages qu'apportent les Berlinoises de l'Est sur la société d'ex-RDA, révèlent une attitude tantôt critique, tantôt ironique ou parodique, vis-à-vis des récits maîtres véhiculés par le pouvoir, surtout dans la période allant de la fin des années 1970 à l'effondrement du pays. Les interviewés font par exemple régulièrement référence aux blagues qui circulaient sur les hommes politiques, leur rhétorique et leurs hauts-lieux. Par ailleurs, on dénote, dans ces témoignages, un attachement réel à la RDA en tant que *Heimat*, ainsi qu'une certaine foi en les idéaux socialistes, sans toutefois voir dans le système mis en place par les anciennes autorités un accomplissement de ces idéaux. Tous ces témoignages attestent de l'ambivalence du sentiment national est-allemand, d'une mise à distance critique, ironique ou parodique qui aurait caractérisé l'attitude des gens, notamment des Berlinoises de l'Est, face aux grands récits idéologiques de l'Etat (encore une fois, surtout dans la période tardive de la RDA).

Toutefois, il convient de ne pas généraliser cette attitude à l'entière population de Berlin-Est. Une part non négligeable de cette population ne remettait pas en cause les modèles de vie et valeurs proclamés par l'Etat et défendaient le régime en place plus qu'ils ne s'en accommodaient (réalité d'autant plus prégnante quand on sait que Berlin-Est, ville modèle, concentrait une population assez importante de cadres). Les opposants, en revanche, se distinguaient par le refus de cacher leurs opinions dans la sphère du privé et entendaient afficher publiquement leur désaccord avec le régime. Entre ces différentes attitudes, il existait un large spectre de postures allant de la coopération à l'acceptation, de l'accommodation à l'opposition. Toutefois, l'émergence d'un sentiment national caractérisé par son ambivalence, son caractère parodique ou critique, nous a semblé avoir eu suffisamment d'importance pour être discuté et approfondi.

### 1.3.3.2. Le sentiment national ouest-allemand

Alors que la RDA universalisait l'héritage du III<sup>ème</sup> Reich, via la doctrine antifasciste, et voyait en la défaite la « libération » du peuple allemand du joug national-socialiste, la RFA procéda à l'internalisation de cet héritage. Dès la fin de la guerre en effet, la RFA interpréta la défaite en termes de « capitulation ». Cela eut pour effet la reconnaissance de la responsabilité du peuple allemand dans le déclenchement et la poursuite de la Seconde Guerre mondiale et l'appréhension du nazisme comme un problème spécifiquement allemand (Borneman, 1997 : 103). Une autre conséquence de cette interprétation fut la signature d'un accord de « réparation des torts (*Wiedergutmachung*) » qui « se concrétisa en 1952 » (Thalman, 1987 : 56). En honorant la dette envers les communautés juives anéanties d'Europe – ce qui n'alla pas sans donner lieu à des résistances de la part de l'administration et des tribunaux ouest-allemands – les autorités d'Allemagne de l'Ouest souhaitaient aussi bien s'acquitter d'une dette morale que regagner l'estime des puissances occidentales. Ces dispositions valurent de fait à la jeune République fédérale « un brevet de bonne conduite démocratique » (Thalman, 1987 : 57).

Par ailleurs, afin de créer au sein de la population ouest-allemande les conditions d'une relation positive à la nouvelle République fédérale, l'Etat ouest-allemand devait fonder une mythologie susceptible de fournir de puissants motifs d'adhésion au projet de la RFA. Il s'agissait en outre d'être en mesure de concourir avec le mythe en train de se former dans l'autre Allemagne. Enfin, il fallait créer une mythologie assez puissante pour permettre à la population de surpasser le traumatisme consécutif à la révélation des crimes et atrocités commis sous le régime nazi. En effet, si l'on s'en réfère une fois de plus à la thèse des Mitscherlich, les Allemands auraient été affligés d'une blessure narcissique au lendemain de la guerre : la perte du *Führer*, la débâcle de l'armée et du pays, la division, la découverte des camps et la mise au ban de l'Allemagne de la communauté internationale sont autant de facteurs qui auraient pu abîmer le peuple allemand dans les affres de la mélancolie et de la mésestime de soi. Dans un tel climat, on comprend assez aisément la nécessité de recourir à un mythe fondateur permettant de mobiliser la population et les énergies au service de la reconstruction matérielle, politique, sociale, culturelle et économique du pays.<sup>81</sup>

---

<sup>81</sup> Nous n'avons malheureusement pas la place nécessaire ici pour traiter du rôle des Eglises catholique et protestante lors de la reconstruction et après. Considérées par Adenauer comme source de « réarmement moral » et comme « rempart contre les totalitarismes brun et rouge », elles contribuèrent à implanter durablement les valeurs conservatrices et démocratiques au sein des populations ouest-allemandes et à redéfinir des catégories

La Loi fondamentale et la référence à la République de Weimar contribuèrent pour une large part à fonder ce mythe originel de la démocratie en RFA. Ce mythe répondait à l'exigence d'ancrer les principes de la démocratie dans l'esprit d'une population qui n'avait, pour ainsi dire, jamais vécu en démocratie. A l'exception de la République de Weimar, régime démocratique parlementaire qui ne put s'installer durablement, faute de l'adhésion des multiples sphères de la société allemande aux valeurs démocratiques, les régimes allemands qui se succédèrent entre le 19<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> ne furent pas pleinement démocratiques. John Borneman a bien montré comment, dès sa fondation, « la RFA [perçut] ses politiques et citoyens dans une forme originelle, sous la rubrique d'une Constitution atemporelle protégeant les Allemands de la chute ou d'un monde avili (par exemple, le Nazisme ou le communisme) » (Borneman, 1992 : 79). S'appuyant en partie sur les travaux d'Hannah Arendt au sujet des démocraties constitutionnelles, Borneman souligne la nature quasi « religieuse » de cette Constitution. La Loi fondamentale, dès sa création, fut considérée et présentée comme le « reflet des vœux de la majorité », comme « source d'autorité [transcendant] le pouvoir de ceux qui [étaient] au pouvoir » (Arendt, 2005 : 185). En tant que telle, la Constitution ouest-allemande devint objet d'une sorte de vénération, un objet qui rattachait l'Etat de Droit et les citoyens à une seule et unique origine.<sup>82</sup>

Ce mythe n'aurait cependant pu s'imposer aussi rapidement sans les spectaculaires succès économiques de la République fédérale dans la période d'après-guerre. Le *Wirtschaftswunder* est, plus que toute autre réalisation de la République fédérale, ce qui suscita la plus large adhésion à l'Etat de droit, imprégné des valeurs occidentales, que les hommes politiques de « l'heure zéro » s'efforcèrent de construire. Dans son étude sur les deux Berlin, Borneman montre bien comment les expériences individuelles de la prospérité nouent la multitude des récits individuels des Berlinoises de l'Ouest à celui de l'Etat. L'expérience de l'acquisition d'un véhicule privé (signe public de cette prospérité), puis celle des voyages à

---

telles que le mariage, la famille et l'éducation. L'Eglise contribua en outre, sous Adenauer, « à la croisade idéologique des forces du Bien contre celles du Mal » (Thalman, 1987 : 57).

Il faut noter cependant une différenciation entre Eglises protestante et catholique. Alors que l'Eglise protestante entretenait un rapport plutôt critique avec le passé et s'interrogeait sur son rôle sous le national-socialisme, l'Eglise catholique évita les discussions portant sur son rôle sous le III<sup>ème</sup> Reich, et notamment sur « le concordat entre le pape et Hitler en 1933 ». Par ailleurs, l'Eglise protestante s'efforça de ne pas rompre les liens avec l'Allemagne de l'Est et de maintenir des relations avec les organisations protestantes est-allemandes (l'Eglise protestante de RFA contribua réellement à maintenir les liens entre protestants est et ouest-allemands). L'Eglise catholique, quant à elle, eut plutôt tendance à rompre les liens avec les communautés catholiques est-allemandes. (Thalman, 1987, Borneman, 1992).

<sup>82</sup> Toujours selon Borneman, c'est en s'appuyant sur l'immense légitimité de l'Office de Protection de la Loi fondamentale que les dirigeants de RFA purent déclarer anticonstitutionnels le parti communiste ainsi que certains mouvements pacifiques.

l'étranger dans le cadre des vacances sont des gains considérés comme la résultante du dur labeur effectué par les populations ouest-allemandes dans le cadre de la reconstruction. Le mythe de la prospérité est, plus que tout autre mythe, ce qui cimente la communauté nationale autour du projet de la République fédérale et ouvre la voix à une large identification avec les valeurs prônées par l'Etat. La victoire de l'équipe de la République fédérale à la coupe du monde de football de 1954 vient couronner les succès ouest-allemands de l'après-guerre en matière de reconstruction et de redressement économique. Le slogan « *Wir sind wieder wer* » (Nous sommes à nouveau quelqu'un) traduit la fierté de ces Allemands de l'Ouest à l'égard des réalisations matérielles et économiques du pays, mais également leur sentiment d'être à nouveau un peuple doté d'une identité qui lui est propre (Borneman, 1997).

La crise politique et sociale que connut la RFA à la fin des années 1960, qui entraîna une réforme de l'Etat dans le sens d'une démocratisation et d'une libéralisation de ses institutions, fut l'occasion d'affirmer la capacité de réforme de l'Etat et, partant de le légitimer encore davantage. La démocratie ouest-allemande se trouva en outre renforcée par un plus grand pluralisme du paysage politique se traduisant par l'apparition d'une société civile et l'entrée en scène des mouvements sociaux pour la paix et l'écologie.

Cependant, si elle s'était, au cours des années, hissée au rang de « géant économique », l'Allemagne de l'Ouest demeurait un « nain politique ». Les années passant, la RFA se trouva contrainte de faire face aux raisons qui faisaient d'elle une exception au sein du concert des nations. « Les années 1960 », souligne Claire-Lise Buis, « marquent une rupture dans l'histoire culturelle de la République fédérale : les réflexions de Karl Jaspers sur la « question de la culpabilité » ou *Schuldfrage* inspire une nouvelle introspection des élites allemandes sur le – et parfois leur – passé nazi » (Buis, 2002 : 147). Vers la fin des années 1970, nous l'avons vu, ce travail d'introspection se généralisa en RFA, engendrant un véritable travail de mémoire sur les crimes de la période nationale-socialiste. Les expressions d'*Holocauste* et de *Shoah*, ainsi que la référence à Auschwitz, entrèrent dans le langage courant pour caractériser cet héritage national problématique. Les débats qui, depuis la fin des années 1970, portèrent sur l'identité nationale, avaient essentiellement trait à la définition des modalités de relation au passé national-socialiste et aux crimes qui avaient été commis au nom du peuple allemand. La rupture historique était tangible. Un sentiment national était-il possible après Auschwitz ? Une histoire était-elle possible après Auschwitz ? L'art, lui-même, était-il possible après Auschwitz ? Ces questions reflètent les préoccupations de cette République fédérale des années 1970 et 1980 lors de l'amorce d'une réelle confrontation avec un passé difficilement assumé. Le terme ambigu de *Vergangenheitsbewältigung* (maîtrise du

passé) et celui, à notre sens plus adéquat, de *Aufarbeitung der Vergangenheit* (travail de mise à jour par rapport au passé), traduit une volonté partagée d'en découdre avec le passé.

S'ensuivent des discussions sur la question de l'identité nationale, sur l'impossibilité de la fierté nationale, sur les difficultés à inscrire la nation dans le temps historique dans un pays où l'écriture de l'histoire relève d'un exercice complexe, eu égard à la rupture historique que représente le nazisme et l'extermination des Juifs d'Europe. Nous avons évoqué les différentes issues de ce débat sur la définition de l'identité nationale ouest-allemande. Parmi les différentes tentatives pour caractériser ce sentiment national, nous avons distingué le concept de *patriotisme constitutionnel* de Dolf Sternberger – repris par Habermas –, qui désigne le sentiment de loyauté des citoyens ouest-allemands envers la Loi fondamentale, garante de l'ordre social, moral et politique, le sentiment d'appartenance collective ne se fondant dès lors plus sur une culture ou une ethnicité partagée, mais sur les institutions politiques ouest-allemandes. Nous avons également abordé la notion d'identité post-nationale, qui caractérise le sentiment d'appartenance à l'entité supranationale que constitue l'Europe, et illustre la thèse de la disparition de la figure de l'Etat-nation.

Rappelons ici que ces débats, qui concernèrent en premier lieu les élites intellectuelles et politiques, eurent des répercussions certaines sur l'opinion publique. Nous aurons l'occasion de voir, dans les parties qui vont suivre, dans quelle mesure ces visions du monde et de la nation se sont ancrées au sein des populations. Il sera par ailleurs tout aussi intéressant d'analyser la façon dont cultures politique et historique ont évolué suite à la réunification.

## 1.4. La Révolution pacifique

Nous nous pencherons ici sur les événements relatifs à la Révolution pacifique en RDA. Il nous faudra tout d'abord retracer l'histoire de la Révolution pacifique, de la chute du Mur et de la réunification, en présenter les principaux protagonistes, faire le point sur les différents projets de réunification et voir comment celle-ci s'est finalement concrétisée. Nous évoquerons les réalités économiques, sociales et politiques du processus d'unification, l'adhésion enthousiaste de la population est-allemande aux modes de vie occidentaux et les désillusions qui suivirent. Cela nous amènera à soulever la question des conséquences de ce processus au niveau culturel, notamment en ce qui concerne la population est-berlinoise.

### 1.4.1. La Révolution pacifique de 1989

Au début de l'année 1989, personne, dans les deux Allemagne comme dans le monde, n'était en mesure de prévoir ce qu'il adviendrait dans la nuit du 09 novembre. La vague de libéralisation et de démocratisation engendrée par la politique de la glasnost et de la perestroïka s'étendit peu à peu aux pays d'Europe de l'Est, comme la Hongrie ou la Pologne, où l'on assista respectivement à une révolution par le haut et une révolution par le bas, qui bouleversèrent toutes deux les structures des Etats socialistes en place. En RDA, l'absence de perspective de réforme, allant dans le sens d'une prise en compte des aspirations des citoyens à davantage de démocratie, suscita le mécontentement de plus en plus manifeste de la population. Les mouvements pour les droits civiques, conduits par les *Bürgerrechtler* (les défenseurs des droits civiques), qui jusqu'à lors, ne suscitaient pas l'adhésion massive des citoyens est-allemands, acquirent, presque du jour au lendemain, une popularité énorme.

Dans les années qui précédèrent 1989, s'était constituée en RDA une société civile, composée de groupes divers en faveur des Droits de l'homme, de la paix, de l'écologie ou de la cause féministe, qui trouvèrent en l'Eglise protestante – qualifiée d'« Eglise dans le socialisme » depuis « le concordat informel de 1978 » – un lieu où se développer (Chibret, 1995 : 804).<sup>83</sup> D'autres groupes avaient par ailleurs recours aux structures officielles de l'Etat afin de s'organiser et de se faire entendre. Certaines fractions du mouvement écologique s'implantèrent, par exemple, « avec un succès relatif » dans « les organisations de masse officielles », comme « la Société pour la nature et l'environnement, dépendante du

---

<sup>83</sup> René Pierre Chibret souligne le rôle « d'institution de médiation alternative » tenu par l'Eglise protestante dans la fin des années 1970 et tout au long des années 1980.

*Kulturbund* » (Chibret, 1995 : 805). Peu à peu, une élite militante émergea de ces groupes plus ou moins informels, qui était aguerrie aux stratégies organisationnelles et communicationnelles indispensables à la structuration de la mobilisation collective.

Le travail « de dénigrement du pouvoir en place » par les groupes d'opposition fut un des facteurs décisifs qui permit le déclenchement de la Révolution pacifique de l'automne 1989 en RDA (Chibret, 1995 : 809). Le 7 mai 1989, les groupes de défense des droits civiques, qui avaient appelé à boycotter les élections municipales, décidèrent d'assister au dépouillement du scrutin. Constatant le caractère frauduleux des élections, les groupes d'opposition dénoncèrent l'illégitimité d'un « gouvernement injuste, sclérosé, incapable, éloigné des réalités et cherchant seulement à préserver son pouvoir au mépris de la volonté populaire » (Chibret, 1995 : 809). Un peu plus tard, dans le courant de l'automne 1989, ces groupes oppositionnels se fédérèrent et en appelèrent au pluralisme politique, à la tenue d'élections libres, ainsi qu'à la mobilisation de tous les citoyens et citoyennes de la RDA en vue de leur participation au « renouveau démocratique ».

En octobre 1989, devant l'afflux de citoyens est-allemands dans les ambassades de la RFA à Budapest et à Prague, les autorités de RDA décidèrent de suspendre « la possibilité de se rendre sans visa en Tchécoslovaquie » (Winkler, 2005 : 867). Cela « fermait également la voie de la Hongrie », qui avait entamé le démantèlement de sa frontière avec l'Autriche quelques mois plus tôt, ouvrant une brèche dans le rideau de fer (Winkler, 2005 : 867). Cette suspension précipita les gens dans la rue. Les mesures prises afin de contrer l'ample mouvement d'émigration qui affectait l'Allemagne de l'Est depuis l'été 1989 signa la faillite de l'Etat est-allemand et déboucha sur une contestation massive (Chazel, 2002). La « stratégie privée et discrète » de contestation, propre aux candidats au départ, s'était muée, au cours de l'été 1989, en exode massif, signe d'une contestation alors passée dans le domaine public. L'annonce de mesures censées contenir ces défections massives provoqua « un mouvement collectif, protestataire et public » qui fut capté et orienté par les groupes de la société civile est-allemande (Chibret, 1995 : 808).

Le 4 septembre 1989, les manifestations du lundi (*Montagsdemonstration*) avaient débuté à Leipzig, après la traditionnelle prière pour la paix, qui, depuis septembre 1982, était tenue tous les lundis dans l'Eglise Saint Nicolas. D'abord modestes (1200 manifestants), ces manifestations grossirent entre septembre et octobre 1989, réunissant toujours davantage d'individus. Ces derniers, qui jusqu'à lors avaient recours à l'immigration pour marquer leur désaccord avec le système établi en RDA, décidèrent de rester sur le territoire est-allemand, résolus à faire aboutir leurs revendications et à changer le pays. Cette tendance est d'ailleurs

illustrée par un « glissement stratégique, et sémantique », des slogans de l'époque. Le « *Wir wollen raus!* » (« Nous voulons sortir ! »), scandé lors des premières manifestations, se changeant bientôt en : « *Wir bleiben hier!* », (« nous restons ici ! »).

Ces manifestations contestataires, qui se jouaient dans l'espace de la rue pour la première fois depuis les manifestations de juin 1953, se propagèrent bientôt aux autres grandes villes d'Allemagne de l'Est (Dresde et Berlin). Pour les citoyens de la RDA, cela représentait une prise de risque certaine. N'ayant pratiquement jamais éprouvé ce mode de manifestation collective dans l'espace public de la ville, les représentants de la société civile et les manifestants étaient dans l'impossibilité d'anticiper la réaction des forces de l'ordre en situation de face à face. Au sein de la police, par ailleurs, « aucun dispositif n'était [réellement] prévu en cas de manifestation » (Jobard, 2003 : 5).

Dans la soirée du 7 octobre, cependant, alors que Mikhaïl Gorbatchev était en visite officielle à Berlin à l'occasion de la célébration des quarante ans de la fondation de la République démocratique allemande, une manifestation se forma sur l'*Alexander Platz*. Comptant une centaine d'individus au départ, la manifestation se mit en marche en direction du Palais de la République où avaient lieu la réception officielle donnée en l'honneur de la commémoration des 40 ans du régime. Peu à peu, des passants se joignirent au cortège, si bien que 1000 personnes finirent par atteindre le quartier de *Prenzlauer Berg*. Cette manifestation donna lieu à une vague de répression et d'arrestations, qui, couplée à la menace d'une liquidation des mouvements contestataires via le recours à « la solution chinoise »<sup>84</sup>, avait pour but d'impressionner les manifestants du lundi. Toutefois, la manifestation du lundi 9 octobre eut lieu à Leipzig, rassemblant 70000 personnes venues marcher pacifiquement en scandant le nom de Gorbatchev ainsi que le célèbre slogan « *Wir sind das Volk!* » (« Nous sommes le peuple ! »). Les autorités municipales décidèrent de ne pas intervenir, décidant de ne pas appliquer l'ordre qui avait été donné par Erich Honecker, et transmis quelques jours plus tôt par le ministre de la Sécurité nationale, de réprimer dans l'œuf les prochains troubles contestataires. Une semaine plus tard, la manifestation de Leipzig comptait 120000 personnes

---

<sup>84</sup> Face à la montée de la contestation en RDA, les organes de presse officiels exerçaient « la menace permanente du recours (...) à la solution chinoise », faisant explicitement référence à la répression des mouvements contestataires étudiants qui eut lieu en Chine le 4 juin 1989 (Jobard : 2003). Cela étant, même si elles jouaient de cette menace, les autorités est-allemandes n'étaient pour autant pas ignorantes quant aux implications d'une tel geste au plan international. En usant de la répression, l'Allemagne de l'Est se serait attirée les foudres de l'opinion internationale. Par ailleurs, les autorités de RDA savaient fort bien que la perspective d'une répression allait à l'encontre de la ligne politique suivie à Moscou.



réclamant « la légalisation de Nouveau Forum<sup>85</sup>, l'organisation d'élections libres, la liberté de circulation, de presse et d'opinion. » (Winkler, 2005 : 879)

Le 18 octobre, Erich Honecker fut démis de ses fonctions et remplacé par Egon Krenz, suite à l'élection de ce dernier par la chambre du peuple le 24 octobre. Ce remplacement, ainsi que le climat de grave crise politique qui régnait alors en RDA, initièrent une ère de défection au sein du Parti et de ses organisations de masse. Le 2 novembre, le président de la Confédération syndicale allemande libre, ainsi que les présidents de partis d'opposition de la CDU (*Christlich Demokratische Union* – Union chrétienne démocrate) et du NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands* – Parti national démocrate) démissionnèrent. Ces défections furent la traduction de « l'érosion morale » qui affectait « l'Etat allemand socialiste » depuis plusieurs années et de la crise de confiance qui régnait au sein des élites politique, notamment du fait de la multiplication, depuis l'été 1989, des signes de délitement de l'Etat est-allemand (Winkler, 2005 : 881). Le 3 novembre, le remplacement imminent de plusieurs membres du Politburo fut annoncé. Devant « l'absence de contre-stratégie et de réaction » de la part « d'un pouvoir affaibli » recourant « à une politique défensive, répressive, mais sans avoir les moyens d'aller jusqu'au bout de celle-ci » et faisant « des concessions au coup par coup, tardives, dépassées, inadaptées », les manifestations prirent une ampleur encore inimaginable quelques mois plus tôt (Winkler, 2005 : 881).

A la fin du mois d'octobre, des manifestations de masse étaient prévues dans toutes les grandes villes de RDA. Le lundi 30 octobre, ce sont 300000 personnes qui manifestèrent à Leipzig. Le 4 novembre sur la *Alexander Platz* à Berlin, 500 000 personnes participèrent à « une manifestation organisé par un groupe d'initiative du *Berliner Ensemble*, autorisé par le pouvoir et retransmise en direct par la télévision de la RDA » (Winkler, 2005 : 881).

Le 3 novembre, les autorités de la RDA signèrent un accord avec la République tchécoslovaque concernant la réouverture de la frontière entre la Tchécoslovaquie et la RDA. Dès lors, l'ouverture de la frontière entre la RDA et la RFA devint quasi inéluctable. Le 7 novembre, le gouvernement de la RDA démissionne. Le 9 novembre, l'ouverture des frontières et la liberté de circulation sans restriction entre la RDA et la RFA furent annoncée par erreur au cours d'une conférence de presse donnée par Günter Schabowski, alors secrétaire du comité central responsable des médias (l'ouverture des frontières interallemandes et la liberté de circuler devait faire l'objet d'une annonce officielle le

---

<sup>85</sup> Nouveau Forum (Neues Forum), fondé le 9 septembre 1989, est un groupe de défense des droits civiques rassemblant intellectuels, scientifiques et artistes de RDA.

lendemain). Un peu plus tard dans la soirée, des milliers de personnes se pressaient aux points de frontières entre les deux parties de Berlin.

#### 1.4.2. De la Révolution pacifique à la réunification

La chute du Mur fut vécue par une grande part des Berlinoises comme un moment d'allégresse. A Berlin, la fête se prolongea des jours durant alors que dans le monde, les images de l'événement du 9 novembre circulaient, diffusant les effusions de joie de la population berlinoise en liesse, et confortant les contemporains de cet événement dans l'idée qu'une page de l'histoire venait d'être tournée. La ville symbole de la division était devenu le symbole de la réunion et de la fin de la guerre froide. Mais cette euphorie s'accompagnait également d'un sentiment d'incertitude. La situation était pour le moins inédite et l'issue des événements de l'automne 1989 restait encore incertaine. Pour les dirigeants des deux Allemagne et les représentants de la société civile est-allemande, l'essentiel était de savoir de quelle manière il convenait de sortir de la crise. La RDA était en effet en proie à une crise politique qui, si elle n'était pas contenue, risquait de dégénérer. La situation économique du pays était par ailleurs alarmante. « Le 30 octobre, le président de la commission nationale du plan (...) avait établi dans un projet destiné au Politburo qu'une simple « suspension de l'endettement » à l'égard de la « zone économique non socialiste », autrement dit les pays capitalistes, « entraînerait en 1990 une baisse du niveau de vie de 25 à 30% et rendrait la RDA ingouvernable » » (Winkler, 2005 : 883). L'annonce de la réalité économique, de l'entretien d'une classe de privilégiés et de la corruption du système de la RDA suscita l'indignation de nombreuses sphères de la société est-allemande. La révolution « citoyenne » connut alors une seconde phase, plus modeste en termes de participation, mais qui avait pour caractéristique essentielle l'émergence de l'expression d'un sentiment national allemand et d'une aspiration populaire à la réunification (Chazel, 2002). Dans le même temps que les manifestations se poursuivaient, l'exode des Allemands de l'Est, désormais libres de voyager vers les Länder d'Allemagne de l'Ouest, prit des proportions inquiétantes (en novembre, en effet, plus de 133000 individus s'étaient installés à l'Ouest [Chazel, 2002 : 204]).

Le 8 novembre, Hans Modrow avait été élu au Politburo. Ancien Premier secrétaire de district du SED à Dresde, il incarnait la ligne réformatrice du Parti et envisageait la politique de reconstruction et de transparence de Gorbatchev comme le modèle à suivre afin de sortir la RDA de la crise. Le nouveau gouvernement, dirigé par une nouvelle génération de réformateurs issue de la base du SED, représentait une « planche de salut au régime », mais

les événements incontrôlés du 9 novembre signèrent la capitulation du SED (Chazel, 2002). Le 13 novembre, Hans Modrow est élu premier ministre par la *Volkskammer*. En décembre, « le Politburo et le comité central dirigés par Egon Krenz démissionnèrent », cédant aux pressions exprimées par la base du Parti qui s’efforçait alors de refonder ce dernier, via notamment l’adoption d’un nouveau nom ; le PDS (*Partei des demokratischen Sozialismus* – Parti du socialisme démocratique) (Winkler, 2005 : 898). Dès lors, il revenait au gouvernement de Hans Modrow (également vice président du SED-PDS) d’assurer l’intérim du pouvoir jusqu’à la tenue d’élections libres, d’abord prévues pour le 6 mai 1990 et avancées au 18 mars sous la pression du Parti Social-démocrate est-allemand (le SDP – *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*).

Le 7 décembre, un « forum de discussion entre des groupes d’opposition et des partis établis pendant le bouleversement en RDA » se réunit pour la première fois afin « d’élaborer une loi électorale pour les élections de la nouvelle *Volkskammer* (...) et de réfléchir à la rédaction de lignes directrices pour une nouvelle Constitution » (Herold, 2004 : 53). La Table ronde, ainsi nommée, réunissait des représentants de l’ancien parti hégémonique de RDA (le SED-PDS), les anciens partis satellites du Bloc démocratique et les forces politiques nouvelles issues des groupes d’opposition. Parmi ces dernières figuraient Nouveau Forum (*Neues Forum*), Initiative pour la paix et les Droits de l’homme (*Initiative für Frieden und Menschenrecht – IFM*), Démocratie maintenant (*Demokratie Jetzt – DJ*), Eveil démocratique (*Demokratischer Aufbruch – DA*), le Parti Social-démocrate d’Allemagne (SDP – *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), le Parti Vert (*Grüne Partei – GP*) et la Gauche unie (*Vereinigte Linke – VL*). Des représentants des Eglises fournirent les modérateurs de la Table ronde (Winkler, 2005 : 899). Outre sa fonction législative, la Table ronde s’assigna pour mission de s’associer « aux décisions importantes [prises par la chambre du peuple] dans les domaines du droit, de l’économie et des finances publiques » et de « proposer des réformes à l’opinion publique afin de surmonter la crise » (Uwe Thayson, 1990 : 50). Il importait également aux participants de la Table ronde de faire en sorte que l’Etat de droit soit respecté, que « la situation écologique, économique et financière du pays » soit révélée et que des enquêtes soient ouvertes concernant les abus du pouvoir et les cas de corruption de l’ancien régime (Thayson, 1990 : 50).<sup>86</sup> Enfin, et surtout, la Table ronde exigea d’une part,

---

<sup>86</sup> Précisons ici que des procès eurent lieu, qui concernaient au premier chef les responsables politiques (Erich Honecker, Erich Mielke, Egon Krenz et Günter Schabowski, pour ne citer qu’eux), puis les gardes frontières ayant tiré et tué des individus alors que ces derniers tentaient de franchir la frontière interallemande. Des procès furent également intentés contre les membres du ministère de la Sécurité d’Etat (la Stasi), mais le principe

l'organisation d'élections libres, et d'autre part, que la dissolution des services du ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand ait lieu et qu'elle soit placée sous son contrôle.

Malgré la diversité des groupes réunis au sein de la Table ronde, une majorité avait pris position « en faveur d'une troisième voie, caractérisée par une démocratie sociale. « A la Table Ronde », en effet, « prédominaient ceux qui refusaient le « socialisme réel » tout en aspirant à une alternative au capitalisme existant dans le domaine social, économique et écologique » (Vilmar, Guittard, 1999 : 101). Cependant, et « à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays d'Europe centrale, la Table ronde [ne porta] pas en elle les germes du nouveau pouvoir » (Chazel, 2002 : 210). La Table ronde tendit plutôt à devenir un « second niveau de pouvoir » dont la priorité principale était de gérer les conséquences de l'effondrement du régime en « veillant à ce que les retombées de ce processus périlleux (...) ne blessent si possible personne » (Chazel, 2002, Thaysen, 1990 : 15).

Un autre trait important de cette deuxième phase de la Révolution pacifique est la progressive séparation des aspirations des groupes d'opposition de celles de la majorité de la population. La plupart des groupes d'anciens dissidents opposaient la prudence aux perspectives d'une réunification trop rapide et aspiraient à une sortie de la crise via l'instauration « d'une alternative socialiste à la République fédérale » « dans un voisinage égal en droits avec tous les Etats d'Europe » (Winkler, 2005 : 893). Au sein de la population est-allemande, en revanche, on aspirait à sortir de la crise au plus vite et à accéder à la liberté et la prospérité économique de l'Ouest. Entre novembre et décembre 1989, l'option de la réunification s'imposa aux yeux de la population. Cette aspiration à une réunification immédiate s'affichait d'ailleurs sur certaines des pancartes que brandissaient les manifestants de Leipzig, et sur lesquelles on pouvait lire des slogans du type « Plus d'expérience, la réunification maintenant ! » (« *Keine Experimente mehr, Wiedervereinigung jetzt!* ») ou autres formules du même genre (Chazel, 2002 : 206).

Soulignons également que les leaders de la Révolution n'avaient jamais aspiré au pouvoir mais plutôt cherché à établir l'Etat de droit démocratique. Leur enfermement « dans une vision éthique et pédagogique de démocratie à la base » (Chibret, 1995 : 813) s'explique par une conception de l'opposition « souvent imprégnée de moralisme » (Chazel, 2002 : 207). Cette absence de stratégie du pouvoir chez les opposants n'est d'ailleurs pas sans rappeler un certain apolitisme qui s'inscrit dans une tradition culturelle de l'Allemagne du Nord, imprégnée des valeurs protestantes et critique à l'égard de la civilisation (Chazel, 2002 : 207).

---

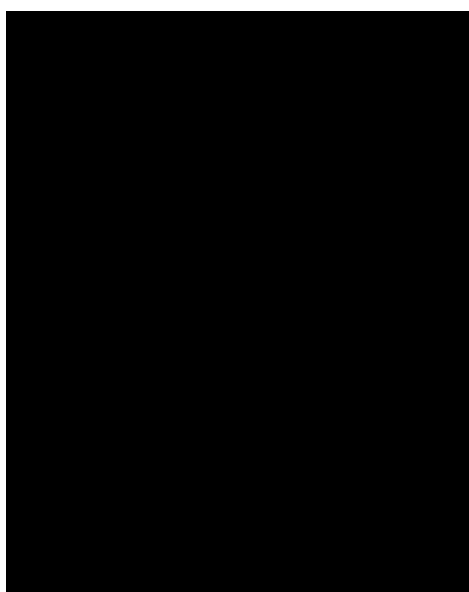
constitutionnel de la non rétroactivité de la Loi pénale rendit extrêmement difficile la condamnation des agents du ministère de la Sécurité de l'Etat.

Notons enfin qu'à partir du moment où la perspective d'une unification se confirma, les mouvements citoyens se fédérèrent autour d'un ultime projet commun ; lutter contre le SED, « dont il fallait briser les ultimes tentatives de rétablir son pouvoir » (Chazel, 2002 : 208).

L'annonce d'élections libres en décembre fut suivie par la mise en place d'une campagne électorale au cours de laquelle les partis gagnèrent en prépondérance. La « stratégie radicale d'unification avec la RFA » fut « bientôt captée par les anciens partis satellites et entretenue par les acteurs venus de l'Ouest » (Chibret, 1995 : 812). Lors des manifestations qui eurent lieu entre janvier et mars, les cortèges de manifestants furent « de plus en plus [dominés] par la CDU et la CSU et par le drapeau jaune, rouge et noir » (Chazel, 2002 : 211).



**Figure 9** Exemples de pancartes sur lesquelles figurent les slogans « Nous sommes un peuple » et « Allemagne patrie unie ».



**Figure 10** : Une affiche de la CDU au moment des élections de 1990

Face à la volonté populaire d'unification, la campagne électorale se porta davantage sur les modalités d'une unification qui s'annonçait désormais comme l'issue inéluctable de la crise.

Les élections du 18 mars consacrèrent la victoire de l'Alliance pour l'Allemagne, dont le parti pivot était la CDU, parti qui s'était montré le plus favorable à une unification rapide. Ainsi, selon René-Pierre Chibret :

« La sortie de la crise consacrant la victoire électorale des « radicaux » et de leur stratégie d'unification immédiate et sans conditions [condamna] les deux autres groupes d'acteurs, qui disposaient pourtant de soutiens populaires non négligeables et mobilisables ; affaiblie par l'impact populaire des révélations sur la corruption du régime et la situation économique du pays, par la poursuite de l'émigration et aussi par son manque de crédibilité réformatrice, l'élite réformatrice n'a pu s'imposer que comme solution d'attente jusqu'aux élections » (Chibret, 1995 : 812-813).

Suite aux élections, le processus conduisant à la réunification économique et politique s'accéléra. Les anciens partis du Bloc démocratique (dont certains furent rejoints par les mouvements citoyens) fusionnèrent avec leurs partis frères de l'Ouest. Ainsi, le SDP de l'Est se fondit dans le SPD, la CDU est-allemande rejoignit la CDU ouest-allemande, le LDPD fusionna avec le FDP de l'Ouest et l'Alliance 90 (*Bündnis 90*), qui « fédérait ce qui restait des mouvements oppositionnels indépendants », fusionna avec les Verts de République fédérale. Notons qu'à Berlin, les résultats électoraux furent sensiblement différents que dans le reste de la RDA (Gaudillière, Sintomer, 2001). En effet, les votes en faveur du SPD y avaient dépassé ceux en faveur de l'Alliance. Par ailleurs, Berlin offrit « au PDS ses meilleurs résultats avec 30,2% des suffrages », ce qui s'explique par la puissance du SED-PDS dans les centres administratifs et au sein de l'intelligentsia, des cadres, des employés et parmi les étudiants (Winkler, 2005 : 923). Berlin, en tant que capitale d'un Etat centralisé et que ville modèle de la RDA, était en effet devenue depuis l'édification du Mur le centre du pouvoir administratif, politique et économique du pays et abritait une forte population de cadres, d'employés administratifs et d'étudiants.

Le Chancelier Kohl, qui dès le 28 novembre avait proposé un plan en dix points en vue de la restauration de l'unité allemande, avec pour préalable le développement des relations interallemandes, se prononça par la suite en faveur d'une unification immédiate.

Avec Lothar de Mazière<sup>87</sup>, leader de la CDU est-allemande, majoritaire à la chambre du peuple depuis les élections du 18 mars, le Chancelier de la République fédérale mit au point un plan d'union économique, monétaire et sociale qui entra en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990. En réalisant l'union monétaire entre la RFA et la RDA, les leaders des CDU est- et ouest-allemandes accédaient aux revendications de la grande majorité des citoyens est-allemands. Malgré les difficultés économiques que cela représentait, l'échange du Mark est-allemand (relativement faible en regard du DM de l'Ouest) contre le Mark ouest-allemand se fit sur une base paritaire. Le 23 août 1990, le parlement de la RDA, la *Volkskammer*, récemment élue, vota « l'accession de la RDA au domaine d'application de la Loi fondamentale en vertu de l'article 23<sup>88</sup>, avec effet le 3 octobre » (Winkler, 2005 : 951). Le 31 août, le projet d'unification fut approuvé par le gouvernement fédéral de Bonn. Le 3 octobre fut déclaré jour férié et fête de l'Unité allemande, remplaçant les fêtes nationales respectives des deux Etats allemands du 17 juin et du 7 octobre. Le traité « Deux plus quatre », mettant fin aux droits des anciens Alliés sur l'Allemagne et sur Berlin, fut signé le 12 septembre 1990. Le traité d'unification entra en vigueur le 3 octobre, entérinant l'incorporation des 5 nouveaux Länder (Mecklembourg, Brandebourg, Saxe, Saxe-Anhalt, Thuringe) à la République fédérale. Au cours du mois d'octobre, les élections des Landtag par les Länder confirmèrent la prépondérance de la CDU. Enfin, les premières élections panallemandes du 2 décembre consacrerent la victoire de la coalition noire jaune de Bonn et Helmut Kohl fut reconduit au pouvoir.

#### 1.4.3. De l'euphorie aux désillusions

La chute du Mur de Berlin et la réunification, tant voulue par le peuple est-allemand, donna lieu, en Allemagne de l'Est, à l'adoption enthousiaste des modes de vie occidentaux et au rejet de tout ce qui pouvait symboliser la RDA. Certes, la réunification et le passage à la démocratie et à l'économie de marché eurent une série d'effets positifs pour les nouveaux Länder et leurs habitants (amélioration en termes de liberté et d'Etat de droit, modernisation des infrastructures, assainissement de l'environnement, vaste réhabilitation des centres-villes

---

<sup>87</sup> Précisons que Lothar de Mazière succéda à Hans Modrow au poste de premier ministre à partir de la fin janvier 1990 jusqu'à la tenue des élections libres en mars de la même année.

<sup>88</sup> La solution d'une réunification selon l'article 23 de la Loi fondamentale, qui impliquait la disparition de la RDA et son assimilation par la RFA, fut préférée à l'application de l'article 146 de la Loi fondamentale, qui prévoyait la possibilité pour la nation allemande réunifiée de voter une nouvelle Constitution.

et des logements). Cependant, l'enthousiasme des débuts fit rapidement place aux désillusions.

L'unification monétaire, qui prit le pas sur l'unification politique, répondait en partie à l'impératif de canaliser l'exode des populations d'Allemagne de l'Est vers les Länder d'Allemagne fédérale (entre janvier et mai 1990, le nombre d'émigrants – pour beaucoup d'entre eux, des individus qualifiés cherchant à fuir un Etat en faillite afin de démarrer une nouvelle vie à l'Ouest – s'élevait à 184000). Cette fuite de population, motivée par la prise de conscience de l'état économique alarmant de l'ex-RDA, avait pour effet de vider l'Allemagne de l'Est de sa force de travail et devenait source de tensions en RFA. L'unification monétaire immédiate allait cependant à l'encontre des recommandations des institutions fédérales compétentes en la matière, qui préconisaient une unification économique et sociale fondée sur une réforme de grande ampleur permettant aux entreprises est-allemandes, dont les infrastructures étaient peu modernisées, souvent vétustes, de gagner en compétitivité. De même, des voix s'élevèrent, notamment parmi les sociaux-démocrates, pour faire valoir une solution temporaire via la mise en place de mesures destinées notamment à « éviter l'effondrement d'entreprises récupérables » (Winkler, 2005 : 933). Toutefois, l'unification monétaire s'effectua selon les plans négociés entre Lothar de Mazière et Helmut Kohl dès le mois d'avril 1990, et elle eut des conséquences désastreuses sur le tissu des entreprises est-allemandes. « L'ouverture des frontières, la brusque libéralisation de l'économie jusque-là non intégrée dans l'économie mondiale et la conversion au taux de 1 pour 1<sup>89</sup> (...) exposèrent les entreprises est-allemandes à un choc terrible » (Vilmar, Guittard, 1999 : 29). La restructuration et la privatisation des entreprises est-allemandes, conduites sous la houlette de la *Treuhandanstalt*<sup>90</sup> entraînent le morcellement des combinats ainsi que la suppression de nombreux emplois à l'Est. Les entreprises nationalisées d'ex-RDA passèrent aux mains d'investisseurs ouest-allemands et furent transformées en filiales d'entreprises dont presque tous les sièges se trouvaient en dehors des nouveaux Länder (Vilmar, Guittard, 1999). Les biens de consommations ouest-allemands inondèrent les marchés est-allemands, ce qui aggrava la diminution des bénéfices des entreprises d'ex-RDA. Dans l'ensemble, ce sont les tissus industriels et commerciaux de l'ex-RDA qui souffrirent le plus d'une unification trop

---

<sup>89</sup> Cette conversion prit effet « pour tous les revenus courants et pour une partie des avoirs en liquidités ou en dépôts jusqu'à un plafond variable en fonction de l'âge ». (Lasserre, 1991, 14).

<sup>90</sup> Organisme de tutelle fiduciaire chargé de privatiser et de restructurer l'ensemble du patrimoine du peuple de la RDA » et d'assurer le passage d'une économie planifiée à une économie de marché » (Vilmar, Guittard, 1999 : 35).



rapide<sup>91</sup>. Seul le secteur agricole, qui subît cependant des pertes d'emplois notables, put maintenir ses structures et rembourser les dettes.<sup>92</sup>

Par ailleurs, la création d'un Fonds pour l'unité allemande, le « transfert massif de crédits au budget de la RDA » et la prise en charge de la garantie des dettes de l'ancien Etat est-allemand par l'Etat fédérale entraînaient l'augmentation de l'endettement public de la RFA (Laserra, 1991).<sup>93</sup> Le prix à payer pour la réunification passait inévitablement par des sacrifices matériels de la part de la population ouest-allemande<sup>94</sup> et cela n'allait pas sans susciter certaines rancœurs vis-à-vis du gouvernement, mais également vis-à-vis de ces nouveaux citoyens de l'Est dont l'accession à la République fédérale représentait un coût pharamineux.

Parallèlement aux bouleversements économiques que traversaient les nouveaux Länder, les institutions de l'ex-RDA furent dissoutes, et leurs personnels réemployés, mis en retraite anticipée ou mis à pied. Les universités furent épurées. Certains enseignants, parce qu'ils officiaient dans des disciplines présentant un contenu idéologique (histoire, économie, philosophie, sociologie, etc.), furent réemployés, déclassés, remerciés et souvent remplacés par une élite universitaire venue de l'Ouest. Ainsi, comme nous le rappelle Régine Robin : « Un limogeage en grand fut (...) organisé et doublé par la mise sur pied de commissions d'évaluation entièrement créées par le Conseil de recherche ouest-allemand » (Robin, 2001 : 195). Les critères d'évaluation du personnel universitaire se fondaient sur la compétence, le degré de dévotion au régime et la compromission avec les organes répressifs de ce dernier. De manière générale, un immense transfert d'élites, sans précédent dans l'histoire, eut lieu d'Ouest en Est. Dans le cadre du processus d'épuration, les anciens citoyens d'Allemagne de l'Est durent en outre remplir des questionnaires destinés à déterminer s'ils s'étaient rendus coupables, ou non, de collaboration avec la Stasi, notamment en tant qu'*inoffizieller Mitarbeiter* (collaborateur officieux de la Stasi). Toute compromission était censée signer l'arrêt des fonctions anciennement occupées par les individus coupables. De manière générale, « les modalités de l'unification et le processus d'épuration (*Abwicklung*) qui la

---

<sup>91</sup> Pour donner une idée au lecteur des conséquences des bouleversements économiques précédemment cités, soulignons qu'en 1999, « 85% du capital industriel de l'Est est entre les mains des gens de l'Ouest » tandis que « le revenu annuel moyen des Allemands de l'Est correspond à 71% de celui de l'Ouest ». Par ailleurs, « le chômage à l'Est atteint presque 17,6% de la population active (...) contre 8,8% à l'Ouest ». (Robin, 2001 : 191).

<sup>92</sup> Sur les disparités démographiques et économiques entre les deux Allemagnes 20 ans après la chute du Mur, voir annexe n°4.

<sup>93</sup> A la veille du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du Mur le coût de la reconstruction de la RDA a été évalué par l'institut de recherche IWH de Halle (*Institut für Wirtschaftsforschung Halle*) à 1300 milliards d'euros.

<sup>94</sup> En 1991, le Bund prévoyait un relèvement « des taxes sur le carburant, les assurances et le tabac » ainsi qu'une majoration « de 7,5% de l'impôt sur le revenu » (Laserra, 1991 : 17).

[suivit] après le 3 octobre 1990, [accéléchèrent] le démantèlement généralisé des réseaux professionnels informels et des groupes de sociabilité de la RDA, leur retirant définitivement toute légitimité » (Pinson, 2000 : 137).

Ainsi, la population est-allemande, qui jusque là n'avait connu que le plein emploi, fut-elle confrontée de plein fouet au chômage dû au démantèlement de majeure partie des anciennes institutions et des tissus industriels et commerciaux d'ex-RDA. Au-delà, l'idée se fit que les formes (sociales, culturelles, scientifiques, architecturales, etc.) qui avaient prévalu dans la société de RDA étaient corrompues et qu'il convenait désormais de les liquider.<sup>95</sup> Intéressons nous maintenant à l'une des modalités de cette délégitimation de la RDA, à savoir la confrontation quasi immédiate au passé est-allemand.

#### 1.4.4. Le travail sur le passé est-allemand, un prolongement de la lutte des groupes oppositionnels ?

##### 1.4.4.1. Les différentes phases du travail sur le passé de la RDA

Au cours de la période qui succéda à la Révolution pacifique puis à l'unification (à Berlin et sur le territoire de l'ex-RDA), plusieurs acteurs des événements de 1989, parfois rejoints par leurs homologues ouest-allemands (hommes politiques, scientifiques, etc.), s'investirent dans la réalisation de projets de mémoire (mémoriaux, musées, centres de recherche et de documentation) se rattachant à des lieux particuliers, à des fonds d'archives, etc. Ces initiatives participaient d'une même dynamique de confrontation immédiate au passé de la RDA, de condamnation pénale des responsables politiques, de mise en place de procédures juridiques visant à la reconnaissance et la réhabilitation des victimes du régime. Cette vaste entreprise de mise à jour par rapport au passé est-allemand (*Aufarbeitung der Vergangenheit*, que l'on pourrait aussi traduire par travail sur le passé) avait en outre pour objectif le changement des mentalités et la transmission des principes démocratiques vers une population qui avait vécu sous la férule d'un régime dictatorial pendant près de quarante ans. Il était essentiel, pour les acteurs (membres de la société civile est-allemande, historiens, acteurs de la mémoire, hommes politiques, juges, etc.) qui s'engagèrent dans ce travail sur le

---

<sup>95</sup> Dans l'Allemagne de l'après-réunification, plusieurs campagnes furent par exemple menées avec grand bruit sur le passé des intellectuels est-allemands (cf. l'affaire Christa Wolf), dénonçant notamment les contacts qu'avaient entretenus certains avec la Stasi. L'ouverture rapide des dossiers de la Stasi eut pour effet d'alimenter ces campagnes publiques qui jetèrent le discrédit sur nombre d'intellectuels, artistes et écrivains est-allemands. (Régine Robin, 2001).

passé, que le silence ne puisse se faire sur cette période de l'histoire. Il convenait de travailler au plus vite sur « la deuxième dictature allemande » et de faire de ce passé une ressource pour le développement de programmes d'éducation politique et citoyenne s'appliquant à échelle nationale, mais aussi européenne.

Bernd Faulenbach<sup>96</sup> (2009) a distingué sept niveaux de travail sur le passé de la RDA :

- Le processus pénal de poursuite des responsables de violence politique (1) et le dédommagement des victimes (2) constituent, selon Faulenbach, deux niveaux distincts du travail sur le passé est-allemand. Dans les deux cas ce sont les anciens oppositionnels et les représentants de la Table ronde qui sont à l'origine de l'enclenchement des processus. Ces derniers exigèrent en effet que justice soit faite, que les bourreaux soient punis et les victimes reconnues, réhabilitées et dédommagées.
- L'ouverture des documents des services secrets (3) fut exigée par ces mêmes oppositionnels et représentants de la Table ronde afin que les anciens citoyens de RDA soient en mesure de se réappropriier leurs biographies.
- Un travail politique sur le passé (4) fut entrepris à l'instigation du Bundestag afin d'encourager la confrontation à la dictature du SED et à ses conséquences au sein de la société est-allemande puis au sein de l'Allemagne réunifiée. Il convenait par ailleurs de définir les grandes orientations du travail sur le passé est-allemand en vue, notamment de convertir la mémoire et l'histoire de cette période en matériaux de base servant à l'élaboration de programme d'éducation politique.
- La confrontation de la société au système du SED (5) est essentiellement le fait de la société civile (principalement est-allemande), c'est-à-dire des comités citoyens qui, au lendemain de la chute du Mur, s'investirent dans le travail sur les différents aspects de la dictature du SED et de l'opposition afin que cette partie de l'histoire allemande ne tombe pas dans l'oubli.
- Le débat critique dans la presse électronique et écrite (6) suivit et restitua les discussions politiques, juridiques et historiques en rapport avec le passé est-allemand.
- Le travail scientifique sur l'histoire de la dictature du SED et de la RDA (7) s'efforça d'explorer les différents aspects de la société de RDA, de l'opposition et du système de domination, d'apporter une expertise ainsi qu'un cadre scientifique aux entreprises mémorielles et historiques nées de la Révolution pacifique et de la réunification.

---

<sup>96</sup> Goethe-Institut : Politik und Zeitgeschichte - Hintergrund - Goethe-Institut : <http://www.goethe.de/ges/pok/ein/de5024103.htm>

Toujours selon l'historien, les premières années de ce travail sur le passé est-allemand furent très marquées émotionnellement et politiquement. Pour Etienne François, en effet, les recherches sur le passé de la RDA dans la période qui suit la réunification sont le fait d'historiens et de politiques qui :

« (...) se réclament d'une conception volontiers militante de l'histoire, qui rapproche la fonction de l'historien de celle du procureur. S'inspirant de la théorie du totalitarisme à laquelle ils redonnent une seconde jeunesse, ils mettent l'accent sur la toute puissance du régime, insistent par priorité sur sa nature répressive et multiplient les comparaisons avec le nazisme pour mieux souligner les ressemblances et les continuités entre les deux régimes. Dénonciatrice, globalisante et politique, cette historiographie de la première heure fait du parti communiste est-allemand l'acteur principal sinon exclusif de l'histoire de la RDA ; elle envisage les quarante années de son existence comme un tout et cherche dans la politique et l'idéologie les explications en dernière instance de sa réalité. (...) Directement liée au contexte politique, idéologique et médiatique des années succédant immédiatement à l'effondrement de la RDA, l'attitude alors dominante trouve son expression dans les quatre qualificatifs alors forgés pour définir la RDA en tant qu'objet d'enquête : « l'ex-RDA » ; « la seconde dictature allemande » ; « l'Etat-SED » ; « l'Etat de non droit du SED ». »  
(François, 1999 : 340)

C'est également à cette période que l'ouverture des archives de la Stasi entraîne certaines révélations quant à l'identité d'anciens collaborateurs officieux qui jouaient alors un rôle important dans la vie du pays, soulevant des vagues d'indignation au sein de l'opinion publique.

Toutefois, avec le quasi achèvement du processus pénal d'épuration de la société est-allemande (condamnation des responsables, renouvellement des élites, contrôle de la biographie des anciens citoyens de la RDA), le débat sur le passé socialiste perd quelque peu de son caractère émotionnel et politique. La fin des années 1990 marque en effet un tournant dans le travail sur le passé de la RDA. Alors que commence à décliner l'intérêt pour une histoire de la RDA qui s'intéressait jusqu'alors principalement à son caractère dictatorial et répressif, le sentiment d'*Ostalgie* se fait jour dans la sphère publique et l'on constate l'apparition d'une identité est-allemande qui se traduit notamment par un vote important – au sein des nouveaux Länder – pour le PDS (parti héritier du SED). D'un autre côté, plus personne ne remet en cause la réunification « et le constat de la faillite politique, morale et

plus encore économique de la RDA fait l'objet d'un large consensus, favorisant par là même une appréhension plus distanciée et différenciée de la RDA » (François, 1999 : 341). De nouveaux aspects du passé est-allemand sont alors davantage investis, tels que la question de la culture et de la vie quotidienne. De manière générale, la prise de conscience des « limites d'une approche exclusivement politique de l'histoire de la RDA » et d'une recherche se basant essentiellement sur les archives de l'appareil d'Etat et de Sécurité ont poussé les « chercheurs et historiens à diversifier leurs approches, à complexifier leurs problématiques et à mieux prendre en compte les dimensions sociales et culturelles du passé est-allemand » (François, 1999 : 342).

Avant d'en venir à la question de la constitution d'une mémoire culturelle relative au passé est-allemand, que nous proposons d'aborder à travers le traitement de lieux emblématiques en regard de l'histoire communiste de Berlin, nous aimerions revenir sur les événements de 1989 et tenter de saisir la façon dont ces événements sont aujourd'hui perçus et interprétés par les Berlinoises (et Allemands) de l'Est et de l'Ouest.

## 2. REUNIFICATION ET CONSTRUCTION DE L'ALTERITE

### 2.1. La mise en récit de l'événement 1989

La chute du Mur a sans conteste débouché sur une rupture d'intelligibilité pour ses contemporains. Nous avons tenté de décrire l'automne 1989, qui englobe une première phase de la Révolution pacifique<sup>97</sup> et débouche sur la chute du Mur de Berlin, comme point d'orgue de l'extraordinaire série d'événements qui compose cette révolution citoyenne. D'une certaine manière, la chute du Mur est ce que l'on retient ; cet événement est (eu égard au Mur de Berlin comme symbole de la bipolarisation mondiale) l'image qui cristallise le mieux (pour les anciens pays du « monde libre », du moins) l'effondrement du monde communiste. Dans nos descriptions et analyses de la Révolution pacifique, nous avons évité d'interpréter l'événement comme un « surgissement » prévisible qui s'inscrirait « dans une perspective historique, une tradition culturelle, une logique sociale » (Bensa, Fassin, 2002 : 2). Certes, il convient d'exposer les antécédents de l'événement, de lui restituer son contexte, car cette démarche est indispensable à sa compréhension pleine et entière. Cela étant, l'événement ne peut être réduit aux structures qui l'ont précédé et qu'il remet en cause. L'événement comporte une part d'imprévisibilité, il correspond à une « rupture d'intelligibilité », à « une ligne de partage » qui « altère les rapports au passé et à l'avenir » et « [amorçe] des langages sociaux et sociologiques neufs » (Bensa, Fassin, 2002 : 7). Comme nous le rappelle Alban Bensa et Eric Fassin, c'est l'action qui « fait advenir l'événement » et « fend le glacié des routines » (Bensa, Fassin, 2002 : 7).

« En porte-à-faux avec les paroles et les gestes qui règlent habituellement la vie sociale, l'action inattendue, par sa violence même, fait de l'événement le point de bascule à partir duquel le monde et le temps semblent subitement devoir s'ordonner autrement. Le moment où un univers social se « convertit » en quelque sorte à l'événement sera ensuite inscrit à l'inventaire de l'histoire locale ou mondiale et des exploits de leurs héros. » (Bensa, Fassin, 2002 : 7)

L'événement de la chute du Mur, aujourd'hui inscrit dans l'imaginaire mondial, est largement mis en sens en même temps qu'il contribue, en retour, à l'intelligibilité du monde dans lequel nous vivons. Cet événement s'est d'abord constitué en « point de fusion historique

---

<sup>97</sup> Révolution d'un type particulier, qui a mis à rude épreuve la grille de lecture classique des révolutions mais qui fut cependant confirmée en tant que telle par nombre de chercheurs en sciences sociales.

où le présent dissout le passé et annonce un avenir nouveau », puis en point de rupture à partir duquel se définissent aujourd'hui un avant et un après (Bensa, Fassin, 2002 : 7). Il est possible d'appliquer à cet événement plusieurs cadres de lecture à l'intérieur desquels il va prendre des sens différents et complémentaires.

Lorsque l'on se place à l'échelle internationale, l'événement de la chute du Mur, parfois qualifié de « fin de l'histoire », marque la fin du monde tel qu'il existait avant, c'est-à-dire un monde bipolarisé, structuré par des rapports de force entre les pays socialistes et capitalistes. La chute du Mur signe l'effondrement du monde socialiste, la suprématie du modèle démocratique et libéral et l'avènement d'un monde multipolaire, déterminé par de nouveaux jeux de force entre Etats et instances supranationales et transnationales.

A l'échelle de la nation allemande, la chute du Mur signe la fin de la partition. Avec le Mur est emporté le stigmate qui faisait de l'Allemagne une exception au sein du concert des nations. De fait, la réunification revient, en Allemagne, à refonder la nation, ni plus ni moins ; une nation réunie et qui, par cette unité, accède à la normalité territoriale et politique. Du point de vue de la nation allemande, la chute du Mur constitue en effet une rupture d'intelligibilité qui, si elle ouvre de nouvelles perspectives à venir, n'en préfigure pas moins un rapport radicalement nouveau au passé. C'est sur ce postulat fondamental que se constituera la trame directrice des développements qui vont suivre. En Allemagne réunifiée, et plus particulièrement à Berlin, nous le verrons, un vaste travail de réévaluation des passés va s'amorcer, ayant pour objectif de combler de sens la nouvelle donne historique, politique, économique et sociale née de l'événement.

Enfin, un troisième cadre interprétatif serait celui du local, de la ville de Berlin à nouveau réunie. Cette réunion signe la fin de Berlin-Ouest en tant qu'îlot incarnant le monde libre au sein d'une « mer rouge », en même temps qu'elle signe la fin de Berlin-Est, capitale de la RDA, ville modèle en sa qualité de vitrine des avancées socialistes. Le choix de Berlin, en 1991, comme nouvelle capitale de l'Allemagne unifiée, suivi du déménagement d'une partie du gouvernement de Bonn à Berlin, amorce une entière réévaluation de la ville et de ses mémoires en vue de promouvoir une appartenance collective au sein de laquelle l'identité de la ville s'articule à celle de la nation. Pour la population berlinoise, en outre, la chute du Mur s'est soldée par l'irruption de l'autre dans l'univers du quotidien. Du point de vue humain, en effet, la nouvelle capitale est par excellence le cadre où les populations de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne doivent désormais composer avec leurs différences afin de créer les modalités d'un nouvel être ensemble.

En prenant comme point de départ l'événement de la chute du Mur nous chercherons, dans un premier temps, à pointer comment, chez les Berlinoises de l'Est, se construisent les récits individuels et collectifs sur cet événement. Dans cette partie, nous tenterons donc de comprendre comment l'événement 1989 renoue avec l'expérience des acteurs sociaux est-berlinois via les récits qu'ils en font. Il nous a semblé judicieux de présenter l'événement 1989 en tenant compte des catégories et périodes émanant du récit de nos informateurs afin de restituer à la fois l'unicité et la diversité des ressentis qui émanent de ces récits. Aussi, à l'instar de nos informateurs, nous rendrons compte de la période précédant la Révolution pacifique, de la Révolution pacifique en elle-même<sup>98</sup> et de l'après 1989. En suivant ces récits, qui délimitent plus ou moins clairement un avant, et, de manière plus précise, un pendant et un après, nous chercherons à saisir la façon dont les Berlinoises de l'Est<sup>99</sup> disent aujourd'hui cette ligne de partage du temps et de l'expérience qu'a constituée l'automne 1989. Cette restitution des récits de l'événement 1989 nous permettra de mettre à jour les différentes logiques de la mise en intrigue de l'événement, qui se déploient corrélativement à des tentatives pour redonner une intelligibilité à cette expérience individuelle et collective et donner corps à une appréhension du monde avant, pendant et après l'événement. Nous espérons également être en mesure de pointer certaines variations dans les récits de nos informateurs, sachant qu'elles peuvent être mises en relation avec une différence en termes de générations, de degré dans la participation aux événements, mais aussi une différence en termes de ressenti en regard de ce qui est parfois vécu comme une véritable rupture biographique.

---

<sup>98</sup> C'est-à-dire la période comprise avant et après la chute du Mur de Berlin, les deux phases de la Révolution pacifique n'étant pas clairement distinguées dans les récits que les Berlinoises de l'Est font de la *Wende* mais ce découpage semble cependant pertinent dans l'optique d'une meilleure compréhension de ces récits et de la manière dont ils s'articulent.

<sup>99</sup> Le choix de mettre en avant les récits est-berlinois (et est-allemands) de la *Wende* découle des contingences de l'enquête de terrain. D'une part, nous avons rencontré davantage de Berlinoises (et Allemands) de l'Est. D'autre part, les récits que ces derniers nous ont tenus au sujet de la *Wende* se sont avérés plus riches en détails et informations que ceux de leurs concitoyens de l'Ouest.



### 2.1.1. Mise en récit de la *Wende*<sup>100</sup> par un acteur est-berlinois de la Révolution pacifique

Nous commencerons cette analyse par l'exemple d'une mise en récit élaborée par un Berlinois de l'Est ayant directement participé aux événements de 1989<sup>101</sup> et s'étant investi dans les tables rondes qui se sont déployées à tous les niveaux de la société est-allemande suite à la chute du Mur de Berlin. Mais voyons tout de suite comment l'enquêté plante le décor, ou plus précisément comment il met en sens la rupture temporelle qui caractérise l'événement en procédant notamment par la description d'un *avant* la Révolution pacifique.

« La Wende était passionnante. C'est vraiment une partie fantastique de ma vie... Vraiment fantastique.... Par où commençons nous ? Au début de l'année 1989, j'ai discuté avec des amis et nous avons saisi que nous traversions des temps très, très ennuyeux. Il y a des gens de l'Est, il y a des gens de l'Ouest. Deux blocs qui se confrontent durement et rien ne se passe. On était tellement enfermé dans cette situation qui ne bougeait pas au point qu'on se disait : « Nos parents avaient au moins connu la Seconde Guerre mondiale, ils avaient au moins un peu d'excitation. » Dans notre monde à nous tout était statique. Rien ne bougeait. C'était à l'Ouest comme à l'Est. On pouvait aussi observer cette réalité dans les mouvements de jeunes, les *Grufties*<sup>102</sup> et cette musique dépressive, c'était ça. (...) Et là a commencé une époque très déprimante, où beaucoup d'amis sont partis à l'Ouest par la Hongrie... Par la frontière en Hongrie, en Tchécoslovaquie, Prague... Beaucoup d'amis à moi que j'étais à peu près sûr de ne jamais revoir, parce qu'ils avaient quitté la RDA de manière illégale, qu'ils ne pourraient plus jamais revenir tandis que moi-même, je n'avais pas le droit de voyager à l'Ouest. Enfin, je ne pouvais plus jamais revoir mes amis... J'en étais pratiquement certain et c'était une période très, très déprimante... » Steffen-Maria, 44 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

On le voit bien à travers cette introduction, l'enquêté construit sa narration de l'événement en cherchant au préalable à décrire un *avant*. Cet avant ne procède pas

---

<sup>100</sup> Signifie le Tournant, expression que l'on doit à Egon Krenz, qui prit la place de Erich Honecker à la tête du SED avant de démissionner en décembre 1989. Le Tournant désigne aussi bien les protestations, initiatives citoyennes et soulèvements populaires, qui eurent lieu entre mai 1989 et mars 1990, que la fin de la domination du parti en RDA, l'établissement d'une démocratie parlementaire et la réunification des deux Allemagne.

<sup>101</sup> Bien qu'ayant participé à la Révolution pacifique, cet enquêté ne se définit pas lui-même comme un opposant au régime.

<sup>102</sup> Les *Grufties* s'apparentent aux mouvements gothiques. Il s'agit d'un courant musical et esthétique caractérisé par une fascination pour ce que l'on pourrait appeler les aspects noirs de la vie. Le mouvement des *Grufties* coexistait, en RDA avec le mouvement *Punk*. Généralement considérés d'un mauvais œil par la police secrète, certains des membres de ces mouvances alternatives eurent à subir la répression (emprisonnement, isolation, interdiction de commencer ou de poursuivre des études, interdiction d'accéder au centre ville, notamment à Berlin).

directement d'une mise en cause du Régime de la RDA, de son refus de réforme, ni de la description de son caractère dictatorial, mais plutôt de la narration de l'expérience vécue (de la quotidienneté) de l'enquêté juste avant la Révolution pacifique.<sup>103</sup> On a donc ici le portrait de l'immobilisme de deux blocs, l'Est et l'Ouest, qui se font face sans que rien ne bouge. Cet immobilisme se traduit dans la quotidienneté par une sensation d'enfermement (que l'interviewé généralise aux deux parties de l'Allemagne), une atmosphère pesante d'ennui et de statisme dont l'expression serait par ailleurs à chercher dans des mouvements musicaux et des styles noirs, désabusés et « *dépressifs* » de cette période de la fin des années 1980. Puis le changement commence à se faire jour avec l'exode d'une partie de la population vers l'Ouest, en passant par les ambassades ouest-allemandes de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie. A ce moment du récit, la grande histoire croise l'expérience vécue de l'enquêté et cette exode de centaines de milliers d'anonymes se transforme en la perte d'amis passés à l'Ouest dont on se demande si on les reverra un jour. Notons au passage l'évocation de l'interdiction de voyager qui pesait sur notre informateur. Précisons ici que Steffen-Maria fut privé de la possibilité de faire des études et de voyager en raison de relations qu'il avait entretenues avec des amis polonais membres de *Solidarnosc*.

Ainsi, le décor est-il planté, l'exposé d'un avant caractérisé par l'immobilisme et par l'ennui permet à l'interviewé d'entreprendre ensuite le récit de la *Wende*, période qu'il considère rétrospectivement comme « *une partie fantastique de sa vie* ».

« Oui, et en fait, après c'était parti, avec la protestation (rires), avec les meetings, avec les réflexions sur ce qu'on pouvait faire. Oui, jusqu'au grand Nouveau Départ'89 du Nouveau Forum. Il s'appelle Nouveau Départ'89. C'est une poignée d'intellectuels qui l'a écrit et fait circuler. (...) Et là vint cette... C'est une feuille. Nouveau Départ'89... Et qui commençait par ces mots « Nous croyons que la relation entre l'Etat et la population est rompue ». Et ils appelaient simplement à réfléchir, à dialoguer, ou alors par le bas... A la réforme, la liberté de presse, la liberté de voyager... Les besoins fondamentaux, enfin les droits fondamentaux, que vous avez, vous, de naissance (rires). Non ? C'est toujours si difficile de raconter une telle chose de manière à ce que les gens puissent suivre. Vous en France, vous êtes tellement fondamentaux avec ces droits, vous avez grandi avec les Droits de l'homme... Plus qu'en Allemagne, pas vrai ? Et donc les gens voient ça de manière un peu bizarre – « Oui, mais enfin

---

<sup>103</sup> L'enquêté est né en 1963, son expérience de la RDA est marquée par la réalité du Mur. Pour les générations nées après l'édification du Mur, l'adhésion aux modèles de vie proposés par l'Etat est-allemand est davantage vécue comme une contrainte du fait de la présence du Mur et des difficultés à obtenir une autorisation de voyager. Cette génération est, à la différence des précédentes, moins encline à l'enthousiasme idéaliste et à la participation active à la construction du socialisme. Les individus nés après 1961 n'ont, contrairement à leurs parents, pas eu la possibilité de choisir de demeurer sur le territoire de la RDA (Schneider, 2001).

c'est quand même normal ?! » Ce n'était pas normal. Et là-dessus beaucoup de gens sont entrés dans le mouvement, ont signé l'appel. Et ce fut la première fois, que des gens normaux ont dit publiquement « on est pour ». Et ils ont signé, ils ont écrit leurs noms et leurs adresses... Oui, documenté... oui, ils pouvaient être emprisonnés pour ça. Chacun a compté avec cette éventualité, l'éventualité qu'ils pouvaient être emprisonnés parce que leurs noms et leurs adresses figuraient sur l'appel. » Steffen-Maria

Le passage ci-dessus est intéressant à plus d'un titre et nous renseigne sur plusieurs points. Tout d'abord, le récit semble s'accélérer. Le départ de cette accélération du temps et de l'intensification de l'expérience vécue est lancé par les paroles : « *c'était parti* », qui annoncent la projection de l'enquêté dans l'action « qui arrache ses protagonistes à une situation, à un contexte, à une temporalité » routiniers (Bensa, Fassin, 2001 : 8). Événement dans l'événement, le Nouveau Départ'89 (*Aufbruch'89* – voir annexe n°5), est un appel lancé à la population de RDA par « un rassemblement d'intellectuels, de scientifiques et d'artistes » au début de l'automne 1989 (Winkler, 2005 : 868). Cet appel rencontra un écho très puissant et suscita l'émergence, au sein de la sphère publique, d'autres groupes de la société civile qui firent entendre leurs revendications et leurs aspirations à se constituer en associations ou en partis politiques. Précisons en outre que tous les groupes ou citoyens avaient la possibilité de participer à cette plate-forme démocratique, particularité que souligne d'ailleurs avec enthousiasme l'enquêté : « *De la femme de ménage, en passant par le plombier, l'académicien, le médecin... Vraiment, tous sur le même radeau, complètement mélangés !* ». Cet appel augure donc une succession de discussions et d'efforts en vue de la transformation de la société est-allemande et convertit un temps morne, fixe et « ennuyeux » en une période passionnante.

Apparaît alors en filigrane la difficulté de communiquer cette expérience à ceux qui ne l'ont pas vécue. Les propos de l'enquêté traduisent l'inquiétude de ne pas être entièrement compris, de ne pas pouvoir transmettre ce « régime de l'extraordinaire » des événements de l'automne 1989. C'est pour cette raison qu'il procède à quelques mises au point pour ceux qui, ayant « *grandi avec les Droits de l'homme* », ne peuvent se figurer la réalité d'individus contraints par un régime de nature dictatoriale.

Enfin, avec l'adhésion de nombreux citoyens à l'appel du Nouveau Forum, semble poindre l'affirmation d'une dignité retrouvée (Chazel, 2002), celle de ces « *gens normaux* » sortant de la sphère du privé pour exprimer publiquement leur désaccord avec le régime et « *décider de [leurs] propres vies* », quitte à courir le risque de se faire emprisonner. Cette dignité retrouvée est par ailleurs largement soulignée par notre informateur et constitue un

aspect central du récit. Il est question à plusieurs reprises d'une population qui « *se révolte* », qui « *n'a plus peur* », qui « *ne veut plus* », toutes ces formules figurant le « moment intense de l'expression de la « société civile » », ce « *moment très fort* » qui caractérise les soulèvements populaires de l'automne 1989 (Chazel, 2002 : 201).

« Oui, et puis il y a eu les grandes manifestations, ça a commencé en parallèle des manifestations du lundi à Leipzig. Et jusqu'au 7 octobre, 7, 8, 9, octobre dans toute la RDA, cette révolte s'est amplifiée, parce que c'était vraiment une révolte. Mais pacifique ! Il n'y avait pas de violence ! (...) Et la population est devenue toujours plus ouverte. Enfin, elle a simplement déclaré : « Non, on ne veut simplement plus continuer comme ça. Nous n'avons plus peur ». Et ça, ça a été un moment très fort. Et là, se sont constitué les Tables rondes, auxquelles j'ai directement pris part, enfin au sein desquelles j'ai travaillé. C'était très intéressant, de pouvoir vivre cela... C'était vraiment de la politique directe... Donner forme à une politique... (...) Il n'y avait pas de majorité. Il y avait autant de voix que de participants. On devait trouver des compromis ! (...) Mais c'était vraiment une façon incroyablement passionnante de faire de la politique, de donner forme à une politique. Et cette Table ronde, il y en avait jusqu'au plus petit niveau. Partout, on a discuté. Quand quelqu'un voulait aider... On pouvait être partenaire avec la police, le pouvoir étatique, enfin, si la police avait dit « on peut vous aider ? ». Alors on aurait répondu « OK, aide nous, mais on ne fait pas ça tout seul, on le fait avec vous, tous ensemble. » (...) Toute la société, c'était tellement politisé. Les gens au travail ont regardé la télé et ont suivi les débats politiques... au travail ! Pas de soap, pas... d'émission de musique. Ils ont suivi les débats politiques. (...) C'était très politisé. Chacun voulait savoir, comment ça continuerait, ce qui se passait, ce qui se passait avec les gens qui étaient au pouvoir, comment ça se passait avec nous. Il n'était pas question de jugement, il n'était absolument pas question de jugement. » Steffen-Maria

La deuxième phase de la Révolution pacifique est, nous l'avons vu, marquée par la participation des groupes d'opposition au pouvoir et l'impératif de la sortie de crise après la chute du Mur. Bien que l'enquêté ne fasse pas directement référence à la chute du Mur, le découpage de la Révolution citoyenne est nettement identifiable. Il est d'ailleurs intéressant de constater que la référence au 9 novembre n'apparaisse pas dans le récit de l'interviewé. Peut-être cet événement a-t-il moins de signification, à ses yeux, que les manifestations qui l'ont précédé. La description de ces manifestations<sup>104</sup> constitue le point d'orgue, dans le récit, avant le basculement dans la deuxième période de la révolution citoyenne. Elle vient illustrer la traduction en acte de la dignité retrouvée dont il a été question plus haut. Les manifestations sont le signe, l'expression visible de cette réappropriation de la parole, dans la sphère

---

<sup>104</sup> Ainsi que la référence aux manifestations du lundi à Leipzig.

publique, par les citoyens.<sup>105</sup> Ces révoltes sont par ailleurs non violentes. Cela a également son importance pour l'enquête. De par cette dimension pacifique, les manifestations de l'automne 1989 sont aussi l'expression d'une conscience citoyenne qui revendique le changement mais repousse la violence qui accompagne habituellement les actes révolutionnaires. En réalité, les deux phases de cette Révolution pacifique ont été vécues avec une telle intensité par l'interviewé qu'il en occulte l'événement de la chute du Mur, pourtant construit par les médias occidentaux comme l'un des événements majeurs de l'effondrement du « monde communiste ».

En second lieu, il convient de préciser deux autres thématiques qui émanent du récit auquel nous nous intéressons : d'un côté, celle de l'intérêt, qui semble gagner la société est-allemande toute entière, en regard des changements en train de s'accomplir, et de l'autre, la volonté de réconciliation qui émane des participants aux Tables rondes. De la combinaison dans le récit de ces deux thématiques ressort l'impression que toutes les sphères de la société sont comme engagées dans le mouvement de l'histoire qui s'accomplit dans le temps intense et émotionnellement marqué de l'événement. Soulignons ici que cette dimension émotionnelle, qui caractérise l'événement et « résulte de la conversion réciproque de l'individuel et du collectif », imprègne tout le récit de l'interviewé (Bensa, Fassin, 2001 : 7). Le ton et le rythme de la narration, ainsi que les nombreuses exclamations qui ponctuent le récit, traduisent l'émotion ressentie au moment des faits et sa réactualisation via le récit. Ainsi, c'est toute la société qui est « *politisée* », qui « *discute* », le temps paraît alors suspendu dans l'attente d'une solution à la crise politique et économique que traverse la RDA.

La deuxième thématique, celle de la réconciliation, fait écho à celle d'un engagement total du corps social dans le changement. Tous les citoyens, quels qu'ils soient, sont appelés à prêter main forte aux individus réunis autour des Tables rondes. Ainsi, l'aide des « *policiers* » et des membres de l'Etat est elle aussi souhaitée. La Table ronde « correspondait [en effet] à un souhait profond de l'opposition : l'établissement d'un « dialogue » réel avec le régime », témoignant de la volonté de réconciliation qui émanait des groupes oppositionnels. Par ailleurs, la forme et le fonctionnement des Tables rondes révèlent une conception très horizontale de la démocratie à laquelle chacun est censé participer. « Vision éthique et pédagogique de la démocratie » (Chibret, 1995 : 813), d'une part, et volonté de réconciliation, de l'autre, constituèrent les principes de ces forums citoyens en vue d'intégrer l'ensemble de

---

<sup>105</sup> A ce propos, il est souvent fait référence à cette réappropriation de la parole dans la sphère publique via notamment l'évocation des pancartes des manifestants, dont les interviewés citent assez régulièrement les slogans.

la société est-allemande à un projet commun. Précisons ici que le projet mis en avant par la Table ronde s'apparentait à une *Troisième voie*, une alternative entre le socialisme d'Etat et le capitalisme. Dans cette optique, la RDA restait un Etat indépendant et réalisait une transition en douceur vers un Etat de droit démocratique et une adhésion à l'économie de marché. Les membres de la Table ronde visaient à instaurer une « société solidaire » dans laquelle « la paix et la justice sociale, la liberté de l'individu, la libre circulation de tous [et] la préservation de l'environnement [seraient] assurées ».<sup>106</sup> Cette *troisième voie* représentait une alternative à l'adhésion pure et simple de la RDA à la RFA, ou, pour reprendre les idées de l'appel « Pour notre pays » (voir annexe n°6), à une *confiscation* de la RDA « par la République fédérale, si puissante économiquement » (Winkler, 2005 : 893). Mais voyons maintenant comment l'enquêteur interprète la sortie de crise, la dissolution des Tables rondes et la victoire d'une stratégie d'unification monétaire et politique rapide des deux Allemagne.

« (...) les Occidentaux étaient alors en pleine stagnation... Comme les Orientaux. C'était les blocs, ils devaient se libérer pour la première fois. Et autrefois ils ne le voulaient pas, pour eux ça allait mieux. Ils voulaient être... ne pas abandonner ce qu'ils possédaient. C'était simplement confortable, et l'homme de base est simplement paresseux et aime son confort. Et quand il doit se bouger... Eh bien il essaie tout de suite de l'empêcher, comme ça se passe souvent. Et c'était les Occidentaux, parce que les Occidentaux étaient plus riches. L'Occident était le vainqueur et il pouvait dire « Non, nous, on ne veut pas se bouger ». Et c'était complètement normal – on ne peut pas dire que c'était dégueulasse, on ne peut pas dire : « Hé, vous êtes mauvais, vous êtes détestables. Vous êtes les Besser-wessis<sup>107</sup> » ou quelque chose comme ça. Si les rôles avaient été inversés, ça aurait été exactement comme ça. Les hommes sont comme ça... malheureusement. Et avec ça, tout a été réglé. Les élections ont eu lieu, elles devaient normalement avoir lieu en octobre 1990. (...) Les élections eurent lieu le 17, 18 mars 1990. Et là, on a simplement annulé la Table ronde et tous ces forums de discussions. Et là on pouvait dire « OK, maintenant c'est la légitimation politique, on n'aura plus rien d'autre. » Et là on est à nouveau dans les blocs. On a encore essayé pendant longtemps de maintenir des petits forums ou quelque chose du genre, mais bon... A partir de ce moment la machine fonctionnait. Enfin, je vois ça vraiment comme une machine politique, bien rôdée pendant 40 ans, et maintenant 50 ans ou 60 ans. Chez vous en France, ça fait encore plus longtemps, depuis 1789 en fait (rires). C'est une machine qui fonctionne, et elle fonctionne bien. Mais à travers le confort elle est... rôdée. Il n'y a plus de possibilité de changement. Et la société existe en réalité à travers le changement. Là c'est passionnant, c'est

---

<sup>106</sup> Passage de l'appel « Pour notre pays », diffusé le 26 novembre 1989 par des intellectuels et artistes de RDA.

<sup>107</sup> Jeu de mots fondé sur la proximité phonétique de *Besser-wisser* (Monsieur je sais tout) et *Besser-wessis* (les Allemands de l'Ouest qui savent tout mieux que tout le monde).

grisant, là, il peut se passer quelque chose. Sinon, c'est ennuyeux. Et là, ceux qui ont gagné, c'est ceux qui restent assis devant la télé et qui mangent des chips (rires). » Steffen-Maria

L'interprétation que donne l'interviewé de la réunification soulève plusieurs points intéressants. Tout d'abord, il fait référence au plan avancé par certains groupes oppositionnels d'une réunification via un rapprochement réciproque des deux Allemagne, impliquant des réformes au sein des deux Etats en vue de favoriser une plus grande justice sociale et la préservation de l'environnement.<sup>108</sup> Le processus de réunification, conçu comme tel, c'est-à-dire sur le long terme, est interprété comme une chance, pour les deux Allemagne, de donner jour à un Etat plus juste, plus démocratique, et plus soucieux des grands enjeux écologiques. On constate par ailleurs que l'enquête occulte partiellement la volonté populaire des Allemands de l'Est, qui s'est exprimée par le vote du 18 mars 1990, d'une résolution de la crise via une unification rapide et une accession de la RDA au régime social, économique et politique de la RFA.<sup>109</sup> L'échec des réformes communes visées par la Table ronde est ici imputé à l'autre Allemagne et à tous ceux, qui, bénéficiant d'un certain « *confort* », ne voulaient pas « *se libérer* » au risque de devoir « *abandonner ce qu'ils possédaient* ». Mais cela souligne également autre chose, qui apparaît en filigrane dans le récit, et qui correspond à l'idée d'une non prise en compte des apports de l'Allemagne de l'Est, de ses avancées en matière sociale notamment, dans le projet commun d'une Allemagne unifiée. Les élections du 18 mars marquent la fin de l'activité de la Table ronde et signent le choix d'une unification rapide et d'un retour à la « *légitimation* » d'une « *machine politique* » « *bien rôdée* »<sup>110</sup>.

Ce qui est extrêmement étonnant ici, c'est la manière dont se boucle le récit, car il se boucle réellement par ce retour à la thématique du *bloc* que l'interviewé évoque au début de sa narration, ce qui a pour effet de faire de l'avant et de l'après Révolution, deux périodes qui, finalement, ne sont pas dissociables aux yeux de l'enquête. Le retour à un « *bloc* », à une situation que caractérisent l'ennui et l'immobilisme s'oppose à la période exaltante des soulèvements populaires et de l'espoir révolutionnaire. Pour l'enquête : « *la société existe en réalité à travers le changement* ». Le retour à une forme étatique classique correspond à une

---

<sup>108</sup> Cette option de la réunification, notamment mise en avant au sein des tables rondes, aurait été possible via l'application de l'article 146 de la Loi fondamentale ouest-allemande, qui prévoyait l'abandon de la Grundgesetz au profit de la rédaction d'une nouvelle Constitution considérée « comme décision définitive émanant du peuple allemand et portant sur l'avenir de l'Etat » (BVerfGE (Décision de la Cour constitutionnelle fédérale), no 5/85, 1956, p. 127).

<sup>109</sup> Selon l'article 23 de la Loi fondamentale.

<sup>110</sup> Ce thème du retour à la légitimation peut-être rapproché de l'interprétation que fait Borneman des élections du 18 mars et du 2 décembre 1990. D'après lui, la fonction de ces élections fut en partie cérémoniale ; il s'agissait en effet de légitimer « le nouveau système de règles, les principes de domination dans le nouvel ordre symbolique, permettant au capitalisme d'entreprise de travailler en tandem (...) avec les institutions politiques libérales et démocratiques. » (Borneman, 1992 : 319).

atténuation de la prise de parole des acteurs sociaux dans la sphère publique, à un retour aux normes et à la fin d'une période exaltante. Ici, l'événement 1989 a été vécu avec une telle intensité que les périodes de l'avant et de l'après finissent par se confondre dans le temps homogène de l'ennui et de l'immobilisme.

### 2.1.2. La *Wende* comme rupture biographique, mise en récit d'un événement vécu comme un traumatisme par une Berlinoise de l'Est

Nous aborderons ici le récit d'une Berlinoise de l'Est pour qui la chute du Mur correspond à une véritable rupture biographique. Précisons d'emblée que l'enquêtée est la fille d'un ancien cadre de la Stasi qui travaillait au siège du ministère de la Sécurité d'Etat allemand à Berlin, dans les locaux de la *Ruschestrasse*, dont une partie est aujourd'hui convertie en Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* (quartier de *Lichtenberg*). A l'instar de ce que nous avons abordé plus haut, l'interviewée commence son récit par l'évocation d'un avant où transparaissent ses souvenirs d'enfance, sa vie de famille, le tout baignant dans une atmosphère de bonheur, d'insouciance et de sécurité.

« J'ai grandi dans une maison où... Enfin, mon père, par exemple a lui même travaillé là-bas en tant que cadre et je n'ai moi-même pas d'expérience négative à ce sujet, je dirais plutôt qu'elles sont positives. (...) Ce qui est sûr, c'est que leur place était confortable en RDA, c'est tout à fait normal. Je n'ai jamais fait de mauvaise expérience. (...) Je suis parfois très incertaine quant à ce que je dois croire et en fait je suis toujours très... Très prudente. Parce que je connais personnellement des gens qui ont travaillé à la Stasi et qui sont très sympathiques, intelligents. Ce sont des gens honnêtes, humains et je sais, je suis vraiment convaincue qu'ils n'auraient jamais fait de mal à quelqu'un. Il y a des gens qui ont fait le mal, je le sais, ça a existé et je trouve cela très grave. » Ania, 37 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Cet avant est marqué par l'expérience « *positive* » d'une enfant entourée du cercle d'amis de ses parents, des individus « *sympathiques, intelligents* », « *honnêtes et humains* ». Ici, tout un ensemble de valeurs sont déclinées par l'interviewée pour caractériser le milieu social dans lequel elle évoluait avant la chute du Mur et la réunification. À la sémantique du vrai, du savoir et de la conviction, employée par l'enquêtée pour parler de gens qu'elle connaît « *personnellement* » – et pour lesquels elle est « *vraiment convaincue qu'ils n'auraient jamais fait de mal à quelqu'un* » – s'oppose la sémantique de l'incertitude, du flou (« *il y a* », « *ça a existé* ») pour parler « *des gens qui ont fait le mal* ». Le tableau que nous



brosse l'interviewée est celui d'une enfance heureuse, peuplée de gens de valeur, mais il relève aussi d'une construction manichéenne de la réalité dans laquelle des gens « *honnêtes et humains* » sont résolument distingués et mis à distance de ceux « *qui ont fait le mal* ». On le voit, l'enquêtée met au point une stratégie discursive dans laquelle le bien (son environnement familial et social) est mis en contraste avec le mal, le vrai (son expérience, ses représentations, son monde de valeurs) avec le faux. Mais intéressons nous maintenant au récit que l'interviewée fait de la *Wende*.

« Pendant la dénommée *Wende*, je n'étais pas à Berlin mais dans une caserne, je faisais mon service militaire, je ne pouvais pas sortir. (...) c'était un temps difficile et j'étais en même temps tellement incertaine... J'avais peur du futur, je m'en rappelle. On sentait le mécontentement des gens. J'avais moi-même remarqué que des choses problématiques étaient de plus en plus débattues et j'ai tout simplement compris que ça n'allait pas. Ça n'avait pas fonctionné, je l'avais remarqué. Et à partir de ce moment là je ne savais pas si ce qui allait advenir serait bon, si on allait finir pas résoudre les problèmes, j'étais assez septique quant à l'issue des événements, je m'en souviens... C'était comme si le monde était en train de s'effondrer... (...) Par exemple, la centrale de la Stasi dans la *Ruschestrasse*, je savais qu'il y avait là-bas les soi-disant mouvements citoyens, qu'ils avaient occupé les bâtiments, pris possession des bureaux et archives, qu'ils jetaient les dossiers, que c'était un véritable chaos. Et j'avais juste peur, parce que je ne savais pas ce qui pouvait arriver à mes parents. Ils n'étaient pas là-bas mais ils étaient quand même employés... enfin mon père... Je ne savais pas ce qui se passait avec nos amis, j'avais juste ces affreux messages par les soldats. Je ne savais pas si mes parents étaient toujours à l'appartement, j'avais juste peur. Et je me souviens que j'étais complètement incertaine parce que je ne recevais pas d'informations de la maison, de mon père, des amis. C'était très grave en fait et aussi inquiétant. » Ania

Par contraste avec ce que nous avons pu voir dans l'analyse précédente, les deux phases de la Révolution pacifique sont plus difficilement identifiables. L'interviewée n'est pas sur place au moment des événements, et les échos qu'elle en a sont le fait des discussions entendues dans la caserne de laquelle elle ne peut pas sortir. Son récit de l'événement s'apparente plutôt à une ambiance, à un ressenti, qu'à la description de faits concrets. Là encore, le vocabulaire est assez vague « *On sentait le mécontentement des gens* », quelque chose « *n'allait pas* », « *ça n'avait pas fonctionné* », l'interviewée semble tirer ses informations d'une rumeur imprécise qui circule de bouche à oreille entre les soldats, ce qui confère au récit une dimension quasi irréelle. La référence à l'invasion des locaux de la *Ruschestrasse* illustre un événement capital de la deuxième phase de la Révolution citoyenne,

lorsque les mouvements citoyens en appelèrent à la population afin de prendre le contrôle de la centrale de la Stasi (15 janvier 1990), voulant ainsi éviter que celle-ci se reconstitue de manière officieuse et détruise ses archives (Chazel, 2002). La sémantique utilisée pour décrire les événements de 1989 traduit l'incertitude, l'isolement et la peur face à un monde qui s'effondre littéralement. Dans ce récit, s'exprime l'angoisse de l'interviewée pour ses proches, famille et amis, au sujet desquels elle ne peut s'informer. Les sentiments d'incertitude font écho à une impression d'impuissance face à une série d'événements augurant de grands changements mais sur lesquels l'enquêtée n'a aucune prise. De par ses convictions, sa position sociale en RDA, mais également son éloignement au moment des faits, l'interviewée n'a d'autre choix que d'être la spectatrice « *inquiète* » et « *incertaine* » de ces changements.

« Mais c'était des temps difficiles... J'étais... C'était comme un film, c'était comme si je n'y étais pas réellement, comme si je regardais un film. Et donc à ce moment, lorsque j'ai pu aller à Berlin. Ces événements se sont déroulés en septembre, octobre et je n'ai pas pu retourner à Berlin avant février. A ce moment là tout me paraissait si étrange, j'étais dans un état étrange, tout était complètement différent, je me suis dit : « Mon dieu, que se passe-t-il ? ». Les gens dans le train parlaient de l'argent de l'Ouest et de ce qu'ils avaient acheté avec cet argent. J'étais là avec eux et je n'ai absolument rien compris et je me suis dit : « Mon dieu ! » Je ne comprenais pas ce qu'était cet argent et... Je ne comprenais vraiment pas et je me répétais encore et toujours : « Ô mon dieu, maintenant nous avons vraiment tout perdu et les gens ont vraiment vendu leurs âmes pour cet argent, pour 100 DM de l'Ouest, ils ont vendu leurs âmes et leurs valeurs ». C'était vraiment mon sentiment, j'étais seule, sans aide, en colère, je puis l'amertume. » Ania

Dans ce passage, l'interviewée narre son retour à Berlin et sa première confrontation à la réalité d'un monde effondré. Là encore, la thématique de l'irréel domine (« *C'était comme un film, c'était comme si je n'y étais pas réellement, comme si je regardais un film* ») et souligne cette absence de prise sur le cours des événements. L'enquêtée est la spectatrice impuissante de ce qui advient ; le monde, autrefois familier, se mue en un univers étrange auquel elle ne participe pas vraiment. Dans le train, elle entend les rumeurs de ce qui s'est passé quelques mois auparavant ; l'ouverture du Mur et l'accueil des Allemands de l'Est à l'Ouest, avec notamment l'argent de bienvenue (*Begrüßungsgeld*), dispensé par le gouvernement fédéral aux citoyens de RDA qui se rendaient de l'autre côté du Mur (voir annexes n°7). Peu à peu, l'interviewée réalise la portée des événements tandis que l'incompréhension et le sentiment d'étrangeté ressentis au départ font place aux sentiments de

« colère » et d'« amertume ». C'est un constat amer dont l'enquêtée nous fait part lorsqu'elle décrit cette scène dans le train et la brusque compréhension qui se fait jour, en elle, de la nouvelle réalité. Les expressions qu'elle utilise sont très fortes, les gens « *ont vendu leurs âmes et leurs valeurs* » pour l'argent de l'Ouest ; par cet acte, ils ont rejeté le monde de valeurs que l'enquêtée tenait pour le seul vrai, le seul juste. Par cet acte, ils ont précipité l'effondrement du pays et sa perte irrévocable.

« Quand je suis revenue à Berlin j'étais à l'abandon. Je savais que je n'avais plus à faire mon service civil. (...) Donc j'ai attendu de pouvoir reprendre mes études. On devait être au clair avec ça, savoir que les choses qu'on avait connues s'éloignaient, et qu'il fallait faire face à un monde nouveau... On devait se rendre à l'évidence. Ça, je peux bien m'en souvenir... J'allais faire des courses et si je voulais acheter des pommes je me retrouvais devant 10 sortes de pommes différentes et je me disais : « Comment peut-on vivre ainsi ? ». Et c'était... Tellement bizarre, tellement irréel... Oui... Mais de n'importe quelle façon on devait être au clair avec cela, on devait s'y résigner. (...) Ce que j'ai trouvé pitoyable, c'est d'entendre ces mouvements de citoyens ressasser combien tout était grave, combien la Stasi était mauvaise et combien ce système de la RDA était mauvais. Mais ils ont pleinement vécu pendant des années dans ce pays, ils y ont étudié, ils y ont eu une vie de famille, ils ont vécu comme tous les autres et soudain tout était si horrible et j'ai pensé que tout cela était si injuste, si malhonnête... Et les gens se sont faits licenciés à cette époque. À la centrale, ils ont été chassés de leur travail. (...) La situation s'est retournée si vite, c'était bizarre. Ça a pris tant de choses... (...) Avant, je savais que j'allais continuer à étudier, que j'allais finir mes études, que j'allais rencontrer quelqu'un, fonder une famille, tout était si clair. Et soudain, les choses n'étaient plus du tout claires... La vie à laquelle je me préparais (*sifflement*), perdue. J'ai pour ainsi dire vécu au jour le jour en me disant que je verrai bien ce qui adviendrait. » Ania

Ici, la sémantique de l'irréel et de l'étrangeté est une dernière fois mobilisée pour illustrer le rapport de l'interviewée au monde de l'Occident, dans lequel elle est désormais obligée de vivre, mais qu'elle ne peut se résoudre à accepter, ni même à comprendre. La scène du supermarché est de ce point de vue tout à fait révélatrice. Confrontée à la société de consommation de l'Ouest, l'enquêtée se demande « *Comment peut-on vivre ainsi ?* » et doute de la possibilité même de vivre dans cette société de profusion. A cette sémantique de l'irréel, s'oppose celle de la clarté, de l'évidence et de la résignation face aux transformations qui affectent la société et auxquelles il convient désormais de s'adapter. Revenue à Berlin, l'enquêtée est « *à l'abandon* », le monde qu'elle a connu et aimé n'est plus, ses anciens repères et valeurs ne lui sont plus d'aucune aide pour guider son action dans ce nouveau monde. Ce qui auparavant était si clair ne l'est plus du tout ; son avenir, autrefois tracé, n'est

plus sûr, la ligne de perspective s'est brisée et l'individu se retrouve seul à devoir décider de ses orientations professionnelles et du cours de sa vie. Le collectif et la sécurité qui caractérisaient l'ancienne société ne sont plus de mise en Allemagne réunifiée. Pour l'enquêtée, cela se traduit par une perte de visibilité sur le long terme, par la remise en question de ce qui, avant l'événement 1989, relevait de l'évidence : suivre des études, trouver un emploi et fonder une famille. La thématique de la perte est utilisée non seulement pour nommer un pays et un monde de valeurs perdus, mais aussi une « *vie* » perdue.

Enfin, cet effondrement et cette perte sont imputés aux mouvements citoyens, dépeints comme ceux qui ont trahi un Etat dans lequel ils ont pourtant « *pleinement vécu* », « *étudié* » et eu « *une vie de famille* ». Ces derniers sont en outre les responsables de cette rupture biographique que l'interviewée ne parvient pas à surmonter. La figure du manichéisme est une nouvelle fois convoquée pour souligner la malhonnêteté et l'iniquité de ceux qui sont à l'origine de la disparition d'un monde considéré comme juste, dans lequel les valeurs étaient plus authentiques et la vie possible. Le discours auquel nous avons affaire ici est marqué par l'amertume, la colère et un profond sentiment d'injustice. Le présent de l'enquêtée ne se dit qu'en regard de la rupture qu'a constitué l'événement 1989 et de la perte qu'il a engendrée. La narration est comme prisonnière des besoins de l'interviewée en termes de justification (qui se joue face à l'enquêteur, en l'occurrence une étrangère) et de mise en accusation. Le présent et le futur de l'enquêtée sont pris dans une rhétorique de la rancœur tandis que le passé est magnifié, tout entier contenu dans un mémoire qui semble se clore sur elle-même.

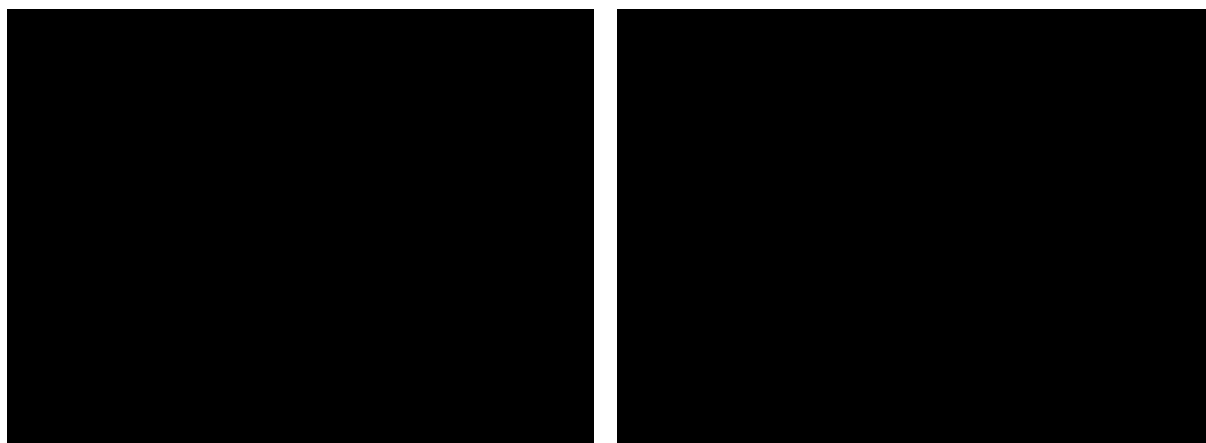
### 2.1.3. La mise en récit de la *Wende* par les acteurs/spectateurs de la Révolution pacifique à Berlin

Nous nous intéresserons ici à la façon dont les anciennes générations d'Allemands de l'Est, ayant aujourd'hui entre 50 et 70 ans et résidant à Berlin, perçoivent et racontent la Révolution pacifique. Il s'agit ici de traduire l'expérience collective de personnes non engagées dans les réseaux d'opposition, qui, par moment, participèrent aux manifestations, et qui, à d'autres moments, en furent les spectateurs. Nous espérons ainsi être en mesure de pointer la manière dont l'événement se construit collectivement après coup et de mettre à jour les logiques communes à ces récits au-delà de la diversité des expériences individuelles.

La plupart des Berlinoises de l'Est, issus des générations nées entre 1940 et 1967 et ayant résidé à Berlin en 1989, se souviennent de la Révolution pacifique comme d'un moment d'intense euphorie.

« Oui, la Wende était un temps formidable. Beaucoup d'euphorie, je dirais de l'euphorie, pendant plusieurs semaines l'euphorie régnait. On avait de l'espoir et on était plutôt heureux, en fait, que l'ancien système disparaisse. Parce l'ancien système était injuste. Et on était heureux de pouvoir y mettre fin et de construire quelque chose de neuf là-dessus. (...) Enfin, on était encore dans la période des manifestations, et là ça a été novembre à l'Alexander Platz, c'était un moment fantastique. Peut-être avez-vous vu des images de ces manifestations, les pancartes que les gens montraient alors et qui étaient très critiques à l'égard de la RDA et du socialisme ? Enfin... Et là, autrefois, sur ces pancartes, on pouvait lire l'avis des gens, on pouvait lire l'expression du peuple, et il y avait vraiment des choses importantes sur ces pancartes, « Stasi in die Produktion », ou des choses comme ça. » Ralph, 48 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

La *Wende* est généralement décrite comme un formidable élan d'euphorie, vécu aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest de Berlin, un moment d'intense émotion qui cristallise les espoirs de plusieurs générations. La description des manifestations illustre l'extraordinaire effervescence qui se propageait alors dans tout le corps social. Outre les manifestations, signe visible du soulèvement collectif de la population est-allemande contre le régime, il est souvent fait référence aux intenses discussions que la *Wende* a engendrées. En effet, la Révolution pacifique est généralement interprétée comme l'événement qui a « libéré la langue » et permis l'émergence, dans la sphère publique, de discours qui, par leurs franchises, prenaient le contre-pied des formes discursives bien déterminées de la parole officielle.<sup>111</sup>



**Figure 11 Exemples de pancartes et de slogans au moment de la Révolution pacifique (Musée de la Stasi *Normannenstrasse*).**

Ainsi la thématique de la dignité retrouvée d'une population qui sort enfin de la sphère du privé pour dire tout haut ce qu'elle pense émaille-t-elle les récits des interviewés. Les

---

<sup>111</sup> Sur ce thème, voir l'article de Christine Teichmann, « Dire la réunification allemande au quotidien », *Mots*, Année 1993, Volume 34, Numéro 1, p. 89-98.

pancartes sont à l'occasion évoquées pour souligner cette dimension de la parole retrouvée. Le fameux slogan « *Stasi in die Produktion* », lisible sur les pancartes des manifestants, constitue un motif récurrent dans les récits de la *Wende*. Ce slogan symbolise l'attitude de défiance des manifestants vis-à-vis d'une institution répressive qui avait toujours été crainte. Par ce slogan, les oppositionnels et les manifestants revendiquaient la dissolution de la Stasi et l'interdiction, pour les anciens cadres et officiers des services de la sécurité d'Etat, d'exercer des fonctions à responsabilité ou d'être en charge de postes dits sensibles au sein de la société (éducation nationale, police, justice, administration, etc.).

Chez la plupart des interviewés, la *Wende* reste un souvenir positif, marqué par l'émotion collective et l'espoir de construire quelque chose de neuf. L'événement 1989, tel qu'il est raconté par les enquêtés alternativement acteurs et spectateurs de l'événement, traduit également l'attente d'un avenir plus juste, dans lequel la démocratie, la liberté de penser et de voyager seraient garanties. Plus que tout autre chose, ces récits de la *Wende* expriment l'impression qu'un changement devenait possible et qu'il incombait dès lors à tous les citoyens de prendre part à sa réalisation. La *Wende* est donc majoritairement narrée à travers les registres de la joie, de la réappropriation de la parole, de la dignité et de la capacité d'action retrouvées. La chute du Mur, par ailleurs présente dans ces récits, est souvent évoquée à travers la fameuse conférence de presse donnée par Günter Schabowski, au cours de laquelle il annonça, par erreur, l'ouverture de la frontière interallemande.

« Et il y a eu cette intervention de Schabowski le soir à la télévision, il a dit que les frontières étaient ouvertes. Alors le jour d'après nous avons pris notre petite Trabant avec ma fille et nous sommes parties à l'Ouest. Vers Ku'Dam, tout le monde dansait, il y régnait une grande euphorie, les gens ressentaient une vive joie. On ne sait plus rien de tout ça aujourd'hui, on ne se souvient plus de cette euphorie, de ces espoirs, de ce que ça représentait à l'époque d'avoir fait tomber le Mur... L'état d'euphorie n'a pas duré longtemps, ça a tout de suite fait place aux problèmes... Et puis nous avons retrouvé nos proches de Berlin-Ouest, je me souviens avoir téléphoné à une amie le soir de la chute du Mur et de lui avoir dit « quand viens-tu me rendre visite ? ». Elle ne savait pas encore que le Mur était tombé et je lui ai répondu « Tu peux venir dès maintenant, il n'y a plus de Mur ». C'était incroyable comme situation... Mais aujourd'hui, tout ça s'est estompé... » Mariane, 67 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est

L'ouverture du Mur, et la possibilité de voyager dans la partie ouest de la ville sont généralement décrites comme quelque chose de « *fou* », d'« *incroyable* », comme si les mots manquaient toujours pour exprimer l'aspect extraordinaire d'une telle situation. Autre

anecdote très souvent rapportée ; la première expédition à l'Ouest relève de l'expérience collective. Tous les Berlinoises de l'Est que nous avons rencontrés au cours de notre enquête ont voyagé à l'Ouest de Berlin dans les jours qui ont suivi la chute du Mur, qui pour jeter un œil et satisfaire sa curiosité, qui pour faire des achats, qui pour visiter un proche. L'image des *Trabant* faisant la queue aux postes de frontière entre les deux Berlin est quasiment devenue une image d'Épinal qui dit la réunification par métonymie. Cependant, à Berlin, il s'agit d'une réalité vécue. L'interviewée, au volant de sa « petite *Trabant* », s'est ainsi rendue avec sa fille à *Ku'dam* (*Kurfürstendamm*), une avenue qui fut la vitrine du capitalisme ouest-allemand, avec sa succession de grands magasins et magasins de luxes, dont l'énorme *KDW*, équivalent, en Allemagne, des galeries Lafayette. La plupart des récits brossent le portrait d'une ville en liesse et dépeignent la joie des Berlinoises en train de se retrouver. Nombreux sont les informateurs qui avaient gardé contact avec des proches et amis résidant de l'autre côté du Mur et qui profitèrent de l'occasion pour leur rendre visite. Souvent, l'expérience du spectacle offert de l'autre côté est dépeinte par un vocabulaire qui évoque l'émerveillement des interviewés devant la couleur, la beauté et la propreté de Berlin-Ouest, comme ce passage d'entretien : « *Et là, c'était comme une exposition avec du verre par-dessus, tout était propre, coloré. Ma cousine vivait à Rudow, dans une maison qu'elle avait faite construire, tout était beau.* »<sup>112</sup>

Si les souvenirs de la *Wende* et de la réunification des deux parties de la ville sont éminemment positifs, l'aboutissement du tournant politique et économique est quant à lui évoqué en des termes qui traduisent des sentiments de déception. Dans l'extrait d'interview qui précède, Mariane fait référence à l'euphorie et à l'espoir provoqués par la *Wende* dont « *on ne sait plus rien aujourd'hui* ». Les espoirs déçus et les difficultés économiques liées à la réunification constituent le pendant négatif de la période de bonheur et de liberté retrouvée qui caractérise les premiers temps de la *Wende*.

« Lorsqu'on pense à la réunification, on se dit que les choses sont allées trop vite. On nous a enlevé tout ce qui constituait notre système, ce qui était positif au temps de la RDA. Je veux parler du système éducatif, de notre sécurité sociale, de la façon dont les enfants étaient pris en charge dans les crèches... Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il y a des préjugés contre les crèches, contre le fait de mettre les tout-petits dans les jardins d'enfants. Chez nous c'était normal, l'enfant avait quelques mois et on le mettait en crèche, ça permettait aux femmes de travailler et ce n'était pas un drame pour l'enfant. Mes deux enfants sont allés en crèche et ils ne s'en sont pas plus mal portés. (...) Je pense que les gens de l'Ouest ont nourri beaucoup de

---

<sup>112</sup> Barbäl, 66 ans au moment de l'interview, originaire de Berlin Est.

préjugés envers nous, envers notre façon de vivre, notre système. Mais c'est nous qui avons dû nous adapter à leurs habitudes, à leur pays etc. Du jour au lendemain notre Etat a disparu et nous nous sommes retrouvés dans un nouvel Etat, on a du s'adapter à une nouvelle administration, de nouvelles lois...» Mariane, 67 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est

Cet extrait d'entretien traduit l'impression, généralement commune aux interviewés, d'une réunification trop rapide qui s'est faite sans que soit pris en compte le potentiel humain et social de la RDA. La réunification correspond en effet à la disparition pure et simple d'un Etat. Avec lui, disparaissent les structures de l'ancien pouvoir, mais également une administration, un système scolaire et universitaire, un code du travail, un système de santé et de sécurité sociale, désormais amenés à être refondés sur le modèle ouest-allemand. Chez les femmes, en particuliers – tous âges confondus –, la question de l'égalité des genres au travail et de la possibilité de fonder et d'élever une famille « sans se poser de questions » – notamment grâce à la prise en charge des tout-petits par les jardins d'enfants – constitue un aspect du passé fortement idéalisé qu'il convient de relativiser quelque peu. On sait en effet que l'égalité homme/femme n'était pas pleine et entière, les femmes étant bien souvent amenées à effectuer des doubles journées de travail du fait du cumul « du travail salarié et des tâches domestiques » (Beranger, 1999 : 37). Cela étant, les politiques de RDA était plus favorables à l'intégration des femmes dans le monde du travail que les politiques ouest-allemandes, qui reposaient « sur la conception d'une femme mariée au foyer » et ne priorisaient pas « les dispositifs de garde des enfants » (et ce au niveau du *Bund* comme des *Länder*) (Beranger, 1999 : 37). Notons enfin qu'après 1989, ce sont les femmes qui furent le plus fragilisées par le démantèlement de l'économie est-allemande, puisqu'elles représentèrent assez « vite près des deux tiers des chômeurs » (Beranger, 1999 : 37). Ces dernières ont donc des raisons de regretter certains aspects de l'ancien système. En effet, ce dernier leur était favorable et leur offrait des motifs d'adhésion non négligeables au modèle de vie proposé par l'Etat socialiste.

Par ailleurs, la disparition de l'Etat et de ses structures s'est doublée de la mise au rebut de son ancien système de valeurs (se rattachant principalement aux idées de justice sociale, de solidarité et d'égalité), qui avait profondément imprégné les manières d'être et de faire des Allemands de l'Est. Plus largement, c'est l'impossibilité « d'apporter [sa] contribution personnelle à l'Allemagne unifiée » qui est exprimée par les enquêtés, ainsi que l'impératif qui leur était implicitement transmis de s'adapter aux normes de l'autre, sans que les leurs ne soient pour autant reconnues (Villmar, 2000 : 41-42). Enfin, les grandes



difficultés économiques traversées par la RDA après la réunification sont elles aussi immanquablement thématiques lorsque la question de la *Wende* est soulevée. Ainsi, cet extrait d'entretien qui traduit le malaise éprouvé par de nombreux anciens citoyens de la RDA face au démantèlement des administrations, entreprises et industries est-allemandes :

« Et je voudrais rappeler que dans le début des années 1990, peu après la réunification, quand la *Treuhand*<sup>113</sup> a été fondée et qu'elle a dû gérer les entreprises de RDA, il y a eu des milliers de personnes qui ont été licenciées, et en l'espace de quelques semaines, des services entiers ont été liquidés ou vendus, et il y a vraiment des milliers de gens qui se sont retrouvés au chômage, qui, pour certains n'avaient pas de qualification, mais vraiment... De quoi devenir fou... Vraiment, on peut le dire, c'est la moitié de l'économie d'un pays qui a été liquidée, et ça en l'espace de quelques mois. » Ralph, 48 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

On le voit bien à travers ces différents récits, les souvenirs très positifs de la *Wende* sont presque systématiquement contrebalancés par le vécu négatif de la réunification et la perte de repères provoquée par la disparition de la RDA. L'espoir d'accéder à la liberté et à la prospérité de l'Ouest se trouve déçu par la réalité d'un système qui ne garantit pas « l'égalité à l'arrivée, mais seulement l'égalité des chances » (Herold, 2005 : 9). Le lendemain de la Révolution pacifique est donc douloureux et lourd de désillusions pour beaucoup d'anciens citoyens de RDA. Ces derniers sont brusquement confrontés à l'expérience du chômage et de la précarité, conjointement à l'augmentation de la criminalité jusqu'alors plus ou moins contenue par le régime est-allemand. La soudaine obsolescence des institutions et du tissu des entreprises et industries, mais aussi du système de valeurs et des schèmes de comportements qui étaient propres à la RDA, provoque une sensation de perte de repères, l'impression d'être quantité négligeable dans la nouvelle Allemagne et le sentiment de devenir *étranger chez soi*. Soulignons enfin que ce phénomène d'ordre social, économique et politique, est doublé par un phénomène culturel, à savoir l'incursion de l'autre, à la fois familier et étranger, dans l'univers du quotidien, et ce plus particulièrement à Berlin.

« Il y a des gens, à l'Ouest, qui se sont intéressés à notre passé. (...) Ils ont dans l'idée que notre société était principalement une société de manque et d'oppression. Mais je ne vois pas les choses de façon si noire. La RDA n'était certes pas parfaite, mais j'y ai vécu toute ma vie, j'y ai élevé mes enfants et fait en sorte qu'ils réussissent tous les deux. Non, la RDA

---

<sup>113</sup> Organisme mis en place par la Table ronde et le gouvernement de RDA en février mars 1990 afin de réorganiser la propriété du peuple. Après l'unification monétaire, la *Treuhandanstalt* avait en charge la réorganisation et l'assainissement des entreprises est-allemandes en vue de les privatiser.

n'était pas si mauvaise... » Mariane, 67 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est

Avec la chute du Mur, les deux populations de Berlin sont désormais amenées à vivre ensemble et à partager le quotidien au travail, dans les espaces publics, voire dans la sphère du privé. Or, aux yeux des anciens Berlinoises de l'Est, les modalités de ce nouveau vivre ensemble se sont constituées à leur désavantage. Comme le note Stephan Herold à ce propos :

« C'est la première fois qu'un pays et tout ce qui en constitue les structures sont aussi rapidement, systématiquement, méthodiquement détruits pour être remplacés quasiment du jour au lendemain, sans la moindre concession pour les anciennes habitudes de vie, par le système de l'Etat voisin. » (Herold, 2005 : 3)

D'une part, les anciens citoyens de RDA ont le sentiment de devoir s'adapter aux normes ouest-allemandes sans que leurs « anciennes habitudes de vie » soient prises en considération. D'autre part, les Berlinoises (et Allemands) de l'Est se sentent de plus en plus soumis à un jugement de valeur porté sur leur passé, et au-delà, sur leurs parcours biographiques.

La période qui suit le tournant économique et politique est en effet caractérisée par un processus de délégitimation de la RDA – désormais estampillée « deuxième dictature allemande » – qui va être impulsé par certains membres des groupes oppositionnels<sup>114</sup> et relayé par les politiques publiques de la mémoire. Les dimensions répressives et contraignantes du régime sont alors soumises à examen, la RDA est définie comme Etat de non droit et les citoyens des nouveaux Länder sont implicitement invités à faire leur examen de conscience et à se poser la question de leur responsabilité dans la perpétuation d'un tel régime (phénomène renforcé par certaines campagnes de délégitimation qui visaient les intellectuels en vue de la RDA et par le processus de purification du corps social est-allemand). L'idée selon laquelle les Allemands de l'Est représentaient la population la moins favorisée des deux Allemagne, et qu'il fallait se montrer solidaire à leur endroit – idée qui avait prévalu en République fédérale pendant des décennies – s'estompe au fur et à mesure que les difficultés économiques s'aggravent et qu'Allemands de l'Est et de l'Ouest font l'expérience des différences culturelles et sociales qui continuent de les maintenir séparés.

Le poème qui suit est extrêmement significatif de ce point de vue. Il s'agit de la réponse d'une enquêtée de Berlin-Est (Ingetraut) à sa belle-fille, originaire de l'Ouest. Cette

---

<sup>114</sup> Notamment à partir de l'ouverture des archives de la Stasi.

dernière aurait déclaré sans ambages à ses beaux-parents que le socialisme était désormais révolu et qu'il convenait dorénavant de « se mettre *réellement* au travail ».

**La petite différence** (voir annexe n°8)<sup>115</sup>

Au lieu de s'encombrer avec le **nouveau système économique**, nous bénéficions du **marché libre économique**.

Au lieu de s'engager pour le **programme du Parti**, nous percevons un **programme d'aide pour les Allemands de l'Est**.

Au lieu d'être svelte du fait d'un **régime alimentaire marqué par le manque**, nous avons le **ventre bien rempli et vivons dans la prospérité** que nous apporte un paysage fleurissant.

Au lieu de cimenter l'**alliance avec les pays frères**, nous bouclons l'**Alliance pour le travail**.

Au lieu de se soucier de l'**accomplissement continuels de plans**, nous attendons que la **conjoncture** soit favorable.

Au lieu de bachoter le **travail socialiste pendant le jour du Parti ou à l'école**, nous faisons l'expérience de la **requalification** et du **perfectionnement**.

Au lieu de satisfaire aux mesures prises dans le cadre de la **compétition socialiste**, nous nous réjouissons maintenant des **mesures de réinsertion des chômeurs et d'ajustement structurel**.

Au lieu de se battre pour le titre de **collectif de travail socialiste**, nous pratiquons le **Brainstorming** et le **travail en équipe**.

Au lieu de craindre les **méthodes du Parti**, nous encourageons le **harcèlement moral**.

Au lieu de faire des **promesses solennelles au Parti et à l'Etat**, nous devons aujourd'hui faire nos **déclarations de revenus**.

Au lieu des **primes de fin d'année**, nous claquons les **dividendes de l'assurance chômage**.

Au lieu de faire la queue pour **des oranges ou des tomates**, nous allons à la **chasse aux prix bas**.

Au lieu d'être construit dans la **transparence**, notre avis est maintenant construit sur des **pancartes publicitaires**.

Au lieu d'une **presse locale** insignifiante, on trouve maintenant une pile de **papiers colorés** dans nos boîtes aux lettres.

Au lieu de collecter les **point Sero**<sup>116</sup>, nous collectons aujourd'hui les **points pour la retraite**.

**Nous espérons, chère Erika, que tu en as suffisamment appris de ce petit texte**

L'auteur de ce poème s'est retrouvée sans emploi à la suite de la disparition du service dans lequel elle avait toujours travaillé. Elle a bénéficié d'une formation de requalification, ce qui lui a permis d'occuper un poste similaire au précédant, et de continuer à travailler avant d'atteindre l'âge de la retraite. Son mari a connu la même expérience, mais a été réemployé dans un des services du BStU où il était en charge de la gestion des dossiers de la Stasi en vue des les rendre accessibles aux anciens citoyens est-allemands.<sup>117</sup>

<sup>115</sup> Ce document a été rédigé et nous a été donné par Ingetraut, 62 ans au moment de l'interview, originaire d'Allemagne de l'Est.

<sup>116</sup> Abréviation de *Sekundärrohstofffassung*, il s'agissait de points obtenus pour la collecte des matières premières destinées à être recyclées.

<sup>117</sup> Son travail consistait à filtrer les dossiers personnels (effacer les noms de tierces personnes n'ayant pas de rapport direct avec le destinataire du dossier) afin qu'ils puissent être consultés par les anciens citoyens qui furent l'objet de surveillance de la part des services de la Stasi.

A la lecture de ce poème, on a l'impression que l'écroulement de l'ancien système n'a abouti qu'au remplacement d'anciennes injustices par de nouvelles formes d'inégalité sociale. L'ancienne société ne semble pour autant pas être regrettée, et l'interviewée, qui sait pertinemment à qui elle s'adresse, ne trace pas un portrait complaisant de la RDA. Avec parfois beaucoup d'ironie, elle brosse le portrait d'un Etat autoritaire dans lequel les domaines économique et politique étaient intrinsèquement liés et les travailleurs forcés de se fondre dans le moule uniformisant du collectif dans le cadre de l'émulation socialiste et de « *l'accomplissement continuels de plans* » économiques. La critique faite à l'endroit de l'Allemagne réunifiée porte essentiellement sur les caractéristiques de l'économie de marché. Ainsi l'omniprésence de la publicité et le raffinement des techniques de marketing, l'existence du chômage et de la précarité, l'individualisme comme norme de comportement et l'atomisation sociale qui en résulte, sont perçus comme de nouvelles sources de contrainte et d'assujettissement. Pour l'enquêtée, le changement se traduit par l'apparition de nouvelles formes d'inégalités et de domination. Bien qu'elle se défende de regretter l'ancien régime et considère la chute du Mur comme une partie éminemment positive de l'histoire des deux Allemagne, elle déplore cependant la persistance d'inégalités et d'injustices.

Cette interviewée partage de surcroît avec certains autres Berlinoises de l'Est le sentiment d'être soumise à un jugement de valeur de la part de ses concitoyens de l'Ouest. Le regard jugeant de l'autre, en l'occurrence celui de sa belle-fille, est sans équivoque de ce point de vue ; pour cette dernière, les individus socialisés sous le socialisme ignorent ce qu'est le travail. S'il est vrai que le système socialiste assurait le plein emploi de manière artificielle, employant certains individus sans que ceux-ci aient un réel travail à fournir, tous les citoyens de la RDA ne peuvent pour autant pas être réduits à une population de tire-au-flanc.

Pour l'enquêtée, comme pour certains autres Berlinoises de l'Est, ce regard jugeant a pour corollaire la dévaluation de leurs parcours biographiques. Ainsi, selon Ingetraut ; « *Après la réunification, en tant qu'ancien citoyen de l'Est, ta biographie ne valait plus rien. C'est dit de façon un peu générale mais ça a été ressenti comme tel par de nombreux anciens citoyens de RDA* ». L'expérience du chômage, de la dépendance aux institutions de l'Ouest (assurance chômage, mesures de réinsertion des chômeurs, programme d'aide pour les Allemands de l'Est), associée à l'impression que sa propre expérience professionnelle et humaine ne vaut plus rien dans le contexte post-réunification, est à la source d'un sentiment de mésestime de soi qui se traduit parfois par des attitudes de résistance et la volonté plus ou moins affirmée de ne pas adhérer au projet de la nouvelle Allemagne. Le passage d'entretien suivant résume

assez clairement cet état de fait : « *Je suis née en RDA, et je ne ferai jamais partie de l'Ouest. L'Allemagne de l'Ouest ne me veut pas et je n'en veux pas moi non plus.* » (Bärbel)

Si finalement aucun des interviewés ne souhaitent le retour à la RDA, et si tous envisagent la chute du Mur comme un des moments positifs de leur histoire, les souvenirs de ce moment fort des événements de 1989 – qui représentent indéniablement un possible dénominateur commun historique pour les deux Berlin, et au-delà, les deux Allemagne – sont aujourd'hui contrastés par le vécu négatif de la réunification. En effet, la joie des débuts a très vite fait place aux désillusions, et l'atmosphère d'euphorie et d'espoir qui avait scellé l'union des deux parties de Berlin en novembre 1989 s'est rapidement estompée. Notons par ailleurs, que les discours que nous avons choisi de présenter ici sont le fait des anciennes générations de Berlinois de l'Est. Parmi nos enquêtés, beaucoup furent mis en retraite anticipée, reclassés ou licenciés suite à la réunification. Ces personnes ont donc des raisons de déplorer une unification trop rapide. Il se trouve cependant que ces discours sont représentatifs d'une tendance, chez les anciens Berlinois (et Allemands) de l'Est, à mettre en comparaison les aspects positifs et négatifs des systèmes socialiste et capitaliste. Mais avant d'entrer plus en détail dans cette analyse, nous voudrions aborder ce qu'il en est des discours tenus par les nouvelles générations originaires des nouveaux Länder et résidant à Berlin.

#### 2.1.4. Mise en récit de la *Wende* par les nouvelles générations de l'Est

Nous nous attacherons ici à relever ce qui, dans les discours des nouvelles générations originaires de l'Est de l'Allemagne (ayant aujourd'hui une trentaine d'années et résidant à Berlin), est de l'ordre des représentations collectives, et ce que cela nous dit quant à la manière dont ces nouvelles générations perçoivent et disent aujourd'hui la Révolution pacifique de 1989 et la réunification de 1990.

A l'instar des anciennes générations, la nouvelle génération a vécu la Révolution pacifique comme un moment de joie, celle d'enfants partageant l'euphorie des adultes.

« Je me souviens d'une grande fête, d'un moment intense. Les gens ont arrêté d'aller au travail. Dans les classes d'école, il y avait plein d'élèves absents, c'était le chaos mais pas le chaos dans un sens négatif. Pour moi, en tant qu'enfant, ça a été une expérience très forte de vivre cet état de fête, de voir autour de moi que tous les adultes étaient heureux. » Jens, 32 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Est.

La *Wende* est décrite à travers les registres de la « fête » et d'un « chaos » positif, le temps de la *Wende* est assimilable à un temps extraordinaire qui s'oppose au temps ordinaire et routinier. La grande histoire de la Révolution pacifique croise en général l'expérience individuelle à l'école. Cette rencontre se traduit par l'évocation récurrente de l'absence de nombreux élèves, partis à l'Ouest avec leurs parents, via les ambassades ouest-allemandes des capitales des démocraties populaires voisines. On constate que cet exode massif est un motif qui a d'autant plus de chance d'être intégré au récit de la *Wende* qu'il s'est concrètement manifesté dans la quotidienneté des enquêtés. Dans beaucoup d'entretiens, l'exode se traduit par l'expérience individuelle de la séparation, de la perte, parfois douloureuse, d'amis et de camarades de classe passés à l'Ouest, qui parfois ne reviennent pas. L'évocation de l'arrêt (plus ou moins prolongé) des cours pendant les semaines qui suivent la chute du Mur, constitue un autre motif récurrent dans le discours des jeunes interviewés. L'évocation de la suspension des cours vient comme pour marquer la conversion d'un temps routinier en un temps extraordinaire. Enfin, la réjouissance des adultes que l'on partage, même si l'on ne prend pas toujours la mesure de ce qui est en train de se jouer, représente également un souvenir très fort, qui participe de la construction de l'événement 1989 comme d'un moment de fête et d'euphorie.

« Il y a d'abord des gens qui sont partis pour l'Ouest en passant par la Hongrie et la Tchéquie. On en a parlé dans la famille. Puis le Mur est tombé pendant la nuit. Le lendemain à l'école, il y avait plein d'absents. Et puis l'après-midi alors que j'étais en cours de sport, ma mère est venue me chercher et elle m'a dit « on s'en va de l'autre côté ». Je me souviens des contrôles, d'une file de voitures. Il y avait plein de Berlinois de l'Ouest qui se pressaient pour nous voir arriver. Les gens riaient ou pleuraient, on nous criait « Bienvenue ! » et on nous distribuait du *Jägermeister* (liqueur allemande aux plantes). Je me souviens de la ville à l'Ouest qui était complètement colorée. (...) La chose qui m'a le plus impressionnée c'est vraiment les couleurs, tout était coloré, c'était presque agressif. Et les gens vivaient là-dedans, dans ces couleurs et dans cette opulence. Ça m'a aussi donné l'impression que les gens vivaient dans le superflu, il y avait plein de choses à acheter mais qui ne servaient à rien... Et on a fait quelques achats et puis on est rentré. » Janet, 32 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Est.

La thématique de la réunion des deux populations de Berlin est évoquée à travers des scènes de liesse. Les interviewés se souviennent souvent de leurs premières incursions à l'Ouest de Berlin, peu après la chute du Mur, et dépeignent l'accueil chaleureux qui leur était alors réservé par la population ouest-berlinoise (don d'alcool, de *Jägermeister* ou de

mousseux, exclamations, embrassades, manifestations de joie etc.). Le récit des premières visites à l'Ouest, pour y faire quelques achats et se régaler du spectacle d'une ville colorée à souhait, relève de l'expérience collective, ces scènes sont très souvent dépeintes par les interviewés originaires de l'Est et issus de la nouvelle génération. La thématique de la couleur est omniprésente pour parler de la ville de l'Ouest, perçue comme un monde d'opulence. La présence de couleurs peut même devenir un motif négatif, lorsqu'il s'agit de dépeindre la société de consommation et de « *superflu* », dans laquelle l'œil est soumis aux sollicitations multiples et « *agressives* » des spots et affiches publicitaires. Bien que jeunes au moment de la réunification et parfaitement adaptés aux règles du jeu de la nouvelle société, les interviewés procèdent, tout comme leurs aînés, à la confrontation des valeurs et modes de vie des sociétés socialiste et capitaliste.

« Après, la réunification a eu des conséquences... (...) Avant la culture était gratuite, elle était accessible à tous, il y avait toujours des choses à faire gratuitement. On a perdu ça, la culture, par exemple, est devenue payante. Au niveau du système social également, les changements ont été énormes. De 18 ans à 25 ans, il était courant que les gens se marient et fassent des enfants. On ne se posait pas de question à ce sujet, on ne prenait pas une éternité à réfléchir en se disant « Est-ce que c'est le bon moment, est-ce que je peux me le permettre ? ». En RDA, les enfants étaient pris en charge, il y avait des jardins d'enfants accessibles à tous, il y avait la sécurité sociale... Quand j'étais petite mes parents n'étaient pas riches mais on n'avait pas de souci si on tombait malade, on ne craignait pas le chômage. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil, même si l'Allemagne est un Etat social... Et entre 1990 et 2000, la population d'ex-RDA a ressenti une grande incertitude, beaucoup de frustrations... Oui, beaucoup de peur. Les gens sont passé d'une société dans laquelle ils ne connaissaient pas le chômage, dans laquelle tout était pris en charge par l'Etat, à une société avec du chômage, où il faut se battre pour obtenir les choses et où il faut s'occuper soi-même de soi et de sa famille. Avant les gens payaient 25 euros par mois pour leur logement, on n'avait pas d'articles de luxe parce que ça coûtait très cher, pas de télé, pas de téléphone, mais tout ce dont on avait besoin dans la vie quotidienne était vendu à des prix super avantageux, le minimum vital n'était pas cher du tout. » Janet, 32 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Est.

Le récit de l'interviewée est sous-tendu par la confrontation des valeurs de l'Est et de l'Ouest. L'expérience positive de la *Wende* se trouve à nouveau contrebalancée par une perception négative des changements induits par la réunification. L'interviewée procède à une description par le menu de tous les aspects positifs de la société de RDA qui n'ont pas survécu à la *Wende*. La fin de la gratuité de la culture et des loisirs, la disparition du système est-

allemand de sécurité sociale, celle de la sécurité de l'emploi et du logement, ainsi que la fermeture de nombreux jardins d'enfants, sont autant d'éléments que l'on retrouve dans les discours des personnes originaires de l'Est pour dire les pertes engendrées par la réunification. Par ailleurs, transparait l'idée que les valeurs de l'Est étaient plus authentiques que celles de l'Ouest. Ainsi, à la société de consommation et de superflu, s'oppose une société où le minimum vital pour la vie du corps et de l'esprit était garanti (travail, logement, nourriture, mais aussi accès à la culture et au sport). De même, les valeurs du collectif, de l'entraide et de la solidarité en RDA s'opposent-elles à celles d'une société dans laquelle l'individu se retrouve isolé, seul à devoir s'orienter et gérer ses problèmes au quotidien. La thématique du chômage est également régulièrement évoquée, de même que la grande incertitude ressentie par la population est-allemande dans les années de crise post-réunification.

Cependant, les Allemands de l'Est issus des nouvelles générations sont très conscients des avantages que leur offre l'Allemagne réunifiée. La liberté de penser, de voyager, celle d'être l'auteur de ses propres choix et de ne pas devoir se fondre dans le collectif constituent indéniablement les gains du tournant politique et économique. Il s'agit en outre de personnes qui, du fait de leur âge au moment de la réunification, n'ont pas éprouvé de problème à adopter les schèmes de comportement et de pensée conformes aux modes de vie dans les sociétés libérales. Toutefois, à l'instar de leurs aînés, ces nouvelles générations ne se reconnaissent pas dans les visions noires de la RDA. Ces derniers affirment couramment ne pas avoir souffert du manque pendant leur enfance et ne pas considérer l'Allemagne de l'Est comme une dictature. La plupart de ces individus disent au contraire avoir vécu une enfance « normale » qui n'excluait pas les moments de bonheur en famille ou à l'école. Les loisirs au sein des organisations des jeunes socialistes constituent également la source de nombreux souvenirs plus ou moins heureux, sans pour autant que ces organisations soient véritablement perçues comme un instrument de l'Etat permettant l'embrigadement de la jeunesse. En général, demeure l'idée que les valeurs en rapport avec l'*être* avaient en RDA davantage de place que celles se rattachant à l'*avoir* et qui sont considérées comme propres à la société ouest-allemande.

#### 2.1.5. Dire la *Wende* et la réunification chez les Berlinoises de l'Est

Nous voudrions à présent esquisser un bilan et procéder à l'analyse des souvenirs partagés par les Berlinoises de l'Est à propos de la *Wende* et de ses conséquences. A la lumière de ce qui vient d'être exposé, on peut déjà affirmer que les Berlinoises de l'Est partagent des



souvenirs communs de la *Wende* et que leurs récits de cette période du passé obéissent à des logiques similaires. En regard de ce constat, nous postulerons une certaine cohérence des catégories, périodes et logiques présentes dans les récits au-delà de la diversité des expériences individuelles.

En premier lieu, il convient de souligner que ce qui constitue l'événement 1989 pour les interviewés originaires de RDA ne s'apparente pas à la chute du Mur en elle-même, mais plutôt aux événements qui l'ont précédée. C'est en effet a posteriori que la chute du Mur fut reconstruite par les médias occidentaux comme symbole pour figurer l'événement de 1989. La réunion des deux parties de Berlin exprime avec force l'idée de la victoire du modèle démocratique et libéral sur celui des démocraties populaires, elle est une des manifestations les plus spectaculaires de cette victoire, une référence et une image désormais profondément ancrée dans un imaginaire que l'on pourrait qualifier de mondial. Cependant, comme nous l'avons vu, la chute du Mur fut précédée de plusieurs révolutions au sein du bloc soviétique. La disparition du Mur de Berlin est en effet la conséquence de ce qui, aux yeux des anciens citoyens de RDA, fait réellement événement, à savoir la remise en cause publique de la légitimité de l'Etat via l'exode massif de citoyens est-allemands et le soulèvement pacifique de centaines de milliers d'individus, qui choisirent de rester dans l'espoir d'exercer « un contrôle populaire sur le gouvernement » (Bornemann, 1991 : VIII). L'événement 1989 tel qu'il nous a été rapporté par nombre de nos informateurs originaires d'ex-RDA débute au printemps 1989 et se clôt avec l'accession de l'Allemagne de l'Est au champ d'application de la Loi fondamentale de la République fédérale. Cependant, ces narrations de la *Wende* comprennent également des descriptions relatives aux bouleversements (sociaux, politiques, économiques et culturels) induits par la réunification et la confrontation avec les individus, les modes de vies et les valeurs de l'Ouest. Ce qui nous intéresse ici est de comprendre, comment à travers ces récits de la *Wende*, les Berlinoises de l'Est disent aujourd'hui les changements advenus et mettent en sens leur confrontation avec les Berlinoises et Allemands de l'Ouest au sein d'un nouveau cadre étatique et national.

Comme nous l'avons vu, la thématique de l'exode ressort de la plupart des récits de nos informateurs, et ce à travers l'évocation de l'expérience de la séparation d'avec des proches et amis qui s'en vont refaire leur vie à l'Ouest, et dont on perd parfois définitivement la trace. Puis, vient la période de la protestation populaire, de la libération de la parole et de la capacité d'action retrouvée. Les discours cachés, les attitudes critiques, ironiques et parodiques envers l'Etat socialiste et les insuffisances de l'économie planifiée se muent en une protestation collective et publique. Cette période a été vécue, à de rares exceptions près,

comme un moment formidable, elle est décrite comme une période d'engagement de toutes les sphères du corps social en vue de faire advenir le changement. A cela succède une période d'euphorie provoquée par la chute du Mur. La fin de la RDA, de l'économie planifiée et des privilèges accordés à une minorité suscite des sentiments « d'espoir et d'optimisme », « d'inspiration et d'excitation » chez les Berlinoises de l'Est (Müller, 2007 : 225). Le futur qui s'ouvre alors à eux semble riche de promesses et de possibilités illimitées. A Berlin, la réunion des deux populations est dans un premier temps vécue comme une fête ; « les anciennes catégories d'Est et d'Ouest, de communisme et de capitalisme, d'amis et d'ennemis, perdent [soudain] leur signification – remplacées par une fraternisation muette » (Borneman, 1992 : 316). Les récits de l'ouverture du Mur mettent en intrigue un moment dans le temps et hors du temps, en profonde rupture avec les catégories et le temps routiniers. Cet immense élan de fraternité et cette temporalité singulière ne sont pas sans rappeler, selon Borneman, l'expérience de la *communitas* décrite par Victor Turner (Turner, 1990). Marqué par le temps marginalisé de la liminarité introduit via le rite, ou, pour ce qui nous intéresse, l'événement qui laisse sans voix, l'expérience de la *communitas* est ce qui « révèle, bien que de manière fugace, une certaine reconnaissance (...) d'un lien social global qui a cessé d'être » (Turner, 1990 : 97). Cette modalité de relation sociale en marge des aspects routiniers de l'expérience quotidienne s'apparente au modèle d'une « communion d'individus égaux ». (Turner, 1990 : 97). Borneman va même jusqu'à parler de « *communitas nationale* » pour définir la période d'euphorie qui suit l'ouverture du Mur. Cette *communitas* à l'échelle de la nation serait d'après lui caractérisée par la simplification de toutes les relations sociales, l'ignorance de « toutes les catégories conventionnelles du comportement quotidien » et leur remplacement par des « constructions mythiques » telles que « la fraternité, la germanité et la liberté » (Borneman, 1992 : 316)<sup>118</sup>.

Les descriptions des premières excursions à l'Ouest révèlent par ailleurs une réelle curiosité des Berlinoises de l'Est pour le monde qui s'étend de l'autre côté du Mur. Plus que cela, l'Ouest semble avoir été idéalisé par la population est-berlinoise. Toutefois, les visions du système social, politique et économique ouest-allemand qui circulaient en Allemagne de l'Est n'avaient que peu de choses à voir avec la réalité. Pour nombre d'individus, les contacts avec la société ouest-allemande se résumaient aux émissions et journaux télévisés de l'Ouest,

---

<sup>118</sup> Toujours selon Borneman, ce climat d'euphorie et de communion eut pour effet, d'une part, « un intérêt exagéré pour l'influence médiatique du mythe, le concept de *Gesamtdeutschland*, d'Allemagne entière », et d'autre part, « l'élaboration de rituels ordinaires qui servent de support matériel aux concepts mythiques » (les actes répétés de partage de boissons, de visites des Berlinoises entre eux et d'achats chez les Berlinoises et Allemands de l'Est) (Borneman, 1992 : 316).

ainsi qu'aux produits « de luxe » occidentaux envoyés par la famille résidant en RFA. La République fédérale était un monde fantasmé de couleurs, d'opulence et de liberté, ce qui explique en partie le large plébiscite du 18 mars en faveur d'une réunification rapide et l'engouement premier des citoyens de RDA pour les modes de vie occidentaux. Par ailleurs, nombreux sont les Allemands de l'Est qui « croyaient que leurs entreprises pourraient survivre dans le marché occidental si des déficiences de l'économie planifiée étaient redressées, la productivité augmentée et la qualité de leurs produits améliorée » (Müller, 2007 : 223).

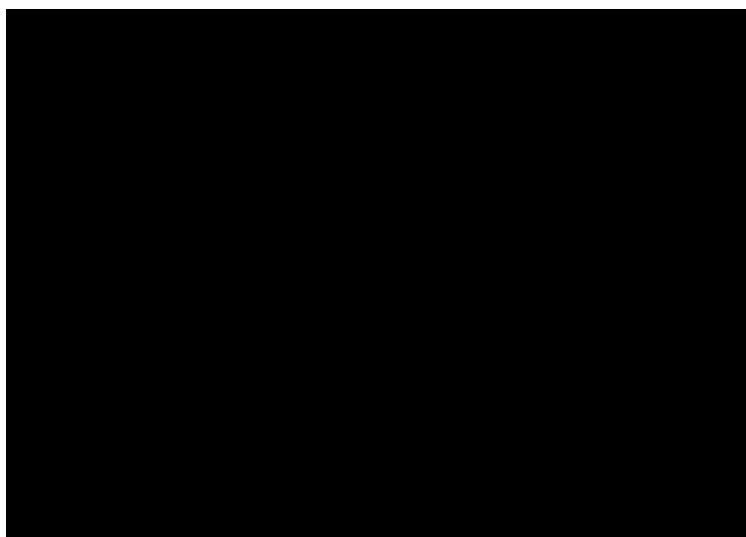
Mais le fossé entre les attentes d'une population et la réalité provoqua bien des désillusions et des rancœurs. Et c'est notamment le transfert des logiques du marché libre à l'Est qui fut la cause des plus grandes frustrations. Comme le souligne en effet Birgit Müller dans un ouvrage qu'elle consacre au désenchantement consécutif à l'introduction de l'économie de marché en ex-RDA :

« Les innovations institutionnelles dans l'entreprise, le transfert des avoirs de l'entreprise de la propriété du peuple à la propriété privée, la production du marché libre, la séparation du politique de l'économique, l'effacement du rôle social de l'entreprise, l'introduction de procédures comptables évaluant les activités dans la compagnie d'après les critères du profit – furent les conséquences de la Wende » (Müller, 2007 : 225).

L'extension du marché libre aux nouveaux Länder eut un énorme impact sur la vie quotidienne des Allemands et Berlinois de l'Est. C'est entre autres via l'extension des logiques de l'économie de marché à la société est-allemande que les valeurs et les normes de comportement de l'Ouest s'imposèrent à l'Est.

Les personnes socialisées sous le régime socialiste avaient jusqu'ici toujours « lié leur propre expérience aux notions de justice sociale et d'ordre », ce qui leur procurait un cadre d'action, si ce n'est de pensée, pour réagir aux « situations concrètes de la vie » (Müller, 2007 : 223). Avec l'extension du marché libre, ces anciens cadres d'action et de pensée devenaient brusquement surannés. Les Berlinois de l'Est durent dès lors se familiariser avec des manières de faire et de penser qui leur étaient complètement étrangères. Or, la compétition, l'autonomie individuelle, l'esprit d'initiative, représentent autant de dispositions qui vont à l'encontre de celles dont ils étaient tenus de faire preuve sous le régime socialiste. En RDA en effet : « Qui voulait survivre, dans le « socialisme réel », devait s'adapter à des normes strictes, au prix de son propre naturel, de sa vivacité et de son authenticité. Pression

morale permanente, menaces de sanctions et vraies punitions » ne laissent que peu de marge aux individus pour développer leurs propres personnalités (Maaz, 1999 : 3). Ces personnes, qui avaient vécu au sein d'une société où une relative égalité des salaires était garantie, et où certains privilèges étaient octroyés en fonction du degré de conformité politique de l'individu – voire de sa proximité avec le pouvoir politique –, furent brusquement soumises aux logiques de la compétition et de la performance. Cette « compétition » – et l'exclusion qu'elle engendre parfois dans nos sociétés – est « justifiée par une idéologie des perdants et des gagnants » qui « contredit les conceptions » est-allemandes se rapportant à l'« équité » et à la solidarité entre individus (Müller, 2007 : 225). L'impression d'être isolé, de perdre le contact avec l'autre, de devoir affronter seul les difficultés du quotidien dans une atmosphère de crise est ainsi à l'origine d'attitudes nostalgiques qui consistent, par exemple, à regretter l'atmosphère sécurisée et la « chaleur sociale » des collectifs (Treibel, 1994 : 60).<sup>119</sup> Les travailleurs, en outre habitués à être portés aux nues par la rhétorique officielle socialiste, ont aujourd'hui l'impression d'être quantités négligeables dans un système économique libéral et globalisé. Enfin, la suppression des subventions qui assuraient autrefois les besoins fondamentaux de la population (loyer, eau, gaz, électricité, transports publics et nourriture), le chômage provoqué par la privatisation des entreprises d'Etat, la peur de perdre son emploi et l'impératif de devoir s'adapter à des règles parfois estimées injustes et immorales contribuèrent à accentuer le climat d'incertitude dont il est question dans nombre d'entretiens.



**Figure 12 : Caricature de Rainer Hachfeld (dessinateur de presse, Berlin-Ouest, déc. 1989), illustrant le propos ci-dessous. Des industriels ouest-allemands s'écrient « Nous sommes le peuple » tandis que le Chancelier Helmut Kohl leur fait cadeau de « l'entreprise du peuple, RDA**

---

<sup>119</sup> Comme le souligne Annette Treibel, la vie professionnelle était moins séparée de la vie privée en RDA : on « recrutait ses amis parmi le cercle de collègues. Une masse de structures communautaires solidaires » (Scherer, 1991 : 301) faisait partie intégrante de l'identité » (Treibel, 1994 : 60).

La réunification économique est de fait très souvent perçue de manière négative ; les uns évoquent l'apparition du chômage massif et de la criminalité suite à la dissolution du système économique est-allemand (voir l'illustration ci-dessus), les autres dénoncent l'enrichissement de certains investisseurs de l'Ouest ou anciens apparatchiks de l'Est aux dépens des travailleurs d'ex-RDA.

Par ailleurs, la délégitimation des aspects sociaux, politiques, économiques et culturels de la RDA, qui se traduit entre autres par la mise en place de politiques du passé portant essentiellement sur le caractère dictatorial de l'ancien Etat, intervient corrélativement à la discréditation des manières d'être et de faire est-allemandes – qui s'effectue notamment dans le cadre de l'extension des logiques du marché libre aux nouveaux Länder. Les valeurs se rapportant au collectif, à l'ordre et à la justice sociale – essentiellement véhiculées en RDA via l'école, les organisations extra scolaires et l'émulation socialiste dans le domaine du travail – ont été brusquement remplacées par les normes de l'Ouest. La performance, l'autonomie, la responsabilisation, la compétition entre individus et l'apprentissage de l'esprit d'entreprise (l'identification des employés aux intérêts de l'entreprise et à ses buts commerciaux et l'intériorisation de la discipline de travail [Müller, 2007 : 226]), sont les nouvelles normes diffusées au sein du monde de l'entreprise. De même, la « mobilité », l'« indépendance », la « présentation de soi offensive » en tant que « préalables à l'ascension sociale » constituent les valeurs et schèmes de comportements que les enfants, les adolescents et les jeunes adultes originaires de l'Est doivent désormais assimiler au cours de leurs cursus (Treibel, 1994 : 60).

De fait, certains Berlinoises de l'Est ont bien souvent l'impression que leur biographie n'a plus de valeur dans le nouveau contexte. Plus encore, les anciens ont parfois le sentiment de ne pas être partie prenante dans le projet national de la nouvelle Allemagne, et se sentent superflus au sein de cette société dont ils ne maîtrisent pas entièrement les codes. Ainsi, il est souvent fait état du sentiment partagé par certains Allemands et Berlinoises de l'Est d'être « des citoyens de seconde classe ». Sentiment qui se double des effets de l'incursion du regard de l'autre, porteur, dans une certaine mesure, d'un jugement moral, et de l'apparition de stéréotypes stigmatisant les personnes socialisées sous un régime socialiste.

Cependant les changements institués par la réunification affectèrent différemment les individus, en fonction de leur niveau d'éducation, de leur statut au sein de l'ancienne société, de leur âge, de leur conviction politique, etc. (Müller, 2007). Il faut préciser ici que de nombreux anciens citoyens de la RDA et Berlinoises de l'Est s'adaptèrent parfaitement aux règles et modes de vie de l'Ouest et tirèrent bénéfice du changement. Ainsi, un universitaire

ayant gardé son ancien poste à l'Université von Humboldt (en tant que professeur d'agronomie) soulignait-il les nombreuses possibilités que lui apportait, en tant que scientifique, la liberté de voyager.<sup>120</sup> De même, un patron de bar mettait-il en avant la liberté d'entreprendre et la possibilité qu'il eut de fonder avec succès son entreprise au lendemain de la réunification.<sup>121</sup> Nous pourrions multiplier ces exemples à volonté. Chez ces personnes, le tableau de la nouvelle société n'est pas aussi noir que chez ceux dont la reconversion a été plus difficile. Cela étant, le système de sécurité social est-allemand, l'accès à la culture, ainsi que la référence aux anciens modes de socialisation comme générateurs d'une plus grande solidarité sociale, sont souvent mentionnés par ces personnes comme des aspects positifs de l'ancienne société.

En définitive le tableau de la RDA reste contrasté et les appréciations individuelles de l'ancienne société très liées au parcours biographique et professionnel des enquêtés au lendemain de la réunification. Il va sans dire que ceux qui ont le plus tendance à regretter certaines formes de l'ancien système sont les personnes appartenant aux anciennes générations, qui ont éprouvé certaines difficultés à se couler dans le moule d'une société de type occidental et à en tirer parti. Cependant, on constate que les nouvelles générations, qui ont moins souffert de ces changements, ont également tendance à relativiser les aspects négatifs de l'ancien régime. Chez nombre d'anciens Berlinoises de l'Est, néanmoins, il ne fait aucun doute que la société actuelle présente des avantages décisifs sur l'ancienne société. La liberté et la démocratie sont considérées comme les gains de la réunification, et quasiment personne ne s'autorise à les remettre en cause aujourd'hui.

Enfin, ces récits de la *Wende* nous révèlent l'existence de valeurs culturelles communes construites et mobilisées par les Berlinoises de l'Est consécutivement à la réunification et à l'irruption de l'autre – ou du regard supposé de l'autre – dans l'univers du quotidien. Certaines particularités identitaires est-allemandes sont ainsi choisies et construites par les individus en fonction de leurs pertinences dans le contexte post-réunification. Le choix de mettre en avant certaines valeurs et dispositions comme leur étant propres est effectué selon les besoins du présent. C'est-à-dire que ce choix s'opère en fonction de nécessités qui se déclinent en termes de présentation de soi dans le contexte de la disparition de la société est-allemande<sup>122</sup> et de la confrontation – parfois douloureuse – aux normes et valeurs, désormais dominantes, de l'Allemagne de l'Ouest. C'est donc principalement en réaction au contexte de

---

<sup>120</sup> Werner, 41 ans au moment de l'interview – 2006 – originaire de Berlin Est.

<sup>121</sup> Jürgen, 64 ans au moment de l'interview, originaire d'Allemagne de l'Est.

<sup>122</sup> Et de celle des cadres de pensée et d'action qui avaient cours dans la société est-allemande.

l'après réunification, d'une part, et à la confrontation avec leurs homologues de l'Ouest, de l'autre, que les Allemands de l'Est cherchent à se démarquer et à entretenir certaines valeurs, manières d'être et de faire en accord avec l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes au présent. Il s'agit donc d'une réponse individuelle et collective apportée face à une situation souvent perçue comme menaçante pour les passés et biographies personnelles, et, par extension, pour l'intégrité du groupe est-allemand, qui s'inscrit désormais au sein d'un nouvel ensemble social. Nous pouvons dès lors confirmer l'existence de représentations de soi (et de l'autre) « qui fonctionnent comme des catégories d'inclusion et d'exclusion » et qui sont construites et partagées au sein d'un groupe qui se compose, nous l'avons vu, de personnes issues des anciennes générations et de celles qui, au sein des générations plus jeunes, sont en âge d'avoir connu la RDA (Barth, 2005 : 8).

## 2.2. La réunification et les coulisses de la production de l'altérité à Berlin

*« Ce gouvernement respecte les réalisations et les biographies des Allemands de l'Est. Nous savons que nous sommes une nation dotée d'une culture, d'une langue et d'une histoire communes, tout en ayant dû vivre séparés pendant quarante ans. Notre volonté est de nous opposer à la division en introduisant plus de normalité dans nos relations. »* Gerhard Schröder (10 novembre 1998)

Nous aborderons ici la question de l'irruption de l'autre dans l'univers quotidien des Berlinoises, natifs ou non natifs, que nous avons rencontrés, et tenterons de saisir comment les Berlinoises de l'Est et de l'Ouest perçoivent et disent aujourd'hui la réunification. Nous analyserons, en partant du point de vue de nos informateurs, la confrontation des systèmes de valeurs communiste et capitaliste, la constitution de stéréotypes qui stigmatisent les Allemands de l'Est, mais également les Allemands de l'Ouest, en fixant des mentalités et des comportements perçus comme les résultantes naturelles d'une socialisation sous un régime de type socialiste ou libéral. Nous verrons jusqu'à quel point ces stéréotypes sont intériorisés et la ressource que ces derniers constituent parfois en matière de résistance ou de mise à profit. Dans le même temps, nous chercherons à savoir ce qu'il reste de ces grands récits maîtres des deux Allemagne dans les narrations autobiographiques que nous avons recueillies. Nous aborderons la rhétorique de la rancœur réciproque pour tenter de comprendre ce qui se cache derrière. Nous passerons au crible les discours se rapportant à l'identité afin de déterminer la façon dont se constitue, au cœur de la République de Berlin, un sentiment du nous incluant les Berlinoises (et Allemands) originaires de l'Est et de l'Ouest. Nous tenterons par ce biais de pénétrer les coulisses de la production de l'altérité à l'œuvre dans les différentes sphères de la société berlinoise et de saisir les contours du vivre ensemble qui se dessine à Berlin en cette période du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du Mur.

2.2.1. « C'était vraiment très ennuyeux et morne » : la RDA et la réunification racontées par les anciennes générations originaires de l'Ouest.

Dans les parties suivantes (2.2.1-2.2.4), nous aborderons les représentations que nourrissent les individus originaires de l'Ouest et issus des générations entre 40 et 60 ans quant à la RDA et tenterons de comprendre comment une image de l'autre s'est peu à peu forgée avant et dans le contexte de la réunification. Les personnes que nous avons



interviewées ne sont pas des natifs de Berlin-Ouest, certaines y résidaient depuis 4 ans au moment de l'interview (2006-2007), d'autres depuis 35 ans. Les témoignages que nous avons choisis de mettre en avant ici sont porteurs d'un imaginaire de l'Allemagne de l'Est et des populations est-allemandes qui s'est développé bien avant la *Wende* pour s'alimenter ensuite de la confrontation à l'autre et à son univers une fois le Mur tombé. Ces témoignages sont donc essentiels si l'on entend saisir avec justesse les contours du vivre ensemble qui se dessine actuellement dans le contexte berlinois.

Le premier passage d'interview que nous présenterons est issu d'un entretien avec une femme qui se définit comme appartenant à la génération 1968. Arrivée à Berlin-Ouest en 1972 pour des raisons familiales, elle y restera, malgré « *cette impression d'enfermement due au Mur* ». <sup>123</sup> L'interviewée s'est assez vite intéressée au monde qui s'étendait de l'autre côté du Mur, et notamment à la société est-allemande, qu'elle percevait comme « plus juste » car garantissant l'égalité de tous devant le droit au travail et au logement. Ses excursions à l'Est s'inscrivent dans son parcours de militante ; en voyageant en RDA, elle souhaitait en apprendre davantage sur l'émancipation des femmes est-allemandes et expérimenter la réalité de formes sociales plus égalitaires. Voyons comment cette femme interprète finalement la réalité qu'elle perçoit de l'autre côté du Mur et fait état, à travers son récit, de ses représentations de la RDA.

« C'était aussi trop restrictif pour moi, et avec le Mur, c'était comme de l'emprisonnement. Le Mur m'a montré que les gens malheureusement n'étaient pas autorisés à sortir et que c'était un socialisme qui avait été imposé, c'était un socialisme dicté d'en haut. (...) Et quand j'ai voyagé à travers la RDA [1972], j'ai eu une impression vraiment très négative. D'une part, on a été très contrôlé par les VoPos, (...) et ils étaient très arbitraires, c'était bien pire qu'à l'Ouest. Je me souviens aussi que les maisons que j'ai vues en RDA étaient en mauvais état, elles n'étaient pas belles, les maisons, les bâtiments... (...) A l'Ouest, en 68, c'était l'effervescence... Il y avait beaucoup de créativité... Les étudiants se battaient pour dissoudre les vieilles structures et il y avait toute cette créativité, c'était très vivant, et ce que j'avais vu en RDA était mort. Enfin la RDA était grise et elle n'était pas vivante. Et quand j'ai rencontré les gens (...) de RDA, dans des restaurants le long des autoroutes (...), parce qu'on devait toujours attendre au restauroute, devant la porte, où il y avait une longue queue, de recevoir un papier, même quand le restaurant était vide (...). C'était désagréable et aussi

---

<sup>123</sup> Rappelons ici que de nombreux avantages étaient octroyés aux populations qui venaient habiter à Berlin-Ouest afin d'assurer le peuplement de cette vitrine du capitalisme (uniquement reliée à la RFA par trois couloirs aériens) en terre soviétique. Ces avantages, assurés par de larges subventions émanant du gouvernement fédéral, sont de nature fiscale, et intéressent la population et les entreprises venues s'implanter à Berlin-Ouest. Notons par ailleurs une exemption du service militaire pour les jeunes résidants.

autoritaire, d'une certaine façon. Et il y avait des gens de la RDA dans la queue et dans le restaurant avec qui j'ai discuté. Les discussions étaient alors très compliquées parce qu'ils ne se sentaient pas à l'aise, ils avaient toujours l'impression d'être observés, c'était toujours très... Enfin compliqué de prendre contact avec eux, ils croyaient que ça leur apporterait des problèmes. (...) Les gens étaient complètement différents de nous. C'était d'abord les vêtements qui étaient différents, ils n'étaient pas variés comme chez nous, on ne voyait pas qui était riche ou qui était pauvre, tout le monde était pareil. (...) On trouvait toujours les mêmes fringues dans les magasins, c'était vraiment très ennuyeux et morne. Et puis les gens étaient aussi plus gros, il n'y avait pas de bonne nourriture, il y avait de mauvaises pommes de terre, de la viande au rabais, de mauvais légumes, c'était simplement malsain (...). Et quand on traversait la campagne, on sentait que l'air était pollué, il y avait des gaz d'échappements dans l'air, des industries partout... Et ça avait l'air très, très malsain et aussi très rebutant. » Barbara, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Ouest, réside à Berlin depuis 35 ans.

La première thématique évoquée est celle de l'enfermement, de l'imposition par le haut du régime socialiste. Le Mur est ici interprété comme « l'aveu d'impuissance d'un système reposant sur la contrainte » (Winkler, 2005 : 635). Le récit de la RDA que nous propose l'interviewée se focalise essentiellement sur ses aspects négatifs. L'expérience des contrôles à la frontière par les VoPos (*Volkspolizei* – la police du peuple) est un motif récurrent des récits des Allemands de l'Ouest (des générations entre 40 et 60 ans) qui se sont rendus en RDA avant la *Wende*. Cette expérience du contrôle est en général décrite comme extrêmement déplaisante et interprétée comme l'exercice d'un pouvoir arbitraire sur l'individu, elle dit de manière métonymique l'atmosphère de répression qui aurait caractérisé la quotidienneté en RDA.

C'est ensuite à travers un vocabulaire qui évoque la tristesse et la laideur que l'interviewée dépeint les paysages d'Allemagne de l'Est. Les paysages urbains se composent « *de maisons* » et « *de bâtiments* » en « *mauvais état* » et d'aspect peu attrayant. L'anecdote du restauroute traduit le sentiment d'exaspération éprouvé par l'interviewée lorsque celle-ci doit se plier aux règles qui régissent les pratiques consuméristes en Allemagne de l'Est. Elle est soumise à une attente qui lui paraît à bien des égards incongrue et absurde, afin d'obtenir un papier qui lui donnera accès au restaurant, alors que celui-ci s'avère entièrement vide. L'aspect bureaucratique et contraignant de cette scène illustre, aux yeux de l'interviewée, les conséquences du socialisme d'Etat sur la vie quotidienne des citoyens est-allemands. Vient ensuite l'évocation de la difficulté à entrer en contact avec ces derniers. Le climat social en RDA est décrit à travers la sémantique de la suspicion et de la défiance : les Allemands de

l'Est semblent « *mal à l'aise* », ils ont l'« *impression d'être observés* » en permanence et craignent de nouer des contacts avec des personnes venant de « l'autre côté ». L'uniformité constitue un motif puissant du récit, qui résume quasiment à lui seul l'aspect de la population est-allemande. L'uniformité des couleurs et des formes, notamment en ce qui concerne les vêtements, ne permet pas de discerner « *qui est riche et qui est pauvre* ». En découle une impression d'unité, d'ennui et de grisaille. La thématique de la souillure et de l'impureté est ensuite mobilisée pour nommer les conditions de vie des habitants de RDA. La nourriture est décrite comme malsaine, et les individus en mauvaise santé (obésité). Enfin, c'est à travers l'omniprésence des industries et l'impureté de l'air que l'interviewée choisit de décrire les paysages et ambiances est-allemands, le pays étant plus ou moins clairement identifié à une décharge. Le cadre de vie en RDA est donc doublement pollué ; à la souillure idéologique s'ajoute la souillure de l'environnement naturel.

Il s'agit donc d'une caractérisation de la RDA qui se construit via des thématiques connotées de façon extrêmement négatives ; l'enfermement, la répression, la laideur, le climat de suspicion et de peur, l'arbitraire, l'uniformité, la tristesse, l'insanité et la souillure auxquelles s'opposent implicitement les idées de liberté, de beauté, de diversité, de couleur, de propreté et de qualité de vie, entendues comme caractéristiques positives de la République fédérale. Ainsi, à travers le récit qu'elle tisse peu à peu de son voyage, l'interviewée construit la RDA comme une sorte d'antithèse de la RFA. Cette image se révèle avec clarté dès lors que l'enquêtée entreprend la description de la société dans laquelle elle s'inscrit au moment de son excursion. La RFA, et le Berlin-Ouest de la fin des années 1960 et des années 1970, sont en effet contés à travers un vocabulaire qui se rapporte à « *l'effervescence* » et la « *créativité* », attributs estimés d'une société « *vivante* », où la portée des principes qui garantissent la liberté et l'épanouissement individuel est telle qu'il est possible de se révolter, de « *dissoudre les vieilles structures* » pour en faire advenir de nouvelles. De cette description des deux sociétés allemandes émerge l'image d'un monde manichéen, dans lequel une Allemagne vivante, colorée et garantissant l'épanouissement de l'individualité s'oppose à une Allemagne « *morte* », « *grise* », « *ennuyeuse* » et « *rebutante* », dans laquelle les individus sont contraints par la peur à se fondre dans un même moule, où les différences sont effacées et les velléités créatrices, portées en chaque personne, étouffées. L'Allemagne de l'Est est donc à maints égards considérée comme inférieure et mauvaise ; la créativité et l'originalité – valeurs tenues en haute estime dans le monde occidental – sont asphyxiées par un régime autoritaire et la référence ultime au collectif. Dans ce cadre fixe, uniforme et ennuyeux, la vie elle-même n'est pas envisageable. Le récit entier semble procéder d'une seule et même

métaphore qui établit un contraste frappant entre une RDA assimilée au champ sémantique de la mort et une RFA dépeinte à travers la sémantique de la vie.

### 2.2.2. *Jammerossi, Besserwessi*

A la veille et au lendemain de la réunification, nombreux furent les Allemands de l'Est qui passèrent de « l'autre côté ». Certains se rendirent en République fédérale afin de commencer une nouvelle vie, d'autres simplement dans le but d'y effectuer des achats ou de satisfaire leur curiosité. Cette incursion de l'autre dans l'univers du quotidien, tant dans la sphère quotidienne à proprement parler que dans la sphère nationale et médiatique, engendra des tensions entre Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest, qui se traduisirent notamment par la production de stéréotypes dévalorisants. Les *Ossis*<sup>124</sup> ou *Zonis* (diminutifs, respectivement de *Ostdeutsche* – Allemand de l'Est – et de *Zonen* – qui s'appliquent aux individus originaires de la zone soviétique), qui commencèrent à affluer à l'Ouest eurent tôt fait de se voir catégoriser par certains de leurs concitoyens ouest-allemands comme « ignorants », voire « idiots ». Plus encore, comme Daphne Berdahl l'a souligné dans une étude qu'elle consacre au thème de l'identité et de l'altérité dans le contexte de l'après réunification, « les Ossis seraient », aux yeux de certains de leurs concitoyens de l'Ouest, « identifiables par leurs visages pâles, leurs cheveux gras, leurs dentitions mal entretenues, leurs jeans sans forme et délavés, leurs chaussures grises ordinaires, et leurs sacs de shopping en acrylique » (Berdahl, 1999 : 167).<sup>125</sup> Ainsi, cet extrait d'entretien informel, extrêmement éclairant du point de vue de la construction de ces stéréotypes :

« Moi la réunification ça m'est passé au-dessus, vraiment. Je me souviens qu'il y avait cette couverture de magazine après la chute du Mur, avec la photo d'une Allemande de l'Est. C'était « Gaby en joie, sa première banane », et ça nous a fait beaucoup rire. (...) Et quand ils ont commencé à s'acheter des voitures de l'Ouest, alors qu'ils avaient l'habitude des Trabant,

---

<sup>124</sup> Diminutif pour *Ostdeutsche* (Allemands de l'Est), le diminutif désignant les Allemands de l'Ouest étant *Wessis*.

<sup>125</sup> Ajoutons à cette liste une anecdote assez significative tirée de notre expérience de terrain. Lors de notre arrivée à Berlin, on nous informa que certains Berlinoises de l'Est étaient reconnaissables à leur teint particulièrement halé. En effet, dans ce qui constitue l'ancien Berlin-Est, nous remarquâmes rapidement l'inhabituelle concentration de centres d'UV et nous nous aperçûmes bientôt des ravages qu'avait causés l'utilisation, malheureusement trop peu précautionneuse, de cette technologie sur la peau de certaines personnes originaires de l'Est. Cette anecdote illustre, quoique de manière assez dramatique, l'aspect initiatique que revêtit l'appropriation des pratiques consuméristes et corporelles de l'Ouest par les Allemands de l'Est. Elle révèle en outre l'évolution des stéréotypes à mesure que les Allemands de l'Est s'efforcèrent de s'approprier ces pratiques. Ici encore le stéréotype de l'Ossi bronzé à outrance vient comme pour souligner l'ignorance de ce dernier concernant les dangers liés à une trop forte exposition de la peau aux ultra violets.

il y a eu plein d'accidents dans les nouveaux Länder, parce qu'ils ne savaient pas conduire les voitures puissantes. (...) Un jour, alors que j'étais à la campagne dans le Mecklenburg, j'ai vu un Allemand de l'Ouest qui était venu vendre des bananes, et les gens se sont précipités pour en acheter. Le vendeur était sur sa remorque, et il imitait le singe, il se foutait ouvertement des gens, et eux, ils continuaient à se bousculer pour acheter leurs bananes et, vraiment, j'ai trouvé ça très gênant. » Extrait d'un entretien informel avec Kerstin, 41 ans au moment de l'interview (2008), originaire d'Allemagne de l'Ouest, réside à Berlin depuis 8 ans.

Cet extrait d'interview illustre l'apparition de stéréotypes stigmatisant le comportement des Allemands de l'Est alors que ces derniers commencent à s'appropriier les pratiques consuméristes de leurs concitoyens. L'attrait exacerbé pour les produits de l'Ouest (dont l'un des symboles est notamment la banane, produit exotique quasi inaccessible aux citoyens de RDA, et source de nombreuses blagues sur les Ossis) et « le manque de familiarité avec les pratiques consuméristes » de l'Ouest devinrent « les marqueurs clefs » des comportements « Ossis » (Berdahl, 1999 : 169-170).



**Figure 13** « Gabi de la zone [soviétique] (17) en joie (RFA) : « Ma première banane ». (Source : couverture du magazine Titanic au lendemain de la chute du Mur)

Des discours émergèrent, qui « condamnaient le matérialisme des Allemands de l'Est autant que leur ignorance des pratiques consuméristes occidentales. Alors que la tension montait des deux côtés de l'ancienne frontière, entre l'Est et l'Ouest, des insultes et des plaintes dirigées contre les individus de l'Est se focalisèrent sur le stéréotype de l'Ossi matérialiste, ignorant des pratiques consuméristes occidentales : « Stupides Ossis ! Ils ne

savent pas comment acheter ! » ; « Regarde le groupe de Zonis encore en train de faire du shopping aujourd'hui ! » ; ou « Regarde les ! Ils font encore du shopping ! Ils n'ont rien de mieux à faire ? » » (Berdahl, 1999 : 169). Cela est très clair dans l'extrait d'interview qui précède ; les Osis – affluant en nombre afin d'acheter des bananes auprès de ce vendeur, qui pousse le mépris jusqu'à adopter des postures simiesques – sont littéralement dépeints comme des êtres « non civilisés » et « semblables à des singes » (Berdahl, 1999 : 164).

De même, l'appropriation, par les Allemands de l'Est, d'un symbole aussi essentiel (pour les Allemands de l'Ouest) que celui de la voiture, devient également un sujet de dérision lorsque l'on s'aperçoit de l'« incapacité » des uns, des années durant habitués à conduire des véhicules moins performants, à maîtriser la puissance des automobiles des autres. Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini. Nous n'évoquerons pas ici les nombreuses escroqueries dont les Allemands de l'Est furent victimes juste après la réunification (abus de vente d'assurances, charlatans de tout poil profitant de l'aubaine d'avoir affaire à un public non averti, etc.).

D'autres traits sont par ailleurs couramment attribués aux Allemands de l'Est : une certaine timidité, un manque d'assurance (Berdahl, 1999) combinés à un manque d'esprit d'initiative au travail et à une propension à se plaindre des désillusions causées par la réunification. Tous ces traits étant sous-entendus sous l'appellation « *Jammerosis* » (formé à partir du verbe « *jammern* » – geindre – et désignant les Allemands de l'Est « qui se plaignent tout le temps »). En retour, les *Wessis* (Allemands de l'Ouest) passent, aux yeux de certains de leurs concitoyens de l'Est, pour des individus avarés et arrogants, faisant preuve d'une mentalité de vainqueurs et prêt à se vendre à n'importe quelle occasion pourvu qu'ils puissent en tirer un quelconque bénéfice. C'est ce que sous entend la dénomination de « *Besserwessis* » (jeu de mot formé à partir de l'expression « *Besserwisser* », caractérisant les Allemands de l'Ouest comme des « donneurs de leçons »). Ainsi existe-t-il des discours qui construisent l'altérité ouest-allemande tout en usant de stéréotypes péjoratifs en regard de certaines valeurs dans lesquelles les Allemands de l'Est tendraient à se reconnaître (celles se rapportant, par exemple, à l'authenticité, à la profondeur et au refus du matérialisme – traits sur lesquels nous reviendront un peu plus loin). Aux yeux de leurs concitoyens, les *Wessis* seraient en outre reconnaissables à « leurs tenues stylées, leurs coiffures chics, leurs chaussures Gucci, leurs teins bronzés et leurs sacs en toile de jute écologiquement corrects » (Berdahl, 1999 : 164).

La virulence de ces stéréotypes s'est cependant estompée à mesure que les Allemands de l'Est s'adaptèrent aux normes de la nouvelle société en s'appropriant progressivement

certaines des manières d'être et de faire de leurs concitoyens occidentaux. Ce furent essentiellement les manières de consommer qui constituèrent le véritable « rite d'initiation à la nouvelle société ». « Les Allemands de l'Est eurent » en effet « à apprendre comment naviguer à travers les nouvelles structures de crédits à la consommation, les finances domestiques et la gestion de l'argent » afin d'acquérir une certaine « compétence culturelle » aux yeux de leurs concitoyens ouest-allemands (Berdahl, 1999 : 169-170). Cela étant, certaines différences demeurent génératrices de tensions, et ce principalement dans le cadre du travail. Le motif des Allemands de l'Est « *se liguant tous contre* » un individu de l'Ouest, parfois « *parachuté* » à un poste à responsabilités, est récurrent dans les récits des interviewés. Il révèle la construction de stéréotypes qui stigmatisent les comportements est-allemands dans le cadre professionnel. Il est fait mention de la « *mauvaise volonté* » de ces derniers au travail, notamment lorsqu'ils sont subordonnés à des individus « *débarqués* » d'Allemagne de l'Ouest dans l'optique de restructurer une administration ou une entreprise, de contrôler et de changer les habitudes de travail de leurs employés en vue de les rendre « *plus performantes* ». Il est en effet courant d'entendre certains Allemands de l'Ouest déplorer le « *manque d'esprit d'initiative* », voire « *la paresse* » ou les attitudes de refus de leurs concitoyens est-allemands avec qui il est « *impossible* » de travailler. Mais que révèlent ces discours quant à la réalité des rapports sociaux interallemands dans le contexte de l'Allemagne unifiée ?

Nous avons vu que l'extension des lois de l'économie de marché aux territoires des nouveaux Länder obligea les Allemands de l'Est à se plier aux règles du jeu de l'économie ouest-allemande et à changer du tout au tout leurs habitudes de travail. L'économie planifiée est-allemande céda la place à l'économie de marché « qui se veut « non idéologique », alors même qu'elle impose (...) son propre modèle de valeurs et de comportements » (« compétition », « responsabilité des individus pour leur propre réussite », etc.) [Müller, 1997 : 543]. Dans ce contexte, l'« échelle de valeurs apprises et éprouvées » dans le cadre de l'économie planifiée, de même que les manières de faire des travailleurs est-allemands furent bien vite considérées comme peu performantes, voire contre productives, en tous les cas comme inférieures aux manières de faire éprouvées dans le cadre de l'économie sociale de marché ouest-allemande (Müller, 1997 : 543). Les liquidations et restructurations des administrations et entreprises d'ex-RDA, ainsi que les nombreux licenciements et mises en retraite anticipée générèrent un climat de grande incertitude au sein des populations est-allemandes. Cet état de fait engendra de nombreuses tensions dans le cadre de la collaboration interallemande dans les entreprises et administrations d'ex-RDA. Au fur et à mesure que la tension montait, des stéréotypes dévalorisants de l'*Ossi* au travail apparurent, qui permettaient

à certains Allemands de l'Ouest, venus travailler au sein d'équipe est-allemandes, de mettre des mots sur les difficultés qu'ils rencontraient. Au-delà, on constate que tout un ensemble de représentations et de théories, articulé autour de ces stéréotypes négatifs, s'étaya progressivement, qui traduisait la différence de l'autre « en manque ou en défaut » et établissait du même coup un « rapport de supériorité » (Jodelet, 2005 : 30). Ces stéréotypes contribuèrent par exemple à alimenter une « philosophie des gagnants et des perdants », confirmant les schèmes de pensée et d'action ouest-allemands et condamnant les manières de dire et d'agir qui prévalaient autrefois dans le cadre de l'économie planifiée (Müller, 1997). Observant les transformations advenues au sein d'une entreprise monopoliste de production d'ascenseurs est-allemande (Hochinauf) à la suite de son rachat par une multinationale, Birgit Müller note à ce propos :

« En promouvant la distinction entre gagnants et perdants, la philosophie Hochinauf a accéléré le processus de sélection dans l'entreprise entre ceux qui étaient brillants et désirés et ceux qui étaient malchanceux et indésirables. La discipline devait pénétrer la vie quotidienne, les actions, l'utilisation du temps et de l'espace et les attitudes envers les autres. La plus haute forme de discipline était requise : l'autodiscipline. Ce n'était pas rigide et normatif, mais néanmoins pénétrant et orienté. » (Müller, 1997 : 199)

Nous n'affirmons pas ici que les Berlinoises de l'Est furent systématiquement soumis à des jugements de valeurs dans le cadre de l'entreprise, ni qu'ils furent quotidiennement les victimes de moqueries mettant en scène des stéréotypes les dévalorisant. Nous suggérons juste que ces stéréotypes étaient présents – de manière plus ou moins diffuse au sein des sphères qui composent la société allemande et qui s'échelonnent du privé au public –, qu'ils furent manifestement assez évidents pour que plusieurs générations d'individus originaires de RDA les identifient, et assez prégnants pour contribuer à faire des mentalités, comportements et attributs ouest-allemands les seuls légitimes et désirables.

### 2.2.3. Vers un amenuisement des différences ?

Toutefois, et à l'instar de ce que nous avons pu voir concernant les pratiques consuméristes et les codes vestimentaires, il semblerait que ces différences entre les habitudes de travail est- et ouest-allemandes tendent également à s'atténuer et avec elle, la production de stéréotypes qui alimentent une altérité négative est-allemande.



« Et donc (...) maintenant les gens vivent ensemble, mais je dirais que les plus anciennes générations vivent encore dans le passé. Les gens n'ont pas tous réussi ou voulu s'adapter au changement, et les gens qui trouvaient que la RDA était super se sont plus ou moins, et de manières différentes, mis à distance et... Et les plus jeunes générations, à mon avis, se sont complètement intégrées, il n'y a aucun doute là-dessus. (...) Et il y a encore des différences, on le remarque par exemple au jardin d'enfants, là où sont mes enfants, il y a beaucoup de parents qui viennent d'Allemagne de l'Est et quelques parents qui viennent d'Allemagne de l'Ouest, et on le remarque. C'est un sentiment que je n'arriverais pas à décrire précisément, (...) c'est quelque chose de l'ordre des émotions, mais je ne pourrais pas décrire précisément ces différences... (...) Et je me suis déjà posé la question et je pense que ces différences on les sent dans la façon dont les gens parlent, peut-être aussi sur les thèmes politiques qu'ils abordent, et la façon dont ils argumentent. (...) Et dans mon travail ça n'a jamais posé de problème. J'ai des collègues qui sont originaires de RDA avec qui j'ai, à mon avis, de bons contacts et absolument pas de problème. (...) Naturellement quand les gens viennent d'une université de l'Ouest, ils ont eu une formation différente et une pratique scientifique différente, oui, on le remarque, naturellement. Mais bon, il faut aussi prendre en considération le fait qu'il y a eu d'énormes changements dans les universités, ici, après la chute du Mur, et du point de vue de certains professeurs je peux imaginer que ça a été difficile de s'y adapter. » Rupert, 41 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Ouest, réside à Berlin depuis 4 ans.

Ce passage d'entretien nous renseigne sur la perception qu'a l'enquêté quant à l'atténuation des différences entre Allemands de l'Est et de l'Ouest dans le contexte berlinois. L'interviewé est arrivé à Berlin en 2003 afin de pourvoir un poste à l'Université von Humboldt, anciennement située en secteur soviétique. Son point de vue est donc celui d'un individu résidant à Berlin depuis une période relativement courte ; la réalité sociale et culturelle qu'il décrit est celle de Berlin, 14 à 18 ans après la chute du Mur.

Quelles sont ces constatations ? Elles sont tout d'abord d'ordre générationnel ; l'enquêté constate une plus grande, si ce n'est une complète, intégration des jeunes générations originaires d'Allemagne de l'Est à la nouvelle société. Selon lui, les anciennes générations auraient éprouvé (et éprouveraient encore) davantage de difficultés à s'adapter à la nouvelle donne économique, sociale et culturelle. Certains, notamment parmi les « *plus anciennes générations* », ou encore chez ceux « *qui trouvaient que la RDA était super* », se seraient même « *mis en retrait* » de la société, cultivant la nostalgie du passé dans la sphère de l'entre soi. La vision qu'il nourrit quant aux différences entre Est- et Ouest-allemands au travail, ainsi que dans d'autres sphères de la quotidienneté, est, eu égard aux constats les plus

pessimistes sur la question de l'unification sociale et culturelle, assez optimiste. Selon lui, ces différences tendraient à s'amenuiser et ne constitueraient plus un obstacle dans le cadre de la collaboration professionnelle interallemande. Cela ne veut pas dire qu'aux yeux de l'interviewé, ces différences aient entièrement disparu, mais plutôt qu'on assiste à Berlin à un nivellement normatif, à mesure que le temps éloigne les populations est et ouest-berlinoises de la période de séparation et que les individus originaires de l'Est se réapproprient les codes et les normes qui régissent les différents domaines de la quotidienneté au sein de la nouvelle société.

Des différences subsistent cependant, « *on le remarque* », et elles participent toujours de la structuration du vivre ensemble dans le cadre de ce laboratoire de la réunification que constitue, à bien des égards, Berlin. Dans le domaine du travail, les différences qu'il perçoit ont trait à la formation initiale des chercheurs, à « *leur pratique scientifique* » et à leur capacité (ou incapacité) à travailler d'une façon qui est ici entendue comme la norme. Cela étant, l'interviewé adopte une attitude empathique à l'égard de ses collègues originaires de l'Est de l'Allemagne. Il affirme en effet être conscient des nombreux changements advenus au sein de l'institution à laquelle il appartient et de la difficulté éprouvée par certains professeurs originaires d'ex-RDA à s'y adapter. De surcroît, il assure que les différences qu'il relève entre ses collègues de l'Est et lui-même n'engendrent aucune tension sur le plan humain.

Dans le cadre du jardin d'enfants, et plus précisément au sein du petit cercle social que constituent les parents d'élèves, l'impression d'étrangeté et la perception de l'altérité se font plus diffuses, mais elles ne disparaissent pas pour autant. Pour l'enquêté, il est en effet plus difficile de mettre des mots sur ces différences en dehors du cadre du travail, leur appréhension semble être davantage fondée sur le ressenti (« *les émotions* ») que sur une évaluation « objective ». Dans un premier temps, bien qu'il affirme être en mesure de distinguer presque instantanément les personnes originaires de l'Est, l'enquêté est bien en peine de décrire précisément sur quoi se fonde cette distinction. Les critères d'appréciation qui lui permettent de reconnaître ces concitoyens de l'Est demeurent assez vagues : « *des thèmes politiques* » particuliers, des « *façons de parler et d'argumenter* » spécifiques, autant de différences dans les manières d'être et de penser qui, bien que subtiles, subsistent et distinguent les personnes dont la socialisation s'est effectuée en RDA de leurs homologues originaires de l'Ouest. Ce dont il est question ici, c'est de la persistance d'un ethos est-berlinois, ou est-allemand, assez manifeste pour que l'enquêté fasse l'expérience, quoique de manière diffuse, de son étrangeté lorsqu'il se trouve en présence d'un groupe d'individus originaires de Berlin-Est ou d'ex-RDA. Cette « *émotion* », du reste assez vague, que ressent

l'interviewé au contact de parents d'élèves dans le contexte du jardin d'enfants, ou d'individus croisés au hasard d'une rue ou d'un rayon de supermarché, naît d'une prise de conscience de soi « dans un contexte d'interaction sociale » où l'identité d'autrui se joue à travers de subtiles variations dans les manières de dire et de faire (Papataxiarchis, 1994 : 3).

Dans le cadre de Berlin – où les deux populations doivent composer au quotidien avec leurs différences afin de rendre tenable le vivre ensemble – il semble que les dissemblances entre Est- et Ouest-Berlinois se soient amenuisées à mesure que les anciens Berlinois de l'Est se réappropriaient les codes et les normes de leurs concitoyens occidentaux (codes vestimentaires, corporels, habitudes de travail etc.). Ce nivellement normatif, via l'adoption, par les anciens Berlinois de l'Est, des manières d'être et de faire ouest-allemandes, contribue à atténuer la production de stéréotypes péjoratifs qui alimentent l'altérité négative est-allemande dont il a été question jusqu'ici. De même, et au vu de ce que nous avons abordé, il semble que les différences qui nous intéressent soient de moins en moins perceptibles entre les nouvelles générations est- et ouest-allemandes. Mais voyons plutôt ce que nous disent justement ces nouvelles générations sur ce qui subsiste des différences entre Berlinois (et Allemands) de l'Est et de l'Ouest.

#### 2.2.4. « C'était comme une grosse prison, un Etat hermétique » : la RDA du point de vue des nouvelles générations de l'Ouest

Nous nous intéresserons ici aux représentations que les Allemands de l'Ouest issus des nouvelles générations nourrissent de la RDA avant la chute du Mur, ainsi qu'à leurs expériences de la *Wende* et de l'après réunification. Nous essaierons de comprendre comment, à travers leurs récits, nos interviewés mettent en sens la réunification et l'irruption de l'autre dans l'univers de la quotidienneté. Les interviews dont nous allons présenter des passages ont été recueillies, pour la plupart, auprès d'individus non natifs de Berlin mais y résidant depuis au moins un an.

Nous commencerons cette partie par la présentation de récits qui nous semblent très significatifs du point de vue de la perception et de la catégorisation de l'autre, car ils mettent en scène toute une série de stéréotypes se rapportant à la RDA et aux Allemands de l'Est. Les récits que nous aimerions présenter ici émanent de personnes de moins de 35 ans, originaires de Bavière et habitant à Berlin depuis une période allant de un à quatre ans. Les catégorisations de l'autre qu'opèrent ces personnes nous paraissent significatives parce qu'elles nous disent quelque chose des représentations et discours sur l'altérité qui se sont

progressivement forgés dans le contexte de l'après réunification en dehors puis dans le cadre de Berlin. Soulignons également que les stéréotypes et visions de l'autre que recèlent ces récits ne sont pas *spécifiques* à cette catégorie d'interviewés, mais qu'ils relèvent de *représentations partagées*, d'où notre choix de les présenter ici.

« C'était comme une grosse prison, comme un Etat hermétique. (...) Quand je songeais à la RDA, j'avais l'impression que c'était un système fermé, une sorte de boîte noire dans laquelle on ne pouvait pas regarder. Je n'habitais pas très loin de la frontière et il m'est arrivé de m'y rendre. Il y avait des plateformes installées le long de la frontière desquelles on pouvait voir ce qui se passait de l'autre côté, on voyait la ville qui était juste de l'autre côté de la frontière, on voyait les gens, leurs autos, la ville qui était grise... (...) On envoyait des paquets vers la RDA avec des denrées ou des vêtements. Là-bas les gens ne pouvaient rouler qu'en Trabant, lorsqu'ils en avaient une. (...) On avait l'impression, en tant qu'Allemands de l'Ouest, qu'il fallait qu'on aide les gens d'Allemagne de l'Est. C'était un peu comme si la RFA avait été un grand frère qui devait s'occuper de sa petite sœur. » Marcus, 34 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest. Réside à Berlin depuis un an.

On a ici une vision extrêmement noire et austère de ce que pouvait être la RDA. La thématique de l'enfermement, de l'emprisonnement, est la première qui vient à l'esprit de l'interviewé pour décrire cette « *boîte noire* » de laquelle rien ne filtre. C'est d'un Etat refermé sur lui-même dont il s'agit, un pays hermétique, qui semble coupé du monde. L'enquête évoque les plateformes érigées le long de la frontière pour permettre aux Allemands de l'Ouest d'observer la réalité de *l'autre côté*. Ces plateformes existaient en certains points le long du Mur de Berlin et de la frontière interallemande. Elles sont l'incarnation, sur l'espace frontalier, d'un droit de regard unilatéral soulignant (aux yeux des deux populations allemandes) l'enfermement des uns et la liberté des autres. Précisons toutefois que cette vision de la RDA des années 1980 (l'interviewé, étant donné son âge, ne peut conserver de souvenirs antérieurs à cette décennie concernant la période de séparation) est quelque peu biaisée. En effet, à cette période, les lois sur les voyages entre les deux Allemagne s'étaient considérablement assouplies, la RDA des années 1980 était en effet beaucoup moins « hermétique » que la RDA des années 1960.

On note par ailleurs que la sémantique de l'indigence est employée pour décrire un pays pauvre, des villes grises et une société caractérisée par le manque. C'est donc essentiellement à travers un vocabulaire qui se rapporte à l'enfermement et à la pauvreté que l'enquête désigne la RDA et ces *autres* concitoyens, qui n'ont pas eu la chance de naître dans

un pays libre et prospère. La RDA, en ce sens, fait figure de « parent pauvre ». L'image du grand frère aidant sa petite sœur, plus faible et moins chanceuse, est particulièrement forte de ce point de vue. D'une part, elle met en scène les notions de virilité et de force, identifiées à la RFA, et celles de féminité et de fragilité, identifiées à la RDA. D'autre part, cette image confirme l'idée, généralement admise en RFA avant 1989, que les Allemands de l'Est représentaient la partie de la population allemande qui avait eu le plus à pâtir des conséquences de la Seconde Guerre mondiale et du fascisme. Toutefois, nous avons vu que l'Ostpolitik, et la reconnaissance progressive de la RDA par la RFA avait induit l'acceptation de la partition de l'Allemagne et, indirectement, le désintéressement progressif des Allemands de l'Ouest envers leurs homologues de l'Est. La situation du dualisme étatique allemand était plus ou moins perçue comme une réalité durable – voire « comme un indicateur de continuité historique » –, et les Allemands de l'Ouest eurent tendance à se sentir de plus en plus étrangers vis-à-vis de leurs homologues de l'Est (Treibel, 1994). Cependant, l'emploi d'un terme de parenté (« *la petite sœur* ») par une personne issue des nouvelles générations pour définir la relation de solidarité et de protection de l'Etat ouest-allemand envers l'autre Etat allemand tend à prouver que le lien n'était pas entièrement rompu entre les deux populations. Ce lien avait manifestement été entretenu par des campagnes « en faveur des idéaux démocratiques et des Droits de l'homme », de même que par des « politiques d'assistance », qui, malgré leur générosité, « impliqu[aient] un jugement de valeur dépréciateur (...) à l'égard d'autres systèmes culturels ou politiques dans lesquels se reconnaiss[aient] positivement » certaines catégories d'Allemands de l'Est (Braud, 2003 : 42). Mais voyons maintenant comment la chute du Mur et la réunification vont soudainement faire de l'autre, le quasi étranger, un concitoyen à part entière.

« Je me souviens bien de ce qui s'est passé à la chute du Mur parce que je vivais tout près de la frontière et qu'on a tout de suite été en contact avec la population de l'Est. Il y a eu une file de Trabant qui est arrivée en ville. Je n'avais jamais vu ça, les voitures puait, elles étaient super polluantes, l'air était infesté. Lorsque les Allemands de l'Est sont arrivés, c'était un peu avant Noël, ils ont acheté les produits que nous avions en magasin. En un jour tout est parti, tout avait été acheté ! Je me disais qu'ils nous avaient tout volé, il ne restait plus rien, ils avaient dévalisé les magasins. Moi, j'avais vraiment une impression négative des gens de RDA. (...) Ils sont arrivés en disant carrément : « Maintenant qu'on est ici, nous aussi on va en profiter ». J'ai trouvé ça tout simplement insolent. Je me disais qu'ils étaient finalement encore plus tournés vers l'argent que nous, encore plus orientés vers le capitalisme. Leurs

principes c'étaient : « Je veux tout avoir, tout posséder ». » Marcus, 34 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest. Réside à Berlin depuis un an.

D'abord l'exode, puis la chute du Mur et l'ouverture de la frontière interallemande vont provoquer le déferlement d'Allemands de l'Est sur les anciens Länder. Les motivations qui poussent les individus à se rendre à l'Ouest sont variées ; certains souhaitent s'y installer définitivement, d'autres viennent simplement y effectuer des achats, visiter un parent, ou profiter de cette liberté toute récente de se rendre à l'Ouest. Le choc consécutif à la rencontre est violent. Des files de *Trabant* se pressent aux portes de la ville, l'air est « *infesté* », on retrouve ici un vocabulaire relatif à la souillure pour caractériser cette première confrontation avec ce « frère pauvre » venu de l'Est.

Ce n'est pas un hasard non plus si l'image des *Trabant* est la première qui vient à l'esprit de l'interviewé pour illustrer l'arrivée des Allemands de l'Est en ville. Si la *Trabant* est peut-être la première manifestation réelle de l'irruption de l'autre dans l'univers du quotidien, elle est également devenue une image qui, à elle seule, cristallise les différences entre la RFA et la RDA (en termes de performances économiques, industrielles et de protection écologique). La vue de ces *Trabant* polluantes avait en outre de quoi choquer dans un pays où la possession d'une voiture puissante était un signe public de réussite individuelle et où la protection de l'environnement constituait depuis quelques années un cheval de bataille.

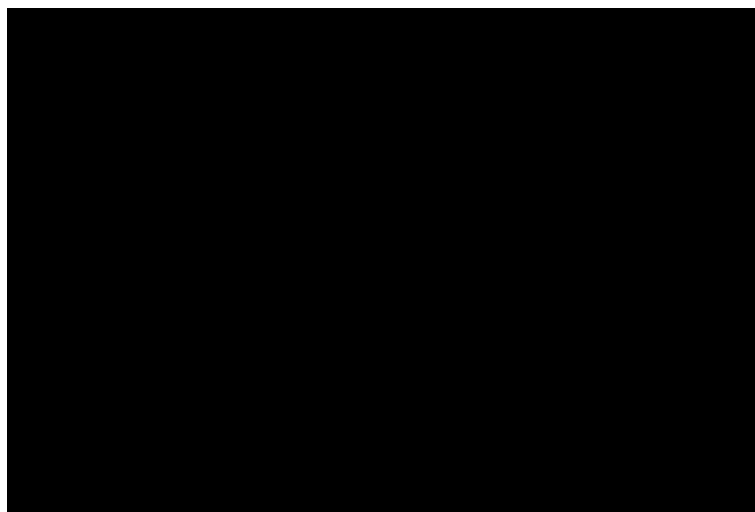


Figure 14 : Un modèle de *Trabant*. (Source : czechmediary.com )

A travers le récit qu'il tisse de son expérience de la réunification, l'enquêté construit l'autre comme une figure menaçante. Ce frère de l'Est est celui qui menace l'équilibre économique et les standards de vie ouest-allemands, celui qui vient récolter les fruits d'un état

de prospérité dûment acquis durant la période d'après-guerre et celle de la séparation. Ce que l'interviewé critique, en voyant ces nouveaux venus de l'Est<sup>126</sup>, c'est également leur ignorance des pratiques consuméristes occidentales. Pour l'enquêté, les Allemands de l'Est sont en réalité matérialistes, « *encore plus orientés vers le capitalisme* », encore plus égoïstes et intéressés que leurs concitoyens de l'Ouest. Aux yeux de Marcus, les Allemands de l'Est ne savent pas acheter, parce qu'ils le font *excessivement*, ce qui revient à leur dénier cette compétence culturelle propre aux populations occidentales (civilisées) ; à savoir la connaissance et la maîtrise des codes régissant les pratiques consuméristes en Occident.

On note par ailleurs que les *Ossis* sont assimilés à une menace pour l'environnement. Plusieurs adjectifs sont mobilisés, qui ont pour thème la souillure : pollution, infestation de l'air, villes grises et sales... autant d'expressions qui, tout en se référant à la saleté, traduisent la menace d'une rupture de l'ordre normal du monde (Douglas, 2001). De même, on peut également lire cette thématique de la souillure comme un prolongement des discours sur les dangers de « la « souillure » de la subversion idéologique présumée de l'autre », communs aux deux Etats allemands, « mutuellement hostiles mais culturellement inséparables », durant la période de la guerre froide (Herzfeld, 2007 : 68).

Cette incursion de l'autre est donc réellement perçue comme un danger pour l'intégrité du groupe (les Allemands de l'Ouest au sens large) ; elle est un danger pour l'ordre social, économique et écologique, mais pas seulement. En effet, on distingue dans ces discours sur l'autre une réponse à l'insécurité engendrée par la réunification concernant les sentiments d'appartenance collective et de perception de soi (*Wir-Gefühl* – le sentiment du nous) en République fédérale (Treibel, 1994). Le sentiment d'insécurité de l'enquêté est en outre doublé d'un sentiment d'injustice et d'amertume, qui l'envahit à la vue de ces Allemands de l'Est venus « profiter » de la prospérité de l'Ouest. Comme nous l'avons vu précédemment, le sentiment national ouest-allemand s'est en partie fondé sur la prospérité économique de la République fédérale, en tant que symbole du rétablissement du pays durant la période d'après-guerre et fruit du dur labeur de la population pendant la reconstruction (Borneman, 1997). Dans un pays où les sentiments de fierté nationale sont tabous, la conscience de vivre dans un pays prospère et de s'inscrire dans un Etat différent des autres, modeste mais exemplaire du point de vue de son fonctionnement démocratique, est à la source de sentiments nationaux

---

<sup>126</sup> Ces derniers débarquèrent « de l'autre côté » essentiellement afin de dépenser leurs Deutschemark de l'Ouest en achetant des biens de consommation ouest-allemands.

ambivalents<sup>127</sup> et d'un attachement certain (nous l'avons vu) à la République fédérale et à la Loi fondamentale. Dans la représentation de soi que les Allemands de l'Ouest se sont forgés au cours des quarante années de partition, l'accent a ainsi été « mis sur une autodiscipline accrue », une ardeur à la tâche et une foi en les principes de la démocratie, permettant de renforcer « l'image progressiste et civilisée du groupe » (Treibel, 1994 : 66). La réunification est donc vécue comme l'incursion indésirable de l'autre qui vient remettre en cause ces acquis tant au plan économique qu'identitaire. Cet autre, avec qui il convient désormais de partager les fruits d'une économie stable, mais aussi un territoire, un Etat et une identité, devient chez notre interviewé la source d'une profonde incertitude et l'objet d'un rejet. Ainsi, voit-on « se déployer », au sein de ce que l'on pourrait appeler le « groupe d'accueil », « tout un jeu de représentations et de pratiques qui visent, sur le plan symbolique et matériel, à préserver son identité contre un double risque : celui d'une assimilation avec ceux dont son expérience rend sensible la similitude » bien qu'ils soient marqués « du sceau de la différence » et « celui qu'induit la prétention de ces derniers à une participation de plain-pied et sur un mode égalitaire à la vie sociale » (Jodelet, 2007 : 26).

Mais intéressons-nous maintenant à un autre type de réponse faite face aux bouleversements engendrés par la réunification, et qui procède de la confirmation d'anciennes visions du monde et de leurs renforcements via la comparaison au modèle est-allemand.

« Pour moi, la RFA était l'Allemagne. La RDA, en quelque sorte, n'existait pas. Là où j'ai grandi, c'était la RFA. Et on ne parlait pratiquement pas de la RDA, on ne parlait que de l'Allemagne. (...) Les souvenirs que j'ai de mon enfance sont très positifs. Et justement, dans la région d'où je viens, on ne manquait de rien, on avait de l'argent, il y avait beaucoup de gens riches, beaucoup de paysans qui gagnaient vraiment bien leurs vies. Je pense que j'ai grandi dans une région typiquement capitaliste. (...) Je n'ai vraiment que des souvenirs positifs, je n'ai aucun souvenir de souffrance ou de gens qui se plaignaient de la politique en RFA. (...) Après la guerre, c'était une période assez difficile, les Américains nous ont aidé et le pays a pu se reconstruire et se développer, et j'en ai toujours entendu parler de manière positive. Je pense qu'on a vraiment eu de la chance d'être occupé par les USA. (...) Si je devais donner une identité à l'Allemagne de l'Ouest je dirais le capitalisme, l'état d'opulence, beaucoup d'argent, beaucoup de propriété. (...) Avant la chute du Mur, je ne me représentais pas vraiment la RDA. Je veux dire que je n'avais pas de représentations propres. Ce que mes parents en disaient était principalement négatif. (...) En RDA, la Russie était la force

---

<sup>127</sup> Certains concevaient le sentiment d'appartenance collective ouest-allemand comme post-national et en grande partie fondé sur l'intégration au sein de l'Europe occidentale, mais non comme l'émanation d'un sentiment de fierté nationale fondée sur des traditions historiques et politiques éprouvées.



d'occupation, tu ne pouvais rien faire, tu n'avais aucune chance. A l'Ouest, on avait la liberté... (...) Il existe en Bavière des villes que tu croirais sorties tout droit d'un conte de fées tellement elles sont belles et propres. Les villes à l'Est sont laides et grises, elles n'ont pas été restaurées après la guerre. » Miriam, 24 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest, réside à Berlin depuis 4 ans.

L'enquêtée est originaire d'un petit village de Bavière, à proximité d'Augsbourg, dans l'ancienne zone américaine. Ayant grandi au cœur d'une région réputée pour la beauté de ses paysages, sur la « Route Romantique »<sup>128</sup>, l'interviewée idéalise tout d'abord un cadre spatial dans lequel s'inscrivent ses souvenirs d'enfance. Tous ses souvenirs sont « *positifs* », et ont pour toile de fond les décors enchanteurs de villes que l'on croirait « *tout droit sorties d'un conte de fées* ». Ici encore, les villes de l'Ouest, « *belles et propres* », sont mises en contraste avec les villes « *laidés et grises* » d'Allemagne de l'Est. D'une manière générale, l'interviewée procède à une opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne, entre les systèmes communiste et capitaliste, entre les forces d'occupation soviétique et américaine. D'un côté, le « *communisme* » et la main mise soviétique sur un pays dans lequel les individus n'avaient « *aucune chance* ». De l'autre, « *le capitalisme* », l'aide américaine, « *l'état d'opulence* », « *la propriété* » et « *la liberté* ».

Ce passage nous informe sur un imaginaire des deux Allemagne qui, une fois de plus, n'est pas spécifique à l'interviewée, mais plutôt révélateur de visions du monde partagées (du moins le sont-elles au sein de notre corpus d'interviewés ouest-allemands). On a affaire, ici encore, à la confrontation de deux mondes que tout oppose. L'Allemagne de l'Ouest, assimilée à la beauté, à la prospérité et au bonheur est décrite comme un cadre de vie idéal. Cette description du pays idéal prend toute sa force dès lors qu'elle vient s'opposer au portrait d'une Allemagne de l'Est « *grise* », « *laide* » et marquée par un climat d'oppression. A travers ce portrait des deux Allemagne, les valeurs et visions du monde portées par la RFA se trouvent confirmées. La RFA est dès lors pensée comme le seul Etat allemand légitime. Parallèlement, la RDA devient une sorte de modèle négatif contre lequel le modèle national actuel vient prendre toute sa force. Pour l'interviewée en effet, la RFA était un Etat « *à part entière* », et non la RDA. La négation de la légitimité de l'Etat est-allemand – voire la négation pure et simple de la RDA – vient comme pour renforcer la légitimité de la RFA en tant que seul modèle politique, social et économique viable. De surcroît cette négation de la RDA fait écho à la doctrine de la RFA pendant la période de la guerre froide, qui se posait

---

<sup>128</sup> Cette route fut créée dans les années 1950 dans le but de dynamiser le tourisme et d'attirer des capitaux en vue d'une restauration du patrimoine bâti de la région.

comme le seul des deux Etats allemands habilité « à parler au nom de tous les allemands, y compris ceux qui vivaient en RDA » (Mouralis, 2009 : 91).

On peut supposer que l'enquêtée tire ses visions du monde et de l'histoire d'une transmission de valeurs et de manières de penser le monde effectuée au sein de son milieu familial. Elle souligne en effet son absence de souvenir propre de la RDA et précise que la plupart des représentations qu'elle nourrissait de ce pays avant la *Wende* lui venaient de propos entendus à l'intérieur du cercle familial.

Cela étant, il est possible de discerner, derrière la vision manichéenne que nourrit l'interviewée, l'influence de mises en forme officielles du passé de la RDA qui, après la réunification, répondaient à une demande politique et visaient « explicitement, en condamnant le régime déchu, à légitimer les valeurs fondatrices de la République fédérale allemande » (Kott, 2002 : 25). Ces lectures du passé est-allemand étaient sous-tendues par le paradigme totalitariste, invoqué dès la période d'après-guerre en Allemagne de l'Ouest. Quelque peu relativisé par l'apparition de nouveaux cadres interprétatifs de l'histoire de la RDA dans les années 1970<sup>129</sup>, ce courant historique, qui fonde le consensus antitotalitaire, resurgit avec force en Allemagne, et ailleurs en Europe, suite à l'effondrement du communisme. On pourrait voir dans le récit qui nous intéresse une conséquence de cette volonté de légitimer les valeurs et le modèle proposés par la nouvelle Allemagne, mais cela ne suffit pas à expliquer la réappropriation, par un acteur social, d'une rhétorique officielle. Si l'interviewée adopte pleinement cette vision du monde, et qu'elle mobilise une rhétorique, déjà éprouvée, qui consiste à « scinder le monde en paires manichéennes », c'est que cette dernière lui est utile pour penser l'avènement d'un nouvel ordre national au sein duquel l'opposition à l'autre ne permet plus, à priori, l'identification de soi (Herzfeld, 2007 : 19). Les oppositions « politiques, idéologiques et émotionnelles » qui prévalaient pendant la période de séparation n'ont plus lieu d'être dans un pays où Est- et Ouest-allemands sont désormais amenés à composer ensemble au sein d'une même communauté de destin (Treibel, 1994).

Par ailleurs, au lendemain de la réunification, l'Allemagne n'est plus « une « démocratie post-nationale parmi des Etats nationaux », comme le politologue Karl Dietrich Bracher décrivait la « vieille » République fédérale en 1976, mais un Etat national

---

<sup>129</sup> Dans un article qu'elle consacre à la RDA dans la recherche historique allemande, Sandrine Kott montre bien comment cette recherche historique sur l'Allemagne de l'Est a été, tout au long de la période de la partition, motivée par des objectifs politiques. Ainsi, « l'école libérale », qui s'appuyait « sur la thèse totalitaire », avait-elle « privilégié l'étude des formes de domination en mettant en évidence la supériorité du modèle ouest-allemand ». A côté, et « dans le sillage de la politique de Brandt s'est développé un second courant qui s'est efforcé de s'émanciper d'une comparaison systématique avec l'Ouest et de comprendre la RDA dans son contexte propre » (Kott, 2002 : 24).

démocratique post-classique parmi d'autres – solidement ancré dans cette communauté d'Etats supranationale qu'est l'Union européenne ». <sup>130</sup> La fin de la guerre froide et la réunification inaugurent une ère de normalisation de la nation allemande. Cette dernière ayant recouvré sa souveraineté et son territoire (à l'intérieur des frontières délimitées après la Seconde Guerre mondiale), elle ne fait désormais plus figure d'exception au sein du concert des nations. Toutefois, si la République fédérale subsiste après la réunification, elle en ressort néanmoins profondément transformée. Les anciens citoyens de RFA sont désormais amenés à composer avec un Etat nation plus vaste, plus peuplé, disposant de nouveaux ancrages géopolitiques et d'une souveraineté nationale quasi pleine et entière. Ces bouleversements dans les représentations et les relations qui liaient les citoyens ouest-allemands à la République fédérale, s'ajoutant à l'incursion de l'autre dans les espaces intimes de la nation, finissent de déstabiliser les conceptions de soi que partageaient les individus qui vivaient à l'Ouest du Mur et de la frontière interallemande. Face à ces profondes mutations, les citoyens ouest-allemands adhèrent à une construction de la RDA comme modèle national négatif. Au lendemain de la chute du Mur, en effet, « un des ingrédients traditionnels du sentiment d'identité nationale majoritaire en RFA, l'anticommuniste, [fêta] son plus grand triomphe » (Le Rider, 1991 : 915). Cette réalité se traduit par un regain d'intérêt pour les thèses totalitaires et une réaffirmation de la prééminence de l'ordre politique, économique, social et culturel ouest-allemand. D'une part, l'effondrement du bloc soviétique et la Révolution pacifique viennent confirmer « la validité universelle des valeurs occidentales » – auxquels les citoyens de RFA s'identifiaient très largement – « avec, en premier lieu, l'intangibilité des Droits de l'homme ». <sup>131</sup> D'autre part, la mise en avant de « stéréotypes d'autopromotion » permet de réaffirmer la singularité d'une identité quelque peu fragilisée par l'incursion de l'autre jusque dans « l'intimité des espaces secrets » de la nation (Herzfeld, 2007 : 4). Ainsi, dans le contexte de la réunification, « les Allemands de l'Ouest utilisent[-t-ils] leurs différences d'avec ceux de l'Est pour renforcer encore leur propre statut » (Treibel, 1994 : 61) et se voir en quelque sorte conforter sur qui ils sont et sur ce qu'ils ont (Borneman, 1992 : 315). C'est donc en partie en regard du contre modèle que constitue la RDA que le modèle (démocratique et libéral) de la nouvelle Allemagne puise aujourd'hui sa force et sa légitimité et qu'il peut, en tant que tel, prétendre à un investissement émotionnel de la part des citoyens.

---

<sup>130</sup> Allemagne – Faits et réalités: 1990 : la réunification > 1990, site : <http://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/lhistoire/main-content-03/1990-la-reunification.html>

<sup>131</sup> Allemagne – Faits et réalités: 1990 : la réunification > 1990, site : <http://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/lhistoire/main-content-03/1990-la-reunification.html>

Il nous reste maintenant à aborder la confrontation entre les nouvelles générations est- et ouest-allemandes dans le contexte berlinois. Nous tenterons d'abord de comprendre comment l'autre est appréhendé et construit et chercherons ensuite à décrypter les évolutions qui affectent cette appréhension d'autrui dans le cadre d'un partage de la quotidienneté sur un territoire désormais commun.

#### 2.2.5. La confrontation à l'autre et à son monde de valeurs chez les nouvelles générations originaires de l'Ouest et résidant à Berlin

Nous avons tenté d'analyser les sentiments et représentations nés des bouleversements engendrés par la réunification. Nous voudrions à présent aborder la relativisation qui s'opère chez certains de nos interviewés ouest-allemands issus des nouvelles générations à la suite de leurs premiers contacts avec leurs homologues de l'Est, culturellement semblables et idéologiquement autres. Nous serons ainsi en mesure de répondre à la question du sentiment du nous dans le cadre berlinois, dont nous postulons dès à présent qu'il se fonde en partie sur un partage de la quotidienneté et un échange de valeurs entre Allemands de l'Est et de l'Ouest, du moins en ce qui concerne les nouvelles générations.

La première expérience que nous présenterons est celle de Miriam, venue habiter à Berlin afin d'y poursuivre ses études.

« Là où j'habitais, les gens disaient des Allemands de l'Est qu'ils utilisaient tout, qu'ils essayaient de profiter de tout, qu'ils ne travaillaient pas, qu'ils étaient fainéants. On avait l'impression que les Allemands de l'Ouest étaient supérieurs aux Allemands de l'Est. (...) Lorsque je suis partie vivre à Berlin, il y a des gens qui m'ont dit : « Prudence avec les Osis, ne te lie pas d'amitié avec eux ». Les gens disaient que les Osis n'avaient pas autant de valeur que les Wessis, qu'ils étaient un peu plus cons, on me disait de ne pas leur parler, qu'ils allaient me piquer mon argent etc. Mais à Berlin, c'est différent, tout le monde essaie de se comprendre et de se connaître. Et donc, la première fois que j'ai parlé avec une fille originaire de l'Est, je me suis rendue compte qu'elle avait un dialecte un peu bizarre et tout de suite, j'ai été un peu distante. J'avais des préjugés très forts, j'avais vraiment ça dans la tête, je pensais que les Osis étaient complètement nuls. Et au fur et à mesure que je rencontrais des gens originaires de RDA, je me rendais compte qu'ils n'avaient rien à voir avec ces clichés. » Miriam, 24 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest, réside à Berlin depuis 4 ans.

Cet extrait d'entretien nous renseigne sur les stéréotypes négatifs via lesquels une image des *Ossis* s'est peu à peu forgée dans l'imaginaire de certains Allemands de l'Ouest. La paresse en tant que résultante d'une socialisation sous un régime socialiste, est un trait couramment attribué aux Allemands de l'Est. En effet, la prétendue « mentalité de fonctionnaire », le « manque d'initiative » et la « fainéantise » sont régulièrement invoqués pour arguer de l'inadaptabilité des Allemands de l'Est aux règles qui régissent le monde du travail en Allemagne de l'Ouest. Vient ensuite une catégorisation de l'autre comme individu de moindre valeur, qui vient traduire en stéréotypes (et renforcer) le rejet de tous les aspects (politiques, sociaux, économiques et culturels) de la RDA au sein de l'héritage national. Enfin, on est en présence de stéréotypes qui, s'ils ne peuvent pas directement être attribués au racisme – et ce en vertu du contexte dans lequel ils prennent forme, puisqu'on est en présence de deux populations physiquement et linguistiquement semblables et dont « la parenté culturelle est (...) reconnue, au moins tacitement » –, en présentent néanmoins toutes les caractéristiques (Herzfeld, 2007 : 68). Les *Ossis* sont en effet dépeints comme un peuple de valeur moindre, composé d'individus moins compétents, voire moins intelligents, que leurs concitoyens, prompts à voler, paresseux, inefficaces, etc. Comme le souligne l'interviewée, cette image de l'autre était véritablement inscrite « dans [sa] tête ». Il lui a fallu être en présence d'Allemand de l'Est, en l'occurrence dans le contexte berlinois, pour prendre conscience du caractère non fondé de ces stéréotypes négatifs. En venant habiter à Berlin, l'interviewée s'est donc retrouvée en présence de personnes originaires de l'Est de l'Allemagne, vraisemblablement de la même génération, avec qui elle a tout naturellement nouer des liens d'amitié. Cet aspect générationnel est d'ailleurs essentiel ; là encore, il semble que les individus les plus jeunes – originaire de l'Est comme de l'Ouest – aient plus de facilité à passer outre les différences et les a priori et à reconnaître en l'autre un semblable. Pour les nouvelles générations en effet, « le Mur dans les têtes » est une réalité qui a une moindre emprise sur la façon dont ils gèrent leur relation à l'autre au quotidien. Mais venons en maintenant à un deuxième type d'expérience de l'autre et de son univers. Nous aborderons ici l'anecdote de Marcus, qui, accompagné d'un ami, décide de se rendre dans une ville d'ex-RDA, à proximité de l'ancienne frontière interallemande.

« On a donc traversé la frontière et on a rejoint la ville et là, on s'est rendu compte de ce que les gens avaient vécu. La pauvreté, la grisaille, la puanteur, les voitures pourries... On avait l'impression que les gens avaient du improviser pour tout. Il y avait peu de matériel, leur économie était faible, alors ils avaient bricolé, leurs maisons n'étaient pas finies, on voyait qu'ils avaient l'habitude de se débrouiller avec presque rien. Et puis quand on a voulu manger,

on n'a trouvé que deux restaurants, mais ils étaient tous complets. Là, on a vu qu'il y avait de bonnes choses à manger, et pas chères... Mais impossible d'avoir une place. Alors on a juste trouvé une saucisse qui ressemblait un peu à ce qu'on avait à l'Ouest, et on a bouffé des *Ketwurst* dans la rue parce qu'on ne pouvait rien manger d'autre, on était là, comme deux arrogants *Wessis*... » Marcus, 34 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest. Résidant à Berlin depuis un an.

Cette confrontation volontaire à l'univers de l'autre a pour effet de confirmer certains stéréotypes nourris par l'interviewé vis-à-vis de ses concitoyens en même temps qu'elle amorce une remise en cause et une relativisation de certains autres traits prêtés aux Allemands de l'Est. L'univers de l'autre demeure essentiellement dépeint via un vocabulaire qui se rapporte à la grisaille, la saleté et la pauvreté. Les représentations de la RDA que nourrissait jusqu'alors l'enquêté se trouvent confirmées par tout ce qu'il découvre au cours de son excursion à l'Est. Toutefois, une autre image des Allemands de l'Est semble se dessiner suite à la confrontation avec l'univers qui s'étend de l'autre côté de la frontière. L'interviewé porte le regard sur l'environnement de ses concitoyens et en vient à imaginer ce que pouvait être leur quotidien. Ce qu'il voit l'amène à penser que ses concitoyens de l'Est ne disposaient de quasiment rien pour vivre, qu'ils devaient « *improviser pour tout* » et en toute occasion. Cette catégorisation des Allemands de l'Est comme « plus débrouillards », bricolant afin d'améliorer leur quotidien, est relativement répandue (nous nous référons ici aux interviews que nous avons effectuées tant auprès des Berlinoises – natifs et non natifs – de l'Est que de l'Ouest) et témoigne de l'existence de représentations des « Osis » aujourd'hui communes aux Est- et Ouest-allemands, et ce plus particulièrement au sein des nouvelles générations. Enfin, on note que cette expérience du monde de l'autre est parfois malaisée ; l'enquêté se trouve confronté à une société dont il ne maîtrise guère les codes et dans laquelle il ne parvient pas à trouver ses marques. Le simple fait de se procurer à manger le met face à des problématiques qui lui sont étrangères. L'expérience de la rareté de biens de consommation, celle de l'attente interminable pour obtenir une table dans un restaurant est chose quasi impensable pour qui a grandi dans un pays libéral où tout semble à portée de main. Finalement l'enquêté et son ami doivent se contenter d'une simple « *Ketwurst* », qu'ils mangent dans la rue comme « *deux arrogants Wessis* ». L'enquêté revient sur son attitude initiale envers les Allemands de l'Est et n'hésite pas à jouer du stéréotype de l'« *arrogant Wessi* » afin de tourner en dérision cette confrontation malaisée avec un univers qui le déconcerte. Puis, vient la rencontre :

« Puis on a rencontré des gens de l'Est à l'occasion d'une soirée en discothèque le samedi soir. Ça a vraiment été une bonne fête, même si la bière était mauvaise, on s'est rabattu sur le vin et le gin tonic ! (...) On a eu l'impression d'avoir affaire à des gens qui étaient plus profonds. Il n'y avait pas ce problème du paraître comme à l'Ouest, les gens se comprenaient en tant qu'êtres humains, non pas vis-à-vis de l'apparence. J'ai trouvé que les femmes de l'Est étaient attirantes et ouvertes, plus spontanées que les femmes de l'Ouest. Les gens en général avaient plus de vécu. (...). Par exemple, c'était assez commun de voir des gens qui se mariaient vers 17, 18 ans pour avoir la possibilité de partir de chez leurs parents. (...) Pendant cette soirée en discothèque (...) j'ai été étonné de voir que tout se passait vraiment bien. Ça m'arrivait de sortir en boîte à l'Ouest, et de tomber sur des gens bourrés qui finissaient par se battre. Mais ce soir là il n'y a eu aucune embrouille. Les mecs se cherchaient parfois entre copains mais c'était vraiment bon enfant, c'était juste des petites provocations ou des blagues histoire de se chahuter pour ensuite prendre une bière ensemble. On a passé une super soirée. » Marcus, 34 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest. Résidant à Berlin depuis un an.

Toute une série de qualités sont ici attribuées aux Allemands de l'Est, qui correspondent à des représentations partagées par certains Berlinoises et Allemands, de l'Est comme de l'Ouest, issus des nouvelles générations. Ces qualités sont d'ordre moral et s'apparentent au naturel, à la spontanéité et à la profondeur. La confrontation avec l'autre sert de base à la réaffirmation de tout un ensemble de valeurs dont l'interviewé déplore l'effacement au sein de sa propre société. Les valeurs d'honnêteté, de simplicité, de spontanéité, de naturel, de profondeur et d'intégrité morale (le bon esprit, que l'on prête aux Allemands de l'Est) viennent mettre en question les mœurs prétendument superficielles d'une société où l'authenticité des rapports sociaux se dilue dans le registre des apparences. A travers cette description, l'interviewé met en intrigue sa « nostalgie (...) des « vraies » relations sociales » (Herzfeld, 2007 : 10). Les qualités humaines qu'il attribue à l'autre se rapportent à des valeurs, des manières d'être et de faire qui avaient cours sous le régime socialiste. L'indistinction entre individus, engendrée par la relative égalité qui régnait entre les Allemands de l'Est (via le nivellement des salaires et des biens de consommation), aurait forgé des personnalités plus authentiques, plus profondes, moins enclines à jouer sur les apparences. L'absence de compétition entre individus permettrait en outre des rapports humains plus harmonieux, exempts de calcul et d'agressivité. Cette vision rappelle à bien des égards la mise en avant d'une altérité idéale, non corrompue et pacifique, déjà présente dans le mythe du bon sauvage. Cette comparaison entre un *ici* à certains égards artificiel et un *là-bas* authentique, entre un *soi* agressif et corrompu et un *autre* pacifique et vertueux répond,

dans une certaine mesure, à la quête de valeurs d'authenticité, de solidarité et de sincérité dans le contexte d'une société changeante où l'individu est en permanence sommé de faire des choix et où l'avenir ne semble jamais acquis.<sup>132</sup>

Notons ici que l'interviewé ne connaît de l'univers de l'autre que le peu qu'il en a vu, ajouté à quelques bribes de mémoire orale et à ce qui lui a été transmis au cours de sa scolarité. Il a par ailleurs été exposé à des images de l'Allemagne de l'Est, construites via les médias. Ces images sont celles d'un pays dictatorial, mais elles sont également celles d'une RDA sublimée à travers des films teintés d'*Ostalgie*, comme le film *Goodbye Lenin*. Cette image de l'autre est donc le fait d'une confrontation et d'une construction. Ces valeurs que l'on prête à l'autre ne sont en outre pas forcément absentes de la société ouest-allemande et correspondent à des aspirations exprimées au sein de certaines sphères du corps social de l'ancienne République fédérale (les milieux alternatifs, proposant d'autres modes de vie basés sur la collectivité, les milieux de gauche qui dénoncent les dimensions aliénantes des sociétés de type occidental et libéral, etc.). On peut par ailleurs supposer que ces qualités sont assimilables à des valeurs plus anciennes qui, en RFA, se sont estompées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale au profit des valeurs universalistes et d'une intégration résolue à l'Occident. En effet, comme le note Joseph Rovin sur les évolutions de la culture ouest-allemande pendant plus de quarante années :

« La télévision, la pilule et l'abondance, le démantèlement des croyances et des mœurs traditionnelles ont conduit la partie occidentale du peuple allemand sur la voie de comportements individualistes, hédonistes (...). La chute de la natalité à partir des années 1960, l'incroyable montée du nombre des objecteurs de conscience, la raréfaction des vocations religieuses (...), la managérification des opérateurs de l'économie et de la vie sociale (...), l'empiètement énorme des moyens de distraction sur l'emploi du temps, les pensées et les façons de vivre, autant de signes nouveaux et

---

<sup>132</sup> Cette mise en balance des traits supposés d'une société avec ceux d'une autre permet ainsi à l'interviewé d'adopter une posture critique à l'égard de son propre groupe et de mettre des mots sur un malaise propre aux sociétés occidentales et décrypté par Alain Ehrenberg dans son ouvrage *La fatigue d'être soi. Dépression et société* (Ehrenberg, 2000). En RFA, de même que dans d'autres sociétés occidentales, « les principes capitalistes de l'économie de marché [exigent] et [produisent] une personnalité à profil individualiste » (Treibel, 1994 : 59). La prise de responsabilités et d'initiatives est en permanence exigée de la part des individus, avec pour corollaire une suppression des « avantages et sécurités traditionnels », des « contrôles externes » et des « lois morales générales » (Beck, Beck-Gernsheim, 1990). La compétition généralisée, l'exigence de performance et la nécessité d'une présentation de soi offensive, auxquelles s'adjoint l'impératif de décider dans une société où les choix sont multiples, confrontent les individus à l'incertain et peuvent générer une certaine souffrance psychique. Tous ces facteurs de souffrance et d'incertitude, même s'ils ne sont pas précisément nommés par l'interviewé, représentent ce contre quoi il s'inscrit en faisant l'apologie des valeurs et modes de vie est-allemands.



de coutumes nouvelles qui ont transformé la culture de la vie quotidienne. (...) Acceptés dans l'ONU, dans l'OTAN, dans la Communauté européenne, (...), regardant les mêmes films et lisant les mêmes livres que les autres Occidentaux, passant chaque année de longues vacances à l'étranger, consommant de plus en plus de boissons et de denrées étrangères (...), les Allemands de la RFA d'avant l'unité auraient beaucoup surpris et scandalisé la grande majorité de leurs arrière-grands-parents. Les arrière-grands-parents, peut-être, à certains égards, se seraient plus facilement reconnus dans les mœurs et mentalités de la RDA. » (Rovan, 1998 : 917-918)<sup>133</sup>

Avant de conclure sur ce point, nous étayerons cette dernière hypothèse avec un passage d'entretien dans lequel le thème des différences de valeurs et de manières de faire entre Est- et Ouest-Allemands est à nouveau évoqué.

« Je pense que les enfants ont été élevés de manière différente en Allemagne de l'Est. Et j'ai toujours le sentiment quand je vois comment ça se passe chez moi, qui vient de l'Ouest, en comparaison avec ce qui se passe chez Steffi ou Inès, qui viennent de l'Est, j'ai le sentiment quand on confronte un peu nos expériences, que les gens sont moins dans le conflit, enfin que les conflits doivent toujours être expliqués. Ce qui est important c'est que les gens se comprennent bien, c'est le point principal. Et j'ai aussi le sentiment qu'ils ne sont pas trop ambitieux, enfin. Ils sont plus respectueux entre eux et qu'ils se définissent aussi davantage par eux-mêmes, par leurs origines, par leurs familles. Et ils se distinguent sans avoir besoin de supers fringues, de supers chaussures, ou que sais-je ? (...) Et quand tu noues des relations avec eux, j'ai l'impression que tu peux davantage compter sur eux. (...) En revanche, je ne pense pas qu'on puisse dire que les Allemands de l'Est sont tous plus spontanés, qu'ils ont davantage de valeurs que ceux de l'Ouest, et qu'il y en a qui sont meilleurs et d'autres plus mauvais. Je pense que les deux parties ont des valeurs à partager, certaines sont bonnes, certaines sont moins bonnes. Je crois aussi par exemple qu'une des caractéristiques des Allemands de l'Est, c'est une certaine profondeur, souvent... Et aussi, en fait, quand je regarde la façon dont ils restent eux-mêmes, je veux dire cette totale intégrité. (...) Oui, il y a peu d'Allemands de l'Est avec qui tu as l'impression qu'ils sont en train de jouer un rôle. Et je vois ça comme quelque chose de respectable, ce sont des gens qui ne mentent pas, simplement, et il n'y a pas de « quand » et de « mais » et pas d'exception. Ça ne veut pas dire, en aucun cas, qu'il n'y ait aucun Allemand de l'Est qui mente, ce serait mal me comprendre.

---

<sup>133</sup> Joseph Rován relativise cependant ce portrait quelque peu « systématique » de la société ouest-allemande et souligne que « des Allemagnes anciennes et même antiques subsistent ou se recomposent en RFA (...) des résistances farouches contre les modernités, revêtues de couleurs nationalistes ou pacifistes, xénophobes ou écologistes. » (Rovan, 1998 : 918)

Ce que je veux dire c'est qu'il y a une tendance, que ces valeurs sont transmises, qu'elles ont leur importance. Je crois qu'il y a des différences (...) de valeurs, et je le sens dans mes rapports au quotidien avec les filles de la fac et avec Janet et Mareike, avec qui j'ai vécu en colocation. » Christina, 26 ans au moment de l'interview (2006), originaire d'Allemagne de l'Ouest. Réside à Berlin depuis 6 ans.

Ce passage d'entretien illustre bien, d'une part, comment le fait de vivre à Berlin peut être générateur à la fois d'un partage de la quotidienneté et d'un échange de valeurs entre Allemands de l'Est et de l'Ouest. On sent ici que l'interviewée a noué des relations durables d'amitié avec des personnes originaires d'Allemagne de l'Est – issues de sa génération (il s'agit d'amies et d'amis suivant le même cursus universitaire et de colocataires que nous avons interviewées et qui se situent dans une tranche d'âge allant de 20 à 30 ans) – et que cela l'a amené à expérimenter leur monde de sens et de valeurs.

D'autre part, l'interviewée insiste sur des valeurs, connotées de façon positive, qu'elle attribue aux Allemands de l'Est. Ces valeurs se rapportent essentiellement à la « *profondeur* », au respect, à la fiabilité et à la compréhension dans les relations sociales. Elle voit dans la nature des relations sociales et familiales de ses amies originaires de l'Est une cohésion, une compréhension mutuelle et un mode de gestion des conflits idéaux. Pour elle, les Allemands de l'Est sont, dans l'absolu, des gens qui ne « *mentent pas* », qui « *restent eux-mêmes* » sans « *jouer un rôle* » et qui se définissent eux-mêmes en vertu de ce qu'ils sont et non en vertu de ce qu'ils ont ou de ce qu'ils paraissent. On retrouve ici « la formation de concepts antithétiques du genre « *profondeur* »-« *légèreté* », « *sincérité* »-« *duplicité* », « *politesse extérieure* »-« *vertu authentique* » » relevés par Norbert Elias pour détailler le contenu de l'opposition entre « *culture* » et « *civilisation* » (Elias, 2004 : 65). Il est difficile de dire si cette mise en opposition entre authenticité et profondeur, d'une part, et superficialité, de l'autre, est élaborée de manière consciente afin d'exprimer un attrait personnel pour des valeurs qui se rapporteraient à la *Kultur* allemande, et qui auraient persisté au sein de la société ouest-allemande malgré une forte identification aux valeurs universalistes occidentales.

Ce que nous retiendrons, dans un premier temps, de cette investigation au cœur de la fabrique de l'altérité c'est tout d'abord une construction de la RDA comme modèle négatif venant légitimer le modèle actuel de l'Allemagne réunifiée. Nous avons également abordé la catégorisation des Allemands de l'Est par leurs concitoyens en des termes extrêmement négatifs, confinant les Osis dans l'image d'un peuple de moindre valeur. Nous avons par ailleurs relevé la moindre portée du phénomène relatif au « Mur dans les têtes » chez les individus issus des nouvelles générations. Les différences culturelles et idéologiques sont en

effet de moindre importance entre les individus est- et ouest-allemands qui étaient relativement jeunes au moment de la chute du Mur et ces derniers sont davantage enclins à composer avec leurs différences afin de jeter les bases d'un vivre ensemble. Il semble également – toujours en ce qui concerne la tranche d'âge des 20-35 ans – que le fait de vivre à Berlin soit un facteur qui facilite la rencontre avec l'autre. Pour certains, le partage de la quotidienneté avec l'autre (qu'elle est lieu dans le cadre de Berlin ou qu'elle y ait trouvé son prolongement) peut être à la source d'un renversement des perspectives, d'une prise en compte des différences comme autant de possibilité de s'enrichir mutuellement. Il semble en outre que les images stéréotypées attribuées à l'autre soient utilisées à rebours afin d'exprimer des attentes vis-à-vis de la société globale et des valeurs véhiculées en son sein. Ainsi, il semble que de la confrontation à l'autre naissent des questionnements qui ont trait aux identités collectives et qui se résolvent dans une tension entre « les stéréotypes d'autopromotion et ceux de nature introspective » (Herzfeld, 2007).

#### 2.2.6. « Tout n'était pas si nul que ça en RDA », regard de l'autre, perception de soi et de son pays d'origine chez les jeunes Allemands de l'Est résidant à Berlin

Nous tenterons d'aborder ici les « conséquences que peut avoir sur l'estime de soi l'image dépréciative » qui fut renvoyée aux populations est-allemandes suite à la réunification (Jodelet, 2007 : 30). Nous essaierons également de comprendre comment les jeunes Allemands de l'Est résidant à Berlin perçoivent leurs spécificités. Nous ne reviendrons pas sur les occurrences et les dynamiques de la construction d'une altérité négative s'appliquant notamment à la figure de l'Ossi. Contentons nous de retenir que cela détermina pendant un temps les relations entre Berlinoises de l'Est et de l'Ouest dans différents domaines de la quotidienneté (les centres commerciaux, la rue, les entreprises, les administrations, voire même au sein de la sphère familiale, etc.). Ce que nous aimerions aborder ici a trait au ressenti des nouvelles générations originaires de l'Est, ayant bénéficié d'une double socialisation, c'est-à-dire d'une socialisation qui s'inscrit à la fois dans le contexte de la RDA et dans celui de l'après réunification. En nous intéressant à cette catégorie d'individus, nous voudrions saisir les contours du vivre ensemble présent et à venir, qui se dessine dans le contexte berlinois, et déterminer par ailleurs ce qui reste de l'ethos est-berlinois et est-allemand chez les individus issus des nouvelles générations. Mais voyons à présent comment ces jeunes personnes originaires de l'Est expriment leurs ressentis vis-à-vis du regard qui fut porté sur elles par leurs homologues de l'Ouest avant et après la réunification.

« À propos des relations Est/Ouest avant la chute du Mur, il y a des détails assez amusants. Les Allemands de l'Ouest avaient par exemple monté de petites plateformes le long du Mur et les gens montaient là pour observer ce qui se passait à l'Est, un peu comme s'ils étaient au zoo. Et puis il y avait toutes sortes de collectes organisées par les gens à l'Ouest pour aider leurs voisins pauvres, ils nous refilaient tous leurs produits usagés, on avait parfois vraiment l'impression de faire partie du tiers monde... (...) Il y a eu une grosse confusion après la chute du Mur. A l'Est, les gens croyaient que ça irait, qu'il y aurait des investissements pour faire redémarrer l'économie, qu'ils recevraient de l'aide des entreprises de l'Ouest. En fait, les gens de l'Ouest sont venus à l'Est avec l'argent de l'Etat pour faire fortune. On nous donnait l'impression que les gens de l'Ouest étaient meilleurs. Ils étaient arrogants vis-à-vis de nous. Quand tu venais de l'Est, tu étais un peu plus nul que les autres, tu ne pouvais pas avoir de travail, pas de petite amie... (...) Je pense que la population à l'Est a trop perdu après la réunification. (...) Tout n'était pas si mauvais ou si nul que ça en RDA. » Jens, 32 ans au moment de l'interview (2006), originaire de l'Allemagne de l'Est. Réside à Berlin depuis 4 ans.

L'interviewé est un jeune homme parfaitement intégré à la nouvelle société. Il a mené les études qu'il entendait mener, sa situation professionnelle est, selon lui, plus que satisfaisante, et il partage par ailleurs sa vie avec une jeune femme originaire d'Allemagne de l'Ouest. Toutefois, on sent dans ses propos une certaine rancœur vis-à-vis de ses concitoyens occidentaux. Cet extrait d'entretien nous renseigne en premier lieu sur la construction de l'autre pendant la période de partition. Nous avons vu comment le fait de penser l'autre en des termes négatifs avait permis d'un côté du Mur comme de l'autre (avec peut-être davantage de succès en RFA – du moins dans la période allant de la fin des années 1970 à la fin des années 1980) de se penser soi-même sous des traits progressistes et civilisés. L'anecdote des plateformes est à nouveau évoquée. Cette évocation fait écho à la description qu'en a fait Marcus dans une des parties précédentes (2.2.4.). Ce dispositif, qui permettait à une population d'en observer une autre sans que ce regard puisse être rendu, matérialise la dissymétrie qui se jouait entre une population ouest-allemande « libre » et une population est-allemande « opprimée et enfermée ». On perçoit bien, dans la teneur des propos de l'enquêté, ce que pouvait avoir d'humiliant la présence de ces plateformes. Tout aussi humiliant – du point de vue de l'interviewé – était l'envoi de produits de l'Ouest usagés, geste qui le réduisait lui, ainsi que l'ensemble de ses concitoyens, au statut d'indigent et de débiteur. On constate donc qu'une mémoire demeure quant à certains aspects des relations interallemandes pendant la période de la partition. Les relations germano-allemandes d'avant la réunification sont interprétées en des termes qui évoquent une attitude quelque peu condescendante entre une

RFA puissante, déployant des politiques d'assistance pour venir en aide à une RDA plus faible sur le plan économique. Ce témoignage fait singulièrement écho au récit de Marcus (2.2.4) où la relation entre les deux Etats allemands était dépeinte à travers la figure du grand frère aidant sa petite sœur.

En second lieu, les propos de l'interviewé nous informent sur la souffrance engendrée par le regard dévalorisant de l'autre dans le contexte de l'après réunification. Si l'enquêté n'a pas été directement victime, du fait de son âge, de la construction d'une altérité négative, stigmatisant les Allemands de l'Est, il en garde pourtant le souvenir et la marque. Ce qu'il nous dit est révélateur d'un processus social et culturel concomitant à la réunification, qui mena progressivement de la perception de différences à la construction d'une altérité négative désignant les Allemands de l'Est, et finit par aboutir à leur relégation (partielle et provisoire) de l'ensemble social né de la réunification. Les affirmations de l'enquêté nous portent en effet à croire que celui-ci, et/ou ses proches, se sont à un moment donné sentis « [enfermés] symboliquement » dans une catégorie ; celle du « corps étranger », de l'inadapté et de l'inadaptable. La multiplication de barrières symboliques entre soi (les Allemands de l'Ouest) et les autres (les Allemands de l'Est), traduit un refus ; celui d'accorder à l'autre les attributs et les droits dont jouissent les individus « normaux » au sein d'une même société (celle de l'Allemagne unifiée, de laquelle les Allemands de l'Est sont pourtant censés participer). Ainsi, au lendemain de la réunification, les individus originaires de l'Est se sentirent-ils à certains égards dépossédés d'une partie de leur faculté « d'agir comme [des individus « sociaux »] à qui sont reconnues des capacités et des responsabilités dans le domaine « civil » du travail et de la vie privée (...) » (Balibar, 2006 : 41). Il apparaît qu'un rapport de supériorité s'est établi au cours de la reconfiguration des relations interallemandes durant les années qui ont suivi la chute du Mur et que cela ait laissé un goût amer chez certaines personnes originaires d'ex-RDA. Cette amertume est de surcroît perceptible chez certains jeunes Allemands de l'Est qui n'ont pourtant pas été directement les victimes des processus symboliques d'exclusion dont il est question ici. Ce sentiment d'amertume est une des conséquences du regard dépréciateur qui fut porté sur les Allemands de l'Est au lendemain de la réunification. En voici une autre :

« Et typiquement est-allemand... Peut-être au niveau de la confiance en soi, on n'a peut-être pas autant de confiance en nous. On n'est pas aussi sûr de nous... Je pense que les enseignants ont joué un rôle là-dedans. » Ines, 26 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est. Réside à Berlin depuis 4 ans.

Cette réflexion lève le voile sur certaines représentations que l'interviewée nourrit d'elle-même et de son groupe. Dans ce bref passage d'interview, l'enquêtée se reconnaît dans un attribut éminemment négatif, à savoir « *le manque de confiance en soi* », ici interprétée comme la résultante d'une socialisation en ex-RDA. Le recours au schème explicatif liant « manque de confiance en soi » et « socialisation en RDA » pose la question des modalités de l'établissement du rapport de supériorité entre Allemands, qui se fit – nous l'avons vu – au bénéfice de ceux qui disposaient de la connaissance et de la maîtrise des normes en vigueur au sein de la nouvelle société. Au lendemain de la réunification, en effet, une refondation de l'ordre symbolique et social s'opéra en Allemagne, palliant les déséquilibres (sociaux, économiques, culturels mais aussi émotionnels) engendrés par le rattachement de la RDA à la RFA. Dans ce contexte très particulier, des stéréotypes d'autopromotion et de dépréciation se multiplièrent, qui soutinrent l'imposition de la norme ouest-allemande aux nouveaux Länder et contribuèrent, telles des barrières symboliques, à maintenir les Allemands de l'Est quelque peu séparés du groupe d'accueil. Ce processus s'apparente par certains côtés à « un processus d'inculcation d'une infériorité identitaire » et procède d'une forme de violence symbolique (Braud, 2003 : 34 – en référence à Bourdieu).<sup>134</sup>

L'imposition aux nouveaux Länder des normes culturelles, juridiques et institutionnelles propres aux anciens Länder, qu'accompagna la construction d'une altérité est-allemande négative, eut pour effet de fragiliser les représentations de soi des anciens citoyens de la RDA. Les propos de l'enquêtée traduisent l'acceptation et l'intériorisation d'une condition d'infériorité établie en vertu de la norme occidentale relative aux principes de présentation offensive de soi, de prise d'initiative, de concurrence et de compétitivité. L'intériorisation de la norme ouest-allemande va, chez l'interviewée, de pair avec l'intériorisation d'un trait imputé aux Allemands de l'Est (groupe auquel elle s'identifie) et qui se traduit ici en défaut ou en manquement. Il est par ailleurs troublant d'entendre de tels propos dans la bouche d'une jeune personne qui n'avait que 8 ans au moment de la chute du Mur, qui a de fait effectué la plus grande partie de son cursus scolaire en Allemagne réunifiée et l'intégralité de son cursus universitaire à Berlin-Ouest.

---

<sup>134</sup> Comme le note Philippe Braud dans un article qu'il consacre à la question, l'inculcation d'une infériorité identitaire « (...) provoque une souffrance dont le noyau central est l'atteinte portée au moi identitaire (...). Celui-ci se construit autour de représentations qui renvoient directement à l'ordre du symbolique. On entend par là ces systèmes de schèmes cognitifs intimement associés à des projections émotionnelles, qui rendent le monde intelligible et permettent aux individus de s'y positionner les uns par rapport aux autres en tant que membres de groupes. Culturellement construites, ces représentations de soi sont intériorisées par les sujets d'une manière qui les rend constitutives de leur propre identité individuelle et sociale. Et ce sont elles que la violence symbolique fragilise, directement ou à travers les entités collectives dans lesquelles ils se reconnaissent. » (Braud, 2003 : 36).

Toutefois, il arrive également que certaines personnes socialisées en RDA, relativement jeunes et dont les ressources personnelles et le capital social et culturel étaient suffisamment riches pour leur permettre de s'adapter à la nouvelle donne économique et sociale, évoquent « *la chance* » d'avoir connu les deux systèmes et fassent état d'une mémoire « décomplexée » de la RDA.

« Je considère tout d'abord comme une chance le fait d'avoir connu les deux systèmes, (...) et puis les événements de la réunification, l'ouverture des frontières, ça m'a permis de vivre des choses intéressantes (...) J'ai une façon à moi d'appréhender mon travail et mes rapports au travail. Je ne vais pas ramper et tout faire afin de conserver mon job. Ce que je veux dire, c'est que si je ne suis pas d'accord avec quelque chose (...) je n'éprouverais aucune crainte à refuser de faire ce qu'on me demande. J'aime mon travail, je suis capable de travailler énormément, mais je ne ferais pas quelque chose qui soit en contradiction avec mes convictions. (...) En fait, j'ai l'impression d'être plus libre que beaucoup et peut-être aussi plus engagée, oui... Je suis profondément engagée...» Bianca, 34 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est. Réside à Berlin depuis 12 ans.

S'il est vrai que la réunification a laissé de côté une partie des anciens citoyens de RDA, une autre partie (en général, les plus jeunes) s'est adaptée aux modes de vie capitalistes. Parmi eux, certains revendiquent cependant des valeurs différentes de celles de l'Allemagne de l'Ouest et considèrent le fait d'avoir grandi en RDA comme une chance. Ils s'estiment aujourd'hui libres de puiser dans un panel de valeurs et de visions du monde plus large. Ils définissent leurs valeurs comme plus humanistes et solidaires, en opposition avec l'individualisme et l'égoïsme supposé de l'Ouest. Ils se considèrent eux-mêmes comme empreints d'un « sens de la collectivité » et d'un « désir de justice » se manifestant par la « contestation de tout exercice abusif du pouvoir », notamment au travail (Vilmar, Guittard, 1999 : 172). Ils concilient la vie à l'occidentale avec des valeurs et des mœurs qui leur viennent d'une socialisation sous un régime socialiste. Cette force apparente peut cependant masquer des blessures ; l'enquête joue en effet sur les stéréotypes et effectue certains renversements afin de se défendre du mépris dont elle a pu se sentir indirectement la victime. Ainsi, la figure du *Wessi* aliéné, esclave de son travail et de la volonté de son patron prend-t-elle le contre-pied du stéréotype de l'*Ossi* prisonnier de son pays et contraint jusque dans son intimité par les mécanismes du pouvoir dictatorial.

Au vu de ces passages d'entretien, il semble que certains, parmi les jeunes Allemands nés en RDA, aient été marqués par le regard de l'autre, un regard qui fut parfois empreint de condescendance. Que ce soit à travers une rancœur affichée ou le retournement de certains

stéréotypes, les enquêtés dénoncent ou se défendent de la construction de marqueurs identitaires négatifs, qui, à un moment donné de leurs existences, stigmatisèrent le groupe auquel ils appartenaient. De cette attitude peut émerger, chez les nouvelles générations nées en RDA, la revendication d'appartenir à un groupe spécifique, cependant très bien intégré à la nouvelle société, dont les membres partageraient une identité sociale particulière découlant d'une socialisation primaire réalisée en Allemagne de l'Est avant la *Wende*. Ces individus se reconnaîtraient dans des normes et des valeurs communes sans que celles-ci remettent en question leur appartenance à un groupe désormais plus large, qui correspond à celui des Allemands, entendus au sens de communauté nationale.

#### 2.2.7. Les décalages entre représentations « officielles de la RDA » et expérience vécue chez les jeunes Allemands de l'Est résidant à Berlin

Attardons nous à présent sur la question du décalage qui existe entre une acceptation « officielle » de la RDA comme « deuxième dictature allemande » et l'expérience vécue des jeunes Allemands de l'Est que nous avons rencontrés à Berlin. Nous tenterons par ce biais de comprendre comment ces jeunes personnes en viennent parfois à revendiquer une identité est-allemande et à se reconnaître dans certains particularismes et valeurs qui, selon elles, découlent de leur socialisation primaire en RDA.

« Je pense qu'ils ont été (les Allemands de l'Ouest), d'une certaine façon, un peu compatissants. Ils ont pensé : « oui, et il y avait la Stasi, et ils étaient complètement opprimés », et donc, oui, ils étaient un peu compatissants. (...) Et chez les Allemands de l'Ouest, j'ai l'impression, très souvent, que quand ils se représentent la RDA, c'est à travers l'image de citoyens opprimés. Ils pensent que c'était une société de terreur dans laquelle les gens souffraient. (...) Ce n'est pas quelque chose que j'ai ressenti directement, c'est plus une image qui a été propagée dans les journaux, à la télé. Et les anciens citoyens de la RDA qui sont les plus éminents, ce sont les anciens opposants au régime de la RDA, et qui naturellement, étaient complètement opprimés. » Inès, 26 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est. Réside à Berlin depuis 4 ans.

L'enquêté nous renseigne sur un aspect du regard qui fut porté sur les Allemands de l'Est au lendemain de la réunification. Un regard quelque peu « *compatissant* » (qui fait écho à ce que nous avons vu dans les parties précédentes) porté sur ceux dont on suppose qu'ils ont souffert les affres du totalitarisme le plus odieux. Ces représentations sont, dans une large mesure, héritées de visions du monde construites dans le contexte de la guerre froide, et qui se



sont trouvées réactualisées et renforcées suite à la Révolution pacifique et à la chute du Mur de Berlin. Ainsi, une image des Allemands de l'Est s'inscrivant dans une « *société de terreur* » entièrement contrôlée par l'Etat et par la toute puissante Stasi s'est-elle propagée dans les premiers temps de la réunification, notamment relayée par les témoignages qu'apportaient sur ces aspects de la société est-allemande les anciens résistants au régime. C'est donc en tant que victimes du totalitarisme et de la répression que les individus originaires d'Allemagne de l'Est sont dans un premier temps pensés. Et l'on sent poindre un décalage entre ces représentations et la perception que peut avoir l'interviewée quant à sa propre expérience de la RDA. Il existe en effet une divergence entre une acception de la RDA comme régime totalitaire, qui tend à occuper, au sein de la sphère publique, le champ imparti au travail sur le passé de la RDA, et les souvenirs que les nouvelles générations originaires de l'Est peuvent conserver de leur quotidien sous le régime socialiste. Ainsi cet extrait d'entretien :

« L'école et le jardin d'enfant, en RDA, étaient, en tant qu'institutions, très fortement liés à l'Etat. Enfin. Ça a à voir avec le fait que c'était un Etat totalitaire, qu'il y avait de la répression, et ça a influencé la vie. Mais il y a aussi des souvenirs qui n'ont pas obligatoirement quelque chose à voir avec l'Etat. La RDA était aussi un pays où les gens ont vécu. Et j'ai des souvenirs positifs que j'identifie également avec l'idée que j'ai de la RDA. J'ai grandi dans ce pays, j'y ai vécu, et tout ce que j'y ai fait pour me développer de façon positive y est lié. (...) Je ne pense pas que le fait d'être né et d'avoir grandi en RDA m'ait influencé de manière négative. Enfin, je suis, d'une certaine façon devenu un homme bon, je ne suis pas un criminel parce que j'ai grandi en RDA. (...) Et quand j'ai commencé à étudier à Berlin, à la TU, dans la partie ouest de Berlin, j'ai été confronté à la façon dont les gens de RDA pouvaient être traités... C'est-à-dire comme des gens de moindre valeur. On avait le sentiment, en tant qu'Allemands de l'Est, qu'on était un peu plus nul. Je n'ai pas vécu cela directement, cela venait plutôt de la façon dont c'était représenté dans les médias. (...) On pouvait se réaliser d'une façon positive autrefois, dans la société de RDA. Comme je l'ai dit, se développer (...), se former du point de vue culturel, par exemple. Et ce n'est pas quelque chose qu'il faut totalement oublier ou refuser, il faut le penser comme quelque chose qui n'était pas entièrement déterminé par l'Etat. Il s'agit de ma propre réalisation. » David, 29 ans au moment de l'interview (2007), originaire de l'Est de l'Allemagne, résidant à Berlin depuis 5 ans.

Ce passage d'entretien illustre bien le décalage entre la perception que les jeunes Allemands de l'Est ont d'eux-mêmes (et les souvenirs qu'ils conservent de leur socialisation) et les représentations dominantes de la RDA qui s'ancrent dans la sphère publique de

l'Allemagne réunifiée. L'interviewé est issu d'une famille qui, selon lui, cultivait des valeurs bourgeoise. Son père était en opposition au régime tout en étant déconnecté des mouvements citoyens. De par l'éducation qu'il a reçu au sein de sa famille, l'enquêté nous dit avoir été conscient du caractère dictatorial de la société dans laquelle il vécut son enfance et son adolescence. Cependant, il récuse l'idée d'une domination pleine et entière de l'Etat sur les individus et pose les possibilités, qui s'offraient autrefois aux citoyens de RDA, de « *se réaliser de façon positive* » en dehors ou à côté de la domination du Parti. L'interviewé prend ses distances vis-à-vis des visions noires de l'Allemagne de l'Est et réagit à la propagation d'appréciations négatives à l'endroit de l'ex-RDA et de ses anciens citoyens. En définitive, David entend ne pas *se sentir coupable* d'être né en RDA.

La construction de la RDA en tant que « deuxième dictature allemande » et contre modèle de l'Allemagne unifiée, libre et démocratique, ainsi que les nombreux scandales relatifs à la Stasi et à ses travailleurs officieux, qui aujourd'hui encore défraient la chronique de façon sporadique, contribuèrent à forger une image peu glorieuse du peuple est-allemand – et soulevèrent implicitement la question des responsabilités individuelles dans la perpétuation du régime dictatorial socialiste. Peu à peu les Allemands de l'Est qui au départ étaient plutôt considérés comme des victimes du régime, se sentirent plus ou moins exhortés à faire leur examen de conscience, quand ils ne se virent pas carrément accusés de suivisme. Précisons que ces représentations de la société est-allemande, si elles ne sont pas partagées par tous, continuent de peser, au sein de l'Allemagne réunifiée, sur le groupe que constituent les Allemands de l'Est. Ces derniers furent ainsi soumis à un jugement moral relayé au sein de la sphère publique (par les médias, les anciens résistants au régime, certaines institutions muséales, voire certains scientifiques). Jugement d'ordre moral, qui, nous l'avons vu, s'est doublé d'un jugement de valeur découlant de l'idée que la société socialiste, à la fois répressive et peu performante sur le plan économique, aurait produit des individus « *de moindre valeur* ». Pour l'interviewé cependant, le fait d'avoir grandi sous un régime aujourd'hui décrié ne peut exclure de conserver de bons souvenirs de l'enfance et de la quotidienneté en RDA, ni d'avoir pu s'y développer de manière positive. Il n'est en conséquence pas question pour lui de renier ses origines, la manière dont il a été socialisé et ce qu'il est devenu sous le prétexte d'une perversion des différents canaux de socialisation est-allemands (le jardin d'enfant, l'école, les organisations de la jeunesse, qui, comme l'interviewé le reconnaît lui-même étaient « *très fortement liés à l'Etat* »).

Enfin, notons que l'interviewé n'a pas été directement victime d'un traitement différencié du fait de son origine est-allemande. Selon lui, si la construction d'une altérité

négative a effectivement pu peser sur les rapports interallemands, cela ne concerne apparemment plus les nouvelles générations, du moins les stéréotypes dépréciateurs n'interfèrent-ils plus dans les rapports entretenus au quotidien entre jeunes Allemands de l'Est et de l'Ouest dans le cadre de Berlin, notamment.

Cela étant, on peut constater, chez certains jeunes Berlinoises et Allemands de l'Est, la revendication d'une identité particulière qui se traduit par un attachement au monde de l'enfance et à des valeurs qui seraient *spécifiquement* est-allemandes. Ainsi, cet extrait d'interview :

« Pour ma génération, les gens qui ont 20 ans, ou plus aujourd'hui, c'est quelque chose qui importe peu. (...) Le fait de pouvoir combiner les enfants et le travail, ça c'était quelque chose qui était possible en RDA. (...) Sinon... Par exemple, le fait que les Allemands de l'Est retirent leurs chaussures en arrivant quelque part (rires). (...) Là-dessus il y a aussi des points positifs ; on est un peu plus social, dans nos comportements, c'est peut-être aussi le cas chez les Allemands de l'Ouest... Mais (...) la justice sociale est quelque chose qui est discutée de façon plus intense en Allemagne de l'Est. (...) Des différences... Peut-être un peu le fait que je puisse m'arranger dans certaines situations ; si je n'ai pas d'argent à la fin du mois ce n'est pas grave. Ou bien ce n'est pas si grave si je ne peux pas partir en vacances, par exemple, j'ai le sentiment que c'est moins grave pour moi que pour les autres. » Inès, 26 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est. Réside à Berlin depuis 4 ans.

On constate que certains aspects de la société est-allemande, ainsi que certaines normes et valeurs acquises au cours de la socialisation primaire, continuent d'imprégner les jeunes individus nés en RDA. Ainsi, la possibilité de combiner travail et famille grâce au réseau de structures présent en ex-RDA aidant à la garde des enfants, demeure, du point de vue des femmes, un aspect très valorisé de l'ancienne société. Le fait d'avoir grandi dans un pays dans lequel le modèle de vie proposé par l'Etat était celui d'une relative égalité des sexes dans les domaines de la formation, du travail et de la famille, et d'être *de facto* issue d'une famille au sein de laquelle les deux parents travaillaient, a évidemment une incidence sur les manières de penser la famille, le travail, ainsi que les rapports de genres. Aussi, ces modèles de vie conservent-ils aujourd'hui encore une signification pour les jeunes filles originaires d'ex-RDA.

Dans un autre domaine, la justice sociale est perçue comme une question qui préoccuperait davantage les Allemands de l'Est que leurs concitoyens de l'Ouest. Cette représentation va de pair avec l'image d'un groupe qui serait caractérisé par des mentalités et des comportements « *plus sociaux* », plus solidaires. Il semble, en outre, que des différences

demeurent perceptibles dans le champ des pratiques de la vie quotidienne. Ainsi, le fait de retirer ses chaussures avant d'entrer quelque part, ou encore, le fait, évoqué par une autre interviewée, d'être « *davantage habitué à faire les choses soi-même, à se débrouiller avec ce qu'il y a.* ».<sup>135</sup> Toujours dans le même registre, l'enquêtée évoque sa capacité à s'arranger en cas de manque d'argent comme révélateur d'une différence d'attitude entre elle et ses camarades nés et socialisés en RFA. Ces petites pratiques et arrangements quotidiens sont perçus comme le fruit de la transmission d'habitudes de vie<sup>136</sup>, mais ils furent également déterminés par les conditions de vie inhérentes au modèle de la société socialiste. Pour le dire autrement, dans un pays où les biens venaient parfois à manquer et où l'argent ne constituait pas un marqueur statutaire, les relations d'entraide étaient plus courantes et la capacité « *à se débrouiller pour tout* » davantage développée. Ainsi, certains attributs positifs pensés comme *spécifiquement* est-allemands sont-ils mis en avant (telles la débrouillardise et la solidarité) et rattachés à des valeurs, elles aussi estimées, relatives aux idées de justice sociale et de rejet du matérialisme. Certains, parmi les jeunes Allemands de l'Est qui résident actuellement à Berlin, tendent ainsi à se reconnaître dans des valeurs, des manières de faire et de penser qui les distinguent de leurs homologues ouest-berlinois et ouest-allemands. Il convient alors de se demander si, et dans quelle mesure, cela est susceptible de remettre en cause la consolidation du lien social dans le cadre de l'Allemagne réunifiée.

« Quand on pense à ce qui était différent autrefois, ou à ce qui, d'une certaine manière, manque aujourd'hui... Les relations entre personnes étaient différentes, plus sociales, d'une certaine façon, les gens étaient plus proches les uns des autres. (...) Il n'y avait pas de grandes différences entre des gens riches et des gens pauvres, entre des gens éduqués, et des gens non éduqués, les gens étaient beaucoup plus brassés (...). Aujourd'hui ce n'est plus tant comme ça, simplement ; il y a des gens qui ont gardé leur emploi, et d'autres, dans la même entreprise, qui ont perdu le leur, et qui, d'une certaine façon, se sentent exclus et un peu inférieurs. (...). Enfin, ce n'est plus aussi simple qu'avant. Avant la vie sociale était plus facile. Puis, il y avait ce sentiment communautaire. (...) On sent que les relations avec les Allemands de l'Ouest sont plus superficielles, que parfois, au début, il y a une relation intense, et après, pour une quelconque raison, quand on a besoin de quelqu'un, les relations ne sont plus si étroites finalement ... (...) Mais à un certain âge ces différences ne jouent plus aucun rôle. En fait pour les gens de mon âge ou ceux qui sont nés après moi, on ne perçoit plus ces différences, c'est plus régional... Quand quelqu'un te demande d'où tu viens, ça a plus une

---

<sup>135</sup> Mareike, 20 ans au moment de l'interview (2007), résidant à Berlin *Friedrichshain*, originaire de *Pankow* (quartier Nord de Berlin Est).

<sup>136</sup> Cette transmission qui trouve son cadre premier au sein de la famille.

signification géographique. (...) Mais les préjugés... (...) Je pense que c'est les plus anciennes générations qui sont encore cantonnées dans cette vision des choses. (...) Les gens qui ont plus que mon âge, vont plus facilement juger une personne par rapport à son origine, de quelle ville elle est, parce que ça a, dans une large mesure, imprégné sa personnalité. » David, 29 ans au moment de l'interview (2007), originaire de l'Est de l'Allemagne, résidant à Berlin depuis 5 ans.

Nous retrouvons ici des catégorisations relatives à la perception de soi chez les personnes nées en RDA et issues des nouvelles générations qui font écho aux perceptions de l'autre que nous avons relevées chez les nouvelles générations originaires de RFA. On notera une caractérisation de la société est-allemande comme cadre favorisant la proximité, les échanges et l'aide entre individus. Les relations interpersonnelles entre est-allemands sont perçues comme plus « *intenses* » et profondes, en opposition avec la superficialité qui caractériserait les relations interpersonnelles ouest-allemandes. On retrouve un jeu d'opposition semblable à celui que nous avons mis en exergue plus haut (partie 2.2.3) et qui porte essentiellement sur une mise en comparaison de concepts et de qualités antithétiques permettant de se penser par rapport à l'autre. Ainsi, l'opposition entre la profondeur et l'« *intensité* » des relations est-allemandes et la « *superficialité* » des mœurs ouest-allemandes, le « *sentiment de la communauté* » et l'harmonie sociale versus le sentiment d'atomisation sociale et la complexification des rapports sociaux. Aux yeux de l'interviewé, c'est donc principalement l'intensité, la profondeur et la durabilité de ses rapports sociaux qui, en tant que résultante d'une socialisation en Allemagne de l'Est, le différencient de ses concitoyens de l'Ouest.<sup>137</sup>

Toutefois, et pour reprendre les propos de l'interviewé, il semble que le phénomène du « Mur dans les têtes » et la cohorte de préjugés péjoratifs nés (d'un côté comme de l'autre de l'ancienne frontière interallemande) de l'incursion de l'autre dans l'univers de la quotidienneté, ne concerneraient guère plus que les anciennes générations. L'ancienne division Est/Ouest, à l'origine très marquée émotionnellement, idéologiquement et culturellement, tendrait à se résorber au profit d'une acceptation des nouveaux Länder comme

---

<sup>137</sup> Notons ici que des traces d'un ethos est-berlinois ou est-allemand peuvent être présentes chez un individu de manière tout à fait inconsciente. Ainsi, une jeune Allemande de l'Est de 29 ans (en 2008) nous affirmait-elle être en totale rupture avec les normes et valeurs acquises au cours de sa socialisation en RDA. Par ailleurs, voulant reprendre ses études, elle consulta en notre présence la liste des universités où il lui était possible d'effectuer une formation en paysagisme. Alors que nous lui suggérions l'université d'Hanovre elle nous répondit de manière on ne peut plus spontanée qu'il était hors de question pour elle d'aller y vivre. Lorsque nous lui demandions, intrigués, la raison de ce choix, elle nous répondit qu'Hanovre était une ville « *bien trop occidentale* » à ses yeux. Ici, les préférences pour un lieu d'habitation mettent en lumière l'existence de jugements comparatifs (entre des villes « *trop occidentales* », comme Hanovre, et des villes qui le sont moins, comme Berlin) qui continuent « à régir les manières d'être dans les relations les plus quotidiennes » (Braud, 2003 : 41).

Länder parmi d'autres, présentant des particularismes culturels régionaux, certes anciens et bien ancrés, mais de moins en moins assimilables au passé socialiste.<sup>138</sup>

Si l'interviewé définit son identité individuelle et sociale en regard de sa socialisation primaire en RDA<sup>139</sup>, il affirme néanmoins que ces différences ont une moindre incidence sur les relations qu'entretiennent entre eux les jeunes générations originaires de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne. Les aspirations des jeunes Allemands de l'Est à se reconnaître dans des valeurs et des manières de faire qu'ils considèrent comme leur étant spécifiques ne remettraient *de facto* pas en cause leur sentiment d'appartenance à l'ensemble social et culturel élargi que constitue aujourd'hui l'Allemagne réunifiée.

Ces quelques propos nous renseignent tout d'abord sur les conséquences, pour les jeunes Allemands nés à l'Est du Mur, de la diffusion d'une image dépréciative de la RDA pendant la fin de la guerre froide et la période ayant suivi la *Wende*. Nous avons vu qu'à bien des égards, le regard porté sur les Allemands de l'Est au lendemain de la réunification, s'il n'a pas eu les mêmes incidences sur les nouvelles générations originaires de RDA que sur leurs aînés, n'en pas moins été capté et, dans une certaine mesure, intériorisé. Nous avons par ailleurs souligné qu'un glissement s'était opéré au lendemain de la réunification entre un regard d'abord « *compatissant* » porté sur les Allemands de l'Est en tant que victimes d'un régime honni, puis un regard accusateur, les invitant à se poser la question de leur responsabilité dans la perpétuation de ce même régime.

Il existe une réelle différence entre la « rupture biographique » vécue par les jeunes Allemands de l'Est à la chute du Mur et « celle leurs aînés » (Poumet, 2006 : 219). En effet, et comme le souligne Jacques Poumet à propos de la jeune génération d'écrivains ayant réalisé leur socialisation en RDA et étant entrés dans la vie adulte en Allemagne unifiée (mais cela vaut également pour les jeunes Allemands de l'Est dont il a été question au cours de cette partie) :

« Pour la génération de leur parents, la fin de la RDA a signifié la perte des idéaux (quand bien même l'idéal était celui d'une « autre » RDA), la mise en cause publique, la dévalorisation de toute une vie, le retour introspectif sur la question de la co-culpabilité (...). Cette génération a eu le sentiment d'être sacrifiée par la réunification. En revanche, la génération [des jeunes Allemands nés en RDA] qui ont

---

<sup>138</sup> Ainsi, il se pourrait que les identités est- et ouest-allemandes s'arrangent en reprenant les différences plus ou moins anciennes, relatives aux cultures populaires et religieuses régionales, et qui demeurent marquées en Allemagne entre l'Est et l'Ouest, ou encore entre le Nord luthérien et la Bavière Catholique.

<sup>139</sup> Et qu'il détaille par le menu les différences qui le distinguent de ses concitoyens.

aujourd'hui entre 30 et 35 ans<sup>140</sup>, est dans un tout autre état d'esprit. Pour elle, l'unification a été vécue essentiellement comme une ouverture (...). Mais étant de plain-pied dans l'Allemagne unifiée, ils revendiquent le droit de se reconnaître sans fausse mauvaise conscience dans l'environnement de leur enfance, sans avoir à en abjurer une part. » (Poumet, 2006 : 219)

Le souci que partagent les jeunes individus nés en RDA est en effet lié à ce besoin implicite de se reconnaître dans des valeurs (morales, et sans doute également esthétiques, cognitives) et des expériences (à plusieurs égards différentes de celles de leurs concitoyens de l'Ouest) sans pour autant être considérés comme sympathisants ou nostalgiques de l'ancien régime. Ce qui lie ces jeunes générations à la RDA est de l'ordre de l'attachement « au monde de leur enfance et de leur adolescence, un monde parcouru de phantasmes comme tout univers d'enfance, et marqué par des rejets qui sont le propre de toute adolescence » (Poumet, 2006 : 219). Ainsi, face « au discrédit total jeté sur le régime de RDA après l'unification » (Poumet, 2006 : 219), ces jeunes personnes qui participent de la nouvelle société au même titre que leurs homologues originaire de l'Ouest, tentent-elles de rétablir une cohérence entre leurs expériences passées et leurs expériences actuelles, composant au quotidien avec des normes et des valeurs qui leur viennent d'une socialisation dont on peut dire qu'elle est double, puisque s'inscrivant consécutivement dans le contexte de l'Allemagne de l'Est et dans celui de l'Allemagne réunifiée.

#### 2.2.8. Retour sur la confrontation à l'autre et la constitution du vivre ensemble dans le contexte berlinois

Au lendemain de la réunification, tous les aspects que couvrait l'ancienne société de RDA furent délégitimés. Cela se produisit alors même que l'on proclamait la victoire du modèle politique, social et économique de la République fédérale, tout en s'efforçant de l'étendre aux nouveaux Länder. Le modèle des « rencontres entre l'altérité et l'identité », s'appliquant à des contextes sociaux marqués par le multiculturalisme (donc dans le cas d'une « altérité du dedans ») et entraînant des luttes pour la reconnaissance afin d'« obtenir un respect égal au sein d'un même ensemble social », ne saurait être pleinement pertinent pour penser les processus sociaux et culturels de reconfiguration des rapports interallemands dans le cadre de la réunification (Jodelet, 2007 : 38-39). Dans la mesure où toutes les formes de la

---

<sup>140</sup> Comme nous l'avons vu, cette réalité est aussi celle d'individus de moins de trente ans nés en RDA.

société est-allemande furent délégitimées, en quelque sorte neutralisées, afin notamment d'asseoir la nouvelle réalité politique, économique et sociale, les Allemands de l'Est furent exhortés – en partie en raison même du postulat de leur similarité culturelle et linguistique avec leur homologues de l'Ouest – à abandonner toute référence à leurs anciens « particularismes » (politiques, économiques, sociaux et culturels) et à adhérer sans condition aux modèles d'identification et de vie proposés par l'Etat d'Allemagne réunifiée.

D'une part, ils « virent la RDA et ses principales institutions disparaître et se retrouvèrent du jour au lendemain citoyens d'un autre Etat avec parfois le sentiment d'être des étrangers chez eux » (Perron, 2009).<sup>141</sup> D'autre part, ces nouveaux citoyens de la République fédérale durent faire face à l'impératif de s'adapter au modèle économique et social ouest-allemand, c'est-à-dire en adopter les valeurs et les pratiques. Chez certaines personnes, la perte d'emploi, la mise en retraite anticipée ou l'obligation de se remettre à niveau par rapport aux normes occidentales dans le domaine du travail, constituèrent des expériences humiliantes. Face à ces bouleversements, certains Berlinoises et Allemands de l'Est s'adaptèrent, tandis que d'autres adoptèrent des attitudes allant de l'acceptation et de la tolérance au refus et à la résistance. La dévaluation du parcours biographique des individus socialisés sous un régime socialiste engendra de surcroît (chez certains) un sentiment de mésestime de soi, parfois doublé d'un repli sur le passé et/ou sur le monde de l'entre soi.

Par ailleurs, au fur et à mesure que l'euphorie provoquée par la réunification retombait, les Berlinoises et Allemands de l'Est ont commencé à se sentir la cible de discours dévalorisants de la part de leurs concitoyens de l'Ouest. L'incursion des anciens citoyens de RDA sur les anciens territoires de l'Ouest, pour y refaire leur vie ou simplement y effectuer des achats, engendra des tensions entre les deux populations. Certaines personnes parmi les populations ouest-allemandes, chez qui la joie causée par la chute du Mur avait également fait place aux ressentiments, commencèrent à se plaindre de devoir supporter à elles seuls le poids financier de la réunification. Bien vite, la présence de ces nouveaux citoyens venus de l'Est fut ressentie comme une menace pour l'ordre social, économique, environnemental et, à certains égards, culturel. Cette figure de la menace, le plus souvent exprimée à travers la sémantique de la souillure, trouve son origine, selon nous, dans la période de la guerre froide, au cours de laquelle les émotions investies dans les représentations de l'autre (l'Est-allemand) constituaient une des composantes de l'adhésion des citoyens ouest-allemands au modèle idéologique et aux visions du monde proposés par la République fédérale.

---

<sup>141</sup> Catherine Perron « 1989 ou l'identité allemande en question », article mis en ligne sur le site : <http://www.chutedumur.com/resonances/191-1989-ou-lidentite-allemande-en-question-.html>



Pour plusieurs générations d'Allemands de l'Ouest, en effet, la RDA faisait figure de véritable repoussoir. Ce pays se résumait, dans l'imaginaire collectif, à des « villes grises » au sein desquelles se dressaient des *Plattenbau*<sup>142</sup> et des « immeubles délabrés », le tout planté dans un environnement « triste », « pollué » et « malsain ». De même, la RDA était-elle, en tant que dictature, perçue de manière extrêmement négative. L'Etat est-allemand aurait produit une société de « terreur », un type de relations sociales caractérisé par la « défiance » et la « crainte », une quotidienneté « grise », « uniforme » et « ennuyeuse ». Nous avons vu en effet qu'une série d'oppositions très investies émotionnellement (« dictature »-« démocratie », « répression »-« liberté », « ennui »-« effervescence », « uniformité »-« diversité », « laid »-« beau », « malsain »-« sain », « mort »-« vie ») participaient à la construction de la RDA comme une sorte de double négatif de la RFA. Ces stéréotypes, qui fonctionnèrent à plein régime dans le jeu d'oppositions qui permettait aux citoyens de RFA de s'identifier à la République fédérale tout en voyant dans leurs voisins de l'Est leurs opposés idéologiques, remplirent, au lendemain de la réunification, la fonction de « mode de construction du social » (Balibar, 2006 : 11). En d'autres termes, la RDA continua à être pensée comme un repoussoir idéologique, social et culturel bien après sa disparition. De même, les Allemands de l'Est continuèrent-ils à être assimilés à une menace dans le contexte de la réunification, mais pour des raisons différentes de celles qui avaient prévalu durant la période de la guerre froide, puisqu'il convenait désormais, non pas de vivre séparés, mais unis.

Les attitudes de rejet et, d'une certaine manière, la crainte éprouvée envers les Allemands de l'Est révélèrent le malaise, ressenti en Allemagne de l'Ouest au lendemain de la réunification, face à l'ébranlement d'un certain nombre de ferments identitaires, jusqu'alors stables, sur lesquels s'étaient édifiés des sentiments d'appartenance à la RFA (ainsi « l'Etat de droit instauré par la Loi fondamentale, la stabilité politique et l'économie sociale de marché » [Landry, 2004]). En effet, pour les citoyens de l'ancienne République fédérale, « qui avaient non seulement fini par s'accommoder de la RFA, mais par s'y identifier et par développer une identité ouest-allemande propre », il s'agissait de vivre dans un Etat qui, s'il continuait d'exister, n'en était pas moins profondément métamorphosé.<sup>143</sup> Toutefois, à mesure que le temps s'écoulait et que les processus politiques et économiques ayant trait à l'unification s'accomplissaient, cette appréhension des Allemands de l'Est comme source de malaise et de

---

<sup>142</sup> Le terme *Plattenbau* désigne les barres d'immeubles est-allemandes, conçues dans les années 1970-80 et dont l'architecture avait pour but de favoriser la vie en collectivité.

<sup>143</sup> Citons ici le recouvrement de la souveraineté nationale quasi pleine et entière, l'extension du territoire, l'apparition de nouveaux ancrages géographiques et géopolitiques à l'Est, le déplacement de la capitale de Bonn à Berlin, l'augmentation de la population, etc. (Perron).

menace finit par perdre de sa force, laissant place à d'autres discours au sein de la sphère publique.

Le sentiment de compassion à l'égard de ceux qui avaient été les victimes d'un ordre social et politique dictatorial se convertit peu à peu en un sentiment d'indignation envers le caractère inique du régime est-allemand, posant implicitement la question de la responsabilité des citoyens de la RDA dans la perpétuation de ce régime. De fait un jugement moral se propagea, visant une catégorie de citoyens qui, pourtant, avaient aspiré à la démocratisation de leur Etat et manifesté massivement avant d'en appeler à la réunification et à l'accession au régime juridique, politique, économique et social de la RFA.

Nous avons vu, par ailleurs, qu'une série de stéréotypes dévalorisants émergèrent de la confrontation entre les deux sociétés allemandes, qui conduirent à une caractérisation des Allemands de l'Est comme inférieurs et non civilisés, renforçant par là l'image civilisée et progressiste nourrie par certaines sphères de la population ouest-allemande vis-à-vis du groupe ouest-allemand au sens large.

Enfin, nous avons souligné que l'extension des règles du marché libre sur le territoire d'ex-RDA, et les restructurations que supposait cette extension, s'accompagnèrent de l'apparition de stéréotypes stigmatisant les comportements est-allemands. Ces stéréotypes se rapportent à une attitude prétendument commune aux *Ossis*, et tendent à leur dénier certaines compétences culturelles dans différents domaines de la vie quotidienne allant des pratiques consuméristes aux habitudes de travail. Les individus socialisés en RDA seraient « incompetents », feraient preuve d'une « mentalité de fonctionnaires », d'un « manque d'initiative » et d'une incapacité à s'intégrer aux modes de vie et de travail qui caractérisent les sociétés occidentales. Ces stéréotypes visent essentiellement ceux dont la socialisation et l'activité professionnelle se sont en grande partie déroulées en RDA. En d'autres termes, ils s'appliquent davantage aux anciennes générations qu'aux personnes de moins de 35 ans nées en Allemagne de l'Est. Il convient en outre de souligner que ces discours occultent les réelles difficultés qu'éprouvèrent certains Allemands de l'Est. En effet, ces derniers furent sommés de s'adapter à un système de valeurs qui leur était étranger et à de nouvelles façons de travailler au sein d'équipes à la tête desquelles, dans certains cas, des Allemands de l'Ouest avaient été « parachutés ». Rappelons à ce titre qu'après les événements de 1989, les « élites ont été « importées » de l'Ouest dans une proportion sans précédent historique » (Derlien, cité par Guittard, Vilmar, 1999 : 167).

Selon Herzfeld :

« Tout stéréotype est par définition réducteur. Il souligne toujours l'*absence* d'une propriété supposée désirable. Il constitue une arme de pouvoir. Il *fait* quelque chose, il *prive* activement l'« autre » d'un certain attribut sans que celui qui en use se reconnaisse coupable : l'attribut en question est à ses yeux purement symbolique : c'est « simplement » une façon de parler et « un mot n'a jamais tué personne ». » (Herzfeld, 1992 : 67)

La propagation de stéréotypes négatifs sur la figure de l'Ossi via les médias, les blagues circulant de bouche à oreille, les descriptions peu flatteuses des prétendues différences physiques et comportementales des Allemands de l'Est (par rapport à la norme occidentale), participent effectivement d'une prise de pouvoir. En déniait aux Berlinoïses (et Allemands) de l'Est des attributs et compétences particuliers, certains Berlinoïses (et Allemands) de l'Ouest non seulement réaffirment la validité de manières d'être et de faire à travers lesquelles ils se reconnaissent, s'identifient, mais ils en font de surcroît les seules normes et valeurs légitimes, établissant ainsi, à leur profit, et au détriment de leurs concitoyens, les nouvelles règles du jeu. Confrontés à cette réalité d'ordre symbolique, mais aussi matérielle<sup>144</sup>, les Berlinoïses (et Allemands) de l'Est affirment parfois se sentir *étrangers chez eux, exilés de l'intérieur*, et partager le sentiment d'être des individus de *moindre valeur, des citoyens de seconde classe*. De même, expriment-ils leur conviction de n'être tout au plus qu'un établi prolongé (*Verlängert Werkbank*) en regard d'une économie nationale dont les grandes décisions et orientations se jouent à l'Ouest. De fait, et comme nous l'avons par ailleurs souligné, certains Berlinoïses (et Allemands) de l'Est sont allés jusqu'à employer les termes d'annexion (*Anschluss* – qui peut également faire référence à l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne), voire de colonisation, pour parler de la réunification. Notons que ces derniers ne sont pas en reste côté stéréotypes : à la figure de l'Ossi paresseux s'oppose celle de l'arrogant *Wessi*, qui fait preuve d'une *mentalité de vainqueur* et n'hésite pas à écraser son prochain pour privilégier sa réussite personnelle. Toutefois, comme nous le rappelle encore Herzfeld :

« La résistance par l'ironie ne rend pas le pouvoir aux faibles. Elle les aide peut-être à leur tour à « englober » leurs oppresseurs, mais, comme de nombreuses féministes et théoriciens des résistances l'ont fait remarquer, elle offre plus une

---

<sup>144</sup> En effet, comme le rappelle F.T. Koch : « Non seulement l'Est subit-il depuis 20 ans un taux de chômage deux fois plus important que l'Ouest, mais de surcroît la part des chômeurs de longue durée, qui tombent sous le coup des lois Hartz [équivalent allemand du RMI] répressives, y est nettement plus élevée. Dans beaucoup de branches, les salaires versés pour un travail comparable sont plus faibles qu'à l'Ouest. » (Koch, 2009 : 15).

satisfaction morale qu'un changement des conditions matérielles auxquelles les puissants ont attaché une valeur. (...) Car ce sont les décideurs qui déterminent la « règle du jeu ». (Herzfeld, 1992 : 68)

La création ou le renversement de stéréotypes, s'ils permettent de rendre tolérable la violence symbolique infligée dans le cadre d'un rapport de domination, ne saurait constituer une arme aux mains des individus les plus vulnérables.

Avant de continuer sur ce thème, il convient de relativiser quelque peu nos affirmations et de préciser que les modes de construction de l'altérité sont à replacer sur le spectre assez large de la pluralité d'attitudes qui déterminent les rapports à l'autre dans le contexte de l'Allemagne réunifiée. La construction de l'altérité est-allemande s'effectue selon des degrés divers entre des pôles positifs et négatifs sur ce que l'on pourrait appeler une échelle de représentations de l'autre. Certains Berlinoises (et Allemands) de l'Ouest passent outre la pratique des stéréotypes dévalorisant l'autre, soit qu'ils se positionnent résolument contre l'usage de ceux-ci, soit qu'ils les ignorent (délibérément ou non), ne les jugeant pas pertinents « pour l'organisation morale de leurs propres relations sociales quotidiennes » (Herzfeld, 2007 : 19). Nous suggérons ici que les représentations négatives ayant trait aux comportements et mentalités est-allemands ne peuvent en aucun cas être considérées comme le fait d'un partage consensuel au sein d'un groupe supposé ouest-berloise ou ouest-allemand. D'autre part, il convient également de préciser, et cela a son importance, que les stéréotypes sont étroitement liés aux situations dans lesquelles ils sont utilisés.

Ceci étant spécifié, nous avons vu à quel point, néanmoins, ces visions négatives de la société et des populations est-allemandes avaient affecté les individus originaires de RDA, y compris chez ceux qui, du fait de leur jeune âge et de leur degré d'intégration à la nouvelle société, n'ont pas été directement confrontés à cette dimension de la reconfiguration des relations germano-allemandes. Ainsi, nous avons observé que les nouvelles générations (les moins de 35 ans) nées en RDA, si elles sont parfaitement intégrées à la société de l'Allemagne réunifiée, revendiquent parfois le droit de se reconnaître dans des valeurs, tout autant que dans des manières de faire et de penser qui leur viendrait de leur socialisation en RDA. Là encore, cette revendication s'échelonne sur des degrés divers, certains ne jugeant pas pertinent de pérenniser des valeurs et normes propres à l'ancienne société, d'autres, cherchant au contraire à tirer partie de leur double socialisation dans le cadre de la RDA et de l'Allemagne réunifiée. Cette volonté de maintenir et de revendiquer une certaine spécificité est-allemande se traduit de diverses manières. Cela va de la considération de certaines valeurs,

que l'on juge pertinentes pour guider l'action (la profondeur, l'authenticité, la simplicité, le souci de la justice sociale et un certain refus du matérialisme), à la reproduction de pratiques et habitudes de vie<sup>145</sup> en passant par la conservation et l'utilisation d'objets qui ont peuplé le monde de l'enfance et qui, dans certains cas, réapparaissent sur les chaînes de production allemandes.<sup>146</sup>

Nous avons par ailleurs souligné que chez certains jeunes individus originaires de l'Ouest de l'Allemagne et résidant à Berlin, la confrontation à l'autre débouche parfois sur le renversement de ce que nous avons appelé une altérité négative est-allemande en une altérité positive. Ce renversement s'opère lorsque les individus originaires de l'Ouest (essentiellement les nouvelles générations) prennent conscience, à travers le partage de leur quotidienneté avec leurs homologues est-allemands (ceux issus de la même génération), du caractère non fondé des stéréotypes qui peuvent circuler à leur propos. Les personnes que nous avons interviewées, quel que soit leur âge, tendent toutes à affirmer que les différences interallemandes se sont estompées, si bien qu'elles deviennent quasi imperceptibles dans le cas des nouvelles générations. Nous avons vu qu'il n'en allait pas exactement de la sorte, que des différences subsistaient, de même que des formes de revendication d'une identité particulière est-allemande s'exprimant chez certains jeunes Allemands de l'Est. Cela étant, il semble que le phénomène du « Mur dans les têtes » ait nettement moins d'incidence sur les relations qu'entretiennent entre eux les jeunes Berlinoises de l'Est et de l'Ouest. Plus encore, les différences de l'autre amènent certains jeunes Allemands originaires de l'Ouest à se poser la question des « bons côtés » des formes sociales qui ont existé en ex-RDA (nous verrons, un peu plus tard, que ce phénomène n'est pas étranger à la vague d'*Ostalgie*, initiée notamment par la sortie du film *Goodye Lenin* en 2003). Ainsi l'appréhension de la différence de l'autre va-t-elle jusqu'à provoquer, chez certains jeunes ouest-berlinois et ouest-allemands, un « attrait sur fond de critique de soi » (Jodelet, 2005 : 44). Pour le dire autrement, ces jeunes personnes idéalisent chez l'autre certains traits à l'aune desquels elles s'appréhendent elles-mêmes – ainsi que l'entité collective à laquelle elles appartiennent – de manière critique. (Jodelet, 2005 : 44).

---

<sup>145</sup> Ainsi, le fait de retirer ses chaussures avant d'entrer quelque part, ou celui de « se débrouiller » et de combiner avec des objets et matériaux sans avoir à en racheter de nouveaux, ou encore l'attrait exercé sur les adolescents par la *Jugendweihe*, sorte d'équivalent de la confirmation protestante en ex-RDA (Chauliac, 2003 : 384).

<sup>146</sup> Ce phénomène est assez courant ; il nous a été donné de nous rendre chez certains de nos informateurs et de constater l'importance qu'occupaient les objets est-allemands dans la constitution du mobilier (meubles, vaisselle, objets décoratifs, etc.). Par ailleurs, nous avons également noté l'attrait exercé chez certains par les objets de consommation est-allemands qui, depuis quelques années, réapparaissent sur les chaînes de production allemandes (ainsi la pâte à tartiner Nudossy, cornichons de *Spreewald*, mais aussi des recueils de chansons, etc.).

Cette partie sur la construction de l'altérité dans le contexte de l'après *Wende* nous a amené à préciser le contenu de ce qu'on pourrait appeler un imaginaire de l'autre et de soi-même, qui s'est trouvé réactivé, dans les deux sociétés allemandes, à l'occasion de la réunification. Cet imaginaire a trait autant au pays qui s'étendait de l'autre côté du Mur et de la frontière interallemande, qu'aux caractéristiques des populations qui peuplaient les deux Etats allemands. Nous avons tenté de mettre des mots sur les images, les idées, autant que sur les émotions qui alimentent ces imaginaires de l'autre dans l'Allemagne réunifiée. De même avons-nous cherché à dégager les évolutions qui affectent ces représentations de l'autre à mesure que le temps sépare les populations de la césure qu'a constituée la Révolution pacifique et la chute du Mur de Berlin.

Dans ce qui suit, nous aborderons les questions du traitement des hauts-lieux de l'histoire communiste à Berlin-Est et de la place de l'héritage historique, culturel, mais aussi architectural est-allemand au sein du récit national de la nouvelle Allemagne. Gardant à l'esprit ce qui a été dit jusqu'à présent, nous chercherons à saisir les implications du devenir de cet héritage en regard des politiques du passé, mais également des populations est- (et ouest-) berlinoises.

## **Partie 2 : Le traitement des hauts-lieux de l'histoire communiste à Berlin-Est. La place de l'héritage est-allemand dans les mythes nationaux de la nouvelle Allemagne**

### **3. MEMOIRE DES LIEUX ET MEMOIRE PAR LES LIEUX**

#### **3.1. Introduction**

##### *Des lieux et des mémoires*

Arrêtons nous quelques instants afin de nous pencher sur la problématique, incontournable si l'on entend traiter des cas du Palais de la République et du Musée de la Stasi, du rapport entre lieu (entendu au sens de monument, d'espace spécifique ou de forme urbaine) et mémoire. Nous proposons ici d'éclaircir certains nœuds conceptuels relatifs aux questions de mémoire et d'oubli articulées à l'espace et aux mythes nationaux.

La mémoire est une des fonctions vitales de l'homme, pris individuellement et collectivement. Elle permet d'apprécier les situations présentes à l'aune des expériences passées afin de réagir le plus efficacement possible à ce qui survient. Elle est, d'autre part, conscience de soi à travers le temps et l'espace. La « mémoire habitude » de Bergson est ce qui permet à l'homme d'orienter son action immédiate. Elle est caractérisée par son caractère utilitaire, sa quasi instantanéité, et est assimilable à l'habitus de Bourdieu ou d'Elias (Ricœur, 2000 : 571). La mémoire profonde est cet ensemble impressionnant de souvenirs potentiellement accessibles, et dont certains nous reviennent en mémoire à la faveur d'une odeur, d'une impression, lorsque, plongés dans une sorte de rêverie éveillée – ou flânant –, notre état est propice à la reconnaissance du souvenir. Cette reconnaissance « agit comme un flash », elle favorise « l'association entre un événement présent et une image mentale » (Rautenberg, 2009). Une autre forme de la mémoire, du rappel du souvenir, est celle de la réminiscence, qui consiste à faire « revivre le passé en l'évoquant à plusieurs (mais [ce passé] peut aussi être éveillée par un livre, par un film...) » et par un lieu, ajouterons nous (Rautenberg, 2009).

Bergson et Freud, le philosophe et le psychanalyste, ont fortement contribué à élaborer et à établir la thèse de l'inoubliable, de l'indestructibilité du souvenir. L'oubli serait davantage une mise entre parenthèses, un refoulement, soit parce que le souvenir ne sert pas l'action à

accomplir au moment présent, soit parce que l'accès au souvenir traumatique est barré, sa remémoration constituant un danger pour l'équilibre psychique de l'individu (ou de la collectivité). Les forces conjointes de la remémoration et de l'oubli seraient à l'œuvre dans l'exercice de rappel et de reconstruction du souvenir. L'oubli, dans cette optique, est donc à envisager, non comme la perte irrémédiable du souvenir, mais comme un processus qui opère par sélection, refoulement, occultation ou substitution, et dont nous percevons les manifestations dans notre quotidien, tant au plan individuel que collectif.

Paul Ricœur, reprenant les grands théoriciens de la mémoire et de l'oubli que sont Bergson, Freud et Halbwachs, pour ne citer qu'eux, distingue à côté des abus de mémoire, des abus d'oubli. Selon lui, c'est la mise en récit du passé qui permet la manipulation de la mémoire (abus de mémoire) et le développement concomitant de « stratégies de l'oubli » (abus d'oubli) (Ricœur, 2000 : 571). « L'idée du récit exhaustif », nous dit Ricœur, « est une idée performativement impossible. Le récit comporte par nécessité une dimension sélective » (Ricœur, 2000 : 579). Le philosophe en conclut que « l'idéologisation de la mémoire est rendue possible par les ressources de variations qu'offre le travail de configuration narrative » et que « les stratégies d'oubli se greffent directement sur ce travail de configuration » (Ricœur, 2000 : 579). Marc Augé ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « [d]ès qu'on prend le risque de mettre les « souvenirs » en récit, on court celui de ne plus jamais se souvenir que du premier récit ou de ceux qui l'auront suivi, apportant leur ordre et leur clarté à ce qui n'était d'abord qu'impressions confuses et singulières » (Augé, 2001 : 24). Il est vrai que le récit des souvenirs, leur mise en ordre, leur localisation dans le temps et dans l'espace, ainsi que leur rapprochement avec d'autres souvenirs, opèrent au présent par association, par interprétation, et inéluctablement, par sélection, par mise en contraste, l'accent étant mis sur un souvenir plutôt qu'un autre, etc. Pour Marc Augé, cependant, l'oubli constitue la « force vive de la mémoire », « se souvenir ou oublier », nous dit-il, « c'est faire un travail de jardinier, sélectionner, élaguer. Les souvenirs sont comme les plantes : il y en a qu'il faut éliminer très rapidement pour aider les autres à s'épanouir, à se transformer, à fleurir » (Augé, 2001 : 24). L'oubli serait donc une construction qui prend forme lorsque l'individu ou la collectivité invoque le passé dans le but de se raconter au présent. Nous partirons de ces différentes considérations sur le thème de la construction de la mémoire et de l'oubli afin de saisir la manière dont se nouent les liens entre lieux et mémoire dans le monde contemporain.

France Yates a montré comment, dès l'antiquité, lieu et mémoire furent étroitement liés à travers l'exercice de l'*ars memoriae* (l'art de la mémoire) :



« Pour former une série de lieux dans la mémoire, il faut se rappeler un bâtiment, aussi spacieux et varié que possible, avec l'atrium, la salle de séjour, les chambres à coucher, les salons, sans omettre les statues et les autres ornements qui décorent les pièces ; les images qui doivent rappeler le discours (...) sont alors placées en imagination dans les lieux qui ont été mémorisés dans le bâtiment. Quand il s'agit de raviver la mémoire des faits, on parcourt tous ces lieux tour à tour et on demande à leur gardien ce qu'on y a déposé » (Yates, 1987 : 34)

Les lieux, ou *loci*, remplissent, à l'égard de la mémoire, la fonction de media permettant, dans un premier temps, l'ordonnement des souvenirs et des idées et, en second lieu, leur remémoration. L'espace constituerait ainsi un vecteur permettant la remémoration, mais ce n'est pas tout. Si, comme nous l'avons dit, la mémoire est une des fonctions vitales de l'homme, la condition première de celui-ci est également de s'incarner dans un espace dans lequel il s'oriente (Paul Connerton, 2000). L'expérience s'inscrit obligatoirement dans un espace spécifique. Cet espace se trouve organisé, structuré à l'image de l'homme. La relation entre espace et mémoire devient alors primordiale, les lieux nous disent quelque chose du passé individuel et collectif, ils suscitent des souvenirs, sous forme d'impressions, d'affects, d'images, de symboles, alors qu'ensuite viennent les idées. Inversement, le premier réflexe qui nous vient lorsque nous nous souvenons est de situer (« Où étais-je alors ? »), de dater (« Quand était-ce ? ») le souvenir et d'en retrouver les différents protagonistes (« Avec qui ? »). Espace, temps et société sont les paramètres essentiels de l'ordonnement et de l'expression de notre mémoire, c'est selon ces axes référentiels que nous ordonnons nos souvenirs, que nous les associons entre eux et les mettons en intrigue, ou, pour reprendre les termes de Ricœur, que nous les configurons sous une forme narrative. Dans un mouvement de retour, notre mémoire donne du sens au temps qui passe, aux lieux que nous habitons et à la société à laquelle nous participons.

Halbwachs, nous l'avons vu, a montré les liens intimes qui se nouent entre lieux et mémoire. Dans son ouvrage sur *La Topographie Légendaire des Evangiles en Terre sainte*, il montre comment les Lieux saints se constituent peu à peu en « cadre cognitif qui va ordonner le récit mythique » (Rautenberg, 2009). Plus tard, la communauté chrétienne d'Europe assimilera « les paysages de montagne des vallées alpines ou de Toscane (...) aux paysages de Galilée ou au mont des Oliviers de la Passion du Christ » (Rautenberg, 2009) et s'efforcera, à la suite des croisades, de faire correspondre les Lieux saints à l'image (imaginaire) qu'elle en a perpétuée.

Ainsi, l'ordonnancement de la société passe par celui du temps et de l'espace dans lesquels s'inscrit la mémoire des hommes. L'espace a, *de facto*, toujours constitué un support par lequel il est possible de transmettre des visions du monde se rapportant au passé et à l'avenir, d'incarner des rêves de grandeur. L'espace de la ville est, par excellence, voué à matérialiser le pouvoir, que celui-ci soit de nature religieuse, politique ou économique. Les monarchies, les empires et, à leur suite, les nations n'ont eu de cesse de produire des hauts-lieux dans lesquels s'inscrivait le récit de leur puissance et de leurs hauts faits. On peut donc définir l'espace de la ville contemporaine, et a fortiori celui des capitales, comme le lieu où s'incarne les récits que les nations tiennent sur elles-mêmes. « Notre environnement », nous dit Paul Connerton, « n'est pas une simple image extérieure, il est inséparable de l'histoire de nos identités et s'y trouve incorporé. Les lieux où nous vivons ne sont pas autonomes, ils ne forment pas un ensemble d'objets coupés de nous : ils sont saturés de nos représentations et de nos affects » (Connerton, 2000 : 56-57). Les villes sont telles des livres ouverts qui se prêtent à la lecture pour peu que nous prenions le temps d'y flâner, elles se révèlent à nous dans le même temps qu'elles nous révèlent à nous-mêmes.

Par ailleurs, il est généralement admis que l'Etat tend à l'élaboration de grands récits par lesquels les citoyens donnent du sens à leur être-au-monde, se reconnaissent ensemble à travers une histoire commune, mais aussi des manières d'être, de faire et de penser. Les périodes de rupture deviennent l'occasion de refondre ces grands récits historiques et de conférer une nouvelle dynamique aux sentiments d'appartenance nationale. Ces périodes sont donc propices au travail de configuration narrative, qui, lorsqu'il est idéologiquement orienté par une instance supérieure, donne prise aux abus de mémoire qui sont « d'emblée des abus de l'oubli » (Ricoeur, 2000 : 579). « Le péril majeur » consiste alors « dans le maniement de l'histoire autorisée, imposée, célébrée, commémorée – de l'histoire officielle. (...) Une forme retorse d'oubli est à l'œuvre ici, résultant de la dépossession des acteurs sociaux de leur pouvoir originaire de se raconter eux-mêmes » (Ricoeur, 2000 : 580).

Or, nous avons précisé plus haut qu'une des voies d'imposition de ces grands récits nationaux est leur incarnation dans l'espace, et notamment l'espace des villes. Dès lors que l'on se penche sur les réaménagements qui affectent l'espace de la ville, il devient possible de déterminer ce qui est bon à penser et ce qui ne l'est pas dans le récit que la nation tient sur elle-même, ou, pour le dire autrement, les aspects de l'histoire qui vont être valorisés et ceux que l'on va occulter.

Notre propos vise ici à montrer que le traitement (différencié) de hauts-lieux et le travail de mémoire remplissent de multiples fonctions qui se déclinent en termes politiques et

identitaires. Abordant la question de la mémoire, de l'oubli en portant une attention particulière à ces deux lieux emblématiques que sont le Palais de la République et le Musée de la Stasi, nous aimerions saisir comment, à l'articulation de la mémoire par les lieux et de la mémoire des lieux, un lien se construit entre lieux et mémoire qui influence les représentations que les membres d'une même société se font d'eux-mêmes.

Il est par ailleurs indispensable d'aborder la question de la mémoire partagée par la communauté mémorielle supposée des Berlinoises de l'Est, de décrire de quoi se compose cette mémoire, les contours que prend cet ensemble de souvenirs partagés et l'influence qu'exerce le milieu de mémoire sur l'évocation du souvenir chez les interviewés (Nora, 1984 : 17). Nous expliquerons, à partir des exemples du Palais de la République et du Musée de la Stasi, en quoi la mémoire du communisme à Berlin-Est est une mémoire profondément polarisée. Nous aborderons les différents thèmes traités par la mémoire officielle et la façon dont ces thèmes s'inscrivent de manière significative dans l'espace urbain berlinois. Nous verrons également dans quelle mesure le rapport des Berlinoises de l'Est à leur propre passé se construit en partie en réponse au développement d'une mémoire et d'un paysage mémoriel officiels du socialisme à Berlin.

### *Les choix de monographies*

D'une part, on peut dire du Musée de la Stasi et du Palais de la République qu'ils sont les reflets de deux dimensions antagonistes de l'ancien régime de la RDA. Une sorte de condensé du passé s'incarne en effet à travers ces lieux.

En premier lieu, nous avons affaire, avec le Musée de la Stasi, à un édifice qui renvoie à une institution représentative de la politique de répression en Allemagne de l'Est et à la thématique du secret. Il est le vecteur de l'évocation d'une mémoire noire de la RDA. Le terme *Stasi* est l'abréviation pour *Ministerium für Staatssicherheit, MfS* (le ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand). La Haus 1 (ancien quartier général du MfS, aujourd'hui transformé en musée) prétend être le support de la mémoire des victimes du régime. De fait, la mémoire qui s'y génère s'apparenterait à une « mémoire noire » de la RDA.

Le Palais de la République, complexe culturel et politique, fut quant à lui érigé sous le régime de la RDA en lieu et place du Château de la famille royale des Hohenzollern, c'est-à-dire au cœur du quartier historique de Berlin, sur l'île aux Musées. Après plusieurs années de polémiques à son sujet, la décision de le détruire pour reconstruire l'ancien château a été votée par le Bundestag. Pendant ces 17 années d'incertitude sur le devenir du Palais, plusieurs

associations se créèrent pour préserver ce lieu, de toute évidence perçu à la fois comme lieu de fête, de culture, mais également comme le lieu emblématique d'une culture officielle. Il s'agit d'un lieu qui rattache l'étude à des questions relatives à la vie quotidienne, entre festivités, accès à la culture et divertissements. Le Palais de la République nous renvoie en effet tant à la question de la monumentalité en RDA (et dans les régimes socialistes en général) qu'à celle des loisirs et de la quotidienneté à Berlin-Est. Pour nombre d'anciens Berlinoises de l'Est, le Palais de la République est perçu à la fois comme un lieu de fête et un lieu de culture. Ce lieu éveille des souvenirs qui se rapportent à la vie quotidienne dans la partie est de Berlin. Ainsi, le Palais pourrait-il être envisagé comme un lieu vecteur de la constitution d'une « mémoire positive » de la RDA.

On peut donc supposer que les mémoires sociales et institutionnelles vont se construire différemment pour évoquer une même période de l'histoire collective, un même régime politique qui était totalitaire.

D'autre part, il convient de préciser pourquoi nous avons choisi ces deux lieux, alors que d'autres lieux étaient envisageables.<sup>147</sup> Citons, à Berlin, le Lieu commémoratif du centre d'accueil pour réfugiés de *Marienfelde (Erinnerungsstätte Notaufnahmelager Marienfelde* – rappelant l'histoire de la fuite des Allemands de l'Est vers l'Ouest). Cet ancien camp d'accueil pour les réfugiés est-allemands passés à l'Ouest a été reconverti en mémorial. Fruit d'une initiative citoyenne<sup>148</sup>, il est, depuis 2009, placé sous la houlette de la Fondation du Mur de Berlin (*Stiftung Berliner Mauer*), projet dont la création a été votée en septembre 2008 par le Sénat Berlinoise. Précisons ici que la Fondation du Mur de Berlin est un projet commun du Land et du Bund, dont le siège se trouve au Mémorial du Mur de Berlin (*Gedenkstättenensemble Berliner Mauer*) dans la *Bernauer Straße*. De même le Mémorial de la prison berlinoise du MfS de *Hohenschönhausen (Gedenkstätte Berlin Hohenschönhausen)*, fondé en 1992 à l'initiative d'anciens prisonniers, a-t-il donné naissance à la Fondation *Gedenkstätte Berlin-Hohenschönhausen* (financée moitié par le Land, moitié par le Bund), suite à un vote du Sénat berlinois en juin 2000. La participation d'experts et de membres du département du Sénat berlinois à la Science, l'Education et la Culture à la création du concept de la nouvelle fondation fut un préalable à sa concrétisation. A cela nous pouvons ajouter le musée de Checkpoint Charlie, fondé peu après l'érection du Mur (le musée ouvrit officiellement ses portes en juin 1963) par Rainer Hildebrandt. Ce musée se situe à proximité

---

<sup>147</sup> Voir annexe n°9.

<sup>148</sup> Cette initiative émane d'anciens réfugiés est-allemands passés en République fédérale pendant la période de partition.

du poste frontière du même nom. Son exposition porte essentiellement sur le Mur et la frontière interallemande, ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre par certains citoyens est-allemands pour franchir clandestinement la frontière. Evoquons également le Centre d'Information et de Documentation mis en place par le BStU (*Information und Dokumentationszentrum der Bundesbeauftragte*, récemment déplacé de la *Mauerstrasse* – à proximité de la *Postdamer Platz* – à la *Zimmerstrasse*, non loin de l'ancien poste frontière de Checkpoint Charlie) qui traite (lui aussi) de la Stasi en tant qu'instrument de pouvoir et de contrôle social à la solde du SED et propose des visites et des séminaires sur ce thème. Tous ces lieux peuvent prétendre à une étude approfondie sur la construction de la mémoire de la répression en RDA. Enfin, il convient également de mentionner le *DDR Museum*, situé en face de la cathédrale berlinoise. Ce musée propose un récit de la RDA se focalisant sur différents aspects de la vie quotidienne.

La raison pour laquelle nous avons choisi de travailler sur le Musée de la Stasi de *Lichtenberg* réside dans la nature associative de ce musée. Créé à l'initiative d'anciens opposants et de personnes ayant été emprisonnées par le MfS, ce musée reçut tout d'abord l'appui du gouvernement provisoire de RDA. Or, depuis la réunification, et à la différence d'autres mémoriaux et musées cités précédemment (comme le *Erinnerungsstätte Notaufnahmelager Marienfelde* ou le *Gedenkstätte Berlin-Hohenschönhausen*), le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* (*Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße*) reste à l'écart des fondations et institutions mémorielles fédérales qui, depuis 1992, s'efforcent de modeler le paysage mémoriel du communisme à Berlin et de contrôler les discours publics sur cette période de l'histoire allemande. Le Musée de la Stasi est resté une initiative citoyenne, comme au jour de sa création, et c'est en faisant le constat de cette situation originale que nous envisageâmes de nous y intéresser de plus près.

Le Palais de la République, dont le sort n'était pas encore scellé lorsque nous visitâmes Berlin pour la première fois, nous apparut comme un terrain de recherche particulièrement riche. Il nous sembla que les débats autour de cet édifice, qui paraissaient essentiellement relever de la question du devenir de l'héritage matériel et immatériel est-allemand au sein de l'Allemagne réunifiée, tendaient à sortir de ce cadre, impliquant de nombreux acteurs, porteurs de multiples visions du passé local et, au-delà, national.

Le Musée de la Stasi et le Palais de la République sont non seulement des lieux emblématiques, en cela qu'ils incarnent certains aspects du passé est-allemand, mais ils sont également – en leur qualité de monuments investis par différents groupes sociaux, porteurs de visions du passé et de projets à la fois contradictoires et complémentaires – des lieux qui

incarnent « des réalités sociales considérables » (Micoud, 1991 : 7). En se focalisant sur de tels lieux, il nous fut dès lors possible d'observer ce qui se jouait en termes de négociation, de confrontation dans la constitution de hauts-lieux et dans la construction d'une parole publique sur le passé.

Il convient tout d'abord de revenir brièvement sur l'histoire des lieux étudiés. Il s'agit ensuite de porter notre attention sur les réinvestissements des lieux par certaines initiatives citoyennes, de saisir la façon dont ces initiatives se sont mobilisées et structurées afin de se saisir des lieux et de les remplir de sens. Nous tenterons de pointer les différentes motivations et logiques qui ont présidé à cette transformation des lieux par des groupes citoyens, artistiques, réunissant des acteurs aux origines géographiques, socioculturelles et aux parcours divers. Nous détaillerons ensuite les souvenirs qui se rattachent à ces lieux, afin de saisir les représentations collectives que nourrissent les Berlinoises de l'Est à leurs endroits. Nous montrerons comment ces souvenirs s'inscrivent au sein de récits portant sur la quotidienneté à Berlin-Est. Il s'agit donc essentiellement de traiter de la mémoire des lieux, des souvenirs, des idées et des valeurs que leur évocation suscitent et qui se rattachent à l'expérience commune d'une population durant la période d'existence de la RDA.

### **3.2. Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse***

Nous reviendrons brièvement sur l'histoire du MfS et retracerons l'historique de la centrale de la Stasi de *Lichtenberg* de son implantation dans la *Normannenstrasse* à son occupation le 15 janvier 1990 par les manifestants est-berlinois. Nous aborderons la question des acteurs qui, à l'issue de la manifestation du 15 janvier 1990, prirent le contrôle de la dissolution des services de la centrale berlinoise de la Stasi et préservèrent en l'état une partie de ses locaux dans l'optique de sa muséification. Nous aborderons les motivations qui ont poussé les membres de l'association ASTAK – l'association porteuse du projet muséal de la Haus 1 – à préserver ces lieux et tenterons de saisir leurs objectifs et de passer en revue les moyens dont ils se sont dotés afin de les réaliser. Il s'agira ici d'aborder le musée et son histoire, non pas le musée en tant qu'institution, mais le musée en tant que témoignage d'un événement. Y a-t-il continuité d'un lieu à l'autre (des locaux du ministère au musée) même si le lieu a été marqué par une rupture événementielle ? Nous chercherons, par ailleurs, à décrypter les implications du message mis en avant par l'exposition et la concordance de ce dernier avec les objectifs de l'association. Nous évoquerons la question de l'engagement citoyen et de la lutte pour la reconnaissance des victimes comme ferment de la préservation d'un haut-lieu et de l'accomplissement d'un travail de mémoire.

Dans un deuxième temps, nous nous intéresserons à la Haus 1 en tant qu'institution. Nous soulèverons la question des rapports qu'entretient le musée avec les instances publiques régulatrices de l'« anarchie mémorielle post 89 ». Nous tenterons de pointer la place de ce musée au sein du paysage mémoriel du socialisme à Berlin. Nous aborderons plus précisément la question de sa mise en réseau avec d'autres institutions mémorielles et des subventions reçues dans le cadre du projet mis en avant par l'association ASTAK. Cela nous amènera également à envisager les incidences de la conjoncture politique sur les orientations du travail de mémoire et à évoquer les récentes évolutions qui ont affecté la Haus 1. Enfin nous reviendrons sur le rapport qu'entretiennent les Berlinoises de l'Est à ce haut-lieu de la mémoire de la répression en RDA.

### 3.2.1. De la Haus 1 au Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* : quelques jalons historiques et descriptifs

#### 3.2.1.1. Historique du ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand

Conçue comme « le glaive et le bouclier du Parti » socialiste unifié d'Allemagne (« *Schild und Schwert der Partei* »), réputée pour ses effectifs pléthoriques, ses méthodes de surveillance et de coercition, la Stasi, en réalité la police politique de RDA, résume à elle seule ce que le régime est-allemand pouvait avoir de répressif et d'odieux.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Allemagne est occupée par les quatre puissances alliées, « un premier embryon de police politique (le K5) voit le jour. Organisé par les Soviétiques sur le modèle du NKVD (la police politique en URSS, devenue KGB en 1954), il est chargé d'épauler son homologue soviétique dans sa lutte contre les nazis et contre les « ennemis de classe » » (Kott, 2007 : 1). Cette première organisation constitue le vivier au sein duquel sont recrutés les officiers du futur ministère de la Sécurité d'Etat, qui sera fondé le 8 février 1950 (Kott, 2007).

A l'instar d'Erich Mielke, ministre de la Sécurité d'Etat est-allemand entre 1957 et 1989, les officiers qui entrent à la Stasi sont choisis en raison de leur loyauté politique. Ils « sont tous entrés au Parti communiste dès l'entre-deux-guerres », et, bien souvent, ont lutté contre les milices nationale-socialistes sous la République de Weimar. Beaucoup sont passés par Moscou, où ils ont été formés, ont combattu au sein des Brigades internationales pendant la Guerre d'Espagne ou ont été déportés pendant la période nationale-socialiste. Selon Sandrine Kott :

« Les hommes de cette génération ont été fortement marqués par l'expérience de la clandestinité, la pratique de la conspiration, du renseignement et du sabotage. Cela les a conduits à adopter un point de vue politique manichéen et à professer une croyance aveugle dans l'infaillibilité du Parti - une caractéristique jusqu'à la fin du travail de la Stasi. » (Kott, 2007 : 2)

Les années d'après-guerre dans la zone soviétique sont marquées par la répression. Il convient d'une part de dénazifier la zone orientale de l'Allemagne et d'autre part de préparer le terrain en vue de la construction du socialisme. Aussi, aux anciens nationaux-socialistes détenus dans des camps spéciaux se mêlent des libéraux, sociaux démocrates ou socialistes en opposition avec les autorités locales et occupantes.



La mise en place du système socialiste engendre une première vague de collectivisation des terres (entreprise dès 1945 et continuée en 1950 avec la mise en place des coopératives de production agricole – *Landwirtschaftliche Produktion Genossenschaft*) et des moyens de production qui suscitent des résistances au sein des populations est-allemandes. C'est dans les premières années d'existence de la RDA que la répression est la plus dure. On parle d'ailleurs de « terreur stalinienne » pour caractériser cette période (Kott, 2007). De nombreuses condamnations sont prononcées à l'encontre des personnes soupçonnées de dissidence. Diverses raisons motivent ces purges, allant de la déviance par rapport la ligne politique de Moscou et du SED aux actes de résistance les plus variés (organisations de réunions politiques secrètes, confections d'affiches et de tracts, contacts avec des personnes d'Allemagne de l'Ouest en vue de lutter contre le régime qui s'installait à l'Est, mais aussi sabotages, vols, etc.).

Lors de sa fondation en 1950, la Stasi se constitue en organe de répression. Elle dispose de ses propres prisons (il y en aura 17 sur tout le territoire de la RDA), au sein desquelles les conditions d'incarcération sont « extraordinairement rigoureuses » et il n'est pas rare, dans les années 1950, que les peines prononcées à l'encontre de personnes accusées de dissidence soient supérieures à dix années de réclusion. Une fois emprisonné, l'individu souffre d'une isolation totale et de privation de sommeil. Les multiples interrogatoires auxquels les prisonniers sont soumis se déroulent à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, poussant les personnes dans leurs derniers retranchements jusqu'à ce que ces dernières, exténuées, passent aux aveux, faisant parfois état de « crimes » qu'elles n'ont pas commis.

A cela s'ajoute la torture (brutalité physique, dispositifs divers utilisant eau et variation de température, cachots pouvant à peine contenir un homme debout, cellules aveugles, exigues, humides et éclairées en permanence, contrôles incessants, impossibilité pour le prisonnier de se laver, de dormir, etc.).

En 1953, Staline meurt. Cette année est également, pour la RDA, celle de la révolte des ouvriers, puis de la société dans son ensemble (le 17 juin). L'échec de la Stasi à prévenir et à réprimer cette révolte rend tangible la dépendance de la RDA à la Russie ; l'Allemagne de l'Est a besoin de la force armée soviétique pour asseoir et perpétuer son régime (Kott, 2007).

En 1956, s'ouvre une ère de déstalinisation en RDA tandis que le régime se stabilise quelque peu. Dans le même temps, « les fonctions du ministère de la Sécurité d'État se modifient. Celui-ci manifeste une indépendance plus grande à l'égard du KGB soviétique, qui réduit d'ailleurs considérablement sa présence en RDA. » (Kott, 2007 : 2). Les techniques de la Stasi se transforment peu à peu, elles répondent désormais davantage aux nécessités de la

« prévention » qu'à celles de la répression. De même, vers la fin des années 1950, et dans le courant des années 1960, la brutalité physique tend à décliner – sans disparaître entièrement – au bénéfice de l'emploi de méthodes « psychologiques ».

En 1961, la construction du Mur bloque l'hémorragie démographique causée par l'émigration des citoyens est-allemands vers l'Ouest et assure à la RDA une ère de stabilité et de prospérité. La répression se relâche quelque peu et « les années 1960 voient la cohabitation des modes de la répression et de la surveillance avant que cette dernière ne s'impose à partir du début des années 1970 » (Dufoix, 2002 : 1129). Deux raisons peuvent être imputées à cette transformation, l'une tient à la relative stabilité du régime est-allemand qu'inaugure la construction du Mur de Berlin, l'autre a trait aux questions de légitimation du régime et à la progressive reconnaissance de la RDA sur le plan international.

Avec la construction de ce qui fut appelé en RDA « le mur de protection antifasciste », Berlin est à nouveau sous le feu des médias, ce qui renforce son statut de ville-symbole du conflit opposant les puissances occidentales au bloc soviétique. Dans le contexte de la guerre froide, l'Etat est-allemand doit en outre perpétuellement asseoir sa légitimité et celle de son modèle face à la légitimité et au modèle de l'Etat ouest-allemand. Cet impératif en termes de légitimation et d'image oblige les autorités de RDA à un usage parcimonieux et discret de la répression ouverte. Par ailleurs, dès la fin des années 1960, l'*Entspannungspolitik*, la politique de détente et de rapprochement avec l'Allemagne de l'Est, est initiée par les sociaux démocrates ouest-allemands à leur arrivée au pouvoir. Dans les années qui suivent (1970), l'Etat est-allemand, qui aspire à la reconnaissance internationale, se doit coûte que coûte de donner l'image d'un pays respectueux des Droits de l'homme et du bien-être de sa population.

La RDA a par ailleurs pris l'habitude de vendre ses opposants emprisonnés à la République fédérale. Ces derniers ne doivent pas être en mesure de faire état de brutalités qu'ils auraient subies dans les geôles est-allemandes. Ainsi, des techniques dites de « psychologie opérationnelle » se développent-elles, qui visent à anéantir la volonté des individus à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons.

Dans le cadre de l'incarcération, une chaîne de mesures est appliquée qui a pour effet de briser la personnalité des suspects. Les personnes suspectées de dissidence, de déviance, ou celles ayant tenté de fuir à l'Ouest, sont appréhendées clandestinement, de jour ou de nuit, au travail, à domicile et parfois en pleine rue, et enfermées dans des camionnettes maquillées en véhicules de livraison de produit frais. L'intérieur de ces véhicules se divise en 5 petites cellules de moins d'un mètre de côté, totalement obscures. En arrivant dans les centres de détention de la Stasi, les personnes appréhendées ignorent tout du lieu où elles se trouvent et

des raisons précises qui ont motivé leur arrestation. Une fois emprisonnés, les suspects sont isolés dans des cellules individuelles qui correspondent aux standards internationaux en matière de taille et de confort (lit, table, eau courante, lumière du jour émanant d'une fenêtre aux verres polis).



**Figure 15 Photographie d'une cellule de l'ancienne prison de la Stasi de *Hohenschönhausen* correspondant aux standards internationaux. La construction et l'aménagement de cette aile de la prison datent des années 1960.**

Les personnes emprisonnées sont privées de sommeil (contrôles de routine effectués par les gardiens, obligation de dormir dans une certaine position – sur le dos, les bras au dessus des couvertures et les yeux tournés vers la porte de la cellule en attente des contrôles –, etc.). Durant la journée, il leur est interdit de s'allonger, ni même de pratiquer une activité physique susceptible de rendre leur incarcération plus supportable. La radio et la télévision sont exclues. Il est possible, pour le prisonnier, d'emprunter un livre à condition que ce dernier ait donné satisfaction à l'officier instructeur chargé de le suivre. Les personnes incarcérées souffrent d'un rigoureux isolement. Les gardiens communiquent avec elles par ordres brefs.

Le seul individu susceptible de briser l'isolement des détenus est l'officier instructeur qui procède aux interrogatoires. Entre la personne incarcérée et son officier instructeur s'installe alors une relation ambiguë. Les officiers instructeurs ont bénéficié d'une formation en « psychologie opérationnelle » (*Operative psychologie*). Ces derniers usent, au cours des interrogatoires, de la menace comme de la clémence ou de l'attribution de menus privilèges afin d'obtenir aveux et informations (rumeurs, informations sur les activités des groupes

oppositionnels et l'identité de leurs membres, etc.). Une fois relâchées, si elles n'ont pas été revendues à la République fédérale, les personnes qui sont passées par les prisons du ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand sont « estampillées Stasi ». Leurs proches s'en méfient, on les soupçonne d'être des mouchards, rumeurs parfois alimentées par la Stasi elle-même, bref, le cercle social des individus qui ont été incarcérés est brisé. A partir des années 1960 et 1970, cependant, « le nombre des emprisonnements politiques tend à se réduire (environ 3000 par an et souvent de courte durée) » (Kott, 2007).



**Figure 16** Photographie d'une salle d'interrogatoire de l'ancienne prison de la Stasi de Hohenschönhausen, située dans l'aile de la prison qui fut aménagée dans les années 1960.

Toutefois, la Stasi intervient également en dehors de la prison et ses prérogatives ne se limitent pas à la simple surveillance. Son objectif est en effet de prévenir les tentatives de fuites à l'Ouest (jusqu'à la construction du Mur) et d'identifier les « personnes » et « milieux potentiellement opposants », ce qui couvrirait, au final, une grande diversité de cas (Kott, 2007).<sup>149</sup> Si ses méthodes de surveillance étaient des plus développées (écoutes téléphoniques, contrôles des échanges postaux, installations de micros dans les lieux d'habitations des individus suspectés, filatures, infiltrations d'agents et de mouchards dans les milieux espionnés, recrutements d'informateurs – les fameux IM [*Inoffizieller Mitarbeiter* – collaborateurs officieux] – au sein du voisinage, du cercle social, voire des familles des

---

<sup>149</sup> Nombre d'individus pouvaient être suspectés de menées dissidentes. Ainsi, les personnes ayant cherché à fuir la RDA, celles oeuvrant au sein de groupes militants, celles critiquant plus ou moins ouvertement le régime, celles entretenant des rapport avec l'Occident – y compris les individus entretenant des relations avec les membres de leur famille résidant en Allemagne de l'Ouest –, ou encore les personnes dites déviantes ou asociales (par exemple, les jeunes affiliés au mouvement punk des années 1980), etc.

individus suspectés, etc.), la Stasi avait également recours à des procédés qui visaient – conjointement à une surveillance accrue – à la « destruction de la personnalité » ou « décomposition de l'âme » (*Zersetzung*). Ainsi, les tracasseries<sup>150</sup>, les brimades, les humiliations et la propagation de rumeurs à caractère personnel censées discréditer les personnes suspectées et attiser le conflit, la jalousie ou la méfiance au sein de leurs cercles de connaissances (ou groupes militants) sont des méthodes couramment utilisées. De même que l'incursion, dans le foyer desdits suspects, d'agents prenant soin de laisser de subtiles traces de leur passage (petits objets du quotidien déplacés, ou momentanément introuvables) afin de laisser planer le doute et de faire naître la paranoïa dans l'esprit des personnes que l'on cherche à neutraliser. L'application de ces mesures visant à « détruire la personnalité » ou à « décomposer les âmes » en a conduit certains au suicide, a brisé des vies, disloqué des familles (Terray, 1996). Toutefois, il convient de préciser que les victimes de ces mesures sont essentiellement les membres actifs des milieux opposants ou toute personne dont le « comportement [ne serait] pas strictement conforme à la norme sociale » (Kott, 1997 : 3). Cela étant, les activités de surveillance menées par la Stasi ont bel et bien été incommensurables puisque leurs résultats, consignés dans les archives de la Sécurité d'Etat, ne représentent pas moins de 4 millions de dossiers pour les seuls citoyens de la RDA auxquels il faut ajouter 2 millions de dossiers qui concernent les ressortissants de la République fédérale (Terray, 1996).

Tout au long de son histoire, la Stasi a agi en « soutien offensif dans la réalisation des décisions du Parti » (*offensiven Unterstützung der Umsetzung der Beschlüsse der Partei*) étendant peu à peu ses activités de surveillance et de répression à l'ensemble de la société. Cet organe d'Etat concentra « entre les mêmes mains des fonctions qui, dans d'autres pays, sont réparties entre de multiples organismes indépendants : la surveillance politique, la répression des crimes et délits lésant l'Etat – particulièrement nombreux lorsque des pans entiers de l'économie et de la société sont devenus « secteur public » –, la recherche du renseignement, au-dedans comme au-dehors, le contrôle des frontières, la censure » (Terray, 1996 : 46). De surcroît « ses prérogatives » n'étaient définies par « aucune loi », « ses activités » n'étaient soumises à « aucun examen », elle n'avait de compte à rendre « à aucun parlement ni à aucune presse » (Terray, 1996 : 46).

---

<sup>150</sup> Les mutations arbitraires, les pressions de la part des supérieurs ou, pour prendre un autre exemple, celles émanant des directeurs d'écoles où sont scolarisés les enfants des opposants pris pour cible par l'Etat, etc. Sur ce thème voir Ulrike Poppe, « Que lisons-nous lorsque nous lisons un dossier personnel de la Stasi ? », *Genèse* 52, sept. 2003, p. 119-132. Une des mesures de répression également utilisée afin d'anéantir certains groupes d'opposition était l'expatriation des membres qui en constituaient le noyau dur.

En septembre 1973, la RDA et la République fédérale sont conjointement admises à l'ONU. Compte tenu de cette marque de reconnaissance et de la prospérité de l'Etat est-allemand (« regardé comme septième puissance industrielle de la planète »), « on aurait (...) pu s'attendre à une détente : bien au contraire, c'est à ce moment-là que l'expansion [de la Stasi] est la plus rapide. » (Terray, 1996 : 47) De mille employés en 1950, la Sécurité d'Etat passe à 17500 subordonnés en 1957 (date qui correspond à l'arrivée de Mielke à la tête du ministère). En 1971, « les hommes de la Sécurité » sont 52700 ; « ils sont 59500 en 1975, 75000 en 1980, 81500 en 1981 » et avoisinent les 90000 en 1989 (Terray, 1996 : 47). L'extension des services de Sécurité d'Etat est-allemands conduit « au taux d'encadrement le plus élevé de tout le bloc de l'Est » ; 1 agent pour 180 habitants (en 1989) en RDA contre 1 agent pour 867 habitants en Pologne et 1 agent pour 1574 habitants en Tchécoslovaquie (Kott, 2007 : 1, Halbrock, 2009). Ces agents sont répartis entre plusieurs services à qui il incombe de surveiller les multiples secteurs de la société est-allemande (organes du Parti ainsi que milieux culturels, ecclésiastiques, touristiques, sportifs, universitaires, éducatifs, policiers, économiques, etc.) mais également de mener des activités d'espionnage et d'infiltration en dehors du pays (notamment en RFA).

Les employés de la Stasi se considèrent eux-mêmes comme une élite et vivent séparés de la population. Ils reçoivent des salaires plus élevés que la moyenne du salaire par habitant, bénéficient de leurs propres quartiers résidentiels et d'une multitude d'avantages en nature (« accès à des magasins spéciaux, utilisation à des fins privées de voitures de services, priorité dans l'attribution de biens rares tels que logements, téléphones, maisons de campagne, places à l'Université pour les enfants, etc. » [Terray, 1996 : 56]). A l'intérieur de l'élite, pour reprendre les termes d'Emmanuel Terray, « on trouve (...) l'élite de l'élite ». Ainsi en va-t-il du régiment « Felix Dzerjinski » – du nom du fondateur de la Tcheka soviétique –, constitué de 6000 hommes assurant « la garde du siège de l'organisation et des bâtiments officiels » (Terray, 1996 : 57). D'autres, les « Officiers affectés à des opérations particulières », (*Offiziere im besonderen Einsatz* – OibE), sont infiltrés aux plus hauts niveaux de « l'appareil de l'Etat »<sup>151</sup>, de « l'Economie »<sup>152</sup>, de « la Culture », de « la Poste », de « l'Université » ou encore de « la Télévision » (Terray, 1996 : 57). Enfin, les « Collaborateurs

---

<sup>151</sup> A ce propos Sandrine Kott note que « c'est la surveillance des rouages de l'État qui a mobilisé le plus d'informateurs. Dans les années 1980, 10 à 20 % du personnel de l'armée et de la police auraient travaillé comme IM pour la Stasi et ce taux s'accroît à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie. Les organes du Parti, les ministères centraux, surtout les plus vitaux, sont étroitement contrôlés, de même que les cadres économiques des grands combinats industriels, surtout s'ils se trouvent en contact avec les pays capitalistes. » (Kott, 2007)

<sup>152</sup> Toujours selon Sandrine Kott : « Dans chaque entreprise, on poursuit, surtout aux échelons les plus élevés, les traîtres, les espions et les saboteurs rendus coupables des piètres résultats » (Kott, 2007).

inconnus » (*Unbekannte Mitarbeiter* – UM – catégorie créée en 1986), tenus de vivre dans l'anonymat le plus strict, sont chargés de surveiller les faits et gestes des fonctionnaires du ministère de la Sécurité, quels que soient leurs grades et leurs attributions.

A cela il convient d'ajouter les Collaborateurs officieux (*IM*), des mouchards présents à tous les niveaux de la société est-allemande, grâce à qui la Stasi pouvait manipuler individus et groupes (en lançant des rumeurs, notamment) et obtenir des renseignements concernant les personnes « suspectes » (leurs traits de caractère, la nature de leurs relations avec leurs proches, etc.). Grâce à des rapports régulièrement fournis par les IM, la Stasi était en mesure de reconstituer avec exactitude des faits, des discussions, des réunions militantes, etc. Au sujet des recoupements entre comptes rendus des Collaborateurs officieux et informations recueillies via les investigations des Officiers traitants, Ulrike Poppe<sup>153</sup>, ancienne membre du cercle « Femmes pour la paix » (*Frauen für den Frieden*), note :

« À condition de disposer, pour un même événement, de plusieurs rapports et de plusieurs informateurs, la Stasi était en mesure d'avoir une idée à peu près exacte de ce qui s'était réellement passé. À cet égard, les documents d'écoute ou les comptes rendus d'observation, permettent de reconstituer le déroulement de certains événements : qui faisait quoi, où, et à quel moment ? Que s'est-il approximativement passé à tel moment ? Quel fut le thème d'une discussion ou d'une rencontre ? Sur ce genre d'informations, les éléments contenus dans les dossiers de la Stasi paraissent fiables. Pour le reste, les rapports des IM s'avèrent évidemment assez subjectifs. Sur les tensions et les conflits qui existaient au sein d'un groupe : qui était agressif, dominateur, triste, indécis, déprimé ou encore énervé et dans quelle mesure il l'était vraiment ; qui défendait quel point de vue, avec quels mots exactement, et comment ces mots étaient interprétés par les uns ou par les autres, tout cela dépendait, à l'évidence, du rédacteur du rapport. Les rapports des IM témoignent ainsi également des sympathies et des erreurs de chacun, de leur intelligence et de leur capacité à s'exprimer, de leur tendance à être plus ou moins prolix et enfin de la compétence et de l'empathie des « officiers directeurs ». Ils révèlent également un certain nombre d'informations secondaires sur le déroulement de discussions auxquelles la personne qui lit ses dossiers n'a pas assisté. » (Poppe, 2003 : 124)

---

<sup>153</sup> Ulrike Poppe participa à la Table Ronde après la chute du Mur et fut une des premières à consulter son dossier personnel.

La collaboration des IM avec les services de Sécurité d'Etat était motivée par diverses raisons : certains s'y pliaient en raison de pressions exercées par les fonctionnaires de l'institution (chantage, menace), d'autres espéraient y gagner quelque avancement ou assouvir un désir de vengeance, d'autres, enfin, acceptaient de collaborer en raison de leurs convictions. En 1953, on recense, en RDA, 20000 IM, ils sont près de 100000 en 1968, 180000 en 1975 et 174000 en 1989 (pour une population de 17 millions d'individus). Comme nous le rappelle Emmanuel Terray :

« Une telle prolifération conduit parfois à des situations absurdes, dont le pasteur Gauk<sup>154</sup> – aujourd'hui responsable de l'Office fédéral chargé d'exploiter les archives de la Stasi – nous donne de savoureux exemples : dans l'arrondissement de Neubrandenburg, cinq mille « IM » sont à l'œuvre, alors que 288 citoyens seulement sont recensés comme suspects. Evoquant par ailleurs les cercles de l'opposition écologiste et pacifiste, M. Gauk constate que beaucoup d'entre eux se seraient effondrés si la *Stasi* avait retiré d'un seul coup tous les observateurs qu'elle y avait introduits. » (Terray, 1996 : 48)

Selon Sandrine Kott, cet accroissement des effectifs de la Sécurité d'Etat, qui s'effectue corrélativement à l'extension du soupçon à toutes les sphères de la société, aurait engendré « un syndrome de la peur » (Kott, 2007 : 3). « Cette institutionnalisation volontaire de la méfiance » aurait par ailleurs favorisé « une culture de la « râlerie » qui se substitue progressivement à toute prise de parole publique (Kott, 2007 : 3). Les citoyens, continuellement appelés à se mobiliser pour construire le socialisme, préfèrent se réfugier dans la sphère privée, délaissant les responsabilités, ce qui entraîne une « pétrification » sociale et politique - préjudiciable, à terme, à la pérennité du régime lui-même » (Kott, 2007 : 3).

Pour finir ce portrait des services de la Sécurité d'Etat, et de leurs interactions avec la société est-allemande, nous ajouterons que la Stasi disposait d'un arsenal de plus de 200000 armes (revolvers, carabines, mitraillettes), de 1800 bâtiments de service, de « 836 résidence avec 18000 appartements de fonction », de 5500 locaux destinés à « abriter » et « dissimuler des rencontres clandestines », de près de 18000 véhicules (voitures, cars, camions) et d'« un budget de 3,6 milliards de marks » (Terray, 1996 : 47-48). 15 centrales du MfS étaient

---

<sup>154</sup> En 2000, Marianne Birthler (Bündnis 90/Les Verts), ancienne opposante au régime en tant que membre de l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'homme (*Initiative Frieden und Menschenrechte*), a remplacé le pasteur Gauk à la tête du BStU.



réparties sur l'ensemble des districts de RDA, ce à quoi s'ajoutent 219 emplacements dévolus aux services de districts et autres services de formation (voir annexes n°10).

Face à la puissance d'une telle organisation, qui disposait d'une « bureaucratie pléthorique », de multiples ancrages au sein de tous les secteurs de la société est-allemande, de nombreuses ressources en termes d'immobilier, d'armes, de technologies et de budget, l'effondrement de la Stasi a de quoi laisser perplexe. De par ses activités de surveillance, la Stasi était parfaitement au fait du mécontentement qui émanait de toutes les couches de la société de RDA, tout comme des mouvements sociaux qui la traversaient dans le courant des années 1980. Elle avait de quoi prévoir, et elle anticipa effectivement la Révolution d'automne 1989. Comment expliquer son inaction ?

Une raison, en particulier, peut être invoquée. La Stasi était un instrument du Parti, et, en tant que tel, faisait preuve d'une loyauté sans faille envers le SED. Ainsi « subordonnée à l'égard du Parti, la Stasi [était] incapable de le contraindre à prendre les décisions économiques susceptibles de résoudre les problèmes qu'elle [identifiait]. » (Kott, 2007 : 4). Tout au long des années 1980, le Parti s'était peu à peu déconnecté du reste de la société, jusqu'à perdre la confiance des individus qui composaient sa propre base. Les membres de la Direction du Parti firent preuve d'une incapacité à réagir avec flexibilité aux problèmes économiques qui se posaient de manière de plus en plus pressante dans la RDA de la fin des années 1970 et des années 1980. Coupé du réel, enfermé dans une rhétorique d'autocélébration et ayant perdu de vue les aspirations et inquiétudes des citoyens, le SED finit par perdre son aptitude à gouverner.

À partir des années 1980, par ailleurs, « la Stasi fonctionne de moins en moins comme un organe de répression et de plus en plus comme une instance éducative de surveillance politique et de disciplinarisation de la société » (Droit, 2009 : 81). De fait, la Stasi prévient mais « ne propose aucune initiative, ne prend aucune décision » (Terray, 1996 : 64). Son ministre, Erich Mielke, « ne parle que de déjouer, d'empêcher, d'interdire. Sur ce point, il ne se distingue pas de ses collègues : la seule mesure concrète qu'adopte le gouvernement est, dans les premiers jours d'octobre, le rétablissement des visas entre la RDA et la Tchécoslovaquie : de l'huile sur le feu, en même temps que l'aveu de la défaite » (Terray, 1996 : 64).

En 1989, une certaine résignation gagne la tête dirigeante du SED, ce qui permet notamment à la Révolution d'automne de s'accomplir de manière pacifique. Cette attitude des dirigeants explique en grande partie l'inaction de la Stasi. Conjugué au lâchage de Gorbatchev et à l'impossibilité (pour des raisons tant diplomatiques que pratiques) de réprimer les

manifestations qui se font de plus en plus nombreuses et vastes, l'engourdissement du Parti et de son organe de sécurité et de contrôle précipite la chute du régime.

Toujours selon Sandrine Kott :

« Dans son impuissance même, la Stasi est alors à l'image d'un régime qui contrôle sans réellement gouverner, qui domine sans conduire. L'accroissement des difficultés économiques et sociales et surtout le retrait du soutien des autorités soviétiques à partir de 1988 le condamnent à mourir. D'autant que les événements de l'automne et de l'hiver 1989 qui conduisent à la chute du Mur tendent à prouver que la Stasi n'est pas parvenue à réduire à néant la société est-allemande. Les grandes manifestations qui se tiennent à l'automne 1989 à Leipzig et ailleurs, mais aussi les multiples mouvements sociaux et politiques qui s'organisent, partout, sur les lieux de travail montrent que les citoyens est-allemands ont su rapidement reprendre la parole dont la Stasi les avaient privés. » (Kott, 2007 : 4)

Près d'un mois après la chute du Mur, la Table ronde se réunit pour la première fois. Une de ses premières décisions est la dissolution complète de la Stasi. La Table ronde entend en outre assurer le contrôle de cette dissolution et permettre l'ouverture de ses archives des services de la Sécurité d'Etat. Cette décision fait suite à l'annonce par le gouvernement Modrow – qui tente alors d'organiser le sauvetage de cet ancien « pilier central du SED » – du changement de nom de la Stasi en Office de la sécurité nationale (*Amt für Nationale Sicherheit – AfNS*, rebaptisé *Nasi* par analogie avec *Stasi*).<sup>155</sup> Ces annonces suscitent une vive émotion au sein des groupes d'opposition et provoquent le mécontentement de la population, qui répond par des mouvements de grève et des manifestations. Dans le même temps, des bruits courent selon lesquels le nouvel Office est en train de détruire les archives de l'ancien ministère de la Sécurité. Le 4 décembre, l'occupation des locaux du ministère de la Sécurité d'Etat par les militants des droits civiques à Erfurt donne le coup d'envoi d'une série d'occupations du même type. Les militants d'Erfurt sont en effet bientôt suivis par les représentants des groupes d'opposition et citoyens des autres chefs-lieux de district. Le 11 décembre, face à la pression populaire grandissante, le gouvernement Modrow renonce à reconverter les services de la Stasi. Les comités citoyens veillent à la dissolution de la Stasi, organisent et contrôlent la saisie de ses biens immobiliers, de ses véhicules, de son arsenal et entreprennent le titanesque travail d'ouverture des archives.

---

<sup>155</sup> Modrow prévoyait la réduction des effectifs de l'ancien MfS et sa partition en deux nouveaux services secrets ; l'un étant chargé de la protection de la Constitution, l'autre de la recherche du renseignement à l'extérieur du pays.

Dans ce qui va suivre, nous nous intéresserons à l'histoire du site de la Centrale du MfS de *Berlin-Lichtenberg* dans son ensemble, après quoi nous en viendrons à la question de la muséalisation d'une partie des locaux où se situait le quartier général du ministère de la Sécurité d'Etat.

### 3.2.1.2. Le site de l'ancienne centrale du MfS de *Berlin-Lichtenberg*, situation géographique et description

Le site de l'ancienne centrale berlinoise du MfS se situe à *Lichtenberg*, quartier de la partie orientale de Berlin, hors de la *Innenstadt* (l'intérieur de la ville, délimité par la ceinture que constitue la ligne de *Ring-Bahn*) et limitrophe du quartier de *Friedrichshain*.



Figure 17 Plan de localisation du site de l'ancienne centrale du MfS (Source : *Bundesamt für Kartographie*)

Une petite plaque commémorative en verre témoigne très discrètement de la mémoire du lieu. Elle est apposée sur un coin de la forteresse et on peut y lire (en allemand, anglais, français et russe) :

« Ici se trouvait de 1950 à 1990 le ministère de la Sûreté de la RDA. Il garantissait la dictature du Parti Socialiste Unifié allemand (SED), par l'arbitraire politique, la terreur et la surveillance de la population. Le 15 janvier 1990, la population a occupé cet ensemble de bâtiments. »<sup>156</sup>

On est loin du caractère parfois clinquant des mémoriaux du centre, comme Checkpoint Charlie. Ici, on donne dans le sobre, le minimaliste. Aucun panneau, si ce n'est la petite plaque commémorative apposée non loin de la bouche de métro, ne signale la présence de l'ancienne centrale.

Le visiteur peut alors faire le tour des huit hectares afin d'en apprécier directement l'ampleur. C'est une « formidable citadelle » qui, selon la description qu'en donne Emmanuel Terray :

« (...) s'étend sur un quadrilatère d'une surface de quelque huit hectares, dont le périmètre consiste en une suite d'immeubles de treize étages. A chaque étage, neuf fenêtres identiques et situées à des intervalles parfaitement réguliers. Entre les immeubles, des « piliers » au sens alpin du mot, de gigantesques contreforts saillants, revêtus de panneaux métalliques qui étincellent sous le soleil. (...) L'enceinte ainsi formée délimite un vaste espace intérieur, où se dressent à leur tour plusieurs bâtiments de même facture que les précédents, mais un peu moins hauts et par conséquent invisibles du dehors. » (Terray, 1996 : 45)

Le site est en effet impressionnant tant par la taille (8 hectares, accueillant, en 1989, quelques 20000 employés) que par l'austérité qu'il inspire. Véritable « falaise de béton, de verre et d'acier, dont les dimensions colossales vous coupent le souffle » (Terray, 1996 : 45), cette immense forteresse abrite toujours une partie des archives de la Stasi. Ainsi, la Haus 7 appartient-elle aujourd'hui à l'Office fédéral pour la documentation du service de Sécurité de l'État de l'ex-République démocratique allemande (BStU), chargé du travail sur le passé du ministère de la Sécurité d'Etat et de la mise à disposition des dossiers personnels du MfS aux anciens citoyens de RDA ayant été espionnés. Certains locaux, parmi les différents bâtiments qui composent le complexe, ont été rétrocédés à plusieurs organismes (agence pour l'emploi, centre médical, banque). Une grande part des surfaces de l'ancienne centrale a été attribuée à la *Deutsche Bahn* (Chemins de Fer allemands). Enfin, la Haus 1, ancien siège du ministère,

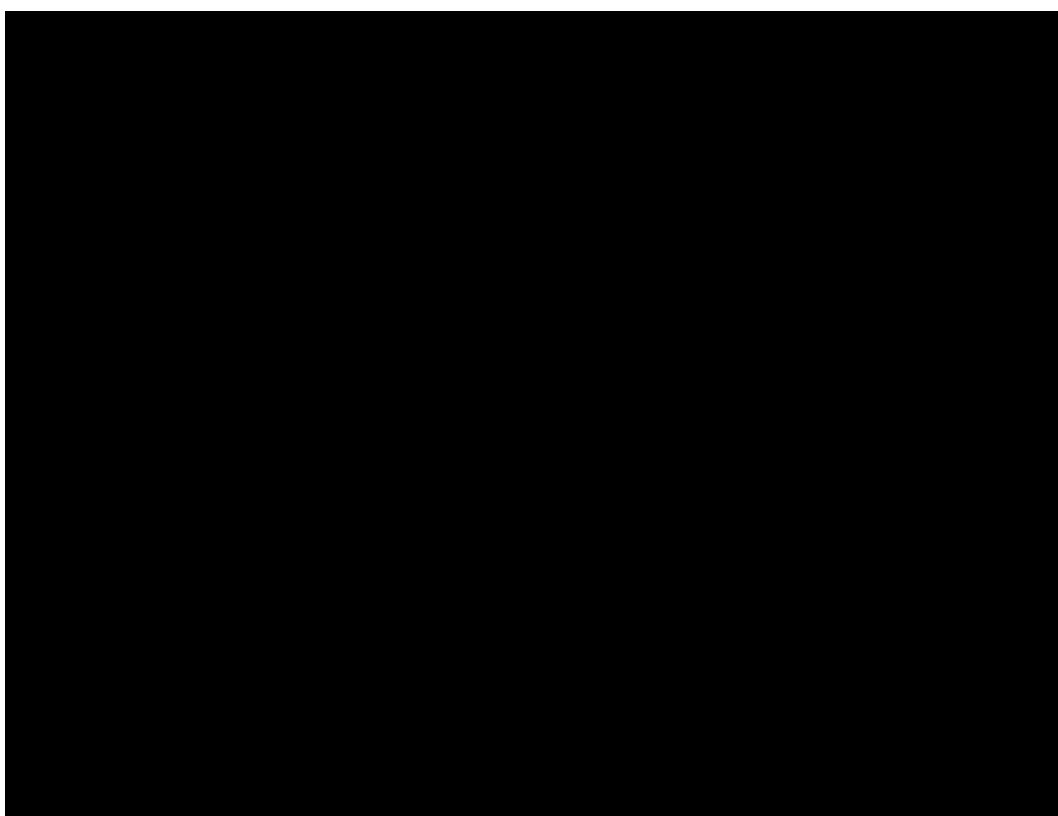
---

<sup>156</sup> Ce panneau commémoratif a été apposé à l'angle de la *Ruschestrasse* et de la *Frankfurter Allee* le 8 janvier 2004 suite à une décision commune de l'assemblée municipale de *Lichtenberg* (*BVV Lichtenberg – Bezirksverordnetenversammlung*) et du BStU.

accueille aujourd'hui le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*. Avant de procéder à la description du musée et de son projet, revenons quelque peu sur l'histoire du site.

### 3.2.1.3. Historique de la centrale du MfS de *Berlin-Lichtenberg*<sup>157</sup>

C'est dans le district de *Berlin-Lichtenberg* que les bâtiments de la centrale de la Stasi furent édifiés, gagnant peu à peu du terrain sur ce qui fut, dans la période de l'entre-deux-guerres et avant, l'un des lieux les plus appréciés de *Lichtenberg*. Composé de nombreux jardins ouvriers, comprenant des bâtiments architecturaux témoins du courant de la « nouvelle objectivité », ainsi que deux églises de styles architecturaux distincts, l'îlot que quadrillent la *Frankfurter Allee* (au Sud), la *Ruschestrasse* (à l'Ouest), la *Normannenstrasse* (au Nord) et la *Magdalenenstrasse* (à l'Est) était un lieu vivant, comportant commerces, habitations et lieux de détente.



**Figure 18 Plan de la centrale de la Stasi. Les numéros correspondent aux « Haus » – les bâtiments construits à des périodes différentes et dévolus aux différents services de la Stasi (se reporter à l'annexe n°11). Les « Hof » numérotés correspondent aux cours intérieures du complexe. (Source : <http://www.ddr-wissen.de/ddr/wiki/mfszplan.gif>)**

<sup>157</sup> Nous sommes redevables, pour cette partie sur l'aménagement progressif de la centrale de la Stasi, au travail de Christian Halbrock (Christian Halbrock (2009), *Stasi-Stadt, Die MfS-Zentrale in Berlin-Lichtenberg. Ein historischer Rundgang*, Links Verlag, Berlin, 77 S.).

Le 8 février 1950, la Chambre du peuple provisoire de la RDA vote sans abstention et à l'unanimité la loi sur la création d'un ministère de la Sécurité d'Etat (Halbrock, 2009 : 12). Le 16 février 1950, Wilhelm Zaisser<sup>158</sup> est nommé à la tête du nouveau ministère. Bien vite, le quartier de *Lichtenberg* est pressenti pour l'installation des locaux de la Stasi. Ainsi, dès le mois de février 1950, le ministère de la Sécurité d'Etat emménage-t-il dans les locaux de l'ancienne administration des finances du district de *Berlin-Lichtenberg*, au numéro 22 de la *Normannenstrasse*, la Haus 2, dans une rue parallèle à la *Frankfurter Allee*.

En 1953, dans le cadre de la restitution des équipements de la zone d'occupation soviétique, les services secrets soviétiques (NKWD) rétrocèdent les locaux du tribunal et de la maison d'arrêt préventive de la *Magdalenenstrasse* (érigé au début du 20<sup>ème</sup> siècle) au ministère de la Sécurité d'Etat.<sup>159</sup> Le MfS utilisera ces locaux pour la tenue des procès intentés par la Stasi à l'encontre d'individus suspectés, et comme maison d'arrêt préventive pour les individus arrêtés et en attente d'un jugement. L'aile occidentale du bâtiment abrite l'administration de la prison tandis que l'aile orientale est dévolue à la section des enquêtes. Les cellules se trouvent dans la partie Sud du bâtiment. Dans cette maison d'arrêt, avaient également lieu les rendez-vous entre les détenus (à l'occasion transportés entre la prison de *Hohenschönhausen* et la maison d'arrêt préventive de *Magdalenenstrasse*) et leurs avocats.

Tout au long des années 1950, plusieurs bâtiments de la *Magdalenenstrasse* sont soit rénovés (agrémentés de jardins, équipés de portes et de fenêtres sécurisées) et investis par des travailleurs de la Stasi, soit confisqués (ainsi les numéros 4 à 10 et les numéros 12 et 15 de la *Magdalenenstrasse*) pour être transformés en bâtiments résidentiels dévolus aux employés du MfS.

En 1956, est édifiée la Haus 7 (aujourd'hui affecté à la documentation du BStU – les archives), un ensemble de 6 étages inspiré du style néoclassique de la *Stalinallee* (l'actuelle *Karl Marx Allee*) situé au cœur du site actuel. Ce bâtiment, construit en partie sur la *Helmutstrasse* (inexistante aujourd'hui), en partie sur les anciens jardins ouvriers attenants à cette rue, abrite l'administration principale XX chargée de surveiller l'Appareil d'Etat, les Organisations de masse, les milieux de l'art, de la culture, de l'Eglise, de la clandestinité et du sport.

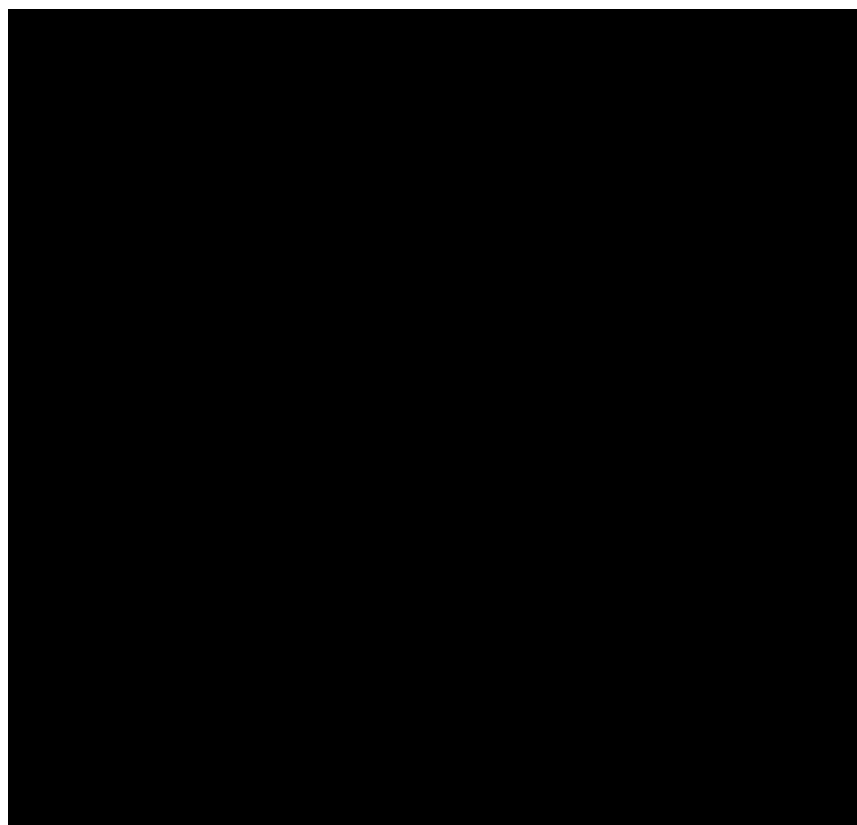
---

<sup>158</sup> Ce dernier sera licencié en raison de son incapacité à prévoir et maîtriser les événements du 17 juin 1953 et de sa rivalité politique avec Walter Ulbricht. Il sera tout d'abord remplacé par Ernst Wolleber, puis par Erich Mielke, qui restera à la tête du ministère de 1957 à 1989.

<sup>159</sup> Les services secrets soviétiques (NKWD) avaient notamment utilisé le tribunal du district comme tribunal militaire, et des locaux de la prison de la *Magdalenenstraße* comme lieu de détention des prisonniers politiques (les anciens nazis et « éléments ennemis » – *Feindliche Elemente*) (Halbrock, 2009 : 13).

L'édification de la cantine du ministère en face de la Haus 1 est entreprise en 1960, avec à sa suite, la construction de la polyclinique du ministère (au Nord du site), la Haus 19/20. Le début des années 1960 voit également la construction du bureau des télécommunications dans la *Dottistrasse*, à l'Ouest du site principal de la centrale du MfS. Est édifié à la même période, la Haus 14 (le long de la *Frankfurter Allee*) dévolue à l'administration principale chargée de la protection de l'économie.

Entre 1961 et 1962, la Haus 1 (aujourd'hui Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*) est construite. Elle abrite le quartier général du service ministériel où siègent le ministre (Erich Mielke), ses adjoints, ainsi que son groupe de travail. Il s'agit d'un bâtiment en béton de 7 étages situé au Nord de la Haus 7, c'est-à-dire au cœur de l'actuel site.



**Figure 19 Photographie de la Haus 1 au cœur du complexe de la centrale du ministère de la Sécurité d'Etat. (Source : Fondation pour la recherche sur la dictature du SED, Fonds Klaus Mehner)**

Le siège du Régiment de garde « Feliks Dzierżyński », attenant au bâtiment de la cantine (Haus 22) est construit en 1964, suivi d'un agrandissement de la polyclinique (Haus 19/20) en 1966.

Entre 1974 et 1975 : La *Müllerstrasse* est dynamitée. Les jardins ouvriers situés au Nord du site (Nord de l'ancienne *Müllerstrasse*) ont déjà disparu, remplacés par des parkings

réservés aux travailleurs du MfS. Dans le même temps, des bâtiments résidentiels sont dynamités dans la *Magdalenenstrasse*, remplacés par une barre de béton de 16 étages, la Haus 4, dévolue au ZAIG (Groupe central d'évaluation et d'information du MfS<sup>160</sup>).

En 1975 la centrale du MfS s'agrandit encore, empiétant sur les jardins ouvriers de la *Gotlinstrasse*, au Nord du site. Les nouveaux bâtiments, un ensemble de barres d'immeubles en béton de 8 à 13 étages – Haus 40/41/42/43/44/45/46/47/48/49 – comprennent plusieurs services<sup>161</sup>, ainsi qu'un parking et des boutiques dévolues à l'usage des travailleurs du MfS. Le nouveau complexe est érigé à 500 mètres du complexe de la *Normannenstrasse*, séparé de ce dernier par le stade de football *Hans-Zoschke*. Ce stade de football devient alors une enclave au sein du complexe du MfS et l'on commence à réfléchir à un transfert de la ligue de football de *Lichtenberg*, qui utilisait jusqu'alors le terrain pour ses rencontres sportives. En raison de protestation (émanant notamment de la veuve de l'ancien opposant au régime national-socialiste Hans Zoschke) et des difficultés économiques que rencontre la RDA dans les années 1980, la fermeture du stade et l'octroi d'un nouveau terrain pour la ligue de football de Lichtenberg ne peuvent être effectués (Halbrock, 2009).

En 1978 commence l'édification d'un immeuble en béton de 13 étages au Sud du site, le long de la *Ruschestrasse* et de la *Frankfurter Allee*, dévolu à l'administration principale de la recherche du renseignement (*Hauptverwaltung Aufklärung* – qui peut également être traduit par « Investigation centrale ») –, service qui se trouve être sous la direction de Marcus Wolf et de Werner Großmann.<sup>162</sup> La même année des bâtiments résidentiels de la *Magdalenenstrasse*

---

<sup>160</sup> Ce service était chargé de « centraliser et de traiter l'ensemble des informations émanant des niveaux inférieurs du MfS de façon à établir des synthèses destinées, en particulier, au ministre en charge de la Sécurité d'Etat, Erich Mielke » (Jaraus, 2003 : 95).

<sup>161</sup> Haus 40 : Protection du ministère de l'Intérieur et de la police du peuple allemande ; Haus 41 : Section des Finances ; Haus 42/43: Section N (Messages/liaisons du gouvernement, intermédiation) ; Haus 44: Bureau de la Direction des équipes de direction du régiment de garde ; Haus 46/47: Section M - contrôle postal ; Haus 48 : XIX Protection des transports, de la poste et des télécommunications ; Haus 48/49: Section principale KuSch des cadres et de la formation.

<sup>162</sup> Marcus Wolf (Hechingen, Bade-Wurtemberg ; 19 janvier 1923 - Berlin ; 9 novembre 2006), issu d'une famille juive allemande communiste, il quitte l'Allemagne à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les Wolf s'installent d'abord en Suisse, puis en France et enfin en Russie, où le jeune Marcus est admis dans une école d'élite, réservée aux cadres du PCSU. De retour à Berlin en 1945, il prend part à la fondation des services de renseignement extérieur de la Sécurité d'Etat est-allemande (Stasi) qu'il dirige de 1958 à 1987. En 1986, Marcus Wolf prend parti pour la Perestroïka et contre la ligne politique d'Honnecker. Il apporte par ailleurs son soutien aux manifestants de l'automne 1989. Après la réunification, il se réfugie en Russie, puis en Autriche, avant de se rendre à la justice allemande en septembre 1991. Il est alors condamné à 6 ans de prison pour « trahison », mais ne purgera jamais sa peine, celle-ci ayant été annulée par la Cour constitutionnelle allemande en 1995, dans le cadre d'une annulation généralisée des poursuites pour espionnage contre les anciens responsables des services secrets de RDA. L'ancien « maître espion » a toujours refusé de divulguer les noms de ses anciens agents et de témoigner dans des procès pour espionnage. De la chute du communisme jusqu'à sa mort, il vécut de conférences sur le thème de l'espionnage et de la publication de livres, dont un sur la cuisine russe.

Werner Großmann (Oberebenheit, Sachsen ; 6 mars 1929), est issu d'une famille d'artisans allemands. Après un apprentissage en maçonnerie et quelques semestres à la l'Université technique de Dresde, où il devient secrétaire



sont dynamités et remplacés en 1981 par un complexe en béton (Haus 8/9) destiné à abriter les archives et données électroniques enregistrées par le ZAIG. Les bâtiments restants (les numéros 21 et 13 de la *Magdalenenstrasse*) sont confisqués par la Stasi et transformés en bureaux afin d'accueillir une part du personnel des services du ministère (une partie de l'Etat major opératoire central, le contre-espionnage, le groupe central d'évaluation et d'information, le groupe de coordination centrale travaillant sur les question d'émigration, etc.). En transformant ainsi la *Magdalenenstraße*, la Stasi parvint à boucler le périmètre de sa centrale par de hauts immeubles, empêchant que le regard puisse être porté de l'extérieur sur l'intérieur du site.

En 1979 est édifée la porte principale de la centrale du MfS qui clôt l'entrée du site par la *Ruschestraße* et donne directement en face du siège du ministère (Haus 1). La même année, la *Normannenstrasse* est fermée aux transports publics, les lignes de bus de nuit et de jour sont déviés.

Entre 1979 et 1982, un bâtiment de verre, de béton et d'acier qui ferme l'angle Nord-Est du site, au coin de la *Ruschestrasse* et de la *Normannenstrasse* est édifé. Ce nouveau local est dévolu à la production et à l'approvisionnement. La doctrine de la sécurité prônée par la Stasi implique que les bâtiments de la centrale du MfS ne puissent être observés de l'extérieur. Les bâtiments résidentiels, ainsi que l'église apostolique, construits dans le style de la nouvelle objectivité par l'architecte Bruno Taut, et originellement situés dans le voisinage immédiat de la centrale en cours d'expansion, sont alors dynamités. Les paroissiens de l'église apostolique reçoivent en compensation de nouveaux bâtiments à proximité de la gare de *Lichtenberg* (Halbrock, 2009).

En 1983, la *Normannenstrasse* est séparée de reste du district par un mur. Un passage piéton, le long de la rue nouvellement barrée, permet de joindre la *Roedeliusplatz*<sup>163</sup> de la *Ruschestrasse*.

Dans le milieu des années 1970, le ministère décide de se doter de son propre centre commercial afin que les collaborateurs du MfS puissent disposer, pendant leurs heures de pause, d'un endroit où effectuer leurs emplettes et bénéficier de multiples services. En 1982, après 3 ans de chantier, le nouveau bâtiment est achevé. Revêtu de vitres teintées (empêchant d'apercevoir l'intérieur des locaux de l'extérieur mais laissant filtrer la lumière du jour), le

---

de la Jeunesse allemande libre (*Freie Deutsche Jugend – FDJ*), il entre en 1952 à l'école des services de renseignements de la politique extérieure (*Außenpolitischen Nachrichtendienstes – APN*). Il entame ensuite une carrière dans les renseignements puis part à Moscou afin de compléter sa formation (1966-67). Il monte progressivement les échelons de l'administration principale des renseignements du MfS et succède à Marcus Wolf en 1986, alors que celui-ci s'appête à prendre sa retraite.

<sup>163</sup> Au croisement de la *Magdalenenstrasse* et de la *Normannenstrasse*.

bâtiment dispose d'une salle de restauration, d'un centre commercial (proposant des produits d'épicerie fine), d'un centre de conférence, d'un salon de coiffure, d'une agence de voyage, d'un magasin de souvenirs et d'une librairie. Cet édifice est également investi d'une fonction représentative. C'est ici que certains représentants du Parti célèbrent occasionnellement les « Organes armés » (*Waffentragenden Organe*<sup>164</sup>).

Dans le milieu des années 1980, enfin, un bâtiment est construit qui abrite des logements pour les cadres du MfS à proximité du bureau des télécommunications de la *Dottistrasse* (à l'Ouest du site).

En près de 40 années, l'aménagement des locaux de la centrale de la Stasi transfigura totalement le site sur lequel cette dernière s'était implantée. Dans le cadre de ces divers réaménagements et de l'installation d'unités d'habitation pour les cadres du MfS, nombre de commerces et d'espaces de détente furent détruits tandis que de nombreux anciens résidents furent invités à quitter les lieux pour être relogés ailleurs. Certains habitants restèrent cependant, et purent observer la progressive transformation de l'îlot. Malgré les diverses précautions prises, la centrale de la Stasi ne parvint toutefois pas à maintenir entier le secret sur ce site. Certaines affaires, comme celle que nous avons évoquée à propos du stade de football Hans Zoschke, furent rendues publiques par la presse, levant le voile sur la situation et la fonction du complexe de la *Normannenstrasse*.

D'autres « affaires », contribuèrent ensuite à faire connaître le site de la *Normannenstrasse*. Ainsi, le 6 septembre 1983, un cercle religieux pour la paix et l'environnement (*kirchlicher Friedens- und Umwelt-Kreis*) fut-il fondé par la paroisse évangélique de la *Glaubenkirche*<sup>165</sup>. Ce cercle religieux réunissait de jeunes chrétiens et non chrétiens autour d'objectifs politiques communs, dont la protection de l'environnement. Les membres fondateurs du cercle de la *Glaubenkirche* furent en outre à l'origine de la création, en 1986, de la bibliothèque de l'environnement (*Umweltbibliothek*) de la *Zionskirche*, située à *Berlin-Mitte*, et qui joua un rôle décisif en regard de l'organisation des activités de certains cercles oppositionnels de la fin des années 1980 (tenues de conférences, d'ateliers et de fêtes,

---

<sup>164</sup> La salle de conférence de ce bâtiment fut par ailleurs réutilisée en 1993 lors du cycle de conférence « Combat pour l'âme. La psychologie opérative du MfS et ses conséquences » (*Kampf um die Seele. Die Operative Psychologie des MfS und die Folgen*), initié par d'anciens membres des mouvements citoyens. Depuis 2003, le bâtiment est vide (Halbrock, 2009).

<sup>165</sup> Cette église, érigée au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans un style architectural curieux (mêlant des éléments issus des styles gothique et roman, mais aussi de la renaissance) et située juste en face des locaux de l'ancien tribunal du district – sur la *Roedeliusplatz*, c'est à dire dans le voisinage direct de la centrale de la Stasi – n'était plus utilisée depuis les années 1970 pour des raisons d'insalubrité. La communauté originellement rattachée à la *Glaubenkirche* continua cependant à se réunir et à tenir des célébrations au 6 de la *Schottstraße*, dans un bâtiment proche de la *Glaubenkirche*, situé un peu au Nord-Est de celle-ci.

mise à disposition d'espaces pour accueillir la bibliothèque de l'environnement, etc.). En janvier 1988, la Stasi procéda à plusieurs vagues d'arrestations parmi les membres des groupes d'opposition (membres fondateurs de la Bibliothèque de l'environnement – *Umweltbibliothek*<sup>166</sup>, du Cercle pour la Paix de Pankow – *Pankow Friedenskreis*, de l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'homme – *Initiative für Frieden und Menschenrechte*, ainsi que des artistes, etc.). Le 29 janvier de la même année, les membres de la paroisse de la *Glaubekirche* décidèrent d'ouvrir les portes de leur église, juste en face de la cour où étaient jugés les opposants interpellés par les services de la Stasi. Une cinquantaine de personnes manifestèrent silencieusement en signe de protestation. Cette manifestation préfigure l'appropriation publique de la parole et l'attitude pacifique qui caractérisa les mouvements sociaux de l'automne 1989. Elle est en outre un geste de défiance envers une institution qui avait toujours inspiré les plus grandes craintes au sein de la population est-allemande.

#### 3.2.1.4.L'occupation des locaux de la centrale du MfS de *Berlin-Lichtenberg*

A l'issue de la Révolution pacifique, la Table ronde (qui réunit des membres du gouvernement de RDA et des membres des groupes oppositionnels) est créée, avec pour but, entre autres, de lancer et de contrôler le processus de dissolution du ministère de la Sécurité d'Etat. A partir du 4 décembre, exaspérés par les tentatives de sauvetage de la Stasi menées par le gouvernement Modrow et aiguillonnés par des rumeurs sur la destruction des archives du ministère de la Sécurité d'Etat par ses employés<sup>167</sup>, des militants des droits civiques commencent à occuper les locaux des centrales des différents chefs-lieux de districts de RDA. A Leipzig, l'occupation, le 12 décembre 1989, de la centrale de la Stasi, donne lieu à la création d'un comité citoyen qui prend la responsabilité de la dissolution des services du MfS au niveau municipal. Peu à peu, l'occupation des locaux de la Stasi s'étend à toute la RDA, tandis qu'apparaissent, dans toutes les villes est-allemandes, des comités citoyens chargés de désorganiser les services du ministère de la Sécurité d'Etat. Le 12 janvier 1990, face à la pression de l'opinion publique et de la Table ronde, Hans Modrow déclare renoncer à ce que

---

<sup>166</sup> Les archives Matthias Domaschk, rassemblant à ce jour le fonds le plus important de documents sur l'opposition en RDA, sont les héritières de la Bibliothèque de l'environnement.

<sup>167</sup> La destruction des dossiers les plus sensibles, concernant notamment les « plans de préparation et de mise en œuvre de « projets » permettant d'isoler les opposants en cas de crise, (...), de programmes de mobilisation et de documents sur l'utilisation d'armes de combat biologiques et chimiques » avait fait « l'objet, à partir du 7 décembre, d'une directive officielle du gouvernement Modrow ». Par ailleurs, la Nasi « continua à espionner les opposants et organisa en même temps, pour l'époque qui suivrait la fin de la dictature, le transfert des « tchékistes » dans la Volkspolizei, dans les douanes et les entreprises » (Winkler, 2005 : 910).

le travail du MfS soit poursuivi sous un autre nom et annonce *de facto* la dissolution des services de la Sécurité d'Etat sous le contrôle de la Table Ronde.

Le 14 janvier, les comités citoyens des différents districts de Berlin-Est se rencontrent et décident de la mise en œuvre immédiate de la dissolution des services de la Stasi. Parallèlement, des tracts et des affiches sont distribués dans les districts de Berlin-Est (*Mitte, Prenzlauer Berg, Friedrichshain, Treptow, Köpenick*), à l'initiative du Nouveau Forum, qui appellent à manifester devant la centrale berlinoise de la Sécurité d'Etat et à en murer symboliquement les portes.

# **Mit *Fantasie* gegen Stasi und Nazi**

## **Aktionskundgebung: 15. Januar um 17 Uhr**

Das Neue Forum Berlin ruft für den 15. Januar 1990 um 17.00 Uhr zur  
Aktionskundgebung vor dem Stasi-Gebäude Ruschestraße auf.

Wir fordern:

- Sofortige Schließung aller Stasi-Einrichtungen
- Hausverbot für alle Stasi-Mitarbeiter
- Einleitung von Ermittlungsverfahren gegen das MfS
- Offenlegung der Befehlsstrukturen zwischen SED und Stasi
- Stasi in die Volkswirtschaft
- Keine Sonderzahlungen und Privilegien für ehemalige  
Stasi-Mitarbeiter
- Keine Bildung von neuen Geheimdiensten

Schreibt Eure Forderungen an die Mauern der Normannenstraße!  
Bringt Farbe und Spraydosen mit!  
Wir schließen die Tore der Stasi!  
Bringt Kalk und Mauersteine mit!

## **Mit *Fantasie* und ohne Gewalt**

Figure 20 Tract d'appel à l'occupation des locaux de la centrale de la Stasi (voir la traduction en français, annexe n°12). (Source : <http://revolution89.de>)

La manifestation du 15 janvier 1990 rassemble quelque 100000 manifestants devant les bâtiments de la centrale de la Stasi de la *Ruschestrasse*. Bien vite, les organisateurs perdent le contrôle de la manifestation et des individus envahissent les locaux, brisant équipements et mobilier. Selon plusieurs observateurs et analystes, « il semble bien que des agents provocateurs de l'appareil de sécurité aient joué un rôle majeur dans cette action » (Winkler, 2005 : 911). Toutefois, la manœuvre échoue et les manifestants se dirigent vers des bâtiments annexes, comme la cantine ou la galerie marchande dévolues aux cadres du MfS, brisant les meubles, se saisissant au passage de quelques reliques dans le magasin de souvenir. Ainsi cet extrait d'entretien qui relate la manifestation et l'occupation de la centrale de la Stasi :

« C'était plutôt spontané. J'y suis allé. Il y avait des affiches collées partout. Ici à Prenzlauer Berg, il y avait ces affiches collées « le 15 janvier, à telle heure, ramenez des briques et du ciment ». C'est bizarre que ça ne se soit pas passé avant, parce que c'était su à Berlin que les gens dans cette centrale travaillaient encore. Et dans beaucoup de districts le MfS avait déjà cessé ses activités, enfin là-bas les centrales étaient déjà occupées début décembre, et même dissoutes ou en train de l'être. Et Berlin restait en arrière. C'était donc su et à un moment les gens se sont dits : « maintenant il doit se passer quelque chose ». Et là, il y a eu cet appel à manifester et j'y suis allé plutôt en tant que curieux, ou alors un mélange de... Oui, curieux, mais aussi un peu... Je pensais « ça va sûrement être très intéressant »... Que là, le colosse soit renversé de son piédestal. Et si on y est, peut-être qu'il sera possible de ramener une petite relique, sûrement un petit souvenir à détacher d'une des pointes de la couronne. C'était déjà clair que la RDA n'allait pas durer une éternité. C'était naturellement clair que cette mise à sac n'avait plus rien de très risqué. Les autres centrales de district étaient déjà occupées, sans que cela ait occasionné de violentes confrontations et c'était plutôt, pour ainsi dire, une joyeuse cérémonie d'enterrement. Oui, et j'y suis allé. Et bien sûr, comme tous les autres, j'ai marché à travers la cour et comme un con, je ne me suis pas rendu dans la Haus 1, dans la maison de la centrale, mais dans le bâtiment d'approvisionnement. Pourquoi ? Je ne sais pas. Il y avait des gens devant qui avaient déjà pris cette direction et je ne sais pas du tout combien au juste... Il faisait sombre. (...) Dans le bâtiment c'était un vrai tohu-bohu. Chacun allait dans une direction différente, certains étaient à la cave. Je peux juste me souvenir que j'étais à un étage et qu'il y avait un centre commercial dans le bâtiment. Enfin comme ceux que l'on connaît aujourd'hui, à droite à gauche, des petits magasins séparés avec des vitrines. L'un était une agence de voyage, il y avait aussi un magasin de souvenir avec des trucs de la Stasi. Et après il y en avait avec des produits de consommation, de la nourriture, comme dans les centres commerciaux. Et donc j'ai été dans ce magasin de souvenirs et là il y avait ce qu'on donnait avant aux personnes méritantes, on leur donnait de petits livres, ils étaient toujours

offerts, des livres miniatures. Et là je me suis pris trois de ces reliques et je les ai cachées dans ma poche (rires). Je trouvais ça très drôle, et donc je n'ai pas compris pourquoi les gens là... Oui exactement, et après il y a eu une manifestation où sont venus des gens de la Table ronde, Eppelmann et tout ça, et ils disaient que ce n'était pas si bien que nous vandalisions les locaux. Je n'étais pas du tout d'accord. Ça m'était égal à l'époque. Tout aurait tout aussi bien pu être consumé dans les flammes ou alors on aurait bien pu détruire le bâtiment entier. » Christian, 44 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Le passage d'entretien nous livre des informations précieuses sur l'état d'esprit des manifestants qui affluèrent le soir du 15 janvier dans certains des bâtiments de la centrale de la Stasi de *Lichtenberg*. L'interviewé, originaire des environs de Rostock, est arrivé à Berlin dans les années 1980. Il a vécu à proximité de la centrale de la Stasi dans le quartier de *Lichtenberg* et s'est assez rapidement engagé dans l'opposition, notamment dans le cercle pour la paix et l'environnement de la *Glaubenkirche*. Dans ce témoignage, il fait état des motivations qui l'ont poussé, lui et d'autres, à manifester devant les bâtiments de la centrale berlinoise de la Stasi. Ces motivations sont de diverses natures : la première, découle des informations qui circulaient à propos des multiples occupations des centrales du MfS dans toute la RDA, sans que cela ait pour autant engendré de graves confrontations entre manifestants et employés des services secrets. A la charnière des années 1989/1990, Berlin semble rester en retrait de ces événements particulièrement marquants de la deuxième phase de la Révolution pacifique. Cette mise en marge est ce qui pousse les militants et la population à entreprendre quelque chose, car « *quelque chose* » doit impérativement « *se passer* ». La Stasi, institution crainte par excellence, responsable, avec le parti unique, de la contrainte qui fut exercée pendant près de 40 ans sur les citoyens de la RDA, doit être renversée, et ce renversement doit advenir par le peuple. Par ce geste symbolique d'occupation du centre du pouvoir du MfS, le peuple doit accomplir cet acte ultime d'auto libération. Une large mobilisation populaire répond ainsi à l'appel lancé par le Nouveau forum. C'est en tant que « *curieux* », mais également mu par sa volonté de renverser « *le colosse* » de son « *piédestal* », que l'interviewé se rend à la manifestation.

Pour lui, aujourd'hui investi du travail sur le passé de la RDA, les événements de la nuit du 15 janvier 1990 ne s'apparentent pas à une mise à sac malveillante des locaux et des documents de la centrale du MfS mais bien plutôt à une « *joyeuse cérémonie d'enterrement* ». Si l'on se réfère, d'une part, aux précisions que nous donne l'interviewé quant au contexte de l'occupation – qui s'inscrit, pour ainsi dire, dans une chaîne d'événements identiques s'étant produits à peu près partout dans le pays – et, d'autre part, à l'état d'esprit qui est le sien le jour

de la manifestation – un mélange de curiosité et d’enthousiasme –, on constate que l’enjeu de l’occupation des locaux de la centrale berlinoise du MfS est avant tout symbolique. En effet, quelques jours plus tôt, le chef de l’Etat de RDA avait décrété la dissolution des services du ministère de la Sécurité d’Etat et en avait confié l’accomplissement aux membres de la Table ronde. L’occupation de la centrale du MfS à Berlin revêt de fait une fonction rituelle, plus que politique, sociale ou juridique, en cela qu’elle permet à la population berlinoise de sceller symboliquement sa liberté retrouvée. Pour la plupart des personnes ayant pris part à l’événement du 15 janvier 1990, et s’étant engouffrées dans les locaux en brisant le mobilier (meubles, mais aussi objets symboliques, tels les portraits de Honecker, etc.), le complexe de la *Normannenstrasse* aurait tout aussi bien pu « être consumé dans les flammes » et rituellement mis à mort par une foule en liesse. Le rite se fait l’expression spectaculaire du renversement qui s’opère en cette période d’intense mobilisation. Par cette mise à sac des locaux de la Stasi, la violence subie se convertit en une violence infligée. Autres faits accompagnant cette mise à mort rituelle, les menus larcins que commet l’interviewé et qui lui permettent de s’approprier une part symbolique du corps de l’institution et de la conserver comme relique.

Pour certains, les preuves qui furent anéanties ce soir là étaient « de toute première importance » (Winkler, 2005 : 911), pour d’autres, il n’y eut que des formulaires vides qui furent jetés par les fenêtres, les manifestants ayant été incités à ne pénétrer que dans des bâtiments annexes, ne recelant pas d’archives (ce que semble corroborer le témoignage ci-dessus). Cela étant, l’occupation de la centrale de la Stasi (et les débordements qu’elle suscita) révéla, d’une part « une situation de « vide du pouvoir » » et constitua, d’autre part, l’expression de la perte de confiance de la population envers le gouvernement Modrow (Winkler, 2005 : 911). A l’issue de cette manifestation, le gouvernement dut accepter que la Table ronde « joue le rôle d’organe central de contrôle et de direction » (Winkler, 2005 : 911).

De la manifestation du 15 janvier 1990 naît tout d’abord le comité citoyen de la *Normannenstrasse*, qui se charge, d’une part, de veiller à ce que les actes de vandalisme commis la nuit du 15 janvier ne se reproduisent pas et, d’autre part, d’apporter son soutien aux groupes de travail de la Table ronde dont la mission est d’exercer un contrôle social sur la dissolution de la Stasi (*gesellschaftliche Kontrolle über die Auflösung des MfS*). Un an plus tard, le 12 février 1991, apparaît le comité citoyen du 15 janvier (*Bürgerkomitee "15 Januar"*) – fondé par certains membres de l’opposition locale et des manifestants ayant pris part à l’occupation des locaux de la *Normannenstrasse*, ainsi que par certains individus ayant participé aux groupes de travail de la Table ronde dans le cadre de la dissolution des services

du MfS à Berlin. L'objectif de cette association d'utilité publique, dont les membres se considèrent les héritiers de la Révolution pacifique de 1989/1990, est de prolonger le travail accompli de démocratisation de la société est-allemande. Pour cela le comité citoyen « 15 janvier » entame un travail de recherche et d'information sur l'exercice du pouvoir et de la répression par le SED et le ministère de la Sécurité d'Etat est-allemand. Aussi un travail de recherche, mais aussi de sensibilisation et de diffusion, est-il entrepris en vue de garantir les principes de la démocratie dans le présent. A cette fin, l'association crée son propre centre de documentation, produit ses propres publications<sup>168</sup> et encourage le travail en réseau avec d'autres initiatives et comités citoyens d'Allemagne et d'Europe de l'Est. Elle est en outre officiellement soutenue par la Fondation fédérale chargée du travail sur la dictature du SED (*Stiftung zu Aufarbeitung der SED-Diktatur*).

Peu après l'occupation des locaux de la centrale berlinoise du MfS, la Table ronde prend la décision de conserver les locaux du siège du MfS afin d'en faire un « lieu commémoratif et centre de recherche sur le système politique de RDA » (Kaminiski, 2007 : 67). Cette décision est confirmée et soutenue le 16 mai 1990 par le nouveau gouvernement de RDA, constitué à l'issue des élections libres du 18 mars 1990. Certains des acteurs du processus de dissolution des services du MfS à Berlin envisagent alors de fonder une association en vue de porter le projet jusqu'à son terme. Parmi ces acteurs, on dénombre des membres du « comité civil de la *Normannenstrasse* » (aujourd'hui le comité civil « 15 janvier »), des défenseurs des droits civiques, ainsi que des anciens citoyens de RDA arrêtés par les services du MfS en raison de leurs activités d'opposition et rachetés par le gouvernement de la République fédérale nonobstant une interdiction d'entrée sur le territoire de la RDA.<sup>169</sup> C'est ainsi que l'association ASTAK (*Antistalinistische Aktion Berlin Normannenstrasse* – Action Antistalinienne Berlin *Normannenstrasse*) voit le jour en été 1990. Une fois élaboré le contenu des différentes salles d'exposition, le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* ouvre ses portes au public le 7 Novembre 1990. Le but de l'association est avant tout la conservation de la Haus 1 et des bureaux du ministère, la conservation et l'exposition de documents et de matériaux authentiques, le travail (*Aufarbeitung*) sur le passé dictatorial de la RDA couplé à la recherche sur le

---

<sup>168</sup> La revue « Horch und Guck » (Ecoute et regarde) qui s'intéresse au passé de la Stasi et à l'histoire de la RDA. Elle a également pour fin de se pencher sur les difficultés que rencontrent les mouvements civiques actuels, sur les problèmes que posent les activités des services secrets, ainsi que sur toutes les formes que revêt l'exercice de la répression.

<sup>169</sup> Les arrestations et expulsions dont il est question ici eurent lieu à différentes périodes ; à l'occasion du printemps de Prague, de l'expulsion de Biermann (1976), ou dans les années 1980 pour les personnes ayant pris part aux mouvements pacifistes et en faveur de la protection de l'environnement.



fonctionnement du MfS, la sensibilisation et la formation de l'opinion publique via une participation aux débats sur des questions liées à la dictature et à la répression.

D'autres associations ont trouvé place au sein des locaux de la Haus 1 et travaillent en collaboration avec ASTAK. Parmi elles, le *Bund Stalinistisch Verfolgter* (BSV – l'Union des personnes persécutées sous le stalinisme) et la *Hilfsorganisation HELP* (*Hilfsorganisation für die Opfer politischer Gewalt in Europa* – l'Organisation d'aide aux victimes de violence politique en Europe) emménagent dans les locaux de la Haus 1 en 1991, suivis par le comité citoyen « 15 janvier », qui entre à la Haus 1 en 1996. Avant d'entrer plus en détail dans la présentation du travail entrepris au sein de la Haus 1, il est nécessaire d'en décrire brièvement la situation et le contenu.

### 3.2.2. Description de l'exposition du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*

Le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* se situe dans la Haus 1, l'ancien siège du ministère de la Sécurité d'Etat, connu pour être la deuxième résidence d'une des figures les plus honnies de toute l'histoire de la RDA, Erich Mielke<sup>170</sup>, symbole à lui seul d'une mémoire noire de l'Allemagne de l'Est.

Dans le vaste hall d'entrée aux couleurs grises, le silence est de mise. A l'entrée, le visiteur se voit délivrer un ticket moyennant une somme relativement faible (4 euros par personnes, 3,50 euros pour les personnes bénéficiant de réduction, 2,50 euros pour les écoliers). En face de l'entrée, au centre du hall, se dresse une maquette de la forteresse de béton abritant les différents services de la centrale de la Stasi. Le visiteur peut alors embrasser du regard cet énorme complexe s'articulant autour de plusieurs cours intérieures.

« Ce que la Stasi voulait, la Stasi le prenait », ces mots entendus au détour d'une conférence sur le site de la *Normannenstrasse* illustrent bien le progressif aménagement de cette partie du quartier de *Lichtenberg*.

---

<sup>170</sup> Erich Mielke est né à Berlin en 1907, il est d'origine populaire. Il entre aux Jeunesses communistes à l'âge de 14 ans et adhère au Parti à 18 ans. Journaliste à la *Rote Fahne* (le journal du Parti) et membre du service d'ordre du Parti, il s'enfuit en URSS après avoir participé à l'assassinat de deux policiers au cours d'une bagarre. Il est formé à Moscou, à l'école des cadres du Parti puis participe à la guerre d'Espagne dans les rangs des brigades internationales, où il œuvre au service des investigations militaires, qui a pour fonction « la surveillance politique des volontaires de langue allemande » (Terray, 1996 : 60). Pendant la Seconde Guerre mondiale, Erich Mielke demeure à Moscou. Il regagne Berlin en 1945 et crée le K5, avec Wilhelm Zaisser. En 1957, Mielke accède au poste de ministre du MfS, qu'il occupe jusqu'à la chute du régime.



**Figure 21** En haut, la façade de la Haus 1. En bas, photographie de la maquette de l'ensemble des bâtiments de la Stasi dans le hall du Musée de la Stasi de la *Normannenstrasse*.

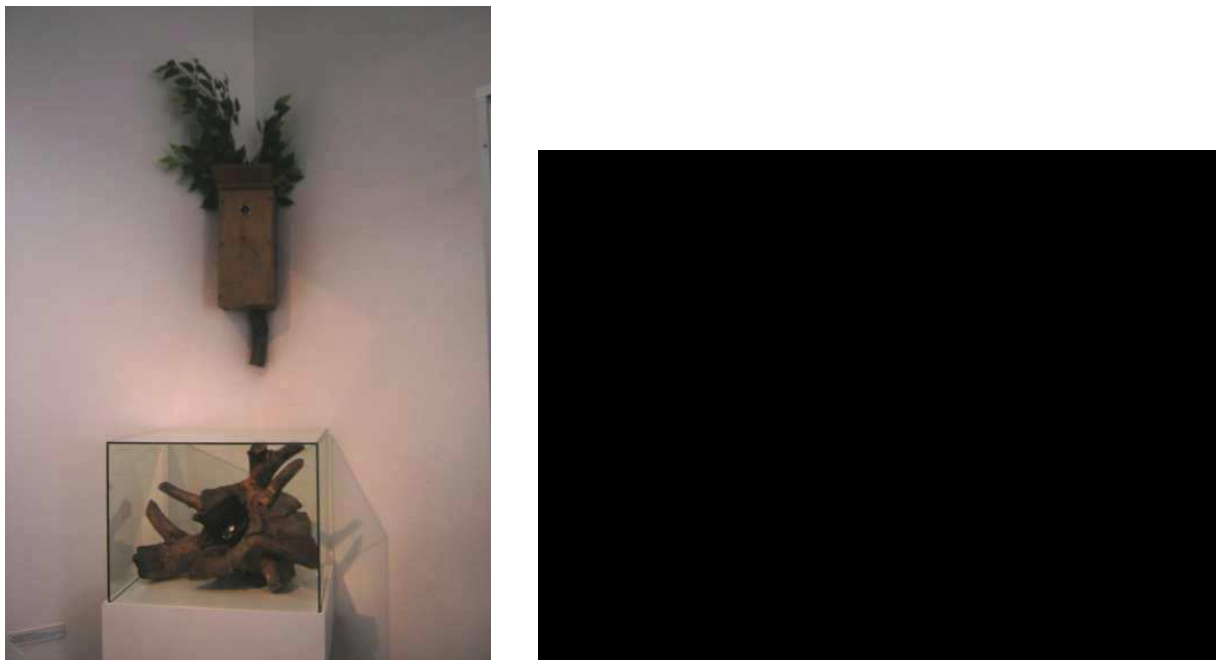
Aux quatre coins du hall d'entrée du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*, des statues à l'effigie des pères fondateurs du communisme et des drapeaux aux couleurs de la RDA évoquent silencieusement l'idéologie au nom de laquelle les employés du MfS entendaient agir. Un peu plus loin, au pied de l'escalier qui mène à l'exposition, le visiteur découvre une camionnette, de celles qui servaient à appréhender les

personnes suspectées de dissidence. A l'intérieur, plusieurs cellules aveugles pouvant tout juste contenir un individu assis.

Le long des escaliers qui mènent aux expositions, des clichés en noir et blanc montrent certaines archives de la Stasi déchetées par les employés du MfS pendant les événements de 1989 et 1990. Sur certaines photographies, les dossiers sont éparpillés à même le sol, sur d'autres, ils sont contenus dans de gros sacs ou disposés dans des boîtes. D'autres photographies figurent des scènes d'invasion et d'occupation des locaux par des Berlinoises de l'Est.

Au premier étage, on accède tout d'abord à une exposition portant sur les techniques opératoires du MfS (*Operativtechnik des MfS*). Sur le palier qui fait directement face aux escaliers, sont exposés des chiffons de couleur orange et de texture spéciale, disposés à l'intérieur de petits bocaux. Ces objets servaient à récolter les odeurs corporelles des individus arrêtés par les agents du MfS. Placés sous le siège des individus lors de leurs interrogatoires, ils permettaient de collecter leurs empreintes olfactives. Collectées, déposées dans des bocaux et archivées dans les services de la Stasi, ces petites pièces d'étoffe pouvaient être récupérées, si besoin était, et utilisées en vue de retrouver la trace d'individus d'après leurs odeurs.

L'exposition se poursuit par un couloir donnant sur des salles consacrées aux techniques et outils de l'espionnage.



**Figure 22** Illustration de la partie « Technique opératoire du MfS » de l'exposition du Musée de la Stasi. Photographie de gauche : cabane à oiseaux et souche d'arbre camouflant des caméras. Photographie de droite : Un appareil photographique camouflé à l'aide d'un bouton. Cet appareil d'espionnage a été mis au point par le MfS dans la décennie 1960-1970. (Source : <http://www.stasimuseum.de/ausstellung.htm>)

Une foultitude d'objets évoque l'espionnage tel qu'il était pratiqué par les agents de la Stasi, le visiteur traverse ainsi une enfilade de salles pleines de gadgets et d'armes.<sup>171</sup> A cela s'ajoute quelques uniformes, dont un de la *Volkspolizei*, police du peuple, ainsi qu'une collection de photographies et de pancartes propagandistes sur lesquelles figurent des personnalités en vue du ministère de la Sécurité d'Etat.

Le couloir qui dessert les différentes salles d'exposition est lui-même orné de panneaux où se mêlent photographies, textes, images et découpages d'articles de presse. Un jeune stagiaire nous explique qu'il s'agit d'une exposition commémorative commandée dans les années 1980 par une des sections de la Stasi<sup>172</sup> et qui met en scène sa propre histoire. L'exposition retrace en effet l'« histoire » de l'institution, depuis les premiers services secrets mis en place par le KPD (*Kommunistische Partei Deutschland* – Parti Communiste d'Allemagne), jusqu'à la création de la Stasi. Elle relate également le développement de la police secrète d'Union Soviétique, érigée comme un véritable modèle pour les « tchékistes » est-allemands. Le jeune homme précise que cette exposition fut conservée dans les locaux de la centrale afin d'être visionnée par les nouvelles recrues au terme de leur formation, juste avant leur agrégation aux services du MfS. Ce rituel évoque inmanquablement à l'ethnologue le rite d'initiation. On y retrouve un passage figuré concrètement et spatialement, doublé d'une transmissions des savoirs et des origines de l'institution, le tout est accentué par le fait qu'on est en présence d'une organisation dont l'existence, les savoirs et les pratiques sont eux-mêmes marqués du sceau du secret. Les individus nouvellement agrégés au MfS étaient censés partager une même culture, leurs engagements et agissements étaient codifiés et justifiés par un ensemble de valeurs partagées au sein de l'institution. Les comportements des agents du MfS obéissaient aux principes de loyauté envers le Parti et de foi en l'idéologie socialiste. Les collaborateurs du MfS avaient en outre conscience de faire partie d'une élite séparée de la société globale et partageaient la certitude d'agir au nom de la raison d'Etat.

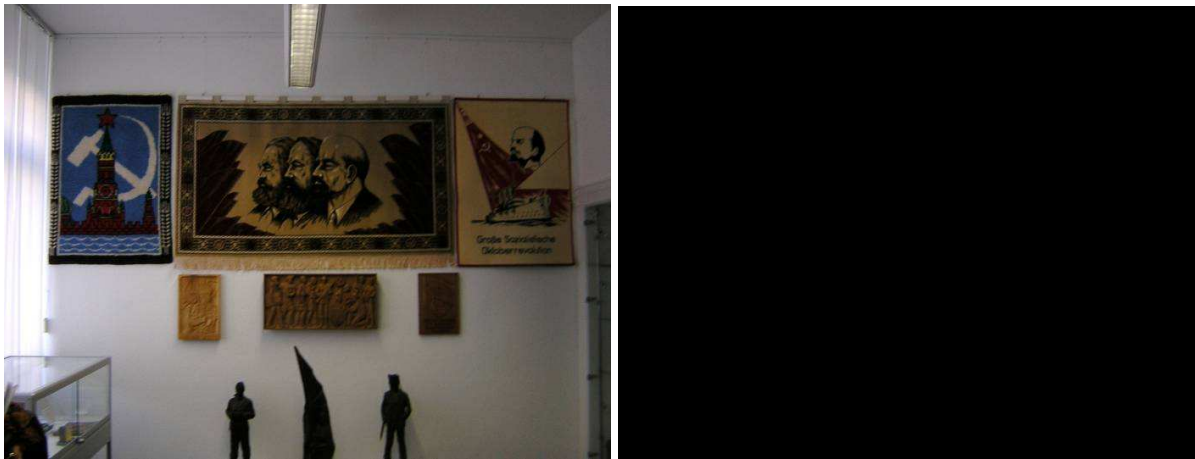
---

<sup>171</sup> Dans cette partie de l'exposition, on trouve, entre autres, un thermos équipé d'un appareil photographique ; une cravate dissimulant un micro miniature ; une souche creuse à l'intérieur de laquelle sont placés enregistreurs et appareils photographiques ; un sac en cuir avec une caméra intégrée ; un jerrycane avec un appareil photographique intégré ; un arrosoir pourvu d'un appareil photographique ; une veste aux multiples gadgets d'espionnage intégrés ; différents modèles de valises avec caméras intégrées ; des appareils photographiques et des micros disposés dans une poubelle ou un bidon d'essence. Dans une deuxième salle, destinée à exposer les armes et gadgets d'espionnage, on trouve : quatre valises avec kalachnikovs intégrées ; des micros et appareils photographiques disposés dans une pierre ; divers types de micros et d'écouteurs, plus ou moins miniaturisés ; des objets divers (stylos, montres, porte-clefs, sacs à main) dissimulant micros et appareils photographiques miniatures.

<sup>172</sup> Il s'agit de la Section principale 7, chargée de la sécurité opérative du ministère de l'Intérieur et de son organe.

Cette partie de l'exposition, aussi appelée « *die Traditionstätte* » (lieu de la tradition), apporte un éclairage certain sur la dimension rituelle qui accompagnait le fonctionnement interne et le renouvellement du personnel de l'institution. La fonction de ces panneaux commémoratifs n'est cependant pas explicitée dans l'exposition et il faut avoir recours à la parole du guide ou de l'employé du musée pour comprendre de quoi il retourne vraiment.

L'autre côté du couloir du premier étage s'ouvre sur plusieurs salles dans lesquelles on découvre un bric-à-brac d'objets symboliques et ornementaux ; sabres, médailles, épées, assiettes, tapisseries murales à l'effigie des visages des pères fondateurs du communisme ou figurant les symboles du socialisme réel, bustes et représentations de personnalités ayant appartenu au panthéon du socialisme russe et est-allemand, etc.



**Figure 23** Tapisserie murale du cabinet des traditions, à l'effigie des pères fondateurs du socialisme. Collection de décorations et objets ornementaux du volet *Traditionsarbeit im MfS* (photographie de l'ancien site Internet du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*)

Cette partie de l'exposition concerne les « traditions » propres à l'organisation interne de la Stasi (*Traditionsarbeit im MfS*). Y sont exposés des objets de prestige liés au pouvoir des personnalités les plus influentes du ministère. Il s'agit d'objets offerts à l'occasion de cérémonies liées à l'institution ou d'objets honorifiques attribués en reconnaissance de la loyauté de certains agents. Ces divers objets étaient échangés au sein du MfS mais également entre membres des organes de la sûreté de l'Etat des différents pays frères. Il s'agit d'objets usuels, décoratifs, réunissant parfois les deux fonctions, ils sont invariablement marqués de symboles qui renvoient à l'idéologie socialiste. Les objets sont exposés sans vrai repère chronologique. La provenance des objets, la raison pour laquelle ils ont été offerts et la description du rituel de donation ne sont pas expliquées. On ne peut que supposer qu'il s'agit de cadeaux offerts par des subalternes à leurs supérieurs ou encore de présents délivrés à de hauts fonctionnaires par une autorité supérieure.

Au deuxième étage se trouvent les anciens locaux du siège du ministère qui représentent aujourd'hui la pièce maîtresse du Musée. Plusieurs salles se succèdent. A droite du couloir central, un petit bureau est adossé à une pièce abritant deux fauteuils en face de deux miroirs. Il semble que cette salle ait servi de salon de coiffure et de rasage pour le personnel de la Haus 1. Au bout du couloir le visiteur franchit une porte sur sa gauche. Une enfilade de salles mène jusqu'au bout de l'étage. La première pièce semble avoir tenu la fonction de petite salle de réunion. Elle est reconnaissable par ses tables disposées en T. Suit une autre salle de travail, une sorte de bureau ou de secrétariat. On débouche ensuite dans une cuisine aux tons bleu clair, agrémentée de deux éviers. Puis vient une autre salle de travail pourvue d'un bureau, d'une machine à écrire, d'un énorme téléphone qui semble inamovible. Derrière le bureau, un fauteuil d'apparence confortable, dans les tons marron, comme le reste de la pièce et la plupart des pièces qui précèdent. La totalité des meubles sont en bois laqués, dans les tons beiges. De grands placards intégrés aux murs permettent le rangement, vraisemblablement d'archives ou d'objets massifs. On débouche ensuite sur les appartements de Mielke.



**Figure 24 Le bureau de Mielke, Musée de la Stasi.**

Ils proposent tout le confort permettant au ministre de passer la nuit sur place si besoin était. Bureau, salon, chambre, cuisine et salle de bain ont été aménagés selon le goût du dirigeant de la Stasi. Dans le salon, qui fait également office de bureau, de salle de réunion et de chambre, se trouvent un lit recouvert d'un couvre-lit marron, une table basse entourée de fauteuils d'apparence confortable, ainsi qu'un large bureau situé à l'autre extrémité de la pièce, le tout dans des tons ocre, vert et brun.

On accède ensuite à une cafétéria, dans les tons bleus et beiges, où les agents qui travaillaient au sein de la Haus 1 pouvaient se sustenter ou boire un café. Ici, le visiteur peut également faire une halte et boire, pour une somme modique, un thé, un chocolat chaud ou un café. On peut également demander à visionner des documentaires sur les techniques d'espionnage développées au sein du MfS, ou des films présentant les biographies des figures les plus connues du ministère (sur la personne d'Erich Mielke notamment). Les documentaires décrivent, entre autres, les techniques d'archivage olfactif des personnes suspectées de dissidence (également illustrées par l'exposition des chiffons dans les bocal à l'entrée du premier étage), ainsi que les techniques de collecte des odeurs par récupération de morceaux d'ongles et de cheveux.

Attenante à la cafétéria, se trouve la plus grande salle de réunion des locaux du siège du ministère. Les couleurs dominantes sont le bleu roi et le beige foncé. Des placards, étagères et bibliothèques en bois laqué beige foncé occupent tout un mur de la salle. Un buste de Lénine, une carte de la RDA, une longue table disposée en T constituent le mobilier de la pièce. Les fenêtres donnent sur une des cours intérieures du complexe de la centrale.

Au troisième étage le couloir de gauche mène à un enchaînement de pièces où sont exposés de nombreux panneaux consacrés à l'histoire de la résistance tout au long de la période d'existence de la RDA. Cette troisième partie de l'exposition, intitulée « Résistance et Opposition » (*Widerstand und Opposition*), met en exergue les multiples formes que revêtait l'opposition en Allemagne de l'Est, de la fondation à la chute du régime.



**Figure 25 Photographies évoquant la Révolution pacifique (Musée de la Stasi)**

Sont passés en revue, pour ne citer que ces exemples, les manifestants du 17 juin 1953, les personnalités issues du monde scientifique ou artistique ayant été critiques à l'égard du régime, les objecteurs de conscience, les membres des mouvements pour la paix et



l'environnement, les individus issus des mouvement punks, etc. Cette partie de l'exposition s'achève par des panneaux évoquant, via quelques textes et de nombreuses photographies, les événements de la Révolution pacifique. Une cellule d'isolement, située au fond du couloir dédié à la résistance, rappelle les risques qu'encouraient, en RDA, les opposants au régime (qu'ils soient isolés ou affiliés à un groupe). Un petit bout d'exposition évoque en outre le destin de communautés qui, en raison de leurs croyances et pratiques religieuses, furent poursuivies par le Parti et le MfS (les témoins de Jéhovah y sont très représentés). Dans le couloir qui dessert les différentes salle de l'exposition du troisième étage sont exposées de multiples affiches, élaborées par les partis et groupes d'opposition faisant campagne à l'occasion des premières élections libres en RDA, le 18 mars 1990 (on y dénombre des affiches du groupe *Demokratischer Aufbruch* – Réveil démocratique et du Parti *Bündnis 90/Die Grünen* – Alliance 90/les Verts).

L'exposition « Résistance et Opposition » (*Widerstand und Opposition*) a été élaborée entre l'été et l'automne 1990 par un jeune étudiant originaire d'Allemagne de l'Est (Christian Halbrock) avec l'aide d'un politiste de Hambourg. Cette partie de l'exposition, toujours en place, est ainsi venue compléter les expositions des étages précédents, réalisées entre les mois de février et de novembre 1990 par les membres de l'association ASTAK.

L'exposition de la Haus 1 (et plus particulièrement la partie que constitue les bureaux de Mielke) est essentiellement destinée à accueillir des groupes dans le cadre de visites guidées. Elles peuvent cependant être visitées par des particuliers. Le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* accueille différents types de publics (scolaires, universitaires, groupes allemands ou étrangers, militaires, policiers, etc.) auxquels il propose, outre les visites, des séminaires sur des thématiques liées à la répression exercée par le MfS. Par ce biais les animateurs du centre invitent les groupes réunis au sein des locaux de la Haus 1 à réfléchir à toutes les formes de répression exercées dans le monde contemporain ou aux dérives potentielles que suppose l'exercice de certaines fonctions (notamment dans l'armée et la police).

En plus des expositions et des séminaires, le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* met à disposition de ceux qui en font la demande la médiathèque de la Haus 1, qui réunit une collection de documents, d'archives et de vidéos en rapport avec l'histoire du MfS. Les associations présentes sur le site publient en outre leurs propres recherches sur le thème de la répression en RDA et dans les anciennes démocraties populaires. Les revues produites par ces différentes initiatives traitent également de la transition démocratique en Europe centrale et en Europe de l'Est. L'Union pour les personnes



persécutées sous le régime stalinien (*Der Bund der Stalinistisch Verfolgten*) propose par ailleurs aide et conseils aux victimes de violences politiques perpétrées dans la zone d'occupation soviétique et sur le territoire de RDA (encadrement, réhabilitation, reconnaissance des problèmes de santé liés aux conditions d'incarcération, conseils dispensés concernant les questions de droit aux pensions, etc.). L'Organisation d'aide aux victimes de violence politique en Europe (*Hilfsorganisation HELP*) développe des programmes d'aide envers les populations victimes de violences politiques dans la zone d'occupation soviétique, la RDA, mais également envers les populations victimes de la dictature nazie et, plus largement, les victimes des régimes dictatoriaux de par le monde (l'association travaille en collaboration avec des avocats en vue d'accompagner les victimes lorsque celles-ci décident d'avoir recours à la justice). Enfin l'association Forum offre son aide aux victimes s'étant fait confisquer des biens par le SED.

### 3.2.3. De la Haus 1 au Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*, l'engagement citoyen et la lutte pour la reconnaissance comme ferments de la préservation d'un lieu emblématique

Le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* est un musée à vocation commémorative. La transformation de la Haus 1 en mémorial tient en effet à la volonté de transmettre aux générations futures un pan du passé que l'on juge s'incarner de manière privilégiée en ces lieux. En d'autres termes, il est essentiel « que le moment désigné [par le monument] n'appartienne jamais au passé et qu'il demeure toujours présent dans la conscience des générations futures » (Riegl, 2003 : 33). Mais que commémore-t-on exactement au sein des locaux de la Haus 1 ?

La création du Mémorial de la *Normannenstrasse* s'enracine dans l'histoire du lieu car c'est précisément les mouvements sociaux de 1989, leurs acteurs, leurs objectifs et leurs aspirations, qui sont les ferments de la préservation de la Haus 1 et de sa transformation en musée. Il y a donc une double continuité en ce qui concerne ce lieu ; une continuité physique, de par la préservation en l'état des locaux du siège du ministère, du lieu en tant qu'incarnation du système de pouvoir et de domination exercé par le SED via le MfS. A quoi s'ajoute une continuité historique, le mémorial trouvant son origine dans l'engagement citoyen des personnes réunies autour de la Table ronde et au sein du comité citoyen de la *Normannenstrasse*. La particularité de ce musée, érigé sur les lieux mêmes « des drames » et événements qu'il commémore, est qu'il incarne et met en scène deux mémoires distinctes.

L'une renvoie à la figure du bourreau, à l'oppression et donc au « côté « dur » et répressif de la dictature du SED » (Lidenberger, 2003 : 33). L'autre mémoire à l'honneur est celle des mouvements sociaux des années 1989/1990 et de l'occupation des locaux de la centrale de la Stasi. On a donc affaire à la commémoration d'un acte héroïque ; celui d'une population se délivrant elle-même du joug d'un régime répressif dont la perpétuation était rendue possible par l'organe, particulièrement craint, de la Sûreté de l'Etat. Cette mémoire de l'opposition et de la résistance est, à l'inverse de la précédente, connotée de manière positive.

Dans ce qui va suivre, nous traiterons d'abord du mémorial en tant que résultante de la « patrimonialisation » d'un « crime historique » via la préservation de « ses lieux » et « traces », visant à rendre justice aux victimes et à marquer leurs bourreaux de « l'opprobre » (Poulot, 2008 : 219). Nous aborderons ensuite le mémorial en tant que lieu commémoratif de l'opposition et de la résistance en RDA, d'une part, et de la Révolution pacifique de 1989/1990, de l'autre. Il sera également question du Musée de la Stasi en tant qu'instrument d'éducation politique et d'apprentissage de la démocratie.

### 3.2.3.1. La Haus 1 comme lieu commémoratif de la Sécurité d'Etat et de ses victimes

La décision de conserver en l'état les locaux du siège du ministère de la Sécurité d'Etat (la Haus 1) fut prise par la Table ronde, au moment même où fut lancé le processus de dissolution des services du MfS à Berlin. Au lendemain de l'occupation des locaux de la Stasi par les manifestants berlinois, en effet, les membres des mouvements civiques, de la Table ronde et du comité citoyen de la *Normannenstrasse* prirent conscience de l'enjeu que représentait ce lieu symbole de la répression exercée, en RDA, par « le glaive et le bouclier du Parti ». Très tôt, donc, le futur mémorial était appelé à incarner « une mémoire *in situ* » via une mise en scène de l'histoire du MfS et de celle de ses victimes (Poulot, 2008 : 209). La question de l'authenticité du lieu est ici essentielle ; l'authenticité des locaux de la centrale est destinée à impressionner le visiteur dont le corps est comme engagé dans le passé.

Le dispositif mémoriel au cœur du projet de la Haus 1 est simple ; il consiste en une provocation de la mémoire par une mise en situation. L'authenticité des lieux et des objets engage le visiteur de manière émotionnelle. « Ce souci du contact avec la chose » dérive, selon Daniel Fabre, « d'une formule pédagogique éprouvée » qui consiste « à faire éprouver véritablement la présence du passé » (Fabre, 2001 : 31-32). Selon Fabre, en effet, nous serions entrés :

« (...) dans l'empire de la « chose vraie », *the real thing*, qui est devenue aux Etats-Unis, depuis un bon siècle, le précepte-clé de toute entreprise d'objectivation de l'histoire. Elle n'exige pas toujours la présence du document réel – objets, lieux ou scène historiques – mais, au moins sa reproduction que l'on affirme « parfaite ». Sur cette pente se développent aujourd'hui les tentatives pour donner au rêve de Michelet d'une « histoire résurrection du passé » une sorte de traduction physique. Les costumes d'abord, mais aussi les sons, les saveurs, les odeurs, les lumières, bref les sensations du passé sont reconstituée et offertes en partage avec, désormais, l'illusion de parcourir l'espace que permettent les hologrammes et les visualisations numériques en tris dimensions » (Fabre, 2001 : 31-32).

La confrontation avec des locaux du ministère, non réhabilités, encore habités des souvenirs de Mielke, joue un rôle de catalyseur d'émotions qui facilite la transmission d'un message à visée pédagogique. Mais quels sont les types d'émotions suscitées par les expositions qui commémorent les crimes du MfS et quelle est la teneur du message ainsi véhiculé ?

Les objets présentés dans la partie de l'exposition dédiée aux techniques d'observation du MfS sont censés éveiller l'effroi du visiteur. L'exhibition de ces objets, issus d'une technologie développée en vue de mettre sous surveillance une société entière, est supposée impressionner et indigner. Au contact de ces objets, le visiteur est amené à se figurer la réalité d'un climat de défiance, d'une société étroitement contrôlée par un organe de Sécurité assurant la domination du Parti sur les esprits. Cependant, la mise en scène suscite, selon nous, une gamme d'émotions qui diffèrent de l'indignation et de l'effroi. Les objets renvoient, par exemple, à un imaginaire de la figure de l'espion durant la guerre froide, imaginaire par ailleurs largement nourri par les fictions cinématographiques et littéraires portant sur cette période. Ainsi, il nous est apparu qu'une gamme de sentiments, qui s'apparentent à la fascination, sont également provoqués par cette partie de l'exposition (bien que cette fascination n'ait pas été voulue par les organisateurs de l'exposition).<sup>173</sup>

Les bureaux de Mielke, en tant que centre de décision de l'organe de la Sûreté de l'Etat, mais également que lieu de travail, parfois de résidence, du ministre du MfS, sont

---

<sup>173</sup> Pour certains visiteurs, ceux qui ont effectivement vécu pendant la période de la guerre froide, ces objets sont susceptibles de susciter une réelle fascination. Pour des visiteurs plus jeunes, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas directement vécu cette période de l'histoire, cette collection de caméras, d'appareils photographiques et de micros miniatures peut s'apparenter à une série de gadgets issus d'un autre temps. « L'effet produit sur le visiteur n'est » dès lors « en rien terrifiant : on se croirait plutôt dans un magasin de jouets quelque peu sophistiqués, au rayon des farces et attrapes » (Terray, 1996 : 67).

également censés susciter l'effroi et l'indignation. La parole des victimes du MfS, qui guident les groupes de visiteurs à travers les bureaux de Mielke, décuple indéniablement le sentiment d'indignation éprouvé par le visiteur.

Il est en revanche un peu plus délicat de discerner les émotions supposées naître du volet qui concerne la tradition (notamment pour les individus qui, en raison de leur âge ou de leur origine, sont étrangers aux objets exposés dans cette partie de l'exposition). A travers une description qu'il fait du Musée de la Stasi, Emmanuel Terray nous aide cependant à identifier les sentiments que suscitent les objets exposés dans le volet intitulé *Traditionsarbeit im MfS* :

« Un dernier local étale aux yeux du spectateur le plus extraordinaire capharnaüm d'articles de piété qui puisse se concevoir : autour d'un grand portrait d'Erich Mielke, offert par ses amis du KGB, une profusion de statuettes, de bas relief, de médailles, d'effigies, de bustes, d'assiettes peintes, de coupes et de fanions représentant Marx, Engels, Lénine, Dzerjinski, Pieck et autres divinités du Panthéon communiste ; sur des étagères voisines, de petits volumes reliés en peau, à la tranche dorée : les œuvres choisies de ces génies tutélaires. (...) Ces meubles de style « Lévitane haut de gamme », ces chromos insipides, ce bric-à-brac bigot, tout cela respire un air de médiocrité confinée qui en dit plus long sur l'institution que de savantes analyses. (...) Ici, toute la puissance s'est réfugiée dans le béton, et ce qui tient de l'homme n'est qu'indigence et mesquinerie. » (Terray, 1996 : 67)

La visite de la Haus 1 engage donc « directement le corps du visiteur » et les médias utilisés (photographies, artefacts authentiques) « ne s'adressent pas à la seule rationalité du langage, ils font aussi appel à l'émotion » (Wahnich, 2005 : 30). L'effroi, l'indignation et, d'une certaine manière, le mépris<sup>174</sup> sont les émotions sur lesquelles se base la transmission du message pédagogique de la Haus 1.

Cette exposition renvoie à une histoire locale et revient en même temps sur les dérives d'un Etat qui, ne pouvant fonder sa légitimité sur aucun « processus plébiscitaire et démocratique », ni garantir l'adhésion des citoyens à ses modèles de vie via des compensations matérielles, eut recours à la surveillance systématique de la société et à la mise sous contrôle des esprits « au nom d'un ordre à venir, moralement supérieur » (Lindenberger, 2003 : 33). Parce qu'il matérialise de manière privilégiée cette partie de l'histoire de RDA, le lieu devient exemplaire, il met en garde le visiteur contre « les idéologies qui nient les valeurs

---

<sup>174</sup> Ce à quoi nous pourrions ajouter la honte, aspect sur lequel nous reviendrons dans la partie consacrée à l'interaction entre mémoire officielle et mémoire sociale de la Stasi à Berlin.

de liberté et d'égalité entre les hommes » en s'efforçant de rendre palpables les dérives que ces idéologies sont susceptibles d'engendrer (Wahnich, 2005 : 31). Via une exemplarité éminemment négative, qui se construit à travers le récit édifiant qui lie entre eux des artefacts authentiques (qu'il s'agisse des locaux de la Haus 1, de leur environnement immédiat, ou des objets exposés au fil des expositions), la mémoire du visiteur est provoquée en association avec une série d'émotions. Or, comme le suggère Sophie Wahnich « l'ambition » de ce type de musée n'est pas « l'auto flagellation, mais, à partir de ces émotions », de voir se généraliser un travail sur le passé afin que le silence sur certains aspects de l'histoire ne se perpétue pas (Wahnich, 2005 : 36).

Le passage du particulier – d'une l'histoire locale – à l'universel, s'effectue sur la base de l'exemplarité dont il a été question plus haut et via l'élaboration et la transmission d'un message qui prohibe toute forme de répression et de contrôle social (passé et présente, d'ici et d'ailleurs) susceptible de contrevenir au principe universel des Droits de l'homme. Ce message est délivré au cours d'activités culturelles (séminaires, conférences) développées au sein du mémorial – qui, de par son inscription « dans le social à travers des associations, des relais savants, des activités culturelles de tout genre » se veut également un musée vivant (Poulot, 2008 : 215). Ainsi, le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* condamne-t-il les formes de répression ayant existé par le passé et met en garde, au présent, contre toutes les dérives sécuritaires menaçant la liberté des individus de par le monde.

Par ailleurs, la parole portée au sein du mémorial est aussi celle des victimes ; l'opprobre jeté sur les bourreaux et la commémoration des victimes sont ici liées comme les deux côtés d'une même feuille. La parole des anciennes victimes, qui viennent témoigner, avec toute l'émotion et la subjectivité que suppose l'expression individuelle d'une mémoire marquée par la souffrance, ajoute à la dimension d'authenticité si chère aux acteurs de la Haus 1. Porter témoignage sur les passages traumatiques de sa propre biographie, et ce sur les lieux mêmes où ont été perpétrés les violences dont on a été la victime, permet en outre de se réapproprier, d'appriivoiser une biographie marquée par l'expérience de la violence subie.

De surcroît, la Haus 1 est un lieu où va se construire la reconnaissance des victimes de la Stasi et de leur histoire. Par leur présence au sein du musée, les victimes acquièrent une place au sein de l'espace public, elles deviennent, par conséquent, *visibles*. Cette visibilité contribue à leur rendre justice. Car, dans le cas des victimes de violences politiques, l'oubli est synonyme d'injustice bien plus que de non mémoire. Les diverses associations d'aide aux victimes réunies sous le toit de la Haus 1, en tant que média de la lutte et des aspirations

propres à ce groupe, permettent en outre à la reconnaissance du statut de victime de se concrétiser à échelle locale, mais aussi nationale et internationale (cf. le travail en réseau avec des institutions et associations d'Europe centrale et orientale que s'efforcent de mener les diverses associations rassemblées au sein de la Haus 1).

### 3.2.3.2. La Haus 1 comme lieu commémoratif de l'auto libération des anciens citoyens de la RDA

L'autre point fort de l'exposition se rapporte à la thématique de l'opposition et de la résistance en RDA. Le message que délivre cette dernière partie de l'exposition est clair ; c'est un message d'espoir qui vient comme pour clore le récit édifiant de la répression exercée par le ministère de la Sécurité d'Etat. Ce message, censé délivrer une série de valeurs, de normes et de lieux communs, s'élabore en vertu d'un idéal politique – « une culture de la paix » et de la démocratie – qui prend racine dans le combat pacifique des membres des mouvements civiques pendant les événements de l'automne 1989 et se prolonge au-delà, à travers leur engagement actuel dans la société civile.

Le visiteur est d'abord invité à s'informer, mais également à se recueillir, devant une série de panneaux documentant, à travers des textes et des photographies, la résistance en RDA. Cette partie de l'exposition retrace l'histoire des contraintes imposées au peuple par le régime (réformes des sols et de l'industrie, édification du Mur de Berlin, etc.), et propose une sorte d'inventaire des différentes formes de résistance ayant existées en RDA, resserrant au passage la focale sur des destins exemplaires (Wolf Biermann<sup>175</sup>, Rudolf Bahro<sup>176</sup>, Robert Havemann<sup>177</sup>). Un deuxième volet de l'exposition présente le combat pacifique des manifestants de l'automne 1989. Cette partie de l'exposition documente également les étapes ayant conduit à la chute du Mur de Berlin (naissance du dialogue entre les opposants et l'appareil d'Etat, création de la Table ronde). Le propos est illustré par de très beaux clichés en noir et blanc figurant notamment des scènes de manifestations à Leipzig et à Berlin (voir annexes n°13).

---

<sup>175</sup> Parolier et interprète allemand, critique vis-à-vis du régime, expulsé vers la RFA en 1996.

<sup>176</sup> Philosophe est-allemand. Après avoir soutenu la RDA, il devient de plus en plus critique à l'égard du régime et du socialisme réellement existant. En 1978, il est condamné à 8 ans de prison après la publication d'un de ses ouvrages, particulièrement critique. Une campagne internationale de solidarité aboutit à sa libération de prison, en 1979. Il est alors expulsé vers la RFA.

<sup>177</sup> Chimiste, résistant communiste au régime nazi, Robert Havemann entame dans les années 1960 un travail critique du socialisme qu'il poursuivra tout au long de sa vie. Il est assigné à domicile de 1976 jusqu'en 1982, année de sa mort. La raison officielle de cette peine est qu'il aurait accordé une interview à un journal de Berlin-Ouest.

Le propos, par certains côtés héroïsant, du volet « Opposition et Résistance », se construit à travers l'évocation de grandes figures de la résistance et de l'élan révolutionnaire de l'automne 1989. La chute du Mur, et, après lui, du SED, est essentiellement imputée à l'opposition d'une poignée de citoyens, puis de la population dans son ensemble (que cette opposition ait pris la forme de fuite ou d'actes ouvertement dissidents). Il est bien entendu fait allusion à la politique de Gorbatchev et à l'effondrement des démocraties populaires de Hongrie et de Pologne, mais c'est l'opposition est-allemande qui est ici à l'honneur. Le visiteur est ainsi amené à communier avec les idéaux des résistants est-allemands et des artisans (oppositionnels et manifestants) de la Révolution pacifique. Il est, dans le même temps, enjoint à adopter une attitude respectueuse et admirative devant le courage de l'opposant dans ce que cette figure a d'universelle. L'exemplarité qui se construit ici est éminemment positive ; à travers un exemple local – celui de la résistance et de l'opposition à ce que l'on a coutume d'appeler un « Etat de non droit » – les visiteurs sont enjoint à se rassembler autour du consensus pacifique et démocratique prôné par les membres des mouvements civiques.

Il convient cependant de signaler que si nombre d'individus, parmi les guides, sont des victimes qui viennent témoigner de leur passé et proposer leur regard sur la question de la répression en RDA, il n'y a pas, à notre connaissance, d'ancien opposant pour animer les visites du volet « Opposition et Résistance en RDA ». En outre, les visites accompagnées concernent essentiellement les bureaux de Mielke.<sup>178</sup>

### 3.2.3.3. La Haus 1, la transmission d'un message à destination de plusieurs types de public ?

Nous avons vu que le dispositif de la Haus 1 se base, d'un côté, sur l'exemplarité du lieu et sur l'émotion qu'elle provoque afin de transmettre un message pédagogique qui, à partir de l'exemple local de la police politique de RDA, généralise et condamne en bloc toute forme de répression présente et passée. D'un autre côté, nous avons montré que la Haus 1 s'était également donné pour mission de commémorer les événements de 1989. En effet, si l'ancienne centrale du MfS possède une force symbolique en tant que lieu incarnant la Stasi, elle est aussi étroitement associée, en vertu des événements du 15 janvier 1990, à la mémoire de la résistance et de la marche vers la liberté, et donc à une mémoire des héros. Une mémoire

---

<sup>178</sup> Sur les visites au Musée de la Stasi voir annexe n°14.

polarisée semble ainsi se constituer au fil de l'exposition. A travers une mise en scène du passé qui interpelle l'imaginaire et le monde émotionnel du spectateur, figures, objets, symboles, images, valeurs et lieux communs s'articulent entre eux et donnent corps à une lecture moralisatrice du passé aux deux extrêmes de laquelle se jouent la condamnation d'un système de domination et l'éloge de l'opposition et de la résistance en RDA.

Comme nous l'avons par ailleurs souligné, pour qu'un message au contenu moral se transmette en direction du citoyen, à partir « des matières premières » que sont aujourd'hui devenues « la mémoire et l'histoire » (Létourneau, Jewsiewicki, 2003 : 10), il faut que les mises en intrigue et mises en scène du passé (via le musée, le rituel commémoratif, etc.) soient de nature à susciter l'émotion (le respect, l'admiration, l'amour, mais aussi l'indignation, l'effroi, voire la haine et le mépris). Sophie Wahnich ne dit pas autre chose lorsqu'elle affirme que la spécificité de la transmission au musée est de « transmettre sur un mode sensible une histoire faite d'émotions, capable de venir prendre le visiteur là où la mémoire familiale et l'histoire scolaire l'ont laissé » (Wahnich, 2005 : 30). « La transmission et l'élaboration de mémoires collectives » précise-t-elle encore, « résultent alors d'un nouage entre mémoire individuelle, mémoire familiale et mémoire publique » (Wahnich, 2005 : 30). Si, à l'instar de Sophie Wahnich, nous partons du postulat de l'interaction entre mémoire sociale, mémoire familiale et mémoire publique, il convient dès lors de se demander à qui s'adresse le message de la Haus 1, et à quoi le ou les public(s) identifiés sont-ils censés être réceptifs.

Nous supposons que le message moral diffusé au sein de la Haus 1, via son exposition et ses séminaires, s'adressait à plusieurs types de publics, supposant à chaque fois une variation dans son contenu et ses objectifs :

Lorsque ce message s'adresse à ceux qui ont vécu la plus grande partie de leur vie sous le régime de RDA, ce musée joue sur l'effet miroir et on peut imaginer qu'une question sous-jacente se pose alors, en rapport avec la responsabilité de chacun dans la perpétuation du régime (point sur lequel nous reviendrons un peu plus loin). S'adressant à cette catégorie de public, la Haus 1 entend par ailleurs faire en sorte de contrecarrer toute tendance apologétique ou révisionniste relative à la période d'existence de la RDA et aux activités du MfS.

Lorsque ce message s'adresse au « néophytes », jeunes, écoliers ou, dans une certaine mesure, personnes originaires de l'Ouest, l'objectif du musée est la mise en garde à travers l'information. Il s'agit en effet de « tirer des leçons de l'histoire », mais pas seulement. La Haus 1 prétend également transmettre un message d'espoir à travers la mise en scène des événements de 1989, interprétés ici comme une force qui, parce qu'elle sommeille en chaque



individu et peuple, rend possible leur émancipation de régimes non respectueux des libertés fondamentales.

Enfin, l'exposition de la Haus 1 a une portée plus générale qui permet la transmission d'un message en direction des deux types de publics que nous avons définis. Le « plus jamais ça » et la condamnation morale, s'adressent en effet tant aux nouvelles générations, aux Allemands originaires de l'Est et de l'Ouest, qu'aux publics étrangers. Cet impératif recèle en effet une portée universelle et s'inscrit dans une perspective future sous la forme d'une préconisation. Enfin, on pourrait dire de la commémoration de la Révolution pacifique – considérée comme le legs des acteurs engagés dans ce projet de mémoire et, au-delà, des oppositionnels et manifestants de l'automne 1989 – qu'elle revêt une valeur d'exemplarité pour les uns et pour les autres et célèbre en même temps la réunion du peuple allemand autour des idées de démocratie et de liberté.

#### 3.2.4. La Haus 1 et les processus de régulation du paysage mémoriel du socialisme

Nous nous proposons à présent d'aborder la question des politiques publiques de la mémoire en rapport avec le passé est-allemand afin d'en déterminer l'impact sur le lieu qui nous intéresse ici, à savoir le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*.

##### 3.2.4.1. Les politiques publiques de la mémoire depuis la réunification

Dans les décennies 1990-2000, des commissions d'experts furent mandatées par le Bundestag afin de réfléchir aux orientations qu'il convenait d'imprimer au travail sur le passé est-allemand. La première commission fut mandatée en 1992, elle fut composée d'experts et de députés qui travaillèrent sur la question du « travail sur l'histoire et les conséquences de la dictature du SED » (*Aufarbeitung der Geschichte und der Folgen der SED-Diktatur*), c'est-à-dire principalement sur les aspects répressifs du système, mais aussi sur l'histoire des individus et groupes qui y résistèrent.

Une deuxième commission fut nommée en 1995, qui fut chargée de clarifier les conséquences de la dictature du SED dans les processus de la réunification allemande. Abordant à nouveau la dictature du SED et ses aspects répressifs, cette commission s'efforça d'appréhender de manière exhaustive les conséquences de la domination du Parti sur tous les aspects de la vie quotidienne en RDA (investigant des domaines tels que l'éducation,

l'économie, la culture, l'identité, la quotidienneté, etc.). Elle fut ainsi en mesure de pointer les continuités et changements intervenus au sein de la société est-allemande suite au Tournant et d'investir un nouveau champ de recherche ; celui des expériences quotidiennes des Allemands issus des nouveaux Länder depuis leur accession à la République fédérale et leur intégration à l'économie de marché (dévaluation des biographies, perte des repères, apparition du sentiment ostagique, etc.). Cette deuxième commission d'enquête donna lieu à 117 expertises, à la tenue de 49 discussions publiques et à la publication d'un rapport en 8 volumes. Elle aboutit par ailleurs à l'élaboration de recommandations à travers lesquelles les experts encourageaient clairement la perpétuation d'un travail de recherche sur des questions relatives à la dictature du SED et à ses effets en Allemagne réunifiée. Afin de mener à bien cet objectif, le Bundestag vota, le 5 juin 1998, une loi pour la création d'une Fondation fédérale chargée du travail sur la dictature du SED et sur ses conséquences (*Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur* – Fondation fédérale pour le travail sur la dictature du SED). Cette dernière a pour mission de promouvoir (via l'attribution de financements) les recherches se concentrant sur la question du passé est-allemand, les initiatives émanant d'organisations de victimes, ainsi que les projets visant à l'élaboration de programmes d'éducation politique. La Fondation est par ailleurs chargée de veiller au maintien des centres de documentation et d'archives sur des thématiques se rapportant à la dictature du SED ainsi qu'à l'opposition en RDA. Elle doit en outre encourager l'internationalisation du travail sur le passé socialiste et sur les dictatures via une mise en réseau avec d'autres institutions mémorielles (en Europe et ailleurs).<sup>179</sup>

Dans le début de l'année 2005, une nouvelle commission d'enquête composée d'historiens, de journalistes, de personnalités du monde de la culture et d'anciens membres de l'opposition en RDA, fut désignée par l'Office fédéral de la culture et des médias (*Bundesbeauftragten für Kultur und Medien*) afin de procéder au recensement et à l'évaluation des divers projets mémoriels en rapport avec le passé est-allemand. L'objectif assigné à la commission d'enquête était de proposer un concept pour une organisation décentralisée des initiatives mémorielles engagées dans le travail sur la dictature du SED. Cela donna lieu à un vaste travail d'investigation au cours duquel toutes les institutions de mémoire et d'histoire investies dans le travail sur le passé la RDA furent visitées. Cette commission, par ailleurs connue sous l'appellation de « commission Sabrow »,<sup>180</sup> acheva son

---

<sup>179</sup> Voir à ce propos le site de la *Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur* ([http://www.stiftung-aufarbeitung.de/start/en\\_intro.php](http://www.stiftung-aufarbeitung.de/start/en_intro.php)).

<sup>180</sup> La commission fut baptisée en référence à l'historien chargé de la coordination de l'enquête, Martin Sabrow, qui dirige le Centre de recherche sur l'histoire du temps présent (*Zentrum für Zeithistorische Forschung – ZZF*) dont le siège est à Postdam. Ce centre fut fondé au lendemain de la réunification « pour accueillir des historiens

travail d'enquête en 2006 et émit des propositions en vue de regrouper les institutions mémorielles traitant de thèmes similaires. Pour chacun des groupements, une institution mémorielle fédérale (comme la *Bundesstiftung zur Aufarbeitung der SED* ou encore le BStU) fut, en raison de ses thématiques de recherche, pressentie afin de soutenir et de coordonner le travail sur le passé est-allemand mené au sein des réseaux (qui restent à créer) d'institutions mémorielles locales.

Ces propositions visent à privilégier la structure décentralisée du paysage mémoriel du socialisme en Allemagne tout en coordonnant les différentes institutions de mémoire et d'histoire (en termes de moyens financiers, scientifiques, etc.) afin de rendre possible l'éducation politique à travers une topographie diversifiée de « lieux de mémoire et d'apprentissage » en rapport avec l'histoire de la dictature du SED et de la résistance (Sabrow, 2007 : 17).

#### 3.2.4.2. Régulation du travail et du paysage mémoriel, la Haus 1 en question ?

Lors de la deuxième commission d'enquête, certains représentants de la Haus 1 participèrent aux discussions publiques dans le but de partager leurs propres vues et expériences concernant le travail sur le passé socialiste. Répondant aux recommandations émises dans le cadre de la commission d'enquête, l'association ASTAK chargea un groupe de scientifiques (composé de trois scientifiques – historien, sociologue et politiste – rattachés à des universités situées dans les anciens Länder et d'une représentante de l'Office fédéral chargé d'exploiter les archives de la Stasi dans l'Etat libre de Thuringe) d'expertiser le travail réalisé au sein du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*. Au terme de son enquête, les experts rendirent un rapport<sup>181</sup> qui synthétisait le travail accompli au sein du mémorial et proposait de nouvelles orientations et mesures à prendre en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité. A la lecture du rapport, on s'aperçoit que la particularité de

---

de l'ancienne académie des sciences de la RDA ». Il privilégie « l'histoire sociale et culturelle (au sens large du terme) s'efforce de combiner la prise en compte des réalités structurelles (d'ordre politique et social) et celle des expériences subjectives (individuelles, collectives), et veille en particulier à inscrire ses enquêtes dans une perspective comparatiste et internationale » (François, 1999 : 342-343).

<sup>181</sup> « Haus 1 des Ministeriums für Staatssicherheit in Berlin – ein Zentrum der Aufarbeitung kommunistischer Diktatur in Deutschland. Konzeptionen und Gestaltungsvorschläge zur Arbeit in der ehemaligen Zentrale des Ministeriums für Staatssicherheit der DDR unter nationalen und internationalen Aspekten », Ein Gutachten, vorgelegt von: Hildigund Neubert, PD Dr. Klaus Schroeder, Prof. Dr. Wolfgang Schuller, Prof. Dr. Uwe Thaysen, Berlin, September 2001, 23 S. – « Haus 1 du ministère de la Sécurité d'Etat à Berlin – un centre de travail sur la dictature communiste en Allemagne. Propositions pour la conception et l'organisation du travail dans l'ancienne centrale du ministère de la Sécurité d'Etat de la RDA selon des aspects nationaux et internationaux », Une expertise soumise par Hildigund Neubert, PD Dr. Klaus Schroeder, Prof. Dr. Wolfgang Schuller, Prof. Dr. Uwe Thaysen, Berlin, September 2001, 23 p.

la Haus 1 en tant que symbole, à la fois de « l'Etat de la Sécurité d'Etat » de RDA et de la « volonté de liberté » (*Symbol des « Staatssicherheitsstaates » der DDR – aber auch des Willens zur Freiheit*) se trouve confirmée. Selon les experts de la commission, en effet, « la Haus 1 représente plus que le monument en pierre de la dictature du SED. C'est aussi la preuve vivante du courage civique sans lequel une société démocratique et libre ne peut pas exister ». <sup>182</sup> Dans cette perspective, les thématiques traitées au fil de l'exposition de la Haus 1 sont conservées :

- La résistance et l'opposition dans la zone d'occupation soviétique et en RDA de 1945 à 1989 (*Widerstand und Opposition in der SBZ/DDR von 1945 bis 1989*)
- La fin de la RDA – les années 1988 et 1989 (*das Ende der DDR – die Jahre 1988 und 1989*)
- Les bureaux d'Erich Mielke (*die Diensträume Erich Mielkes*)
- Les techniques d'observation du MfS (*Observationstechnik aus den Beständen des MfS*)
- Kitsch et curieux – les présents et décorations du MfS (*Kitschiges und Kurioses – Geschenke und Auszeichnungen des MfS*)

Ainsi en est-il des différents objectifs pédagogiques et didactiques que s'étaient initialement fixés les membres de l'association ASTAK, ces derniers se trouvant également encouragés par les experts de la commission :

- Se souvenir et commémorer les victimes de la dictature communiste (*Erinnern und Gedenken an die Opfer der kommunistischen Diktatur*)
- Le travail d'éducation historico politique (*historisch-politische Bildungsarbeit*)
- L'encouragement et la qualification dans la prise en charge de la responsabilité publique (*Ermutigung und Befähigung zur Übernahme öffentlicher Verantwortung*)
- L'internationalisation du travail – essentiellement avec les Etat d'Europe de l'Est et d'Europe centrale (*Internationalisierung der Arbeit – vornehmlich mit den ost- und mitteleuropäischen Staaten*)

L'authenticité du lieu et des personnes travaillant au sein du mémorial (anciennes victimes et anciens oppositionnels) constitue, aux yeux des experts, une des caractéristiques essentielles de la Haus 1. Selon les experts en effet, la Haus 1, en tant que mémorial se situant au cœur du complexe du ministère de la Sécurité d'Etat, jouit d'un emplacement unique permettant la transmission d'un message à visée pédagogique sur la base d'une expérience

---

<sup>182</sup> Selon les termes de l'expertise.

vécue qui débute dès lors que le visiteur pénètre la forteresse de la *Normannenstrasse*. L'exposition permanente, les visites et séminaires que propose le mémorial permettent de relier les impressions suscitées à la vue des éléments du bâti aux informations que livrent les expositions, guides et exposants sur le ministère de la Sécurité d'Etat.

Un certain nombre des recommandations laissent toutefois entendre que le travail entrepris au sein de la Haus 1 doit être complété.

Le travail des associations et initiatives réunies au sein de la Haus 1<sup>183</sup> est encouragé. Cependant les experts voient la nécessité de le professionnaliser davantage et de le coordonner en nommant un conseil chargé de superviser les différentes actions entreprises par les initiatives. Par ailleurs, le travail en réseau à échelle locale, nationale et internationale (avec des institutions similaires basée en Europe centrale et orientale, mais également à travers le monde) en vue de développer des programmes de recherche et d'éducation apparaît comme une des finalités essentielles de la Haus 1. A cette fin, il est nécessaire que la Haus 1 s'équipe de matériel lui permettant de tenir des conférences et des ateliers.

Les experts préconisent également une rénovation et un assainissement des locaux ainsi que l'aménagement de facilités (restauration, toilettes, etc.) dans le but de répondre à une demande croissante en matière de tourisme historique. Dans cette même optique, il convient également d'ancrer davantage la Haus 1 au sein du paysage mémoriel du communisme à Berlin en multipliant les dépliants publicitaires et en signalant davantage le mémorial au sein des espaces publics (panneaux indicateurs dans le métro ou dans la rue). Or, la question du financement des rénovations et du travail accompli au sein de la Haus 1 pose elle aussi problème. Jusqu'alors, l'association ASTAK devait chaque année déposer une demande de financement de projet afin de renouveler ces subsides. De fait, les experts recommandent d'assurer le financement continu de la Haus 1, sous certaines conditions (la professionnalisation du travail accompli au sein de la Haus 1 et le croisement de perspectives en matière d'interprétation du passé), afin de garantir un développement optimal du projet. Le Land, en tant que propriétaire du lieu, et le Bund (via les fondations et offices fédéraux chargés du travail sur le passé est-allemand), devront pourvoir ensemble au financement de tels aménagements.

---

<sup>183</sup> Il s'agit, pour mémoire, de l'association ASTAK, de l'Union pour les personnes persécutées sous le régime stalinien – *Der Bund der Stalinistisch Verfolgten BSV*, de l'Organisation d'aide HELP – *Hilfsorganisation HELP*, du Comité 15 janvier – *Komitee 15 Januar* et du Forum pour le travail de mémoire et la rénovation – *FORUM zur Aufklärung und Erneuerung*, créé à l'initiative d'anciens défenseurs des droits civils (Thierse, Ullmann et Schlorlemmer) afin que « soient menés des entretiens entre criminels et victimes en présence d'experts » (Habermas, 2005 : 78).

Si la professionnalisation du travail de la Haus 1 en matière d'exposition et de dispositifs visant à l'éducation politique paraît indispensable aux yeux des experts, la préservation du caractère authentique du lieu et des personnes est cependant essentielle. Dans cette perspective, les experts recommandent de laisser une certaine marge d'autonomie aux acteurs investis dans la préservation et la valorisation de la Haus 1. La Haus 1 doit demeurer un lieu où s'inscrivent des mémoires et des discours publics pluriels sur le passé de la RDA. Pour se faire, il est nécessaire de croiser diverses perspectives sur ce passé, telles que celles des victimes et des historiens.

La question de la disparition, sur le long terme, des témoins, est également soulevée dans le rapport d'expertise. Afin de pérenniser le travail entrepris jusqu'ici, la Haus 1 devra, en conformité avec les recommandations des experts, s'efforcer de systématiser la collecte, l'archivage et la documentation des témoignages des victimes. De même devra-t-elle compléter son dispositif de transmission de l'histoire de l'opposition par la mise en place de ressources (archives, documents écrits, audio et vidéo) documentant cet aspect du passé est-allemand.

La troisième commission d'enquête<sup>184</sup> pointe, à l'instar du précédent rapport, la particularité de la Haus 1 en tant que lieu de commémoration des bourreaux et des victimes du MfS et que lieu renvoyant à la Révolution pacifique et à l'histoire de la démocratisation d'un régime dictatorial. Elle souligne toutefois l'isolement institutionnel du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*, ainsi que sur son manque d'équipement. Ces deux facteurs handicaperaient grandement la Haus 1 et seraient susceptibles d'entraver le développement de son travail sur les mécanismes de répression au sein de l'Etat socialiste. Afin de pallier les différentes faiblesses, et répondant par ailleurs à la demande du ministère de la Culture et des Médias, les experts de la commission d'enquête ont envisagé un regroupement de la Haus 1 avec le Mémorial de la prison centrale de la Stasi de *Hohenschönhausen*. Les deux institutions seraient ensuite placées sous la houlette du BStU, soit directement, soit via la création d'une fondation chargée de suivre et de soutenir leurs activités. Ce regroupement s'inscrit dans une perspective de mise en réseau des différentes institutions mémorielles relatives au passé est-allemand qui a pour fin de structurer le paysage mémoriel du communisme en Allemagne réunifiée tout en coordonnant le travail des institutions qui le composent. La commission détermine ainsi trois grandes thématiques qui

---

<sup>184</sup> Le travail de cette commission débuta quatre ans après la publication du rapport dont il a été question jusqu'ici.

répondent aux nécessités d'une confrontation au passé est-allemand en termes de recherche, de mise en exposition du passé et d'éducation politique :

- Le réseau « Domination – Société – Résistance » (« *Herrschaft – Gesellschaft – Widerstand* ») devrait donner lieu à la création, à Berlin, d'un Forum pour le travail sur le passé (« *Forum Aufarbeitung* »). Le nouveau Forum serait soutenu par la Fondation pour le travail sur la dictature du SED (*Stiftung zur Aufarbeitung der SED Diktatur*) et le Forum d'histoire contemporaine de Leipzig (*Zeitgeschichtliche Forum Leipzig*), musée dépendant de la maison de l'histoire de Bonn (*Haus der Geschichte*) et dont les thèmes principaux sont les courants oppositionnels, la résistance, le courage civil, mais également les habitudes de vie et l'interaction entre pouvoir et société en RDA.
- Le réseau « Surveillance et Poursuite » (« *Überwachung und Verfolgung* »), regroupant, à Berlin, le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* et le Mémorial de la prison centrale de la Stasi de *Berlin-Hohenschönhausen*, dont la coordination devrait être assurée via le BStU.
- Le réseau « Partition et Frontière » (« *Teilung und Grenze* »), dont l'agencement serait en grande partie assuré par le Musée et Mémorial du Mur de la *Bernauerstrasse* (lui-même un projet du Sénat de Berlin). Ce réseau devrait regrouper, à Berlin, des musées tels que le Mémorial du centre d'accueil d'urgence de *Marienfelde* (*Die Erinnerungsstätte Notaufnahmelager Marienfelde*) et Checkpoint Charlie.

Nous aimerions à présent croiser les résultats de ces commissions d'enquête avec nos données de terrain afin de décrire avec davantage de précisions la situation concrète du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*.

#### 3.2.4.3. La question de la visibilité du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*

Au cours de notre enquête, le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* nous est apparu isolé à plusieurs égards. Ce musée est tout d'abord excentré, loin des circuits touristiques communément empruntés. Du fait de son éloignement du centre, il ne figure sur aucune carte (le quartier de *Lichtenberg* n'étant pas représenté sur les cartes à destination des touristes). En 2004, alors que nous réalisions nos investigations préliminaires, le musée n'apparaissait sur aucun guide touristique, sur aucune des cartes que nous trouvions en auberge de jeunesse, sur aucun dépliant publicitaire. De même, aucun

panneau signalétique n'indiquait la route d'accès au musée. Il nous fallut donc avoir connaissance de l'existence de cette institution et nous armer d'un plan conséquent de la ville afin d'être en mesure de nous y rendre.

Entre 2004 et 2006, le site Internet du musée était assez rudimentaire, il comportait plusieurs liens documentant l'histoire de la création du mémorial et décrivant les diverses expositions de la Haus 1. Très fourni en détails, mais mis en page de façon sommaire, le site pâtissait d'un manque de lisibilité et trahissait l'insuffisance des moyens du mémorial. Au cours de l'année 2006-2007, cependant, ce site fut renouvelé. Simplifié, remis en page et proposant de plus amples détails sur l'histoire du mémorial et de l'association porteuse du projet via le téléchargement de documents en PDF, le site gagna en lisibilité. A peu près à la même période, des dépliants faisant la promotion de la Haus 1 apparurent dans certains lieux touristiques (aéroports, hôtels et auberges de jeunesse), ainsi que dans d'autres mémoriaux berlinois traitant du passé est-allemand (le Mémorial de la prison centrale de la Stasi de *Berlin-Hohenschönhausen*, le Musée et Mémorial du Mur de la *Bernauerstrasse*, etc.). Il semble donc que davantage de moyens aient été alloués au Centre d'études et monument commémoratif de la *Normannenstrasse* afin qu'il assure sa communication. Si les soutiens financiers et le cautionnement scientifique de la Haus 1 étaient jusqu'alors incertains, cette dernière bénéficierait aujourd'hui du soutien officiel du BStU de la Fondation fédérale pour le travail sur la dictature du SED.

#### 3.2.4.4. Les acteurs Haus 1 vs les experts : la confrontation de logiques différentes

De toute évidence, l'intérêt que représente le site (en termes politique, culturel, mais également économique) n'a pas échappé aux instances locales et fédérales chargées d'orienter et de développer les politiques publiques de la mémoire relatives au passé socialiste. L'attention que les commissions d'experts ont portée à la Haus 1 en est l'expression. Si tous les experts qui se sont penchés sur la question du devenir de la Haus 1 sont tombés d'accord sur l'intérêt que représentent la préservation et la valorisation de cet objet patrimonial et de son caractère authentique, tous voient cependant la nécessité de « professionnaliser » le travail entrepris au sein du mémorial.

Pour les experts de la commission, en effet, dénoncer le caractère répressif de la RDA et susciter l'indignation en engageant les publics sur les lieux du crime et en les soumettant à la parole, subjective, des anciennes victimes, ne suffit pas. Il convient de faire en sorte que le regard porté sur le passé soit plus distancié, afin de permettre, au-delà du jugement moral, la



prise de conscience en tant que « type de connaissance qu’actualise tout processus de pensée » (Arendt, 2005 : 23). L’apport scientifique servirait en outre à l’amélioration de la mise en exposition du passé relatif à l’histoire de la répression, en procédant notamment à l’approfondissement des thématiques abordées au fil de l’exposition, à la mise en récit plus explicite des objets exposés (via des panneaux explicatifs, une mise en scène, un marquage chronologique, etc.), de manière à rendre « unitaire et continu l’assemblage hétérogène » des différents volets de l’exposition de la Haus 1 (Meyers, 2002 : 166).

Notons ici que toutes les recommandations émises par les experts<sup>185</sup> ne sont envisageables que dans le cadre d’une collaboration plus intense entre les membres de l’association ASTAK et les experts et scientifiques issus des réseaux de fondations et d’institutions mémorielles fédérales, tissés depuis 1992 afin d’orienter le travail sur le passé est-allemand. Aussi, les diverses recommandations que nous avons évoquées précédemment laissent-elles présager une plus grande intervention<sup>186</sup> du Land et du Bund, via les institutions mémorielles fédérales que sont la Fondation pour le travail sur la dictature du SED et l’Office fédéral chargé d’exploiter les archives de la Stasi. En contrepartie, ASTAK perdra quelque peu de l’autonomie dont elle jouissait jusqu’alors dans la conduite du projet de la Haus 1.

Cette constatation nous permet déjà d’éclaircir un point : de toute évidence, il semble que le manque de financement dont souffre la Haus 1 soit le fait d’une attitude de résistance de la part des porteurs du projet qui se défendent d’une intervention accrue des politiques publiques de la mémoire. Selon les mots du directeur de la Haus 1, le refus de subventions plus importantes émanant du Bund ou de la ville est motivé par la volonté de ne pas devenir un « gentil musée » (« *brav Museum* »), ou, pour le dire autrement, de ne pas voir leur projet – un musée de nature associative – s’institutionnaliser.

Deux logiques s’affrontent ici qu’il nous faut expliciter. Les propositions émises par les experts dans le cadre de l’évaluation du travail réalisé au sein de la Haus 1 correspondent en réalité à une série d’exigences qui traduit la volonté d’aller plus avant dans les processus d’institutionnalisation de la Haus 1. Il s’agit en effet de transformer ce qui, au départ, relève d’une initiative citoyenne, autonome, en une institution fédérale chargée de produire de l’histoire et de transmettre de la mémoire culturelle. Les experts et les scientifiques réunis au

---

<sup>185</sup> La rénovation des locaux, la mise en réseau, à échelle nationale et internationale, des acteurs de la Haus 1 avec d’autres acteurs travaillant sur des thématiques similaires et enfin la réalisation d’un regroupement, au niveau local et national, avec des institutions mémorielles se rapportant à la thématique de la surveillance et de la poursuite.

<sup>186</sup> En matière de financement, de recherche historique, de collecte de témoignage, de muséographie, d’élaboration de programme d’éducation politique, mais également de mise en réseau à échelle internationale du travail sur le passé socialiste.

sein des commissions et des institutions fédérales en charge du travail sur le passé est-allemand cherchent à promouvoir un travail historique, basé sur la recherche, mais également la comparaison. Dans le même temps, leurs interventions au sein de projets mémoriels nés d'initiatives citoyennes sont motivées par la volonté de cadrer davantage la production et la transmission d'une mémoire culturelle en rapport avec le passé est-allemand.

Les rapports entre histoire et mémoire, d'une part, et mémoire culturelle et mémoire communicationnelle, de l'autre, sont à l'origine de la relation tendue qui s'est instaurée entre les membres de la Haus 1 et les commissions d'experts et de scientifiques. Ces dernières appellent de leurs vœux la mise en avant de l'histoire, qui nivelle les « différences et réorganise les faits dans un espace historique parfaitement homogène, sans particularisme, où tout est comparable, où chaque histoire peut être reliée aux autres et où chaque événement, surtout, est également important et significatif » (Assmann, 2010 : 39). Ainsi faut-il comprendre la volonté de faire de la Haus 1 un véritable centre de recherche, qui fonctionnerait en réseau avec d'autres centres du même ordre à échelle locale, nationale et européenne. Dans le même temps, experts et scientifiques ont le souci de fixer certains faits historiques et de les transmettre au plus grand nombre. Dès lors, il ne s'agit plus vraiment d'histoire, mais de mémoire dans sa dimension culturelle, c'est-à-dire une mémoire « institutionnalisée », « formalisée » et « médiatisée » via l'écrit, le rituel commémoratif, la parole, l'image, mais aussi le musée (Assmann, 2010 : 51).

La mémoire culturelle ne retient de l'histoire que les événements fondateurs, ou « figures-souvenirs »<sup>187</sup> au travers desquels un groupe se rassemble à sa ressemblance » (Assmann, 2010 : 47, Lavabre, 2001). Pour qu'elles s'inscrivent au sein de la mémoire culturelle, ces « figures-souvenirs » doivent être codifiées via des mises en scènes symboliques (rituel commémoratif, valorisation de lieux emblématiques en regard de l'histoire, exposition d'objets éclairant tel ou tel aspect du passé, etc.). Ces codifications permettent la transmission des faits et événements marquants – voire mythifiés – que la mémoire culturelle tire de l'histoire et qui fondent l'identité culturelle, mais aussi sociopolitique d'un groupe. Sans cette codification ni la transmission, ni le partage collectif des événements passés sur lesquels se fonde l'identité du groupe, ne sont possibles. Aussi l'authenticité des lieux et celle des personnes qui travaillent à la Haus 1 – les témoins –

---

<sup>187</sup> Pour Jan Assmann, les « figures-souvenirs » sont les événements passés qui fondent le groupe, ceux que l'on « commémore liturgiquement lors des fêtes et qui éclairent telle ou telle situation du présent » (Assman, 2010 : 47).

revêtent-elles un caractère essentiel au regard des experts en cela qu'elles sont susceptibles de jouer un rôle non négligeable dans le dispositif de transmission de la mémoire culturelle.

Cela étant, si les témoins et acteurs de la Haus 1 sont bel et bien identifiés comme les porteurs d'une mémoire singulière et communicationnelle – qui correspond à un « espace de souvenirs, purement constitué par l'expérience cautionnée et communiquée à titre personnel » (Assmann, 2010 : 45) –, ils ne sont pour autant pas reconnus comme les « porteurs spécialisés »<sup>188</sup> de la mémoire dans sa dimension culturelle (Assmann, 2010). Assmann nous rappelle que pour être reconnu comme tel, il faut au préalable avoir prouvé sa « compétence (...) par des examens en règle (...) ou par la maîtrise de modes de communication appropriés » (Assmann, 2010 : 50). Or, c'est justement ce à quoi se trouvent confrontés les membres de l'association porteuse du projet de la Haus 1. Le fait que ces acteurs fassent valoir la scientificité de leur projet est une façon de se légitimer en tant que porteurs spécialisés d'une mémoire culturelle en rapport avec l'histoire de la répression sous le régime est-allemand. Le titre de « Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse* » sous-entend à la fois qu'on y mène des recherches historiques et qu'on y produit du souvenir institutionnalisé (mémoire culturelle). Quand les experts et les scientifiques de la commission d'enquête parlent de « professionnaliser » le travail accompli au sein de la Haus 1, ils mettent implicitement en question la légitimité des membres de la Haus 1 en tant que « porteurs spécialisés » d'une mémoire institutionnelle.

La rapidité avec laquelle s'est mise en branle la confrontation au passé est-allemand a pour conséquence la production d'une mémoire culturelle relative à ce passé, c'est-à-dire une mémoire qui se transmet de façon médiate, alors même que les porteurs de la mémoire communicationnelle, fruit de l'expérience vécue sous le régime est-allemand, sont encore en vie. Aussi, les experts mentionnent-ils déjà la disparition des témoins – et cherchent à y pallier via la collecte de témoignages – quand ces témoins sont encore loin d'être tous disparus. Cet état de fait génère des tensions entre les témoins porteurs d'une mémoire qui se fonde sur l'expérience vécue, sur le « souvenir biographique », et les spécialistes, qui exigent que les éléments du passé voués à être transmis soient le fruit d'une sélection et d'une objectivation rigoureuses afin d'être transformés en autant de « souvenirs fondateurs » (Assmann, 2010 : 46-47) de l'identité du groupe (ici, les Allemands de l'Est et de l'Ouest). Les tensions que l'on relève entre les experts, d'une part, et les membres de l'association porteuse du projet

---

<sup>188</sup> Ces « porteurs spécialisés » sont les griots des sociétés traditionnelles. Dans nos sociétés, ce sont les élites savantes – « faiseurs de mémoire », historiens, conservateurs de musée – qui assument ce rôle de « porteur spécialisé » (Assmann, 2010 ; Rautenberg, 2003).

mémoriel de la *Normannenstrasse*, d'autre part, traduisent, à notre sens, cette situation contradictoire.

Avant de conclure cette étude de cas, il nous reste à aborder une question essentielle qui nous permettra d'avoir une vue d'ensemble de la situation du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*. Cette question est celle de la relation qu'entretiennent les Berlinoises de l'Est avec ce lieu et avec l'histoire qu'il incarne. Mais revenons tout d'abord à la façon dont ont été traités les différents aspects qui touchent à l'histoire du MfS juste après la chute du Mur de Berlin, ainsi que sur les conséquences de ce traitement du passé pour les membres de la communauté supposée est-berlinoise.

### 3.2.5. La question de l'interaction entre débat public sur le passé socialiste et mémoire sociale de la Stasi à Berlin

#### 3.2.5.1. Ouverture des archives de la Stasi et épuration de la société est-allemande, les premières années de la confrontation au passé socialiste en Allemagne réunifiée

Dans la période précédant l'unification, la Table ronde revendique l'ouverture des archives de la Stasi de manière à éloigner les anciens agents et collaborateurs officiels du MfS des postes de la fonction publique en empêchant que ces derniers n'effacent « les traces de leur activité ancienne » en vue de se reconverter (François, 1999 : 333). Cette revendication est en outre « portée par une ambition politico éthique plus fondamentale : pour mieux éradiquer le règne du secret et de la délation, elle exige que tous ceux qui auront été observés (souvent à leur insu), poursuivis et persécutés par la police politique, et donc dépossédés d'eux-mêmes par le régime, se voient reconnaître le droit d'avoir librement et intégralement accès à leur dossier et de savoir qui les a observés et dénoncés, afin qu'ils puissent se réapproprier leur passé et leur identité dérobés » (François, 1999 : 333-334). Ces revendications donnent lieu à l'élaboration d'une clause, prévoyant l'ouverture des archives de la Stasi, qui complète le traité d'Union (Mouralis, 2009 : 88).<sup>189</sup> Peu après l'unification du 3 octobre 1990, le Bundestag vote la création du BStU, institution relevant du Bundestag et dirigée, successivement, par deux importantes figures de l'opposition est-allemande ; le

---

<sup>189</sup> Notons que la libéralité qui s'applique à l'accès des archives de la RDA (dont celles de l'Etat et du MfS), ne s'applique pas à celles de la RFA, qui demeurent protégées par la Loi des trente ans, situation qui engendre une « « asymétrie de la documentation et de la recherche » sur l'histoire de l'Allemagne du temps présent » (François, 1999 : 335).

pasteur Gauk et Marianne Birthler.<sup>190</sup> La conservation et l'exploitation des archives du MfS par le BStU<sup>191</sup> doit à la fois « garantir la réhabilitation des victimes » et le contrôle des personnes « sur lesquelles pèse un soupçon d'implication politique », permettre aux anciens citoyens de RDA de se réappropriier leurs biographies et enfin servir à l'élaboration de programmes de pédagogie publique contribuant « au développement d'une culture politique de la liberté » (Habermas, 2005 : 58). S'en suit un immense travail d'inventaire, de classification et de restructuration mené par les employés du BStU en vue de rendre les archives accessibles au public.

« L'ouverture des archives, et surtout l'extrême libéralité d'accès et d'usage alors définies », nous dit Etienne François, « ont eu pour conséquence première une véritable ruée », le nombre de demandes d'accès aux archives s'élevant à 1,2 millions pour la seule année 1992 (François, 1999 : 338). Selon l'historien, deux motivations principales président aux demandes d'accès aux archives dans les premières années de leur ouverture : « la volonté de régler les comptes avec le régime déchu pour parachever la rupture et consommer la revanche sur un passé récusé, la quête de la révélation et du sensationnel » (François, 1999 : 338).

Dans les demandes alors adressées au BStU, on distingue, d'une part, les demandes individuelles de « particuliers, avant tout opposants et victimes du régime », cherchant à se réapproprier leur histoire personnelle et à identifier « ceux qui les ont poursuivis, dénoncés et espionnés » (François, 1999 : 339). Ces demandes s'élèvent au nombre de 522 000. Nombreuses sont, d'autre part, les demandes collectives émanant des administrations publiques, de la justice et d'autres institutions (Eglises, partis politiques, etc.) qui interviennent dans le cadre de procédures judiciaires<sup>192</sup> ou sont motivées par la volonté de connaître le passé des personnes employées ou recrutées au sein des administrations publiques de l'Allemagne réunifiée. Le nombre de ces demandes se porte à 623 000 pour l'année 1992. Loin derrière viennent les demandes émanant de « publicistes et journalistes qui s'attachent à mettre en évidence, preuve à l'appui, la malfeasance du régime déchu et les compromissions

---

<sup>190</sup> Voulant éviter que les dossiers de la Stasi ne tombent entre de « mauvaises mains » (tant les anciennes élites communistes, que certains individus parmi les nouvelles élites ouest-allemandes), les mouvements d'opposition est-allemands exigèrent le versement de ces fonds d'archives « dans une administration spécifique créée à cet effet – et non au sein des archives fédérales ouest-allemandes, comme initialement prévu dans le traité d'unification » (Bensussan, Dakowska, Beaupré, 2003).

<sup>191</sup> Au total 180 kilomètres linéaires d'archives regroupant « les dossiers personnels, les rapports généraux, les circulaires, le matériel de formation, mais aussi des photos, des plans, des objets et... des échantillons d'odeurs » (Bensussan, Dakowska, Beaupré, 2003 : 7).

<sup>192</sup> Ces procédures visent essentiellement à condamner ceux qui se sont rendus coupables de violation des Droits de l'homme, à réhabiliter les victimes ou encore à restituer certains biens.

et soutiens qui lui ont permis de durer si longtemps, et surenchérissent dans la dénonciation publique et la stigmatisation de toutes les personnalités de la vie politique, littéraire et publique (de l'Est, mais aussi de l'Ouest) soupçonnées d'avoir eu à un moment ou un autre des sympathies pour la RDA, ou, pire encore, d'avoir travaillé dans l'ombre pour la police politique en tant qu'« informateurs officiels » (François, 1999 : 339). Enfin, les demandes motivées par les nécessités de la recherche sur l'histoire du temps présent demeurent largement minoritaires pour l'année 1992.

La dénonciation généralisée des crimes de la RDA, l'épuration de la société est-allemande des anciens collaborateurs officiels comme officiels du MfS<sup>193</sup> et les scandales suscités par les accusations, attestées ou non, portées sur le passé d'IM de certaines personnalités publiques ont contribué à accentuer le caractère émotionnel et politique du débat sur le passé socialiste allemand dans les premières années de la réunification. A cela s'ajoute, du point de vue des Allemands de l'Est, la perte de repères d'une population brusquement intégrée à l'économie de marché, doublé du sentiment de voir sa propre biographie à maints égards dévaluée.

Dans un tel climat, l'opprobre censé ternir les bourreaux et responsables d'un régime honni rejaillit sur les anciens citoyens de RDA qui, nous l'avons évoqué, se sentent de plus en plus soumis à un jugement de valeur. En ces années d'après réunification, le travail sur le passé est-allemand prend parfois des allures de scandale. La RDA, qui fait figure de repoussoir idéologique, eu égard, comme le rappelle Etienne François, à la conjoncture politique et médiatique de l'après réunification, est décriée comme une catastrophe politique, économique et humaine. Les parallèles se multiplient entre le régime du SED et le régime national-socialiste, entre la Stasi et la Gestapo, qui concourent à la condamnation du régime est-allemand et à son acceptation comme « deuxième dictature allemande ». Même si – lorsqu'elle s'effectue dans une perspective purement historique et comparatiste – cette comparaison est justifiée, il n'en reste pas moins qu'elle fut instrumentalisée dans les premiers temps de la réunification, de manière, d'une part, à délégitimer entièrement le régime de la RDA en le plaçant « dans le prolongement du nazisme » et à souligner, d'autre part, « que cette parenthèse de l'histoire allemande [était] refermée aussi totalement qu'irrévocablement » (François, 1999 : 340). Il faut donc attendre que le débat perde de son intensité émotionnelle pour que le regard des chercheurs et acteurs du travail sur le passé socialiste soit davantage distancié, et que la recherche sur cette période de l'histoire

---

<sup>193</sup> Une épuration qui, selon Guillaume Mouralis, aurait directement provoqué le licenciement de 55000 individus, mais qui, de façon indirecte, en totaliserait plusieurs centaines de milliers (Mouralis, 2009).

allemande s'oriente en vertu d'autres paradigmes que ceux des théories du totalitarisme (qui envisagent l'analyse de la RDA essentiellement « du point de vue de la perspective de domination du Parti et, pour ainsi dire, « de haut en bas » » [Jarausch, 2003 : 83]). Du reste, comme le souligne Etienne François à propos de la recherche historique, la comparaison entre l'Allemagne nazie et la RDA eut au final « pour effet (...) de mieux faire ressortir la spécificité de la période nazie ; loin d'avoir débouché (...) sur une relativisation du nazisme, elle a au contraire contribué à mieux mettre en évidence sa monstrueuse singularité » (François, 1999 : 346). Et l'historien d'ajouter ensuite :

« (...) plus la recherche sur la RDA met, en effet, en évidence l'importance croissante de son appareil répressif, sa volonté de tout contrôler et de tout mettre au pas – et donc, au total, ses dimensions de « dictature sans le peuple » –, plus, à l'inverse, elle fait ressortir à quel point le nazisme fut une dictature « avec le peuple », marquée par un mélange d'extrême violence (dont on ne trouve pas l'équivalent en RDA) et de soutiens étendus dans la population, et portée par l'adhésion, le soutien et l'enthousiasme de secteurs étendus et variés de la société. » (François, 1999 : 346)

L'évolution de ces recherches comparatives entre l'Allemagne nazie et la RDA est *a priori* encourageante. Les dangers d'une relativisation des crimes nationaux-socialistes par les crimes communistes semblent de surcroît écartés. Néanmoins, on est en droit de se poser la question, concernant ce savoir historique, de sa mise à la disposition d'un usage public (et des moyens de cette mise à disposition). L'identification, crainte, entre le nazisme et le communisme, la Gestapo et la Stasi<sup>194</sup>, ne perdure-t-elle pas au sein de certaines sphères des sociétés est- et ouest-allemande, et au-delà, européennes, en dépit des progrès de la recherche dans le domaine de l'histoire comparée ? Et comment éviter toute suggestion d'assimilation entre ces deux périodes du passé lorsque celles-ci se trouvent commémorées en un même lieu, comme c'est parfois le cas en Allemagne (cf. les anciens camp de concentration et camp de transit soviétique de *Sachsenhausen*) ? Une chose est certaine, si la comparaison entre les deux régimes peut être justifiée par ses fins scientifiques, elle doit toutefois être accomplie et restituée avec la plus grande circonspection.

---

<sup>194</sup> Et les instrumentalisation politiques que permet une telle identification.

### 3.2.5.2. Exhortation à se souvenir et instrumentalisation politique du passé socialiste en Allemagne réunifiée

Les premières années de la réunification sont marquées par une volonté résolue d'effacer les traces de « l'Etat-SED » « afin de rendre la disparition de la RDA aussi effective qu'irréversible » (Mouralis, 2009 : 86). Cet effacement, voulu par les « responsables politiques de la nouvelle Allemagne – majoritairement issus de l'Ouest – » prend, comme nous l'explique Guillaume Mouralis, « trois formes principales : la disparition des vestiges matériels d'abord (...) ; la liquidation institutionnelle et économique de la RDA ensuite (...) ; l'épuration des élites et soutiens du régime déchu enfin » (Mouralis, 2009 : 86). Parallèlement à cette entreprise de condamnation et d'effacement, les anciens citoyens de RDA et Berlinois de l'Est sont exhortés (par les membres de la société civile est-allemande bientôt rejoints par des hommes politiques, juges, avocats et historiens originaires de l'Ouest de l'Allemagne) à faire leur examen de conscience. Cette exhortation se concrétise, nous l'avons vu, via la valorisation de lieux emblématiques de l'histoire de la répression, l'élaboration d'expositions sur le thème de « la deuxième dictature allemande », l'ouverture de fonds d'archives, mais également à travers les informations judiciaires ouvertes en vue « d'enquêter sur les principales violations des Droits de l'homme encouragées ou tolérées par l'Etat est-allemand » (Mouralis, 2009 : 87).

Ce phénomène de confrontation immédiate avec le passé n'a, à notre connaissance, aucun équivalent au sein des anciennes Républiques populaires d'Europe centrale et orientale. En effet, comme le souligne Guillaume Mouralis :

« Le recours massif à la justice pénale est l'un des aspects les plus frappants des politiques publiques du passé communiste en Allemagne. (...) les autres pays de l'ancien bloc de l'Est ont, sauf exception, largement renoncé à traduire en justice les responsables de violations des Droits de l'homme commises à l'époque communiste, préférant à cela des modes de règlement du passé non judiciaires, notamment la lustration. » (Mouralis, 2009 : 86-87)

Si l'on s'en réfère au travail de Nicole Loraux dans son ouvrage *La cité divisée*, on s'aperçoit que l'oubli fait l'objet d'un usage politique depuis la Grèce antique (Loraux, 1997). L'oubli, en tant qu'instrument du politique, vise à proscrire le souvenir de la division, celui la guerre civile – de la *stasis* –, de ce « déplacement monstrueux du sacrifice » qui « prend des citoyens pour victimes » (Loraux, 1997 : 21). Plus généralement, cette injonction à l'oubli



concerne la division en tant qu'élément se situant au fondement même du politique ; l'oubli masque les divisions et contradictions qui traversent la société civile et sont inhérentes au fonctionnement de la démocratie athénienne. Ainsi, alors même qu'elle condamne l'affrontement, « la pensée grecque de la cité doit coûte que coûte en effacer l'origine *politique* (...) pour préserver ce politique consensuel qui serait le politique même » (Loroux, 1997 : 21).

Cette injonction à l'oubli peut, par certains côtés, être rapprochée de l'oubli qui caractérisa les premières années qui suivirent l'effondrement du rideau de fer en Pologne ou en Hongrie. La proscription portait alors sur la confrontation au passé socialiste dans sa dimension judiciaire. Cette solution devait permettre de ne pas raviver les anciennes discordes et rancœurs au sein de sociétés alors appelées à se démocratiser et à intégrer l'économie de marché. L'oubli est ici à entendre au sens d'amnistie, en tant que condition de l'établissement et du maintien de la paix civile, au moment même où ces anciennes Républiques populaires entamaient une délicate période de « transition démocratique ».

En Allemagne de l'Est, c'est le contraire qui se produisit ; la transition démocratique n'était pas envisageable sans une réelle confrontation (historienne, judiciaire et portée par le débat publique) au passé socialiste, de manière à favoriser l'éclosion d'une conscience politique et historique au sein de l'Allemagne réunifiée. Cette réalité résulte de la conjonction de deux logiques qui structurèrent le débat sur le passé socialiste au lendemain de la réunification. L'une est relative à la volonté des anciens dissidents est-allemands de faire la lumière sur le passé socialiste et de rendre justice aux victimes de l'ancien régime. L'autre découle de la tradition – largement implantée au sein de l'ancienne République fédérale – d'une appréhension autocritique de l'histoire nationale sur laquelle se fonde un attachement aux traditions démocratiques et constitutionnelles de la nation.

Parmi les anciens acteurs de la Révolution pacifique et les représentants des pouvoirs publics est- et ouest-allemands engagés dans ce débat sur le passé socialiste, nombreux étaient mus par la volonté de promouvoir un travail de mémoire en vue, notamment, « de favoriser la diffusion d'une culture politique qui stabilise l'Etat de droit démocratique » (Habermas, 2005 : 93). Si ces ambitions sont sans conteste louables, il n'en reste pas moins, nous l'avons par ailleurs souligné, que les premières années de cette confrontation prêtèrent parfois le flan à des tentatives d'instrumentalisation politique du passé à travers lesquelles était en permanence réaffirmée « l'alternative liberté ou socialisme » (Habermas, 2005 : 39).

En Allemagne réunifiée, par ailleurs, le travail sur le passé socialiste suppose une certaine asymétrie entre une population est-allemande grandement impliquée et une population ouest-allemande n'ayant que peu de raisons de se sentir concernée. Comme le

rappelle en effet Habermas à ce propos, « les deux parties [étaient] parfaitement inégales, et l'une, à plus d'un égard, « [évaluait] » l'autre » (Habermas, 2005 : 88). Cette asymétrie est en outre accentuée par le fait que :

« (...) ce sont des Allemands de l'Ouest qui ont occupé la direction des centres de travail sur la mémoire est-allemande (instituts historiques, sites commémoratifs, fondations centres d'archives, collections, musées, autorités de régulation de médias, rédactions des journaux), même s'ils font appel à la collaboration des Allemands de l'Est. (...) En outre, les acquis et les valeurs de la plupart des Allemands de l'Ouest font obstacle à l'empathie. Leur façon de penser et de raisonner ne s'oppose pas (...) à la consigne politique de délégitimisation de l'ordre social est-allemand disparu. » (Mühlberg, 2005 : 10-11)

Ajoutons à cela des recherches sur la RDA qui, dans les premiers temps se fondaient presque exclusivement sur les fonds d'archives de la Stasi (ou encore celles du SED), éludant certaines ambivalences constitutives du quotidien en Allemagne de l'Est. « Le problème principal » résidant alors, comme l'évoque Konrad Jarausch, dans « l'angle mort qui résulte d'un monde vu uniquement à travers les lunettes » de la Stasi, « car il conduit à surestimer l'importance du ministère » (Jarausch, 2003 : 89). Et l'historien d'ajouter que « toute théorie scientifique élaborée de manière trop exclusive à partir de ce type de sources court (...) très vite le risque de faire de la recherche du scandale une méthode de travail » publiant « d'épouvantables détails, de nature à discréditer un individu, mais sans prêter attention au contexte dans son ensemble » (Jarausch, 2003 : 90).

A l'instar d'Habermas, il nous semble de surcroît évident que « les collusions auxquelles a donné lieu le post-stalinisme, et dont nous n'avons à l'Ouest qu'une vague idée, ont un caractère d'ambivalence qui (...) fait d'ailleurs qu'il est d'autant plus difficile de juger moralement des cas individuels complexes » (Habermas, 2005 : 71). La complexité de la réalité est-allemande, concernant notamment l'interaction entre pouvoir et société ou les trajectoires individuelles de ceux qui, à un moment donné, « ont été pris dans les rouages [de ce] pouvoir politique », doit donc être restituée dans son intégralité, et le tableau ne doit en aucun cas être simplifié en vue d'être noirci, ou au contraire relativisé (Habermas, 2005 : 70-71).

Soulignons enfin que les emportements médiatiques, et parfois politiques, caractéristiques du débat sur le passé socialiste dans les premières années de la réunification se révélèrent être de sérieux obstacles à l'enclenchement, au sein des populations est-

allemandes, d'un travail critique de mise à jour par rapport à sa propre histoire censé favoriser une « compréhension collective » et « sincère » de soi (Habermas, 2005 : 63). Confrontés au climat d'« excitation » qui marqua les débuts du débat public sur le passé socialiste, certains anciens citoyens de RDA et Berlinois de l'Est – qui devaient à la fois faire face aux impératifs du changement politique, économique et social et à l'exhortation de se souvenir des moments les plus sombres de leur histoire – se mirent à porter un regard de plus en plus nostalgique sur le passé ou revendiquèrent le droit de ne pas se souvenir, s'employant ainsi à tourner cette page de leur histoire personnelle et collective (nombreuses sont, par exemple, les personnes rencontrées au cours de notre enquête de terrain qui refusèrent de consulter leurs dossiers au sein des archives de la Stasi).

### 3.2.5.3. La constitution d'une mémoire sociale de la Stasi chez les Berlinois de l'Est

Si certains anciens Berlinois de l'Est décidèrent de mettre leur passé entre parenthèses afin, notamment, d'être en mesure d'envisager l'avenir dans une période de profondes mutations politiques, économiques et sociales, ils n'ont pour autant pas oublié ce qui était constitutif de leur quotidienneté sous le socialisme. Parmi les personnes qui nous accordèrent leur temps et répondirent à nos questions, toutes s'employèrent du mieux qu'elles le purent à nous expliquer comment elles avaient vécu sous le régime est-allemand et comment elles percevaient alors la présence de l'appareil de Sécurité d'Etat. Notre expérience de terrain nous a ainsi confortée dans l'idée qu'il existe une mémoire de la Stasi chez les anciens Berlinois de l'Est, dont nous tenterons de dégager les grandes thématiques dans ce qui va suivre.

« La population connaissait l'existence et les agissements des IM, il était courant de faire des recommandations à ce sujet, par exemple aux enfants, d'inculquer la prudence. Les Allemands de l'Ouest ne peuvent pas comprendre cela, surtout ceux qui ont côtoyé des Allemands de l'Est. Ils ne peuvent pas comprendre ce paradoxe dans notre société, cette opposition entre la grande sociabilité et la solidarité qui régnaient dans notre société et, de l'autre côté, l'existence d'informateurs, la délation, la méfiance. (...) La plupart des gens n'étaient pas vraiment concernés par les agissements de la Stasi. Les gens savaient qu'ils n'étaient pas libres de voyager partout où bon leur semblait et je pense qu'en cela, ils se sentaient opprimés. Certains livres étaient interdits. Certains artistes ou gens d'Eglise ont subi les agissements de la Stasi, la pression au travail, l'espionnage. Je pense que moins de 3% de la population étaient vraiment concernés par la Stasi. Les gens étaient conscients de ce qui

était possible ou non, ils savaient comment l'Etat fonctionnait, il était donc possible de vivre sans jamais avoir de problème. (...) En réalité, on savait à peu près ce qui était interdit et ce qui ne l'était pas et si on respectait les règles, on était à peu près sûr de ne pas avoir de problème. » Ralph, 48 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Ce que nous dit l'interviewé soulève plusieurs points importants : tout d'abord le fait que l'existence et les agissements de la Stasi étaient connus de tous malgré la nature secrète et conspirative de cette institution répressive. Tous les citoyens avaient donc une idée approximative des méthodes qu'employait le MfS et de l'existence de collaborateurs officieux infiltrés au sein de la société est-allemande. Ce que la plupart de nos informateurs ignoraient, en revanche, était l'ampleur qu'avaient pris au fil du temps les services de Sécurité d'Etat. La Stasi était une institution redoutée parce que personne n'en connaissait précisément les contours.

« *Tout le monde savait que la Stasi existait. Tout le monde le savait mais tout le monde l'oubliait à travers la quotidienneté. On vivait cette réalité de façon passive* », nous dit encore un autre enquêté<sup>195</sup>. Cette affirmation soulève un deuxième point, qui a trait à la question de l'accommodation. On voit bien, à travers ce que nous dit l'enquêté (Ralph), comment, dès l'enfance, les individus prenaient acte « de la nécessité de s'arranger avec le régime, (...) en acceptant un certain nombre de règles » (Droit, 2009 : 79). C'est tout d'abord au sein de la famille, puis au sein de l'école et enfin dans l'entreprise (cette dernière assurant « un rôle central dans la vie des gens et *in fine* dans la stabilisation politique du régime » [Droit, 2009 : 75]) que les citoyens de RDA faisaient peu à peu l'expérience de « *ce qui était interdit* », de « *ce qui ne l'était pas* » et des règles à respecter si on voulait être « *à peu près sûr de ne pas avoir de problème* ». Il semble donc, aux dires de l'interviewé, que les agissements de la Stasi en termes de répression (destruction psychologique, pression au travail, diffamation, espionnage, condamnation, emprisonnement, etc.) n'auraient concerné qu'une minorité de la population<sup>196</sup> – résistants (isolés ou en groupe), hommes d'église ou personnes dites « déviantes » (en raison de leurs styles de vie librement déterminés qui, même s'ils « ne constituai[ent] pas un rejet de la RDA comme Etat », étaient criminalisés [Jaraus, 2003 : 89]). Cela étant, la question de l'accommodation demeure d'une extrême importance dans le cadre d'un travail d'éclaircissement du passé mené dans une perspective de compréhension de soi. De surcroît, l'étude des mécanismes d'accommodation constitue un des grands enjeux de

---

<sup>195</sup> Volker, 63 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

<sup>196</sup> L'affirmation de Ralph est toutefois en contradiction avec la réalité de la masse de dossiers accumulés par le ministère de la Sécurité de l'Etat, dans lesquels sont compilées des informations sur une grande partie des anciens citoyens de RDA.

la dimension préventive du travail sur le passé socialiste dans un monde où les processus d'assujettissement et de contrôle sont de plus en plus raffinés et de moins en moins perceptibles.

Avec l'évocation de la nécessité de s'arranger avec le régime pour que la vie soit possible, l'interviewé pose par ailleurs le paradoxe d'une société est-allemande à la fois traversée de réseaux de solidarité formels et informels puissants et marquée par la défiance réciproque. Un paradoxe qui, selon lui, est à l'origine d'une profonde incompréhension entre les Allemands de l'Est et leurs nouveaux concitoyens. Ces deux réalités, la solidarité d'une part, et la défiance suscitée par la délation, d'autre part, coexistaient pourtant au sein de la société est-allemande. Elles étaient constitutives de la complexité de cette société et représentent une des causes de l'ambivalence des souvenirs que nourrissent aujourd'hui les anciens citoyens de RDA. On a en effet parlé de « société à niches » pour caractériser en RDA « la sphère du privé » en tant que « lieu du repli bienvenu par rapport aux prétentions idéologiques du régime » (Jarausch, 2003 : 82). La question étant de savoir aujourd'hui jusqu'à quel point ces niches constituaient un facteur d'émancipation de la population, et jusqu'à quel point, en revanche, elles étaient un « facteur de stabilisation, certes souple, mais néanmoins déterminant pour un régime impopulaire » (Jarausch, 2003 : 82).

Prenant par ailleurs l'exemple des IM, force est de constater que si certains d'entre eux étaient mus par la volonté de gagner de l'avancement ou de se faire bien voir, il en est d'autres qui, manipulés et soumis à des pressions de toutes sortes, ne pouvaient que difficilement résister aux demandes du MfS (Poppe, 2003). D'autres, enfin, parmi les personnes que nous avons interviewées, refusèrent d'apporter leur concours aux investigations du MfS :

« Des agents de la Stasi sont venus à mon domicile pour tenter de faire de moi un de leurs collaborateurs officieux (IM). Ils sont venus chez moi, se sont assis et on commencé à me parler de conspiration, c'était des hommes de mon âge. Ils ont commencé à vouloir m'embarquer dans une discussion sur les conflits qu'il y avait dans notre société, sur la possibilité de changer les choses, etc. Comme je vous l'ai dit, on était conscient de la présence de la Stasi. Moi-même j'y pensais et je redoutais d'avoir un jour affaire à la Stasi... Et cet entretien a duré trois heures. Le soir, j'ai eu une discussion avec ma femme à ce propos. Nous sommes tombés d'accord sur le fait de refuser toute collaboration. Les hommes de la Stasi étaient des gens qui pensaient avoir le contrôle sur d'autres personnes, sur des individus communs, comme ma femme ou moi, mais c'était une illusion. (. . .) Et puis les agents qui étaient venus m'entretenir m'ont relancé, ils voulaient faire de moi un IM. Je n'avais pas grand

chose à leur rétorquer si ce n'est le fait que je n'avais pas d'informations susceptibles de les intéresser et qu'ils perdaient leur temps avec moi. Finalement, à ma grande surprise, ça a suffi et ils n'ont pas cherché à aller plus loin avec moi. Et il ne s'est absolument rien passé après cet incident. » Andreas M., 48 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Il y a donc, comme le prouve cet extrait d'entretien (qui n'est qu'un exemple parmi d'autres), un nombre non négligeable d'anciens Berlinoises de l'Est qui décidèrent de ne pas donner suite aux demandes des agents du MfS. Sur ce point, Sandrine Kott fait en effet remarquer qu'« un tiers seulement des personnes approchées par la Stasi aurait accepté de collaborer », les délations étant de surcroît demeurées minoritaires (Kott, 1997). Chez les personnes que nous avons rencontrées et qui refusèrent de collaborer avec les agents de la Stasi, toutes le firent par principe. Certaines savaient, par oui-dire, qu'il était possible de ne pas se soumettre aux sollicitations des services de la Sécurité d'Etat, d'autres non. Pour toutes ces personnes, toutefois, la Stasi n'usa ni du chantage, ni de sanction. Il existe ainsi une mémoire relative à certains actes de résistance isolés, tel que le refus de collaborer, qui demeure, à notre connaissance, relativement peu exploitée dans le cadre de la recherche et du recueil de témoignages portant sur l'interaction entre pouvoir et société sous le régime est-allemand.

Toujours en ce qui concerne la constitution d'une mémoire sociale relative aux agissements du MfS chez les anciens Berlinoises de l'Est, on distingue une mémoire de la Stasi qui serait la résultante de l'ouverture des archives de cette dernière. Ainsi, nombre d'informateurs nous ont fait le récit des conséquences qu'avaient eu, sur leur vie quotidienne, les révélations contenues dans les dossiers personnels de la Stasi. Ainsi ce passage d'entretien qui porte sur la douloureuse question de l'espionnage entre proches :

« Mon père a été espionné par des proches, il a appris cela en lisant son dossier dans les archives de la Stasi. C'est une expérience douloureuse de constater que des gens en qui on avait confiance vous ont trahi. Il savait que certaines personnes l'espionnaient mais ne se doutaient pas que certains de ses proches figuraient sur ce dossier en tant qu'IM. Certains d'entre eux avaient écrits des choses très positives à son sujet : qu'il travaillait beaucoup, qu'il aimait ses enfants et qu'il s'en occupait très bien et, qu'en somme, c'était un modèle pour la société. Il y avait, parmi les gens qui l'ont observé, des gens qui avaient subi des pressions. Mais d'autres l'ont fait par conviction, par jalousie, ou pour se faire bien voir... Certaines observations que l'on peut lire sur le dossier de mon père sont affreusement banales, de petits détails insignifiants de la vie quotidienne, certains voisins avaient même l'habitude de relever le kilométrage sur le compteur de la voiture. Mon père a appris les noms de ceux qui l'ont

espionné et il a décidé de rompre tout rapport avec eux, même quand les gens se sont excusés ou qu'ils ont essayé de se justifier par la suite. Il a également décidé de nous mettre au courant et de nous dire qui l'avait espionné. » David, 29 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Ce passage d'entretien nous donne un exemple de la rupture biographique que constitue, pour certains individus, la confrontation aux dossiers de la Stasi. Dans certains cas encore, cette confrontation a donné lieu à des drames familiaux, notamment lorsque certaines personnes se sont rendues compte qu'elles avaient été observées par des membres de leurs propres familles. Les propos de l'enquêté nous donnent également une idée de la complexité des motivations et des agissements des collaborateurs officieux du MfS lorsque ceux-ci rédigeaient leurs rapports sur des collègues de travail, voisins ou amis. La jalousie, l'appât du gain représentaient certes des motifs puissants pour collaborer et/ou se décharger de sa frustration. Dans le cas de collaborateurs officieux qui remettaient à leur officier directeur des rapports « positifs » sur les personnes espionnées, on peut se poser la question de la nature réelle de leurs motivations. A la lecture des déclarations de l'ancienne dissidente Ulrike Poppe, on se rend compte que si certains rapports sont effectivement « animés d'un véritable zèle dénonciateur » et qu'ils contiennent « des considérations discréditant une personne et pouvant s'avérer très utiles dans le cadre de mesures de « destruction psychologique » », d'autres rapports sont, en revanche, « assez réservés », et « se limitent à apporter des réponses à des questions vraisemblablement posées très concrètement par leur « officier directeur » », évitant « de porter des jugements ou d'évoquer des détails de la vie privée » (Poppe, 2003 : 123). Du reste, les questions relatives aux motivations des IM peuvent être élucidées via la consultation de leurs dossiers (*IM Akten*), qui, selon toute vraisemblance, sont également mis à la disposition de ceux qui ont été observés (Poppe, 2003 : 123).

Si l'on veut rendre compte de la mémoire relative à l'ouverture des archives de la Stasi, il convient ici d'évoquer le destin particulier de certains Berlinoïses de l'Est qui, après la *Wende*, furent réemployés par les services du BStU afin de permettre la restitution de leurs dossiers aux anciens citoyens de RDA ayant été observés (effaçant des dossiers les noms d'individus n'ayant pas de rapport direct avec la personne demandant à consulter son *Akte*). Chez ces personnes la confrontation aux aspects les plus sombres de l'histoire de RDA constitua le quotidien de plusieurs années. Ainsi cet extrait d'interview :

« Ce que contenaient ces dossiers... C'était quelque chose de grave... Il y a des familles qui ont été brisées en apprenant ce qu'ils contenaient. Il y a des gens qui ont tout à coup réalisé qu'ils avaient été espionnés par des proches et qui ont rompu les liens avec des

gens qu'ils avaient côtoyés toute leur vie, des amis, parfois des maris ou des femmes. (...) On ne peut pas imaginer la pression qui a été mise sur certaines personnes. Certains ont pratiquement été poussés au suicide... (...) J'ai eu accès à toutes sortes de dossiers, j'ai beaucoup appris sur notre histoire... Donc il nous fallait lire les dossiers et trier les informations afin de protéger les tiers... (...) Nous étions quasiment tous des gens de l'Est. (...) nous étions aussi les plus aptes à travailler sur notre propre histoire... (...) C'était un travail qui impliquait de grandes responsabilités, on devait avoir le bac et un haut niveau d'étude. (...) Nous n'avions pas l'autorisation d'en parler, on s'était engagé à ne pas divulguer d'informations sur ce que nous faisions. (...) J'en ai quand même parlé, mais jamais à l'extérieur, seulement dans la famille, avec mes enfants. (...) Je me souviens de cette femme qui était venue voir son dossier chez nous... Elle avait essayé de fuir avec son mari et son fils en passant la frontière en voiture. Ils ont échoué et les deux parents ont été mis en prison. L'enfant a été envoyé à l'assistance publique, or il était malade. Je pense que sa maladie n'a pas été diagnostiquée assez rapidement et l'enfant est mort, mais les parents n'en ont jamais rien su. Une fois sortis de prison, ils ne furent pas autorisés à revoir leur enfant et ne furent pas non plus informés du décès de leur fils. Et cette femme avait pensé pendant toutes ces années que son enfant était encore vivant et qu'il devait se trouver n'importe où en Allemagne. Et c'était écrit dans son dossier, le décès de son fils figurait dans le dossier. Et le jour où elle est venue le consulter avec l'espoir d'apprendre où était son fils, elle a appris sa mort. Alors elle a refermé le dossier, elle ne voulait plus rien lire, plus rien entendre et elle est sortie... » Marianne, 67 ans au moment de l'Interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Cet extrait d'entretien nous renseigne sur la mémoire de ces Berlinoises de l'Est qui travaillèrent au sein des archives de la Stasi pendant la période qui suivit la réunification. Ces personnes étaient aux premières loges pour constater les dégâts qu'avait causés le ministère de la Sécurité d'Etat pendant les années d'existence du régime est-allemand. Ils furent également, en tant qu'accompagnateurs des personnes consultant leurs dossiers, à même d'observer les conséquences, parfois dramatiques, que pouvaient entraîner les révélations contenues dans les archives. On peut également supposer que cette mémoire est, dans une certaine mesure, partagée, du moins l'est-elle au sein du cercle familial de ces personnes.

Enfin on peut également parler d'une mémoire relative au traitement qui a été fait de l'histoire des services de Sécurité d'Etat dans la sphère publique suite à la réunification.

« C'est un thème qui a été excessivement traité suite à la Wende, et d'une façon extrême. C'est quelque chose qui a été à la fois très travaillé et peut-être trop exploité. (...) Le débat sur le passé était très émotionnel, surtout chez les victimes et les gens qui se sont rendus compte qu'ils avaient été trahis et espionnés par leurs proches et également



du côté de l'Allemagne de l'Ouest où les gens se sont indignés. (...) Les médias ont joué un grand rôle dans tout ça. Je pense que les anciens citoyens de RDA ont eu besoin d'être tranquilles avec ça, ils n'avaient plus envie d'entendre parler de cette partie de leur passé. » Frederika, 28 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Cet extrait d'interview évoque le caractère émotionnel d'un débat qui, aux premières heures de la réunification, fut essentiellement porté par les anciennes victimes du régime et opposants est-allemands. Cette parole fut relayée par les médias, qui exploitèrent parfois le caractère scandaleux de ce volet du débat sur le passé socialiste. Malgré les précautions prises par les responsables de l'ouverture des archives de la Stasi, on ne put éviter certaines dérives médiatiques, telle que la campagne d'accusation qui pesa un temps sur Christa Wolf.<sup>197</sup>

La teneur des propos du débat sur le socialisme a parfois donné aux Berlinoises de l'Est l'impression que l'histoire de la RDA, que leur histoire, se réduisait à celle de la Stasi. De surcroît, ils furent confrontés au ressentiment de certaines sphères de la société ouest-allemande, indignées par ce qu'elles jugeaient n'être autre que le prolongement d'une « mentalité de concierge-espion » qui fut propre aux Allemands dans la période nationale-socialiste. Si le passé socialiste soulève autant l'indignation, c'est peut-être, parce qu'à certains égards, il fait ressurgir la « première dictature allemande ». Ainsi, pour certains Ouest- mais également Est-Allemands, la déstasification est-elle considérée comme une variante de la dénazification. Bien souvent en effet, le travail de mémoire sur le passé communiste est mis en parallèle avec cet étalon du travail de mis à jour par rapport à un passé criminel que constitue, du point de vue allemand, le travail sur le nazisme. Déplorer et dénoncer les attitudes révisionnistes, nostalgiques, ou le refus, de certains Allemands et Berlinoises de l'Est, de se confronter avec le passé socialiste, c'est oublier combien de résistances il a fallu désamorcer pour que la population ouest-allemande soit en mesure de se confronter résolument avec le national-socialisme.

Nous ne discutons pas ici le bien fondé de l'entreprise de confrontation au passé socialiste qui fut initiée au lendemain de la réunification. Le travail des sociétés sur elles-mêmes s'est révélé à bien des égards salutaire et il est de surcroît indispensable à l'ancrage des principes de la démocratie et de la liberté dans les mentalités. Ce que nous soulignons ici procède d'une double constatation. Celle, d'une part, qu'il existe une mémoire de la Stasi

---

<sup>197</sup> Romancière et essayiste est-allemande, critique à l'égard du régime, Christa Wolf fut accusée de collaborationnisme au cours d'une campagne médiatique politico littéraire visant à mettre « en cause la probité politique des intellectuels de RDA ». Voir sur ce thème l'article d'Anne Lemonnier ; « Les affres et les délices de l'ambiguïté/ quelques réflexions autour du livre de Christa Wolf « Was bleibt » », mis en ligne en mars 1993 sur le site : <http://multitudes.samizdat.net/Les-affres-et-les-delices-de-l>

chez les Berlinois de l'Est, et que, bien souvent, les personnes que nous avons rencontrées se posent la question des multiples arrangements qu'elles ont acceptés de passer avec le régime en place pour que leurs vies soient possibles. D'autre part, que la brutalité qui caractérisa la phase d'initiation du débat sur le passé est-allemand en Allemagne réunifiée a sans doute contribué, au sein de certaines sphères de la société est-allemande, au repli sur soi, à la démoralisation, au refus de se souvenir ou à la propension à jeter sur le passé un regard teinté de nostalgie. Mais intéressons nous à présent à la relation qu'entretiennent les Berlinois de l'Est avec cette incarnation de la dimension répressive du régime est-allemand que constitue *a priori* le Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*.

#### 3.2.5.4. La Haus 1 et ses publics est-berlinois

Dans les premiers temps de notre enquête nous fûmes relativement surpris par le fait que peu de personnes connaissent l'existence du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*. Plusieurs raisons, que nous avons par ailleurs évoquées au cours de ce qui a précédé, peuvent être imputées à un tel constat. Une mise en communication déficiente que l'on peut mettre en relation avec l'isolement institutionnel du mémorial (une faible mise en réseau avec les autres institutions muséales, fonds d'archives et centres de recherche travaillant sur des thèmes similaires) et l'insuffisance de ses moyens financiers. Nous avons toutefois constaté, au cours des années que nous avons passées à Berlin, que ces conditions s'améliorèrent peu à peu. Le musée dispose actuellement d'une meilleure visibilité dans les espaces publics, même si cette dernière est loin d'être optimale. En revanche, nous ne constatons que peu de changements au sein du musée lui-même.

Si, parmi les personnes issues des nouvelles générations originaires de l'Est que nous avons rencontrées, il en est peu qui ont visité la Haus 1, toutes s'accordent pourtant sur le fait qu'il est important de conserver de tels lieux, de se souvenir, à travers eux, des moments sombres de l'histoire du socialisme afin de proscrire à jamais les conditions qui permirent à un organe de répression et de contrôle social tel que la Stasi d'étendre son emprise sur la société.

« Je n'y suis jamais allée. Pour moi, une fois que la RDA n'existait plus, il n'y avait aucune raison de regarder en arrière. Je me sens davantage touchée par l'histoire du nazisme et de l'holocauste<sup>198</sup>. Cela dit, je trouve qu'il est important de préserver de tels bâtiments, ils sont

---

<sup>198</sup> Il est intéressant de noter que l'histoire du III<sup>ème</sup> Reich « touche » davantage l'enquêtée. Cela laisse à entendre que l'asymétrie qui existait entre le traitement du passé national-socialiste à l'Est et à l'Ouest de l'Allemagne est

comme des morceaux d'histoire. La population allemande a besoin de conserver des traces matérielles tels que les bâtiments de la Stasi et de faire en sorte que cette histoire ne se perde pas définitivement une fois tous les témoins disparus » Frederika, 28 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Cet extrait d'entretien nous donne un exemple du consensus qui existe au sein des nouvelles générations (c'est-à-dire les individus qui avaient moins de trente ans au moment de l'enquête) quant à la nécessité de conserver des traces du passé socialiste. Si Frederika insiste sur le fait qu'il est important de conserver des traces qui rappellent la dimension répressive du régime est-allemand et soit en même temps un support de la transmission d'une mémoire de la répression et de celle de ses victimes, elle ne se sent pour autant pas concernée par cette histoire. L'interviewée n'a en effet pas ressentie le besoin de s'intéresser à l'histoire, pourtant inextricablement liée à la sienne, de la RDA. Une fois le Mur tombé et la réunification achevée, elle ne vit pas la nécessité de « *regarder en arrière* », préférant se concentrer sur ce qu'elle vivait. Ceci est caractéristique d'une attitude partagée, au sein de certaines sphères de la société est-allemande, qui consiste à mettre son passé individuel et collectif entre parenthèses en vue d'appréhender un présent en constante mutation et de s'adapter aux nouvelles règles inhérentes à la société née de la réunification.

Chez les rares jeunes Berlinoises originaires de l'Est qui visitèrent le Musée, le consensus est le même, il importe de conserver de tels lieux car ils constituent le support à partir duquel la transmission d'une mémoire de la répression se perpétuera « *une fois tous les témoins disparus* ». Cependant, un certain nombre de caractéristiques propres au musée troublèrent ces jeunes enquêtés originaires de RDA au cours de leur visite. L'odeur, ainsi que la facture des meubles et du linoléum les renvoyèrent inmanquablement aux odeurs, aux matières et aux couleurs qui avaient peuplé leur quotidien durant l'enfance, créant un sentiment ambivalent entre le bien-être que suscite parfois la remémoration de souvenirs d'enfance et le malaise provoqué par le fait de se trouver en un lieu qui fut le centre organisateur du contrôle social de la répression sous l'ancien régime.

Chez d'autres jeunes individus originaires de l'Est de l'Allemagne, plusieurs raisons sont par ailleurs invoquées pour justifier le peu d'attrait suscité par le Musée de la Stasi. Ainsi cet extrait d'interview :

---

en passe de se résorber, que les nouvelles générations originaires de l'Est et de l'Ouest comprennent ce passé de la même manière et se rejoignent dans une même appréhension du sentiment national (nous n'avons malheureusement pas le temps de traiter de cette question ici, mais nous pouvons cependant affirmer que nos entretiens vont dans le sens de cette hypothèse). Par ailleurs, cet intérêt pour l'histoire de l'holocauste, n'est-ce pas une façon pour l'interviewée de se rapprocher de ses concitoyens ouest-allemands alors qu'un intérêt nourri pour sa propre histoire serait susceptible de l'en éloigner ?

« Il y a beaucoup de musées où voir des choses, des musées de peinture, d'art contemporain, d'architecture, de photos, etc. Je vais rarement dans des musées spécialisés sur des thèmes historiques. L'histoire de la RDA est une histoire récente, les musées qui traitent de ce passé sont des musées jeunes, les recherches sur ces thèmes ne sont pas encore complètes, pas assez approfondies, encore marquées par l'émotion. L'idée d'y aller seul me paraît invraisemblable. Je m'informe volontiers sur cette histoire mais par d'autres moyens. J'ai plutôt tendance à lire des livres, regarder des documentaires, lire des articles, m'informer sur Internet. » David, 29 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Le premier argument tient au fait qu'il existe, au sein du paysage muséal berlinois, une offre culturelle autre que celle que proposent les musées d'histoire. La capitale allemande est en effet réputée pour sa vie culturelle riche, la diversité de ses musées et de ses événements culturels (expositions temporaires et permanentes de peinture, photographie, architecture, design, etc.). De fait, l'interviewé préfère réserver son temps libre à la visite de musées proposant d'autres types d'expositions que celles portant sur l'histoire nationale. Non qu'il ne souhaite pas s'informer sur le passé socialiste, mais il préfère aux musées la littérature, les articles de presse et ouvrages scientifiques, les documentaires vidéo ou la recherche d'informations sur Internet.

Ce qui nous amène au deuxième argument soulevé par l'interviewé, qui se rapporte au caractère relativement récent de l'histoire de la RDA et à l'incomplétude des recherches menées sur ce thème. Comme d'autres, David souligne l'intensité émotionnelle relative aux débuts du débat sur le passé est-allemand. Le Musée de la Stasi est, selon lui, caractéristique de cette période, il est un musée « *jeune* », la lecture du passé qui y est proposée est encore « *marquée par l'émotion* ». L'idée de se rendre seul dans un tel musée paraît même « *invraisemblable* » à notre informateur. Il faut préciser ici que David fit la visite du Musée de la Stasi à notre demande et en notre compagnie. Il ne fut pas surpris par les premiers volets de l'exposition, mais fut en revanche étonné de voir figurer, au sein de la Haus 1, une exposition ayant pour thème la résistance et l'opposition, volet de l'exposition globale qu'il jugea intéressant et bien expliqué. Écoutant par ailleurs les propos d'un guide qui réalisait la visite des bureaux de Mielke, David jugea que le ton employé était polémique et que les propos du guide visaient davantage à « *ridiculiser l'institution* » et à « *diaboliser la personne de Mielke* » plutôt qu'à informer de façon concrète et objective sur les structures et la fonction de l'appareil de Sécurité d'Etat. Mais voyons à présent ce qu'il en est des anciennes générations.

Au fur et à mesure de nos recherches, nous constatons que les anciennes générations est-berlinoises connaissaient, quant à elles, la localisation et l'histoire du site de la *Normannenstrasse*, de même que la présence d'un musée dans le complexe de l'ancienne centrale berlinoise de la Stasi. Si peu de personnes, parmi celles que nous avons interviewées, se rendirent au Musée de la Stasi, certains visitèrent cependant des expositions et autres musées sur des thématiques similaires et adressèrent un certain nombre de critiques quant à la forme du travail sur le passé socialiste.

« J'ai visité 1000 expositions là-dessus, je n'ai pas éprouvé l'envie ni ressenti un quelconque intérêt d'y aller... (...) Et puis je ne trouve pas que ce soit la forme la plus idéale pour se renseigner sur cette question. C'est plus une forme qui fait appel à des choses inconscientes, qui est de l'ordre du ressenti, de l'émotionnel... Je sais à quoi m'attendre en allant dans un tel lieu, c'est sans surprise. Par exemple, je connais bien le Mémorial de la prison de *Hohenschönhausen*, je connais des gens qui y travaillent, les guides du mémorial... C'est une façon de faire de l'histoire que je n'encourage pas personnellement. (...) D'une manière générale, je trouve que ce thème est trop présent et présenté d'une manière trop émotionnelle, ce qui ne permet pas d'accéder à une vision réaliste de l'histoire. (...) Je pense que si on prend en charge la présentation d'un thème historique, alors on se doit de le faire de façon professionnelle c'est un engagement. Ça doit être fait intelligemment et objectivement. »  
Andreas M., 48 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Ici encore, les critiques adressées à l'encontre de la reconstruction et de la transmission du passé, telles qu'elles sont réalisées au sein des institutions muséales que sont l'ancienne prison centrale du MfS de *Hohenschönhausen* ou encore le Musée de la Stasi, visent leur caractère émotionnel, ainsi que l'indignation et la condamnation morale qu'elles suscitent. L'interviewé plaide ici pour une vision du passé qui serait davantage distanciée, pour un travail professionnalisé qui ferait intervenir le regard du scientifique à côté du regard subjectif de la victime. D'autres interviewés, qui visitèrent par ailleurs la Haus 1, invoquent les « *manques* » que comporte l'exposition, la volonté de personnifier la Stasi à travers la figure d'un Erich Mielke grossier et brutal. Pour d'autres encore, la lecture du passé que propose le musée de la *Normannenstrasse* demeure « *superficielle* » et « *orientée politiquement* », elle est avant tout le « *fruit du travail des victimes* ». <sup>199</sup>

Certains interviewés doutent, quant à eux, du bien fondé de la conservation en l'état des bureaux de Mielke.

---

<sup>199</sup> Manfred, 74 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

« Oui, en voyant tout cet attirail, j'ai trouvé cela ennuyeux et stupide de montrer Mielke et son entourage dans leur environnement. C'était des hommes de pouvoir, mais leurs goûts, leur vie quotidienne, ça a quelque chose de primitif. C'était simplement des rustres, des hommes stupides qui ont régné sur nous. Les premiers rangs des politiques et des officiels n'étaient pas les plus intelligents. Mais ceux du troisième rang étaient intelligents. Les dirigeants de la Stasi étaient des hommes de l'ombre, des gens remarquablement intelligents. Je n'ai pas beaucoup de souvenir de ce lieu, je me souviens de sa banalité, de la tristesse que ça m'a inspirée. » Volker, 63 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Les sentiments qu'a suscité la visite du musée chez cet interviewé sont de l'ordre de la tristesse et du dégoût. Il semble qu'un sentiment mêlé d'écœurement et de consternation prenne le pas sur l'indignation lorsque les anciens Berlinoises de l'Est sont confrontés à la banalité de lieux qui à la fois incarnent la Stasi et gardent la marque des hommes qui la dirigèrent.

Ici réapparaît en filigrane la critique portant sur le caractère scandaleux que prit parfois le débat sur le passé est-allemand, ainsi que sur la tendance à la personnification du MfS. A force d'invoquer la figure de Mielke, on en oublie que l'appareil de Sécurité comptait également ces « *hommes de l'ombre* » qui, pour la plupart, gardent obstinément le silence sur leurs agissements passés.

Enfin, il y a, parmi les interviewés issus des anciennes générations originaires de l'Est, des personnes qui estiment qu'il est essentiel de garder en l'état des lieux tels que les bureaux de l'ancien ministre de la Sécurité d'Etat parce que ceux-ci nous confrontent de manière directe à la banalité du mal. Pour certains interviewés, en effet, la Haus 1 est exemplaire de ce qu'a constitué la réalité du MfS. Il convient de conserver de tels lieux et de perpétuer la mémoire des victimes afin que les exactions commises sous le régime est-allemand ne soient pas banalisées. Il importe en outre, pour les victimes, d'avoir un lieu pour témoigner et se faire une place au sein de l'espace public.

### 3.2.5.5. Interaction entre mémoire institutionnelle et officielle et mémoire sociale

En Allemagne, la disparition de la RDA a donné lieu à un vaste travail sur le passé communiste, à ceci près que l'expression « travail de la société sur elle-même » n'est pas entièrement applicable au phénomène mémoriel en cours en Allemagne unifiée. En effet, si une petite partie de la population d'ex-RDA s'est effectivement attelée à la tâche

(essentiellement d'anciens opposants au régime et d'anciennes victimes), une part non négligeable des acteurs œuvrant à ce travail de mémoire est issue de l'Allemagne de l'Ouest. Le travail sur le passé est-allemand est donc un processus en partie exogène<sup>200</sup>, ou en tout cas perçu comme tel par une partie de la population à laquelle il s'adresse.

Le fait que ce travail de mémoire soit une des conséquences de l'absorption de l'ex-RDA par la RFA et que, *de facto*, il soit en partie réalisé par des acteurs considérés comme extérieurs, basant leur rapport à ce passé sur une rationalisation et non (également) sur une expérience (directement) vécue, constitue un facteur qui participe de l'exacerbation du caractère conflictuel du processus. Certains Berlinoises et Allemands de l'Est se sentent à la fois soumis à un jugement de valeur et désinvestis de la légitimité de se raconter eux-mêmes. Cette réalité peut engendrer, nous l'avons vu, un repli sur soi, un rapport au passé empreint de nostalgie, voire une indifférence en regard des débats portant sur la question du passé est-allemand.

Il semble cependant que les Berlinoises de l'Est, pour la plupart, demeurent dépositaires d'une mémoire qui englobe tant les aspects positifs du passé (notamment l'accès à la culture et aux loisirs – points que nous aborderons dans ce qui va suivre), que ses aspects négatifs. La centrale berlinoise du MfS étant autrefois fermée à la population, les souvenirs qu'elle suscite se rapportent davantage à l'institution qu'au lieu. De toute évidence, ces souvenirs sont connotés de façon extrêmement négative. Pour autant, ces aspects du passé ne sont pas ignorés par les Berlinoises de l'Est qui furent nombreux à nous apporter leurs témoignages sur cette partie sombre de leur histoire collective, ainsi que sur la façon dont ils composèrent au quotidien avec cette réalité. Ces multiples témoignages prouvent que l'évocation d'un bâtiment tel que la centrale berlinoise de la Stasi suscite des souvenirs, des anecdotes, mais également des images, des idées et des valeurs. On peut toutefois se demander si ces souvenirs sont aujourd'hui partagés, transmis, communiqués par le biais de pratiques sociales de la mémoire (une mémoire communicationnelle). Rien ne nous permet d'affirmer que cette mémoire de la Stasi, qui se fonde sur une expérience collective, est aujourd'hui transmise via l'échange, dans sa dimension sociale et intergénérationnelle, au sein d'un groupe supposé est-berloinois. En effet, la plupart des témoignages provenant des nouvelles générations originaires d'ex-RDA indiquent que la transmission de la mémoire de la quotidienneté en Allemagne de l'Est (et notamment sur des questions relatives à la répression et au contrôle en RDA) ne s'effectue pas via l'échange entre générations, mais qu'elle procède d'une recherche

---

<sup>200</sup> On pourrait dire qu'il est un travail en commun sur un passé singulier, ce qui fait du cas du travail sur le passé est-allemand une exception en Europe centrale et Orientale.

individuelle et d'un recours à des sources diverses (littérature scientifique, romans, documentaires, Internet, etc.). Il semblerait donc que la dimension communicationnelle de la mémoire de la RDA tende à disparaître au profit d'une mémoire culturelle, dont les supports sont l'écrit, la vidéo ou encore le musée.

Par ailleurs, on peut également supposer que l'existence de mémoires individuelles relatives à la Stasi chez les Berlinoises de l'Est issus des anciennes générations n'est pas étrangère au vaste travail de mise à plat du passé effectué en amont par les membres de la société civile est-allemande et les politiques publiques de la mémoire. La récolte de témoignages sur des questions relatives à l'interaction entre société et MfS aurait certainement été plus malaisée si aucun travail sur cette dimension du passé socialiste n'avait été réalisé depuis 20 ans. Il semble néanmoins que la production de discours officiels sur le passé est-allemand (sur ses côtés sombres, notamment) engendre chez les Berlinoises de l'Est des réactions ambivalentes, entre acquiescement et réflexion, d'une part, et exaspération et rejet, de l'autre.

Le rapport qu'entretiennent actuellement certains Berlinoises de l'Est, issus des anciennes – et parfois des nouvelles – générations, au Musée de la Stasi (désintérêt, évitement, dégoût), nous révèle plusieurs choses.

Tout d'abord, une méconnaissance du Musée de la Stasi et de ce que l'on y traite (dû à la déficience de la communication réalisée autour de la Haus 1). Certains, s'attendant à pénétrer un « musée des horreurs », ne préfèrent pas s'y rendre. Les quelques Berlinoises de l'Est qui nous ont accompagné au musée ont d'ailleurs été favorablement surpris par la partie de l'exposition traitant de l'opposition et de la résistance à Berlin-Est. Le refus de se rendre au Musée de la Stasi est donc justifié par le fait que l'on s'attend à ce que l'on va trouver dans ce type de musée. Plus encore c'est le côté « mémoires d'anciens opposants » qui peut rebuter. Ce rapport au lieu traduit donc davantage une réaction aux modalités du travail sur le passé est-allemand tel qu'il s'est effectué jusqu'à aujourd'hui en Allemagne réunifiée plutôt que le simple refus de se souvenir. Nous touchons ici à l'interaction entre deux dynamiques qui s'influencent réciproquement ; la constitution d'une mémoire sociale (individuelle et collective) et celle d'une mémoire institutionnelle, dans laquelle viennent s'inscrire des discours publics sur le passé.

Si l'enjeu du travail sur le passé est, comme le rappelle Habermas, de « modifier la conscience par la recherche en commun d'un accord avec soi-même sur son identité collective », il convient dès lors de s'interroger sur la manière d'investir davantage les Berlinoises et Allemands de l'Est dans les processus de construction mémorielle (Habermas,



2005 : 104). Cet investissement pourrait être suscité par l'organisation de collectes de témoignages à partir des musées et mémoriaux traitant du passé est-allemand. Les anciens Berlinoises et Allemands de l'Est apporteraient ainsi leurs témoignages sur les divers aspects de la quotidienneté en Allemagne de l'Est. Un tel dispositif jetterait un pont entre une mémoire culturelle et une mémoire communicationnelle de la quotidienneté en RDA. En effet, si le musée, en tant support matériel de la mémoire culturelle, vient « prendre le visiteur là où la mémoire familiale et l'histoire scolaire l'ont laissé », il est tout autant un lieu de compilation, de préservation et de restitution des témoignages (Wahnich, 2005 : 30 ; Eckert, 2006). Cela pourrait par ailleurs pallier la sous représentation, au sein du paysage mémoriel du communisme, de la question de la quotidienneté et de la résistance dans une société, certes dominée par un parti unique, mais également traversée d'attitudes individuelles multiples et contradictoires envers le régime, entre « acceptation » et « rébellion », « enthousiasme » et « mépris », « loyauté méfiante » et bonheur au sein d'une société à niches (*Nischenglück*) (Sabrow, 2007 : 32).

### 3.2.6. La constitution d'un paysage mémoriel du socialisme à Berlin, à l'articulation de l'action de la société civile et des politiques publiques de la mémoire

Ce que nous avons mis en exergue concernant le Musée de la Stasi nous révèle par ailleurs le rôle crucial de la mobilisation des groupes sociaux dans les processus de valorisation de certains hauts-lieux. Ces mobilisations sociales et populaires qui accompagnent la transformation ou la protection des lieux nous montrent que l'espace est devenu un élément clef de la reconnaissance des groupes sociaux et de leurs aspirations dans le contexte urbain contemporain.

Dans le cas du Musée de la Stasi, d'anciens opposants et victimes est-allemands s'intéressent à un lieu en raison de son caractère emblématique, de sa valeur en tant que lieu exemplaire en regard de l'histoire de la répression en RDA. Ces initiatives citoyennes produisent de la mémoire en travaillant conjointement le passé du lieu et le leur. Cette mémoire « se fixe [ensuite] sur des objets qu'elle transforme en témoignages » (les locaux du quartier général du ministère, les objets exposés au sein du musée) [Glévarec, Saez, 2002 : 256]. En se saisissant d'une partie des locaux de l'ancienne centrale de la Stasi, ces groupes sociaux travaillent à la construction de leur reconnaissance au sein l'espace public en même temps qu'ils œuvrent à la transmission d'un message pédagogique fondé sur le récit de leur expérience collective. Aussi, la réappropriation de l'espace soutient-elle les revendications de

ces groupes – en termes de reconnaissance et de justice historique – en même temps qu'elle ancre leur présence et leur expérience vécue « dans la matérialité des choses et des lieux » (Veschambre, 2008 : 8). Le marquage du territoire urbain par les associations de victimes et d'opposants nées de la Révolution pacifique est ici intrinsèquement lié à leur reconnaissance au sein de l'espace public. Ce marquage permet de prolonger la visibilité que ces groupes sociaux – qui partagent une même expérience collective, une même mémoire marquée par la souffrance – avaient acquise au cours des événements de 1989-1990.

En second lieu, on peut dire du processus d'institutionnalisation de la Haus 1 qu'il nous renseigne sur la façon dont s'articule, d'une part, le travail des initiatives citoyennes en matière de construction mémorielle et de valorisation de hauts-lieux et, d'autre part, l'action des politiques publiques de la mémoire. Nous avons vu que les processus de construction du paysage mémoriel du communisme à Berlin résultent, pour une part, de l'investissement des associations de victimes et d'anciens opposants. Les projets nés de cet investissement sont ensuite évalués par des commissions composées de personnalités scientifiques (historiens, politistes, sociologues, ethnologues, etc.) et politiques (certaines issues de l'Ouest, d'autres étant d'anciens opposants au régime est-allemand) désignées par les instances publiques au niveau local et fédéral. Les reconstructions du passé générées à partir de lieux transformés en musées et mémoriaux sont ainsi sanctionnées et négociées à travers l'interaction qui se noue entre associations mémorielles (initiatives citoyennes composées de victimes, d'anciens opposants au régime et parfois de scientifiques) et institutions scientifiques et politiques s'échelonnant du local au global (universités, institutions locales, fédérales, etc.).

L'action du Bund et du Land traduit le souci de structurer et de réguler le paysage mémoriel du communisme local (et, au-delà, national) en procédant au regroupement des mémoriaux et musées selon de grands axes thématiques (Domination, Société, Résistance ; Surveillance et Poursuite ; Partition et Frontière) et en veillant à ce que les interprétations du passé élaborées en leur sein soient conformes aux grandes orientations nationales en matière de travail sur le passé socialiste. Les politiques publiques de la mémoire tendent ainsi à faire émerger une topographie de « lieux de mémoire et d'apprentissage » permettant la diffusion de messages pédagogiques sur des aspects distincts du passé socialiste, chacun de ces messages devenant clairement identifiables dans l'espace de la ville.

Ainsi, nombre de mémoriaux rappelant l'histoire de la séparation de l'Allemagne, de la répression ou de l'opposition en RDA, et qui ont été fondés à l'initiative d'anciens opposants et d'anciennes victimes du régime du SED, se trouvent aujourd'hui insérés dans des réseaux (via, notamment la création de fondations) qui facilitent leurs financements ainsi

que leur mise en relation avec les instances fédérales et locales en charge du travail sur le passé socialiste.<sup>201</sup> Parmi cette constellation de hauts-lieux renvoyant à la mémoire locale du communisme, la Haus 1 est le seul mémorial au sein duquel la participation du Bund et du Land ne semble pas être souhaitée.

La situation du Musée de la Stasi plus de 20 ans après la chute du Mur (manque de moyens et de visibilité, faiblesse des financements alloués par la ville et l'Etat pour la bonne conduite du projet porté par l'association ASTAK) révèle implicitement les tensions qui existent entre l'association et les instances mémorielles régulatrices du Bund et du Land. L'un des enjeux de ces tensions semble être l'autonomie et la légitimité des membres de l'association dans la production de discours sur leur propre passé, impliquant notamment l'expression d'une mémoire marquée par l'expérience de la souffrance. Une plus grande implication des pouvoirs publics au projet mémoriel de la Haus 1, que ce soit en termes de financement, d'aide à l'amélioration des expositions ou à la professionnalisation du travail accompli dans le cadre du projet, suscite en effet la méfiance des anciens opposants et victimes de la Haus 1, qui craignent de se voir déposséder de leur légitimité dans l'interprétation de leur propre passé. Or, comme l'ont par ailleurs fait remarquer Hervé Glévarec et Guy Saez dans un ouvrage qu'ils consacrent aux associations patrimoniales, « les membres des association insistent sur le rapport actualisé à [la] mémoire à travers des modalités de transmission qui tendent à refuser de trop fortes médiations scientifiques ou institutionnelles, qui gommeraient [la] dimension affective » (Saez, Glévarec, 2002 : 273).

Une intervention accrue des pouvoirs publics au projet de la Haus pose en outre la question de la collaboration des acteurs de la Haus 1, et notamment des témoins, avec les experts (historiens, chercheurs en sciences humaines, muséographes, etc.). La difficulté d'une telle confrontation réside dans le décalage qui existe entre l'exposition des faits et leur analyse. Le témoignage est par nature subjectif, marqué par l'émotion, tandis que le regard scientifique se doit d'être suffisamment distant pour prétendre à une certaine objectivité. Cette tension entre le chercheur et le témoin peut toutefois se révéler des plus fécondes dans le cadre de l'élaboration d'un message pédagogique qui se fonde sur la référence à un passé exemplaire. La complémentarité des apports du scientifique et du témoin permet en effet de comprendre l'événement historique dans ce qu'il a de singulier et d'universel. Elle contribue par ailleurs « à transformer [...] la mémoire en objet historique » et à en faciliter la transmission (Gomart, 1999 : 104). Les recommandations émises par les commissions

---

<sup>201</sup> C'est le cas du *Erinnerungsstätte Notaufnahmelager Marienfelde* ou encore du Mémorial de la prison berlinoise du MfS de Hohenschönhausen (*Gedenstätte Berlin Hohenschönhausen*).

d'enquêtes qui se prononcèrent sur le sort de la Haus 1 témoignent de ce souci de préserver la place du témoin dans les processus de construction mémorielle tout en cadrant ces discours sur le passé via une intensification de la collaboration entre les membres de la Haus 1 et le monde scientifique.

La Haus 1, lieu particulièrement emblématique en regard de l'histoire de la répression en RDA, représente un enjeu crucial pour les pouvoirs publics, actuellement engagés dans un vaste travail de structuration du paysage mémoriel communiste à Berlin, et ce pour au moins deux raisons, qui viennent immédiatement à l'esprit.

Premièrement, les recommandations, plusieurs fois renouvelées, à la faveur d'une mise en réseau des associations et initiatives de la Haus 1 avec leurs homologues des pays d'Europe centrale et orientale nous montrent que la constitution du paysage mémoriel communiste à Berlin est perçue comme un enjeu dans le cadre de l'élargissement européen. Le passé communiste constituerait en effet une ressource dans la constitution d'une histoire commune (supposant la mise en place de programmes analogues d'éducation politique) s'adressant aux populations des pays européens marquées par une expérience similaire du socialisme. Le travail comparatiste sur le passé socialiste en Europe, en tant qu'il s'ancre à la fois dans le travail des membres de la société civile, des experts et s'inscrit dans une série de hauts-lieux de la répression socialiste à travers l'Europe, permettrait la construction de messages pédagogiques contextualisés, « susceptibles de fonder des référents communs » se rapportant au système de valeurs et de normes inhérents au modèle des démocraties européennes (Glevarec, Saez, 2002 : 274). Au-delà, comme le fait remarquer Rainer Ecker dans un article qu'il consacre à la muséification de la RDA : « Il s'agit de comprendre et de transmettre l'idée que, dans la perspective du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle, la résistance – ou en d'autres termes le courage citoyens et les traditions d'opposition, jusqu'aux *samizdat* et aux différentes contre-cultures – est un élément central de l'identité européenne dont la portée est universelle » (Ecker, 2006 : 62). L'histoire et la mémoire du passé socialiste peuvent dès lors être envisagées comme un vecteur d'intégration à la communauté européenne pour les pays d'Europe centrale et orientale. Dans une telle perspective, Berlin pourrait bien devenir un centre d'impulsion de l'internationalisation du travail sur le passé socialiste.

Deuxièmement, il apparaît que la constitution du paysage mémoriel du socialisme dans la capitale allemande représente un atout au niveau local. Berlin est une ville qui porte les stigmates des vicissitudes de l'histoire récente allemande et, au-delà, européenne. Cette particularité, *a priori* handicapante, est devenue une qualité sous l'action des politiques de la ville (mise en valeur du passé récent de la ville via la construction de musées, de mémoriaux

ou l'intervention artistique transfigurant la mémoire de la ville et de ses espaces, etc.). La valorisation de l'héritage historique récent à Berlin peut en effet être envisagée comme une ressource susceptible d'intensifier le tourisme historique local, d'améliorer l'image de la ville (Berlin, « ville d'histoire ») à l'intérieur comme à l'extérieur du pays et, partant, de la rendre attractive aux yeux des « populations favorisées », mais également des investisseurs privés et publics (Le Galès, 1995 : 70). Dans cette perspective, il convient de bâtir des musées modernes, susceptibles de recevoir un flux important de publics tout en leur offrant ce qui se fait de mieux tant en matière de techniques muséographiques (mise en valeur et conservation des objets, scénographie, interactivité, aménagements architecturaux esthétisants et optimisant la circulation des individus au sein des expositions, etc.) et de facilités (aménagement d'espaces de conférence, de restauration, ou d'espace de commodité, etc.).<sup>202</sup>

Dans ce qui suit, nous nous intéressons au Palais de la République, un bâtiment qui, comme l'ancienne centrale du MfS à Berlin, a partie liée avec l'histoire de la RDA, mais dont l'évocation est en revanche plus propice à la mise en avant de souvenirs positifs de la RDA.

---

<sup>202</sup> Notons ici que, du point de vue de l'association ASTAK, de tels bouleversements engendreraient fatalement une perte d'authenticité du lieu.

### 3.3. Le Palais de la République

Le Palais de la République était un lieu central de Berlin (voir annexe n°15) et un témoignage architectural des plus visibles et des plus marquants de l'histoire de l'Allemagne de l'Est. Il a été au centre de polémiques dans lesquelles ses partisans affrontaient ceux qui étaient pour sa suppression du paysage berlinois. C'est à travers ces conflits, et ce qu'ils ont généré en termes de manifestations politiques et culturelles, que le Palais de la République est peu à peu devenu l'affaire de tous, un lieu de mémoire débordant du seul cadre de l'histoire de Berlin-Est. Cette polémique sur le devenir de ce témoin de l'époque socialiste a duré une dizaine d'années à l'issue desquelles le Bundestag allemand, « l'institution parlementaire centrale de la vie politique et l'organe étatique suprême de la démocratie en Allemagne »<sup>203</sup> vota, le 4 Juillet 2002, en faveur de la démolition de l'édifice et de la reconstruction partielle du château des Hohenzollern.

La plupart des Berlinoises disent à propos du cas du Palais de la République qu'il relève d'une guerre des symboles entre la RFA assimilatrice et l'ex-RDA. Qu'y a-t-il au-delà de la simple constatation de la polémique qui a fait rage autour du Palais ? Que révèlent la forte mobilisation, l'expression d'émotions patrimoniales et les conflits qui ont divisé un temps l'opinion publique berlinoise ?

#### 3.3.1. L'île de la Spree, le château et le Palais, quelques jalons chronologiques et événementiels pour comprendre l'histoire et les particularités du site

Avant de nous lancer dans la description et l'analyse des faits que nous avons pu observer et qui touchent au devenir du Palais de la République, il convient de revenir sur l'histoire et les caractéristiques d'un site qui a toujours représenté un enjeu pour la ville ; cette portion de l'actuelle *Museum Insel* où se sont succédés le château des Hohenzollern et le Palais de la République.

C'est à partir de cette île, située sur la Spree<sup>204</sup> que Berlin a commencé à se développer. Originellement, Berlin est constitué de deux bourgs que sépare la Spree : Cölln se développe sur l'île et Berlin sur les rivages nord-est avoisinants. Les deux communes se partagent le contrôle du trafic fluvial et des activités commerciales et économiques naissantes.

---

<sup>203</sup> Il s'agit de la définition que le Bundestag donne de lui-même sur son propre site informatif.

<sup>204</sup> Rivière qui traverse Berlin.

Entre le 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> siècle, Berlin et Cölln adhèrent à la ligue des villes de la Hanse qui jalonnent les routes commerciales entre Anvers et Riga. Ces bourgs occupent une position géographique centrale sur les voies de communication commerciales reliant les plaines de Pologne à la mer du Nord et la Saxe à la Baltique. Au 15<sup>ème</sup> siècle, les Hohenzollern acquièrent l'Electorat du Brandebourg<sup>205</sup> et installent leur résidence à Berlin-Cölln, la ville devenant le fief d'une dynastie qui règnera sur la ville, la Prusse et enfin l'Empire allemand jusqu'en 1918. Dans la seconde moitié du 15<sup>ème</sup> siècle, le château des Hohenzollern est érigé sur l'île de la Spree (l'achèvement de l'édifice originel est daté de 1451). En 1448, les Berlinois se soulèvent contre la construction du nouveau château de l'électeur Frédéric II, dit « à-la-dent-de-fer ». Ces émeutes sont connues sous le nom de *Berliner Unwillen* (mécontentement berlinois). Les émeutes tournent au désavantage des émeutiers. La ville doit renoncer à son statut de ville libre de la Hanse et devient la résidence officielle des comtes de margraves et électeurs du Brandebourg. Les activités économiques de la cité, jusqu'alors tournées vers le commerce, sont converties en production de biens de luxe à destination de la cour, la ville connaît alors un essor démographique ainsi qu'une importante paupérisation.

La religion réformée est introduite par le prince électeur en 1539. A cette même époque, le château connaît les premières modifications qui lui confèrent l'aspect d'une véritable résidence princière. Le château est agrandi et aménagé selon le modèle des châteaux de Saxe (cour carrée, tours d'angle, toits à pignons). L'édifice sera réaménagé plusieurs fois jusqu'au 17<sup>ème</sup> siècle et finit par s'apparenter à un assemblage successif d'objets qu'on a parfois jugés peu harmonieux.

Dans la première moitié du 17<sup>ème</sup> siècle, Berlin est ravagé par la guerre de Trente ans (1618-1648), ses faubourgs sont anéantis. De 1640 à 1688, le prince électeur Frédéric-Guillaume fait du château le cœur de la ville en faisant construire plusieurs quartiers aux alentours de celui-ci et en procédant notamment au percement d'*Unter den Linden*<sup>206</sup> qui relie le château au *Tiergarten*<sup>207</sup> (à l'Ouest). Entre 1698 et 1707, l'harmonisation du château est entreprise sous les ordres de Frédéric I<sup>er</sup>. Le Grand électeur de Brandebourg, devenu roi de Prusse<sup>208</sup>, fait appel aux services de l'architecte allemand Andréas Schlüter, puis du Suédois Johann Eosander von Göthe, qui confèrent au château sa forme quasi définitive. L'édifice uniformisé devient un exemple de l'architecture baroque de l'époque. Il est en outre perçu

---

<sup>205</sup> Frédéric de Hohenzollern, issu d'une famille du Sud de l'Allemagne, reçoit la marche de Brandebourg en 1417.

<sup>206</sup> L'équivalent des Champs-Élysées à Berlin.

<sup>207</sup> Vaste parc, aujourd'hui centre géographique de Berlin.

<sup>208</sup> Frédéric III fut couronné roi de Prusse à Königsberg en 1701, il prend alors le titre de Frédéric I<sup>er</sup>.

comme l'incarnation de la monarchie absolue et le symbole du redressement de la Prusse au lendemain de la Guerre de Trente ans. En 1850, la chapelle du château est pourvue d'un dôme, œuvre de l'architecte Friedrich August Stüler, élève de Karl Friedrich Schinkel. Le château ne connaît pas de transformation majeure suite à cette dernière intervention.

Au 18<sup>ème</sup> siècle, Berlin connaît un accroissement démographique et un développement industriel importants qui s'accroissent au cours du 19<sup>ème</sup> siècle. La ville va en s'étendant ; la population quadruple entre 1816 et 1871, passant de 197000 à 826000 habitants. A l'issue d'une guerre victorieuse contre la France, l'unité allemande est proclamée au château de Versailles en 1871. Berlin devient alors la capitale de l'Empire allemand. Entre le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle et les années 1920, Berlin est un centre où fleurit une activité industrielle prospère qui fera de la ville un des premiers centres industriels allemands derrière l'énorme conglomérat du *Ruhrgebiet*, « la production culturelle » étant « le surplus qui en résultait » (Zischler, 1999).<sup>209</sup> A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la capitale allemande, qui a connu une expansion anarchique tout au long du siècle, acquiert le rang de métropole avec 2,7 millions d'habitants.

La Première Guerre mondiale est déclarée par Guillaume II en 1914 devant le château des Hohenzollern. Elle s'achève par la défaite de l'Allemagne et l'abdication de l'empereur en 1918. Le 9 novembre de la même année, Karl Liebknecht, leader du mouvement spartakiste et fondateur du Parti communiste allemand, proclame la République socialiste du haut du balcon du château des Hohenzollern (déclaration qui reste sans effet). En 1919, la première Constitution démocratique est promulguée qui fonde la République de Weimar. Cette période correspond en outre à l'apogée du développement de la capitale avec la création, en 1920, du Grand Berlin qui regroupe les villes et les municipalités environnantes. L'ancienne demeure impériale revient à la famille des Hohenzollern qui passe un contrat avec l'Etat : le château dépend dès lors en partie d'une administration en charge des châteaux et des jardins de la ville. L'édifice impérial est ainsi progressivement transformé en musée sous l'impulsion du directeur de la galerie nationale. En 1921, le château des Hohenzollern est promu musée des arts décoratifs.

Douze ans plus tard, Hitler prend le pouvoir. Berlin devient la capitale du III<sup>ème</sup> Reich. A l'avènement des nationaux-socialistes au pouvoir, les jardins du château municipal sont transformés en place destinée à accueillir les défilés militaires et manifestations de masse qui participent à asseoir et renforcer ce régime. En 1933, les nationaux-socialistes dissolvent l'association d'art allemand prétextant qu'elle contribue à la production d'un « art dégénéré ».

---

<sup>209</sup> Voir annexe n° 16.



L'espace qui revenait aux activités de cette association dans le château est supprimé. Les expositions d'arts qui demandent à avoir lieu au château doivent au préalable être jugées et acceptées par un comité constitué de nationaux-socialistes. Certaines pièces du palais se ferment alors que d'autres reçoivent les expositions définies comme « acceptables » par le régime.

En 1939, éclate la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne envahit et occupe la plupart des pays européens et finit par être vaincue par la résistance que lui opposent les Alliés. Le château des Hohenzollern est sérieusement endommagé par les bombardements alliés sur Berlin entre 1944 et 1945. Le 8 Mai 1945 la capitulation de l'Allemagne est signée. Berlin est divisé en 4 secteurs d'occupation administrés par les Alliés. Le 7 octobre 1949 voit la fondation de la République Démocratique Allemande (RDA) dont Berlin-Est est la capitale. En 1950, Walter Ulbricht, alors secrétaire général du comité central du SED, décide du dynamitage des ruines du château, pour des raisons économiques (la reconstruction de cet édifice est alors jugée trop coûteuse) et politiques (le château des Hohenzollern est dénoncé comme symbole du militarisme prussien). En 1951, la Place du Château et le *Lustgarten*, « qui servait de jardin d'agrément au château depuis la fin du 16<sup>ème</sup> siècle » sont rassemblés en un tout et rebaptisés place Marx Engels (Chauliac, 2005 : 46). « En réunissant non seulement les deux anciennes places, mais aussi le lieu même où se trouvait le château avant sa destruction, on avait ainsi une immense place baptisée Marx-Engels-Platz qui devait permettre le rassemblement de 800 000 à 1 million de personnes » (Chauliac, 2005 : 46). Choisie à l'origine par les instances politiques pour devenir une place dédiée aux manifestations officielles du régime, la place Marx Engels reste déserte jusqu'en 1976. Le gouvernement lui préfère l'axe de la *Staline Allee*, devenue *Karl-Marx Allee* depuis 1961, afin de recevoir les défilés à l'occasion des fêtes nationales est-allemandes.

### 3.3.2. Le Palais de la République, un monument qui s'ancre dans l'histoire allemande

La reconstruction et l'installation d'un système politique et économique socialiste par l'occupant soviétique marquent les débuts de la RDA. Le régime qui se met en place dans le but d'édifier le socialisme en Allemagne de l'Est est répressif. Toutefois, comme nous l'avons déjà évoqué, la société de RDA connaît des périodes au cours desquelles la répression se relâche.

La fin des années soixante est caractérisée par une politique de détente. L'*Ostpolitik* est initiée par les sociaux démocrates ouest-allemands. En 1971, Erich Honecker succède à

Walter Ulbricht à la fonction de premier secrétaire du SED. Le gouvernement se focalise alors sur l'accomplissement d'objectifs sociopolitiques. A cette période, en effet, se développe, en Allemagne de l'Est, une politique qui se prétend davantage tournée vers le bien-être des citoyens (augmentation du niveau de vie de la population, élargissement de l'accès aux loisirs et à la culture). Les instances dirigeantes est-allemandes, soucieuses d'aboutir à la reconnaissance diplomatique du pays, entreprennent par ailleurs d'intensifier les activités de la RDA sur la scène internationale. Dès lors, l'idée de construire un Palais sur la place vide de la *Museum Insel* voit le jour. Dans un tel contexte, le besoin se fait effectivement sentir à Berlin-Est de se doter d'un lieu qui puisse à la fois satisfaire aux nécessités d'une politique internationale et aux besoins du peuple en matière de développement culturel. En 1972, la construction d'un bâtiment central sur la *Marx-Engels-Platz* est officiellement annoncée. Les concepteurs du PdR (*Palast der Republik*), Karl-Ernst Swora et Heinz Graffunder, définissent le futur édifice comme une « Maison du Peuple », réalisée dans la tradition du mouvement travailliste allemand du 19<sup>ème</sup> siècle. Comme nous le rappelle Claire Colomb à ce propos :

« Le concept de la maison du peuple (*Volkshaus*) trouve son origine dans les expérimentations du 19<sup>ème</sup> siècle, comme le « Mechanic Institutes » anglais et la « Maison du Peuple » française. Ces institutions furent développées par le mouvement travailliste émergent, ou par des groupes philanthropiques réformistes dont le but était de pourvoir à l'éducation de la classe ouvrière (...). L'idée d'une Maison du Peuple s'opposait à la conception bourgeoise de la culture en tant qu'incarnée dans les institutions classiques tels que les musées, les salles de concert et les opéras. De telles maisons se développèrent en Allemagne dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle et pendant la République de Weimar, sous l'influence de la Social-démocratie et du mouvement syndical. Quand les Nationaux-socialistes se saisirent du pouvoir, les associations culturelles des travailleurs et les Maisons de la Culture furent fermées ou reconverties. Entre 1945 et 1989, la RDA encouragea le développement d'un dense réseau de Maisons du Peuple et de Maison de la Culture à travers l'Allemagne de l'Est – entre 600 et 2700 lieux spécifiques sous différents patronages. Toutefois, dès lors que ces institutions étaient contrôlées par l'Etat, en accord avec le modèle soviétique du « Palais de la Culture », l'idée d'un développement de soi culturel autonome de la classe ouvrière à travers les « Maisons du peuple » était perdue. Le *Palast der Republik* était une combinaison hybride de ces deux traditions opposées : l'idée d'une Maison du Peuple autogérée en vue d'un développement culturel de la classe des

travailleurs, et le Palais de la Culture de style soviétique simplement contrôlé par l'Etat. » (Colomb, 2007 : 309)

En 1973, les travaux de construction du PdR commencent. C'est dans un contexte de relative ouverture et de stabilité (la RDA ayant été reconnue par la RFA, puis sur la scène internationale) que le gouvernement d'Erich Honecker inaugure, en grande pompe, son nouveau bâtiment officiel. Aussi l'inauguration du PdR, le 23 avril 1976, donne-t-elle lieu à une grande cérémonie à laquelle sont conviés les membres du gouvernement ainsi que les concepteurs et constructeurs du Palais.

Le nouveau bâtiment s'insère dans un ensemble urbain réunissant les sièges du conseil d'Etat (*Staatsratgebäude*) et du ministère des Affaires étrangères (*Außenministerium*) de la *Marx-Engel-Platz*, ainsi que plusieurs autres édifices dont le plus dominant est sans conteste la tour de télévision. En 1983, une partie de la *Rathausstrasse* (rue de la mairie) est rebaptisée du nom de *Marx-Engels-Forum*, les statues de Marx et Engels sont érigées en 1986 sur la vaste esplanade qui s'étend de la tour de télévision jusqu'aux rives de la Spree. Les pères du communisme, tournant le dos au Palais, semblent faire face à l'avenir incarné par la colossale *Fernsehturm* (tour de télévision). Cet ensemble architectural, cœur de la capitale est-allemande, exprime certains des principes de l'idéologie socialiste de cette période. Il met en scène les figures des pères fondateurs, du progrès, de l'ouverture sur le monde, du bien-être social, de l'accès à la culture mais il est également évocation de la puissance déployée par le pouvoir pour s'incarner au cœur de la cité.

« Un peu plus tard on va construire ce qu'on appelle le Marx-Engels-Forum, entre la tour de télévision et la Spree. Avant, c'était un îlot de Mietskasernen. Donc construire de grands édifices à cet endroit central, c'était aussi investir l'espace avec les symboles du pouvoir du gouvernement et montrer ces symboles à la population. Alors on note trois différents symboles juste au centre de Berlin. La tour de télévision (...). Cette tour de télévision peut émettre des messages de RDA vers le monde entier, autour, il y a les bâtiments du pouvoir ; le Staatsratsgebäude (le bâtiment du conseil d'Etat) (...). Puis il y a le Palais de la République, avec sa grande salle qui pouvait accueillir entre 800 et 5000 personnes selon la façon dont on la modulait. On a dit que c'était la salle la plus moderne d'Europe. Le Palais avait aussi une fonction politique, il abritait la chambre du peuple de RDA. » Horst S., 87 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Breslau (Wrocław), Allemand de l'Est.

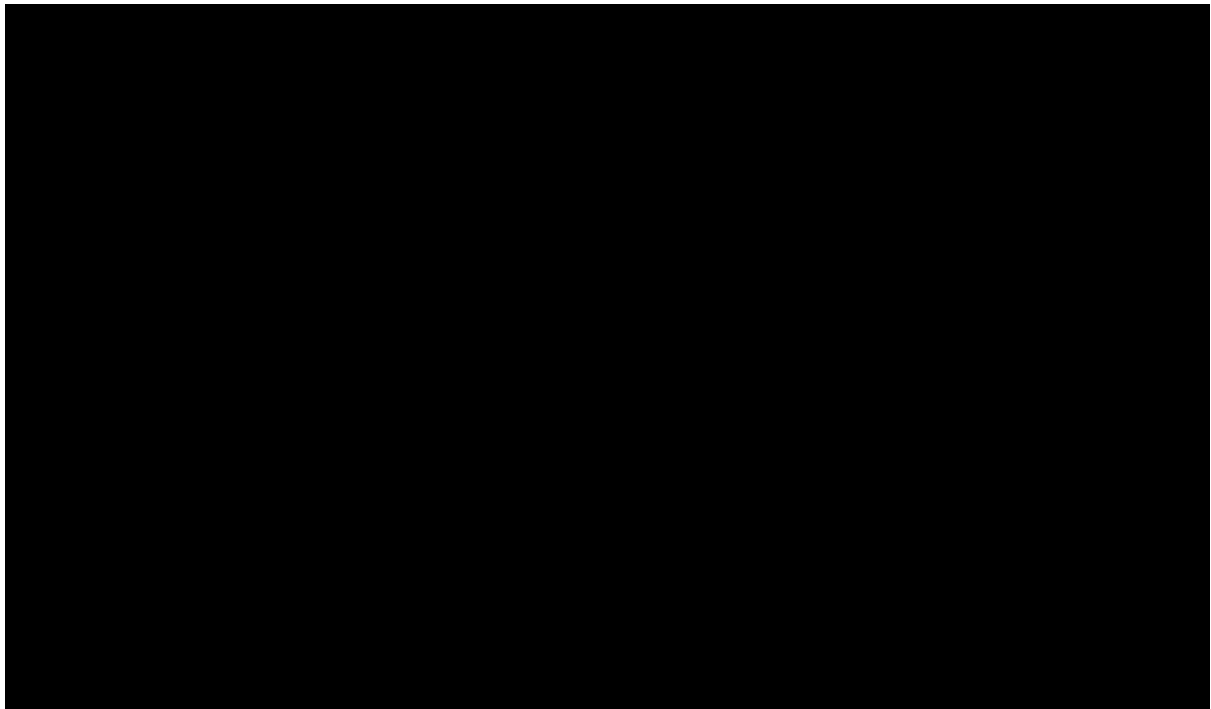
Le nouvel édifice devient très vite un lieu apprécié et populaire (90% des événements culturels de la capitale y ont lieu), il joue un rôle, tant dans l'intensification des rapports diplomatiques de la RDA au niveau international que dans la vie culturelle de Berlin-Est.

Maison du peuple et de l'Etat, le Palais de la République est essentiellement perçu par les Berlinoises de l'Est comme un lieu de rencontre et de détente.

### 3.3.3. Description du lieu, forme architecturale, contenu, situation géographique et symbolique

Le Palais de la République est un vaste édifice de forme rectangulaire d'une longueur de 180 m, sur une largeur 86 m et une hauteur de 32m. La surface utilisable environne les 678000m<sup>2</sup>. La façade de ce complexe est constituée de grandes vitres de verre fumé, le tout encastré dans une structure de béton et d'acier recouverte d'un revêtement blanc. Le bâtiment est ceint de terrasses, dont une qui donne sur la Spree. Les symboles de la RDA, le marteau et le compas, sont représentés de façon monumentale au dessus du hall d'entrée.

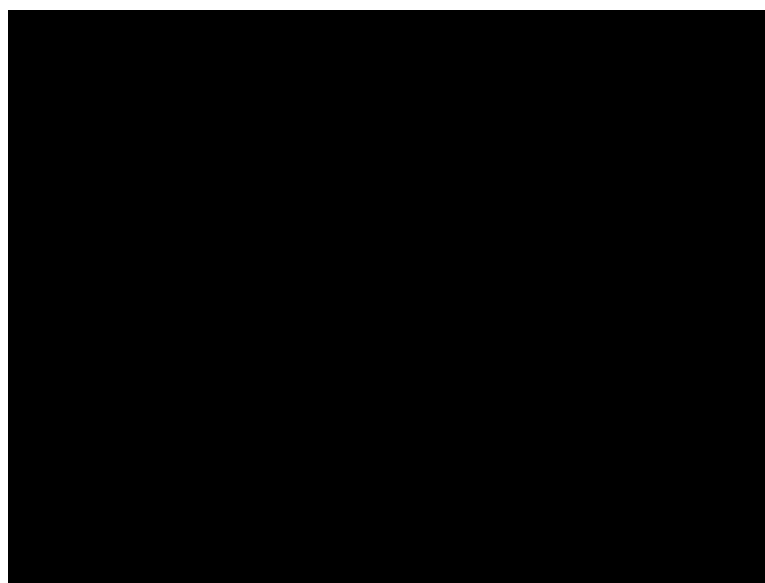
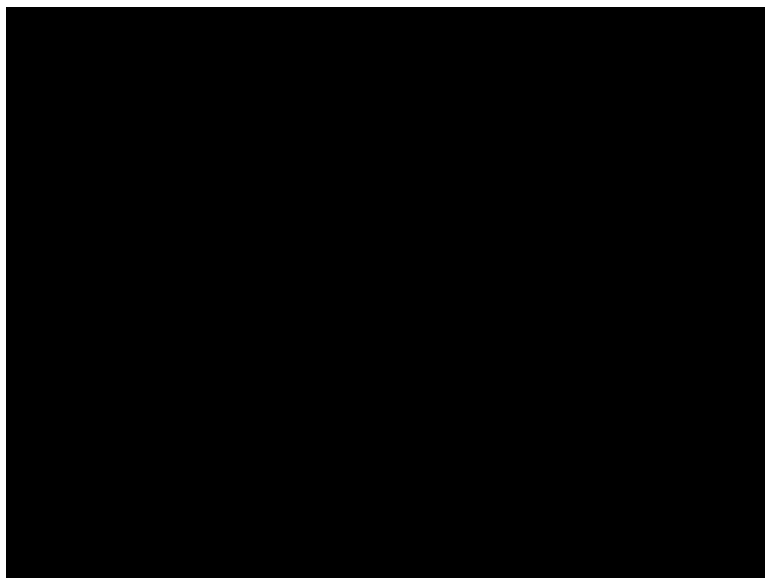
Le Palais est constitué de deux ailes ; l'aile orientale abrite les sessions de la chambre du peuple, il s'agit d'une partie inaccessible au public. La salle où siège la chambre du peuple est elle-même non visible de l'extérieur, car dépourvue de fenêtre. L'aile occidentale abrite un complexe culturel accessible au public.



**Figure 26 Le Palais de la République (1976-2008).** <http://haus.des.volkes.de/bild.html>

A l'intérieur de ce complexe, un décor de marbre, approximativement 10000 lampes de forme ronde – ce qui vaut au Palais son surnom de « magasin de lampe d'Erich Honecker »

(*Erich Lampen Laden*) –, l'exposition de tableaux et sculptures d'artistes est-allemands, des équipements et techniques « à la pointe de la modernité ».



**Figure 27** En haut, photographie de la grande salle du Palais de la République. En bas, photographie de la chambre du peuple

Le Palais abrite en outre 13 restaurants et cafés, une discothèque en sous-sol, un bowling, une grande salle modulable pour les représentations les plus importantes, pouvant accueillir entre 500 et 5000 personnes selon sa disposition, un théâtre pour enfant, un théâtre « improvisé » dans la grande halle. A la veille de la chute du Mur, le Palais emploie 1700 employés, répartis entre les différents services gastronomiques, d'entretien, techniques, administratifs, culturels et sportifs. Toujours à titre indicatif, durant ses douze années de

fonctionnement, le Palais de la République a accueilli 70 millions de visiteurs et donné 21000 représentations (théâtrales, musicales, dans des registres classique et contemporain). Tout au long de son existence, le Palais de la République accueillera 1500 invités (artistes, représentants politiques des divers pays avec lesquels la RDA entretenait des rapports).

Le Palais est un objet de prestige qui revêt également une fonction représentative. Jusqu'alors, le gouvernement de RDA ne possédait pas de bâtiment officiel de ce type à Berlin. Le château de *Niederschönhausen*, qui se trouve à Pankow (un quartier au Nord-Est de Berlin), servait de demeure de fonction à Wilhelm Pieck et de lieu de réception des hôtes de la RDA. Avec le Palais de la République, la RDA se dote d'un bâtiment où ont lieu les activités officielles du gouvernement, c'est-à-dire les séances plénières de la chambre du peuple, les réceptions données en l'honneur des ressortissants des pays amis et certaines des grandes célébrations du Parti.

Objet de prestige, maison du peuple, symbole du pouvoir mais aussi témoin d'un contexte historique et de certaines réalités de la vie quotidienne en RDA, le Palais de la République fonctionne pendant douze années jusqu'à ce que les événements de 1989 viennent troubler l'existence de cette « maison ».

Nombre de grandes étapes de la réunification eurent lieu au Palais de la République. Citons-en quelques-unes pour illustrer notre propos :

Le 18 mars 1990, le Palais est transformé en un centre médiatique international à partir duquel sont filmées les premières et dernières élections parlementaires libres de RDA. Deux mille journalistes sont accrédités pour l'occasion. L'Alliance pour l'Allemagne, dont la CDU est la formation majoritaire, remporte ces élections.

Le 23 août 1990, le Palais est une fois de plus la scène d'une étape essentielle de la réunification puisque la chambre du peuple y vote le rattachement à la RFA.<sup>210</sup>

Le Palais ferme ses portes le 19 septembre 1990 en raison de la présence d'amiante au cœur de sa structure. Dans un premier temps, on planifie sa réouverture au terme des opérations de désamiantage, mais bien vite, il est question de le démanteler pour le remplacer par un autre édifice.

---

<sup>210</sup> L'acte officiel de réunification a lieu le 3 octobre 1990, il fait suite au vote du 23 août ainsi qu'au traité de Moscou, signé par les deux Etats allemands, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, et qui restaure la souveraineté allemande tout en reconnaissant les frontières de ce nouvel Etat souverain. Les Länder de l'Est (le Brandebourg, la Mecklembourg-Poméranie Occidentale, la Saxe, la Saxe-Anhalt et la Thuringe) sont reconstitués et, avec le Land de Berlin, adhèrent à la RFA. La décision est prise de refaire de Berlin la capitale de l'Allemagne ; elle sera entérinée le 20 Juin 1991, par un vote au Bundestag (à 338 voix contre 320) en faveur de l'achèvement du processus de réunification et du déménagement du siège du gouvernement de Bonn à Berlin.

### 3.3.4. Les représentations collectives du Palais chez les Berlinois de l'Est

#### 3.3.4.1. Une mémoire positive du Palais de la République

Le Palais était, nous l'avons vu, un lieu politique et culturel central de la capitale est-allemande. Cependant, la dimension politique du lieu n'apparaît que peu dans le discours des interviewés issus de Berlin-Est, sans doute parce qu'elle renvoie à l'argumentaire utilisé pour justifier sa destruction – le Palais ayant été dénoncé comme le « symbole de la dictature du SED » – ce avec quoi les personnes rencontrées dans le cadre de l'enquête expriment généralement leur désaccord. Le Palais était de toute évidence un lieu au sein duquel se mettait en forme l'autocélébration du régime de la RDA. Celle-ci se concrétisait à travers des rituels et des cérémonies, un décorum propre au régime et qui s'adressait à toutes les strates de la société est-allemande. Le jour du Parti, ou congrès du SED, avait lieu au Palais, ainsi que la conférence annuelle des FDJ.<sup>211</sup> Sur ce point nous n'avons pas de témoignage précis, les individus évoquent ces événements qu'ils jugent appartenir à l'histoire du lieu mais souvent pour souligner ensuite qu'ils n'y ont eux-mêmes jamais pris part.

Parmi les représentations collectives liées au Palais, le caractère international du lieu est un thème qui émaille les discours des Berlinois de l'Est. Le Palais de la République, avons-nous dit, assumait une fonction représentative, il était le lieu où étaient accueillis les ressortissants de pays amis ou des personnalités politiques de renommée internationale. Ainsi, le Palais a-t-il eu comme hôtes des personnalités telles que Brejnev, Indira Gandhi ou Fidel Castro mais aussi des stars internationales telles que Carlos Santana ou Bruce Springsteen.

« Et quand on a une telle expérience au niveau international (...) Alors, à ces moments là, le monde était dans cette maison. Je n'étais pas autorisé à voyager dans les pays occidentaux. Oui ? Je ne pouvais pas aller en République Fédérale, je ne pouvais pas aller en France, je ne pouvais pas aller là, pas ici, rien. Mais j'avais la chance que tous quasiment pouvaient venir ici. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Ce témoignage caractérise le Palais de la République comme lieu d'ouverture sur le monde et remet en cause l'image répandue d'un Etat est-allemand hermétique et refermé sur lui-même. L'enquêté semble vouloir dire que le Palais de la République était un lieu international, échappant partiellement aux contraintes imposées par le régime en matière de

---

<sup>211</sup> *Freie Deutsche Jugend* : la jeunesse allemande libre.

libre déplacement. Quelles qu'aient été les réelles potentialités de cette ouverture, il est intéressant de constater que cette image du Palais demeure profondément ancrée dans les esprits.

Dans un autre registre, ce caractère international est repris lorsqu'on aborde la question de la fonction culturelle du Palais. Le même interviewé nous raconte :

« C'est-à-dire qu'en tant que décorateur de théâtre, on pouvait jouer sur une large palette, on me disait par exemple : « Andreas, la semaine prochaine il y a un grand show, et la semaine d'après, on travaille avec une troupe brésilienne ou une revue japonaise, ou un concert international avec des professionnels internationaux ». Et c'était un travail très beau. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

De par la dimension internationale des événements culturels qui avaient lieu au Palais, cet édifice acquiert, aux yeux des Berlinoises de l'Est, un caractère unique. De nombreuses anecdotes mettent en valeur le lien avec le monde occidental que permettait le Palais. Loin d'être complètement fermée sur elle-même, la société de RDA des années 1970 et 1980 était de maintes façons en contact avec le monde occidental, et plus particulièrement avec l'Allemagne de l'Ouest. Dans un tel contexte, le Palais de la République est caractérisé par beaucoup comme étant, par excellence, un lieu de rencontres internationales. La première remarque d'Andreas est à cet égard extrêmement révélatrice, elle signifie : « nous ne pouvions pas nous rendre librement où nous voulions, mais nous étions libres d'accueillir le monde entier dans notre Palais ».

Certains témoignages nous renseignent par ailleurs sur la fonction éducative du Palais de la République. Ainsi cet extrait d'entretien :

« Là il y a quelque chose sur un chanteur d'Allemagne de l'Ouest, Udo Lindenberg, qui est passé à Berlin, au Palais, et qui était très engagé politiquement, c'était pendant la guerre froide et il s'est adressé au peuple pour clamer son opposition à l'armement nucléaire<sup>212</sup> (...) et il a chanté une chanson, c'était durant le festival rock pour la paix qui réunissait des groupes de rock internationaux. C'était un divertissement, mais il y avait aussi une volonté de faire réfléchir, c'était aussi une mission et c'était beau. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Les offres de divertissement culturel, notamment celles destinées à un public jeune, étaient élaborées afin de susciter une réflexion, sinon des réactions, d'ordre moral et politique. Ainsi en est-il du festival pour la paix dont le contenu est décrit comme éminemment critique

---

<sup>212</sup> Udo Lindenberg est un rocker ouest-allemand, qui se produisit au Palais de la République en 1983.



et humaniste. C'est également le cas de la discothèque, qui, selon cet ancien employé du Palais, « *n'était pas une simple discothèque* », mais un lieu dans lequel la programmation était « *réfléchie* », non pas décidée uniquement en fonction de la mode du moment.

Enfin, une autre thématique, qui émane des propos de nos interlocuteurs lorsqu'ils évoquent les différentes facettes du Palais de la République, est celle de la liberté.

« Je me souviens que j'allais toujours au [festival] Rock pour la Paix. C'était une représentation où il y avait toujours des groupes de RDA qui venaient mais aussi des groupes de RFA, autrefois. Et ensemble ils faisaient de la musique pour la paix dans le monde et là, je peux me souvenir d'un concert, de BAP, un dénommé groupe de l'Ouest, enfin de la RFA. Ils n'étaient pas de RDA en tout cas. Et c'était génial, des masses de gens, et on ne parvenait plus à avoir d'espace pour respirer mais tout le monde participait, c'était une super ambiance et tellement libre en fait. (...) Oui, c'était comme ça !! » Ania, 39 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Le Palais de la République est ici décrit comme un lieu dans lequel certains des enquêtés ont ressenti avec une acuité particulière, et à des occasions spécifiques, un sentiment de liberté. Cela nous renvoie à un aspect ambigu de cette maison de la culture, qui fut à la fois un instrument du pouvoir, contribuant à la formation de la personnalité socialiste, et le lieu de « pratiques sociales et culturelles quotidiennes » et « indépendantes », « de bonheur sans restriction » et « d'expérience personnelle créative » (Colomb, 2007 : 301). A un certain degré du discours, et en réponse au contexte actuel d'interprétation du passé, le Palais apparaît donc comme lieu incarnant une liberté possible dans la société de RDA.

#### 3.3.4.2. Une mémoire parodique et critique du Palais de la République

De nombreux arguments en faveur de la destruction du PdR soulignent qu'il est le symbole de la dictature du SED, l'incarnation d'une histoire honteuse. Toutefois des expressions comme « *Erich Lampen Laden* » (le magasin de lampes d'Erich) ou « *Palazzo di Prozzo* » (Palais de la frime) montrent que les Berlinoises de l'Est ont toujours pris plaisir à ironiser sur cette débauche de luxe et le côté « m'as-tu vu » du Palais de la République, ce qui tend à prouver qu'ils n'ont jamais été dupes quant à certains traits fonctionnels propres à ce lieu de démonstration. Ainsi existe-t-il une mémoire du Palais que l'on pourrait qualifier de parodique, et qui est à mettre en relation avec cette particularité est-allemande du sentiment national, à savoir une mise à distance critique, ironique ou parodique du citoyen face aux grands récits idéologiques proposés par l'Etat. C'est ce que traduit la première réaction des

Berlinois de l'Est lorsqu'ils découvrirent le Palais de la République. Face à ce nouveau bâtiment, qui incarnait à la fois le pouvoir politique et les idéaux prônés par le gouvernement d'Erich Honecker, les Berlinois de l'Est eurent tôt fait de ridiculiser le Palais en l'affublant de surnoms ironiques ou en inventant à son sujet toutes sortes de plaisanteries.

L'extrait d'interview qui suit montre bien que l'ambivalence caractéristique de la relation au PdR se perpétue à travers une mémoire parodique du lieu :

Visiteur : « Comment je percevais le Palais ? Ah, non, ça suffit, d'en poursuivre un ici. Vous devriez rencontrer des gens qui le trouvaient cool. (...) La piste de bowling, je la trouvais cool. (...) C'est clair, il y avait déjà trois pistes de bowling à Berlin-Est. Et bien sûr, on trouvait ça super quand il y en avait une en plus, parce que je jouais volontiers au bowling. Et là, le temps d'attente était pas trop mal, après environ 9 mois, on avait la piste pour une heure... »

Christian : « Ce n'était pas 15 ans. »

Visiteur : « Non, pas 15 ans, comme pour une voiture. On devait attendre seulement 9 mois. Mais j'avais des relations. Je connaissais des gens, les ouvriers de la piste de bowling, parce qu'ils jouaient dans mon association de bowling. Et grâce à ça, je ne devais pas attendre 9 mois, mais 7 mois (rires). » Christian, 44 ans au moment de l'Interview (2007), et un de ses collègues de travail. Tous deux sont originaires d'Allemagne de l'Est.

Ces propos révèlent le caractère ambigu des souvenirs relatifs au Palais de la République chez certains Berlinois de l'Est. Il est à la fois un lieu apprécié pour la qualité des services qu'il offre, ici la piste de bowling, mais il suscite également l'évocation des travers du régime. Via l'évocation du lieu, l'interviewé se souvient de l'attente qu'impliquait la réservation de la piste de bowling au Palais. De même en était-il de la réservation des places de théâtre et de concert, de l'attente devant les bars et les restaurants du PdR. De là, l'interviewé généralise sur le système est-allemand et en vient à se remémorer en plaisantant le temps d'attente pour l'obtention d'une *Trabant*.

« C'était un objet de prestige politique. La RDA était dans une phase, pendant les années 70, 80, parfois elle édifiait des objets de prestige qui coûtaient cher et qui étaient construits par des firmes étrangères. (...) Et les gens y allaient, parce que ça ressemblait à d'autres maisons dans le monde, ça ressemblait au style occidental, enfin comme les gens se l'imaginaient. Il avait d'une certaine manière, un caractère attractif. C'était un autre design, une autre apparence. L'odeur était parfois même différente. Ça semblait chic, d'une certaine manière. Et le Palais, il avait un design, quelque chose qu'il n'y avait pas ailleurs. » Christian, 44 ans au moment de l'Interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Dans cet autre passage d'entretien, c'est du PdR en tant qu'objet de prestige dont il est question. Ce que l'enquêté nous dit nous renseigne sur la politique d'aménagement urbain sous l'ère Honecker, c'est-à-dire la réalisation de grands projets destinés à servir les intérêts de l'Etat en termes de représentation. Il fallait en effet être en mesure de donner à voir au peuple et au monde les avancées de « l'Etat des paysans et des ouvriers » en matière de technique et de politique sociale. En se dotant de bâtiments publics répondant aux critères esthétiques et fonctionnels internationaux, la RDA entendait en effet démontrer sa capacité à mettre en œuvre de grands chantiers en vue de satisfaire au bien-être de sa population. Le Palais de la République fut par ailleurs réalisé dans le cadre de la compétition architecturale que se livraient les deux Berlin, chaque partie de la ville se devant d'être la vitrine de son Etat et de son idéologie respectifs. L'interviewé souligne ainsi une autre caractéristique du Palais, à savoir sa ressemblance avec « *d'autres maisons du monde* », qui lui conférait indéniablement un caractère attractif aux yeux des Berlinoises de l'Est. Le Palais de la République était ainsi assimilable à certains autres bâtiments occidentaux de la même période (de par son design et sa forme), et cela a sans conteste contribué à en faire un lieu singulier aux yeux d'une population qui avait alors de plus en plus tendance à se tourner vers l'Ouest.

« Je viens d'une famille dans laquelle on a toujours pris de la distance par rapport à la propagande. En fait, je viens de la Province. En 1986, j'ai déménagé à Berlin, et pour moi, le Palais de la République ne représentait pas quelque chose de cool, c'était un lieu pour les gens qui étaient fidèles au régime de la RDA, même s'il y avait parfois de très bons concerts au Palais. Je me souviens avoir été tenté une fois d'aller au bar à glace, j'avais les cheveux longs et je ne portais pas de chaussures. Et on m'a refusé l'entrée au Palais, on m'a dit que je n'étais pas un bon citoyen et que je ne pouvais pas entrer au Palais. Donc pour moi c'était assez négatif comme expérience. » Robert, 45 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Pour certains autres citoyens de RDA, le Palais de la République n'était pas synonyme d'ouverture ou de liberté, bien au contraire. Cet extrait d'interview nous renseigne sur ce que représentait le PdR pour une catégorie de personnes considérées comme déviantes aux yeux du régime. Ainsi en allait-il des punks, des jeunes portant des blousons en cuir et les cheveux longs et, au-delà, de tous ceux qui ne correspondaient pas à la norme sous un régime qui ne tolérait pas que l'individu prenne l'ascendant sur le collectif. Contrairement à ce qu'en disent les Berlinoises de l'Est dans une large majorité, le Palais n'était pas « ouvert à tous »<sup>213</sup>.

---

<sup>213</sup> Ceux qui, comme l'interviewé, arboraient des codes vestimentaires « marginaux », se voyaient refuser l'entrée au PdR.

D'autres témoignages, émanant de personnes ayant travaillé au PdR, laissent par ailleurs entendre qu'il fallait montrer patte blanche pour y travailler (ne pas avoir eu de démêlés avec la *Volkspolizei* ou les services du MfS). Chez les anciens dissidents, enfin, le Palais de la République était perçu comme le lieu de ceux qui approuvaient le système en vigueur en RDA.

Toutefois, on constate un réel attachement au lieu pour la majorité des interviewés ayant connu le Palais en fonction. Ce lien s'est apparemment consolidé indépendamment de l'obédience politique des intéressés. La réalité d'un monument qui servait les besoins du régime en termes de prestige et de légitimité ne les a en rien empêchés de se réapproprier le lieu à travers des pratiques culturelles et sociales autonomes qui prenaient corps dans la quotidienneté.

« D'un côté, on s'est un peu moqué du Palais. Tu as sûrement dû entendre : « le magasin de lampes d'Erich » et tous les autres termes, on s'en est moqué. Mais on l'a aussi utilisé. On l'a apprécié et on l'a utilisé. Parce qu'il avait de super théâtres, avec le grand théâtre aussi. Une revue dans la grande salle du Palais, qui était fantastique, c'était toujours complet. Il y avait des représentations musicales. La discothèque, pour les jeunes, en dessous, était aussi toujours complète, toujours pleine. C'était utilisé de façon culturelle... Enfin davantage... Parce qu'il n'y avait pas vraiment de parlement à l'intérieur, c'était un parlement de pacotille, d'apparat. » Steffen-Maria, 44 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

Cet extrait d'entretien souligne à nouveau la réalité d'une appréciation tout d'abord ironique, ou parodique, du Palais de la République, attitude qui fut commune aux Berlinoïses de l'Est et qui peut être lue, nous l'avons évoqué, comme un droit de réponse aux déclarations ou aux grands projets entrepris par l'Etat afin d'asseoir sa légitimité. Cependant, on constate également que le PdR fut un lieu « *utilisé* » et « *apprécié* » par les Berlinoïses de l'Est. Les représentations que nourrissent les Berlinoïses de l'Est vis-à-vis du PdR sont donc empreintes d'une certaine ambivalence. Tous évoquent, non sans une certaine ironie, les sobriquets dont il était affublé. Beaucoup sont également conscients du caractère prestigieux de l'ancien édifice. Toutefois la plupart des Berlinoïses de l'Est tiennent aujourd'hui à dissocier le Palais en tant qu'objet de prestige et lieu du politique du Palais en tant que maison du peuple, dans l'absolu, ouverte à tous. Il convient à présent d'aborder la question des usages du Palais et de voir comment cet édifice est devenu au fil du temps un lieu du quotidien pour les Berlinoïses de l'Est.

### 3.3.4.3. Le Palais de la République, un lieu du quotidien pour les Berlinois de l'Est

Le Palais de la République peut véritablement être considéré comme un lieu du quotidien, c'est-à-dire un lieu que les Berlinois de l'Est se sont hautement appropriés à travers l'usage qu'ils en ont fait. Si beaucoup d'anciens Berlinois de l'Est nous ont affirmé ne pas avoir apprécié l'architecture extérieure du Palais, la grande majorité d'entre eux en appréciait grandement le design intérieur.

« J'ai eu mon premier baiser au Palais (rire). C'était chic (rire). De dehors, je n'y ai jamais vraiment fait attention, parce qu'il n'était pas très important de dehors, pour moi. Ce qui m'intéressait c'était son intérieur. Et à l'intérieur il y avait beaucoup d'espace libre. De grands escaliers mécaniques, c'était très moderne. De grandes peintures aux murs et de grands et d'épais sofas en cuir. (Rires). En cuir rouge, oui rouge. C'était entièrement... On s'enfonçait dedans. On s'asseyait et wuup ! Oui, ils étaient grands. On pouvait vraiment s'y blottir et ne pas être vu. (...) Oui, et c'était... On y allait... Oui, pour rencontrer des filles, flirter. Oui, ça paraît aussi banal qu'aujourd'hui, les jeunes qui vont dans des centres commerciaux ou au Mc Do. (...) Et des peintures étaient accrochées au mur. Il y avait de quoi être épaté, on pouvait dire « eh, regarde la peinture ». C'était de l'art relativement moderne. Enfin moderne dans le sens réalisme socialiste. (...) Oui, et donc c'était le Palais... J'y ai bu mon premier gin tonic, à 13 ans ! Dans le petit bar au premier étage. Enfin, il y avait l'atrium en bas, et en haut un demi-étage où étaient accrochées les peintures. Et donc en haut, de là où on pouvait regarder ce qui se passait en bas, il y avait un bar rond. Oui, et la discothèque et le théâtre, qui étaient très aimés, parce qu'ils bénéficiaient des techniques les plus modernes, c'était très impressionnant. (...) Et puis il y avait un théâtre fantastique – oui exactement – je suis allée très, très souvent dans ce théâtre, ça s'appelait le théâtre au Palais, le TIP (*Theater im Palast*). Et ils avaient construit, de façon très spontanée, une scène, au troisième étage, entre les escaliers mécaniques. C'était un petit théâtre dans lequel ils ont joué de grandes pièces (...), c'était un théâtre critique. (...) Et qu'est-ce qu'il y avait d'autre au Palais? Une piste de bowling, mais je n'y suis pas allé souvent. Non, les trois choses, c'était le théâtre au Palais – c'était vraiment génial et on obtenait difficilement des places – mais j'y ai quand même vu quelques pièces, de très, très belles pièces. Oui, ils y ont joué de belles pièces... Et c'était petit. Petit et joli, et on était près de la scène, il y avait peut-être 50, 100 spectateurs, pas plus. Peut-être 150, mais c'était très petit. Ce n'était pas comme un vrai théâtre, c'était seulement... Des toiles le séparaient du reste, pas de mur. (...) C'était ça, aussi, qui était chic. Oui, et c'était ça le Palais. » Steffen-Maria, 44 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin-Est.

La première chose que les gens évoquent lorsqu'ils parlent du Palais c'est sa taille, une impression de hauteur et d'étendu, renforcée par la présence des fameuses vitres de verre fumé donnant sur l'extérieur, un intérieur en marbre blanc ainsi que de nombreuses sources de lumière (les fameuses lampes dites du « magasin d'Erich Honecker »). Revient alors la sémantique de la transparence, de l'ouverture, de la clarté mais aussi de la chaleur, ainsi qu'un vocabulaire se rapportant à la quiétude. A travers cet extrait d'entretien, on comprend que les Berlinoises de l'Est se sont appropriés le Palais de la République à travers une pratique quotidienne du lieu. L'interviewé nous brosse le portrait d'un lieu de détente, les mots qu'il emploie renvoient au confort, à l'intimité, au bien-être. Son récit est celui d'un jeune homme se réappropriant un édifice public, parfois de manière facétieuse, c'est le récit de souvenirs heureux de jeunesse (le premier baiser, le premier gin tonic).

Le Palais est en outre décrit comme un lieu aimé, un centre culturel proposant des représentations de qualité se jouant toujours à guichet fermé. Nombreux sont les interviewés qui mettent en évidence cette réalité : qu'il s'agisse des services gastronomiques ou des divertissements culturels, le Palais « *était à la pointe* ». Il est souvent décrit comme ce qui se faisait de mieux en RDA, que ce soit en matière d'architecture, de technique, de restauration et de représentation artistique. Pour de nombreux Berlinoises de l'Est, le PdR était un endroit où tous pouvaient goûter ce qu'il y avait de mieux et de plus moderne dans le Berlin-Est de la fin des années 1970 et 1980. Toutefois, le Palais, avec sa débauche d'arts et de techniques, n'est pas un lieu qui impressionne, il est un lieu au sein duquel les Berlinoises de l'Est se sont manifestement sentis à l'aise.

« Les gens entraient aussi à l'intérieur à cause de l'architecture. C'était vraiment impressionnant, c'est-à-dire que quand les gens entraient, ils ne se disaient pas non plus « Ah ! », ce n'était pas à ce point, l'architecture était fantastique, il y avait de grandes peintures aux murs etc., il y avait tant d'aspects architecturaux différents que les gens qui venaient pour manger ou pour autre chose pouvaient quasiment marcher ou rester assis pendant deux heures et soudain succomber aux charmes de l'endroit, sans que ce soit pour autant trop impressionnant. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

« *C'était un lieu où il m'arrivait de me rendre, parfois même par hasard, en flânant en ville. Je me souviens qu'il y avait de grandes images, des peintures modernes... Les gens se sentaient bien au Palais...* », nous dit encore cet autre informateur.<sup>214</sup> Le Palais est donc perçu par les interviewés comme un lieu ouvert se prêtant à la flânerie. Lieu d'excursion, lieu de

---

<sup>214</sup> Ralph, 40 ans au moment de l'interview (2007), originaire de Berlin Est.

rencontre et de flirt, le Palais était essentiellement un lieu de la quotidienneté, un lieu pratiqué par un grand nombre d'individus, non pas dans l'unique objectif de se rendre à une représentation théâtrale ou musicale, mais pour se donner rendez-vous, se balader sans autre dessein, profiter de l'architecture, jeter un œil aux sculptures ou aux œuvres exposées sur place. La première pratique évoquée par nos interlocuteurs est donc celle de la flânerie.

Viennent ensuite certaines pratiques consuméristes, ainsi cet extrait d'interview :

« Le Palais proposait beaucoup d'offres, il y avait de nombreuses possibilités. Quand on arrivait au Palais, très tôt, et que ses portes ouvraient, les gens commençaient à affluer à l'intérieur et voulait d'abord y boire leur café, etc., puis leur bière, quand il était midi, avant d'aller au restaurant. A midi, il y avait des gens qui faisaient la queue pour aller au restaurant, il y avait jusqu'à 50 personnes qui attendaient d'avoir une place. La gastronomie, dans notre maison, était très bonne. C'est pourquoi les gens venaient, d'abord pour pouvoir s'asseoir confortablement, dans un cadre intime et boire de la bière ou du vin ou manger, ou aller à la poste, acheter, par exemple, acheter des timbres, des timbres de RDA qu'on ne trouvait pas ou peu dans les postes ordinaires. (...) L'offre au Palais était toujours à la pointe, il y avait ici la meilleure cuisine. Nous avions, par an, 100 apprentis chefs qui travaillaient au Palais en tant que cuisiniers. C'était ça aussi l'offre gastronomique au Palais. Et le repas du midi coûtait, au Palais de la République, ça on ne peut pas se l'imaginer, 7 mark, 7 Mark de RDA. C'était à l'époque 1 Mark de l'Ouest pour 5 Mark... ça devait faire quelque chose comme 1 ou 2 Mark de l'Ouest. Et la cuisine était bonne et les gens entraient et mangeaient et les restaurants étaient pleins jusque 21h30. Et tout, du goût jusqu'à la forme, était parfait. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

Les pratiques consuméristes quotidiennes débutent avec consommation de café dès l'ouverture du Palais, certains ayant élu le Palais pour y déguster leur café matinal. Puis vient la consommation de bière, en fin de matinée, peu avant l'afflux et l'amasement des clients à l'entrée des restaurants à l'heure du déjeuner. Et ainsi de suite jusqu'à la fin de la journée. Le Palais est donc, du fait de ses nombreux bars et restaurants, un endroit qui a fonctionné pendant douze années au rythme de la quotidienneté des citoyens de la capitale est-allemande.

Il convient également d'évoquer les fêtes « privées » qu'il était possible de donner au Palais. Ainsi, nombreux sont les enquêtés qui se sont rendus au Palais de la République afin de fêter un anniversaire, certaines salles pouvant être louées pour ce genre d'occasion.

« On pouvait aussi fêter des anniversaires au Palais, au restaurant, ce n'était pas privé. Donc on organisait cela au Palais parce qu'on savait qu'il y avait un souci de la qualité, que le repas et la fête seraient réussis. Je me rappelle, les couverts étaient gravés, il y avait l'effigie

du Palais qui était gravée dessus et les gens les emportaient ! (...) On pouvait louer de petites salles pour les anniversaires ou les mariages. Tous ceux qui ont fêté quelque chose au Palais sont ressortis enthousiasmés. » Horst, 84 ans au moment de l'interview (2007), né à Breslau, Allemand de l'Est.

Aux anniversaires, ajoutons les mariages. Nous ignorons exactement dans quelle proportion les Berlinoises de l'Est se sont effectivement mariés au Palais, mais le fait est, selon nous, assez remarquable pour qu'il soit souligné. Citons encore pour autre exemple les fêtes d'entrée dans la *Jugendweihe*, correspondant à l'« introduction solennelle des adolescents dans le monde des adultes » (Chauliac, 2003 : 384). Ces cérémonies donnaient lieu à d'importantes festivités dans la sphère familiale et il n'était pas rare qu'en cette occasion les Berlinoises soient de sortie au Palais.

De ces exemples, il ressort qu'on a affaire à un endroit où les individus avaient la possibilité de se réunir en famille ou entre amis à l'occasion de célébrations importantes ou afin de prendre part à des divertissements multiples (discothèque, bowling, repas, rencontre dans un bar etc.). Pour de nombreux anciens Berlinoises de l'Est, le Palais a donc été un lieu de fête, parfois même un cadre où se jouaient les étapes les plus marquantes de la vie des individus et des familles.

Il semble, en outre, que le Palais ait été utilisé différemment selon les générations. Ainsi, chez les plus âgés, ceux qui ont aujourd'hui de soixante à quatre-vingts ans, il était d'usage d'aller au Palais pour assister au concert donné par le philharmonique à l'occasion du nouvel an ou pour y voir un ballet. Les plus jeunes, ceux qui ont entre trente et cinquante ans aujourd'hui, évoquent plus volontiers les cafés, les concerts de rock, la discothèque et le bowling. Ceux qui étaient enfants au temps de la RDA parlent du théâtre pour enfants et des enregistrements du *marchand de sable*, un programme télévisé pour enfants réalisé au Palais. Les témoignages que nous apportent sur ce point les enquêtés laissent suggérer que le Palais était un lieu au caractère intergénérationnel, chacun y trouvant, quel que soit son âge, des activités et divertissements à son goût.

Ce qui nous amène à une dernière représentation du lieu, et qui englobe toutes celles que nous venons d'aborder, à savoir l'idée très forte selon laquelle le Palais était « *une maison pour tous* ».

« Ce n'était pas un saisissant comme « ah ! C'est superbe ! », mais plutôt comme « Oui, c'est beau ». Et parce que c'était construit pour les hommes, ce n'était pas un Palais en tant que symbole, mais une maison pour le peuple. C'est-à-dire que les gens ne se sentaient pas impressionnés. C'est plutôt que lorsqu'ils étaient accueillis ici, ils se disaient « Je peux être ici,



je peux me sentir bien ici ». C'était simplement avoir la sensation de pouvoir venir là légitimement, quelle que soit la personne ; touristes, internationaux, personnes d'autres pays à l'Ouest, ou des gens de l'Est, des gens venant d'autres pays ou de RDA. » Andreas, 58 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Est.

C'est en effet ce qui vient à l'esprit de nombreux Berlinoises de l'Est pour caractériser le Palais de la République. Une maison pour tous, où chacun pouvait venir flâner ou profiter des offres que proposait ce complexe culturel. Lieu de rencontres et de socialisation, le Palais est aujourd'hui clairement identifié comme « *une maison pour le peuple* », « *une maison construite pour les hommes* ». Ces expressions renvoient à la thématique de l'égalité entre les hommes, notamment devant l'accès à la culture. Le Palais est ici rattaché à un ensemble de valeurs humanistes autrefois porté par le modèle idéologique socialiste.

#### 3.3.4.4. Le Palais de la République, une matérialisation des manières d'être et de faire est-allemandes ?

Ce que nous apprend la façon dont les Berlinoises de l'Est racontent le Palais, c'est qu'il est un lieu auquel s'attachent des images, des idées, mais aussi des valeurs et des pratiques qui leur sont propres. Le Palais, pour les anciens habitants de Berlin-Est, c'est d'abord la clarté, la transparence, la grandeur et l'ouverture propices à la flânerie. C'est ensuite un lieu auquel on associe les idées de modernité, de technique et de qualité. Puis vient une caractérisation du lieu en tant que lieu de brassage ; brassage de nationalités différentes, brassage de générations différentes, brassage de « classes » différentes. Le Palais est aussi un lieu de la quotidienneté ; une quotidienneté qui s'est construite à travers l'usage que les individus ont fait du lieu (lieu de rendez-vous, de flânerie et de consommation). Nous avons également évoqué le Palais comme lieu où prennent forme les célébrations de certaines grandes étapes de la vie des individus (ou rites de passage). Enfin, c'est un lieu pour tous, un lieu proposant un panel d'offres culturelles auquel chacun a droit, un endroit où chacun a le loisir de se sentir à l'aise et « libre ».

De par son histoire et les caractéristiques que nous venons de citer, le Palais de la République passe pour un lieu unique aux yeux des anciens habitants de Berlin-Est. Rappelons par ailleurs que ce bâtiment peut être considéré comme une des constructions les plus importantes de la RDA des années 1970, ce qui renforce sa singularité et en fait un bâtiment emblématique à l'échelle du pays (le Palais était en outre un monument qui figurait sur de nombreuses cartes postales représentant Berlin-Est, voir annexe n°17).

Le Palais est défini par les Berlinois de l'Est en vertu de sa singularité et parce qu'il incarne des valeurs mais aussi des pratiques propres à une société qui n'est plus et qui, en tant que telle, est l'objet d'une idéalisation. Face à l'abandon de ce bâtiment, certains Berlinois de l'Est déplorent « *le bout d'histoire* » ou « *de mémoire* » qui disparaît. Il apparaît que pour ces derniers, ce lieu était porteur de sens et d'histoire, une incarnation, dans l'espace, de manières d'être, de faire et de penser aujourd'hui révolues.

Ces représentations et constructions de sens, qui s'élaborent à partir du Palais et participent à la constitution d'une mémoire partagée du lieu, s'effectuent en vertu du contexte de l'après réunification, lui-même marqué par une compétition des mémoires. Nous avons vu que la RDA est en effet l'objet de perceptions et d'interprétations contradictoires, de constructions renvoyant à des mémoires *positives* et *negatives*. A la fois honnie et regrettée, estampillée « deuxième dictature allemande » et caractérisée comme un pays dans lequel une vie normale était possible (le quotidien en RDA n'excluant pas les moments de bonheur), la RDA laisse derrière elle un héritage qui demeure un objet de discorde. La question du devenir du PdR a *de facto* soulevé la question de la place à accorder à l'héritage (historique, social, culturel, architectural) laissé par la RDA au sein de l'Allemagne réunifiée.

### 3.3.5. L'après *Wende*, le Palais en question

Après la fermeture du Palais, la question de son devenir s'est très vite posée. Fallait-il le conserver et le réhabiliter, en vue de continuer à en faire usage, et en vertu de quoi méritait-il d'être préservé ? Ou fallait-il, au contraire, le démolir afin d'ériger à sa place un bâtiment moderne, une œuvre architecturale qui s'insérerait dans le Nouveau Berlin en gestation, un nouveau haut-lieu qui figurerait tel un ancrage, au cœur du territoire de la capitale, des principes et des espoirs de la nouvelle Allemagne ?

Le réaménagement de ce site central a constitué, à bien des égards, un enjeu dans le cadre de l'aménagement du Nouveau Berlin. La situation géographique du Palais de la République est en soi assez exceptionnelle. Situé sur l'ancien emplacement du *Stadtschloss*, il se trouve au cœur de la ville réunifiée. Proche de la fameuse *Unter den Linden*<sup>215</sup>, axe que l'on compare communément aux Champs-Élysées, le Palais se situe sur l'île de la Spree,

---

<sup>215</sup> L'avenue d'*Unter den Linden*, qui rassemble tout ce que compte le centre de la ville (*Mitte*) en termes de monuments prussiens, mène directement à la Porte de Brandebourg. Cette porte est l'un des symboles majeurs de la nouvelle Allemagne, en sa qualité de lieu emblématique de la réunification, notamment. On se souvient tous de la scène des Berlinois de l'Est et de l'Ouest dansant sur la portion de mur qui passait au niveau de la porte de Brandebourg. Ces images, qui ont fait le tour du monde, appartiennent désormais à un imaginaire collectif mondial.

berceau géographique de la ville, abritant de surcroît le complexe de l'île aux Musées, considéré comme haut-lieu patrimonial de Berlin et inscrit au patrimoine mondial par l'UNESCO depuis 1999. Enfin, le Palais fait face à la cathédrale luthérienne de Berlin, réalisée sous Guillaume II entre 1894 et 1905 à l'emplacement d'une ancienne cathédrale construite au 18<sup>ème</sup> siècle et remaniée par Schinkel (elle fut en outre restaurée par Günter Stahn, directeur du bureau pour la construction urbaine sous le régime de RDA).

Enjeu pour la ville de Berlin en tant que capitale, – l'île aux Musées représentant, nous l'avons dit, un haut-lieu patrimonial<sup>216</sup> –, enjeu touristique également, – la *Museuminsel* étant présentée comme l'un des ensembles muséaux les plus riches d'Europe, qu'il convient de valoriser<sup>217</sup> –, le réaménagement de la Place du Château a suscité des débats passionnés, l'expression d'émotions patrimoniales qui se structurèrent assez rapidement à travers l'affrontement de deux principaux groupes d'acteurs ; ceux qui étaient pour sa conservation et sa réhabilitation et ceux qui, étant contre, appelèrent de leurs vœux le retour de l'ancien château sur l'île de la Spree.<sup>218</sup> Ces derniers ont rejoint les rangs des partisans du château au sein du collectif du *Schloss*, emmené par un homme d'affaire hambourgeois, Wilhelm von Boddien.

#### 3.3.5.1. Du lobbying au vote du Bundestag, le cheminement du projet de reconstruction du *Schloss*

Trois ans après la fermeture du Palais de la République, les Berlinoises goûtèrent, pendant 18 mois, entre 1993 et 1994, à l'illusion du retour du château. Les façades de ce dernier furent simulées par un échafaudage sur lequel étaient tendues des toiles recouvrant le Palais à l'abandon. Cette opération, financée par l'industriel hambourgeois Wilhelm von Boddien, marque l'entrée de cet individu et de son collectif dans l'arène des porteurs de projets pour le site de la Place du Château. Celui-ci entend alors mener campagne pour le retour de l'ancien château à Berlin, dont la simulation lui a d'ores et déjà offert la faveur d'une partie non négligeable de la population berlinoise.

Afin de porter son projet devant les institutions locales et fédérales et de réunir des capitaux dans le cadre de son financement (via un appel aux dons privés), l'homme d'affaire

---

<sup>216</sup> Ce complexe est perçu comme le centre historique de la ville. Toutefois, l'édification de l'île aux Musées est assez récente, puisqu'elle date du début du 19<sup>ème</sup> siècle.

<sup>217</sup> Le site est l'objet de toutes les attentions de la part des instances locales et fédérales. Un vaste projet d'assainissement, de réhabilitation et de modernisation est entrepris qui vise également à relier les rez-de-chaussée et les cours intérieures des différents édifices.

<sup>218</sup> Précisons également que d'autres acteurs étaient pour l'édification d'un bâtiment moderne, mais ceux-ci ne se structurèrent pas en lobby ou en initiatives citoyennes afin de faire valoir leurs vues quant au réaménagement de la *Schlossplatz*.

fonde l'Association pour le château berlinois (*Förderverein Berliner Stadtschloss*). Celle-ci est dès lors « extrêmement active dans la promotion du concept ; lobbying des législateurs, sollicitation de sociétés privées et d'individus riches, préparation de publications détaillées, bien informées, sur l'histoire et la faisabilité du projet, élaboration de brochures et d'expositions sur l'histoire du Château et organisation d'événements marketing divers en vue de gagner le soutien de la population pour le projet. L'association a ainsi rapidement réussi à garantir un haut niveau de soutien en faveur de l'idée de reconstruction du Château », ralliant à sa cause « une coalition de politiciens fédéraux et locaux clés, d'historiens de l'art, de défenseurs de l'environnement, d'architectes, de médias » et suscitant par ailleurs l'intérêt du monde entrepreneurial (Colomb, 2007, 292). Au fil du temps, et via son action de lobbying, W. von Boddien finit par imposer ses vues en matière de patrimoine national puisque le Bundestag se prononce, en 2002, en faveur de la reconstruction de l'ancien château municipal. Mais revenons un peu sur les différentes étapes qui aboutirent à cette prise de décision.

En 1993, dans le cadre de la coopération entre le gouvernement fédéral et le Sénat berlinois pour le réaménagement de la capitale, le destin du Palais de la République avait été une première fois scellé.<sup>219</sup> Ce dernier devait être détruit. L'annonce de cette décision provoque l'indignation de certains Berlinoises, ils sont 10000 à manifester contre la destruction du Palais. La ville de Berlin lance alors un concours d'architecture pour le réaménagement de l'île de la Spree (*Wettbewerb Spreeinsel*). Il s'agit pour les concurrents de se focaliser sur les formes historiques du site afin d'élaborer des bâtiments susceptibles d'accueillir le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Intérieur, une bibliothèque ainsi qu'un centre de conférences (Holfelder, 2008). L'opportunité d'intervenir sur un tel site suscite l'intérêt de nombreux cabinets d'architecture. Sur 1106 projets émanant de 50 pays, 50 sont retenus, dont douze qui envisagent de conserver le PdR. Si certains concepts prévoient l'édification d'un bâtiment présentant des volumes semblables à ceux de l'ancien château, et mêlant la reconstitution de certains éléments du *Schloss* à des éléments architecturaux modernes, aucun n'envisage la reconstruction du château à l'identique (Colomb, 2007 : 294).

Peu après le concours, alors que la ville et le Bund traversent une période de restriction des fonds publics, le gouvernement décide de ne pas entamer de chantier et de réhabiliter d'anciens bâtiments en vue de leur conférer de nouvelles fonctions. En 1998, les travaux de

---

<sup>219</sup> La décision émane notamment de la rencontre entre le Chancelier Helmut Kohl, la ministre FDP de la République fédérale pour l'aménagement du territoire et la construction des villes, Irmgard Schwaezter, le bourgmestre régnant, Eberhard Diepgen, et le président fédéral, Richard von Weizsäcker (Holfelder, 2008 : 83).

désamiantage du PdR débutent, ils se poursuivent jusqu'en 2002. Le gouvernement procède alors à la vente des éléments internes du Palais, opération qui lui permet de réunir 4,6 millions de DM.

En novembre 2000, après des années de débats au sein des institutions fédérales et municipales en charge du développement urbain<sup>220</sup>, le gouvernement et le Sénat berlinois, ayant jusqu'alors échoué dans la recherche d'un consensus quant à la manière de réaménager la *Schlossplatz*, nomme une commission d'experts<sup>221</sup> – *Historische Mitte Berlin* (le Berlin-Mitte<sup>222</sup> historique) – afin d'élaborer des propositions sur l'aménagement et l'utilisation futurs de la Place du Château. Après plus d'un an de débats et d'auditions publiques (entre novembre 2000 et avril 2002), la commission rend ses conclusions. Le château sera reconstruit, mais le nouvel édifice se veut un compromis entre le projet de reconstruction à l'identique, prôné par l'Association du château berlinois de Wilhelm von Boddien, et l'édification d'un bâtiment radicalement nouveau. Trois des façades de l'ancienne demeure impériale seront reconstruites, la quatrième, située en bord de Spree, présentera une architecture moderne. Le bâtiment en trompe-l'œil abritera des intérieurs modernes ainsi que des reconstitutions de certaines pièces du château. Le nouvel édifice, baptisé le *Humboldt Forum*, devra s'inscrire harmonieusement au sein de son environnement proche et permettre la constitution « d'un ensemble de musées regroupant les arts du monde entier (...) dans la lignée de l'île aux Musées ». <sup>223</sup> Il est en effet destiné à accueillir des collections d'art non européen du musée ethnologique de *Dahlem*, ainsi que les collections d'ouvrages de l'Université Humboldt et de l'*Amerika Gedenkbibliothek*. L'édifice est de fait présenté comme un lieu « international des sciences, arts et cultures européennes et extra européennes » destiné à servir le « dialogue entre les cultures ». <sup>224</sup> Le *Humboldt Forum* devra en outre permettre l'accueil d'événements culturels et scientifiques et sera, à cet effet, doté d'une agora (qui représentera 20% de la surface du futur château) – « plus beau centre de conférence de Berlin » – rassemblant des espaces de réception et de réunion et permettant la

---

<sup>220</sup> Débats au cours desquels s'affrontèrent, parfois violemment, les tenants d'un Berlin moderne et les partisans d'un Berlin « historique ».

<sup>221</sup> Cette commission fut dirigée par Hans Swoboda, ancien conseiller municipal Viennois chargé de la Construction. Voir annexe n°18 sur la constitution de la commission d'experts et de ses responsables politiques.

<sup>222</sup> *Mitte* est la circonscription dans laquelle se trouve le site de la Place du Château, elle est considérée comme le centre historique de Berlin. Le terme *Mitte* signifie le milieu. Ce quartier compte également le centre politique (avec le Reichstag et le quartier du gouvernement), le centre économique (avec la *Potsdamer Platz*), l'île aux Musées et l'axe d'Unter den Linden.

<sup>223</sup> Se reporter au site : <http://berliner-schloss.de/fr/Chateau-et-Politique/2000-2002-Commission-Historische-Mitte-Berlin-.htm>

<sup>224</sup> Se reporter au site : <http://berliner-schloss.de/fr/Humboldt-Forum-/Concept-d-utilisation.htm>

rencontre « des hommes de la société, de la politique, de l'économie, de la culture et de la science ». <sup>225</sup>

Le 4 Juillet 2002, au terme d'une polémique entretenue depuis près de dix ans, le Bundestag vote par 384 voix contre 133 la décision de reconstruire partiellement le château érigé par le Grand électeur de Prusse à la fin du 17<sup>ème</sup> en lieu et place du Palais de la République (le budget prévu est de 670 millions d'euros). Le projet de reconstruction partielle du *Schloss* devrait être financé par des fonds publics et privés. 80 millions d'Euros sont d'ores et déjà promis par l'association de Wilhelm von Boddien. Toutefois, les sources et modes de financements restent à ce jour incertains. Etant donné le déficit budgétaire de la ville de Berlin – en 2002, la ville affichait « un déficit public record de 45 milliards d'euros » – le Sénat berlinois souligna qu'il ne pourrait participer au financement du projet (Halpern, Häussermann, 2003 : 339). Toutefois l'Etat et la ville pourraient indirectement contribuer au financement à hauteur de 230 millions d'euros (via la vente de terrains inutilisés suite au déménagement de certaines collections, etc.). Le reste, quelques 360 millions d'euros, « seraient alors levés par l'émission d'actions auprès d'investisseurs institutionnels ». <sup>226</sup> Des terrains de la *Schlossplatz* devraient en outre être cédés, tandis que « des investisseurs privés assureraient l'exploitation commerciale de certaines infrastructures du *Stadtschloss* de Berlin ». <sup>227</sup> Le futur édifice, censé assumer une fonction de musée et de forum, sera de fait pourvu d'infrastructures publiques et privées. Le 19 janvier 2006, le Bundestag rejette la demande de report de démolition – ultime recours en faveur de la préservation du Palais de la République – présentée par les Verts et le Parti Die Linke (parti né de la fusion entre le PDS, Parti héritier du SED, et l'Alternative électorale travail et justice sociale – *Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*, WASG). Les travaux de démolition du PdR débutent en février 2006.

#### 3.3.5.2. Au fil de l'exposition « Une décision démocratique », l'exemple d'une tentative de légitimation du projet de reconstruction du château par les pouvoirs publics

En 2006, alors que les travaux de démolition du Palais commencent, une exposition extrêmement bien documentée est montée aux abords du chantier qui a pour titre « Une

---

<sup>225</sup> <http://berliner-schloss.de/fr/Humboldt-Forum-/Concept-d-utilisation.htm>

<sup>226</sup> <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>

<sup>227</sup> <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>

décision démocratique » (*Eine demokratische Entscheidung*). Financée par l'administration sénatoriale pour le développement de la ville, cette dernière entend légitimer la réalisation du *Humboldt Forum*. Revenant sur l'histoire du site – notamment celles de l'ancien château impérial et du Palais de la République – mais également sur le processus décisionnel ayant trait au réaménagement de la *Schlossplatz*, l'exposition présente la décision parlementaire de 2002 comme le fruit d'un dialogue et d'un processus décisionnel démocratique.

A l'entrée du site, des panneaux d'exposition informent sur l'histoire du Palais impérial ainsi que sur sa situation dans la ville. Sous un abri, se dressent deux poteaux auxquels sont accrochés des panneaux souples recouverts de protections plastiques. Y sont présentés des croquis et des photographies du château impérial avant qu'il soit endommagé par les bombardements de 1944-1945. On peut ainsi lire la documentation sur le *Stadtschloss* en la feuilletant à la manière d'un grand catalogue. Cette partie de l'exposition est indépendante de l'exposition principale. Aménagée par la *Förderverein Berliner Stadtschloss* avant que soient entrepris les travaux de démontage, elle visait à sensibiliser le public (touristes et habitants) aux arguments en faveur de la reconstruction du *Schloss*. On y explique, par exemple que le château de Berlin était l'édifice baroque le plus significatif d'Allemagne, qu'il était à Berlin ce que le Louvre est à Paris, etc.

Le visiteur est ensuite amené à longer les excavations<sup>228</sup> où sont mis à jour les vestiges de l'ancien *Schloss*. Ce n'est qu'ensuite qu'il accède à l'exposition traitant du Palais et du Château. A gauche de l'exposition principale, un petit promontoire est aménagé, du haut duquel les visiteurs ont vue sur le chantier. Sur la façade du promontoire, deux photographies : l'une représentant une vue de la Place du Château avec le Palais de la République, l'autre, prise sous le même angle, représente une vue de la *Schlossplatz* sans le PdR. En haut du promontoire, divers panneaux informent le visiteur quant à la durée et au coût des travaux de démontage du Palais de la République<sup>229</sup>. On y apprend que le projet de démolition est financé conjointement par le Land de Berlin et l'Union. Les risques d'instabilité du sol sur l'île de la Spree que pourraient engendrer la disparition du PdR sont également évoqués (la disparition d'un bâtiment de quelques 80000 tonnes impliquant des procédés complexes de re-stabilisation des sols). Ce promontoire, duquel le visiteur peut observer les travaux de démontage du PdR, met en scène le droit de regard des habitants sur le

---

<sup>228</sup> Ces excavations sont entourées de panneaux explicatifs sur lesquels figurent textes et schémas reconstituant l'ancien édifice impérial.

<sup>229</sup> Les travaux de démontage devaient s'étendre sur une période de 14 mois et s'achever en avril 2007. Le coût, 12 millions d'euro, est, selon les dires de l'exposition, largement en dessous du budget prévisionnel initial qui s'élevait à 20 millions d'euro.

réaménagement urbain de la capitale. Le *Schaustelle* (place d'exhibition), invite le chalant à découvrir les coulisses du réaménagement urbain en train de se faire.



**Figure 28** Promontoire de l'exposition permettant d'observer les avancements des travaux de démontage du Palais de la République



**Figure 29** L'exposition « une décision démocratique », aux abords du chantier de démolition du Palais de la République

L'exposition au sol s'étend au pied du Palais en démolition, elle se compose d'une quinzaine de panneaux sur lesquels est retracée l'histoire du site depuis l'édification du château par les margraves et électeurs du Brandebourg jusqu'au lendemain de la réunification. Les premiers panneaux de l'exposition au sol, intitulés « 500 ans d'histoire architecturale », retracent l'histoire du château des Hohenzollern en suivant une chronologie s'étalant de 1440



à 1903. Pour chacune des extensions du château, sont indiqués les noms des architectes en charge des travaux. Sont également précisés – dans une sous partie titrée « une construction pour les rois » – les noms des princes électeurs ayant successivement résidé au *Stadtschloss*. Au-delà, c'est de l'évolution de la fonction du *Schloss* vers une représentation monumentale de l'absolutisme dont il est question.

Les extensions du 18<sup>ème</sup> coïncident en effet avec la consolidation du pouvoir de la famille des Hohenzollern sur la Prusse et avec l'essor du royaume. La Prusse est alors une grande puissance politique et militaire dont le territoire s'est considérablement agrandi (acquisition de la Silésie et des territoires de la Prusse occidentale). Symbole de l'absolutisme sous le règne de Frédéric II (1740-1786), le château devient l'expression de l'impérialisme prussien au 19<sup>ème</sup> siècle. Il est par ailleurs fait référence à la naissance des traditions parlementaires allemandes au 19<sup>ème</sup> siècle, illustrée par l'ouverture du Reichstag, en juin 1888, par le nouvel empereur Guillaume II, dans la salle blanche de la demeure impériale. Les textes, portant sur le château en tant que représentation du pouvoir (*Repräsentation der Macht*) sont accompagnés de photographies et de gravures représentant la demeure impériale.



Figure 30 Gravure de l'ancienne Place du Château

La partie suivante, qui s'intitule « Un palais sans roi » (*Schloss ohne Herrscher*), relate l'histoire du château au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. Les différents grands événements politiques qui eurent pour toile de fond la Place du Château entre la fin de la Première Guerre mondiale et l'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir, sont détaillés (proclamation de la République socialiste par Karl Liebknecht, invasion du château par une division de la marine nationale provoquant un incendie dans le château, etc.). Une sous partie, intitulée « relégué à la périphérie », narre le destin de l'ancienne demeure impériale sous le joug national-socialiste. Les derniers panneaux relatent les bombardements entre mai 1944 et 1945, et documentent – avec textes et photographies à l'appui – les dommages dont a souffert le *Schloss*. L'extérieur

du château est très endommagé tandis que son intérieur est totalement anéanti par des incendies. Cependant, une partie du bâtiment subsiste.

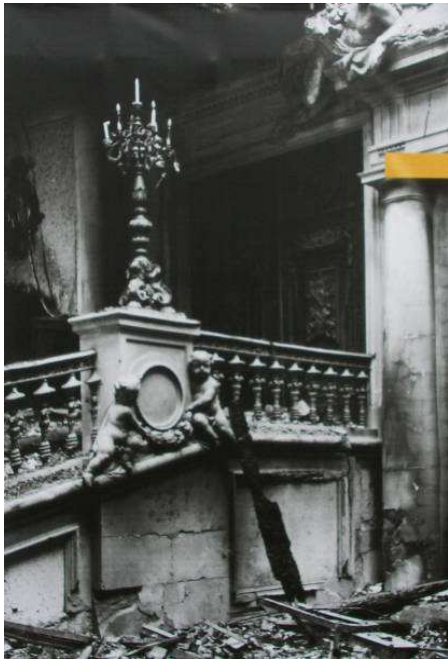


Figure 31 Illustrations des dommages causés au château par les bombardements alliés

Dans la partie « Un héritage controversé » (*Umstrittenes Erbe*), il est question de la décision, prise dans le secteur soviétique, de détruire le château. Cette partie de l'exposition est illustrée d'une citation, datant de 1946, de Heinrich Stark, alors vice-président du conseil municipal responsable de la construction et de l'habitation (*Stellvertretender der Stadtrat für Bau und Wohnungswesen*) : « Le château était pour nous l'un des symboles d'un temps qu'on ne peut tolérer. Il nous fallait supprimer cette chose ».<sup>230</sup>

Une sous partie traite des discussions qui eurent lieu entre 1945 et 1950 autour des possibilités soit de reconstruction, soit de destruction du *Schloss*. L'accent est mis sur le désaccord de la population, des architectes et des urbanistes à l'annonce de la décision de la destruction du château. Les paragraphes, intitulés « une sévère hostilité et une grande résistance », sont illustrés de propos de spécialistes, tel Hans Scharoun, qui défendit le *Schloss* en tant que monument exemplaire et représentatif du style baroque en Allemagne du Nord. Nombreux furent en effet les experts et architectes est-allemands qui estimaient que le château était un « chef d'œuvre architectural humaniste » digne d'intégrer le panthéon patrimonial du nouvel Etat est-allemand.

Le titre suivant – « Fin et ruine » (*Ende und Untergang*) – relate la prise de décision

<sup>230</sup> *Das Schloss war das Symbol einer für uns nicht tragbaren Zeit. Man sollte diese Dinge beseitigen.*

par les instances étatiques de RDA, de la démolition du *Schloss*. Celle-ci intervenait dans le cadre d'une politique d'effacement des symboles des régimes national-socialiste et impérial, menée par le pouvoir en secteur soviétique.



Figure 32 Illustration de la destruction du château municipal

La partie « Autour du château » (*Rings um das Schloss*) a pour objet les différentes phases de constructions de l'environnement plus ou moins proche du château. Cette partie de l'exposition porte sur une période antérieure à la fin de la Seconde Guerre mondiale. On nous montre comment les aménagements successifs de l'île au musée et des quartiers historiques du centre (*Mitte*) furent entrepris en vue d'intégrer le *Schloss* à la ville, faisant peu à peu de ce dernier le centre de Berlin. Les différents monuments et aménagements entrepris après l'érection du château sont présentés selon une suite chronologique allant du 16<sup>ème</sup> au 19<sup>ème</sup> siècle.<sup>231</sup> Cette présentation a manifestement pour objectif d'appuyer l'argument selon lequel le château municipal serait la condition de la cohérence urbaine de l'ensemble bâti du *Mitte* historique.

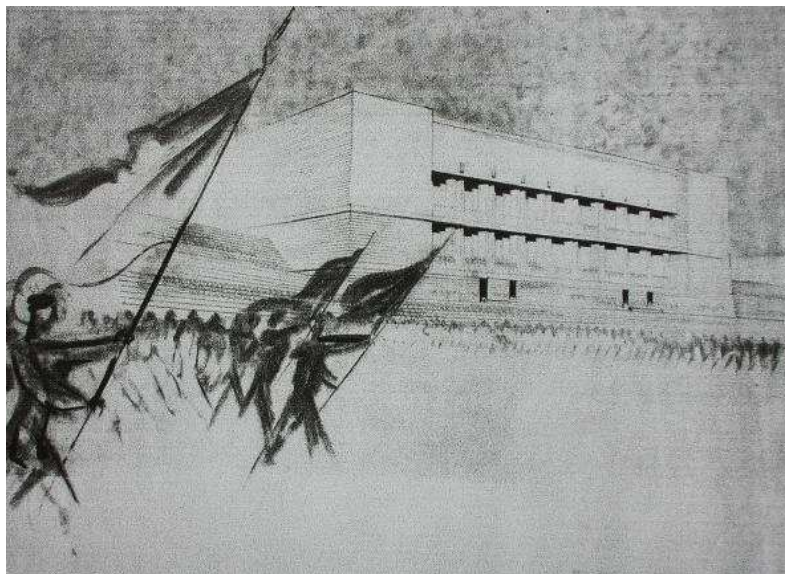
La partie intitulée « Un centre sans milieu » (*Zentrum ohne Mitte*) relate la destruction

---

<sup>231</sup> On y présente les différentes phases d'expansion de Berlin. L'intégration du château dans la ville à partir du 17<sup>ème</sup> siècle (via l'aménagement du *Lustgarten*, d'*Unter den Linden*, des *Königstadt*, *Königsviertel* et *Friedrichstadt*). Le 19<sup>ème</sup> siècle marque la fin des développements urbains autour de la demeure impériale (édification du vieux musée – *Alt Museum* – ; du pont du château – *Schlossbrücke* – ; de la cathédrale – *der Dom* – ; de l'aile ouest du château ainsi que de l'académie d'architecture). Au 20<sup>ème</sup> siècle, un deuxième pont, le pont Karl Liebknecht, complète les voies d'accès à l'île aux Musées. La *Neue Marstall* et la bibliothèque d'Etat sont également construites à cette période.



du *Schloss* et met en exergue la perte de cohérence urbaine engendrée par cette destruction. En 1951, la nouvelle *Marx-Engels-Platz* fut destinée à accueillir les manifestations politiques de la RDA. Une estrade fut montée à cet endroit afin d'accueillir les personnalités du régime au cours de manifestations qui avaient pour fonction de légitimer le pouvoir en place, mettant en scène la puissance du régime via la tenue des défilés devant la population rassemblée en masse. Le lieu fut cependant en proie à la désertification et aurait été, par la suite, utilisé comme parking. Avec l'éviction du château de cette portion stratégique de l'île aux Musées, le SED disposait cependant d'un espace central où aménager un nouveau centre politique pour la capitale est-allemande.



**Figure 33** En haut, illustration d'un projet de réaménagement pour l'ancienne Place du Château. En bas, photographie de l'ancienne Place du Château réaménagée en place de rassemblement

Le propos se poursuit par l'explication des différentes phases de réaménagement des alentours de la *Schlossplatz* sous les ères Ulbricht et Honecker en vue d'une « transformation socialiste du centre de la capitale de RDA ». Une partie consacrée au « Centre d'Etat de la RDA » (*Staatmitte der DDR*) reprend les principes d'aménagement de l'actuelle île aux Musées en vue d'en faire un centre incarnant le pouvoir politique (la construction, en 1964, du bâtiment du conseil d'Etat – *Staatsratgebäude*, celle, en 1967, du ministère des Affaires étrangères – *Außenministerium* – sur les ruines de la *Bauakademie* de Schinkel, et enfin l'érection du Palais de la République en 1976).

L'aménagement de l'*Alexander Platz* selon des principes architecturaux et urbains modernes et fonctionnels est également détaillé. Le visiteur appréhende ainsi la manière dont l'espace réunissant la *Museum Insel* et l'*Alexander Platz* s'est peu à peu constitué en cœur de la capitale est-allemande et en une incarnation du pouvoir et de l'idéologie socialiste.

Une partie intitulée « Projet de prestige » (*Prestigeprojekt*) relate le contexte dans lequel s'ancre la construction du Palais de la République et revient sur la double fonction, politique et culturelle, du PdR. Cette partie est illustrée de nombreuses photographies présentant les différentes étapes de la construction du PdR, ainsi que l'extérieur et l'intérieur du monument achevé.



Figure 34 Photographie du grand foyer, avec ses fameuses lampes en verre.





Figure 35 Photographie de la grande salle modulable à l'occasion d'une célébration du Parti.

Les panneaux suivants retracent la fermeture du Palais et informent le visiteur sur les travaux de désamiantage (*Asbestsanierung*).<sup>232</sup> On y rappelle les effets cancérigènes de ce matériau. L'amiante apparaît ici comme la cause première de la fermeture de l'édifice. De 1998 à 2002, date à laquelle le Bundestag se décide pour la démolition du Palais et la reconstruction du *Schloss*, le Palais reste fermé en raison de ces travaux d'assainissement. C'est alors qu'il devient un lieu propice à certaines manifestations festives ou sportives. Ce qu'explique la partie de l'exposition intitulée « Jeu avec le lieu » (*Spiel mit dem Ort*) qui retrace les divers événements culturels et sportifs qui prirent place devant et à l'intérieur du Palais (la coupe du monde de *beach volley*, la foire de Noël, l'exposition d'une copie de l'armée chinoise de *Terracotta*, etc.). Si les événements organisés à l'initiative du Sénat berlinois entre 1998 et 2000 sont détaillés dans cette partie de l'exposition, les actions entreprises dans le cadre du projet de réutilisation temporaire du Palais entre 2004 et 2005 (et sur lesquelles nous reviendrons un peu plus loin) ne sont pas évoquées. Notons que la mobilisation des factions politiques die Linke PDS et Bündnis 90/die Grünen contre la démolition du Palais de la République est rapidement présentée dans cette partie de l'exposition. Il est ensuite longuement question du processus politique ayant précédé le vote du démontage du PdR.

La partie suivante, « Château, Palais, ou bien...? » (*Schloss, Palast oder...?*), traite du débat autour de la reconstruction du *Schloss* et s'attarde sur les termes de la polémique

<sup>232</sup> La construction du Palais de la République aurait nécessité l'utilisation de quelques 5000 tonnes d'amiante.

engendrée par la question du devenir du site de l'ancienne Place du Château<sup>233</sup>. Une partie consacrée au « discours des planificateurs » (*Diskurs der Planer*) détaille certains concepts et projets proposés par des architectes et urbanistes à l'occasion des concours d'architecture lancés par le Bund, mais également des projets présentés de manière indépendante. Notons au passage que les projets présentés prévoient tous la destruction du Palais en vue de rebâtir quelque chose de nouveau ; ceux prévoyant une quelconque réhabilitation du Palais de la République ne figurent pas dans l'exposition.

Une dernière partie – « Un démontage au lieu d'une démolition » (*Demontage statt Abriss*) – traite des techniques de démolition du Palais. On y souligne le caractère écologique des travaux de démontage, les matériaux récupérés étant destinés au recyclage.

### 3.3.5.3. Les arguments en faveur du projet de reconstruction du *Schloss*

S'il nous a paru intéressant de présenter succinctement les propos de cette exposition, c'est qu'ils nous permettent d'identifier un certain nombre d'arguments, émanant des pouvoirs publics, qui justifient le projet de reconstruction du château municipal.

Le premier d'entre eux est sans conteste celui de la cohérence urbaine. Ce que l'on constate en effet, c'est le développement d'idées d'abord puisées dans « des connaissances positives accumulées par l'histoire de l'art et l'architecture » (Fabre, 2000 : 11) qui viennent légitimer une reconstruction, qui, bien que partielle, rétablirait sur la Place du Château les volumes d'un bâtiment disparu depuis près de 60 ans. L'ancien édifice est présenté comme le cœur du centre historique de Berlin, une qualité qu'il aurait acquise au cours des siècles, grâce aux aménagements urbains successifs qui l'intégrèrent peu à peu à la ville.

Il convient ici de rappeler les arguments mis en exergue par Wilhelm von Boddien au cours de sa campagne en faveur de la reconstruction du château afin de mieux comprendre l'enjeu urbain et patrimonial que constitue le retour du château aux yeux de ses partisans. La volonté affichée était de « rendre à Berlin son image », d'« achever le centre historique » afin

---

<sup>233</sup> La reconstruction du château des Hohenzollern reviendrait-elle à commettre la même erreur que la RDA lorsque celle-ci détruisit les restes du *Schloss* ? La démolition du Palais pourrait-elle être interprétée comme une simple destruction de symboles passés ? Qu'en est-il de l'aspect politique impliqué par cette décision, à savoir la relation à l'histoire de la RDA ? Quel type d'architecture choisir entre le moderne et le traditionnel, pour la Place du Château ? Comment combler le gouffre laissé par la démolition du Palais ? Quelle fonction attribuer au nouvel édifice ? Quelle serait l'authenticité d'un lieu reconstruit à l'identique plus d'un demi-siècle après sa disparition ? Quel intérêt y a-t-il à reconstruire quelque chose de « hors époque » dans un espace central ? Enfin des questions relatives aux techniques de démolition et de reconstruction, au type d'architecture à employer, ainsi qu'au financement des opérations sont elles aussi soulevées.

de refaire de la ville une « Athènes sur Spree ».<sup>234</sup> Le projet est donc justifié par la cohérence (à la fois urbaine, esthétique et patrimoniale) qu'il est censé apporter au site (mise en valeur des monuments avoisinants et du réseau de voies navigables traversant la ville, etc.). Le château est évoqué comme une pièce qui viendrait compléter harmonieusement l'ensemble bâti du *Berlin-Mitte* historique<sup>235</sup>, rétablissant un lien entre *Unter den Linden* et l'île aux Musées.

Cette reconstitution d'un monument baroque a, par ailleurs, pour objectif de « faire pendant » à la prédominance d'une architecture moderne (celle héritée de la guerre froide et de la réunification). Comme le souligna en effet la députée verte Antje Vollmer en réponse aux critiques des tenants d'une architecture moderne pour le réaménagement du site de la Place du Château<sup>236</sup> : « Les modernes ont eu leur chance à Berlin, comme dans aucune autre métropole ou presque. Et beaucoup de ces bâtiments nous ont montré les limites du moderne ». Et la députée d'ajouter que ce « retour aux façades baroques n'est pas un hommage au « militarisme prussien », ni un projet de « restauration politique », mais une preuve de « notre très grand respect pour les chefs-d'œuvre de nos ancêtres ».<sup>237</sup>

Cela nous amène à un troisième argument, qui se place au-delà de la dimension esthétique et urbaine du projet, et qui se fonde sur la future fonction du *Humboldt Forum*. L'édifice devra en effet « servir le dialogue politique, culturel et sociétal ». La future réplique du château, de par sa fonction culturelle, serait inscrite dans le contexte de la mondialisation et constituerait la preuve tangible de « l'investissement de l'Allemagne pour participer à la culture mondiale (*Weltkultur*) ». Lieu de représentation de la diversité des cultures, de recherche scientifique, et lieu d'expression du politique et du social, le *Humboldt-Forum* aurait ainsi la vocation de « favoriser le dialogue entre les peuples », et, plus simplement, entre les citoyens amenés à visiter l'endroit. Cette vision du *Humboldt forum* fait de Berlin et de son centre un carrefour des différentes cultures, elle en appelle aux traditions cosmopolites de la ville, à son rôle dans le développement des sciences et des arts. En puisant dans les passés (choisis) de la ville (notamment le Berlin du 19<sup>ème</sup> siècle et de la République de

---

<sup>234</sup> Se reporter au site <http://berliner-schloss.de/fr/Editorial.htm>

<sup>235</sup> Au sein duquel on dénombre les monuments – inscrits au panthéon national – situés sur *Unter den Linden* ; l'Université Humboldt, la bibliothèque nationale, la *Bebelplatz*, la *Neue Wache*, la *Zeughaus* abritant le musée national de l'histoire allemande et la porte de Brandebourg, pour ne citer qu'eux.

<sup>236</sup> Au lendemain du vote du Bundestag de juillet 2002, les tenants d'un Berlin contemporain ne cachèrent pas leur consternation. En effet, Peter Conradi, l'un des experts de la commission *Historische-Mitte* Berlin évoqua pour sa part « une décision frileuse et bornée » correspondant « à une tendance générale à se tourner vers le passé » dans une « République qui n'ose plus rien ». Cf. le site <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>. Nous reviendrons un peu plus loin sur la position de ces tenants d'un Berlin moderne et expliquerons en vertu de quoi ils se sont opposés au projet de reconstruction du *Schloss*.

<sup>237</sup> Se reporter au site : <http://www.berlin-en-ligne.com/news1.php>



Weimar), on invente un sens nouveau au château tandis que, dans le même temps, une vocation universelle se dessine pour la capitale allemande et son « centre historique ». On a donc affaire à un discours qui lie un projet urbain aux réalités d'une société globalisée, parcourue de flux d'informations, de marchandises et de populations, qu'il convient de réguler en établissant un dialogue entre les peuples, les cultures, les différentes strates du social, etc. Le futur édifice est ainsi réinscrit dans une tradition berlinoise, non celle du militarisme prussien, comme s'en défendit Antje Vollmer, mais celles des Lumières, de l'ouverture sur l'Europe et le monde et du rayonnement culturel et scientifique. Et qui d'autre, en effet, que le personnage qui fonda en son temps l'Université de Berlin (ensuite baptisée Université von Humboldt) n'était à même d'incarner cette page de l'histoire allemande ?

Enfin, soulignons au moins deux autres arguments, d'ordre politique, présentés pour justifier la démolition du Palais. Le premier argument consiste à réduire le PdR à un « objet de prestige », et qui plus est édifié par un Etat de non droit. C'est donc essentiellement sa fonction en tant qu'instrument de représentation du pouvoir et de l'idéologie socialiste qui se trouve soulignée. Sa dimension culturelle, ainsi que l'attrait qu'il a exercé sur les Berlinoises de l'Est, qui se sont largement identifiés au bâtiment<sup>238</sup>, sont relégués au second plan. La RDA aurait commis un crime en décidant du dynamitage du château en 1951, la « restitution » du Château à Berlin est dès lors interprétée comme un acte légitime de justice historique (Colomb, 2007). Pour les partisans du château, le Palais n'a donc définitivement pas sa place sur la *Schlossplatz*, tant du point de vue esthétique qu'idéologique. Le deuxième argument politique qui légitime avec force le projet du retour du château réside, quant à lui, dans le caractère démocratique de la décision finale du Bundestag et des débats qui l'ont précédée.

#### 3.3.5.4. Au-delà d'une présentation consensuelle, des individus s'expriment sur le réaménagement de la Place du Château

Au-delà de la vision consensuelle qu'elle propose sur la nature du site, son histoire et son affectation à venir, l'exposition « Une décision démocratique » est également révélatrice de la façon dont la population locale s'est réappropriée les termes du débat. Certains anonymes sont en effet venus exprimer leurs vues sur le projet, inscrivant de courtes phrases sur de nombreux panneaux de l'exposition. Expression d'un mécontentement face à la disparition du Palais – et face à ce qui est perçu comme une véritable guerre à l'encontre des

---

<sup>238</sup> Du moins cette identification devint-elle réalité à l'annonce de la destruction du PdR.

symboles et des reliques de la RDA –, ou expression de la volonté résolue de venir à bout de ces symboles et de faire disparaître toute tendance nostalgique au sein de la population est-allemande, ces inscriptions nous renseignent sur l’affrontement des mémoires occasionné par le débat sur le réaménagement de la Place du Château.



Figure 36 « Démolition de l’Est »



Figure 37 « Western revisionism. Deny of recent history » - « Propaganda of a repeating waste ».



Figure 38 « Lieu des anciennes traditions parlementaires » - « Lieu des anciennes traditions anti-parlementaires »

Sur ces différentes inscriptions figurent des arguments contre la démolition du Palais. La première inscription revient à dire qu'en démolissant le Palais, c'est la RDA qu'on cherche à faire disparaître. A travers la disqualification de certains des hauts-lieux de Berlin-Est, on chercherait à effacer des souvenirs relatifs à certaines manières d'être et de faire, valeurs et traditions qui étaient propres aux Allemands de l'Est. Les deux inscriptions suivantes sont écrites en anglais. Difficile de dire s'il s'agit d'un natif qui chercherait à être compris par le plus grand nombre ou s'il s'agit d'un étranger sensible au devenir du site. Toujours est-il que cet individu dénonce ce qu'il considère comme du révisionnisme, le déni d'un passé récent qui gêne, et qu'on cherche à circonscrire dans d'autres parties de la ville, moins centrales. L'autre argument, largement employé au cours du débat autour du réaménagement de la Place du Château, consiste à interpréter le projet de démolition du PdR et de reconstruction du Schloss comme la répétition de l'erreur commise en 1951 par les autorités de RDA. Est également souligné le « gaspillage » occasionné par cette série de réaménagements.





Figure 39 « Pourquoi ne pas le démolir » - réponse à l'un des titres de l'exposition « Un démontage au lieu d'une démolition ». Suivi de « East Germany has no legitimacy!!! » - en réponse au titre « East Germany asserts his legitimacy »



Figure 40 « So remove it already » - suivi de « Out of my fucking face » - en réponse au titre « The removal »

Les inscriptions des figures ci-dessus en appellent à l'éviction du Palais de la République du paysage berlinois en des termes assez agressifs. Ici également, il est difficile de savoir s'il s'agit de natifs ou d'étrangers. Le deuxième graphe dénonce la RDA comme Etat de non droit. Le Palais de la République, en tant que monument représentatif d'un régime honni, n'avait *de facto* pas droit de cité au sein de la capitale de l'Allemagne réunifiée.

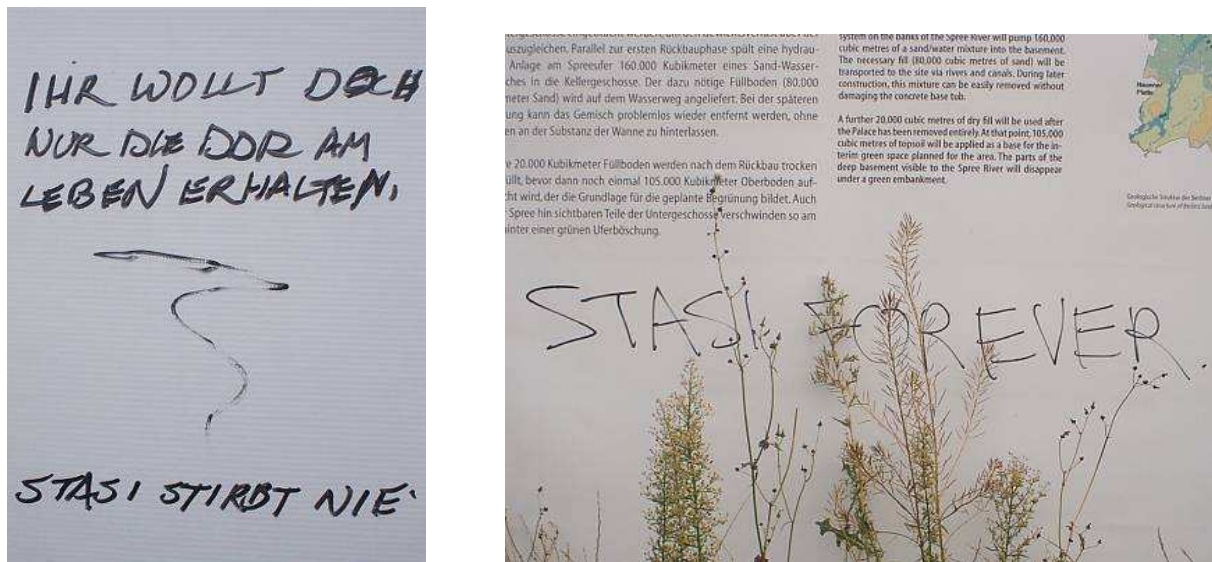


Figure 41 « Vous ne voulez que conserver la RDA, la Stasi ne meurt jamais » - « Stasi forever ».

Les inscriptions suivantes s'adressent directement aux Berlinoises de l'Est, ou anciens citoyens de RDA, qui manifestèrent leur attachement à l'ancienne maison du peuple alors que son devenir était encore en suspens. Ces propos établissent un rapport entre l'attachement, parfois nostalgique, d'une population pour un monument ayant marqué leur quotidienneté sous l'ancien régime, et l'oubli des côtés négatifs de la RDA, et notamment de la réalité d'une société entièrement infiltrée par les agents de la fameuse Stasi. Pour ces individus, la RDA est toute entière délégitimée par l'existence de son organe de surveillance et de répression, le Palais de la République devient l'incarnation de la dictature, il doit être détruit. Avec l'éviction de cette icône de l'ancien régime doit disparaître toute possibilité, pour les anciens citoyens de RDA, de jeter un regard nostalgique sur leur passé.

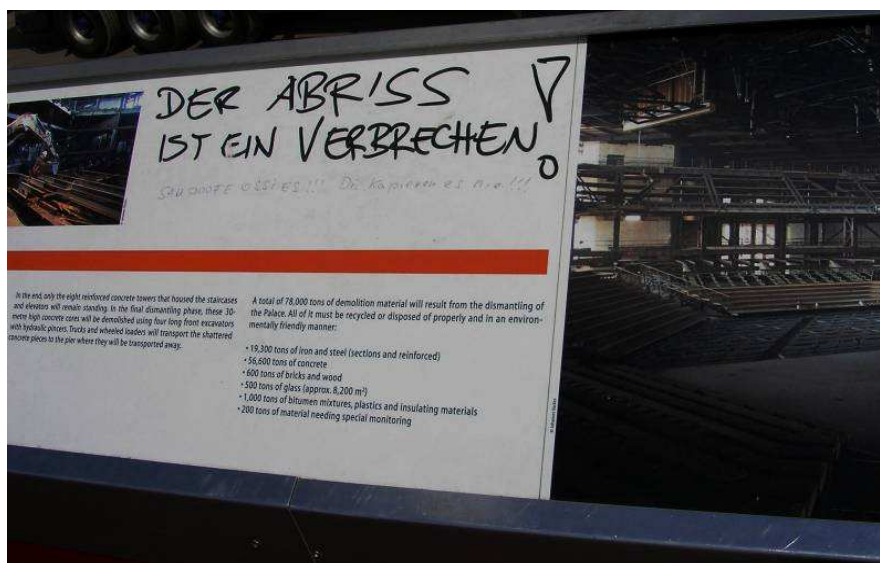


Figure 42 « La démolition est un crime ! », suivi de « Sau dooffe ossies!!! Die Kapiieren es nie!!! » (« Stupides Ossis !!! Ils ne comprennent jamais rien !!! »)

Enfin, cet échange de propos (ci-dessus) entre un sympathisant du Palais de la République et un Berlinois (ou Allemand) de l'Ouest illustre bien le caractère émotionnel, parfois même violent, de la polémique qui fit rage autour du devenir du PdR.

Comme nous venons de le voir, certains partisans du *Schloss* sont porteurs de discours assez virulents qui sont relayés au sein de la sphère médiatique. Parmi ces individus, au nombre desquels on compte des hommes politiques, des architectes, des journalistes et de simples citoyens, les comparaisons vont bon train. Il est ainsi question du « calamiteux Palais de la République » qui « défigure l'avenue *Unter den Linden* », d'une « médiocre salle polyvalente », d'un « hôtel de ville de banlieue », d'un « bunker servant aux rassemblements et aux parades du régime communiste » ou encore du « *Ballast der Republik* » (le boulet de la république).

Au-delà de ces comparaisons peu flatteuses, le Palais est souvent dénoncé comme le symbole de la dictature communiste exercée par le SED. Certains estiment en effet qu'il n'est pas envisageable de conserver le témoin architectural de ce passé honteux, ni de reconnaître une quelconque légitimité aux différents aspects que couvrait la réalité de la RDA. Ce courant tend à établir que l'ancienne République est-allemande est en tout point condamnable, et dénonce vigoureusement les formes d'oppression exercées en son sein. Dans une telle optique, les symboles qui renvoient à ce régime honni n'ont plus droit de cité dans la capitale. Les accusations portées à cet édifice et à ce qu'il incarne se muent en exhortation à l'encontre des anciens citoyens de RDA, ayant parfois pour fin implicite de leur faire reconnaître leur responsabilité dans la perpétuation d'un régime totalitaire. C'est, entre autres, contre cette attitude qui stigmatise les Allemands de l'Est et qui les réduit bien souvent au statut de *Mitläufer* (les suiveurs, qui se sont faits les complices d'un régime non respectueux des Droits de l'homme) que certains se sont investis dans les mouvements en faveur de la préservation du Palais.

#### 3.3.5.5. Les critiques à l'encontre du réaménagement de la *Spreeinsel*

Parmi ceux qui se sont mobilisés pour la protection du Palais, on compte des personnes attachées au lieu parce qu'il constituait un de leurs repères dans la ville (habitants de Berlin-Est, anciens employés ayant travaillé au Palais, etc.). Leur attitude vis-à-vis du lieu est parfois empreinte d'un certain passéisme à travers lequel s'expriment la nostalgie pour un pays disparu et la volonté de voir le retour du Palais tel qu'on l'a connu par le passé. Leur mode d'action consiste essentiellement à diffuser des pétitions en faveur de la réouverture du

PdR, à monter des expositions et à organiser des débats sur le thème du Palais. Dans le milieu des années 1990, ces acteurs sont rejoints par des hommes politiques locaux, des architectes, des historiens, des intellectuels est- et ouest-allemands, mais également étrangers. Peu à peu s'esquisse un vaste réseau d'acteurs et de citoyens en faveur de la conservation du lieu. Parmi eux, on dénombre des Allemands de l'Ouest qui estiment que l'effacement des symboles de la RDA constitue une erreur, qu'il n'est pas envisageable de fonder l'Allemagne réunifiée en procédant par l'effacement quasi-systématique de la symbolique est-allemande.

Avec cet élargissement, émergent de nouveaux projets qui envisagent « [des plans] sur le long terme pour l'utilisation de la *Spreeinsel* et [des concepts créatifs] pour la conservation du Palais » (Colomb, 2007 : 292). De ce positionnement est née l'Alliance pour le Palais (*Bündnis für den Palast* ou *Palast Bündnis*) qui réunit des architectes et des urbanistes originaires des deux parties de l'Allemagne, aidés bénévolement par des étudiants en architecture et en design. La fondation du *Palast Bündnis* répondait originellement aux nécessités, pour ses membres, d'acquérir un poids politique et une reconnaissance sur la scène publique. La présence du *Palast Bündnis* dans l'arène des porteurs de projets pour le réaménagement et l'utilisation de la *Schlossplatz* devait par ailleurs contribuer à garantir le caractère démocratique des délibérations sur le devenir du site. Afin d'acquérir une certaine visibilité au sein de l'espace public, le *Palast Bündnis* eut recours à plusieurs types d'actions ; participation aux débats sur la Place du Château (via leur site Internet, notamment), conceptions et distributions de flyers, organisations d'événements culturels aux abords du Palais, pétitions, etc. Cette association développa certains arguments en faveur d'une réhabilitation du lieu, impliquant certaines transformations, en vue d'un usage à long terme du PdR. L'extrait d'entretien suivant nous informe quant aux arguments développés par l'Alliance pour le Palais dans le cadre de leur engagement en faveur du PdR :

« En fait, mon engagement pour le Palais en vue d'essayer au moins de le conserver, s'est fondé et a grandi à partir de mon expérience et de mon passé en tant qu'Allemande de l'Ouest. Pour moi, le Palais a signifié une transformation, le symbole d'un Etat nouvellement ouvert, un changement, un futur possible en même temps qu'un témoin du passé de la guerre froide. La participation de beaucoup de jeunes à notre alliance pour le Palais était variée et vraiment impressionnante... (...) Je fais partie de l'association *Palastbündnis*, c'est une association pour la défense du Palais de la République. On s'est constitué en réaction à la diffusion d'images et d'informations en faveur de la démolition du Palais de la République. Notre association se constitue d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes, nous avons eu le soutien de nombreux architectes de réputation internationale. Donc nous étions pour que le



Palais demeure là où il est mais nous voulions également le changer, en faire un bâtiment moderne. Nous avons également fondé cette alliance pour tenter d'avoir un poids, plus politique, nous espérions faire en sorte que la prise de décision sur l'avenir du Palais soit plus démocratique. (...) On était en faveur d'un concept pour le Palais, d'un projet architectural qui aurait été de toute façon moins cher. (...) Nous développons des arguments contre la démolition, notamment des arguments financiers et nous avons aussi beaucoup travaillé sur des projets alternatifs, donc un travail de conception, d'écriture, de recherche. Nous avons proposé de refaire entièrement la façade du Palais. Nous n'aurions pas touché à la structure en acier mais nous aurions retravaillé la façade. Et nous aurions également travaillé la fonctionnalité du lieu, en modifiant les espaces intérieurs afin de faire du Palais un bâtiment flexible capable d'accueillir des concerts, des représentations diverses, des séminaires... (...) J'estime qu'on n'a pas le droit de raser des bâtiments pour en reconstruire d'autres par-dessus, ça n'a pas de sens, d'autant plus si le bâtiment qu'on rase est salubre. (...) Les gens qui ont vécu en RDA vivent encore et je fais simplement preuve de respect envers eux quand je dis qu'il faut conserver le Palais, qu'on ne peut pas tout raser et faire preuve d'un comportement d'occupant à leur égard. Le Palais de la République est un témoin de l'histoire de la RDA, et en cela, il faut le conserver. Les gens doivent pouvoir comprendre comment s'est construite la ville, strate après strate. » Margrit, 42 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Ouest.

Les membres du *Palast Bündnis* défendent un projet de réutilisation du Palais, du moins pendant quelques années encore avant de statuer définitivement sur le sort de la *Schlossplatz*. Précisons ici qu'ils reçurent le soutien d'architectes de renommée internationale, d'universitaires et d'hommes politiques (issus des Verts et du parti Die Linke). Les arguments sur lesquels se fonde leur projet de réhabilitation sont de nature financière, culturelle et sociopolitique.

C'est à travers la réalisation d'études relatives au coût qu'engendrerait la démolition du Palais et la reconstruction de l'ancienne demeure impériale (ou la construction d'un édifice moderne) que le *Palast Bündnis* entendait tout d'abord légitimer son projet de réhabilitation. Selon eux, la démolition du PdR entraînerait des dépenses beaucoup plus importantes que ce qui était initialement prévu par les experts.<sup>239</sup> Un projet de réhabilitation qui envisagerait une transformation fonctionnelle et esthétique du Palais de la République permettrait d'effectuer des économies non négligeables pour une ville affichant un déficit important.

---

<sup>239</sup> Sur ce point, soulignons qu'en 2006, la découverte de nouveaux foyers d'amiante au cours des travaux de démontage eut pour effet d'interrompre ces derniers. Cela entraîna par ailleurs une « explosion » des coûts de démontage.



Les membres du *Palast Bündnis* considèrent par ailleurs que le Palais de la République fait partie de l'histoire de Berlin et qu'à ce titre, il doit être conservé. Ils revendiquent la reconnaissance et la préservation de certaines formes architecturales susceptibles de renseigner sur des formes culturelles et sociales spécifiques à la société est-allemande. Le réaménagement urbain doit, selon eux, pouvoir rendre compte de la façon dont la ville s'est formée « *strate après strate* ». Leur posture par rapport au lieu est caractérisée par l'urgence face à sa dégradation et une volonté de préservation, via une modernisation du bâtiment, en vue de garantir la transmission de l'histoire récente de Berlin aux générations futures.

Les actions entreprises par l'Alliance pour le Palais sont également motivées par leur « *respect* » pour leurs concitoyens de l'Est. Pour notre informatrice, la destruction du Palais, et plus généralement l'effacement des traces et reliques de la RDA, reviennent clairement à nier un pan du passé récent, à dénigrer l'expérience collective d'une partie de la population :

« Beaucoup de gens à Berlin-Est allaient volontiers au Palais pour boire, aller au bal, au théâtre etc. Et c'est dommage que ces choses que les gens ont vécues soient dénigrées et oubliées. (...) La destruction du Palais revient à détruire un bout de mémoire et cet effet sur la mémoire est voulu. Cet effacement, c'est un geste politique. Le Palais, en tant que monument datant de la RDA, a un pouvoir évocateur. Pour moi, la ruine et la destruction sont un non sens. Mais la démolition a été décidée par le pouvoir politique, et il n'y a rien d'autre à faire que de s'y résigner. (...) Je trouve que les Allemands de l'Ouest ont une mentalité d'occupants, ils cherchent à effacer complètement la RDA. Une démocratie doit pouvoir conserver un tel bâtiment. La destruction du Palais de la République est un mauvais signe de l'état de la démocratie en Allemagne. » Margrit, 42 ans au moment de l'interview (2007), originaire d'Allemagne de l'Ouest.

Aux yeux de Margrit, la destruction du Palais de la République est « *un geste politique* » regrettable qui revient à imposer une nouvelle vision du monde et de l'histoire. La réévaluation des passés de Berlin, que traduit la destruction d'un bâtiment emblématique en regard de l'histoire nationale et son remplacement par un monument d'une autre époque et non moins emblématique est « *un mauvais signe de l'état de la démocratie en Allemagne* ». L'éviction du Palais de la République est selon elle l'expression d'une « *mentalité d'occupants* », attitude qui dessert la constitution d'un être ensemble sur les bases d'une relation équitable. A travers son engagement en faveur de la préservation du Palais de la République, l'enquêtée défend donc la cause d'une réunification plus équilibrée, prenant en compte les différences comme autant de potentialités d'enrichissement mutuel.

### 3.3.5.6. Les tenants d'un Berlin moderne ou l'architecture au service de la représentation d'une identité post-nationale ?

La reconstitution, même partielle, d'un bâtiment d'un autre âge, pose des « problèmes déontologiques » qui se rapportent en premier lieu à la valeur d'ancienneté (*Alterswert*), à savoir l'appréciation de l'action érosive de la nature sur un monument ou une œuvre qui distingue ces derniers d'une production moderne (Bastoen, 2009 : 2). La patine, signe de l'authenticité d'une œuvre, est au fondement de sa valeur d'ancienneté. Le culte de l'ancienneté s'oppose *de facto* à la destruction ainsi qu'à la restauration de l'œuvre et du monument, toutes deux considérées comme une « intervention impie dans le cours naturel de la dégradation » (Riegl, 2003 : 78). Mais la reconstitution d'un monument disparu, ou « clonage architectural », contrarie également une valeur au fondement des pratiques contemporaines de conservation en Allemagne et en Europe, à savoir l'authenticité historique. Comme le signale Riegl à cet égard : « si le culte de l'historique accorde une valeur documentaire à l'état originel du monument, il reconnaît aussi une valeur limitée à la copie lorsque l'original est irrémédiablement perdu » (Riegl, 2003 : 88). De surcroît, en cas de clonage architectural, « un conflit insurmontable avec la valeur d'ancienneté surgit si la copie se présente, non pas comme un moyen auxiliaire de la recherche historique mais comme un substitut pour l'appréciation historique et esthétique de l'original » (Riegl, 2003 : 88). La reconstitution partielle du *Schloss* illustre ce type de conflit, le château n'étant reconstitué qu'à des fins d'appréciation esthétique appliquées au nouveau centre historique de la capitale. D'un point de vue purement historien, par ailleurs, cette reconstitution dessert l'appréhension historique d'un lieu dont l'esprit fut irrévocablement altéré au cours de l'histoire récente.

Pour les tenants d'un Berlin moderne, il convient donc de prendre acte de la perte irrémédiable du *Schloss*, de l'altération de l'esprit de la *Schlossplatz* et d'« oser » une architecture moderne pour ce lieu central de la République de Berlin. Ces acteurs (acteurs institutionnels, architectes, urbanistes, etc.) critiquent vivement le projet de reconstruction du *Schloss*, sans forcément se prononcer en faveur de la conservation du Palais de la République. A leurs yeux, l'édification d'un pastiche de la demeure impériale tient de la volonté de ressusciter au centre de la capitale « l'image d'un royaume de 1700 » au prix d'une « falsification de l'histoire » (position tenue par l'*Akademie der Künste*, la commission historique de Berlin et la chambre des architectes). L'édification d'un « château de carte postale » (Liebeskind) n'aurait d'autre utilité que de servir de décor pour des touristes visitant la « République des façades ».

Plus grave encore, le clonage architectural du château serait le signe de l'incapacité de la nouvelle Allemagne à se décider pour une forme architecturale réconciliatrice, qui serait l'expression d'une identité post-nationale, réflexive et universelle (Colomb, 2007 : 304). Pour certains architectes, en effet, l'architecture est « non seulement responsable » de la constitution de « mémoires collectives », mais elle fournit également « un potentiel culturel » susceptible de servir « l'expression de nouvelles identités » (Delanty et Jones cité par Colomb, 2007 : 304-305). Pour Daniel Liebeskind encore, le concept « d'architecture nationale » serait de surcroît inapproprié dans une Allemagne où le désir d'une identité post-nationale se fait jour. Aussi, le projet du château, en tant que réintroduction, au centre de Berlin, « d'une icône nationale du 19<sup>ème</sup> siècle » ne saurait permettre de « venir à bout de l'héritage allemand ethno nationaliste dans une ville et une société de plus en plus multiculturelles » (Neill cité par Colomb, 2007 : 305).

Cet argumentaire fait clairement émerger l'enjeu du réaménagement de la *Schlossplatz*, à savoir la création, via l'intervention architecturale dans le centre de la capitale, d'une identité collective berlinoise, et au-delà, nationale. L'identité de la ville en gestation s'articule ici à l'identité nationale, elle aussi en cours de définition. L'enjeu du réaménagement de la *Schlossplatz*, et au-delà de la ville, se rapporte dès lors au choix des figures-souvenirs (figures, événements, faits et traditions historiques) que l'on va inscrire dans une mémoire culturelle – substrat de l'identité nationale – dont le support est ici l'architecture. En d'autres termes, l'architecture a partie liée avec la production de la mémoire dans sa dimension culturelle, qui sert ici la création des identités. Avant d'aller plus loin dans cette analyse, voyons à présent comment le Palais en ruine est devenu l'objet d'une réappropriation artistique critique à l'égard des politiques de réaménagement de la ville.

#### 3.3.5.7. Le *Zwischenpalastnützung*, entre réappropriation artistique et politique

En 2003, l'affaire du Palais connaît un tournant décisif. Un groupe émerge qui met en avant un projet de réutilisation temporaire du Palais en ruine. Ce groupe se compose de personnalités représentant différentes institutions culturelles officielles de la ville (il s'agit d'institutions réputées telles que la *Sophiensaele*, l'Opéra National *Unter den Linden* ou le musée allemand de la Technique). Bien vite, ils mettent sur pied un groupe de travail auquel s'associent l'administration sénatoriale berlinoise pour la culture (*Berliner Kultursenat*), la

circonscription de *Mitte* et l'Université Technique de Berlin.<sup>240</sup> Cette dernière pourvoit aux besoins du projet en matière d'étude de faisabilité, en mobilisant pour l'occasion un programme de recherche européen portant sur l'exploration des stratégies d'utilisation temporaire des « aires urbaines résiduelles » (Urban Catalyst, dirigé par l'architecte Philipp Oswald). Les aménagements architecturaux du Palais sont minimes et ont pour principal objectif une remise aux normes de sécurité avant sa réouverture.

Dans un premier temps, les initiateurs du projet de réutilisation temporaire du Palais ne parviennent pas à obtenir l'autorisation des instances fédérales pour investir le lieu. Ils mettent alors en œuvre une campagne de communication autour du projet afin d'exercer une pression sur le Bund, qui est propriétaire du lieu. Une exposition est réalisée sur le thème de la réutilisation du Palais de la République, suivie de débats et de conférences dans l'ancien bâtiment du conseil d'Etat de RDA. L'exposition détaille les études de faisabilité pour une utilisation temporaire du Palais. Le coût de la réutilisation est évalué à 1,5 millions d'Euros. Les porteurs du projet étendent par ailleurs leur partenariat à d'autres initiatives en faveur de la protection du lieu, et se mettent peu à peu en relation avec des sponsors susceptibles de garantir un financement partiel du projet. L'exposition remporte un succès inattendu. De nombreux visiteurs assistent aux débats. L'événement est par ailleurs couvert par la presse. L'intérêt collectif sur une éventuelle réutilisation du Palais est dès lors éveillé. De là, est fondé le « *Zwischenpalastnützung* », association et projet fédérateurs au sein desquels se fondent certains des collectifs que nous avons évoqués plus haut.

Dans le cadre du « *Schaustelle Berlin* »<sup>241</sup> et en partenariat avec les entreprises *Berliner Partner*<sup>242</sup> et *Mediapool*<sup>243</sup>, l'association parvient à programmer un concert, le *Wagnerkomplex*, qui a lieu au Palais en septembre 2003. C'est la première représentation culturelle donnée au Palais dans le cadre du « *Zwischenpalastnützung* », et elle

---

<sup>240</sup> Les personnes à l'origine de la création de cette association sont Amelie Deuffhard (directrice de la *Sophiensaele*), Philipp Oswald (du Studio Urban Catalyst), Jörn Weisbrodt ( du *Staatsoper Unter den Linden*), Joseph Hoppe (du *Deutsches Technikmuseum Berlin*) et le Dr. Eberhard Rhein (avocat).

<sup>241</sup> Le « *Schaustelle Berlin* » (Berlin-lieu d'exposition) eut lieu de 1995 jusqu'à 2005. Les visiteurs étaient alors invités à prendre connaissance des nombreux chantiers de construction, qui foisonnaient alors sur le territoire de la nouvelle capitale allemande. Réalisée par la société de marketing de la ville, « *Berliner Partner* », cette exposition avait pour fonction de promouvoir le réaménagement urbain en l'exposant de manière distractive et séduisante. Le *Schaustelle Berlin* donnait également lieu à des manifestations culturelles, musicales et artistiques, ainsi qu'à des fêtes.

<sup>242</sup> Entreprise oeuvrant à l'établissement d'entreprises, à la consultation du commerce extérieur, mais également au marketing urbain de la capitale. « *Berliner Partner* » développe et soutient Berlin, notamment dans les projets la profilant comme « centre économique et scientifique attrayant », mais également comme « capitale créative, métropole culturelle ». Voir le site de l'entreprise : <http://www.berlin-partner.de/home.html>

<sup>243</sup> Mediapool est une entreprise berlinoise travaillant pour les institutions berlinoises dans les domaines de la culture, de la science et de la politique. Elle a accompagné le changement de la capitale de Berlin via l'organisation d'événements culturels marquants (mises en scène et installations), en mettant notamment en relation les porteurs de projets artistiques avec les services publics de la ville.

est décisive ; avec elle, les initiateurs de l'utilisation temporaire du Palais prouvent la faisabilité de leur projet à moindre frais (Deuflhard, Krempf-Kieeisen, Oswalt, Lillienthal, Müller, 2006).

Après d'âpres négociations entre les instigateurs du projet de réutilisation du PdR et les représentants du Bund et du Land en charge de l'administration du Palais, des experts et professionnels de la culture dépêchés par le Bund et des responsables de la surveillance des travaux pour la circonscription de *Mitte*, l'Etat fédéral accepte finalement de donner au Palais de la République une affectation temporaire. Entre août et novembre 2004, le Palais ouvre ses portes et accueille le festival *Volkspalast* (Palais du peuple), porté par les instigateurs de l'utilisation temporaire du Palais. Suite au succès avéré de l'initiative, et les travaux de démolition ayant par ailleurs été reportés, le Palais ouvre à nouveau ses portes en 2005.

L'objectif du *Zwischenpalastnützung* est de proposer un concept de réutilisation pour un lieu central de la capitale qui soit propice à l'expérimentation de formes artistiques diverses s'adressant à un large public. Dans cette perspective, les organisateurs du festival sollicitent des artistes issus, tant de la haute culture que de la culture alternative, populaire ou sportive. Des artistes, architectes, intellectuels, sportifs internationaux sont conviés au PdR à l'occasion de manifestations culturelles de diverses natures (performances, installations matérielles et sonores, expositions, concerts, représentations de danse et de théâtre, projection de films, manifestations sportives, etc. – voir annexe n°19). 916 événements sont organisés au Palais entre 2003 et 2005, drainant quelques 600000 visiteurs. Le financement du festival est assuré par des sponsors privés, la vente de billets pour les représentations, ainsi que par une contribution du Fonds de la capitale pour la culture (*Hauptstadtkulturfonds*).

Parmi les représentations qui eurent lieu au Palais, citons en une qui nous semble particulièrement significative. Il s'agit de *Fassadenrepublik* (la République des façades), « un spectacle vivant initié par un groupe d'architectes (Raumlabor Berlin et Peanutz) incitant le spectateur à se faire critique » du réaménagement urbain (Fichet, 2005 : 23). A cette occasion, le Palais a été inondé d'eau. Les visiteurs se déplacent en canot à travers une ville labyrinthique constituée de façades pendant que des guides urbains simulent le débat en cours sur l'architecture et la planification urbaine. Animé par « l'académie façade et ses conférenciers de premier ordre » ce jeu de rôle géant a pour vocation d'inviter les visiteurs à se prononcer sur la politique de réaménagement urbain et à envisager des alternatives.

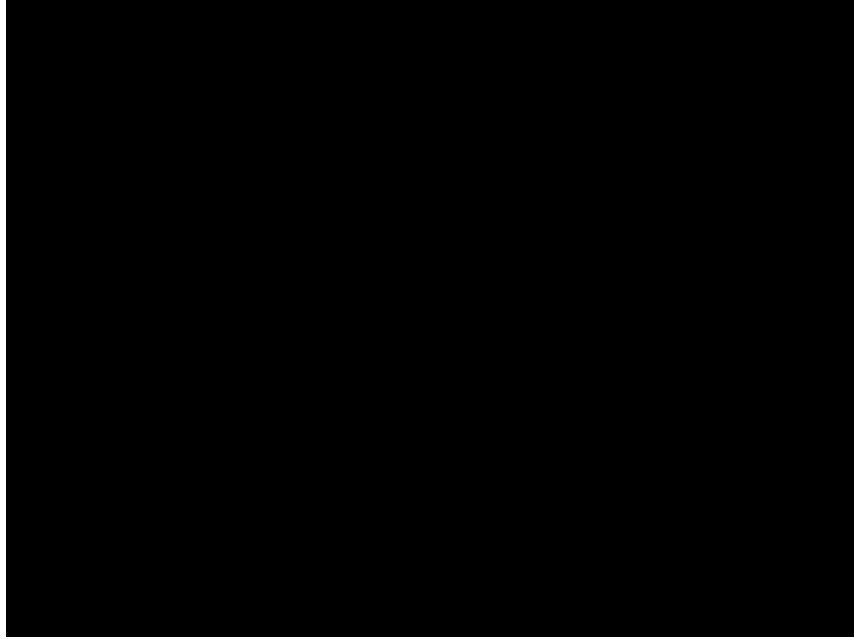


Figure 43 Photographie d'une partie de l'installation « Fassadenrepublik ». (Source : <http://www.raumlabor.net/?p=401>)

Cette République des façades peut être lue comme une métaphore critique, via une habile mise en scène, du réaménagement urbain de la République de Berlin. Elle est, à notre sens, représentative de la démarche de l'association. A travers une installation artistique favorisant une mise en situation des participants, il s'agit d'amener les publics à réfléchir à un réaménagement urbain plus démocratique.

### 3.3.6. Le réaménagement de la Place du Château, un oubli par effacement des traces ?

Les débats sur le réaménagement de la Place du Château ont donné lieu à l'expression d'émotions patrimoniales révélatrices d'oppositions profondes dans l'interprétation de l'histoire récente du pays. Au-delà, le réaménagement de la *Schlossplatz*, et plus généralement la réévaluation des passés à Berlin, soulèvent également la question de la part de l'oubli dans la constitution d'identités collectives à Berlin et en Allemagne réunifiée.

#### 3.3.6.1. Le Palais de la République comme support de l'émergence d'une mémoire positive de la RDA ?

Le cas du Palais de la République est révélateur d'une compétition mémorielle au sein de l'Allemagne réunifiée, dont l'enjeu est ici la place à accorder à la période est-allemande au

sein du grand « roman national », actuellement en cours de réécriture. La période d'ex-RDA (ses aspects politiques, culturelles, économiques et sociaux) constitue un héritage national fortement contesté. A côté d'une interprétation de la RDA comme « deuxième dictature allemande », permettant l'élaboration d'un message à visée pédagogique et au contenu politique et moral, les interprétations de la RDA mettant en avant certains aspects positifs de l'ancienne société ne sont pas les bienvenues. Pour nombre d'anciens Berlinoises de l'Est, cependant, le Palais de la République suscite l'évocation de souvenirs heureux et connotés de façon positive ; petits et grands moments de la vie quotidienne, plaisirs plus ou moins exceptionnels, tous ces souvenirs étant englobés dans un type de discours spécifique où certaines caractéristiques propres au système socialiste sont regrettées.

En cela, on peut dire du Palais de la République qu'il est un support permettant la constitution d'une mémoire positive, voire d'une idéalisation (*a posteriori*) de la RDA, sur laquelle se fonde un sentiment d'appartenance commune à une communauté (imaginée) est-berlinoise et, au-delà, est-allemande. Mais le rappel du passé, nous le savons, se fait toujours en fonction des besoins du présent. La situation présente d'une part non négligeable des Berlinoises de l'Est engendre cette tendance à l'idéalisation de la période de la RDA, dans laquelle s'inscrivent des récits autobiographiques. S'il est clair, pour chacune des personnes entretenues au cours de notre enquête, que le retour à un état antérieur est à la fois inenvisageable et non souhaitable<sup>244</sup>, la sélectivité est cependant à l'œuvre dans la mise en récit du passé par les anciens habitants de Berlin-Est ; des pans du passé sont gommés au profit d'une mise en valeur de certains aspects de la société est-allemande aujourd'hui disparue. Les Berlinoises de l'Est, bien souvent, recourent à leur droit de se raconter eux-mêmes en réaction à des interprétations hégémoniques de leur passé, qui délégitiment en bloc leurs expériences vécues. Marina Chauliac met en exergue cet état de fait dans un article traitant du thème de la nostalgie chez les anciennes élites du SED :

« Le sentiment d'avoir appartenu à une société où le collectif et la sécurité régnaient devient de plus en plus présent dans les mémoires tandis que le souvenir de l'absence de liberté et d'une surveillance constante est de moins en moins évoqué. Alors que plus de la moitié des Allemands de l'Est affirmait ressentir une absence de liberté et un contrôle permanent au sein de la RDA au début des années 90, ils ne sont plus que 30% 10 ans plus tard. » (Chauliac, 2006 : 73)

---

<sup>244</sup> Nous faisons référence ici à l'idée largement admise, chez les Berlinoises de l'Est, qu'un retour en arrière n'est pas souhaitable, quand bien même certains aspects de la RDA sont aujourd'hui jugés meilleurs que certains traits de la société actuelle.

Dans un article qu'il consacre aux objets du quotidien est-allemand, Dietrich Mühlberg nous explique, par ailleurs, que le travail sur le passé de la RDA est essentiellement coordonné et assuré par des agents extérieurs à la société est-allemande – les Allemands de l'Ouest –, auxquels s'adjoignent certaines catégories d'Allemands de l'Est – anciens opposants au régime du SED ou comités de victimes devenus acteurs des processus de constructions mémorielles. Dans cette constellation, la majeure partie des anciens citoyens de RDA ne trouve guère de place.

« Les interprètes hégémoniques ne sont pas en mesure de formuler des propositions qui donneraient aux Allemands de l'Est les conditions d'une relation positive à l'histoire qu'ils ont vécue. Eux-mêmes ont perdu la légitimité d'interprétation de leur propre passé et ne peuvent donc le présenter comme un élément d'une histoire nationale plus globale. Leur travail de mémoire se situe donc dans un contexte de vie spécifique ; il reste autant que possible loin du politique et prend généralement la forme d'un relativisme éclectique. C'est sans doute la principale raison pour laquelle les objets d'usage quotidien non seulement suscitent et catalysent le souvenir, mais, assumant aussi le rôle de vecteurs de sens plus importants non disponibles, ils reçoivent une charge symbolique forte, et sont mis à contribution pour prouver obstinément que « tout n'était pas si mal avant ». » (Mühlberg, 2005 : 11)

Les objets de la vie quotidienne, produits de marques est-allemandes, ou les monuments emblématiques tel que le Palais de la République, constituent des refuges au travers desquels il devient possible d'établir ces « conditions d'une relation positive à l'histoire » vécue dont nous parle Dietrich Mühlberg. Parce que les paradigmes principaux de la constitution d'une mémoire officielle de la RDA sont ceux de la répression, de l'espionnage et du régime de frontière – et cela est clairement lisible dans le paysage mémoriel du communisme qui se développe à Berlin – les Berlinoises de l'Est se réfugient dans l'évocation d'une mémoire de la quotidienneté et des loisirs, ces derniers étant d'autant plus idéalisés qu'ils étaient autrefois accessibles, du fait de leur gratuité ou de leurs prix très avantageux. Ainsi, le Palais de la République entre-t-il clairement dans cette catégorie de souvenirs en sa qualité de lieu du quotidien, de divertissement et de fête.

Les logiques de la constitution du paysage mémoriel du communisme à Berlin ne sont *a priori* pas favorables à la conservation du Palais de la République en tant que monument représentatif d'une quotidienneté idéalisée, placée sous le signe des loisirs et d'une offre



culturelle ouverte à tous. Mais là n'est pas – nous l'aborderons plus tard – l'unique raison de l'éviction de ce bâtiment emblématique du paysage berlinois.<sup>245</sup>

Cela étant, la destruction du Palais de la République ne constitue pas en soi un abus d'oubli. Le Palais aurait pu être remplacé par un vide, l'absence aurait alors suggéré le souvenir des monuments qui se sont succédés sur la *Schlossplatz*, laissant le champ libre aux évocations du lieu et de son histoire dans toute sa complexité, son ambivalence (comme cela a déjà été fait à Berlin – cf. La maison manquante de Boltanski). Le Palais aurait également pu être remplacé par un nouvel édifice, geste architectural qui aurait scellé un oubli de réconciliation, jetant le silence sur ce qui a divisé la cité afin de promouvoir un nouveau départ en commun (Loraux, 1997). Car si le conflit, nous dit Nicole Loraux, est véritablement au fondement du politique, il arrive qu'il se double, comme dans le cas de la cité Athénienne, d'un oubli – qui peut être tabou, censure, mais également réconciliation. Or, l'érection d'une réplique partielle de l'ancien château de la famille impériale prussienne en lieu et place du Palais de la République ne relève ni de l'oubli de réconciliation, ni de la tabouisation. Elle s'apparente, à notre sens, à un abus d'oubli, celui-ci ayant toujours pour corollaire un abus de mémoire.

### 3.3.6.2. Effacer un passé qui « *fait honte* » au profit d'un passé qui « *rend fier* »?

La réunification, « à savoir la disparition d'un Etat et son absorption par un autre » (Chauliac, 2003 : 383), a donné lieu à une compétition des mémoires qui affecte le traitement des lieux en fonction de ce qu'ils incarnent. C'est un fait avéré que de nombreux édifices de Berlin-Est, pourtant modernes et salubres, ont été effacés de la carte de la capitale, que la plupart des rues, dont les noms évoquaient des héros célébrés par le régime communiste, n'ont pas survécu à la réévaluation des passés qui s'effectue à Berlin depuis la réunification. Peu à peu, la symbolique d'Allemagne de l'Est s'estompe ; les traces matérielles de l'histoire communiste à Berlin sont soit détruites, soit elles tendent à se fondre dans un paysage constamment remanié. Pour beaucoup, les vestiges valorisés à Berlin-Est renvoient à une histoire de la dictature du SED, à celle du Mur ou encore de la Stasi.

Cet effacement des traces et reliques de la RDA s'accompagne par ailleurs d'une délégitimation en bloc du système et de la société est-allemands. La RDA, nous l'avons vu, est une période de l'histoire qui renvoie à la construction d'une mémoire favorisant le

---

<sup>245</sup> Pour une illustration de la destruction du Palais, voir annexe n° 20.

manichéisme, un manichéisme qui a parfois été l'objet d'une instrumentalisation par les pouvoirs publics, les hommes politiques et les médias. Cela ne va évidemment pas sans provoquer des réactions de résistance, ou, du moins, un état de rancœur chez ceux qui ne se retrouvent pas dans les visions « noires » de la période communiste. On observe donc, de loin en loin, des attitudes de résistance ou de résignation qui peuvent s'exprimer de manières variées, à différents degrés et dans différentes sphères du social : le repli sur soi, la résignation et la nostalgie, ou au contraire la protestation, qui se traduit par l'organisation de manifestations exclusivement « ossies », l'émergence d'une identité est-allemande, etc.

Dans un tel contexte, on peut aisément comprendre que la destruction du Palais de la République apparaisse comme une ultime violence symbolique faite aux anciens Berlinoïses de l'Est. A leurs yeux, le PdR fait aujourd'hui figure de haut-lieu, c'est-à-dire un lieu à travers lequel ils ont la possibilité de se parler d'eux-mêmes, de raconter leur histoire et de rappeler leurs valeurs (Bédard, 2002 : 234). Dans cette mesure, l'abandon, puis la destruction du Palais sont bien souvent perçus comme une tentative de nier, de dénigrer ou d'ignorer l'expérience culturelle et sociale d'une génération de Berlinoïses de l'Est (Colomb, 2007). Ainsi, le Palais en ruine est-il devenu le lieu de la cristallisation des rancœurs d'une partie des Berlinoïses de l'Est. Ces derniers font le constat amer d'une réunification qui les a laissés de côté et expriment de façon explicite leur impression d'avoir été annexés et mis au rebut, le sentiment d'avoir affaire, non pas à des concitoyens, mais à des individus qui agissent avec « arrogance » et font preuve, à leur égard, d'une « mentalité de vainqueurs ». Nombreux sont en effet les Berlinoïses de l'Est issus des anciennes générations qui déplorent l'absence de considération, dans la nouvelle Allemagne, du potentiel humain, culturel et social que représente la population d'Allemagne de l'Est.

C'est donc de l'état de la réunification dont il est le plus souvent question ; « des vainqueurs » qui « imposent leur système », « leur personnel administratif », « leurs choix » et « leur symbolique ». Le traitement réservé au Palais de la République par les politiques publiques devient, dans la bouche des anciens Berlinoïses de l'Est, une métaphore de la dévaluation dont ils se sont sentis victimes au lendemain de la réunification. Pour de nombreux Berlinoïses de l'Est, toutes générations confondues, la démolition du Palais de la République est bien souvent perçue comme la traduction de la volonté de l'Etat d'effacer un passé qui « *fait honte* » au profit d'un passé qui « *rend fier* ».

Au-delà, beaucoup sont les interviewés (quels que soient l'âge et l'origine) qui affirment que l'« *identification* » à la copie d'un monument disparu depuis plus d'un demi siècle n'est pas possible. Ils sont en effet nombreux à dire que l'ancien château « *ne passe*

*plus avec le Berlin d'aujourd'hui* ». Ils estiment que l'esprit et la forme de la *Schlossplatz*, et, au-delà, de la ville, ont subi des altérations dues au temps et à l'histoire, et que toutes tentatives de retour à un état antérieur seraient vaines et artificielles.

Si l'on convient que le patrimoine est un bien symbolique, un média entre les générations et un objet exclu des échanges courants, dont la valeur irréductible fait des contemporains qui en font usage les débiteurs de leurs ancêtres, la destruction du Palais de la République et son remplacement par l'ancien château peuvent dès lors être interprétés comme une manière de dicter aux Berlinoises, et au-delà, aux membres de la nation, de quels ancêtres ils doivent aujourd'hui se sentir les débiteurs (Davallon, 2006). Dès lors, ce qui est perçu par certains comme l'imposition d'une forme architecturale inspirée d'une autre époque revient en réalité à « combler le fossé entre présent et temps des origines » de façon à « légitimer » l'« ordre » et les « droits actuels en les rattachant (...) à de l'originel » (Assmann, 2010 : 45).

### 3.3.6.3. La discontinuité historique de la nation allemande, la réunification comme occasion de réinstaurer de la continuité et de normaliser la nation

La période nationale-socialiste, la catastrophe de la Shoah, et l'internalisation de cette période et de ces crimes par la RFA (Borneman, 1997), ont longtemps empêché la nation ouest-allemande de s'ancrer dans le temps long de l'histoire en glorifiant, comme c'est le cas pour la France, l'Angleterre, ou d'autres Etats-Nations, un héritage national, fruit de la perpétuation de traditions historiques et politiques. Tout au long de l'histoire de la RFA, la question de l'identité nationale de la République fédérale s'est posée avec acuité et a donné lieu à d'intenses débats historiques. Dans les milieux intellectuels des années 1980, l'idée était largement répandue qu'à une identité nationale prétendument perdue se substituait un « sentiment de loyauté nationale à l'égard de la nation fédérale » (Hans Mommsen), un attachement aux valeurs démocratiques occidentales qui s'opérait, en Allemagne de l'Ouest, via le renforcement d'un patriotisme constitutionnel (*Verfassungspatriotismus*) et l'adoption d'un regard critique sur l'histoire nationale.

La réunification de l'Allemagne s'est avérée l'occasion de refondre les récits nationaux, de procéder à la normalisation de la nation allemande<sup>246</sup> – à nouveau une territorialement – en la réinscrivant dans le temps long de l'histoire. Berlin, plus que toute autre ville allemande, est devenu le lieu privilégié de l'incarnation de nouveaux mythes

---

<sup>246</sup> A l'intérieur comme à l'extérieur de celle-ci.

nationaux. Les politiques et les chargés de communication de la ville produisent et diffusent des images de la nouvelle ville qui, associées avec des images de la ville au passé, célèbrent la « seconde fondation de Berlin ». Ces campagnes de marketing, qui accompagnent le réaménagement de la ville, établissent un parallèle entre une première fondation de la ville après la guerre franco prussienne – incluant la période de fondation de l’Etat-nation allemand et la République de Weimar –, et la refondation de l’Allemagne et de sa capitale suite à la réunification (Till, 2005 : 33). Comme le souligne en effet Claire Colomb, dans un article qu’elle consacre au réaménagement de la *Spreinsel* :

« Le dix-huitième siècle Prussien de la période des Lumières et, plus fréquemment, le dix-neuvième siècle tardif et le début du vingtième siècle, sont généralement évoqués comme points « de référence », un âge d’or mythique où Berlin était une « Weltstadt », une ville de classe mondiale - tant économiquement que culturellement, dans une Allemagne unifiée et puissante. L’héritage prussien est rétabli comme un aspect positif ou neutre de la culture allemande, on met l’accent sur ses vertus de tolérance, son humanisme et ses Lumières plutôt que sur son militarisme. Alternativement la République de Weimar est souvent mentionnée pour sa vie culturelle et politique vibrante. L’héritage architectural, les monuments perdus et la forme urbaine typique des deux périodes sont donc invoqués comme les visions puissantes d’« une ville européenne traditionnelle » qui doivent être recouvertes et recréées dans le cadre de la reconstruction d’identité dans le Berlin contemporain. Cette « nostalgie réparatrice » d’un passé idéalisé a été explorée par S. Boym. La nostalgie réparatrice se manifeste dans les reconstructions totales de monuments du passé, la création de « mémoriaux intentionnels comme récupération d’un moment dans l’histoire, exemplaire du point de vue présent ». La tâche, pour les planificateurs et les architectes, est ainsi de « suturer de la ville en un tout » via « une esthétique unifiante » empruntée à ce passé idéalisé. Neill résume le fait que la planification urbaine à Berlin est « utilisée comme un instrument de construction de mémoire collective sélective, soulignant un passé allemand commun précédant les problèmes désagréables des années 1930 et au-delà ». » (Colomb, 2007 : 300)

La réévaluation des passés à Berlin s’effectue parallèlement à la disqualification de la symbolique est-allemande, dont il convient désormais de faire disparaître les emblèmes, qu’il s’agisse du nom des rues, des éléments du bâti ou des mémoriaux et monuments commémoratifs marquants.

Le remplacement du Palais de la République par une réplique partielle du *Schloss* de la famille impériale prussienne, ou encore la réédification de la *Alte Kommandantur* en lieu et place du bâtiment du ministère des Affaires étrangères est-allemand, sont des manifestations éloquentes de cette réalité. Les logiques de l'aménagement du quartier historique de la *Spreetinsel* et de ses alentours, de même que les nombreux livres, statuettes et bustes, disponibles dans les magasins de souvenirs, et qui remettent à l'honneur les grandes figures de la Prusse, tendent à prouver que la réhabilitation est en marche, et qu'elle répond à des enjeux à la fois identitaires et touristiques.

En conséquence, il apparaît que cet oubli par effacement des traces matérielles du passé intervient à la fois pour produire de la continuité, atténuer certaines ruptures historiques et insuffler un sentiment d'appartenance commune autour d'un patrimoine qui prétend incarner des traditions historiques « positives ». A l'instar de Claire Colomb, on est en droit de se demander si « cet effacement obsessionnel des bâtiments de RDA du paysage urbain » au nom d'une « normalisation par voie d'amnésie » ou d'une destruction curative est une « juste manière de réaliser la reconstruction d'identité » dans le Berlin de l'après réunification (Colomb, 2007 : 301). Cette question est d'autant plus cruciale à l'heure où les revendications identitaires est-allemandes se manifestent de plus en plus intensément « dans le discours politique et culturel » (Colomb, 2007 : 301).

#### 3.3.6.4. Le paradoxe d'une tentative d'oubli par effacement des traces : l'enclenchement d'un processus intense de remémoration

« La destruction des lieux », nous dit Paul Connerton, « montre bien les liens de dépendance qui existent entre la mémoire sociale et la persistance matérielle dans l'espace. Lorsqu'un changement s'opère, une modification spatiale soutient la rupture historique » (Connerton, 2000 : 65). La réunification a marqué une rupture événementielle et symbolique majeure dans l'histoire récente de l'Allemagne. Nous avons vu que l'éviction du Palais de la République du paysage urbain de la capitale et la reconstruction du château imposent, plus qu'elles n'accompagnent, l'instauration d'un nouvel ordre et de nouvelles lectures du passé national. Complétant son analyse, et pointant la question des reconstitutions de bâtiments détruits, Connerton ajoute que : « La reconstitution de lieux détruits montre de manière tout aussi éloquente les liens de dépendance de la mémoire culturelle avec des structures spatiales durables » (Connerton, 2000 : 65). On peut ainsi présager que la démolition du Palais de la République – et son remplacement par une réplique partielle du *Schloss* – aura pour

conséquence de mettre à mal une des conditions essentielles de la perpétuation de la mémoire communicationnelle<sup>247</sup> au profit de la réification d'une mémoire culturelle nationale et officielle.

A ce propos, il convient de souligner que la démolition du Palais annule toute possibilité de prolongement de la discussion au sein de la sphère publique. Nous avons vu, en effet, que le Palais constituait un vecteur de remémoration positive, voire d'idéalisation, mais il est vu tout autrement par certains anciens opposants au régime et par d'autres qui, sans avoir été des opposants à part entière, n'acceptaient pas le système en vigueur en RDA. En ôtant cet objet de discorde du débat public par voie exécutive, l'Etat réduit les chances de voir approfondies les discussions sur cet aspect contradictoire du passé, à savoir les joies d'une culture pour tous, certes, mais d'une culture officielle, largement dépendante des orientations du SED en la matière...

Sous couvert de prétextes liés aux critères esthétiques et à la cohérence urbaine, l'oubli, dans sa forme abusive, est à l'œuvre dans la constitution d'une mémoire officielle, via l'occultation de certains des traits constitutifs de l'Allemagne de l'Est au profit d'une valorisation et d'une reconstitution de l'héritage architectural prussien. Nous retrouvons ici la figure de l'abus d'oubli dont nous parle Ricœur, et qui intervient dans la mise en récit d'un passé idéalisé de la nation allemande unifiée au sein de l'espace urbain berlinois. Cet oubli commandé procède tout d'abord par une « dépossession des acteurs sociaux de leur pouvoir originare de se raconter eux-mêmes » (Ricœur, 2000 : 580).<sup>248</sup> Il procède également par une idéologisation de la mémoire qui a pour fin de rendre tangible l'avènement d'un ordre démocratique et libéral au sein de l'ex-RDA, via l'instauration de visions du monde et de nouvelles lectures du passé qui opèrent le lien entre l'humanisme des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles prussiens et le Berlin de l'après unification.

Toutefois, la démolition du Palais de la République a paradoxalement entraîné un phénomène de remémoration et de re-sémantisation intensive du lieu et de ce qu'il incarnait. Le débat né de l'affrontement de groupes hétérogènes d'acteurs a en effet produit de la

---

<sup>247</sup> Il est en effet plus difficile de créer du lien (social, intergénérationnel) autour d'un lieu lorsque ce dernier n'est plus. A ce propos, il est d'ailleurs intéressant de constater que certains Berlinoises de l'Est ont parfois racheté des morceaux du Palais (mobilier, mais aussi morceau de marbre, etc.) pour agrémenter leurs intérieurs. Ces objets leur servent à fixer la mémoire, ils peuvent également jouer un rôle dans la communication de cette mémoire et, partant, dans la création d'un lien social et intergénérationnel entre les membres de la communauté mémorielle est-berlinoise.

<sup>248</sup> Nous avons vu que la mémoire partagée du lieu était porteuse de visions ambiguës de la RDA. Le PdR était à la fois aimé et parodié, porté aux nues et dénoncé par les anciens citoyens de la RDA. Décider de l'éviction de ce bâtiment pour le remplacer par un autre, que l'on juge plus à même d'incarner les traditions historiques de la nouvelle Allemagne, c'est à la fois tirer un trait sur un passé que l'on ne juge pas digne d'intégrer le grand récit national et refuser de prendre en compte ce que les acteurs sociaux ont à dire sur leur propre passé.

mémoire, ainsi qu'une réflexion sur les identités collectives locales et nationales, chacun mobilisant certaines représentations et lectures du lieu et de son passé en fonction de ses objectifs à l'égard du devenir du site. La polémique a été portée par les médias et a, dans une certaine mesure, touché les habitants de Berlin, qu'ils soient originaires de l'Est ou de l'Ouest. La diversité des opinions, des degrés de sensibilisation et d'implication vis-à-vis de la question du Palais nous révèle que les prises de position ne sont pas toujours déterminées par l'origine est ou ouest-allemande des personnes rencontrées, bien que cette différence continue à jouer dans une très large mesure. Beaucoup d'Allemands de l'Est se sont désintéressés du Palais, résignés à le voir disparaître, tandis que de nombreux Allemands de l'Ouest se sont mobilisés en sa faveur (certaines déclarations sous-entendent qu'ils étaient même majoritaires dans les mouvements de protection et de réutilisation du lieu).

La réutilisation artistique du Palais en ruine a par ailleurs eu pour effet sa re-sémantisation, le PdR étant dès lors, non plus uniquement perçu comme un bâtiment délabré et indésirable, un « corps étranger » au beau milieu de la ville, mais également comme un lieu spécifiquement berlinois, synonyme de culture alternative, d'appropriation de l'espace, de rencontre et de liberté. Le *Zwischenpalastnützung* a de facto constitué une attraction touristique et permis de sensibiliser un public étranger à la question du devenir de la *Spreeinsel*. Il n'y a qu'à se rendre sur certains forums de discussion, ou sites de quotidiens français, pour réaliser que la polémique autour du Palais s'est prolongée hors des frontières allemandes.

L'affirmation selon laquelle on ne prend jamais autant conscience de l'existence d'un bâtiment que lorsqu'il est menacé de destruction est très vraie, le cas du Palais de la République nous le confirme. La menace de sa disparition a créé l'ouverture d'un espace de débat au sein duquel se sont exprimées des émotions patrimoniales. Ces émotions renvoient, non seulement à la valeur esthétique et architecturale du monument, mais aussi à ce qu'il symbolise pour la population qui l'a utilisé ou simplement côtoyé, aux valeurs qu'il incarne, au témoignage qu'il apporte sur l'histoire. L'annonce de la démolition du Palais a agi comme un catalyseur de mémoire, la peur de la perte irrémédiable du lieu et de ce qu'il évoque, d'un côté, et celle de le voir subsister au sein du paysage de la capitale, de l'autre, ont suscité des prises de positions passionnées, des débats, des lectures à la fois contradictoires et complémentaires du passé.

Aujourd'hui, de belles et grandes pelouses s'étendent là où autrefois se dressait le Palais de la République. Les touristes s'y promènent pieds nus, y pique-niquent avec leurs enfants. Pour beaucoup, ce lieu ne signifie rien d'autre qu'un espace vert au centre d'une ville

où règne la « folie verte ». A première vue, on pourrait croire que l'amnésie s'est répandue sur la Place du Château. Toutefois, il arrive que la mémoire prenne des chemins de traverse et que le souvenir de ce qui semblait condamné à l'oubli resurgisse sous des formes insolites et imprévisibles.

Dans nos sociétés modernes et globalisées, les flux de personnes, de marchandises et d'informations – de même que la destruction de nos villes – semblent être soumis à une accélération permanente. Face à l'incertitude que suscite la fuite du temps et la peur que provoque l'obsolescence des biens, des idées et des personnes, tous les événements, périodes et catégories sont archivés, soigneusement classés, artificiellement mémorisés, virtuellement accessibles. On a parfois dit de la mémoire de nos sociétés qu'elle était saturée (Robin, 2003). L'histoire de la mémoire, la philosophie, ainsi que la psychanalyse, tendent par ailleurs à prouver que, loin de s'assoupir éternellement, le passé est toujours susceptible de remonter à la conscience des individus et des collectivités, d'être à nouveau évalué, disséqué et réinvesti. Pour Arjun Appadurai, par ailleurs : « Le passé n'est plus une terre où l'on retourne par le biais d'une simple politique de la mémoire. Il est devenu un entrepôt synchronique de scénarios culturels, une sorte de *casting* temporel central auquel on peut avoir recours à sa guise en fonction du film à faire, de la scène à montrer, des otages à sauver. » (Appadurai, 2001 : 67)

A l'instar de Bergson, de Freud, et, peut-être, d'Appadurai, nous plaiderons ici en faveur de la thèse de l'inoubliable. Certains signes laissent en effet à penser que l'imaginaire du Palais n'est pas prêt de disparaître avec le bâtiment, que la sémantique liée au bâtiment et à ce qu'il incarne est déjà l'objet de réinvestissements symboliques divers. Dans un article qu'il consacre au processus de démantèlement du Palais, Christos Varvantakis montre bien comment, à la suite des mouvements en faveur de la protection du Palais, certaines entreprises spécialisées dans la production de biens de consommation rétros se sont mises à créer et à vendre des gammes de produits représentant le Palais de la République sous des formes variées (Varvantakis, 2009).

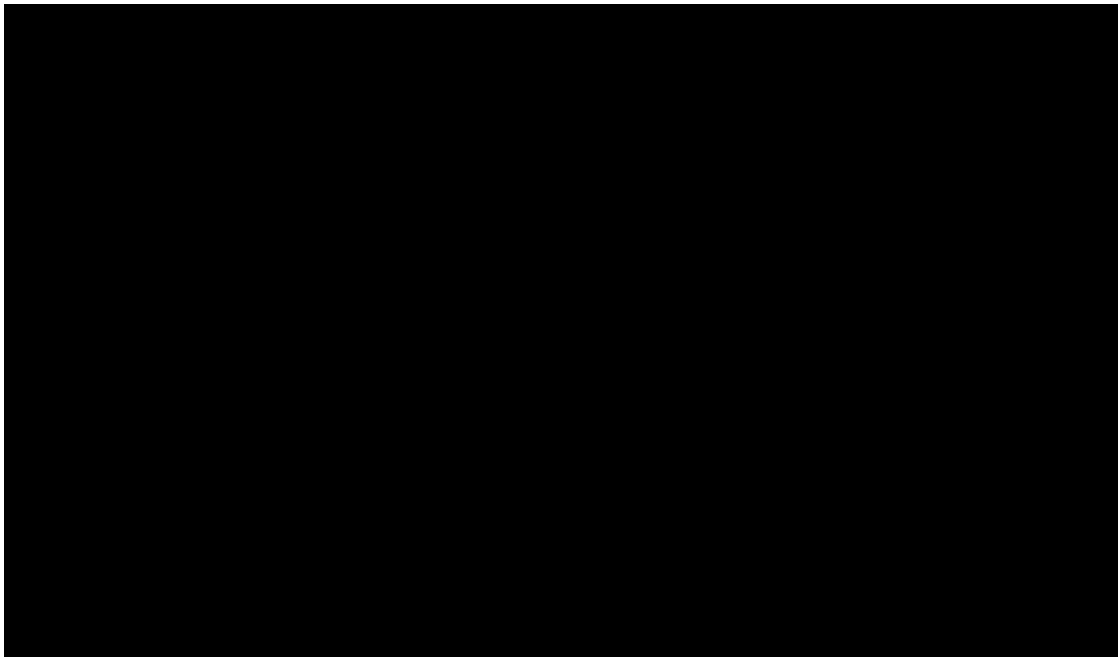
Ainsi, alors que les associations en faveur de la conservation du lieu produisaient des séries de cartes postales, sur lesquelles le Palais figurait en compagnie d'autres monuments historiques berlinois – suggérant par là une équivalence, en termes de valeur historique, de tous ces bâtiments entre eux – on commençait à constater l'apparition de cartes postales et d'objets de style rétro évoquant le monument est-allemand. Sur certaines cartes postales figure, par exemple, une maquette du Palais. L'acheteur peut ainsi choisir de reconstituer le bâtiment en miniature ou d'envoyer la carte telle quelle. Certains autres articles, actuellement



en vente, tels des planches pour le petit déjeuner, bières, ou autres produits dérivés, évoquent le Palais, soit par une photographie, soit par un logo stylisé et reconnaissable.



**Figure 44** Planche à petit déjeuner à l'effigie du PdR



**Figure 45** Carte postale/maquette du PdR élaborée et mise en vente par l'édition Faltplatte ([www.faltplatte.de/t3/index.php?id=97&L=1](http://www.faltplatte.de/t3/index.php?id=97&L=1)). D'autres monuments emblématiques de Berlin-Est et de RDA sont ainsi déclinés

Dans le premier cas, nous dit Varvantakis, l'image du Palais est utilisée pour parler de Berlin au présent et proposer une image alternative de la ville dans une perspective future<sup>249</sup>. Dans le second cas, les producteurs d'articles rétros jouent sur le « caractère kitsch » du Palais et sur la nostalgie qu'il suscite pour « créer un objet de consommation rétro » (Varvantakis, 2009 : 29).

Notons par ailleurs que la polémique autour du site de la *Schlossplatz* a donné lieu à la publication de toutes sortes de livres, à la production de films, à la mobilisation de chercheurs, ainsi qu'à l'organisation de conférences et d'expositions sur le thème du Palais de la République ou du réaménagement du site en général (et ce en parallèle ou dans le cadre des mouvements en faveur de la conservation ou de l'utilisation temporaire du Palais).

### 3.3.6.5. Le débat sur la *Spreinsel*, au-delà d'une confrontation Est/Ouest, la question du devenir de la ville dans le contexte capitaliste

Le bras de fer entre, d'un côté, l'instance nationale et étatique du Bundestag<sup>250</sup> et, de l'autre, les associations et initiatives citoyennes, culturelles et artistiques en faveur de la conservation du Palais de la République<sup>251</sup>, nous amène à nous interroger sur les pratiques locales de patrimonialisation, ou de re-sémantisation du patrimoine, en tant qu'« adaptations aux conditions modernes de l'existence (mobilité, vulnérabilité, incertitude) dans un monde globalisé où la mise au rebut frappe désormais autant les personnes que les choses » (Tornatore, 2008 : 3).<sup>252</sup>

En tant qu'association, le *Zwischenpalastnützung* se voulait représentatif d'une génération jeune (moins sensible que ses aînés à l'aura idéologique du lieu), en butte à la destruction d'un monument berlinois central duquel elle entendait faire émerger une nouvelle image. Dès lors, il s'agissait de mettre ce lieu central de la capitale à disposition d'artistes, encourageant la réalisation de projets créatifs et festifs. Le *Zwischenpalastnützung* s'inscrivait ainsi dans « la tradition berlinoise d'utilisation alternative de sites ou de bâtiments inoccupés pour des projets artistiques ou communautaires, initiée par le mouvement des squatters et de

---

<sup>249</sup> Impliquant l'idée d'une reconnaissance de certains traits architecturaux et culturels de la RDA au sein de l'héritage national et, partant, la reconnaissance de l'apport humain des anciens citoyens d'Allemagne de l'Est au sein du projet national de la nouvelle Allemagne

<sup>250</sup> Le Bundestag en tant qu'il soutient le Lobby promouvant la reconstruction du Schloss.

<sup>251</sup> Le Palast Bündnis, l'Initiative pro Palast et le festival Volkspalast.

<sup>252</sup> Tornatore reprend en partie les idées de Zygmunt Bauman (Zygmunt Bauman (2004), *Vies perdues. La modernité et ses exclus*, Paris, Payot & Rivages 2006).

la contre culture des années 1970-80, et revitalisée dans les années 1990 par la scène électronique » (Colomb, 2007 : 307).

Via des « occupations festives, esthétiques et critiques » du Palais en ruine, les initiateurs du *Zwischenpalastnützung* souhaitaient par ailleurs encourager « une confrontation critique avec le système parlementaire » de la nouvelle Allemagne (Deuflhard, Krempel-Kieeisen, Oswald, Lillienthal, Müller, 2006). Sonja Kellenberger a analysé ce genre d'interventions artistiques en milieu urbain « construites en interaction avec les mouvements sociaux » (Kellenberger, 2009 : 69). Pour elle, les « images vivantes » produites via l'action collective d'artistes engagés politiquement, « se caractérisent par la possibilité pour leurs auteurs et participants d'éprouver, de tester des principes démocratiques ici et maintenant et d'en présenter une forme à exposer, à montrer, à rejouer, à corriger. Ce caractère vivant des images stimule alors l'imaginaire non seulement de façon cognitive mais en proposant une situation où les participants vivent une expérience à part entière » (Kellenberger, 2009 : 69). En transformant un monument en ruine en un lieu de débat, d'échange d'opinions et d'arguments (sur le thème des politiques de la ville), mais aussi en un lieu de création et d'expérimentation *in situ*, les initiateurs du *Zwischenpalastnützung* cherchèrent à mettre en scène « la démocratie comme performance » (Deuflhard, Oswald, 2006 : 34), incitant les citoyens à « se projeter en tant qu'acteurs de la ville » (Kellenberger, 2009 : 66).

Le *Zwischenpalastnützung* a ainsi contribué à ouvrir le débat sur la question cruciale – mais quasi absente de la polémique jusque dans les années 2000 – de l'usage futur du site. L'évocation du Palais de la République comme monument ancré dans la tradition de la « Maison du Peuple » – cœur des revendications du collectif – pose en effet la question du devenir des espaces publics dans la ville capitaliste. Claire Colomb a mis en exergue l'impossibilité, pour le Land de Berlin et le Bund, de financer le *Humboldt Forum* avec l'argent public, impliquant un mode de financement basé sur un partenariat public-privé. Certaines des structures du *Humboldt forum* seront de fait exploitées par des investisseurs privés. A côté de ses espaces muséaux et de sa bibliothèque, le projet final inclut en effet un centre de conférences et d'affaires, un hôtel, des restaurants et des bars. Le château est de ce fait destiné à devenir « non seulement un repère historique symbolique, mais aussi un lieu de consommation et une attraction touristique » (Colomb, 2007 : 308) dans une ville où le secteur touristique est appelé à devenir un secteur clé de l'économie locale. L'apparente continuité entre certaines caractéristiques et fonctions du Palais de la République et celles du *Humboldt forum* (les deux bâtiments sont dédiés à la culture, ils sont des lieux internationaux, des lieux de rencontre, des lieux ouverts à tous) masque ainsi une rupture, qui tient du

remplacement d'un bâtiment public, propriété du peuple gérée par l'Etat, par un bâtiment en partie exploité par le privé. Cette rupture est plus généralement caractéristique du passage, brutal, de la ville socialiste à la ville capitaliste (privatisation des espaces urbains via la vente de parcelles à des investisseurs privés, restitution de biens immobiliers à leurs propriétaires d'avant-guerre, etc.). En butte aux logiques d'un re-développement urbain qui privilégie la constitution d'espaces commerciaux et représentatifs, le *Zwischenpalastnutzung* propose la création d'un « espace non consumériste pour les citoyens », d'un lieu de rencontre, de communication – mais aussi « de production artistique et culturelle diversifiée » – ouvert à tous, dans la tradition de la Maison du Peuple ici réactualisée en fonction des enjeux urbains contemporains (Colomb, 2007 : 309).

Le *Zwischenpalastnutzung* a, à notre sens, rempli trois objectifs majeurs. D'une part, il a montré qu'à moindre frais, le Palais pouvait être rouvert et réutilisé et a ainsi prouvé l'intérêt d'une conservation et d'une réhabilitation de l'édifice. D'autre part, la réutilisation temporaire du Palais en ruine a contribué à mettre au défi les visions proposées par les pouvoirs publics et les marketers urbains via la constitution du Nouveau Berlin. Enfin, cette action a permis de déplacer le débat relatif au devenir de l'île aux Musées « au-delà des questions de justice historique, d'identité nationale et de mémoires collectives en conflits, vers une discussion sur le rôle des espaces publics, sociaux et culturels dans le centre d'une ville capitaliste » (Colomb, 2007 : 310). En rompant avec un débat qui, jusqu'alors, se fondait largement sur l'antagonisme Est/Ouest, le *Zwischenpalastnutzung* est parvenu à convoquer les Berlinoises, quelles que soit leurs origines, afin de les inciter à s'interroger sur les implications politiques, culturelles, sociales et économiques du réaménagement urbain, à imaginer des alternatives pour un usage de la *Schlossplatz* et à repenser la place et le rôle du citoyen dans la ville.

#### 3.3.6.6.Retour sur le cas du Palais de la République

Nous avons relevé trois grands argumentaires dans le cadre de la polémique autour du réaménagement de la Place du Château, que l'on peut *grosso modo* assigner aux orientations politiques des acteurs qui se sont illustrés autour de cette question. Une interprétation conservatrice veut que le Palais soit l'emblème de la dictature du SED, le lieu de prestige du pouvoir est-allemand abritant l'instance politique de la *Volkskammer* (chambre du peuple). Les tenants de cette interprétation estiment que le Palais n'a pas sa place au cœur de la ville réunifiée, et ce tant d'un point de vue idéologique qu'esthétique.

Une deuxième interprétation est portée par certains Berlinois de l'Est qui voient dans le Palais, non pas le lieu de l'instance politique, mais le lieu du quotidien, la maison du peuple, ouverte à tous. Cette appréciation du lieu empreinte de nostalgie tend, à l'inverse de l'interprétation conservatrice, à gommer la dimension politique du lieu au profit de sa dimension culturelle. Pour ces individus, le bâtiment est envisagé comme le témoin de leur expérience collective, un moyen de maintenir le lien entre les générations alors que nombre des repères de leur quotidienneté se sont évanouis suite à la réunification.

Les associations de défense du Palais et initiatives ayant réutilisé le bâtiment en ruine voient dans ce lieu un témoin du passé, un espace public, l'occasion d'une discussion, si ce n'est d'une réconciliation. Leur vision du Palais se construit dans une tension où sa vocation originelle (une maison du peuple) s'articule à la projection d'une vocation possible (le Palais comme espace public central à Berlin, comme lieu de « performance de la démocratie » propice à l'innovation de pratiques urbaines à la fois culturelles, artistiques et citoyennes).

Enfin, d'autres acteurs perçoivent le réaménagement de la *Schlossplatz* comme la chance d'incarner à Berlin « de nouveaux discours sur l'identité » qui permettraient de sortir de l'ornière d'une conception strictement nationaliste de l'identité (Colomb, 2007 : 304).

En plus de 10 ans de combats, ces différents acteurs ont manifesté leur présence dans et autour du Palais de la République, cherchant tout d'abord à y organiser des visites, mettant sur pied des expositions aux alentours, créant des événements culturels à la fois festifs et revendicatifs autour puis à l'intérieur du Palais de la République. L'engagement des groupes en faveur de la conservation et de la transformation du Palais de la République s'apparente ainsi à « une forme d'appropriation de l'espace qui suppose la production, l'usage de symboles dotés d'une « efficacité sociale et politique » (Debarbieux, 2003), pour signifier que tel espace, tel lieu, tel objet est associé à un groupe, à une institution, à un pouvoir » (Veschambre, 2008 : 7). A travers le marquage du territoire, il s'agit en réalité de s'aménager une place au sein d'un espace public fragmenté et mouvant (au sein duquel interviennent politiques, investisseurs privés, scientifiques, experts, marketers et société civile) en vue de faire valoir d'autres visions de l'identité locale, et au-delà, nationale, censées s'incarner de manière privilégiée dans une forme urbaine spécifique.

Nous avons vu comment progressivement les réseaux d'acteurs engagés dans la défense du lieu se sont à la fois densifiés et diversifiés. Parallèlement, les objectifs à l'égard de l'édifice ont eux-mêmes évolué, passant de la revendication de sa conservation *stricto sensu* à l'élaboration de projets visant à le transformer structurellement et fonctionnellement. De la même manière, les moyens d'action des associations se sont multipliés, allant de la

tractation, à la « festivalisation » du lieu, en passant par l'expertise et la recherche de personnalités clefs (marketers urbains, sénateurs, parlementaires) susceptibles de promouvoir le projet (du point de vue financier et communicationnel) et de le défendre au niveau de la ville et du Bund.

Nous avons montré qu'à travers leurs diverses modalités d'actions, les associations de défense du Palais ont mis en avant différentes mémoires du lieu, chacune étant corroborée à des objectifs liés à la reconnaissance, au sein de l'espace public, de groupes particuliers, soudés soit par une expérience collective en rapport avec le PdR, soit par des visions du passé et de l'avenir du lieu porteuses d'une vocation nouvelle pour la Place du Château. Le travail de sens effectué sur le Palais de la République via l'investissement de ces réseaux d'acteurs a radicalement transformé la signification de l'édifice qui, jusqu'à ce qu'il soit « saisi par les associations » (Glevarec, Saez : 2002), s'apparentait à un monument en ruine, un corps étranger au centre d'une ville en quête d'une nouvelle image. La mobilisation d'associations patrimoniales en faveur de la préservation du Palais de la République manifeste en outre la volonté de la société civile de se voir conférer un droit de regard sur un aménagement urbain parfois rendu opaque par une certaine confusion entre les différents niveaux de l'action publique (le Land, le Bund, les architectes internationaux et les investisseurs privés). Ainsi les émotions patrimoniales que nous avons mises en exergue concernant le devenir du PdR expriment-elles plus largement des enjeux profonds d'une société donnée tout en étant révélatrices de désaccords concernant l'histoire (locale et/ou nationale) ancienne ou récente. Pour Daniel Fabre, « le langage de la monumentalité et de la patrimonialisation est devenu un des registres majeurs de l'expression collective » (Fabre, 2000 : 18). Cette remarque s'applique plus que jamais au cas du Palais de la République dont on peut dire qu'il est un cas paradigmatique des différentes conceptions de la réunification et, partant, des identités locales (et, au-delà, nationales) telles qu'elles s'expriment aujourd'hui dans les différentes sphères de la société berlinoise.

## **Conclusion**

### **Polarisation du paysage mémoriel et constitution d'imaginaires sociaux du communisme à Berlin**

Le fait de travailler sur le Palais de la République et le Musée de la Stasi nous a permis de penser la polarisation de la mémoire de la RDA et, partant, du paysage mémoriel du communisme en gestation à Berlin sous l'action conjointe des initiatives citoyennes et des pouvoirs publics. Il semble évident, à travers l'exemple de la mémoire qui se développe à partir du Musée de la Stasi, qu'il existe une mémoire noire de la RDA, couvrant les aspects répressifs de l'ancien régime. D'un autre côté, la mémoire de la résistance portée au sein de la Haus 1 est en elle-même positive, les deux pôles mémoriels coexistant en un seul et même lieu.

De même en va-t-il pour le Palais de la République : une lecture du lieu l'assimile à un lieu de prestige du SED – mettant en avant une lecture négative du passé de l'édifice –, alors que d'autres lectures du PdR s'avèrent en revanche éminemment positives. On distingue par ailleurs deux types de lectures positives du passé communiste à Berlin qui s'élaborent à partir du PdR. L'une se rapporte à une mémoire de la quotidienneté, des divertissements et de l'accès à la culture à Berlin-Est et est portée par des Berlinois de l'Est ayant connu le lieu en fonction. L'autre, portée par certains parmi ces derniers, est également le fait d'Allemands de l'Ouest ou d'étrangers qui décidèrent de s'investir dans la protection de l'édifice. Cet autre courant tend à montrer que certains aspects de l'histoire du communisme à Berlin (en tant que non restreinte à la seule période d'existence de la RDA) sont porteurs de traditions positives qui peuvent être réactualisées et matériellement incarnées dans un Berlin en quête d'identité.

Le fait est que ces enjeux de mémoire s'articulent à des lieux qui se trouvent investis par certains acteurs porteurs de projets associés à la reconnaissance d'une identité pour un groupe social plus ou moins étendu. On pourrait même aller plus loin et affirmer que parce qu'ils rattachent leurs actions au devenir de lieux emblématiques, les groupes sociaux ont d'autant plus de chance de devenir visibles au sein de la sphère publique, et les enjeux mémoriels qu'ils pointent ont d'autant plus de chance d'être débattus au sein d'un espace public élargi, impliquant de nombreuses catégories d'acteurs.

Mais revenons maintenant sur les processus qui sous-tendent les actions patrimoniales lorsque celles-ci sont entreprises par des groupes issus de la société civile. Pour Hervé

Glévarec et Guy Saez, la profusion, ces dernières années, des associations patrimoniales est le signe d'un mouvement qui va du politique vers le social. Alors que le patrimoine était envisagé de « manière politique et nationale », un instrument de l'Etat, en quelque sorte, « assurant la survie de la richesse et de la diversité de [la] conscience nationale », il est aujourd'hui, du point de vue des associations, une pratique locale permettant la valorisation d'une mémoire sociale, véritable « ressource *politique* dans la construction des territoires » et des identités qui s'y rattachent. Pour les deux sociologues, en outre, cette construction des territoires est à entendre au sens de « représentations (faites de pensées, narrations, symboles) qui « imaginent » une portion de l'espace et transforment les pratiques qui actualisent ces représentations » (Glevarec, Saez, 2002 : 256, 257, 258).

Nous supposons ici que pour qu'une association patrimoniale se forme en vue de valoriser un lieu (monument, forme urbaine) et, partant, une mémoire sociale et culturelle s'y rapportant, il faut qu'un imaginaire commun du lieu préexiste en chacun des membres à l'origine de l'association. En d'autres termes, pour se saisir d'un monument, d'une portion d'espace et en travailler le sens, il faut être en mesure de l'imaginer.

Pour Appadurai, le travail de l'imagination a aujourd'hui « abandonné l'espace d'expression spécifique de l'art, du mythe et des rites pour faire désormais partie, dans de nombreuses sociétés, du travail mental quotidien des gens ordinaires » (Appadurai, 2001 : 31). Ce travail, tant individuel que collectif, est ce qui permet à tout un chacun de s'improviser « leader », de suggérer telle ou telle vision du monde afin de faire advenir le changement, ou du moins, d'avoir une influence sur le cours de la réalité. Pour le dire autrement, l'imagination constitue le « carburant » qui pousse les individus à agir, à se constituer en association, à s'investir pour la préservation d'un lieu, d'un monument. Toujours selon Appadurai, le travail de l'imagination découle de « la double capacité à se souvenir du passé et à désirer le futur » (Appadurai, 2001 : 32). Nous avons vu comment mémoires et aspirations s'articulent dans les projets des associations patrimoniales que nous avons présentées.

Pour le Musée de la Stasi, il s'agit de se souvenir de l'expérience des victimes de la Stasi et des manifestants qui œuvrèrent à la démocratisation de leur Etat. Par ailleurs, la conservation de la Haus 1 est inenvisageable sans projet, sans ancrage dans le futur, c'est-à-dire sans que la mémoire qui s'y élabore ne se transmette, permettant la diffusion et le partage de lectures du passé du lieu, mais également de visions du monde dans lesquelles les acteurs du musée se reconnaissent. De même, la réutilisation du Palais de la République est en soi inenvisageable si le jeu de sens autour du monument ne s'articule pas à un projet concret pour



l'utilisation de la Place du Château qui soit conforme avec l'idée que les membres des réseaux en faveur de la conservation du PdR se font de l'identité locale.

Les lieux que nous avons choisis d'étudier constituent à la fois les points d'ancrage et de fuite de ce travail de mémoire et d'imagination qui opère le lien entre un monument, un territoire, un (des) passé(s) et une identité (culturelle, politique et sociale) locale. Le travail de l'imagination intervient de surcroît dans la valorisation des lieux et dans la constitution de mémoires s'y rapportant. Il est ce qui va permettre de « conserver » et de « modeler les souvenirs du passé », de donner forme à un récit, à une mise en scène du passé dans et à partir des lieux (Baczko, 1984 : 35). Il participe du travail de configuration narrative, c'est-à-dire du travail de sélection, de mise en contraste et de mise en émotion qui intervient pour donner vie et cohérence à l'intrigue. Les imaginaires sociaux, nous dit en effet Bronislaw Baczko, « interviennent activement dans la mémoire collective pour laquelle (...) les événements comptent souvent moins que les représentations imaginaires qu'ils font naître » (Baczko, 1984 : 35). Dans un mouvement de retour, la mémoire produite à partir de (ou en rapport avec) certains lieux est à son tour porteuse de « représentations imaginaires », de mythes, de « modèles formateurs », de « représentations de soi » en rapport avec les lieux et ce qu'ils incarnent (Baczko, 1984 : 32).

Aussi, un imaginaire polysémique habite-t-il désormais les locaux de la Haus 1 et donne corps au message que les groupes d'anciens opposants et victimes du régime est-allemand s'efforcent de transmettre (imaginaire de la répression, de la souffrance des victimes, mais également du courage des opposants, de la révolution et de l'émancipation d'un peuple). Du Palais de la République, émane un imaginaire du lieu en tant qu'édifice emblématique d'une quotidienneté heureuse à Berlin-Est, du divertissement, des loisirs et de l'accès à la culture, mais également en tant que Maison du Peuple, dans la tradition du mouvement travailliste allemand du 19<sup>ème</sup> siècle. Plus encore, la réutilisation temporaire de l'édifice a fait du Palais en tant que ruine l'incarnation d'un imaginaire de la culture alternative à Berlin, lié au mouvement des squats, à l'expérimentation de nouvelles manières d'habiter, à la réappropriation artistique d'espaces en friche, autant de qualités imaginées de la ville qui sont synonymes de liberté, de créativité et de citoyenneté. Les marketers urbains ne s'y sont d'ailleurs pas trompés lorsqu'ils prêtèrent main forte au *Zwischenpalastnützung*, ces aspects (réels et imaginés) de la ville héritière des mouvements culturels et sociaux alternatifs des années 1980 représentant indéniablement un atout pour cette dernière en termes d'image exportable.

L'imaginaire social, nous dit encore Baczko, « est également une pièce effective et efficace du contrôle de la vie collective, et notamment de l'exercice du pouvoir. Du coup, il est le lieu des conflits sociaux et un des enjeux de ces conflits » (Baczko, 1984 : 32). L'investissement d'acteurs sociaux dans les processus de patrimonialisation nous montre comment des groupes issus de la société civile parviennent aujourd'hui à produire et à diffuser des imaginaires à partir de lieux afin de faire valoir des représentations de soi et des visions de la ville et de son passé. Derrière les luttes pour la préservation d'un monument, on perçoit donc un autre enjeu, à savoir la lutte pour le partage de cette « pièce effective et efficace du contrôle de la vie collective » qu'est l'imaginaire social, en l'occurrence urbain. Il apparaît que les « individus ordinaires » et groupes sociaux issus de la société civile produisent, à travers leur marquage du territoire, des imaginaires urbains, et ce au même titre que les architectes, les urbanistes, les investisseurs privés, les élites et les marketers urbains.

La notion de « logoïsation », que nous empruntons à B. Anderson, va nous permettre ici de rendre compte des liens entre lieux, imaginaires sociaux et pouvoir des images. Décrivant la façon dont l'Etat colonial a fondé la légitimité de son rapport de domination sur ses colonies, Anderson pointe l'intérêt croissant de cet Etat pour les particularismes locaux (patrimoine, faune, flore, etc.) des zones colonisées dont il va, via son action de préservation et de valorisation, peu à peu s'ériger en gardien. La classification de ces joyaux et leur logoïsation (production d'images décontextualisées représentant cartes, monuments, oiseaux ou fruits tropicaux, reproductibles et déclinables à l'infini sur toutes sortes de supports) va nourrir l'imaginaire colonial et révéler la vraie puissance de l'Etat colonial.

Il nous semble, au vu de ce que nous avons observé sur le terrain, que l'on peut parler d'une logoïsation du Palais de la République et du Musée de la Stasi qui s'est effectuée via la production et la diffusion d'images, sur des supports divers. Le principe de ces images est simple : il suffit de montrer un détail de façade de l'un des deux bâtiments pour que ce détail évoque instantanément le monument tout entier, son histoire et sa signification par le passé comme dans le présent.

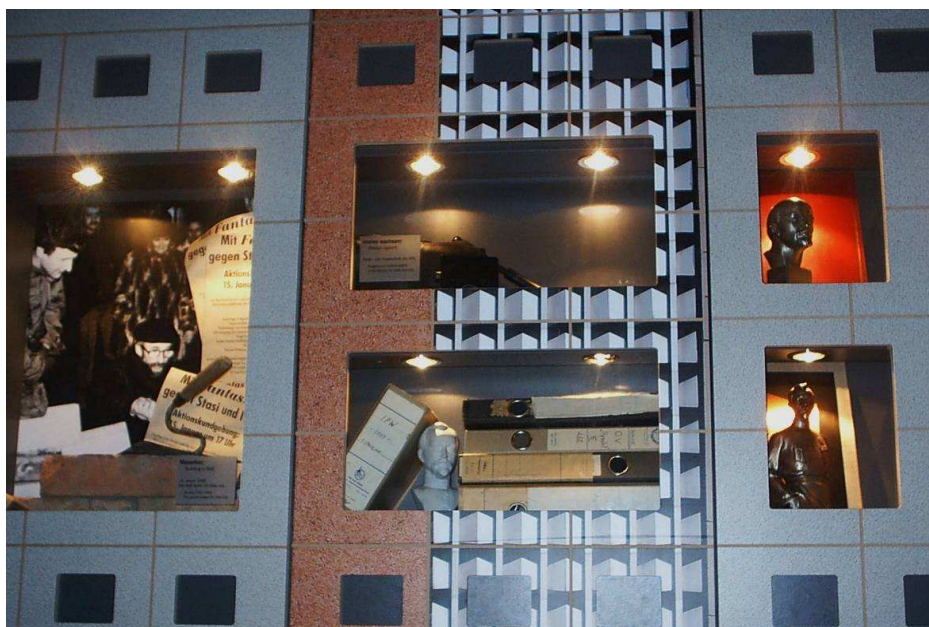
On peut citer, comme support pour le Palais, les flyers produits et distribués dans le cadre du mouvement « *Rettet den Palast* » (Sauvez le Palais). Ces flyers (voir l'illustration ci-dessous) servirent d'esthétique de ralliement. A chaque série de flyers à l'effigie du PdR correspondait un argument, sous forme de slogan, contre sa destruction. Cette représentation de l'édifice, reproductible à l'infini, susceptible de pénétrer l'imagination populaire, devint l'emblème de la lutte pour la conservation du lieu, l'image acquérant *de facto* un certain

pouvoir mobilisateur. En cela, on pourrait presque dire de la logoïsation du Palais de la République qu'elle se rapproche de l'idée-image au sens où Baczko l'entend.



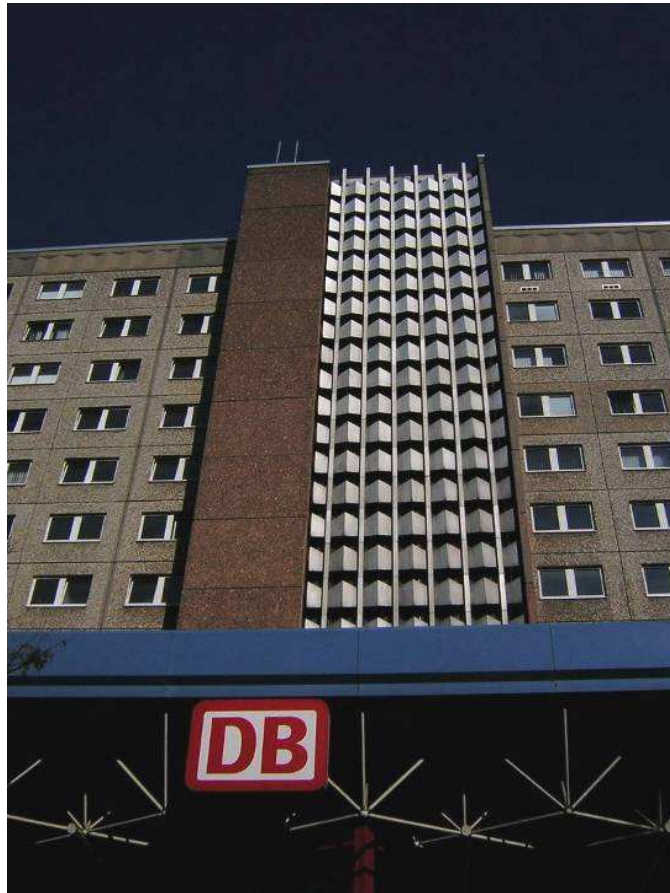
**Figure 46** Panneau de l'exposition « Une décision démocratique ». Les couleurs et le détail de façade sont très similaires aux flyers du *Palast Bündnis*.<sup>253</sup>

Concernant la Stasi, l'évocation par métonymie transparait dans certaines mises en scène muséales destinées à figurer le thème de la Stasi.



**Figure 47** Partie consacrée à la Stasi dans le musée de la vie quotidienne en RDA (*DDR Museum*). Le sujet instantanément reconnaissable dans l'exposition globale de par la scénographie : des fenêtres encastrées dans une reconstitution des façades de la centrale berlinoise du MfS

<sup>253</sup> Ici, le principe de logoïsation élaboré par les membres du *Palast Bündnis* dans le cadre du mouvement « Rettet den Palast » a été réinvesti par les organisateurs de l'exposition « Une décision démocratique ». Ces derniers ont pris le parti de récupérer l'un des symboles de la lutte pour la préservation du lieu afin d'évoquer la polémique autour du Palais. L'ajout de personnes dans l'ombre évoque la réunion d'individus venus débattre de l'avenir de la *Schlossplatz*, ce qui suggère l'idée d'une participation des citoyens au processus décisionnel.



**Figure 48** Ici la façade du bâtiment le plus imposant de l'ancienne centrale du MfS, aujourd'hui propriété des chemins de fer allemands

La logoïsation du Musée de la Stasi se rapproche encore davantage du logo, au sens où Benedict Anderson l'entend. Ce dernier a montré comment les monuments logoïsés par les Etats métropolitains servent aujourd'hui dans le cadre de commémoration ou de légitimation des Etats nationaux qui succèdent aux Etats coloniaux. Il n'est pas impossible que le détail des façades de la centrale berlinoise du MfS puisse un jour être reproduit à l'infini, diffusé sous diverses formes, dans divers contextes, et que les discours historiques que ce logo évoque servent de base à la légitimation de l'ordre politique et idéologique de la nouvelle Allemagne.<sup>254</sup>

Ainsi, le pouvoir évocateur du Palais de la République et des bâtiments de l'ancienne centrale de la Stasi est tel qu'ils sont devenus logoïsables, c'est-à-dire qu'une série quasi infinie d'images et d'idées viennent à l'esprit à la seule vue d'un infime détail de façade, la métonymie se faisant évocation d'un monde d'images et de sens identifiables collectivement (du moins au sein des différentes sphères de la société berlinoise).

---

<sup>254</sup> Dans un même registre, on pourrait citer la photographie du couloir qui dessert les cellules de l'ancienne prison de *Hohenschönhausen*, qui figure sur les plaquettes informatives du mémorial et qui évoque à elle seule l'univers carcéral mis en place par le MfS.

La re-sémantisation et la logoïsation de ces monuments particulièrement emblématiques que sont le PdR et l'ancienne centrale du MfS, et leur mise en circulation dans les flux d'images se rattachant à l'évocation de l'histoire locale du communisme, alimentent un imaginaire social du communisme à Berlin qui se caractérise par un haut degré d'ambivalence. Que le Palais de la République ait été détruit pour se voir remplacé par l'ancienne demeure impériale alors que le Musée de la Stasi est, depuis quelque temps déjà, inscrit à l'agenda des politiques publiques de la mémoire, cela nous renseigne sur la constitution de l'image de la capitale de l'Allemagne réunifiée (et sur l'inscription de cette image dans ses formes urbaines), ainsi que sur les rapports étroits qui se nouent entre cette image de la ville en gestation et celle de la nouvelle Allemagne. Nous avons vu, en effet, que le changement de statut de Berlin, devenu capitale de l'Allemagne fédérale suite à la réunification, s'est accompagné de la constitution d'un paysage mémoriel du communisme passant par un traitement différencié des lieux en fonction de ce qu'ils incarnent. Une vaste entreprise de re-sémantisation de l'urbain est actuellement à l'œuvre, qui a pour objectif de rendre intelligible les restructurations menées sous l'égide de l'ex-RFA dans le but de permettre la transition post-socialiste de l'ex-RDA. La chute du Mur de Berlin et l'unification d'octobre 1990 ont de surcroît constitué, en regard des discontinuités qui caractérisent l'histoire allemande, une occasion historique de tenter de faire concorder un territoire et une identité culturelle à une idéologie officielle (libérale), un modèle politique (démocratique) et une forme étatique (celle de l'Etat-Nation) (Borneman, 2001).

Dans ce qui va suivre, nous aborderons d'un peu plus près les grandes transformations qui affectent l'espace de la ville. Nous essaierons de déceler ce qu'elles nous disent de la façon dont s'articulent les identités locales et nationales. Nous chercherons ensuite à saisir la façon dont les habitants de la ville réagissent à ces transformations qui affectent le texte urbain.

## 4. LES RELATIONS ENTRE ARCHITECTURE, FORMES URBAINES ET IMAGINAIRES SOCIAUX

### 4.1. La ville comme texte

Il est courant, en sciences sociales ou en littérature, d'utiliser la métaphore du récit, de la syntaxe, pour parler de l'espace d'une ville et de la façon dont l'espace urbain inspire les individus en pensées et en actes (De Certeau, 1990 ; Gracq, 1985). La ville semble se générer dans une tension permanente entre production d'espace et production de texte ; elle est le fait d'un encodage continu, d'une manipulation matérielle et symbolique donnant à voir certaines visions idéalisées du monde et de ce qu'il devrait être, produits de l'histoire et d'interprétations de la réalité historiquement situées. La ville est en effet l'objet d'un travail constant de mise en sens de la part « des officiels, des politiques, des élites, des urbanistes, des artistes et des architectes, qui croient que la présence de formes matérielles (...) permet de communiquer des idéaux politiques et des visions du monde » (Till, 2005 : 40). Le fait est que les réaménagements et les transformations de l'espace urbain ne sont pas neutres et que la ville a toujours constitué un support idéal pour mettre en avant et diffuser les symboles et les valeurs des différents ordres politiques, sociaux, économiques et culturels qui se sont succédés dans le temps (c'est, en outre, ce à quoi renvoie la figure de la ville palimpseste<sup>255</sup>). Les mutations urbaines et les édifications architecturales nous en disent long sur l'ordre dans lequel nous vivons et sur certaines de ses mutations, aussi imperceptibles soient-elles. Les matériaux, les formes, la création de nouveaux espaces fonctionnellement et sémiologiquement déterminés constituent en effet des marqueurs qu'il convient d'observer attentivement.

D'autre part, il est tout aussi essentiel de considérer la ville comme un espace perçu<sup>256</sup>, vécu et pratiqué<sup>257</sup> ; la ville est appréhendée par ses habitants et ses visiteurs comme étant

---

<sup>255</sup> La figure du palimpseste, parchemin dont on a effacé l'écriture pour pouvoir y écrire à nouveau, est particulièrement bienvenue pour illustrer à la fois le fonctionnement de la mémoire et de l'oubli et les processus constants de destruction/formation de la ville (Corboz, 2001).

<sup>256</sup> Ce qui, de l'environnement matériel, va être perçu *stricto sensus*.

<sup>257</sup> Le citoyen non seulement perçoit son environnement matériel, mais il l'identifie et l'interprète en y projetant un ensemble de représentations qui sont autant d'images, d'idées, d'impressions, d'affects, mais également de connaissances et de valeurs. Ces représentations sont acquises via l'expérience concrète de la ville (la ville vécue et pratiquée). Ainsi, la pratique quotidienne d'un espace lui confère-t-elle « sa dimension humaine et sociale », elle est ce qui permet, à la longue, une « production mentale d'images » et de « schémas pertinents du réel » (Di Méo, Buleon, 2007 : 12). Ces images et schémas sont tout autant le fait de notre pratique de l'espace et des informations que nous en tirons, que des informations « dont nous inondent aujourd'hui les systèmes de communication de tous ordres » (Di Méo, Buleon, 2007 : 12).

constituée d'un ensemble de repères, d'éléments urbains et paysagers marquants et signifiants, qui s'articulent entre eux et gagnent en cohérence à travers les pratiques de la ville. Par leurs pratiques *déambulatrices* (les trajets quotidiens, la flânerie, le fait de chercher à se repérer dans la ville, le tourisme), *consoméristes* (les modes d'habiter, la consommation, le tourisme) et *interventionnistes* (des initiatives citoyennes se réappropriant, protégeant ou valorisant un lieu), les individus et groupes sociaux contribuent tout autant que les élites (politiques et intellectuelles), les planificateurs et spécialistes en communication, à doter la ville de sens, tant individuellement que collectivement. En d'autres termes, les pratiques des habitants et des visiteurs (et les représentations qui naissent de ces pratiques) participent des dynamiques qui font et défont l'espace et le texte de la ville, au même titre que les plans de réaménagement urbain et les campagnes de marketing venus « d'en haut ». C'est ce que nous signifie Michel de Certeau lorsqu'il nous parle de ces « pratiquants ordinaires de la ville », ces « marcheurs », ou « *Wandersmänner* », dont « le corps obéit aux pleins et aux déliés d'un « texte » urbain qu'ils écrivent sans pouvoir le lire », et dont les « pratiques de l'espace renvoient à une forme spécifique d'opérations (des « manières de faire »), à « une autre spatialité » (une expérience « anthropologique », poétique et mythique de l'espace), et à une mouvance opaque et aveugle de la ville habitée. Une ville transhumante, ou métaphorique, [s'insinuant] ainsi dans le texte clair de la ville planifiée et lisible » (De Certeau, 1990 : 141-142).

La ville naît et renaît de la tension permanente entre les pratiques et les mises en sens venues « d'en haut » et les pratiques de réappropriation de la ville, qui « d'en bas », détournent le texte urbain officiel et se jouent des planifications (récentes ou anciennes) pour en tirer profit. Loin de vouloir établir une stricte dichotomie entre une ville qui serait celle des planificateurs et des élites et une ville qui serait celle de l'habitant, il convient de préciser ici que l'espace urbain se constitue le plus souvent dans la négociation. Les phénomènes de contestation et de négociation méritent qu'on s'y arrête, car ils mettent en exergue des contradictions entre des mises en sens officielles et alternatives de la ville qui puisent leurs origines dans des tensions au sein même des différentes couches sociales et culturelles qui l'habitent. Nous l'avons dit, la ville est l'objet d'un travail constant de mise en sens de la part des individus comme des institutions. La production de lieux, les réaménagements urbains et les dotations de sens qui affectent la ville sont des processus négociés, voire contestés ; l'interprétation officielle, le remaniement ou la création *ex-nihilo* d'un lieu peuvent ne pas être acceptés par tous, être boudés ou rejetés. Certains hauts-lieux (produits matériellement ou symboliquement) se veulent l'incarnation d'un idéal de la nation et l'expression d'une

communauté de destin. Toutefois, dans le même temps qu'ils célèbrent une histoire, des héros, un idéal politique, économique ou culturel, ces hauts-lieux font passer à l'arrière plan certains pans du passé, certaines réalités, occultent les particularismes de certains groupes, certaines minorités. C'est notamment face à de tels phénomènes qu'on observe l'émergence de micro-récits, qui apparaissent de façon concomitante au remaniement du paysage urbain et mémoriel d'une ville, proposant d'autres visions, d'autres interprétations, d'autres imaginaires de la ville et révélant du même coup les jeux de forces et les tensions qui structurent une société.

Le Berlin d'aujourd'hui constitue un terrain d'étude particulièrement riche pour qui veut scruter ces différents aspects de la ville. Depuis la chute du Mur, cette ville a été l'objet d'un réaménagement urbain intensif se traduisant par des rénovations, des destructions mais aussi par la construction de nombreux édifices. Ces réaménagements urbains ont accompagné des processus ayant trait à la réunification qui se sont joués à l'échelle nationale et se sont traduits par de profonds remaniements politiques, économiques, sociaux et culturels. Ces restructurations furent menées sous l'égide de l'ex-RFA dans le but de permettre la transition post-communiste de l'ex-RDA, c'est-à-dire l'accomplissement de processus simultanés de privatisation de l'économie et de démocratisation politique, qui, d'un point de vue social, ont entraîné un véritable bouleversement du quotidien des anciens citoyens de la RDA.

De telles périodes transitoires sont par ailleurs propices au déploiement de nouveaux récits nationaux, porteurs de valeurs et de visions du monde, à travers notamment la production de hauts-lieux du pouvoir (politique et économique) et de la mémoire. Et quel territoire, mieux que celui de la capitale nationale, est-il à même de contenir ces hauts-lieux et d'être la scène du déploiement des nouveaux récits de la nation ? Le territoire de la dénommée « République de Berlin » est en effet devenu le lieu d'un formidable travail de mise en sens, un travail qui porte sur le passé national autant que sur la signification de la nation dans le présent et de la nation à venir. Ce travail de sens s'effectue à ciel ouvert, à travers les multiples chantiers inaugurés depuis la réunification et qui ont pour but de remanier entièrement le texte de la ville et d'édifier un Nouveau Berlin. Expression d'un « souci de démonstration et de communication du changement », ce gigantesque chantier constitue également « un point de repère qui apporte paradoxalement de l'ordre, [car] il permet de digérer le choc de l'unification, de le faire accepter, et il fixe les nouveaux points de repère » (Grésillon, Kohler, 2001 : 113).<sup>258</sup>

---

<sup>258</sup> Les deux auteurs résument d'ailleurs très bien cette idée dans leur article commun : « la ville est contrainte de procéder à un exercice délicat de réinterprétation des anciens lieux du pouvoir et de définition d'une nouvelle



Cependant, comme nous l'avons précédemment évoqué, ces remaniements politiques, économiques et sociaux, ainsi que les productions matérielles et symboliques qui les accompagnent, incorporent tout autant qu'ils excluent. L'assimilation de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest suppose, par exemple, la conversion des ex-citoyens de RDA aux valeurs et modes d'actions du capitalisme. Cette conversion est le plus souvent exprimée en termes de *changement de mentalités* et ne laisse guère de place à la reconnaissance d'une identité particulière *Ossie*, celle-ci étant le plus souvent envisagée en termes négatifs. De même, la constitution d'un paysage mémoriel correspondant à des récits officiels du passé se fait souvent au détriment d'autres passés et procède par la destruction de lieux, par l'effacement ou la réinterprétation de certaines traces de ces passés indésirables.

Dans cette partie, nous aborderons tout d'abord la question du réaménagement urbain à Berlin : En quoi consistent les transformations de la ville, la production de nouveaux lieux symboliques et la composition d'un « texte clair de la ville planifiée et lisible » décrit par de Certeau ? Quels sont les discours qui sous-tendent ces réaménagements ? Que nous disent les transformations de l'espace urbain berlinois et la production de lieux sur la société allemande d'aujourd'hui, sur ses espoirs, ses craintes, ainsi que sur les récits d'elle-même qu'elle cherche à fonder ?

Dans un deuxième temps nous nous intéresserons aux manières dont les Berlinoises de l'Est réagissent, répondent et s'adaptent aux changements engendrés par la disparition de la RDA et à l'imposition concomitante de manières d'être et de pensée inhérentes aux sociétés occidentales et capitalistes, notamment à travers le développement du Nouveau Berlin que nous avons évoqué plus haut.<sup>259</sup> Quels sont les différents types de réactions que l'on peut observer face à ces changements ? Comment, sans forcément remettre en cause la société capitaliste, certains habitants originaires de la partie est (et ouest) de Berlin tentent-ils de s'adapter tout en faisant valoir leurs identités particulières, par l'élaboration de stratégies interprétatives, de ruses discursives, de détournements et par la réappropriation de certains espaces urbains ?

Nous tenterons de répondre aux questions ici posées à travers l'étude de trois types d'interventions urbaines, matérielles et symboliques, fruits du travail de différents types

---

spatialité du pouvoir. Elle doit donc opérer, à ciel ouvert, un gigantesque travail de mémoire, d'exorcisation symbolique du passé, mais également de démonstration emblématique d'un Etat réunifié et, par conséquent, d'une nouvelle nation. Une succession de défis qui reviennent au final à résoudre un compromis « capital » : édifier une capitale modeste irréprochable tout en répondant à la nécessité de faire aussi de Berlin la vitrine d'une nouvelle Allemagne, une capitale nationale » (Grésillon, Kohler, 2001 : 101).

<sup>259</sup> Précisons ici qu'il sera également question des réactions des Berlinoises de l'Ouest, la ville réunifiée étant l'objet de réaménagement à l'Est et à l'Ouest.

d'acteurs ; trois mises en scène à la fois distinctes et liées les unes aux autres, correspondant à trois modalités de production de récits sur la ville, et au-delà, la nation.

Le premier cas nous amènera à détailler la constitution de deux lieux centraux du Nouveau Berlin, lieux du pouvoir politique et économique, situés tous deux sur l'ancienne ligne de démarcation Est/Ouest, à savoir le nouveau quartier du gouvernement et le nouveau quartier d'affaires de la *Potsdamer Platz*. Le deuxième lieu abordé, nous mènera sur les pistes de la constitution/reconstruction du Berlin historique et de l'effacement/éviction du Berlin de la période de la guerre froide. Nous avons vu, par exemple, que certains bâtiments datant de la période de la RDA avaient été démolis, d'une part, car ils représentaient des points potentiels de cristallisation d'une mémoire positive de la RDA et, d'autre part, parce qu'on voyait en eux l'incarnation de traditions culturelles et politiques dévoyées. Enfin, notre troisième terrain d'investigation concernera les « pratiques microbiennes, singulières et plurielles » que les individus ont de l'espace, c'est-à-dire les pratiques et les mises en sens de la ville qui se jouent à côté de la machinerie des faiseurs de ville et qui « trament (...) les conditions déterminantes de la vie sociale » (De Certeau, 1990 : 145-146).

#### 4.1.1. Les défis de l'après réunification

##### 4.1.1.1. Berlin, capitale de l'Allemagne réunifiée

Le 20 juin 1991, le Bundestag allemand décide par voie de résolution de transférer le siège du gouvernement et du parlement de Bonn à Berlin. Après avoir été capitale de la Prusse, de l'Empire, de la République de Weimar, du III<sup>ème</sup> Reich et de la RDA, Berlin est à nouveau consacré capitale de l'Allemagne unifiée. Ce choix, qui « s'explique plus par le poids de la RFA dans le vaste espace économique et financier tourné vers l'Est que par [le] rôle passé » de la ville, n'a pas été le fait d'un réel consensus puisque le « oui » en faveur du retour de Berlin en tant que capitale de l'Allemagne ne l'emporta que très justement lors de son vote au Bundestag (Manale, 2004 : 193).<sup>260</sup>

On peut dire de Berlin qu'il fut un chantier à double titre. D'une part, il convenait de refaire le lien entre les deux parties de la ville et d'autre part, d'y symboliser la réunification, c'est-à-dire un processus politique et économique, mais aussi social et culturel. Après la

---

<sup>260</sup> Comme l'indique par ailleurs B. Grésillon et D. Kolher, la question du « transfert du pouvoir fédéral à Berlin a ravivé le traumatisme d'un centralisme autoritaire et des plans d'aménagement de Hitler », malaise qui « s'est exprimé pleinement lors du vote au Parlement le 20 juin 1991 » avec 337 voix en faveur du transfert du gouvernement de Bonn à Berlin contre 320 (Grésillon, Kolher, 2001 : 101).

réunification, Berlin a été décrit par les spécialistes en communication chargés de faire sa promotion comme le plus grand chantier du 20<sup>ème</sup> siècle. Cette image de la ville en tant qu'« immense chantier », que « forêt de grues » ou encore que « ville de tous les possibles » a fait le tour de l'Europe et du monde et a grandement contribué à influencer les représentations que l'on s'est forgées de Berlin, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la ville. Les premières interventions de réaménagement urbain avaient pour objectif de suturer la ville, d'en combler les vides et les cicatrices (notamment celles laissées par le Mur). D'un point de vue pragmatique, il importait de réunir ce qui avait été séparé, les lignes de métro et de train, de réhabiliter les quartiers, morceau par morceau. La priorité était donc la normalisation de l'espace dans une ville qui avait été séparée en deux par le Mur pendant 28 ans et, corrélativement, le rétablissement de conditions matérielles de vie équivalentes à l'Est et à l'Ouest.

A l'échelle nationale, l'exigence qui s'imposait pour la nouvelle capitale était de se constituer comme champ des symboles de la nouvelle Allemagne. Berlin fut donc un chantier politique (du fait du déménagement du gouvernement de Bonn à Berlin), un chantier économique (il s'agissait, et il s'agit toujours, de conférer à Berlin une place de « pôle économique majeur en Allemagne et en Europe ») et un chantier culturel (la réunification de la ville et du pays induisant une « recomposition du paysage culturel intra-urbain »<sup>261</sup>) (Grésillon, 2002). Par ailleurs, on peut dire de cette capitale qu'elle fut également (et qu'elle demeure) un chantier identitaire, ou encore le « laboratoire de la réunification ». Berlin est, par excellence, le lieu où l'on est à même de prendre la mesure de l'état d'avancement de la réunification à travers la façon dont les deux populations (anciennement est- et ouest-berlinoises) composent avec leurs différences afin de faire société. Sur un plan urbain, ce « chantier de la réunification » se concrétise par un chantier titanesque, au sein duquel les interventions architecturales et matérielles, symboliques et discursives, (avaient et) ont pour fin de rendre intelligible l'instauration d'un ordre politique, économique, social et culturel nouveau en Allemagne réunifiée.

Sur le plan mondial, Berlin devait faire peau neuve afin de devenir une capitale de classe internationale ainsi que la vitrine des avancées démocratiques et économiques de l'Allemagne de l'après unification. La nouvelle capitale devait, dans le même temps, s'ériger en « capitale modeste et irréprochable » dans un climat alors marqué par la renaissance « des

---

<sup>261</sup> Avec une mouvance de la haute culture et de la culture alternative au cœur des quartiers est de la ville. Sur ce thème, voir Boris Grésillon (2002).

craintes d'hégémonie berlinoise et allemande » (Grésillon, Kolher, 2001 ; Pinson, 2000).<sup>262</sup> Cela nécessitait donc de retravailler le texte de la ville en profondeur et d'édifier en son sein les lieux (de démonstration) du pouvoir politique et économique de cette nouvelle Allemagne. Ancienne capitale du Reich, puis point vers lequel tous les regards convergeaient durant la période de la guerre froide, Berlin se devait de symboliser, plus que toute autre ville européenne, la fin de la guerre froide et la victoire du modèle démocratique et libéral occidental sur celui des démocraties populaires.

#### 4.1.1.2. La recomposition politique et l'entrée de Berlin dans l'arène de la compétition interurbaine globale suite à la réunification

Au lendemain de la réunification, Berlin-Est et Berlin-Ouest durent renoncer à leurs statuts particuliers, respectivement, de capitale de la RDA et de ville-îlot en territoire est-allemand. En tant que capitale de la RDA, Berlin-Est avait largement bénéficié des subventions publiques de l'Etat est-allemand qui entendait faire de la ville la vitrine des avancées socialistes, que ce soit en matière de progrès techniques, architecturaux, sociaux et culturels. Berlin-Ouest, ville-vitrine des avancées de la démocratie et de l'économie sociale de marché ouest-allemande, était, quant à lui, largement tributaire des subventions de Bonn pour la bonne conduite de ses politiques publiques. Dans les années qui suivirent la chute du Mur, la ville réunifiée ne tarda pas à voir le système gouvernemental ouest-berlinois s'étendre à l'ensemble de son territoire. Le 3 octobre 1990, jour de la réunification allemande, Berlin devient une ville-Etat indépendante (à l'instar de Brême ou de Hambourg).<sup>263</sup>

Les deux instances qui composent le gouvernement local sont le Sénat et la chambre des députés. Le *berliner Senat* constitue l'organe exécutif du gouvernement local. Il se compose du bourgmestre régnant (*regierender Bürgermeister*) et de huit sénateurs. L'*Abgeordnetenhaus* (chambre des députés) est l'organe législatif du gouvernement local. Elle se compose de 130 députés, élus tous les 5 ans, au moyen d'un scrutin partiellement majoritaire d'arrondissement et partiellement proportionnel. La chambre des députés élit le bourgmestre régnant à la tête de l'exécutif. Ce dernier, ainsi que les autres membres du Sénat, doivent répondre de leurs orientations devant la chambre des députés. Depuis 2006, le maire

---

<sup>262</sup> Rappelons ici les réactions des chefs d'Etat anglais et français en 1989, lorsque la perspective d'une réunification des deux Allemagne se fit jour. Chacun des chefs d'Etat était opposé à la réunification, Margaret Thatcher nourrissant d'amers souvenirs de la Seconde Guerre mondiale quand Mitterrand craignait, pour sa part, de voir resurgir le *Reich* d'avant la Première Guerre mondiale.

<sup>263</sup> A ce titre, Berlin envoie quatre représentants au Conseil fédéral (*Bundesrat*), et participe ainsi au vote des lois fédérales.

de Berlin a le pouvoir de nommer et de révoquer les huit membres de son gouvernement, à savoir les huit sénateurs à la tête des différents services sénatoriaux chargés d'administrer la ville qui, jusqu'alors, étaient élus par la chambre des députés. Les services de l'administration sénatoriale correspondent aux compétences du *Land* en matière de politique publique. Ainsi, les prérogatives du *Land* de Berlin s'étendent-elles sur des domaines tels que l'éducation, l'économie, la justice, l'environnement, la culture, la planification urbaine, l'aide sociale et les transports.

La ville est elle-même divisée en circonscriptions (*Bezirke*), dont le nombre est passé de 23 à 12 en 2001 dans le cadre des réformes de décentralisation territoriale et de renforcement des structures administratives des circonscriptions (voir annexe n°21). Les *Bezirke* sont dirigées par un conseil élu au suffrage universel direct avec à sa tête un maire et un exécutif de cinq membres. En tant que « lieu d'expression de l'auto-administration locale » (*Selbstverwaltung*), les circonscriptions ont une réelle légitimité politique et peuvent faire montre d'un pouvoir de contestation face aux projets d'aménagement urbain qui concernent leur territoire (notamment lorsque ceux-ci représentent une atteinte à leur autonomie ou à leur identité) (Halpern, Häussermann, 2003 : 336-337).

Le gouvernement local berlinois, tel qu'il s'est constitué depuis octobre 1990, a largement hérité de la forme, ainsi que des pratiques administratives ouest-berlinoises qui avaient prévalu durant la période de la guerre froide. Longtemps habitué à bénéficier des subventions de la République fédérale, le gouvernement local de Berlin-Ouest était traditionnellement allié au secteur public et à l'industrie des bâtiments. « Prédominance du secteur public, centralisation du système décisionnel et faiblesse structurel du secteur privé » représentaient les « éléments structurants des politiques publiques » ouest-berlinoises durant la période de séparation. Ces « arrangements institutionnels », fruit de l'isolement territorial de Berlin-Ouest, ne connurent pas de changement immédiat au lendemain de la réunification (Halpern, Häussermann, 2003 : 334).

Dans les années 1990, cependant, Berlin entraît de plain-pied dans l'arène de la compétition interurbaine globale qui, depuis les années 1970, était le lot des villes américaines, européennes ou asiatiques. Au sein de la constellation que forme l'ensemble des grandes métropoles urbaines mondiales, « la destinée historique des villes les plus importantes dépend de leur capacité à attirer de nouveaux investisseurs ou à assurer des fonctions internationales, qui figurent parmi les atouts indispensables dans la concurrence qu'elles se livrent pour élargir leur influence » (Kolossof et O'Loughlin, 2004 : 471, se référant aux travaux de Harvey, 1989*b* et de O'Connor, 2003).

Au lendemain de la réunification, donc, Berlin devait à la fois rétablir des conditions de vie équivalentes entre les parties est et ouest de son territoire, renforcer sa cohésion sociale et spatiale, tout en se constituant en ville de classe mondiale, susceptible d'attirer populations favorisées et investisseurs. De surcroît, le gouvernement local eut à faire face « à la pression exercée par l'irruption dans la vie politique locale de nouveaux acteurs publics et privés dotés de ressources considérables » (Halpern, Häussermann, 2003 : 334).

L'héritage d'un gouvernement urbain qui avait fait ses preuves durant la période de partition (du moins jusque dans les années 1980) s'avéra un handicap sérieux à la mise en œuvre de politiques publiques homogènes à l'échelle de la métropole berlinoise. En effet, comme l'ont souligné Halpern et Häussermann dans un article qu'ils consacrent à la question du gouvernement urbain berlinois et de ses politiques publiques au lendemain de la réunification :

« Selon la Constitution du *Land* de Berlin, le maire ne dispose d'aucun moyen de contrôle direct sur les activités menées par les sénateurs qui forment son cabinet. Leur autonomie repose sur une stricte définition de leurs compétences respectives (*Ressortsprinzip*) et sur l'organisation selon un mode hiérarchique de leurs services (*Hierarchieprinzip*). Chacun est donc libre de développer une stratégie conforme à ses intérêts propres, dans la limite de ses compétences. »<sup>264</sup> (Halpern, Häussermann, 2003 : 337)

Cette forme de gouvernement favorisa la formation d'alliances entre les administrations sénatoriales et des groupes d'intérêts sectoriels (issus des secteurs privés, publics ou de la société civile) au détriment d'une action publique coordonnée. Cette situation généra bon nombre de conflits au sein du gouvernement local, dont certains ne purent être dépassés. Ainsi, dans les années qui suivirent la réunification, le Sénat (dirigé par la coalition CDU/SPD), qui tentait vainement de conserver ses prérogatives sur le pouvoir décisionnel, « fut contesté par des acteurs publics ou privés dont la stratégie consista à exploiter les divisions internes de l'exécutif local pour éviter l'élaboration d'une action coordonnée à l'échelle de la métropole » (Halpern, Häussermann, 2003 : 337). Le Sénat perdit peu à peu sa légitimité en tant qu'échelon compétant pour développer et appliquer des politiques publiques au profit d'acteurs plus puissants (Daimler Chrysler, le *Bund*, pour ne citer qu'eux), qui « développèrent leurs propres programmes d'investissements à Berlin, sans relier leurs actions

---

<sup>264</sup> Précisons ici que ces caractéristiques prévalaient pour le gouvernement Berlinoise avant la réforme de 2006, que nous avons évoquée plus haut.

avec des tentatives de coordination menées par le Sénat à travers son plan d'aménagement du centre ville (*Planwerk Innenstadt Berlin*<sup>265</sup>) » (Halpern, Häussermann, 2003 : 337-338).

En 2001, le scandale de la faillite de la *Landesbank*<sup>266</sup>, due notamment à une politique qui privilégiait un haut niveau de financement public malgré une crise de l'immobilier, finit de discréditer la coalition au pouvoir (CDU-SPD). Au terme d'élections anticipées<sup>267</sup>, une nouvelle coalition émergea (SPD-PDS) qui eut dès lors pour tâche d'assainir les dépenses publiques et d'instaurer une « forme locale de gouvernance urbaine » intégrant « les profondes transformations économiques, politiques et sociales survenues depuis la réunification » (Halpern, Häussermann, 2003 : 343). L'enjeu était donc de taille puisqu'il s'agissait dorénavant, pour le Sénat, de mettre en place des « modes de coordination pour rendre possible l'action publique » dans un contexte marqué par la « fragmentation du gouvernement des villes », le « déplacement des barrières entre acteur public et acteur privé, et le brouillage des repères traditionnels » (Le Galès, 1995 : 60).

Notre objectif ici n'est pas de discuter en profondeur des politiques de la ville, mais de rendre compte du contexte dans lequel ont été décidés les grands projets urbains censés faire émerger le Nouveau Berlin. Avant de procéder à la description de ces projets urbains qui marquèrent la décennie 1990 à Berlin, il convient d'exposer succinctement les stratégies sur lesquelles les autorités locales misèrent afin de faire de Berlin une ville susceptible de rivaliser avec les grands centres urbains ouest-allemands que sont Francfort, Hambourg ou Munich.

#### 4.1.1.3. Les stratégies des politiques publiques dans le cadre de la compétition interurbaine : succès et échecs

Dans un article qu'il consacre à l'urbanisation du capital, le géographe David Harvey décrit les différentes options qui s'offrent aux gouvernements des grandes villes afin d'accroître leur attractivité dans le cadre de ce qu'il nomme « la lutte pour la survie urbaine » (Harvey, 2004 : 51).

Harvey relève quatre différentes options :

---

<sup>265</sup> *Planwerk Innenstadt Berlin* désigne le plan de « réurbanisation » et de « revitalisation » produit par le Sénat pour le centre de Berlin en 1996. Ce plan comporte deux volets, l'un s'applique à la « city-west », c'est-à-dire l'ancien centre de Berlin-Ouest, l'autre vise à intervenir sur le centre historique (*Historisches Zentrum*), et plus particulièrement sur certains sites de l'ancien quartier est de *Mitte* (les sites concernés sont l'*Alexander Platz*, la *Potsdamer Platz*, la *Friedrichstadt* et le *Spreebogen*).

<sup>266</sup> La *Landesbank* était un « établissement public créé par le Sénat en vue d'organiser la redistribution des investissements publics entre les membres de la coalition au pouvoir » (Halpern, Häussermann, 2003 : 338).

<sup>267</sup> A l'occasion desquelles le PDS obtint 47,6% des votes à Berlin-Est.

- 1/ La « concurrence dans le cadre de la division spatiale du travail », qui consiste à « appâter un capital privé sensible à la qualité et à la quantité de la force de travail et des infrastructures sociales autant qu’aux ressources physiques développées au sein de la région urbaine » (Harvey, 2004 : 55).
- 2/ La concurrence sur le terrain de la « division spatiale de la consommation », qui consiste à favoriser « une organisation de l’espace social privilégiant les marqueurs et les symboles de prestige, de réussite sociale et de pouvoir » afin d’attirer le pouvoir d’achat des populations favorisées (Harvey, 2004 : 56).
- 3/ La « concurrence sur les fonctions de prises de décisions », qui consiste à développer la ville en vue d’en faire un (où de maintenir son rang en tant que) centre exerçant des « fonctions de contrôle et de prises de décisions dans les secteurs de la haute finance et du gouvernement » (Harvey, 2004 : 58)
- 4/ La « concurrence pour la redistribution », qui consiste à faire en sorte que la ville soit financée par « des échelons supérieurs de l’administration gouvernementale » dans le cadre de vastes programmes de dépenses publiques (Harvey, 2004 : 60).

La stratégie du gouvernement local de Berlin en matière de « lutte pour la survie urbaine » relève essentiellement des options 2 et 3.

Les projets de réaménagement urbain du centre ville, ainsi que les campagnes de marketing qui les accompagnèrent, visèrent clairement à rendre la ville attrayante aux yeux d’une population favorisée bénéficiant d’un fort pouvoir d’achat et représentant une source non négligeable d’apport fiscal (option 2). Il convenait dès lors de mettre en avant le côté branché, vibrant, non-conformiste, en définitive « sexy »<sup>268</sup>, de Berlin, tout en vantant ses avantages en termes de qualité de vie, et ce afin de positionner la capitale sur le terrain de la « lutte internationale pour l’hégémonie culturelle » (à l’instar de New York, Paris ou Rome) et de la transformer progressivement en un centre de « consommation ostentatoire » (Harvey, 2004). Ainsi, parallèlement aux travaux de réaménagement de la ville, les marketers urbains s’attelèrent à la promotion de la capitale. Ils s’efforcèrent de forger une nouvelle image de Berlin via la mise en avant de ses qualités urbaines existantes. Parmi elles, on peut mentionner un environnement urbain calme, vert et plaisant, des styles de vie urbaine marqués par le non-conformisme, la présence d’un tissu dense d’institutions culturelles, de musées et de galeries, de scènes musicales et théâtrales créatrices et innovantes, proposant une offre culturelle s’étalant du registre de la haute culture à celui de la culture alternative.

---

<sup>268</sup> Selon le bon mot de Klaus Wowereit, l’actuel bourgmestre-régnant : « *Berlin ist arm, aber sexy* » (« Berlin est pauvre mais sexy »).



Parallèlement, « de nouveaux terrains de jeux pour consommateurs » furent édifiés dans différentes parties de la ville. Citons, à titre d'exemple, le O2 World<sup>269</sup>, une immense salle omnisports récemment sortie de terre dans le quartier de *Friedrichshain*, entre les gares de *Ostbahnhof* et de *Warschauerstrasse*, qui dispose d'une capacité d'environ 17000 places, mais également de 59 suites de luxe et de 1500 sièges de club pour les plus fortunés. Le projet du *Humboldt Forum*, que nous avons déjà évoqué, constitue également une illustration de cette stratégie. Plus généralement, les logiques de réaménagement du centre historique de *Mitte* convergent également dans ce sens. Enfin, nous pouvons également nommer la *Potsdamer Platz*, qui comporte plusieurs hôtels de luxe et offre parallèlement de nombreuses aires de distraction et de consommation (nous reviendrons un peu plus tard sur ce quartier). Ce genre de stratégie peut avoir pour conséquence première une gentrification des quartiers réaménagés. Cette gentrification a pour corollaire la ségrégation spatiale, les populations moins aisées se voyant dans l'obligation de quitter les quartiers centraux pour la périphérie en raison de l'augmentation du prix de leurs loyers. En l'occurrence, la gentrification des quartiers centraux orientaux de Berlin comme *Mitte*, *Prenzlauer Berg* ou *Friedrichshain* se fait au détriment des populations est-berlinoises qui peuplaient jusqu'alors cette partie de la ville. Il convient par ailleurs de préciser que la multiplication de ces « terrains de jeu pour consommateurs » peut également engendrer la création d'emplois précaires et temporaires auxquels pourvoient « des travailleurs prêts à s'employer dans n'importe quelles conditions pour proposer du divertissement » (Harvey, 2004 : 57).

L'option qui consiste à entrer en « concurrence sur les fonctions de prises de décisions » (option 3) constitue la deuxième stratégie adoptée par les pouvoirs publics berlinois dans l'optique de rivaliser avec les grands « centres du capital financier, de collecte et de maîtrise de l'information et de prises de décisions gouvernementales » répartis sur le territoire national (Harvey, 2004 : 58). Berlin, en tant que capitale de l'Allemagne réunifiée, s'inscrit *de facto* sur ce terrain de la compétition interurbaine. Nous verrons comment le *Bund*, en particulier, a investi en vue d'édifier un quartier du gouvernement flambant neuf, qui se veut l'incarnation architecturale d'une démocratie allemande à la fois modeste et exemplaire. De même, la *Potsdamer Platz* fut-elle bâtie dans le but d'attirer les grandes firmes internationales et d'accroître le poids de la capitale en tant que centre économique et financier. La concurrence interurbaine sur le terrain des fonctions de prises de décisions

---

<sup>269</sup> Construit par le groupe Anschutz Entertainment Group (une filiale de Anschutz Corporation), une des entreprises leader dans les domaines du divertissement et du sport. Le groupe aurait été financé par des fonds publics à hauteur de 80% pour les infrastructures d'accès au lieu et les travaux d'aménagement de la zone.

suppose par ailleurs que la ville puisse se positionner de manière efficace et centrale « au sein d'un réseau planétaire de transports et de communications » (Harvey, 2004 : 58). De lourds investissements publics provenant du *Land* de Berlin, du *Land* du Brandebourg et du *Bund* visent à positionner la ville au centre de réseaux de voies aériennes, ferroviaires et autoroutières. Ainsi, l'aéroport de *Tempelhof* (au Sud) a-t-il été fermé à la circulation, ce qui est également prévu pour l'aéroport de *Tegel* (au Nord). Dans le même temps, des investissements (dont le volume est estimé à 2 milliards d'euros) sont injectés dans l'aménagement de l'aéroport de *Schönefeld* (dans la périphérie sud-est de la ville) dans l'optique de transformer cet aéroport aux proportions modestes en un grand aéroport international (le *Berlin Brandenburg International - BBI*) à l'image des aéroports de Munich ou de Francfort. La *Hauptbahnhof* (gare centrale), édifée depuis peu au Nord du quartier du gouvernement, fait également partie des grands projets qui visent à faire de la ville un carrefour du trafic international. Œuvre architecturale marquante, elle est décrite comme l'une des plus grandes gares de croisement d'Europe et positionne Berlin au centre de réseaux ferroviaires reliant le Nord au Sud et l'Est à l'Ouest.

Enfin, la compétition interurbaine pour la captation des fonctions de prises de décisions suppose également une compétition sur le terrain de la collecte et de la maîtrise de l'information. Le projet en cours de *Media Spree*, prévu sur l'ancien tracé du Mur longeant la Spree, en plein quartier de *Friedrichshain*, illustre cette tendance. Il s'agit d'un projet de la ville qui vise, sur la base d'un partenariat public-privé, à aménager un complexe composé de grandes tours, d'immeubles de bureaux, de locaux commerciaux et d'appartements de standing. Par l'aménagement de ce futur complexe (qui sera tout entier dédié à l'économie de la communication), la ville et les investisseurs entendent faire de Berlin l'un des centres les plus actifs du pays dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. *Media Spree* reçoit pour l'instant le soutien d'investisseurs tels que Universal, MTV, O2 World ou Orange, mais est vivement critiqué par les initiatives citoyennes de la circonscription de *Kreuzberg-Friedrichshain*, qui voient dans ce projet urbain une atteinte à l'identité de ces quartiers et un facteur d'aggravation de la ségrégation urbaine en cours.

Ajoutons à cela – les options détaillées par Harvey dans le cadre de la lutte pour la survie urbaine ne s'excluant pas les unes les autres – que la ville de Berlin tente également de se positionner sur le plan de la disponibilité d'une main d'œuvre nombreuse et bon marché (turque et polonaise), qu'elle mise également sur l'excellence de ses infrastructures, le potentiel de personnel qualifié, l'innovation technologique (avec la présence d'institutions de recherche et d'écoles supérieures, l'administration locale voulant faire de la capitale un pôle

de développement d'activités industrielle *high-tech*)<sup>270</sup> et un tissu assez dense de PME proposant notamment des services à l'entreprise.

Les politiques de la ville qui ont été poursuivies en vue de faire de Berlin à la fois une métropole culturelle, un centre de consommation ostentatoire et de prises de décisions gouvernementales et financières se sont pour l'instant soldées par plusieurs échecs. La ville a atteint un déficit public record (estimé à 60 milliards d'euros en 2007). L'arrivée, très médiatisée, de grandes firmes internationales (au nombre desquelles on compte Coca-Cola, Air liquide, Philip Morris, Sony, Samsung, Siemens, BMW et Daimler Chrysler) dans la capitale n'a pas suffi à faire redémarrer une économie mise en difficulté par le démantèlement du tissu industriel est-berlinois et la faiblesse structurelle du secteur privé de Berlin-Ouest. Comme le rappelle en effet Margaret Manale :

« (...) ni ces attractions architecturales, ni la présence nominale de délégations commerciales et politiques du monde entier, n'ont réussi à faire de Berlin le centre incontesté de la vie sociale nationale, voire européenne. (...) Berlin comptait 3 390 000 habitants en 2003. Il a perdu environ 100 000 habitants depuis l'unification et se trouve depuis plusieurs années déjà au tout dernier rang des régions en matière de développement. » (Manale, 2004 : 202)

La ville souffre aujourd'hui d'une image négative du fait d'un taux de chômage dépassant de 6,5 points la moyenne nationale (le taux de chômage avoisine en effet les 15% dans certains quartiers) et d'un endettement public important. La faible coordination de l'action publique peut expliquer ces difficultés, de même que l'ampleur des défis à relever, dont les acteurs publics n'ont, dans l'euphorie qui suivit la réunification, peut-être pas su prendre la juste mesure.<sup>271</sup>

Cela étant, l'administration locale ne cesse d'élaborer des projets de grande envergure, espérant combler le déficit de la ville, dynamiser son économie locale et faire évoluer son image. *Partner für Berlin* (une société de droit privé créée par le Sénat dans les années 1990 en vue de soutenir la candidature de Berlin aux jeux Olympiques de l'an 2000) est devenu

---

<sup>270</sup> Précisons ici qu'à partir de l'édification du Mur, les autorités ouest-berlinoises, avec le soutien « du gouvernement fédéral et des fondations américaines », s'efforcent de faire de Berlin-Ouest « un pôle scientifique et culturel d'excellence » afin de pallier, entre autres, la fuite des grands groupes industriels qui, au lendemain de la guerre, s'établissent dans les grandes villes d'Allemagne de l'Ouest. Au lendemain de la chute du Mur, Berlin-Ouest dispose donc d'un solide réseau d'institutions de formation scientifique et universitaire (Grésillon, 2002 : 117, Manale, 2004).

<sup>271</sup> Les acteurs publics ne parvinrent pas à anticiper les crises sociales et économiques que connut Berlin dans les années qui suivirent la réunification. Ils avaient par ailleurs tablé sur une croissance économique forte grâce (entre autres) à l'arrivée de grandes compagnies internationales au sein de la capitale. Or, les effets de cette implantation se font toujours attendre.

l'un des instruments principaux de la promotion de la ville-Etat à l'intérieur comme à l'extérieur de celle-ci. Très vite, les pouvoirs publics, secondés par l'agence de communication *Partner für Berlin*, développèrent une campagne de promotion de la ville autour des vastes chantiers qui se déployèrent en vue de faire émerger le Nouveau Berlin. Ensemble, ils mirent au point un « message publicitaire », vantant « le « métissage berlinois » en matière d'urbanisme » et faisant du réaménagement du centre-ville un véritable « événement touristique » (Manale, 2004 : 193). Le *Schaustelle*, que nous avons déjà évoqué, constitue l'un des nombreux volets de cette vaste opération de marketing urbain. Le *Schaustelle* visait, à travers un ensemble de dispositifs mettant en scène l'aménagement urbain du centre-ville berlinois<sup>272</sup>, à placer le citoyen au cœur des grands chantiers urbains et architecturaux du Nouveau Berlin. Ces dispositifs divers permirent de diffuser un grand nombre d'images se rapportant à la ville, son passé, son avenir, son positionnement géostratégique. Dans ce qui va suivre, nous tenterons de présenter les messages qui se constituèrent parallèlement au réaménagement urbain du centre de la capitale.

#### 4.1.2. Fonder symboliquement et concrètement l'Allemagne réunifiée, l'inscription des récits de la nouvelle Allemagne dans l'espace urbain de la capitale

Dans l'optique de décrire ce Nouveau Berlin et de saisir la teneur du texte et des visions qu'il propose, nous nous focaliserons, dans un premier temps, sur l'aménagement de deux sites qui nous paraissent significatifs à l'égard de la mise en scène d'un nouvel ordre politique et économique (national) dans la ville. Il s'agit du *Regierungsviertel* – le quartier du gouvernement – et de la *Potsdamer Platz* – le nouveau quartier d'affaires. Ces deux nouveaux quartiers centraux ont été édifiés sur des espaces vides situés sur l'ancien tracé du mur. Leur aménagement a donc impliqué des constructions ex-nihilo qui sont les manifestations d'un « urbanisme visionnaire » prôné par les tenants de l'architecture avant-gardiste.<sup>273</sup>

---

<sup>272</sup> Ces dispositifs sont multiples. Il s'agit d'expositions traitant des chantiers en cours ou de « festivalisation » de la ville autour de son plan de réaménagement. L'histoire des lieux en mutation est évoquée à travers ces mises en scène du réaménagement urbain.

<sup>273</sup> Lorsqu'il fut question du réaménagement de la ville, les tenants d'une architecture nouvelle et visionnaire s'opposèrent aux partisans du courant de la reconstruction critique, pour qui le réaménagement de la ville devait se faire en tenant compte des plans d'ensemble préexistants et d'une tradition architecturale berlinoise.

#### 4.1.2.1. Le *Band des Bundes* (ruban fédéral), cathédrale de la démocratie ou Mur du pouvoir ?

Le quartier du gouvernement constitue une mise en scène architecturale des thèmes de la réunification, de la réconciliation et de la transparence de la démocratie allemande. Ce lieu du pouvoir, clairement délimité<sup>274</sup>, se veut l'incarnation de la puissance de l'idée même de démocratie dans l'Allemagne unifiée. La réfection du Reichstag et la construction du ruban fédéral correspondent à des opérations architecturales de grande envergure à travers lesquelles se met en scène la symbolique de la clarté, de la transparence, de l'unité et du progrès.

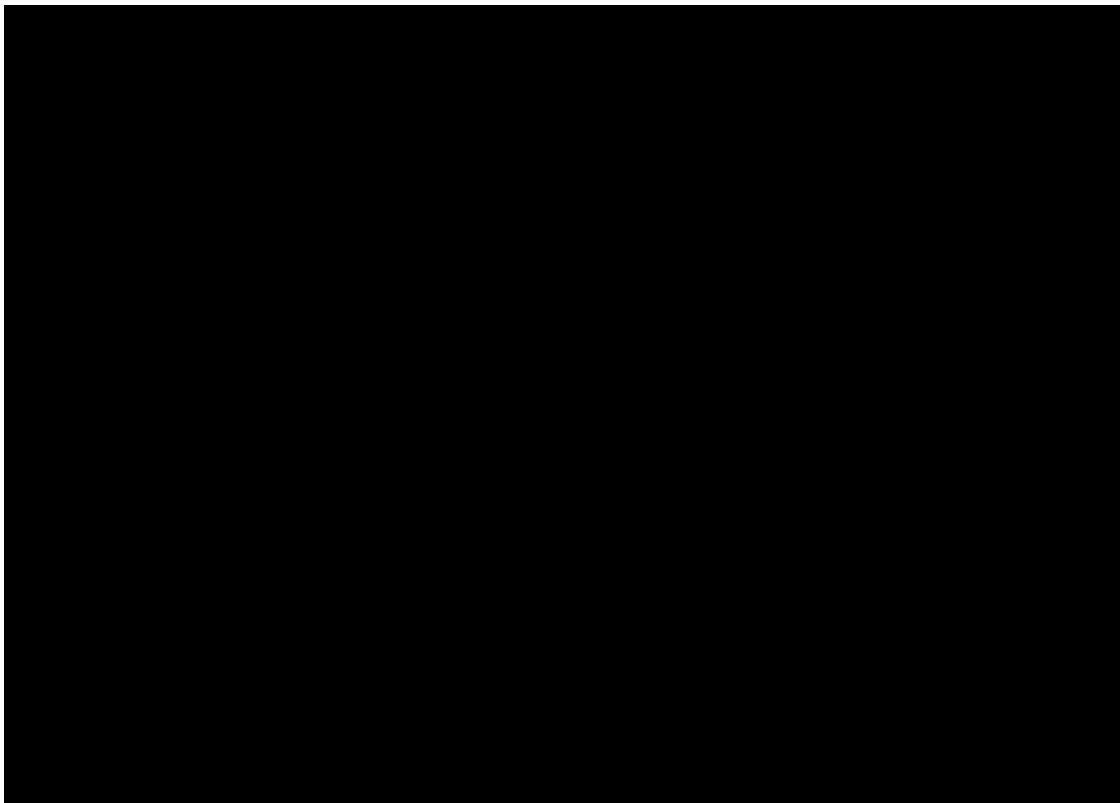


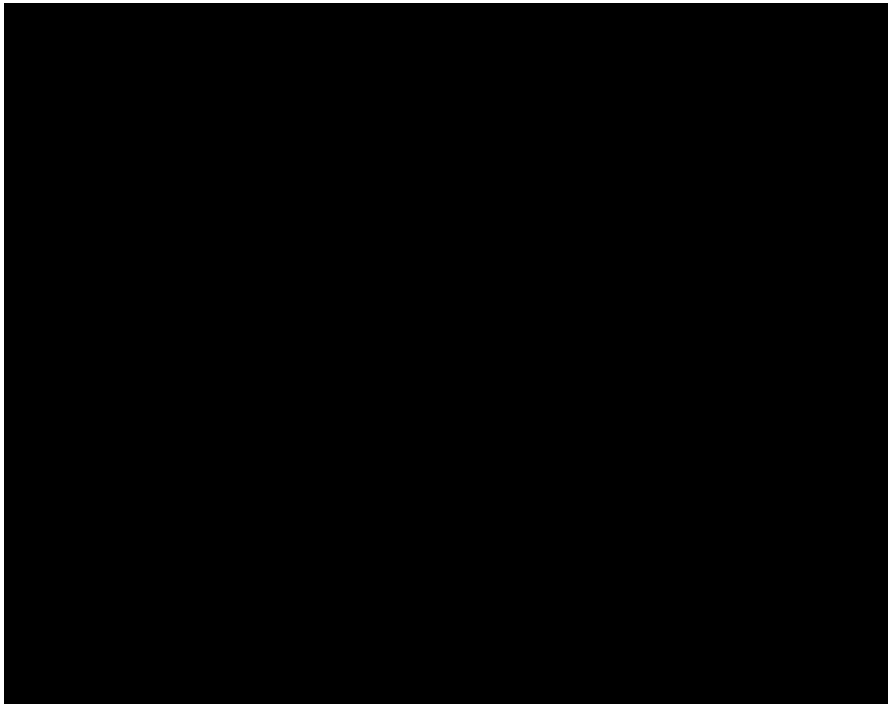
Figure 49 Carte postale présentant une vue aérienne du quartier du gouvernement

Le *Band des Bundes* (ruban fédéral) réunit trois bâtiments : la chancellerie fédérale (*Bundeskanzleramt*), la *Paul-Löbe-Haus* (destinée à abriter les commissions parlementaires), ainsi que la *Marie-Elisabeth-Lüders-Haus* (pour la bibliothèque et la Direction générale des études et de la documentation du Bundestag allemand). Cette bande de terrain, située sur l'ancien tracé du Mur, fait symboliquement le lien entre les parties est et ouest de Berlin,

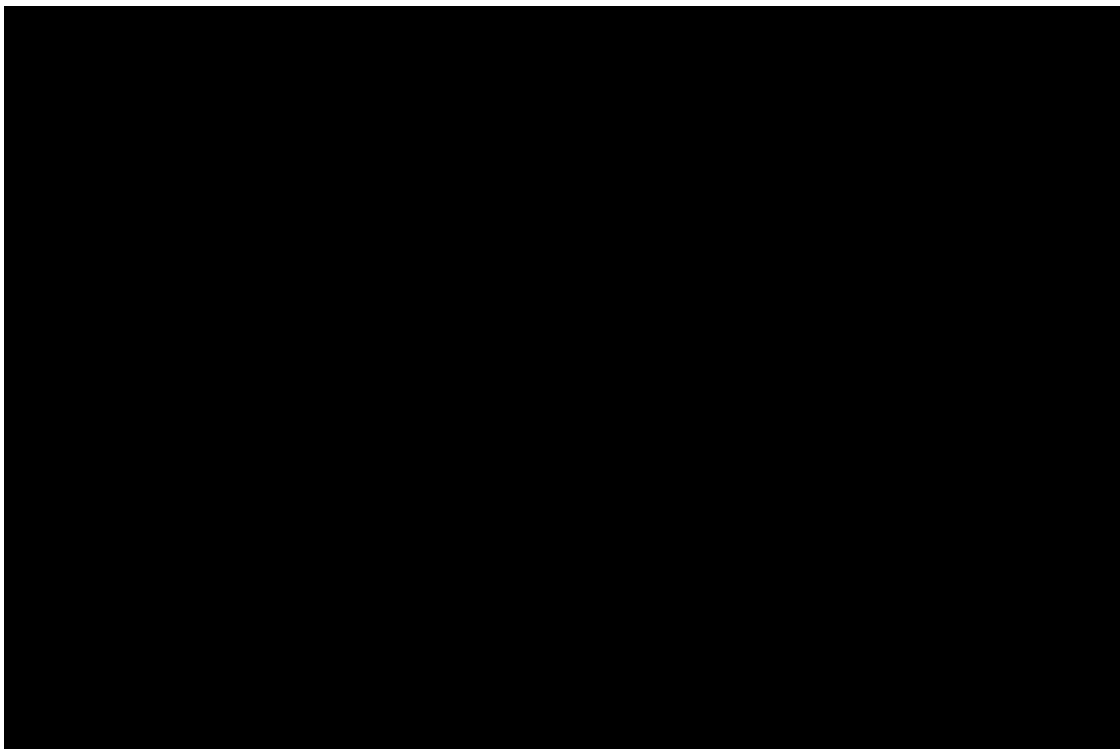
---

<sup>274</sup> Le quartier du gouvernement court le long de la Spree et est bordé au Sud par le *Tiergarten*. En outre, il se situe au Nord-Ouest de la Porte de Brandebourg, symbole de la nation, et non loin du quartier d'affaires de la *Potsdamer Platz*.

reliant notamment les rives orientale et occidentale du méandre de la Spree par un pont piétonnier.



**Figure 50** Maquette du quartier du gouvernement. (Source : [http://www.stufr.de/galerie/categories.php?cat\\_id=215&sessionid=bba2410a0eca07dcf98c9fde652cc34d&page=1](http://www.stufr.de/galerie/categories.php?cat_id=215&sessionid=bba2410a0eca07dcf98c9fde652cc34d&page=1))

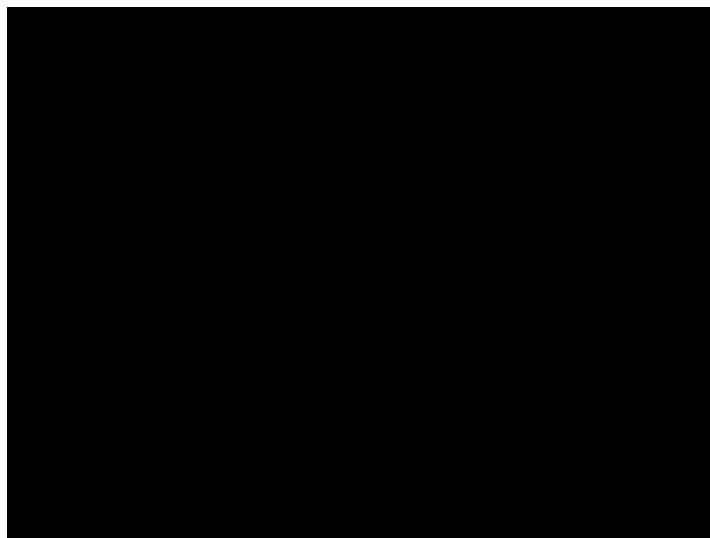


**Figure 51** La chancellerie et sa cour d'honneur. (Sources : [http://www.voyagesphotosmanu.com/regime\\_politique\\_allemande.html](http://www.voyagesphotosmanu.com/regime_politique_allemande.html))

Le bâtiment de la Chancellerie est remarquable par ses dimensions (12000 m<sup>2</sup> répartis sur sept étages). Situé à l'extrémité ouest du ruban, ce bâtiment de glace et de béton, revêtu à certains endroits de pierre calcaire claire, se compose d'un bâtiment central en forme de cube et de deux ailes administratives abritant 370 bureaux. Cet édifice à l'architecture monumentale abrite les bureaux de la Chancellerie, de ses proches collaborateurs et de certains ministères d'Etat, ainsi, entre autres, qu'une grande salle de conférence internationale, une salle de conférence de presse et un centre d'information.

L'édifice qui abrite les commissions parlementaires se compose d'un bâtiment relativement long (200 mètres) qui court entre la Chancellerie, à l'Ouest, et la bibliothèque du Bundestag, à l'Est. Ce bâtiment présente une suite de sections aux façades vitrées, rehaussées de poutres en filigrane. Cet ensemble compartimenté donne sur une enfilade de cours extérieures agrémentées de petits jardins. La partie abritant la bibliothèque du gouvernement fédéral, qui se situe à l'extrémité est du ruban, semble avoir jailli des eaux de la Spree. Cette partie relève d'un monumentalisme contemporain fort. Un imposant escalier blanc mène à cet édifice aux façades grandioses constituées de surfaces vitrées aux formes géométriques et prises dans une enveloppe de béton blanc.

L'idée de base de cette architecture était de créer une maison démocratique et transparente : les façades vitrées sont censées permettre aux flâneurs d'apercevoir l'intérieur des bureaux et des différentes salles de ces bâtiments gouvernementaux. La forme architecturale édifée ici se veut l'expression d'une construction ouverte au public (le peuple et les visiteurs).



**Figure 52** Exemple de l'architecture du ruban fédéral : la liaison entre la *Marie-Elisabeth-Lüders-Haus* et la *Paul-Löbe-Haus* par un pont piétonnier traversant la Spree. Source : [http://www.portalius.de/\\_files/photos/staedte/Berlin/photos/Berlin%20-%20Regierungsviertel%20\(2\).jpg](http://www.portalius.de/_files/photos/staedte/Berlin/photos/Berlin%20-%20Regierungsviertel%20(2).jpg)

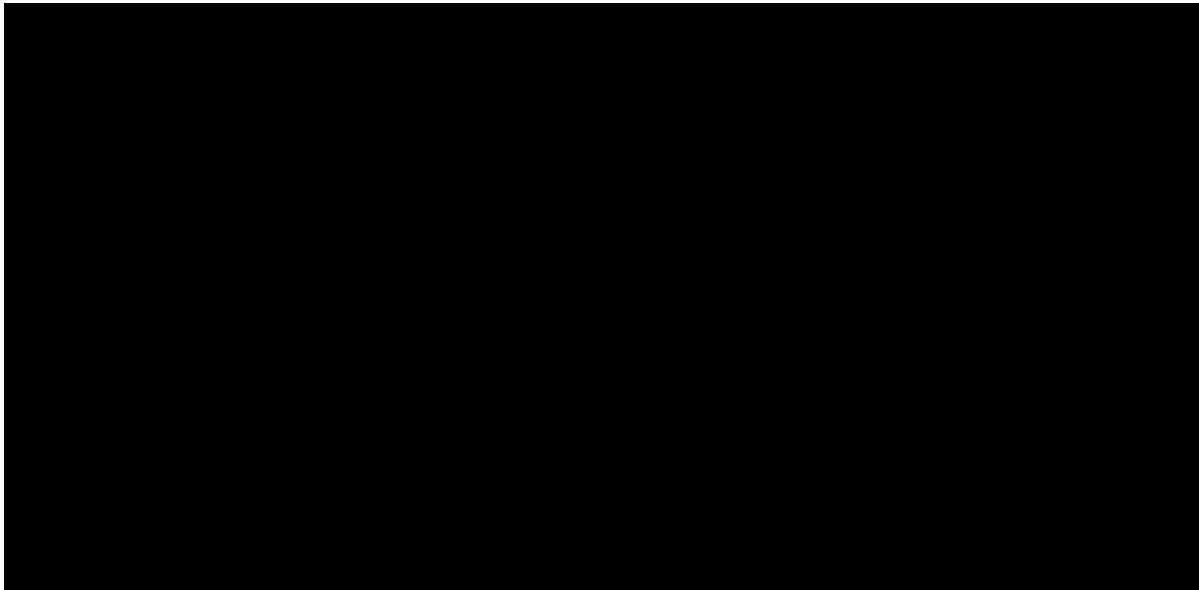


Figure 53 La *Marie-Elisabeth-Lüders-Haus*. (Source : [www.pension-ampark.de/berlin-sightseeing/sights](http://www.pension-ampark.de/berlin-sightseeing/sights))

Ce trait d'union entre l'Est et l'Ouest de la ville, conçu afin d'annihiler « dans les mémoires l'axe Nord-Sud projeté par Albert Speer sous le troisième Reich » et qui s'étend sur une surface de près d'un kilomètre de long sur cent mètres de large, est également connu sous le nom de « cathédrale de la démocratie allemande » (Redecke, 2009).



Figure 54 Le Reichstag surmonté de sa coupole de verre (réalisé par l'architecte Norman Foster), constitue un des symboles forts de la transparence de la démocratie allemande.

Le Reichstag, quant à lui, constitue une pièce majeure du quartier du gouvernement, il a été entièrement réaménagé par l'architecte Norman Foster afin d'accueillir les députés du Bundestag. Sa coupole de verre est l'un des emblèmes les plus forts de la nouvelle démocratie



allemande. Par le biais d'une prouesse architecturale, elle « place symboliquement le citoyen au-dessus de l'écu » (Grésillon, Kohler, 2001 : 102).<sup>275</sup> La coupole du Reichstag est visitée en permanence et son accès est gratuit. De cet ensemble architectural entièrement vitré, les visiteurs peuvent observer l'Assemblée fédérale, la plus haute instance démocratique en Allemagne, en train de siéger.

Le nouveau quartier du gouvernement peut être lu comme l'incarnation de l'ancrage de la démocratie allemande dans le temps long de l'histoire, la tentative de rétablir un lien entre passé, présent et futur pour une nation (la RFA et aujourd'hui l'Allemagne unifiée) dont on a pu entendre ou lire qu'elle était demeurée pendant longtemps « sans histoire » et « sans mémoire » suite à la « rupture civilisationnelle » qu'a constitué la Shoah (Droit, 2007 : Diner, 1999). Sur ce site, en effet, l'architecture ancienne et monumentale du Reichstag, symbole de la démocratie de l'Allemagne dans le temps, dialogue avec une architecture contemporaine, monumentale elle aussi, afin de proposer des visions utopiques d'une Allemagne à nouveau unie.

L'appellation des rues au sein du site du gouvernement est à cet égard tout à fait significative et témoigne à elle seule d'une tendance à la production d'un récit national qui cherche à atténuer certaines ruptures tout en faisant la promotion d'une tradition démocratique de la nation allemande. Pour n'en citer que quatre, la rue Adenauer<sup>276</sup> et la rue Otto von Bismarck<sup>277</sup> se croisent matériellement et symboliquement entre la chancellerie et le bâtiment dévolu aux commissions parlementaires (la *Paul-Löbe-Haus*), tandis que le *Ludwig Erhard*<sup>278</sup> *Ufer*, qui prolonge le *Reichstag Ufer*, offre au badaud une aire de promenade le long de la Spree et de la Maison Paul-Löbe précédemment citée. Si l'on suit les noms et les cheminements de ces rues, on constate que le lien est établi entre des figures historiques appartenant à différentes périodes du passé et qui sont choisies en raison de leur potentiel en termes de cristallisation du sentiment national. La figure bismarckienne fait référence à

---

<sup>275</sup> Boris Grésillon et Dorothee Kohler précisent cependant à propos de l'œuvre de Foster qu'elle confère symboliquement au citoyen « un droit de regard sur la politique », ajoutant que « "droit de regard" ne signifie pas capacité d'action » (Grésillon, Kohler, 2001 : 102).

<sup>276</sup> Konrad Adenauer (1876-1967), homme politique démocrate-chrétien (CDU), Chancelier de 1949 à 1963. Sa politique porte essentiellement sur le retour de la souveraineté allemande et le rétablissement de la confiance des Alliés envers l'ancien ennemi, passant par l'intégration de la RFA dans le bloc de l'Ouest (politique qui aggrave cependant le fossé séparant les deux Allemagnes).

<sup>277</sup> Otto Eduard Leopold von Bismarck (1815-1898), homme politique conservateur, aristocrate et monarchiste, Chancelier du royaume de Prusse de 1862 à 1890, artisan de l'unification de l'Allemagne à la suite d'une série de guerres. Premier Chancelier (1871-1890) de l'Empire allemand, il mena une politique visant à instaurer la paix en Europe afin de maintenir la nouvelle puissance allemande.

<sup>278</sup> Ludwig Erhard (1897-1977), homme politique ouest-allemand démocrate-chrétien d'orientation libérale. Ministre fédéral de l'économie de 1949 à 1963 et Chancelier fédéral de 1963 à 1966, il est considéré comme le père du « miracle économique allemand » de l'après-guerre et de l'économie sociale de marché.

l'unification de l'Empire, Konrad Adenauer et Ludwig Erhard évoquent à la fois la fondation de la démocratie en RFA, son ancrage à l'Ouest, le retour à la souveraineté du peuple (ouest-) allemand, ainsi que le miracle économique ouest-allemand d'après-guerre. Enfin, quand elles ne font pas référence au régime démocratique et libéral de l'ex-RFA, les autres personnalités dont les noms furent choisis pour baptiser les rues du quartier du gouvernement sont des hommes et des femmes politiques (sociaux démocrates et libéraux) qui ont marqué la courte période de la République de Weimar et prolongé leurs carrières pendant la période de l'ex-RFA.<sup>279</sup>

Ici le pouvoir politique a coulé « ses symboles dans l'éternité du béton » (Landry, 2003 : 81) en même temps qu'il célèbre ses figures fondatrices, en leur accordant une place au cœur du plan de la de la cité, produisant « des discours possibles par lesquels se construit un texte pour produire un espace : texte, espace qui sont, dans l'un et l'autre cas, le lieu où s'amorce le difficile déchiffrement de l'histoire » (Marin, 1973 : 259). Berlin, « cité réelle », met en texte son plan pour produire son espace en même temps qu'il marque son paysage de réalisations monumentales, expression de mythes nationaux qui se conjuguent en trois temps pour exprimer les espoirs, les craintes et les aspirations de la nation (Till, 2005).

Il serait intéressant d'appréhender concrètement la façon dont ce quartier est pratiqué et perçu par les habitants. Le quartier du gouvernement a-t-il fini par s'enfermer dans « une dimension monumentale et autiste », comme le redoutaient Boris Grésillon et Dorothee Kolher au début des années 2000 ? Quels sont les rituels, les dispositifs commémoratifs et pédagogiques qui permettent aux habitants de se réapproprier ces espaces conçus pour être le fait de tous ?

Pour répondre assez partiellement à ces questions, nous évoquerons le Forum, initialement prévu au centre du ruban fédéral, mais qui n'a jamais vu le jour. Conçu comme

---

<sup>279</sup> Pour n'en donner que deux exemples, deux des bâtiments qui constituent le ruban fédéral ont reçu les noms de Paul Löbe (social démocrate, président du Reichstag pendant la période de la République de Weimar) et Marie-Elisabeth Lüders (une des personnalités les plus importantes du mouvement de lutte pour les droits de la femme, également membre du Reichstag sous la République de Weimar). Ils furent tous deux membres du Bundestag (ouest-) allemand après la guerre. Précisons qu'aux noms cités ci-dessus viennent s'adjoindre ceux de personnalités tels que Willy Brandt et Heinrich von Gagern. Le premier est un homme politique social-démocrate, bourgmestre de Berlin-Ouest de 1957 à 1966 et Chancelier ouest-allemand de 1969 à 1974. Il fut artisan de l'Ostpolitik qui aura pour effet un rapprochement de la RFA avec l'Union soviétique, l'Europe de l'Est et la RDA. Cette politique lui a en outre valu le prix Nobel de la paix. Le second, Heinrich von Gagern (1799-1880), est un homme politique allemand libéral modéré, premier président de la première Assemblée nationale allemande élue au suffrage universel en 1848. Il définit la réalisation d'une Constitution et de l'unification allemande comme tâche essentielle de l'Assemblée nationale. Malgré l'échec de la tentative d'unification, l'adoption d'une loi relative aux droits fondamentaux du peuple allemand, véritable proclamation et mise en vigueur des Droits de l'homme et du citoyen dans toute l'Allemagne, demeure un fait capital. Cette loi est à l'origine de la Constitution adoptée par la République de Weimar et de la Loi fondamentale en vigueur en ex-RFA et en Allemagne réunifiée.

une « Place du Peuple » ouverte « à toutes sortes de manifestations », il avait pour vocation de d'attirer le passant sur ce site dévolu aux institutions du pouvoir (Redecke, 2009 : 137 & 141). L'aménagement d'une telle place au cœur du ruban fédéral aurait consacré le site en véritable symbole de la société civile. Toutefois, cet « élément central du projet d'urbanisme » n'a bénéficié « d'aucun travail programmatique » et s'est finalement vu contrarier par l'aménagement d'une voie de transit permettant la circulation automobile (Redecke, 2009 : 141). Il convient également de souligner que le quartier du gouvernement est circonscrit dans un espace délimité par les frontières que constituent la Spree, puis la ligne de S-Bahn (équivalent, à Berlin, du RER parisien), au Nord, et l'immense parc du Tiergarten, au Sud. De fait, l'accès au site s'effectue presque exclusivement par l'Est, mais le challant est assez rapidement happé par l'influence qu'exerce le Reichstag, la Porte de Brandebourg et, plus loin au Sud, le complexe architectural de la *Potsdamer Platz*. L'absence d'un véritable espace public articulant entre eux les différents bâtiments du ruban fédéral et la présence de frontières qui en compliquent l'accès par le Nord, l'Ouest et le Sud, font de ce site un endroit relativement peu fréquenté. Malgré l'effort déployé en vue mettre au point un vocabulaire architectural incarnant l'accessibilité, la transparence, mais également la modestie de la démocratie allemande, le passant ne se sent guère invité à parcourir le ruban fédéral et à s'y attarder.

Voyons à présent comment se constitue la mise en scène de la nouvelle Allemagne en tant que puissance économique à travers le quartier d'affaires flambant neuf du Nouveau Berlin.

#### 4.1.2.2. La *Potsdamer Platz*, mise en scène grandeur nature du fantasme de la puissance économique de la nouvelle Allemagne au sein de la capitale

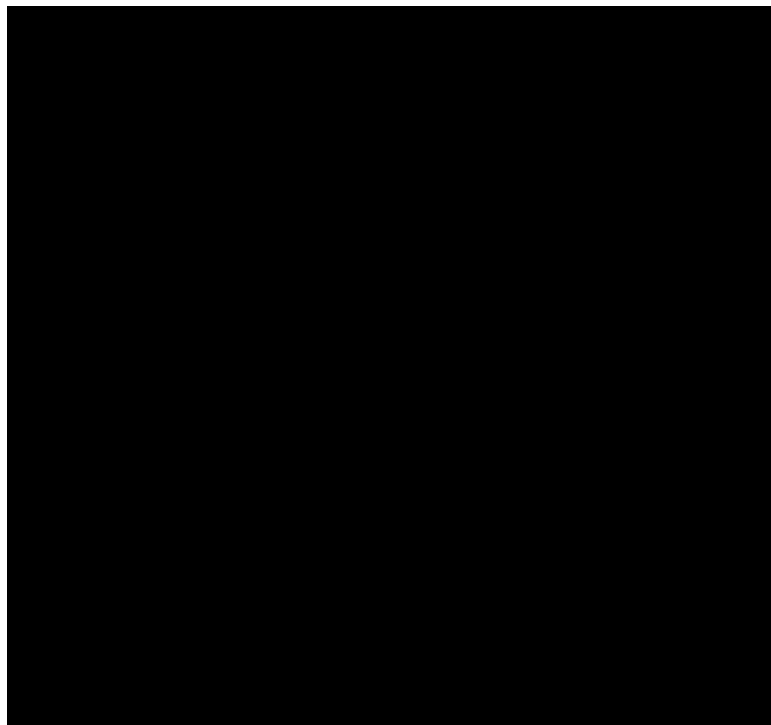
Dans le Berlin de l'entre-deux-guerres, la *Potsdamer Platz* était un quartier des plus animés, du fait de ses nombreux commerces et restaurants et du trafic incessant qui y régnait. Pendant la période de la République de Weimar, en effet, cette place était un symbole du progrès à la fois technique et économique<sup>280</sup> de l'Allemagne. Fortement endommagée par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale, il ne restait de la *Potsdamer Platz* qu'un no man's land entre l'Est et l'Ouest pendant toute la période de la guerre froide. C'est à cet

---

<sup>280</sup> La *Potsdamer Platz* était en effet un immense carrefour où se croisaient les différents types de transports en usage dans le Berlin des années 20. Pour l'anecdote, elle est la première place européenne à s'être dotée d'un feu de signalisation afin de tenter de régler la circulation chaotique qui régnait sur la place.

endroit, en plein cœur de la ville, que le quartier d'affaires du Nouveau Berlin est sorti de terre, entre la fin des années 90 et le début des années 2000.

Parmi les différents propriétaires fonciers qui ont financé l'édification de ce quartier, on dénombre les noms de plusieurs grandes firmes internationales. Le quartier se compose de différents îlots et immeubles qui abritent les sièges sociaux de Debis, Daimler-Chrysler, Sony<sup>281</sup>, de la Deutsche Bahn (les chemins de fer allemands), ou encore le « Beisheim Center » (du nom du propriétaire de la chaîne de magasins Métro), chacune de ces firmes s'étant attachée les services d'architectes de renommée internationale pour s'incarner dans cette partie centrale de la cité.



**Figure 55 La Potsdamer Platz au début du siècle dernier. (Source : <http://www.duits.de/literatuur/expressionisme/>)**

Sur la *Potsdamer Platz*, quelques installations rendent compte du passé du lieu et de ses métamorphoses. Quelques pans de Mur, posés non loin de l'une des entrées principales de la gare de la *Potsdamer Platz* (desservie par des lignes de chemin de fer régionales, le U-Bahn et le S-Bahn), rappellent que la zone était autrefois un no man's land entre les parties est et ouest de la ville. La réplique d'un ancien feu de signalisation (le premier d'Europe),

---

<sup>281</sup> Ces derniers ayant, au lendemain de la réunification, acquis ces terrains centraux pour une somme dérisoire. En effet, dès 1989, des tractations secrètes avaient été engagées entre le maire de Berlin-Ouest et Daimler-Benz concernant la vente de cet immense friche urbaine que constituait alors la *Potsdamer Platz*. Bien vite « la pression de Daimler-Benz sur la municipalité se [fit] plus forte et l'investisseur [menaça] de retirer sa promesse de s'installer à Berlin si le processus de vente n'[était] pas accéléré » (Pinson, 2000 : 152).

également située à proximité de l'un des accès de la gare, ainsi que les restes de la façade d'un fameux restaurant d'avant-guerre, pris dans les glaces du Sony Center, font référence à l'identité de la place pendant la période de Weimar, alors que la folie du progrès et de l'expansion urbaine s'emparait du Berlin des années 20.

On peut dire de cet ancien nœud de la circulation berlinoise qu'il se constitue aujourd'hui en « idée-image ». Nous avons vu précédemment que le concept d'« idée-image » est utilisé par Bronislaw Baczko pour expliquer la notion « de représentation globale » (Baczko, 1984). Pour Michel Rautenberg notre connaissance du monde passe « par la voie des images qui prennent forme dans notre esprit » (Rautenberg, 2010, reprenant les idées de Locke). Le citoyen qui déambule à travers les paysages urbains se forge une image de la ville en même temps qu'il s'oriente. Pour Kevin Lynch :

« Cette image est produite à la fois par les sensations immédiates et par le souvenir de l'expérience passée, et elle sert à interpréter l'information et à guider l'action. Le besoin de reconnaître et de rattacher à un modèle ce qui nous entoure est si crucial, et plonge si profondément ses racines dans le passé, que l'importance, pratique et émotive, de cette image pour l'individu est immense. » (Lynch, 1999 : 5)

L'environnement urbain, en tant qu'il est mis en ordre par les urbanistes, les architectes, sous l'impulsion des politiques publiques, peut par ailleurs « servir de vaste trame de référence, organisant les activités, les croyances ou les connaissances » (Lynch, 1999 : 5). L'habitant, véritable praticien de la ville, crée ainsi ses propres images et interprétations de la ville ou du quartier qu'il traverse. Ces images et interprétations, empreintes d'affects, d'idées et de valeurs, sont à la fois le fait d'une expérience vécue (la ville pratiquée et vécue) et du flux d'images et d'informations qui se dégagent des mises en sens de la ville par les politiques publiques, les urbanistes, les architectes et les marketers urbains.<sup>282</sup> On pourrait alors situer la production des idées-images de la ville au croisement de celles produites et diffusées par les politiques publiques et de celles qui émanent des pratiques habitantes. Ces « idées-images », nous dit encore Michel Rautenberg, nous permettent d'appréhender collectivement le monde, elles permettent de « désigner un sens collectif » au monde qui nous entoure (Rautenberg, 2009). Lynch, quant à lui, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « les images collectives » [ou idées-images] expriment « l'accord d'un nombre significatif de personnes » (Lynch, 1999 : 8). Elles sont en effet des « représentations mentales communes à de grandes

---

<sup>282</sup> On pourrait également citer, parmi les producteurs d'images sur la ville, les médias, les artistes et les écrivains.

quantités d'habitants d'une ville » (ou d'un quartier) et constituent une « zone d'accord que l'on peut s'attendre à voir apparaître sous l'interaction d'une même réalité physique, d'une culture commune et d'une nature physiologique identique. » (Lynch, 1999 : 8-9)

L'ensemble architectural de la *Potsdamer Platz* détermine un sens collectif en cela qu'il concentre de multiples récits de la puissance économique et financière de la ville à travers l'histoire et qu'il participe de la constitution d'un imaginaire social de la puissance économique de la capitale à l'intérieur comme à l'extérieur de celle-ci. C'est notamment via l'articulation de symboles qui renvoient à l'incarnation, dans l'espace de la ville, de la puissance passée de « l'économie prussienne en Allemagne » et de la puissance présente de « l'économie allemande en Europe et dans le monde », que la *Potsdamer Platz* se constitue en idée-image (Manale, 2004 : 195). Elle est en effet devenue un espace privilégié de l'évocation du Berlin d'avant-guerre – le grand Berlin de la République de Weimar, centre économique et culturel qui rivalisait alors avec des métropoles comme Hambourg, Munich, Paris ou Vienne –, évocation qui se conjugue aujourd'hui avec les aspirations de la ville en matière de développement économique et culturel. Cette identification avec l'âge d'or des années 20, les agences de communication faisant la promotion de la ville se sont empressées de la décliner, couronnant Berlin « reine de beauté cosmopolite, entourée du pouvoir des grandes sociétés et ornée d'icônes culturelles » et établissant un lien direct entre cette évocation de la *Weltstadt* (une ville de classe mondiale) et le Berlin de l'Allemagne réunifiée (Till, 2005 : 6). Le quartier d'affaires de la *Potsdamer Platz* tend ainsi à fonctionner comme une idée-image : ses formes et sa symbolique sont régulièrement convoquées (lors d'événements culturels de portée internationale, ou ne serait-ce que par l'abondante diffusion médiatique dont son image est l'objet) de manière à diffuser une image de la capitale – qui renvoie au récit de son rayonnement économique et culturel – à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales.

Toutes ces références font écho aux sens que le site prétend incarner aujourd'hui. La *Potsdamer Platz* se veut une ode à la nouvelle Allemagne, l'image de sa puissance économique et de son assise sur les marchés internationaux. Progrès, mœurs consuméristes et entrepreneuriaux sont évoqués à travers des formes architecturales nouvelles et audacieuses, des matériaux nobles et un nouveau sens de la monumentalité.

La pierre, la brique, la céramique, la terre cuite, le gré rouge, le marbre, l'acier et le verre, autant de matériaux qui, conjugués aux formes fuselées et grandioses des bâtiments de la *Potsdamer Platz*, expriment la transparence, la richesse, la solidité et la force. Des tours aux formes variées s'élancent vers le ciel, de longs couloirs de lumière irradiant des cours intérieures immenses. Les espaces publics sont conçus comme des havres de paix, la présence



de végétaux, d'arbres et même d'un lac artificiel entrent dans la composition d'un décor qui se veut harmonieux. Ces jeux d'échelles, de transparence et de miroirs, ainsi que la présence d'éléments naturels, suggèrent la grandeur, le progrès tout en faisant référence au respect de l'environnement et au bien-être des hommes. La thématique du développement durable se matérialise dans la ville et met en scène les principes d'une croissance respectueuse de l'environnement, tant écologique que social, de l'être humain.



**Figure 56 : La toiture du Sony Center et sa cour intérieure**



**Figure 57 Un square au cœur du Sony Center, la végétation, la lumière et le calme que procure la semi fermeture des espaces par rapport à la rue sont autant d'éléments qui renvoient inconsciemment au bien-être.**

Des styles architecturaux distincts, choisis en fonction des différents îlots et des firmes qu'ils incarnent, privilégient les espaces ouverts, la clarté, la brillance et la transparence, ce qui renvoie à des valeurs en cours dans nos sociétés et souvent mobilisées dans la parole publique (l'ouverture comme facilitant la mobilité, le franchissement des frontières mais aussi comme ce qui permet l'enrichissement personnel et collectif). Le verre et les espaces lumineux renvoient au thème récurrent de la transparence (thématique que mobilisent volontiers les médias, les politiciens, autant que les directeurs de banques ou de multinationales).

Le quartier de la *Potsdamer Platz* comporte par ailleurs des hôtels de luxe, de même que des aires de consommation (l'immense centre commercial « Les Arcades » qui s'étend sur trois niveaux et comprend 120 boutiques, ainsi que 16 restaurants) et de divertissement de masse, avec, notamment, un *Musicaltheater*<sup>283</sup>, un casino, plusieurs cinémas auxquels viennent s'adjoindre une maison du cinéma et un musée cinématographique.<sup>284</sup> Selon Margaret Manale, la neutralité des places de la *Potsdamer Platz* « permet de maîtriser les flux de passants et de manipuler leur attention », les natifs et les touristes circulant dans ces espaces artificiels se laissant ainsi « aspirer par l'univers commercial » nouvellement édifié (Manale, 2004 : 199).

Les animations culturelles du site (spectacles, festivals, marchés de Noël, etc.) dont certaines sont de portée internationale (la Berlinale), répondent à des besoins en termes de visibilité et d'attractivité. Ce besoin d'attractivité concerne d'éventuels résidents (le site comporte des zones résidentielles, et notamment des immeubles d'habitation haut standing) ainsi que les cadres venant travailler sur le site ; il importe de faire vivre l'endroit en dehors des heures de bureau. Ces animations sont en outre pensées pour accroître le nombre de visiteurs extérieurs à la ville. Les quartiers d'affaires ont désormais une vocation touristique ; ils sont la vitrine de la réussite et de la puissance économique d'un Etat à l'intérieur comme à l'extérieur de celui-ci.

De manière plus générale, le projet de la *Potsdamer Platz* a pris forme en vue d'attirer les grandes firmes nationales susceptibles d'installer leurs sièges dans la capitale, et de dynamiser le marché de l'emploi afin de faire de Berlin un centre économique capable de rivaliser avec de grandes métropoles économiques nationales, européennes et mondiales. La

---

<sup>283</sup> Au sein de l'îlot de *Daimler Chrysler*, conçu par l'architecte Renzo Piano, ce théâtre de music-hall comporte une salle de 1400 places « tout entière vouée aux comédies musicales et aux grosses productions commerciales » (Grésillon, 2002 : 201).

<sup>284</sup> Ces deux dernières institutions muséales étant situées dans l'îlot du *Sony Center*, conçu par l'architecte germano-américain Helmut Jahn.



*Potsdamer Platz* de Berlin, la Défense à Paris ou encore la City à Londres, peuvent être définies comme des mises en scène de la puissance économique nationale au sein de ces « zones sanctuarisées » que représentent les capitales (économiques et/ou politiques) des pays de l'hémisphère Nord. Ces places, au sein desquelles se joue le destin de la finance nationale (et internationale), sont de véritables vitrines des réussites du capitalisme dans le monde et constituent « un élément crucial dans la mobilisation idéologique mondiale » (Boltanski, Chiapello, 1999 : 4).<sup>285</sup> Ce phénomène touche autant les cadres<sup>286</sup> travaillant dans ces zones que les citadins ou les touristes les visitant. Chaque nation s'efforce ainsi de bâtir ces hauts-lieux que constituent aujourd'hui les quartiers d'affaires. Ces places fonctionnent telles des images déposées, elles s'ancrent dans les imaginaires mondiaux, véhiculent l'image de nations puissantes de par leur ancrage dans le « cosmos capitaliste » et contribuent à susciter une adhésion toujours croissante à ce système (Boltanski, Chiapello, 1999).

Nous avons vu que les efforts déployés en vue de symboliser la puissance économique et financière au sein de la capitale ne génèrent, à ce jour, pas de véritable développement économique. Cela étant, la diffusion d'un imaginaire de la capitale comme centre d'une nation économiquement puissante et résolument tournée vers l'Est de l'Europe invite habitants, touristes et récepteurs de cette dissémination d'images, à envisager la ville, les communautés qui l'habitent, ainsi que sa position au sein d'une constellation de grands centres urbains internationaux, d'une nouvelle manière. Nous sommes dès lors en droit de nous poser une question. Comment cet ensemble de valeurs et de visions du monde relatif à la puissance économique et financière (souhaitée) est-il perçu par les habitants, notamment les anciens Berlinoises de l'Est, socialisés au sein d'un régime socialiste ? Avant d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation, nous souhaiterions évoquer une autre facette du Nouveau Berlin, à savoir la mise en scène de récits nationaux à travers la constitution d'un Berlin historique.

#### 4.1.3. La réévaluation des passés et sa traduction dans l'espace urbain de la capitale

Le Nouveau Berlin du quartier du gouvernement et de la *Potsdamer Platz*, que nous venons d'esquisser à grands traits, met en scène la démocratie allemande et son ancrage dans

---

<sup>285</sup> Sur l'articulation des notions du nouvel esprit du capitalisme à l'espace urbain, voir, dans la thèse de Corine Védrine, le chapitre intitulé « Le « nouvel esprit du capitalisme » articulé à la ville urbaine » (Védrine, 2006).

<sup>286</sup> Luc Boltanski et Eve Chiapello montrent bien comment les cadres trouvent dans l'esprit du capitalisme de puissants motifs qui justifient leur adhésion à ce système. Par effet de retour, les cadres sont, par excellence, les individus qui portent et transmettent les valeurs et schèmes de pensée inhérents à cet esprit du capitalisme permettant, entre autres, la perpétuation de ce système.

l'histoire. Dans le même temps, il affirme la puissance économique de la nation tout en l'identifiant avec un imaginaire du Berlin des années 20, cœur de la République de Weimar, foyer de la modernité et plaque tournante culturelle de l'Europe. Nous avons tenté d'expliquer en quoi ces mises en sens de la ville avaient pour fin et effet de diffuser des valeurs et des visions du monde relatives au modèle démocratique et libéral des sociétés occidentales.

Dans ce qui va suivre, nous verrons comment les autorités locales, soutenues et secondées par un réseau d'experts, ont procédé à une réévaluation des passés dans le centre-ville (*Mitte*) via la valorisation d'un héritage architectural et urbain local, censé incarner l'ancrage historique de traditions culturelles et politiques à la fois locales et nationales. Nous verrons également comment simultanément, un choix a été effectué entre les symboles et témoins architecturaux de la période de la RDA qu'il convenait de conserver, et ce que cela nous dit de la constitution d'un récit sur l'Allemagne de l'Est et de l'intégration de ce récit au sein d'un roman national qui se matérialise peu à peu à travers le paysage urbain de la capitale.

#### 4.1.3.1. *Mitte*, la part de la « reconstruction critique » dans la constitution du Nouveau Berlin

Confronté à l'émergence de nouveaux acteurs puissants dans la vie politique locale, le Sénat s'appuya sur certains réseaux d'experts afin de légitimer son action publique et de rééquilibrer le rapport de force qui l'opposait à ses nouveaux partenaires au lendemain de la réunification. En 1996, un plan de réaménagement du centre ville (*Planwerk Innenstadt Berlin*) fut décidé par l'administration sénatoriale qui s'appuyait sur le discours de spécialistes en architecture et en urbanisme, espérant apporter un « cadre théorique de référence » aux divers réaménagements entrepris dans le cadre de cette planification urbaine (Pinson, 2000).

Ces spécialistes (architectes, urbanistes et critiques d'architecture) se référèrent au concept de « reconstruction critique » qui avait été développé dans le cadre de l'IBA (*Internationale Bauhausstellung*), exposition architecturale universelle décidée par le Sénat de Berlin-Ouest en 1987 (cette manifestation internationale coïncide d'ailleurs avec le 750<sup>ème</sup> anniversaire de Berlin<sup>287</sup>) afin de « remédier aux erreurs de la reconstruction ». Le concept de

---

<sup>287</sup> A cette occasion, Berlin Est et Berlin-Ouest procédèrent au réaménagement et à la valorisation de certains quartiers. A Berlin Est, certains pans de l'héritage architectural médiéval et prussien furent remis au goût du jour afin d'ancrer l'Etat des paysans et des ouvriers dans l'histoire (ainsi le *Nicolaiviertel* fut-il entièrement restauré, de même le *Gendarmenmarkt*, tandis que « la statue équestre de Frédéric II [reprit] sa place traditionnelle devant l'université Humboldt » (Terry, 1997 : 8).

« reconstruction critique » est né de cette ambition qui consistait à corriger la ville en lui restituant sa trame urbaine originelle. Comme le précise Gaëlle Pinson dans un article qu'elle consacre à l'utilisation du concept de la « reconstruction critique » lors du réaménagement de la capitale :

« Dans la lignée de l'école italienne et plus particulièrement d'Aldo Rossi, « la reconstruction critique » de l'IBA se fondait sur une approche de la ville comme « structure spatiale », et non plus seulement comme produit de systèmes fonctionnels, mais aussi sur la mise en évidence des modes de la genèse urbaine, notamment à travers le credo de « la persistance du plan ». (...) Avec le primat du plan, les échelles urbaines et architecturales sont liées, le bloc constituant l'unité fonctionnelle et formelle de l'organisation urbaine. (...) Comme dans l'école italienne, la découverte des modes de formation de la ville initie les projets, profondément déterminés par la définition même de la trame urbaine à respecter. » (Pinson, 2000 : 131-132)

Toujours selon Gaëlle Pinson, le concept de « reconstruction critique » « ne signifiait nullement un asservissement aux formes du passé, mais plutôt la conscience de la nature historique de la ville » (Pinson, 2000 : 132). Il convenait dès lors de prendre acte des transformations subies par la ville dans cette quête de sa forme historique, et d'être ainsi en mesure de faire dialoguer harmonieusement les éléments modernes du bâti avec une trame urbaine inspirée du passé. « Il s'agit donc bien », conclut Gaëlle Pinson, « d'une reconstruction qui vise à retrouver le fil de l'histoire rompue par la guerre et l'après-guerre, mais elle est « critique » au sens littéral, passant au crible les formes héritées pour n'en retenir que la permanence vivante » (Pinson, 2000 : 132).

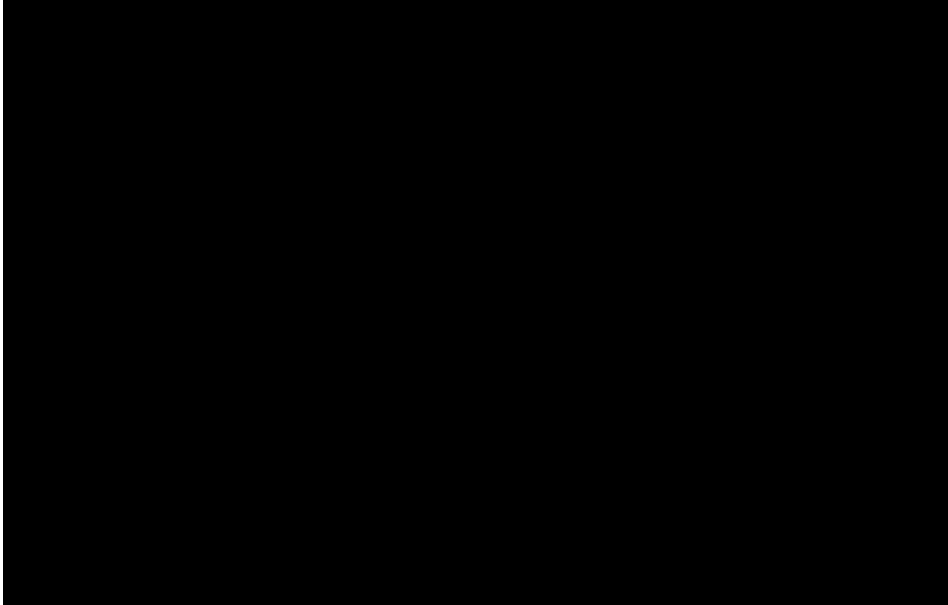
Or, dans le cadre du réaménagement du centre-ville de la capitale dans les années 1990, le concept de « reconstruction critique » va peu à peu être vidé de son sens originel et devenir un instrument de légitimation de l'action publique sénatoriale. Tout d'abord invoquée afin de procéder à une redensification de l'urbain via une restitution de « la morphologie des tracés urbains historiques », d'« un découpage parcellaire » et d'« espaces publics constitués de rues, de places et de parcs, avec une nette distinction entre espaces publics et privés », la « reconstruction critique » va progressivement s'orienter « vers une prescription plus architecturale qu'urbaine pour mieux correspondre aux attentes des investisseurs immobiliers » (Hertweck, 2009 : 165 & 167). Hans Stimmann, directeur de l'urbanisme auprès du Sénat de 1991 à 1996 et de 1999 à 2006, secondé par un certain nombre d'architectes, dont ceux qui participèrent à l'IBA en 1987 (Joseph Paul Kleihues, Jürgen

Sawade, Oswald Mathias Ungers), pose les premiers jalons de cette stratégie en déclinant un ensemble de règles pour la reconstruction du centre-ville berlinois. Parmi celles-ci, figurent la « reconstitution du réseau viaire historique », la « reprise du gabarit d'avant-guerre limité à 22 m à la corniche et 30 m au faîtage », un « minimum de 20% de logements dans chacun des programmes » et une limitation du pourcentage de surface vitrée sur des façades pour lesquelles on préconise de préférence un habillage en pierre (Hertweck, 2009 : 167). La densité n'est quant à elle pas limitée, puisque considérée comme « résultante du gabarit-enveloppe qui s'applique sur la rue et les cours » (Hertweck, 2009 : 167).

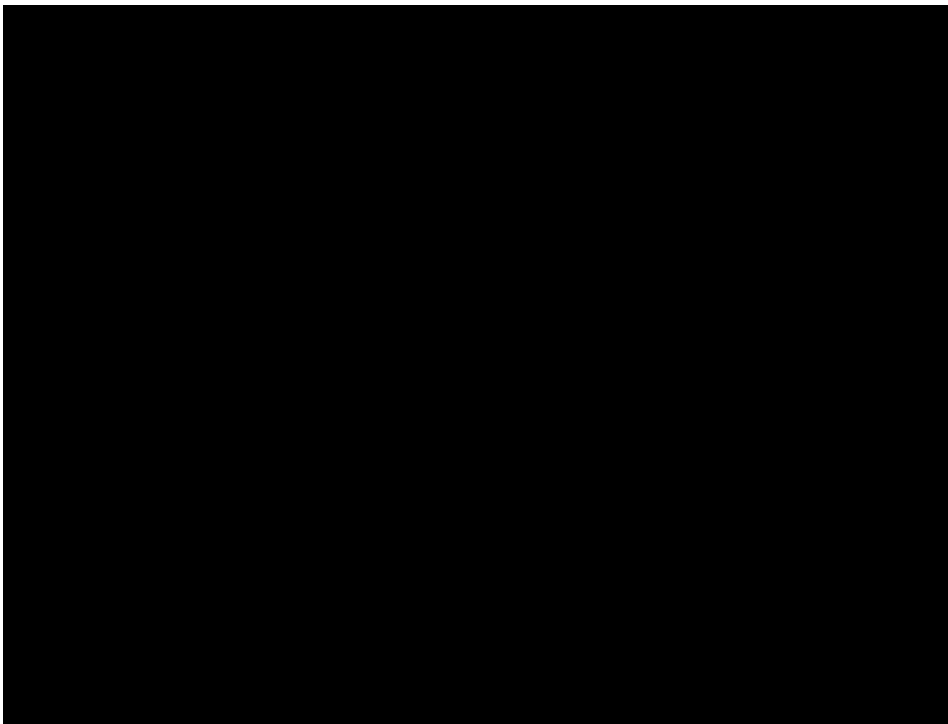
Toutefois, les principes de la « reconstruction critique », tels qu'ils furent définis au temps de l'IBA, s'avèrent incompatibles avec les « contraintes foncières et économiques » des années 1990 (Hertweck, 2009 : 167-168). De fait, les règles énoncées par Stimmann sont contournées (avec l'accord de ce dernier) par les acteurs qui entendent investir dans le centre-ville (chaînes de magasins proposant vêtements, produits culturels et cosmétiques, chaînes d'hôtels, administrations, etc.). Les façades gagnent en hauteur lorsqu'elles sont situées en retrait de la rue et on n'hésite pas à utiliser les sous-sols pour y aménager des galeries marchandes (Hertweck, 2009). Le découpage parcellaire « historique » de la ville dense des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles n'est, en outre, pas respecté. En effet, comme le souligne à ce propos Florian Hertweck : « Si, en 1940, les fameux îlots rectangulaires de la Friedrichstraße étaient constitués de quinze à vingt parcelles, ils sont aujourd'hui divisés au maximum en sept lots » (Hertweck, 2009 : 171). Sur un plan économique, le style architectural promu est facilement réalisable dans le temps et induit des coûts relativement modestes. « Les immeubles de rapport » ainsi créés « absorbent les programmes les plus variés, bureaux, commerces, en passant par des hôtels et des logements » (Hertweck, 2009 : 175). La forme urbaine « originelle » n'est finalement pas restituée, la « reconstruction critique » se bornant à imposer des règles sur les hauteurs des bâtiments, le dessin et l'habillage des façades, ce qui résulte en une production de « façades homogènes recouvertes de pierre agrafée, assez peu originales » (Hertweck, 2009 : 171).

L'exemple qui illustre le mieux les conséquences de l'instrumentalisation de la « reconstruction critique » est sans doute le quartier réaménagé de la *Friedrichstadt*, et plus particulièrement la portion de la *Friedrichstrasse* contenue dans ce quartier (voir les illustrations ci-dessous). Comme le fait très justement remarquer Florian Hertweck à propos de cette portion de ville :

« La quote-part de 20% de logements, trop faible pour la vitalité d'un quartier, n'a pas empêché un effet connu de l'urbanisme moderne que l'on souhaitait à tout prix exclure : un zonage relativement monofonctionnel. Une fois les boutiques et les bureaux fermés, la Friedrichstraße ressemble plus à la ville désertée des tableaux de Giorgio de Chirico qu'au fourmillement urbain d'Ernst Ludwig Kirchner. »  
(Hertweck, 2009 : 178)



**Figure 58** La Friedrichstrasse autour de 1900. (Source : [http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/5/53/Friedrichstra%C3%9Fe,\\_Berlin\\_1900.png](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/5/53/Friedrichstra%C3%9Fe,_Berlin_1900.png))



**Figure 59** Photographie de la Friedrichstrasse, on peut y percevoir la façade d'un bâtiment recouverte de pierre agrafée. (Source : <http://www.fotos-berlin24.de/data/media/38/Berlin-friedrichstrasse02.jpg>.)

Les photographies ci-dessus ne font que confirmer cette remarque, le *Mitte* de la « reconstruction critique » est effectivement déserté la nuit, habitants et touristes lui préférant les quartiers vivants de *Prenzlauer Berg*, *Friedrichshain*, à l'Est, et de *Kreuzberg* ou *Schöneberg*, à l'Ouest, pour s'adonner aux plaisirs de la vie nocturne berlinoise.

Pour Simone Hain, à la fois architecte et historienne, les logiques de réaménagement urbain du centre-ville (notamment en ce qui concerne la partie historique du *Mitte*) sont de surcroît génératrices d'« exclusion spatiale » et de « gentryfication sociale » (Simon Hain, 2009 : 252). Une sorte de « bonification » de l'espace serait donc à l'œuvre à travers l'édification d'un « Berlin de pierre » dans le centre historique, qui viserait à exclure des quartiers centraux une population indésirable au profit de populations favorisées, lesquelles se voient proposer des « lofts » ou des « penthouses » de « style prussien » (Pinson, 2000 : 148). Simone Hain résume assez bien cette idée lorsqu'elle explique que le démontage du Palais de la République est en somme « bien plus qu'un blâme autoritaire », il est une injonction faite à l'endroit des « petites gens » afin que ces dernières « décampent du centre ville qu'ils avaient en quelque sorte usurpé, alors que d'autres fonctions beaucoup plus prestigieuses y étaient prévues » (Hain, 2009 : 251).

#### 4.1.3.2.A la recherche du « Berlin de pierre »

Dans les programmes qu'il propose, Stimmann se réfère explicitement à un « Berlin de pierre », qui renvoie essentiellement à la ville wilhelminienne des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles, ainsi qu'au plan Hobrecht<sup>288</sup> qui visait à aménager la capitale alors en plein essor urbain et industriel. Bien vite, cependant, les références à un Berlin d'antan vont se multiplier. Ainsi, à la référence au rationalisme des aménagements urbains poursuivis à partir de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, période qui renvoie à « l'époque fondatrice » (*Gründerzeit*) de 1871, s'adjoignent les références à l'âge d'or des années 1920, puis à la « nouvelle période de fondation » de 1990 (Pinson, 2000).<sup>289</sup> L'héritage néo-classique est également redécouvert (plus particulièrement dans le cadre du réaménagement de la *Museuminsel* et d'*Unter den Linden*, qui comptent quelques joyaux du genre), cependant que la référence à la destruction

---

<sup>288</sup> En 1867, le plan d'urbanisme de Hobrecht qui prévoyait de nombreuses constructions en vue de loger les populations venues d'autres villes et des campagnes pour alimenter les industries en main d'œuvre.

<sup>289</sup> A propos du parallèle établi entre 1871 et 1990, Gaëlle Pinson note : « Il s'agit bien de deux époques d'unification politique de l'Allemagne, marquées par un essor de la construction et de la fierté nationale, mais le caractère problématique du Reich bismarckien, qui a accompli l'unité par « le fer et le sang », n'est pas pris en compte » (Pinson, 2000 : 143).

engendrée à Berlin par la « régularisation urbaine », entreprise dès le 19<sup>ème</sup> siècle avec Schinkel, est occultée (Hertweck, 2009 : 170).

Cette restitution du bâti ancien est par ailleurs considérée comme la voie royale pour faire émerger de ce Berlin réuni « la ville européenne traditionnelle ». Ce modèle de « ville européenne traditionnelle » fait écho aux débats portant sur la relation ville/globalisation. Dans un contexte marqué par une compétition économique croissante, où les sociétés urbaines sont de plus en plus ouvertes et plurielles et où la ville, de même que son développement, peuvent sembler, à certains égards, ingouvernables, le concept de « ville européenne traditionnelle » est invoqué comme modèle idéal, notamment parce que les villes d'Europe présentent « des transformations moins abruptes que leurs homologues américaines ou asiatiques » (De Frantz, 2008 : 468). Les villes européennes seraient plus « vivantes et robustes », et leurs politiques publiques davantage conduites par les acteurs politiques que par les lobbies économiques, « par les objectifs sociaux ou environnementalistes » que « par des groupes de pression économique » (De Frantz, 2008 : 470). Dès lors, l'héritage culturel, y compris celui qui s'inscrit dans la pierre, devient « un champ politique stratégiquement important pour la légitimité institutionnelle » (De Frantz, 2008 : 469). Cet héritage culturel urbain ne cesse en effet de gagner « en importance en tant qu'instrument pour la régénération urbaine » (De Frantz, 2008 : 469). Le danger de cette quête d'un héritage culturel urbain européen réside alors dans le développement d'une action publique qui en arrive à nier les spécificités urbaines locales au nom d'un modèle idéalisé qui perd peu à peu contact avec les réalités de la ville. A ce titre, le courant de la « reconstruction critique » des années 1990 fut vivement critiqué. Certains désapprouvèrent en effet ce qu'ils considéraient comme une « stratégie nostalgique ne répondant nullement aux défis de la globalisation économique » (Hertweck citant Hans Kollhoff<sup>290</sup>, 2009 : 175). Non seulement les débats autour de la « reconstruction critique » ont eu pour conséquence de mettre les questions relatives aux problèmes économiques de la ville et à la cohésion sociale en marge du débat, mais on en vint de plus à considérer les expérimentations architecturales de l'après-guerre – témoins d'un contexte historique particulier et d'une volonté d'incarner de nouveaux idéaux culturels et politiques – comme une « deuxième destruction » de la ville.

Le recours au concept de la « reconstruction critique » va en effet permettre de gommer, via l'intervention architecturale et urbaine, les « erreurs » architecturales qui auraient été commises, à l'Est comme à l'Ouest, pendant la période de l'après-guerre. Dans

---

<sup>290</sup> L'architecte a tenu cette position jusqu'en 1991, date à partir de laquelle il s'est rallié aux tenants de la « reconstruction critique ».

cette optique, il convient de substituer à ces erreurs des formes urbaines qui soient représentatives d'une tradition architecturale et urbaine à la fois locale, nationale et européenne. La valorisation d'une tradition architecturale berlinoise, qui renverrait à un héritage culturel local, mais également national, s'articule ici à la volonté de (re)faire de la capitale une « ville traditionnellement européenne », empreinte de « convention » et de « beauté ». Ces discours, qui articulent architecture, symbolisme politique et identité locale, se traduisent concrètement par le grand retour du style prussien rationnel, sobre, et qui s'exprime « par une élégance puritaine, l'économie et la rigueur des formes » (Pinson citant Fritz Neumeyer<sup>291</sup>, 2000 : 144).

Dans cette quête d'une identité urbaine originelle et mythique, les architectures modernes et internationales sont écartées au profit d'une architecture traditionnelle locale qui entend créer « l'illusion d'un développement continu de la ville, dont les présents chantiers ne seraient que le prolongement » (Pinson, 2000 : 143). A Berlin-Ouest, certaines des réalisations architecturales modernes et internationales d'après-guerre, qui témoignent d'une volonté de rompre avec la ville de l'« époque wilhelminienne, dans laquelle l'Allemagne avait sombré vers la catastrophe politique » (Pinson, 2000 : 148), sont peu à peu assimilées à une « deuxième destruction de la ville », la « première destruction » se référant aux dommages causés par les bombardements alliés sur Berlin.

Le fait que les expérimentations architecturales et urbaines de l'après-guerre soient stigmatisées, ou considérées comme dépassées pour le Berlin en gestation des années 1990, est le signe de la volonté d'affirmer « une stabilité culturelle » et une « identité nationale » retrouvées et assumées (Hertweck, 2009 : 174). Ainsi, le discours architectural et urbain se confond-t-il peu à peu avec un discours qui porte sur les identités locales et nationales. Au-delà de motivations purement esthétiques, la « reconstruction critique » vise « la « renationalisation » de l'Allemagne après sa réunification » (Hertweck citant Ulrich Beck, 2009 : 174). Cette recherche d'une image urbaine idéalisée, qui renvoie à un âge d'or mythique, et plus précisément à une référence commune antérieure à la césure que constitue le 20<sup>ème</sup> siècle du point de vue de l'histoire allemande, vise ainsi à combler l'espace urbain de fictions se rapportant à l'identité locale (berlinoise et prussienne), laquelle s'articule aux identités nationales de la nouvelle Allemagne. Or, nous l'avons évoqué, cette quête du Berlin historique a des effets exclusifs. Dans le même temps que l'on puise dans les formes architecturales passées pour dire la ville au présent, on procède à l'effacement, au camouflage

---

<sup>291</sup> Architecte, responsable de la planification urbaine dans le cadre du *Planwerk Innenstadt* de 1996 pour le volet « city-west ».



ou à la délégitimation, de formes urbaines et de réalisations architecturales qui témoignent des ruptures intervenues tout au long de l'histoire locale et nationale. Parmi ces réalisations architecturales et ces formes urbaines, l'héritage laissé par l'ex-RDA arrive en tête de liste des destructions à accomplir en vue d'édifier le Nouveau Berlin.

#### 4.1.3.3. Le traitement de la symbolique est-allemande dans la constitution du Nouveau Berlin

Pendant quarante ans, et malgré l'existence de phases de détente, l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest se sont livrées une lutte idéologique, chacun des Etats cherchant à délégitimer l'existence de l'autre. De par son statut particulier, Berlin fut l'un des champs de bataille de cette lutte idéologique. Karen E. Till a bien montré comment la légitimation des deux idéaux politiques s'était concrétisée à travers l'édification de formes urbaines et architecturales différentes (Till, 2005). Cette logique n'a pas disparu avec la réunification, loin s'en faut. En effet, en même temps qu'elles développent et mettent en place des dispositifs symboliques à travers l'espace de la capitale, les autorités locales et fédérales procèdent à la délégitimation de la RDA en s'attaquant notamment à son passé et à ses symboles.

La réunification a constitué une occasion sans précédent de faire du monde « libre » occidental le grand vainqueur de l'histoire et de démontrer la viabilité politique et économique de l'ordre démocratique et du système capitaliste. Les changements politiques, économiques, sociaux et culturels qui s'accomplirent après la chute du Mur s'opérèrent à travers la disqualification du modèle propre aux démocraties populaires. Il fallait *convertir* les populations socialisées sous le régime de la RDA aux mœurs démocratiques et capitalistes. Nous avons vu que cette conversion consistait à rendre visibles et intelligibles les changements en cours. Cela passe par l'édification de monuments représentatifs du nouvel ordre économique et politique dans la capitale ainsi que par l'évocation de certains pans du passé susceptibles d'insuffler un sentiment d'appartenance, si ce n'est de fierté nationale, qui se rattacherait à une identité politique fondamentalement démocratique et à une représentation de l'Allemagne en tant que puissance économique mondiale. La destruction de monuments emblématiques de la RDA constitue le revers de la constitution du Nouveau Berlin, et notamment du Berlin historique que nous avons décrit plus haut.

Nous citerons à titre d'exemple le démontage de la statue de Lénine, anciennement située sur la Place Lénine, aujourd'hui devenue Place des Nations Unies. Cette destruction et

ce changement de nom marquent l'inscription de Berlin et de l'Allemagne réunifiée au sein du nouvel ordre démocratique et libéral né de la chute de l'Union soviétique.

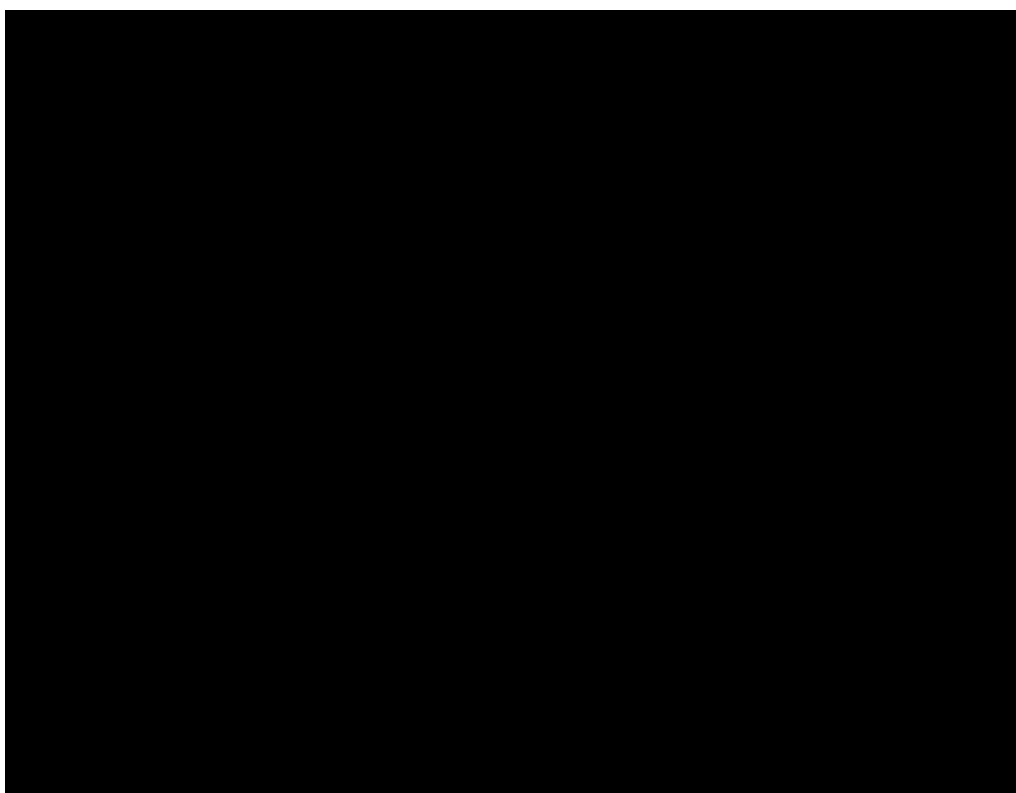
De même, nombre de noms de rues de Berlin-Est, témoins d'un autre rapport au passé, furent revus et corrigés en vue de construire le récit de la « nouvelle unité politique » et de la faire interioriser « par tous les Allemands » (Chauliac, 1996 : 36). Or, le nom d'une rue constitue un repère quasi-intime pour ses habitants ; il est un élément essentiel de l'adresse personnelle, celle que l'on donne, celle qui figure sur les lettres que l'on reçoit. L'ensemble des noms de rues constitue par ailleurs un véritable texte urbain, qui renvoie à un récit. Que l'on adhère ou non à ce récit, il n'en reste pas moins qu'il accompagne discrètement nos itinéraires journaliers et imprègne, dans une certaine mesure, nos visions du monde. En cela, le changement des noms des rues s'avère un instrument visant d'une part à recomposer et à imposer le récit canonique de hauts faits (locaux ou nationaux) et à amorcer, d'autre part, un changement de mentalités (à ce titre, force est de constater qu'à Berlin, chaque changement de régime occasionna une révision des noms de rues). Nous verrons un peu plus loin que ces modifications n'allèrent pas sans provoquer des résistances au sein d'une population qui s'estimait à la fois dépossédée de son passé et de ses repères au sein d'un espace vécu et pratiqué.

Signalons également la destruction d'hôtels centraux, comme le *Unter-den-Linden* (situé sur l'avenue du même nom, à l'angle de la *Friedrichstraße*) et le *Berolina* (non loin de la *Karl Marx Allee*), dont les agencements intérieurs comme extérieurs étaient à la fois témoins et porteurs de valeurs, mais aussi de manières d'être, de voir et de penser le monde et la quotidienneté en RDA.

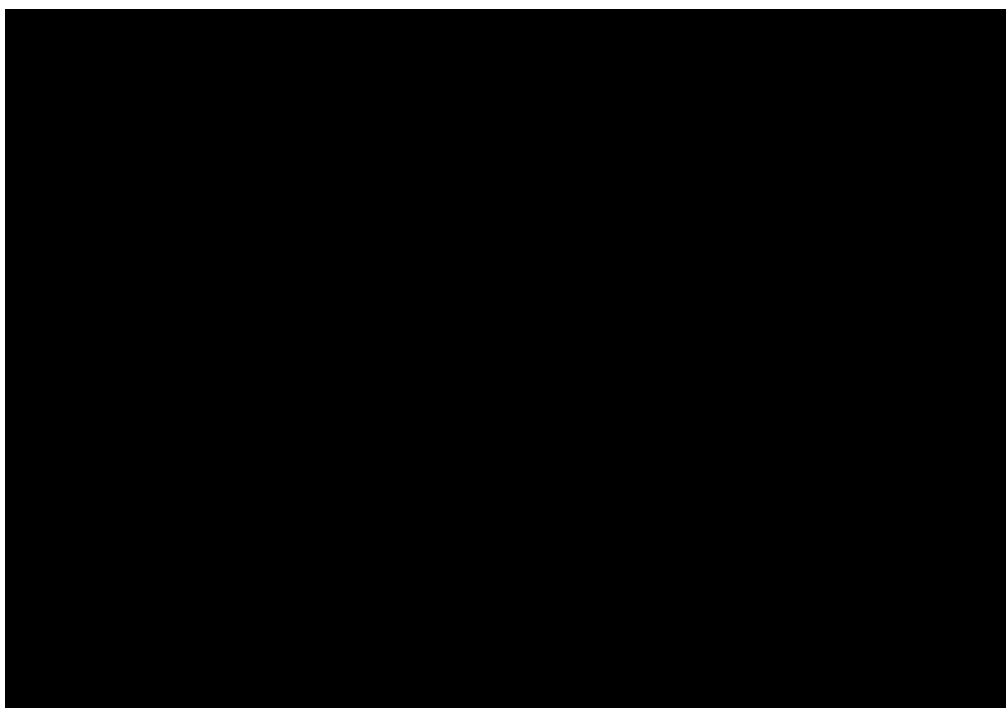
Érigé entre 1964 et 1966, l'hôtel *Unter-den-Linden* fut détruit en 2006 pour être remplacé par un bâtiment répondant aux canons architecturaux prônés par les tenants de la « reconstruction critique ». Le nouveau bâtiment abrite aujourd'hui un ensemble de bureaux ainsi que 18 appartements de haut standing (dont les surfaces varient entre 160 et 450 m<sup>2</sup>).

L'hôtel *Berolina* fut, quant à lui, achevé en 1963 dans le cadre de l'aménagement de la deuxième portion de la *Karl-Marx-Allee*. Il offrait, sur treize étages, 375 chambres, un restaurant d'une capacité de 200 places, un autre restaurant en sous-sol, un café au dernier étage et des salles de conférence. Il fut fermé en 1992 et détruit en 1996 pour être remplacé par un bâtiment présentant une forme et des volumes tout à fait similaires et abritant la municipalité de la circonscription de *Mitte*. L'*Internationales Kino* et le *Mokka-milch-eisbar*, deux autres édifices érigés au temps de la RDA et qui se trouvent dans l'environnement

proche de l'ancien hôtel, ont été conservés. Ils sont des lieux appréciés par les populations est- et ouest-berlinoises.



**Figure 60** Photographie du *Berolina Hotel* en 1964, avec en premier plan le *Mokka-milch-eisbar* et le *Kino international* (Source : Deutsches Bundesarchiv, Bild 183-C0325-0007-003)



**Figure 61** Cette photographie montre le site aujourd'hui, avec le nouveau bâtiment qui abrite la mairie de la circonscription de *Mitte* (Source : wikipedia)

Le démontage du Palais de la République et la reconstruction partielle du Château impérial, de même que les nombreuses destructions du bâti est-allemand qui affectèrent le quartier central de *Mitte*, résultent, nous l'avons vu, d'une tendance à la renationalisation d'un discours qui articule identités locales et nationales et qui s'effectue via l'instrumentalisation du concept de « reconstruction critique ». Du point de vue des adeptes de la « reconstruction critique », en effet, « les contenus typiques de la RDA » (tant idéologiques que culturels, fonctionnels qu'esthétiques) sont considérés comme « dépassés », les plans d'aménagement de Berlin-Est étant *de facto* rendus caduques (Pinson, 2000 : 145). Dès lors, certains des bâtiments de la RDA furent « voués à disparaître sans que leur valeur de témoins d'un pan de l'histoire allemande soit prise en considération » (Pinson, 2000 : 140).

Toutefois, les formes urbaines et monuments érigés du temps de la RDA n'ont pas été intégralement effacés. Un choix fut donc effectué entre ce qu'il convenait de conserver ou de détruire parmi les traces laissées par le régime est-allemand au sein de la capitale. Voyons maintenant d'un peu plus près quelles furent les logiques de cette sélection.

#### 4.1.3.4. La subsistance de certaines traces du régime est-allemand : les logiques de la sélection

Simone Hain a bien montré les logiques qui président à la sélection et à la conservation de certaines traces et reliques du régime disparu. Ainsi, le traitement différencié des lieux renvoyant à l'histoire du socialisme à Berlin se fonderait « plutôt sur des motivations antisoviétiques qu'anticommunistes » (Hain, 2009 : 253). Cela explique, selon elle, pourquoi Lénine disparaît du paysage de la capitale quand les figures de Marx et d'Engels subsistent.

D'autre part, il est tout aussi intéressant de constater que la *Karl Marx Allee* et la *Frankfurter Allee*, avec leurs réalisations architecturales monumentales, demeurent au sein du paysage urbain berlinois. Conçus dans le cadre du réaménagement urbain d'après-guerre, selon le principe du réalisme socialiste – « socialistes par le contenu et nationales par la forme » –, les ensembles d'habitations du nouvel axe de l'ancienne *Stalinallee* se devaient à la fois d'être porteurs du message socialiste et de renvoyer à une tradition architecturale, mais aussi culturelle, nationale.

« C'est finalement le néo-classicisme berlinois qui se vit hissé au rang de modèle de la « tradition nationale de construction », incarnation à la fois de la « clarté

rationnelle » et de la « sensibilité du peuple ». Les deux tours élevées par Henselmann à l'entrée de la *Stalinallee* en septembre 1951, marqueront le début du règne de cet historicisme progressiste ». » (Bédard, 2009 : 104)

C'est en tant qu'ensemble architectural d'inspiration néo-classique (dont on trouve à Berlin, de nombreux exemples : ainsi la Place de l'Académie, ou le *Gendarmenmarkt*, la Porte de Brandebourg ou encore l'*Altes Museum*), et de fait rattaché à une tradition architecturale proprement berlinoise, que les bâtiments de l'actuelle *Karl Marx Allee* et de la *Frankfurter Allee* furent classés monuments historiques et conservés. Ils sont d'ailleurs en cours de rénovation.

En ce qui concerne le monument commémoratif du *Treptower Park*, la situation est un peu plus délicate. Erigé en 1949 en l'honneur des combattants de l'Armée rouge tombés lors de la libération de Berlin<sup>292</sup>, cet édifice emblématique constitue à bien des égards un témoin de l'histoire de la cité. Situé dans l'immense parc de *Treptow*, ce gigantesque mémorial, construit à l'initiative de l'armée soviétique et réalisé par des architectes et artistes russes, est un exemple de l'architecture inspirée du réalisme socialiste.

Sous ce vaste ensemble commémoratif (qui couvre une superficie d'environ 10 hectares) sont enterrés quelques 5000 soldats soviétiques. L'imposante porte du mémorial se compose de deux éléments de granit sur chacun desquels un soldat, l'un allemand, l'autre russe, tête baissée et le genou à terre, se font face. Ce seuil s'ouvre sur une vaste surface rectangulaire au bout de laquelle se dresse une immense statue représentant un soldat soviétique, une épée à la main et un enfant au creux du bras, foulant du pied une croix gammée. A l'autre bout du mémorial, une autre statue, plus petite, fait face à l'écrasante présence du soldat soviétique. C'est celle de la mère patrie pleurant sur les soldats tombés au combat. A ses pieds, bouquets de fleurs et bougies sont régulièrement déposés.

Sur les seize stèles de pierre blanche (huit sur chacun des côtés du mémorial, présentant des textes en allemand, à droite, et en russe, à gauche) édifiées le long du mémorial, des scènes de guerre sculptées et des bas reliefs relatent des épisodes choisis de la Seconde Guerre mondiale, évoquant au passage des extraits de discours de Staline.

---

<sup>292</sup> A l'occasion de l'inauguration du monument commémoratif dédié aux soldats de l'Armée rouge, le 8 mai 1949 (4<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la guerre), une délégation d'hommes politiques est-allemands fut dépêchée. Parmi eux, Otto Grotewohl, représentant du SED et futur Ministre-président de la RDA, prononça un discours de remerciement adressé à l'armée soviétique.



**Figure 62** Vue du Mémorial soviétique du haut de l'escalier menant à la statue du soldat soviétique.



**Figure 63** Photographie de la statue du soldat soviétique foulant du pied une croix gammée.

Le destin de ce témoin d'une des plus importantes ruptures de l'histoire locale et nationale fut, quant à lui, spécifié par le traité d'unification. Le Mémorial soviétique du *Treptower Park* fit en effet l'objet de négociations au cours de l'élaboration du « Traité deux plus quatre », intervenant entre les Alliés et les deux Allemagne lors de la réunification. L'Allemagne réunifiée s'est ainsi engagée à entretenir le monument. Aujourd'hui, l'édifice continue d'être honoré (bougies et fleurs sont régulièrement déposées au pied de la statue figurant la mère patrie éplorée, à l'entrée du site) et il est par ailleurs visité par les touristes (qui ne sont, au demeurant, jamais très nombreux).

Dans un autre registre, il convient également d'évoquer certaines institutions culturelles prestigieuses de Berlin-Est, qui demeurèrent au sein du paysage culturel Berlinoïse. En effet, alors que la plupart des lieux culturels de l'Est de la ville furent démantelés, parce que considérés comme « politiquement marqués » ou comme lieux de la culture « officielle » de l'ancien régime, des théâtres tels que le *Berliner Ensemble* (situé non loin de la *Friedrichstrasse*, dans le quartier de *Mitte*), ou la *Volksbühne* (également situé à *Mitte*, sur la Place *Rosa-Luxembourg*) furent conservés (Grésillon, 2002 : 185).<sup>293</sup> Le premier, le *Berliner Ensemble*, le fameux théâtre créé par Bertolt Brecht, dont la renommée était faite à l'intérieur et hors des frontières de l'Allemagne de l'Est, est aujourd'hui un des hauts-lieux du théâtre contemporain allemand. Il est actuellement dirigé par Claus Peymann, qui dirigea précédemment le *Schauspielhaus* de Bochum et le *Burgtheater* de Vienne. Le second, la *Volksbühne*, fut érigé peu avant la Première Guerre mondiale. Décidé à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle par le parti travailliste allemand, ce projet visait à offrir aux couches les plus démunies de la population les moyens de s'éduquer et de jouir des plaisirs de la vie culturelle. Quelque peu isolée au sein d'une portion de ville délabrée jusque dans les années 1990, la *Volksbühne* a « renoué avec le succès » au lendemain de la réunification de la ville (Grésillon, 2002 : 206). Elle a en outre exercé une influence non négligeable sur le développement du quartier alentour. En effet, comme le note Boris Grésillon : « Elle rayonne rapidement sur tout le quartier ; dès 1993, des cafés, des restaurants, une salle de cinéma s'ouvrent à proximité,

---

<sup>293</sup> Boris Grésillon a très bien montré comment les lieux culturels politiquement marqués furent démantelés au lendemain de la réunification. Ainsi, il cite le Palais de la République, la *Haus der Lehrer* (maison des enseignants) et la *Haus der Jungen Talente* (maison des jeunes talents), qui constituaient des institutions culturelles centrales dans le Berlin-Est de la période de partition. De même cite-t-il les « « maisons de la culture », gérées et financées par les grandes entreprises d'Etat (...), sorte de centres socio-éducatifs intégrés à l'usine ou à l'administration et proposant aux employés différentes activités artistiques » (Grésillon, 2002 : 186). Ces centres avaient marqué pendant des années la quotidienneté des Berlinoïse de l'Est. Taxés d'être des instruments de propagandes du SED, ces centres disparurent au lendemain de la réunification. Cela étant, Boris Grésillon montre également comment, le « centre de gravité culturelle » s'est déplacé, au lendemain de la chute du Mur, à l'Est de la ville, engendrant une « déprise culturelle » et la fermeture de certaines institutions dans les quartiers ouest de Berlin.

profitant pleinement de l'effet d'entraînement et de la clientèle du théâtre » (Grésillon, 2002 : 206).

La *Volksbühne* est dirigée depuis 1992 par le metteur en scène est-berlinois Frank Castorf. Le succès de cette institution, dont le bâtiment est coiffé de trois lettres en néons bleus ; « OST » (EST), ne s'est, jusqu'à aujourd'hui, pas démenti.

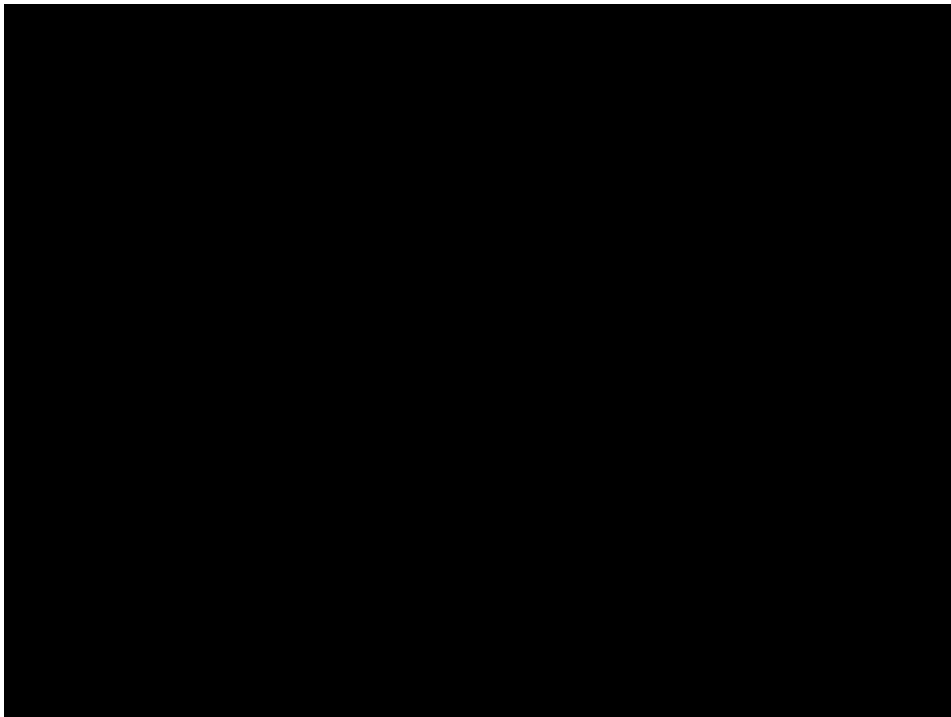


Figure 64 La *Volksbühne*, coiffée des lettres OST (Source : [www.culture-blog.de/volksbuehne-berlin/](http://www.culture-blog.de/volksbuehne-berlin/))

En tant qu'institutions, le *Berliner Ensemble* et la *Volksbühne* marquent le paysage culturel de la ville. En tant que bâtiments, ils sont les témoins visibles du passé récent. Leur présence au sein du paysage urbain et culturel de la capitale renvoie le flâneur averti ou l'amateur de théâtre à l'histoire culturelle de la RDA, au rayonnement de son théâtre, de sa littérature, mais également au rapport ambigu qu'entretenaient art et censure sous le régime est-allemand.

Nous citerons, par ailleurs, les nombreuses *Plattenbau*, de *Mitte* et des quartiers périphériques de *Marzahn* et de *Lichtenberg*. Ce parc urbain constitue, à bien des égards, une trace des modes d'urbanisation est-allemands des années 1960-1970. Parmi ces barres d'immeubles, beaucoup bénéficièrent de programmes d'assainissement. Les rénovations des *Plattenbau* de *Mitte* (aux abords de l'*Alexander Platz*, notamment) seraient le résultat de luttes qui opposèrent la mairie aux habitants, ces derniers ayant revendiqué que des ravalements de façades soient régulièrement effectués.



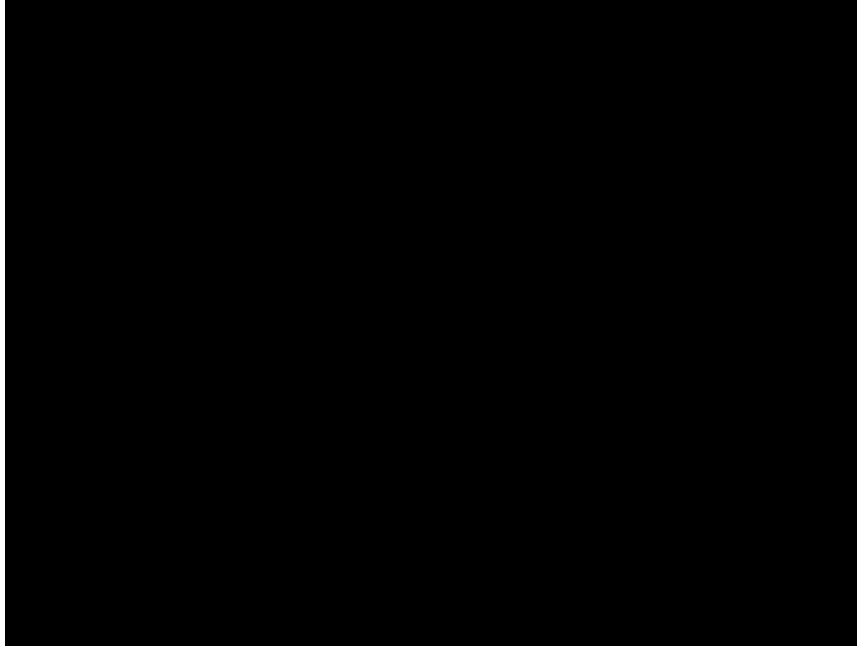


Figure 65 Exemple de *Plattenbau* à *Marzahn* (Source : <http://blocti.de/wp-content/uploads/marzahn.jpg>)



Figure 66 La *Fernsehturm* (tour de télévision)

La tour de télévision (ci-dessus) se voit également conservée. Son éviction du paysage berlinois serait, de toutes évidences, bien trop onéreuse pour être sérieusement envisagée. D'autre part, ce monument central de la capitale apparaît photographié, ou sous forme de logo, dans de nombreux dépliants ou sites faisant la promotion de la ville. La *Fernsehturm* berlinoise constitue en outre une attraction touristique (avec environ 1,2 millions de visiteurs par an) et un véritable point de repère pour les nombreux touristes qui parcourent la capitale.

Cet édifice marquant du paysage urbain est peu à peu devenu emblématique de la ville toute entière, au même titre que l'ours berlinois ou que la Porte de Brandebourg. Son imposante présence ne cesse de rappeler l'histoire de la division de la ville et de la compétition idéologique, mais aussi technique, architecturale et urbaine, qui opposa les deux Berlin.

Enfin, il convient d'évoquer le Mur de Berlin, qui fut frénétiquement effacé au lendemain de la réunification et dont quelques portions ont été conservées. Ainsi en est-il de la *East Side Gallery*, portion de Mur de plus d'un kilomètre de long, aux environs de la *Ostbahnhof*, sur laquelle des artistes internationaux sont venus exprimer leurs espoirs au lendemain de la réunification.

La reconstitution du tracé du Mur sur une portion de ville qui s'étend du Mémorial du Mur de la *Bernauerstrasse* à la *Nordbahnhof* est par ailleurs engagée. Le projet devrait être achevé pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'édification du Mur de Berlin, le 13 août 2011. Ce projet, soutenu par le Sénat, entre dans le cadre de l'agrandissement du Mémorial du Mur de la *Bernauerstrasse*. Cette reconstitution du tracé du Mur sur 1,3 kilomètres devrait se composer d'une succession de stèles illustrées proposant une lecture de l'histoire du site articulée à celle de la partition. Le long de ce parcours, les traces du Mur seront mises en évidence et expliquées. Une cloison, dressée au Nord de la *Nordbahnhof* et intitulée la « fenêtre commémorative » (*Fenster des Gedenkens*), présentera des photographies de personnes abattues alors qu'elles tentaient de fuir vers l'Ouest à ce niveau de l'ancien tracé du Mur. Ce vaste dispositif informatif et commémoratif sera complété d'une exposition au sein de la *Nordbahnhof* (censée documenter « l'absurdité de la séparation » en évoquant ses conséquences sur les lignes et stations de métro, de tramway et de train) et d'un centre destiné à informer les viviteurs des offres proposées par le Centre de documentation et Mémorial du Mur. Situé dans l'environnement proche de la *Nordbahnhof*, ce nouveau centre comprendra une librairie spécialisée sur l'histoire du Mur et du régime de frontière au rez-de-chaussée. La projection d'un film d'introduction sur l'histoire du Mur de Berlin sera proposée à l'étage (voir annexe n°22).

De nombreuses traces de la RDA subsistent donc au sein du paysage berlinois, et ce pour des raisons très variées. Dans le cadre de la « renationalisation de l'Allemagne » et du langage architectural de sa capitale, certaines traces ont été conservées parce qu'elles pouvaient être réinscrites au sein d'une tradition (architecturale, culturelle) locale et nationale et, partant, définies comme partie intégrante d'un héritage historique commun. Ainsi, les références à Marx, Engels, mais également Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht sont-elles retenues. De même en est-il de l'héritage architectural et urbain des *Karl-Marx-* et

*Frankfurter-Allee*. Dans le cas des cimetières militaires et monuments commémoratifs russes, nous avons montré comment, lors du Traité de réunification, la République fédérale n'eut d'autre choix que de s'engager à les entretenir. Certaines des institutions culturelles de l'Est de la capitale (nous avons parlé du *Berliner Ensemble* et de la *Volksbühne*, mais nous pourrions également citer le *Deutsches Theater*) furent quant à elles conservées en raison d'une part, de leur caractère prestigieux, d'autre part, du fait que certaines d'entre elles existaient avant-guerre. Cela étant, leur subsistance au sein du paysage culturel berlinois témoigne de l'indestructibilité de l'héritage culturel est-allemand, de son intégration à l'héritage culturel national, et ce malgré certaines campagnes malveillantes qui furent menées contre les représentants les plus éminents de cette tradition culturelle. De par leur succès et leur rayonnement, ces institutions culturelles de Berlin-Est participent de surcroît à un déplacement du « centre de gravité culturelle » vers l'Est de la ville, déplacement qui se fait au détriment de certains des anciens quartiers occidentaux (Grésillon, 2002). Les *Plattenbau* constituent également un élément marquant du paysage urbain, qui renvoie à une façon de faire la ville propre aux planificateurs est-allemands des années 1960-1970 et à une politique davantage tournée vers le bien-être social de la population, cherchant à garantir un confort standardisé au plus grand nombre. Leur conservation est due aux luttes de certaines catégories d'habitants et à l'action des circonscriptions. Enfin, la subsistance de la tour de télévision prouve que certaines traces de la RDA sont également conservées parce qu'elles constituent des attractions touristiques prisées. On pourrait en dire de même de la reconstitution du tracé d'un pan de Mur, opération qui répond à la fois à des objectifs en termes d'incarnation d'une mémoire culturelle et de dynamisation du tourisme historique.

#### 4.1.3.5. La muséalisation de la RDA, vers un tourisme historique ?

Les aménagements urbains, et les nombreuses destructions, qui affectèrent la partie est de Berlin après la réunification, visèrent tant à marquer la disparition irrévocable de la RDA qu'à construire de nouvelles identités pour ce Berlin en devenir à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle. Nous avons vu que si ces réaménagements se traduisirent par de nombreuses destructions du bâti est-allemand, certaines traces furent quant à elles préservées. Parmi elles, on relève également des lieux qui sont exemplaires du passé dictatorial de la RDA.

En effet, dans le même temps que l'on faisait disparaître certains témoins architecturaux de l'existence de l'Allemagne de l'Est, ces derniers étant jugés inappropriés (d'un point de vue esthétique et parfois idéologique) et certains d'entre eux représentant des

points potentiels de cristallisation d'une mémoire *positive* de la RDA, on a cherché à circonscrire ce passé récent dans certains espaces appropriés. Ces espaces sont pour la plupart des mémoriaux, musées ou centres d'archives et de documentation nés d'initiatives citoyennes, encouragés par des fonds publics et évoquant les thèmes de la répression, de la police secrète d'Etat (la *Stasi*), de la dictature du SED et du régime de frontière instauré à partir de l'édification du Mur de Berlin.

Ainsi, un paysage mémoriel de la RDA s'est-il progressivement constitué, principalement à travers l'évocation du caractère répressif et inique du régime, excluant certains « traits centraux de la RDA, tels que (...) l'impact de l'idéologie, la conformité sociale et l'opposition individuelle [ainsi] que la vie quotidienne des citoyens ordinaires ».<sup>294</sup> La muséalisation de la RDA, qui s'est effectuée de manière immédiate<sup>295</sup> (c'est-à-dire dans le même temps que s'accomplissait le processus de réunification), tend à faire de l'Allemagne de l'Est un modèle négatif contre lequel le modèle national de la nouvelle Allemagne vient prendre tout son sens, toute sa force. L'« image mémorielle » de la RDA est contrôlée de près, et le passé est-allemand progressivement assimilé à un héritage national négatif. Cela se concrétise par la constitution du paysage mémoriel du communisme à Berlin, qui va à la fois servir de base à l'édification d'un message moral et politique et devenir un instrument au service du changement des mentalités.

Mais cette muséalisation de la RDA répond à d'autres logiques. Dans une certaine mesure, elle remplit une fonction de légitimation pour cette capitale qui se veut promue au rang de métropole mondiale. En apportant la preuve concrète du travail effectué sur son propre passé, Berlin se présente comme une ville consciente de son histoire et des ruptures qui l'ont marquée. Parce qu'elle consacre en son territoire des lieux à la mémoire de ses passés difficiles (ceux qui renvoient aux « deux dictatures allemandes »), Berlin redevenu capitale conjure, en quelque sorte, ses propres craintes ainsi que celles qu'il pouvait inspirer aux pays voisins.<sup>296</sup> Peut-être, aussi, la capitale se dédouane-t-elle de la tendance à la normalisation que

---

<sup>294</sup> Intervention de Thomas Schaarschmidt (ZZF Potsdam, Centre d'histoire du Temps Présent de Potsdam) dans les locaux du Mémorial de la *Bernauer Straße*, « Le débat autour de l'avis de la commission Sabrow quant à l'avenir du travail de mémoire sur le passé de la RDA », intervention effectuée dans le cadre du Séminaire d'étude en Allemagne, *Histoire, mémoire, transmission, Lieux d'histoire et de mémoire, Berlin – Ravensbrück*, 10-16 décembre 2007.

<sup>295</sup> L'Etat est-allemand était en train de disparaître que l'on commençait déjà à élaborer des expositions, édifier des mémoriaux. Ce sont les pancartes des manifestants d'automne 1989, qui furent l'objet des premières expositions. Ainsi, un passé qui datait d'hier à peine se voyait-il instantanément saisi, documenté et « refroidi ».

<sup>296</sup> Les polémiques qui éclatèrent à l'annonce de l'édification, en plein centre de la ville, d'un mémorial dédié aux Juifs d'Europe assassinés s'avérèrent, à cet égard, assez significatives (sur la dimension conjuratoire du mémorial aux Juifs d'Europe assassinés, voir l'article de Claire Paulian (Paulan, 2006 : 82). Voir également Régine Robin (Robin, 2001 : 379-395).

traduit son aménagement urbain, de la part belle qu'elle accorde – tant virtuellement que physiquement – à une tradition culturelle héritée de périodes qui précèdent les césures survenues au cours du 20<sup>ème</sup> siècle.

Il semble enfin que le développement du paysage mémoriel du communisme à Berlin réponde à des enjeux en termes de développement touristique. Si les institutions mémoriales dédiées au passé communiste local s'adressent aux groupes d'écoliers, de collégiens, de lycéens ou aux groupes de personnes en apprentissage, elles n'en drainent pas moins des populations de touristes. En effet, qu'ils soient étrangers ou en provenance d'autres villes allemandes, les touristes se rendent pour beaucoup à Berlin dans l'espoir d'en apprendre un peu plus sur l'histoire de la division, d'être en présence de traces authentiques, de revivre en imagination les grands événements qui ont marqué la période de la guerre froide.

Nous l'avons vu avec la Haus 1, l'une des préoccupations des autorités locales et fédérales est de développer des infrastructures susceptibles d'accueillir une importante affluence touristique. La reconstitution du tracé du Mur au niveau de la *Bernauerstrasse*, de même que l'ouverture d'un centre d'accueil destiné à recevoir et à informer les touristes, répondent aux mêmes logiques. La multiplication des entreprises proposant des visites à vélo (voir annexe n°23), accompagnées d'un guide, autour de thèmes en rapport avec les passés de la ville, révèle l'importance que prend le marché du tourisme urbain à Berlin. De même, la plupart des magasins de vente de souvenirs berlinois situés à des endroits prestigieux au centre du *Mitte* (sur *Unter den Linden* ou aux alentours de la *Gendarmenmarkt*), et dont les dimensions sont parfois impressionnantes, comportent au moins une section qui propose aux touristes des produits très diversifiés sur la thématique de la RDA (ces produits vont du livre de photographies ayant pour thème la quotidienneté en Allemagne de l'Est, au livre traitant du Mur ou de la dictature du SED en passant par les ouvrages traitant du design est-allemand dans les années 1970, etc.).

L'inauguration, en 2006, d'un musée de la RDA (le *DDR Museum*), en plein centre de *Mitte* révèle de manière tout aussi éloquente cette réalité. Situé juste en face du *Berliner Dom*, cette institution récente n'est pas étrangère à l'engouement ostalgique qui se manifeste, depuis plusieurs années déjà, à Berlin. Cette dernière initiative entend pallier la sous-représentation, au sein du paysage mémoriel communiste local, de la question de la quotidienneté en Allemagne de l'Est. Pour ce faire, elle propose une expérimentation de la quotidienneté est-allemande à travers la mise en situation des publics dans un espace reconstitué à l'image de la RDA, le tout s'animant à grand renfort de dispositifs scénographiques et interactifs.



Figure 67 : A gauche, groupe de touristes déambulant dans un salon est-allemand reconstitué. A droite, un enfant écoute une conversation téléphonique dont on devine qu'elle est mise sur écoute.



Figure 68 : A gauche, l'évocation du mouvement punk en RDA. A droite, l'équivalent d'un jeu de lego représentant la maquette d'une Plattenbau.

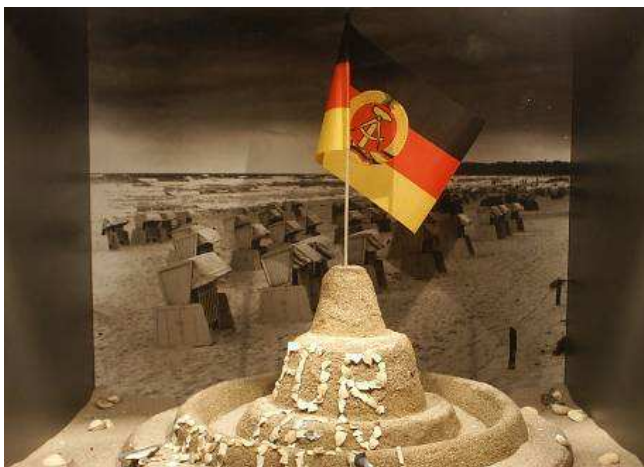


Figure 69 : Ces figures évoquent toutes deux le thème des vacances sous le régime de la RDA. La première illustration renvoie aux activités de loisir sur les bords de la Baltique. La seconde fait référence aux destinations étrangères autorisées dans le cadre touristique et, implicitement, à l'interdiction de voyager librement qui pesait sur la population est-allemande.

Les visiteurs sont amenés à déambuler dans un décor de *Plattenbau*, à s'installer au volant d'une *Trabant* (en tournant la clef de contact, la projection d'un film se déclenche, et c'est alors un décor de *Plattenbau* qui défile sur un écran placé en face de la voiture) ou dans le salon reconstitué d'un appartement « made in GDR », à ouvrir les tiroirs et à manipuler les objets du quotidien.<sup>297</sup>

On peut se demander ce qu'évoque une telle mise en scène aux yeux des personnes qui visitent le musée. L'étonnement amusé ou l'attrait pour une période à laquelle on concède quelques « charmes morbides »<sup>298</sup> pour les uns ? La joie de retrouver des objets qui peuplaient autrefois le quotidien ou le malaise de se voir muséifier vivant, pour les autres ? Ce musée, censé dépeindre la quotidienneté à l'Est de l'Allemagne, a quelque chose qui relève tout à la fois du stéréotype et du voyeurisme. L'effet produit est pour le moins étrange. Des stéréotypes qui ont trait aux différents domaines de la quotidienneté en RDA (produits de consommation, meubles rétros, culture *FKK – Frei Körperlich Kultur*, naturisme – au bord de la Baltique, sport, travail, art, datcha, mais également surveillance exercée par la Stasi) sont présentés sans qu'une réelle distance soit prise. La thématique de l'interaction entre régime dictatorial et société est traitée de manière assez superficielle. L'initiative, intéressante au départ, manque de profondeur historique, la dimension ludique du musée prime de surcroît sur la transmission d'une mémoire locale dont on sait à quel point elle peut être complexe et ambiguë. Le musée propose des visites guidées (en 12 langues européennes, ainsi qu'en japonais).

Cela étant, le succès de ce musée, dû en partie à son caractère ludique et interactif, ainsi qu'à une communication efficace, ne se dément pas. Les initiateurs et responsables du musée (dont un ethnologue ouest-allemand, Peter Kenzelmann, qui fut à l'initiative de la création du musée, et un historien est-berlinois, Stepfan Wolle, directeur scientifique également rattaché à la *Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur*) s'enorgueillissent de ne pas coûter un sou au contribuable. Apparemment, les recettes rapportées par l'afflux touristique assureraient au *DDR Museum* une complète autonomie financière.

Les institutions mémorielles en lien avec le passé socialiste de la ville, (du moins, les plus marquantes du territoire) doivent désormais s'efforcer de satisfaire aux besoins récréoculturels d'une population de touristes en quête du Berlin rouge. Ce développement d'un tourisme urbain lié à l'histoire est-berlinoise est à mettre en relation avec la stratégie de la ville qui consiste à entrer en « concurrence » sur le terrain de la « division spatiale de la

---

<sup>297</sup> Quelques 300 anciens citoyens de RDA apportèrent leurs objets pour constituer l'exposition.

<sup>298</sup> Termes employés par le directeur de l'établissement (*morbid Charme*) durant une interview (sur on-3, une radio Internet bavaroise) pour expliquer l'attrait du musée de la RDA sur les populations ouest-allemandes et étrangères.

consommation » (Harvey 2004). En effet, depuis plusieurs années, les villes sont devenues des destinations prisées par les touristes, les longs séjours « orientés sur le binôme mer-montagne » tendant à décliner au profit de « courts séjours se [concentrant] sur la paire villes-espace rural ». « Ces nouveaux flux touristiques forment [dès lors] des ressources majeures pour le développement des territoires, en particulier urbains » (Bonard, Felli, 2008 : 2). En valorisant certaines traces qui témoignent de son passé (par la valorisation de lieux, la création de musées, de mémoriaux, de monuments, de centres de documentations), Berlin entend intensifier un type spécifique de tourisme ; le tourisme historique. Attractive au plan touristique, la ville a d'autant plus de chance d'être perçue comme dynamique, riche d'un passé qui suscite l'intérêt, et d'être élue comme lieu de résidence par des populations aisées, d'attirer l'attention d'investisseurs, etc. La muséalisation de la RDA constitue de ce point de vue un des instruments du processus de promotion de la ville et de la valorisation de son territoire global.<sup>299</sup> Afin d'engager plus avant la réflexion sur l'incidence des logiques du tourisme culturel et urbain sur la constitution d'imaginaires sociaux du socialisme à Berlin, nous aimerions à présent appréhender la ville du point de vue de ses habitants, en nous intéressant à certains de ses espaces interstitiels, au sein desquels naissent et croissent des récits alternatifs qui disent la ville, ses passés et la pluralité de ses identités.

#### 4.1.4. L'autre visage de la ville, sonder les pratiques et les représentations des habitants du Nouveau Berlin en gestation

##### 4.1.4.1. Le territoire de l'autre, la ville perçue et pratiquée

La réunification a été, nous l'avons vu, l'occasion d'édifier un nouveau récit national basé sur l'idée d'une *deuxième fondation de l'Allemagne*, célébrant à la fois l'unité retrouvée, la victoire de la démocratie, l'ancrage dans le « cosmos capitaliste » et scellant, dans une certaine mesure, les aspirations, de plus en plus marquées, à la normalisation de l'histoire et de l'Etat-Nation allemand. L'espace de la capitale allemande est devenu, par certains côtés, le support d'un discours qui stigmatise les Berlinoises de l'Est tout en les exhortant à adopter de nouvelles manières de voir, de penser le monde, d'être et d'agir au monde. Dans le contexte

---

<sup>299</sup> Il est par ailleurs intéressant de constater que cette logique de valorisation d'une image globale de la ville et de son territoire peut parfois heurter les intérêts des autorités de certaines circonscriptions. Ainsi, le maire de *Lichtenberg*, qui affirmait récemment sa volonté d'atténuer l'image négative de son quartier (auquel les Berlinoises associent volontiers « Stasi, néonazis et Plattenbau ») en procédant à l'effacement ou à la requalification de certaines parties de l'ancienne centrale berlinoise de la Stasi.



de rancœur réciproque qui a marqué la période post-réunification, la destruction de certains monuments emblématiques de RDA a été vécue par de nombreux Berlinois de l'Est comme une véritable violence symbolique, la mise à sac de la ville telle qu'ils l'avaient vécue et pratiquée. La multiplication des galeries commerçantes et grandes surfaces, incitant à l'adoption de pratiques consuméristes, génère certaines frustrations pour une population dont le pouvoir d'achat est parfois réduit. La revalorisation des quartiers délabrés de la partie orientale du centre-ville, engendrée par les politiques de la ville, et, dans une certaine mesure, par l'arrivée de nombreux artistes est- et ouest-allemands qui y développèrent une scène culturelle alternative dynamique et créative, a en outre provoqué un phénomène de gentrification se traduisant par l'installation progressive d'une population exerçant des « professions créatives » (infographistes, architectes, décorateurs, stylistes, musiciens, etc. [Boris Grésillon, 2002]). Ces phénomènes, qui concernent les quartiers de *Mitte*, *Prenzlauer Berg* et *Friedrichshain* (ce dernier étant en cours de *gentrification*), provoquent le reflux progressif des populations de Berlinois de l'Est qui y résidaient originellement. Plus généralement, le sentiment d'être *étranger chez soi*, de ne plus trouver ses repères dans une ville et une société qui sont autres, génère le repli sur soi ou sur le monde de l'entre soi ainsi qu'une volonté affirmée de ne pas s'adapter au système de valeurs ouest-allemand et aux logiques du capitalisme (Lebreton, Mougel, 2008 ; Mai, 1993 : 233).

Si l'unification économique et monétaire est effective à Berlin (le niveau de vie est en effet quasiment redevenu le même à l'Est et à l'Ouest de la ville), elle ne l'est donc pas encore entièrement du point de vue culturel et social, ni de celui de la ville vécue et pratiquée. Comme le souligne Boris Grésillon lorsqu'il se penche sur les pratiques quotidiennes de la ville et les connaissances du territoire urbain global chez les Berlinois de l'Est et de l'Ouest, « le territoire de l'Autre est en partie inexploré, les préjugés restent tenaces et la ville n'est pas encore appréhendée comme un tout » (Grésillon, 2002, 241). Nombreux sont en effet les Berlinois qui se contentent aujourd'hui de pratiquer la ville qu'ils ont toujours pratiquée, sans presque jamais se rendre « de l'autre côté » (quand ils ne sont pas tenus de s'y rendre pour des raisons professionnelles). Ainsi, il est encore courant de rencontrer des individus résidant à Berlin-Ouest et affirmant ne jamais se déplacer à l'Est tandis que d'autres quartiers situés à l'Est sont presque exclusivement habités par d'anciens Berlinois de l'Est. Certains de ces quartiers orientaux souffrent d'ailleurs d'une image très négative et sont réputés sinistres.

Nous pouvons ici citer l'exemple de *Marzahn*<sup>300</sup>, un quartier est, situé en périphérie, au sein duquel nous avons été amenés à enquêter.

Il s'agit d'un arrondissement autrefois habité par les classes moyennes est-allemandes et frappé d'hémorragie démographique depuis la réunification. Ce quartier se compose de zones pavillonnaires ainsi que de grands ensembles construits vers la fin des années 70 par le gouvernement de RDA, et dont l'architecture met en pratique des principes censés favoriser la vie en collectivité. Ces unités d'habitations, composées de vastes immeubles en dalles de béton, offraient un confort standardisé ainsi que tout un ensemble de services et d'infrastructures dont certains sont actuellement en proie à l'abandon (hôpitaux, crèches, écoles, équipements sportifs, etc.). Toutefois, certains habitants revendiquent aujourd'hui une vision positive de leur quartier, ce qui va à l'encontre d'une image communément véhiculée de quartier sinistré, triste, gris, sans vie, et, dans une certaine mesure, dangereux.<sup>301</sup> Ces anciens Berlinoises de l'Est se représentent la vie de quartier en harmonie avec des valeurs qu'ils considèrent comme étant les leurs. Les manières de vivre au sein du quartier sont décrites comme plus communautaires, plus égalitaires et plus humaines, les voisins y seraient plus proches les uns des autres et plus solidaires, se rendant certains services, bricolant ensemble à l'occasion, etc. Ici, à en croire les habitants, on est loin de la ville occidentale et des mœurs qu'elle entend imposer. La vie dans le quartier permet un retour à un monde de l'entre soi où un certain ethos est-allemand trouve à s'exprimer. Toutes ces caractéristiques sont définies comme les garants d'une certaine qualité de vie d'un point de vue physique et spirituel. Pour certains Berlinoises de l'Est, ce quartier constitue un cadre de vie idéal en cela qu'il permet de concilier (au plan des représentations) l'habiter avec des valeurs qui leur sont propres, dans un espace anciennement aménagé par les urbanistes et architectes de RDA. Cette idéalisation de modes d'habiter qui seraient typiquement est-allemands, aide ceux pour qui la réunification a constitué une véritable rupture biographique à recouvrer une certaine intégrité mais ne suscite pas l'intégration à la société de la nouvelle Allemagne. Les modes d'habiter et les interprétations que l'on y superpose peuvent être ici compris en termes d'*Ostalgie*, c'est-à-dire un phénomène qui « recouvre un jugement rétrospectif positif de l'ancienne RDA qui en partie se réfère à une comparaison rationnelle des compétences entre

---

<sup>300</sup> Ce quartier, situé en périphérie de la partie est de la ville, est habité d'anciens Berlinoises de l'Est auxquels sont venues s'ajouter des populations étrangères ; Allemands de Russie, immigrés d'Europe de l'Est ou anciens coopérants vietnamiens.

<sup>301</sup> Citons ici les efforts déployés par la *Plattform Marzahn-Hellersdorf* en vue de restructurer ce quartier, de moderniser les logements et les équipements et de maintenir une vie de quartier en favorisant par exemple l'implantation (ou le maintien) de commerces ou encore la création d'espaces de débat public autour du développement urbain.

la RDA et la RFA (...), en partie à une idéalisation affective qui cache les aspects négatifs bien connus du régime de la RDA » (Neller, Thaidigsmann, 2002 : 425). Cette *Ostalgie* se traduit par une nostalgie pour les modes de vie est-allemands (et parmi eux, les modes d'habiter), ainsi qu'un retour de l'engouement pour les produits de l'Est. Ce phénomène préside d'une part, à une réactualisation/idéalisation du passé, d'autre part il peut également se traduire par un marquage matériel, symbolique, voire artistique qui s'opère à travers l'exploitation d'un imaginaire de l'Est.

#### 4.1.4.2.L'exploitation d'un imaginaire de l'Est par les habitants à des fins revendicatives et/ou commerciales

Nous avons montré comment les instances politiques, culturelles et touristiques de la ville avaient progressivement pris conscience que l'ancien ancrage à l'Est d'une partie de la ville participait de son identité et de son potentiel d'attractivité. En d'autres termes, on s'est aperçu que certains aspects de la RDA faisaient vendre et que cela représentait indéniablement une carte à jouer d'un point de vue touristique et commercial. Cette prise de conscience s'est traduite, nous l'avons vu, par une accentuation des phénomènes de muséification et de mise en récit de l'Allemagne de l'Est. Nous allons voir ici que ce phénomène se double de l'exploitation d'un imaginaire du communisme à Berlin, qui vient alimenter les processus de marchandisation de la RDA, sous des formes diverses.

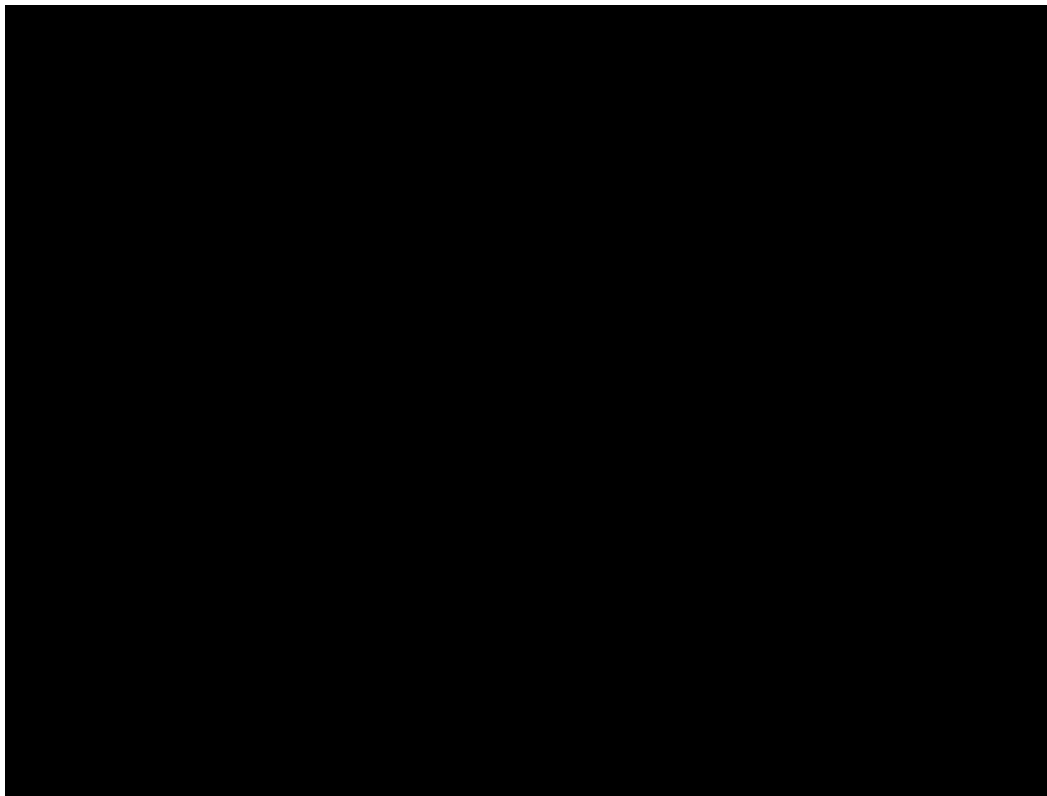
Pour certains Berlinoises de l'Est et de l'Ouest, la disparition de la RDA et la tendance à une esthétisation du passé est-allemand (vague d'esthétisation qui s'est intensifiée à partir de la sortie du film *Goodbye Lenin*, dans lequel la vie à Berlin-Est est parfois dépeinte à travers des scènes teintées de nostalgie poétique) ont été l'occasion de relancer le commerce d'anciens produits disparus. Ainsi, certaines entreprises produisant des biens de consommation est-allemands (pâte à tartiner, bière, cornichons ou autres produits) ont été rouvertes et l'on peut aujourd'hui trouver, à Berlin, dans les rayons des supermarchés, un certain nombre de biens autrefois fabriqués en RDA.

Nombreux sont ceux qui se mirent à exploiter un imaginaire de l'Est, ouvrant des bars à thème dont la thématique débordait parfois de la simple évocation de la RDA. Ainsi, le CCCP club de *Mitte*, un club aménagé à la façon d'un salon kitsch en lieu et place d'un ancien bureau qui dispensait à des ressortissants de l'Union soviétique des visas pour l'Europe de l'Ouest. Ou encore *die Tagung*, un bar de *Friedrichshain* décoré de portraits à la gloire des grandes figures du communisme soviétique et est-allemand. Il n'est au demeurant pas rare de

trouver de tels cafés dans les grandes villes d'Europe de l'Est (ainsi, à Cracovie, le *Propaganda bar*).

Dans un autre style, le *Café Sybille*, ouvert dans les années 1960 sur la *Karl-Marx-Allee* (*Friedrichshain*), fut repris à la fin des années 1990 par une association d'aide à l'insertion professionnelle pour handicapés (*l'Union Sozialer Einrichtungen*). A côté de son bar et de son salon au mobilier est-allemand, ce café propose un petit musée en rapport avec l'histoire de la *Karl-Marx-Allee*. L'exposition se compose essentiellement de photographies, de textes, mais aussi d'objets et de jouets est-allemands datant des années 1950. Muni d'un audio-guide, le visiteur peut effectuer une visite virtuelle de l'ancienne *Stalinallee* tout en écoutant des témoignages sur les étapes de sa construction ainsi que sur l'histoire du quartier tout au long de la période d'existence de la RDA.

D'autres individus se mirent à racheter un nombre considérable de meubles, livres, objets décoratifs ou usuels est-allemands et ouvrirent des magasins dans les « quartiers branchés » de la ville (les quartiers centraux orientaux).



**Figure 70** Vitrine du *Vorwende-Laden* (Source : <http://friedrichshainblog.de/ddr-souvenir-laden/>).

Ainsi, le *Vorwende-Laden* (« le magasin d'avant le Tournant »), situé dans la *Thaerstrasse*, à *Friedrichshain*, propose-t-il des livres d'instruction civique, des bandes dessinées, de la vaisselle et des souvenirs de facture est-allemande. Le *VEB Orange*

(*Volkseigene Betrieb*, entreprise populaire) de la *Oderbergerstrasse* (une partie de *Prenzlauer Berg* très prisée des Berlinoïses et des touristes) propose quant à lui quantité de meubles, d'objets rétro, de cartes postales et de vêtements « made in DDR ».

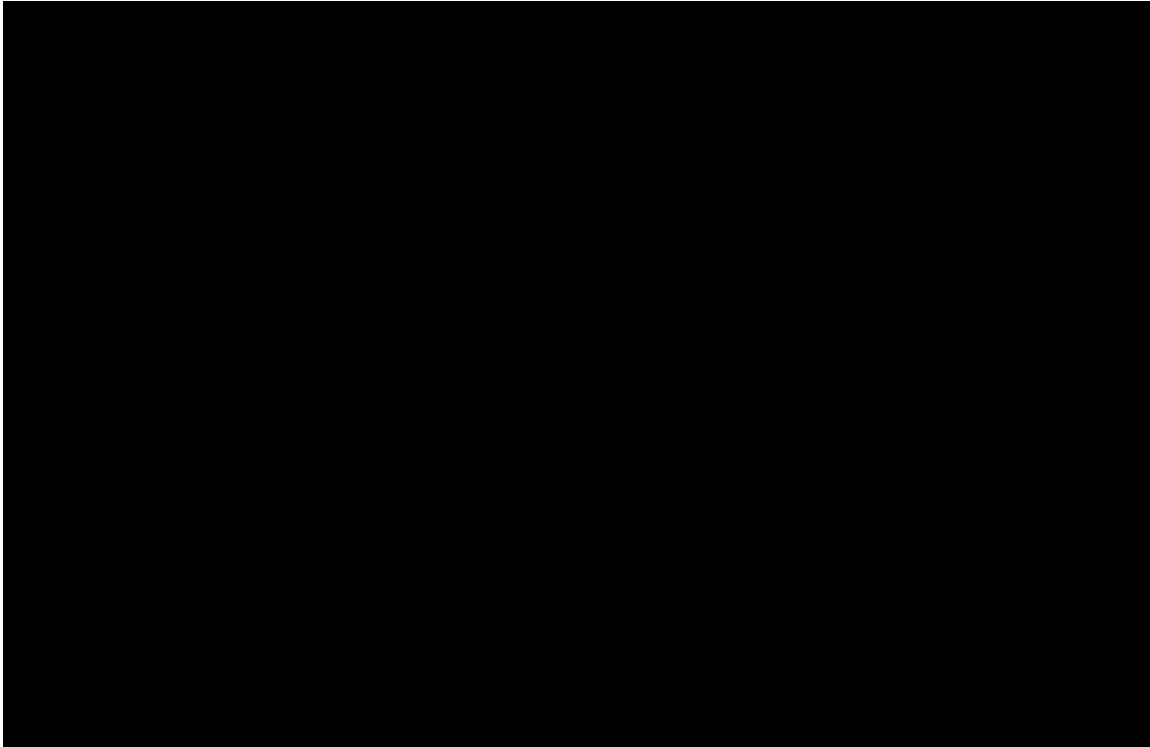


Figure 71 Vitrine du VEB Orange (Source : [www.youropi.com/.../geschafte/veb-orange-3711](http://www.youropi.com/.../geschafte/veb-orange-3711))

Ces antiquaires de l'Est fleurissent dans les quartiers de *Prenzlauer Berg*, *Mitte* et *Friedrichshain*, ils participent de cette atmosphère berlinoise si particulière dont les touristes occidentaux sont friands.<sup>302</sup>

Il y a quelques années, une femme originaire de Francfort créa son propre label afin de lancer sa ligne de vêtements. Le label *East Berlin* reprend comme emblème l'image de l'aigle prussien et le colore de rose (voir illustrations ci-dessous). La créatrice de ce label fait explicitement référence au Berlin-Est de 1989-1990 et à ses quartiers en friche qui ne tardèrent pas à être investis par la créativité tous azimuts d'artistes en provenance de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne, mais également du monde entier. Elle joue sur le côté trash et glamour du Berlin de la réunification, faisant référence à la rencontre de deux mondes, ainsi qu'à l'espoir et l'émulation créatrice que cette rencontre engendra.

---

<sup>302</sup> Sur le thème de cette tendance à la revalorisation/commercialisation des objets produits sous la RDA, voir l'article de Dietrich Mühlberg, « Les objets du quotidien : des lieux de mémoire ? Spécificités des cultures mémorielles est-allemandes », *Allemagne d'aujourd'hui, Lieux de mémoire dans les nouveaux Länder allemands*, sous la direction de Jacques Poumet, N°173, juillet septembre 2005, p. 6-25.



Figure 72 A gauche, la vitrine de la boutique *East Berlin*, située dans la *Alten Schönhauser Straße*, une portion du quartier de *Mitte* qui concentre de nombreux magasins de vêtements « tendances ». A droite, le logo du label (Source : <http://eastberlin.wordpress.com/>)

Dans un tout autre registre, il est désormais possible d'effectuer des visites de la ville au volant de *Trabant*. Il n'est pas rare de voir ces « *Trabbi Safaris* », constitués d'une dizaine de *Trabant* aux couleurs chatoyantes et conduites par des touristes, sillonner les rues du centre de la capitale.

Dans une période relativement récente un *Ostel*<sup>303</sup> (*DDR Design Hostel*, hôtel design de RDA) a été conçu et ouvert par un Allemand de l'Est (un ancien funambule du cirque d'Etat). Cet établissement, qui se situe à deux pas de la gare de l'Est, est aménagé à la façon des hôtels est-allemands, mettant à l'honneur le mobilier et les objets décoratifs issus du design des années 1970 en RDA. Les touristes peuvent y réserver une chambre et goûter aux joies du socialisme réel dans un environnement entièrement reconstitué (ce qui est un comble, alors même que les hôtels est-berlinois le *Berolina* et *Unter-den-Linden* ont été respectivement détruits en 1996 et 2006). Cet hôtel remporte d'ailleurs un franc succès, si on en juge par les récents aménagements dont il a bénéficié (agrandissement, réfection des façades, etc.).

---

<sup>303</sup> *Ostel* étant un jeu de mots basé sur la fusion du mot *Ost* (Est) et du mot *Hostel* (hôtel).

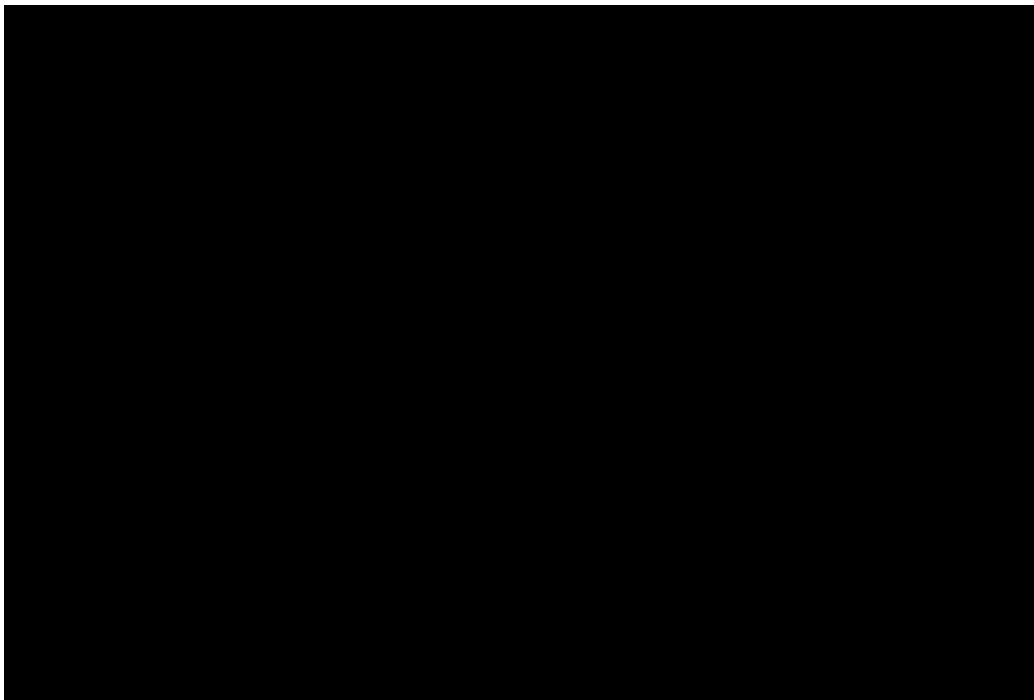
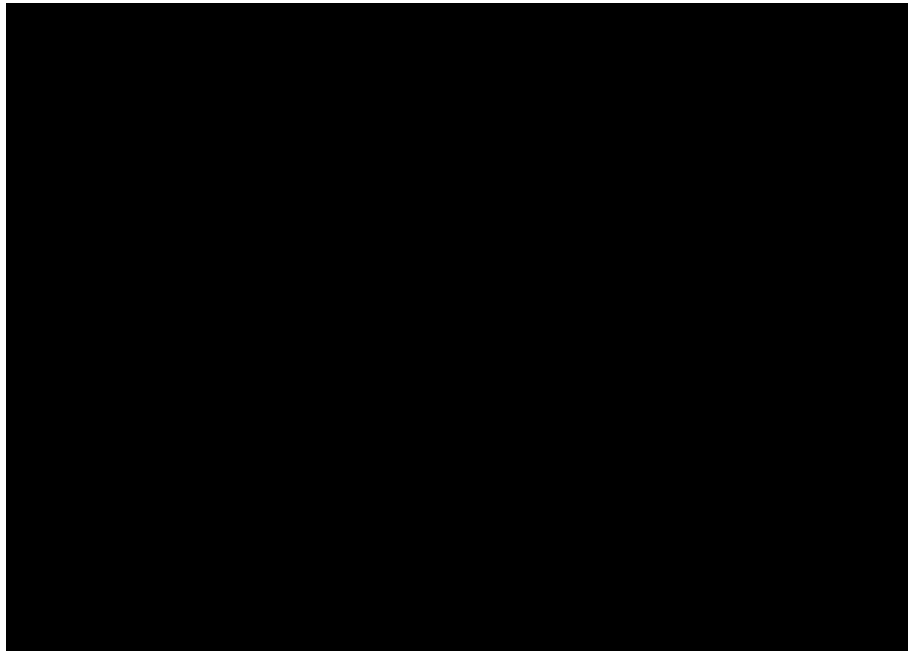


Figure 73 L'Ostel, aménagements intérieur et extérieur (Source : [fudder.de/.../05/23/reisetipps-fuer-berlin-15/](http://fudder.de/.../05/23/reisetipps-fuer-berlin-15/) et [www.ivebeenthere.co.uk/.../berlin/gallery.jsp](http://www.ivebeenthere.co.uk/.../berlin/gallery.jsp))

Plus récemment encore, des personnes au chômage depuis plusieurs années ont ouvert, dans un quartier périphérique de l'Est, un bar-restaurant (*zur Firma*<sup>304</sup>) ayant pour thème la Stasi et dans lequel les clients sont invités à signer un contrat les consacrant, de façon fictive, IM (*Inoffizieller Mitarbeiter*).

---

<sup>304</sup> Autre expression désignant la Stasi.



**Figure 74 Photographie du bar zur Firma, un des deux propriétaires du bar simule la rédaction d'un protocole d'observation (Source : SPIEGEL ONLINE)**

Un nombre toujours croissant de Berlinois de l'Est (et de l'Ouest) ont très bien compris comment « surfer » sur la vague de l'*Ostalgie*. A travers leurs initiatives, ils offrent à la population et aux touristes des visions de la RDA décalées par rapport au discours ambiant. Ces visions sont ironiques, inventives, elles proposent une RDA glamour, branchée ou de mauvais goût, elles sont autant de micro-récits qui, tout en se conformant aux logiques capitalistes, s'infiltrant dans la ville et proposent des visions alternatives de la RDA dans le présent. La rencontre des logiques du capitalisme avec celle de l'*Ostalgie*, des intérêts de certains Berlinois de l'Est en termes identitaire avec une demande proprement touristique, en termes de fantasme et de passés imaginés, engendrent des formes d'actualisation du passé nouvelles et imprévisibles qui mettent en lumière certains aspects occultés de la société d'Allemagne de l'Est. D'un autre côté, certains de ces exemples révèlent également une tendance à la banalisation de l'histoire de la dictature en RDA, donnant à voir, au sein de l'espace de la ville, les manifestations de discours révisionnistes qui tendent, par exemple, à dédramatiser la réalité d'une institution telle que la Stasi.

#### 4.1.4.3. La contestation

Elle est celle des groupes issus de la société civile, habitants, militants, qui entendent protéger la cohésion sociale, la qualité de vie et l'identité de leurs quartiers des projets de réaménagement visant à en changer le visage. A Berlin, en effet, la population est attentive



aux changements qui affectent la ville et prompt à manifester son désaccord lorsqu'un projet urbain porte atteinte à son cadre de vie.

C'est tout d'abord le fait de ne pas se rendre en certains lieux, de « bouder » certains quartiers, d'éviter certains axes, certaines places, dans les trajets quotidiens, qui marque le premier acte de contestation. Nous avons vu à ce propos comment, à certains quartiers du Nouveau Berlin, les Berlinois préféraient la chaude et intime ambiance de leurs *Kiez* d'élection ou de prédilection (voir sur ce thème la sous-partie 4.1.3.1. de ce chapitre).

La contestation peut ensuite se manifester via la mobilisation habitante, ce qui fut le cas à l'Est de Berlin, lorsque les autorités décidèrent de changer le texte de la ville tel qu'il s'inscrivait dans les noms de rues de la capitale est-allemande. Toutefois, à l'origine, ce sont les Berlinois de l'Est qui, spontanément, accrochèrent des pancartes sur certains noms de rues, désignant de nouveaux noms en référence à des figures ou des événements à travers lesquels ils souhaitaient dorénavant se reconnaître et se faire reconnaître. Ainsi, « des manifestants [changèrent] la « rue du 17 juin 1953 », (...) qui commémorait la révolte ouvrière écrasée par les chars russes à Berlin en « rue du 9 novembre », jour de l'ouverture du mur » (Chauliac, 1996 : 68). Dans l'euphorie qui suivit la chute du Mur, nombreux furent les Berlinois de l'Est qui se prononcèrent en faveur du retour des noms d'origine, à savoir l'odonymie de la période weimarienne (Chauliac, 1996). Parmi ces derniers, certains désiraient effacer le souvenir de « quarante années perdues », d'autres, éviter d'être « condamné[s] à tout jamais à être identifié[s] comme Berlinois de l'Est » (Chauliac, 1996 : 69).<sup>305</sup> Marina Chauliac a bien montré comment cette tendance s'inversa au fur et à mesure que les Berlinois de l'Est firent l'expérience, parfois douloureuse, de la réunification. Les protestations qui commencèrent alors à s'élever contre le changement des noms de rues allaient de pair avec l'émergence d'une identité ossie. Des lettres de protestation et des pétitions furent envoyées au sénateur des transports, Herwing Haase<sup>306</sup>, tandis que diverses associations se formèrent à Berlin-Est afin de défendre les noms de certaines rues et places. Dans certains cas, les associations trouvèrent le soutien des maires d'arrondissement, alors en conflit avec la politique du Sénat (Chauliac, 1996 : 71). Si certaines de ces actions aboutirent, comme dans le cas de la *Bersarine Platz*, d'autres ne parvinrent pas à influencer sur la politique sénatoriale. Ainsi le combat pour la *Clara-Zetkin-Strasse*, du nom de « la militante féministe et communiste » allemande, se solda par un échec, la rue retrouvant finalement son nom

---

<sup>305</sup> Extrait d'une lettre d'habitant est-berlinois envoyée à l'adjoint au maire chargé de la question du changement des noms de rues à Berlin, cité par Marina Chauliac (Marina Chauliac, 1996 : 69).

<sup>306</sup> Ce dernier prit, en 1993, le changement de noms des rues sous sa responsabilité, formant à cet effet une commission indépendante constituée d'historiens (Chauliac, 1996).

d'avant 1950 ; *Dorotheenstrasse*.<sup>307</sup> Comme le souligne Marina Chauliac, ce changement traduit la volonté de rendre intelligible le développement historique de cette portion du quartier de *Mitte* (Chauliac, 1996 : 43), et donc de refaire le lien entre un Berlin historique et le Berlin d'après la réunification. Ce changement suscita par ailleurs de nombreuses critiques, de la part de Berlinois de l'Est et de l'Ouest qui revendiquaient la référence à la militante dans le texte urbain de la capitale d'Allemagne réunifiée.

Le démontage de la statue de Lénine, inaugurée en 1970 sur la place du même nom, donna lieu à de nombreuses protestations de la part des habitants, mais également de Berlinois et Allemands de l'Ouest qui estimaient que le monument témoignait à la fois de l'histoire de la ville et du pays entier, et qu'il convenait dès lors de préserver la trace d'un art commémoratif appelé à disparaître. Dans un geste de désapprobation quelque peu ironique, les riverains entourèrent la statue de banderoles où l'on pouvait lire, dans un premier temps, « Pas de violence ! » – le fameux slogan scandé par les manifestants de novembre 1989 –, puis, lorsque les premiers échafaudages furent installés en vue de procéder au démontage : « Ici le Sénat de Berlin jette à la décharge l'histoire allemande ! » (Robin, 2009 : 35).

Plus récemment, la forte mobilisation en faveur de la protection du Palais de la République, qui engagea Berlinois de l'Est, de l'Ouest, étrangers, acteurs culturels, ainsi que certains membres du Sénat et du Bund témoigne de la vitalité de la société civile berlinoise et de sa capacité à se faire entendre lorsque le réaménagement de la ville se fait au détriment de l'idée qu'elle en a. Nous avons vu que les débats, parfois virulents, suscités par la question du Palais ont permis l'ouverture d'un espace de dialogue autour de la question du réaménagement d'un des sites les plus emblématiques de la capitale. Le questionnement sur la forme à donner à la *Schlossplatz* engagea une réelle réflexion sur les passés de la ville et sur ce qu'il convenait d'en retenir afin de lui conférer son nouveau visage. C'est peut-être dans ces moments là que la société urbaine est la plus à même de se concevoir, elle, ainsi que les aspects douloureux et contradictoires de son héritage historique et culturel.

Alliés à des acteurs puissants, les groupes issus de la société civile constituent dans certains cas un véritable contre pouvoir. Dans le cas de fortes mobilisations populaires, en effet, ces coalitions d'intérêts réussissent à s'opposer de manière efficace à des projets urbains de grande envergure. Ainsi, selon Charlotte Halpern et Hartmut Haüssermann, « le projet de candidature de la ville aux jeux olympiques de l'an 2000 [fut-il] battu en brèche par une vaste

---

<sup>307</sup> Du nom de la princesse Dorothea, née en 1673, épouse du Grand Electeur de Brandebourg, qui participa à l'aménagement de la ville via l'édification de la Dorotheanstadt, la ville de Dorothea, dont la *Dorotheenstrasse* est l'un des axes principaux.

coalition alliant le PDS, les Verts, des groupes issus de la société civile, une partie des Bezirke et certains pans de l'administration du Sénat » (Halpern, Haüssermann, 2003 : 337).

Enfin, nous pouvons également citer le bras de fer engagé entre la ville et les investisseurs, d'un côté, et la société civile, de l'autre, concernant le projet de *Media Spree*. Une initiative citoyenne, *Media Spree Versenken* (Sabordons Media Spree), s'est en effet constituée en vue d'influer sur le projet. Ses revendications portent sur le maintien d'espaces de promenade accessibles, celui de la limitation des hauteurs des bâtiments, etc. Il est pour l'instant essentiellement question, pour les citoyens berlinois résidant dans la circonscription de *Kreuzberg/Friedrichshain* (les deux quartiers qui s'étendent en partie le long de la Spree, là où est envisagé le projet *Media Spree*), de se saisir d'instruments légaux leur permettant de peser sur les politiques de la ville en exigeant l'ouverture d'un espace de débat. Les habitants entendent lutter pour préserver les espaces publics, aires de promenade et lieux alternatifs (squats, bars), qui participent grandement de l'identité de leurs quartiers et ne manqueront pas d'être menacés une fois le projet engagé. Ils appréhendent en outre le phénomène de gentryfication qu'engendrerait l'arrivée d'une population de cadres venant pourvoir aux postes créés par l'aménagement de ce site voué à la communication. Il s'agit donc d'une lutte habitante qui vise à préserver le cadre de vie et l'identité de quartier. Outre les pétitions, l'initiative organise également des manifestations à l'endroit même où l'on prévoit d'ériger le futur complexe.

Ces mobilisations populaires ont en commun la volonté de préserver la ville telle que ses habitants l'envisagent, c'est-à-dire en accord avec leurs idéaux mais également avec l'idée qu'ils se font de la ville au présent et au passé. Marquer son attachement à un élément urbain, à un quartier, est l'occasion pour l'habitant de faire savoir la façon dont il conçoit la ville et ses spécificités. Les mobilisations en faveur de la préservation d'un nom de rue, d'un monument ou d'un quartier s'accompagnent pour certaines d'un marquage symbolique des lieux que l'on entend défendre. Appropriation de certains espaces que l'on va réinvestir (comme dans le cas du Palais de la République), apposition de banderoles revendicatives ou présence manifestante revendicative et/ou festive en un lieu, constituent autant de marquages symboliques qui soutiennent la revendication tout en la rendant visible dans l'espace urbain. Cette visibilité permet d'attirer l'attention des passants, de la presse, de définir sa place au sein de la sphère publique et d'acquérir ainsi davantage de poids face aux acteurs contre lesquels on s'oppose. Les marquages symboliques de l'espace s'accompagnent de messages au contenu revendicatif, subversif et ironique, qui sont autant de manières de dire la ville, de la revendiquer.

#### 4.1.4.4. Réappropriation d'espaces en déshérence et critique de la société globale : le mouvement des squats

Une autre forme de marquage symbolique de l'espace, elle aussi liée à la revendication d'autres visions de la ville, est présente au sein du paysage urbain berlinois à travers la figure du squat.

Ce mouvement d'occupation d'immeubles à l'abandon s'inscrit, à Berlin-Ouest, dans une tradition contestataire qui remonte aux manifestations étudiantes de la fin des années 1960 (nous nous contenterons ici de faire mention de cette date, bien qu'il soit possible de faire remonter cette « tradition » à une période antérieure). Très tôt, de par son statut particulier de ville isolée, Berlin-Ouest attira des populations jeunes et marginales. En effet, comme le souligne Boris Grésillon à ce propos :

« Le statut même de la ville favorise l'établissement à l'intérieur de ses murs d'esprits rebelles. Certains règlements fédéraux n'y sont pas en vigueur, et surtout, Berlin-Ouest est la seule ville de RFA où le service militaire n'est pas obligatoire, eu égard à son statut de ville démilitarisée et occupée par les Alliés. Ainsi, de toute la République convergent vers Berlin-Ouest des objecteurs de conscience, qui souvent formeront le noyau dur de la révolte étudiante. Ils sont rejoints par de jeunes émigrés de la RDA ayant fui leurs pays juste avant la construction du Mur. Autrement dit, Berlin-Ouest devient le réceptacle, en provenance des deux Allemagne, des « *Unbequemmen* » (littéralement, les « pas commodes »). » (Grésillon, 2002 : 18)

C'est dans le Berlin-Ouest de 1965, et plus précisément à l'Université libre (*FU – Freie Universität*), que débutèrent les premiers mouvements étudiants. Cette mouvance contestataire entendait remettre en question l'ordre établi, elle critiquait vivement la société consumériste de la RFA, l'influence américaine sur l'Allemagne de l'Ouest et le monde et condamnait la guerre au Viet-Nam. A Berlin plus qu'ailleurs, la contestation fut violente et se radicalisa. C'est sur ce terreau qu'apparaît quelques années plus tard, une culture alternative ouest-berlinoise.

Les protagonistes de cette culture alternative mettent en avant des modes de vie et d'habiter alternatifs. Ils envisagent l'expérimentation de nouvelles manières de vivre, à l'échelle micro-sociale, comme susceptible d'engendrer le changement à plus grande échelle. Cela se traduit, entre autres, par le développement d'un vaste mouvement d'occupation d'immeubles vétustes dans le quartier de *Kreuzberg*. Ces immeubles délabrés sont

transformés en ateliers, salles de concerts, théâtres, cafés et restaurants alternatifs. Des communautés d'habitation autogérées, les *Hausprojekt*, voient également le jour. Ces squats et communautés autonomes d'habitation sont parfois liés à la création artistique, parfois à la revendication politique. Souvent les deux sont inextricablement liés et les immeubles squattés deviennent des lieux propices au développement d'actions contestataires artistico-politiques. A côté ou à partir de ces lieux se développent en outre « les *Bürgerinitiativen* (« initiatives citoyennes », groupements de quartiers), les *Selbsthilfekollektive* (coopératives autogérées), le *Netzwerk* (banque alternative) (...) qui représentent une véritable force sociale » et sont autant d'alternatives qui permettent aux individus qui le choisissent de s'exclure des échanges marchands (Grésillon, 2002 : 122-123). Ces mouvements sont également concomitants à l'extension de l'influence de certains groupements politiques issus de la société civile, comme les Verts, les mouvements féministes et homosexuels. De manière plus générale, ils participent grandement au développement d'une scène alternative subversive, avec l'apparition d'un mouvement Punk qui se joue des circuits des industries culturelles et entend pousser l'expérimentation artistique et musicale pour un public d'initié. Les formes musicales qui apparaissent alors se mêlent à l'occasion avec la culture des populations immigrées de *Kreuzberg*, et notamment la culture turque (Grésillon, 2002 : 128).

A l'Est, des mouvements alternatifs apparaissent à peu près à la même période. Le vent de libéralité qui souffle en RDA au début des années 1970 permet en effet l'affirmation d'une scène alternative est-berlinoise. Des immeubles du *Prenzlauer Berg* et du Nord de *Mitte*, alors vidés de leurs populations du fait de leur délabrement avancé, sont squattés par des artistes en marge de la culture officielle. Les autorités est-berlinoises ferment les yeux à condition que les squatters se signalent et que l'immeuble squatté soit inhabité depuis plus de trois mois. Dès lors, le quartier délabré du *Prenzlauer Berg* des années 1970-1980 abrite en ses arrières cours une scène alternative foisonnante, qui s'exprime tant dans le domaine de la musique, que dans ceux du théâtre, de la littérature et de la peinture. Les acteurs du mouvement alternatif est-berlinois, considérés comme des marginaux, voire des asociaux, ont souvent maille à partir avec la police ou la Stasi (cette dernière infiltrera d'ailleurs le mouvement culturel alternatif, semant la zizanie entre ses membres). Cela ne les empêche cependant pas de tenir clandestinement des expositions, des représentations cinématographiques, théâtrales ou musicales, ou encore des lectures aux étages ou dans les sous-sols, derrière (ou en retrait de) ces façades lépreuses des immeubles de *Prenzlauer Berg*. Ces « niches culturelles » sont autant d'espaces de création et de contestation.

Cependant, la fin des années 1970 marque, en RDA, un nouveau durcissement du régime. L'introduction et le succès de la musique et de la mode occidentales (le rock, les jeans, etc.), de même que la montée de courants contestataires au sein de la société civile (les mouvements écologiques, pour la paix et les Droits de l'homme, etc.) engendrent une rigidification de la politique culturelle est-allemande ainsi qu'un renforcement des moyens de contrôle de la société. Censure, contrôle par le biais de la Stasi, déchéance de la nationalité, telles sont les mesures qui sont prises afin d'éviter l'occidentalisation de la société et d'étouffer toute velléité contestataire. En retour, le mouvement alternatif est-berlinois se fait de plus en plus amer, de plus en plus pessimiste.

Boris Grésillon a très bien montré comment, dans les deux Berlin, la culture est peu à peu devenue « le principal facteur d'identification » (Grésillon, 2002 : 122). Les deux parties de la ville, à la fois côte à côte et dos à dos, tentèrent toutes deux de se constituer en métropoles culturelles. L'une, Berlin-Ouest, eut recours au développement culturel subventionné par Bonn en vue de pallier l'absence de fonction de commandement de la ville. C'est en grande partie à travers ses équipements culturels et l'afflux d'artistes de renommée que la ville continua à rayonner, et qu'elle se constitua en vitrine du modèle social et culturel occidental. L'autre, Berlin-Est, la ville modèle de la RDA, fit la démonstration de ses avancées dans les domaines sociaux et culturels en subventionnant l'art et en se dotant d'infrastructures prestigieuses. Ces développements, et l'anormalité de la ville coupée en deux, engendrèrent l'apparition de formes culturelles – mais également sociales, politiques et même économiques – alternatives qui constituèrent « une réponse à la culture officielle, imposée (côté est) ou suggérée (côté ouest) d'en haut » (Grésillon, 2002 : 122).

Dans les années 1990, les deux courants alternatifs se réunirent et furent bientôt rejoints par des artistes venus du monde entier. De par sa situation inédite au lendemain de la chute du Mur, Berlin exerça un réel pouvoir de fascination, qui engendra l'afflux d'artistes et de curieux en provenance des quatre coins du monde. Des immeubles en ruine qui se trouvaient à la lisière du Mur ou dans les quartiers centraux de Berlin-Est furent immédiatement investis par des artistes, mais également des individus issus de la mouvance politique écologique ou de la gauche radicale. Dans l'année qui suivit la disparition du Mur, on observa, à Berlin, l'apparition de nombreux squats. Squats revendicatifs, artistiques, projets d'habitat en communauté, réappropriations d'espaces en friche par des associations d'habitants dans le but de développer des activités culturelles et sportives s'adressant aux résidents d'un quartier : l'univers des squats est l'expression d'une volonté de se réapproprier des espaces urbains afin de faire valoir d'autres visions de la ville et de la société qui l'habite.

Parmi les squats qui fleurirent au lendemain de novembre 1989, beaucoup furent fermés, les propriétaires des lieux ayant décidé, soit de les réaménager, soit de les revendre à des investisseurs. Dans d'autres cas, les squatters passèrent un accord avec la municipalité et restèrent en place moyennant une remise aux normes de sécurité des bâtiments et le paiement d'un loyer symbolique. D'autres encore, les squats culturels, s'institutionnalisèrent, comme ce fut le cas pour la *Kulturbrauerei* de *Prenzlauer Berg* ou encore le *Pfefferberg*, dont on a aujourd'hui du mal à imaginer qu'ils furent d'authentiques squats berlinois. Ainsi en est-il également du fameux *Tacheles* en plein *Mitte*, proche de la *Friedrichstrasse*. Ancien grand magasin datant du début du siècle dernier, il fut squatté par des artistes venus des deux parties de la ville en 1990. C'est aujourd'hui une véritable institution et un haut-lieu touristique de la capitale. Le terrain, déjà passé aux mains d'investisseurs, est destiné à être transformé en un complexe immobilier réunissant appartements de luxe, bureaux et hôtel cinq étoiles (Grésillon, 2004). D'autres sont aujourd'hui en sursis.

Malgré les nombreuses expulsions qui eurent lieu ces dernières années, certains squats subsistent toujours au sein du paysage urbain de la capitale, à *Mitte*, *Kreuzberg* et *Prenzlauer Berg*. Beaucoup se sont établis à *Friedrichshain*, un quartier qui, jusqu'à une période récente, était épargné par le phénomène de gentrification qui affecte les quartiers centraux orientaux de Berlin, tout comme les quartiers de *Kreuzberg* et de *Neukölln* (anciennement situés à l'Ouest de la ville). Ces squats, cafés alternatifs, ou communautés d'habitants autogérées, plus ou moins visibles, plus ou moins dissimulés, proposent, pour beaucoup, des activités culturelles, voire sportives (pour adultes et enfants), des jardins d'enfants, des cantines dans lesquels chacun paie selon ses moyens, ou encore des *Umsonst Laden*, magasins où l'on vient se servir gratuitement. Certains de ces lieux participent réellement de la vie de quartier, parce qu'ils offrent la possibilité de s'adonner à des activités culturelles et sportives, d'autres sont davantage revendicatifs, placés dans la catégorie des squats subversifs, mais n'en participent pas moins à l'identité de quartier. L'expulsion des squatters peut entraîner de véritables mouvements de contestation et d'indignation de la part des habitants, preuve de l'importance que revêt le squat en regard de l'identité de quartier.

Les squats sont, comme l'a souligné Boris Grésillon, l'expression d'un véritable « combat territorial », d'une « lutte pour l'acquisition d'un terrain d'expression » (Grésillon, 2002 : 124). Les individus qui peuplent ces immeubles en ruine, sur les façades desquels fleurissent encore des slogans qui dénoncent la société de consommation, entendent vivre en dehors des rapports marchands, selon d'autres idéaux et d'autres critères sociaux que ceux qui leur sont proposés par la société globale. Ils luttent, pour certains, contre la politique de la

ville, contre la main-mise des investisseurs sur certaines aires urbaines et contre la gentrification que cela engendre. Ils sont très conscients de s'inscrire dans une tradition culturelle et politique alternative proprement berlinoise et revendiquent haut et fort cet héritage. Cette population est à l'image de la ville : Berlinois de l'Est et de l'Ouest, de tous âges, vivant là en famille ou en colocation, étrangers, artistes ou militants. Par leurs actions d'occupation, ils distillent au sein du paysage urbain un imaginaire qui renvoie à l'histoire de la ville durant la période de partition, mais également à l'histoire de sa réunification.

Cet imaginaire de Berlin en tant que haut-lieu de la contre-culture des années 1970 et 1980, et ce des deux côtés du Mur, constitue une autre facette de la ville pour ses habitants et ses visiteurs. Berlin est, avec son immense surface et sa faible densité de population, une ville de vides. Ces vides sont des espaces propices à des investissements ingénieux, inventifs et revendicatifs, mais aussi au détournement, à la parodie, bref à la création d'espaces imaginés et imaginables à volonté, qui confortent Berlin dans son image de « ville de tous les possibles ».

Toutefois, nombreux sont les squats qui, parallèlement au processus d'institutionnalisation qui les affecte, se sont peu à peu vidés de leur caractère subversif pour devenir des lieux dont le caractère alternatif s'est depuis bien longtemps évanoui. D'autres, réputés pour être des bastions du militantisme de la gauche radicale, repaires de punks berlinois et polonais, ont carrément été vidés, comme ce fut le cas du numéro 183 de la *Brunnenstrasse*, un squat situé dans une partie de *Mitte* en pleine rénovation. Cette expulsion donna lieu à la mobilisation de quelque 600 policiers (un comble quand on sait qu'il y avait moins d'une vingtaine de squats à expulser). Les manifestations de riverains, de sympathisants et d'individus engagés dans les réseaux antifascistes témoignèrent du mécontentement d'une partie de la population face à une politique urbaine qui tend peu à peu à « normaliser » l'espace du centre-ville. Si les squats incarnent l'héritage d'une tradition culturelle et urbaine commune aux deux Berlin et longue depuis près d'un demi-siècle, ils n'en sont pas moins un élément essentiel de la vie de quartier. Ils constituent par ailleurs des points de fixation d'un imaginaire de la ville (celui d'une ville habitée d'esprits non conventionnels et/ou rebels, porteurs d'autres visions du monde et de modes de vie alternatifs) qui, nous l'avons vu, n'est pas sans susciter une certaine fascination à l'extérieur de Berlin. Les diverses formes de réappropriation de l'espace qui sont observables à Berlin représentent sans nul doute une carte à jouer du point de vue de l'image de la ville. Malheureusement, les présentes orientations de l'aménagement urbain laissent présager à moyen terme la disparition des squats ou leur institutionnalisation, processus qui va rarement sans une perte de l'esprit



originel de lieux qui visaient à cultiver leur autonomie tout en s'excluant des rapports marchands (voir annexes n°24).

#### 4.1.5. La constitution des imaginaires urbains à l'articulation des politiques publiques et des visions et pratiques habitantes

Nous avons tenté d'esquisser certains projets du Nouveau Berlin avec leurs implications narratives et symboliques. Le constat de ce Berlin en devenir en ce 20<sup>ème</sup> anniversaire de la chute du Mur invite à la réflexion et soulève un bon nombre de questions. Nous avons vu que la transition post-communiste s'était accompagnée, à Berlin, de mutations urbaines à travers lesquelles on perçoit les manifestations matérielles de valeurs et de visions du monde inhérentes au nouvel ordre démocratique et capitaliste de l'Allemagne réunifiée. A travers l'exemple du réaménagement de la capitale allemande, nous avons voulu montrer que la ville se construit dans une tension permanente entre des décisions venant « d'en haut », largement déterminées par le contexte politique, économique et social du moment, et les réactions directes et indirectes que ces décisions engendrent au sein de ce qu'il convient d'appeler la ville vécue et pratiquée. Dès lors, il est évident que la ville est également le fruit de pratiques qui échappent aux logiques du pouvoir et des planificateurs, d'attitudes et d'initiatives qui proposent d'autres manières de penser et de faire le monde et qui sont elles aussi porteuses de changements. Berlin ne saurait donc être réduit à l'identité du « Berlin de pierre » ou du Nouveau Berlin. Ville polycentrée, de chacun de ses quartiers se dégage un caractère propre, fait des habitants qui y résident... Au Berlin de pierre, qui propose une image idéalisée de la ville du 18<sup>ème</sup>, de 19<sup>ème</sup> et du début du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est-à-dire une ville rationnelle, modèle de clarté et de sobre élégance, répond la ville multiethnique des quartiers de *Kreuzberg* et de *Wedding*, la ville squattée et revendiquée en certains endroits de *Mitte*, *Friedrichshain* et *Kreuzberg*, la ville ostalgique des quartiers centraux orientaux.

Il n'y a pourtant pas toujours lieu d'établir une stricte dichotomie entre la ville des planificateurs et la ville habitante et il convient de relativiser et de compléter notre propos. Par certains côtés, en effet, notre étude a montré que les politiques de la ville pouvaient tout aussi bien se saisir des représentations habitantes<sup>308</sup> en vue de faire la promotion de la ville dans son ensemble ou d'en valoriser certains quartiers. De même, les habitants, les associations au service de la protection d'un lieu ou d'un quartier, peuvent-ils avoir recours à l'imagerie du

---

<sup>308</sup> Nées de pratiques singulières, d'expériences collectives de la ville.

marketing urbain pour faire valoir une vision de la ville articulée à un projet. Les imaginaires de la ville sont donc le fait d'un partage, les idées-images qui les nourrissent ne sont pas exclusivement le produit des politiques publiques, ni celui des habitants. Il s'agit bien plutôt de représentations mentales qui circulent d'une sphère l'autre et qui peuvent revêtir des significations différentes en fonction des acteurs qui les mobilisent.

## Conclusion générale

En nous appuyant sur des sources historiographiques, nous avons cherché, d'une part, à comprendre la structuration du sentiment national au sein des sociétés est- et ouest-allemandes et, d'autre part, à saisir l'évolution du contenu de ces sentiments nationaux au fil des changements conjoncturels qui marquèrent l'histoire de la partition. Aussi, sommes-nous revenue sur l'histoire de l'Allemagne, puis des deux Allemagne, tentant de décrire les processus de formation des grands récits-maîtres dans les deux Etats et de montrer comment ces récits avaient renoué, ou non, avec l'expérience des acteurs, créant, de part et d'autre de la frontière interallemande, des sentiments nationaux spécifiques.

Si la période du national-socialisme constitue un des passages les plus sombres de l'histoire allemande, elle apparaît néanmoins comme la rupture fondatrice et le substrat sur lesquels fleurirent les identités nationales dans les deux Allemagne. En Allemagne de l'Ouest, les élites politiques s'efforcèrent de regagner la confiance des Alliés par une adhésion aux principes universalistes, un ancrage à l'Ouest et une participation à la constitution progressive de l'Europe. L'adhésion de la population aux récits-maîtres de la RFA naissante ne fut cependant possible qu'à travers l'expérience (concrètement vécue par la population) du miracle économique qui succéda aux pénuries des années d'après-guerre. Dès lors, les Allemands de l'Ouest purent à nouveau se penser sous des traits progressistes et civilisés. Cependant, dans un pays profondément marqué par le sentiment de culpabilité, le sentiment national demeure ambigu. Aussi a-t-on parlé de l'émergence d'un patriotisme constitutionnel, substitut d'un sentiment de fierté nationale, qui rattacherait certaines sphères de la société ouest-allemande à l'idée de la nation.

En Allemagne de l'Est, le mythe de l'antifascisme et la rhétorique de la construction du socialisme constituaient les fondements des mythes nationaux que l'Etat entendait imposer à ses citoyens. Toutefois, parmi ces citoyens, certains ne purent supporter la contrainte exercée par un Etat qui ne souffrait pas la contradiction. Ces derniers quittèrent le pays pour rejoindre la RFA, privant la RDA naissante d'une partie de sa main d'œuvre. Le Mur et la fermeture des frontières interallemandes freinèrent considérablement l'exode des citoyens est-allemands. Avec l'érection du Mur, s'ouvrit une ère de relative prospérité et d'adoucissement du régime qui ne dura pas. Petit à petit, l'Etat, qui ne parvenait pas à imposer ses récits-maîtres au sein d'une population de plus en plus désabusée, usa du contrôle social en vue de faire adhérer le plus grand nombre au projet socialiste. Malgré le développement d'une

politique qui se voulait tournée vers le bien-être social de la population, l'Etat des paysans et des ouvriers ne parvint pas à mobiliser massivement les citoyens autour du projet socialiste. L'expérience de la pénurie et l'idée que derrière la frontière s'étendait un pays de cocagne contribuèrent à faire émerger un sentiment national ambigu, marqué par l'attachement à la *Heimat* et la conscience de vivre dans un pays plus petit, moins performant et plus faible que le voisin ouest-allemand.

Dans les années 1980, le climat social de la RDA se détériora. Le mécontentement de la population face à un Etat de plus en plus déconnecté des attentes des citoyens allait grandissant. Le contexte de crise économique, l'apparition d'une opposition capable d'apporter un cadre institutionnel aux revendications populaires et le lâchage de Gorbatchev précipitèrent la chute du régime. Au lendemain de l'automne 1989, la situation économique et politique de la RDA devint alarmante. Face à l'exode de milliers de citoyens est-allemands en direction de l'Allemagne de l'Ouest, le gouvernement Kohl opta pour une réunification rapide, allant jusqu'à accorder la priorité à la réunification économique des deux Etats.

Revenir sur l'événement 89 nous a permis de renouer avec le discours des acteurs et de comprendre comment se construisent aujourd'hui les récits individuels et collectifs de cette période qui a constitué, à bien des égards, une rupture d'intelligibilité. Cela nous a permis de constater que si la *Wende* avait marqué les biographies des anciens citoyens de RDA de manière positive, cette expérience n'en était pas moins systématiquement contrebalancée par l'expérience négative de l'après réunification. Retour à une logique de bloc pour les uns, apparition de nouvelles inégalités pour les autres, l'après réunification est bien souvent évoquée comme le temps du désenchantement. Notre hypothèse, à ce point de l'analyse, était que l'après réunification correspondait également, pour les Berlinoises (et Allemands) de l'Est et de l'Ouest, à l'irruption de l'autre dans l'univers du quotidien. Partant de cette hypothèse nous avons cherché à saisir les représentations de l'autre chez les Berlinoises (et Allemands) de l'Est et de l'Ouest, issus de différentes générations. Notre objectif était, d'une part, de comprendre comment des représentations stéréotypiques s'étaient forgées pendant la période de la partition et, d'autre part, de déterminer si ces représentations demeuraient pertinentes pour appréhender l'autre dans le contexte de l'après réunification.

Notre premier constat fut que, dans le cadre de la partition et de la compétition idéologique entre les deux Etats allemands, la RDA était parfois pensée, et présentée, comme un Etat de non droit, une boîte noire hermétique, un pays gris, triste, à l'atmosphère délétère. Certains Berlinoises (et Allemands) de l'Ouest associaient la RDA au champ sémantique de la mort, de la souillure (tant idéologique qu'environnementale) et de la menace. Notre deuxième

constat fut que ces stéréotypes de l'Allemagne de l'Est continuaient d'être pertinents dans le cadre de la réunification. Dans les débuts de la réunification, en effet, apparurent certains stéréotypes qui assimilaient les Allemands de l'Est à une menace pour l'ordre économique, idéologique et environnemental de la RFA. Les blagues sur les Osis, sur leurs manières rustres, leur façon de consommer, ou leur manque d'ardeur à la tâche contribuèrent par ailleurs à faire des normes ouest-allemandes les seules légitimes et désirables. Les tropes expérientiels (la prospérité économique, la liberté, l'édification d'une démocratie modeste mais exemplaire) qui nouaient les biographies individuelles ouest-allemandes aux grands récits de la RFA furent réemployés dès lors qu'il s'agissait de penser le même et le différent, de traiter cet autre dérangeant dans une dynamique parfois exclusive. Cela eut pour effet de traduire les différences de l'autre en l'absence d'une propriété désirée. Il semble en outre que cette production de stéréotypes dépréciatifs à l'égard des anciens citoyens de RDA fut accentuée par les processus de délégitimation de la RDA qui avaient pour fin de rendre irrévocable sa disparition tout en asseyant la légitimité de l'ordre économique et politique né de la réunification.

Nous avons tenté de décrire la façon dont les Berlinoises et Allemands de l'Est avaient vécu, d'une part, la disparition de leur Etat et, d'autre part, l'apparition de stéréotypes dépréciatifs à leur endroit. Nous constatons alors que cet état de fait était en partie à l'origine du phénomène du « Mur dans les têtes », expression par ailleurs largement mobilisée (par les politiques et les médias) pour désigner les difficultés culturelles engendrées par la réunification de populations socialisées sous des régimes différents. L'apparition de stéréotypes dépréciateurs à l'égard des Allemands de l'Est, de même que le démantèlement des structures (économiques, politiques et culturelles) de l'ancien Etat, constituèrent en effet des expériences douloureuses pour certains Berlinoises (et Allemands) de l'Est. Ces phénomènes se traduisent, selon les personnes, par l'apparition d'un sentiment de rancœur, un manque d'estime de soi, un repli sur soi ou encore la volonté de ne pas s'intégrer à la société d'Allemagne réunifiée. Nous avons montré comment les stéréotypes dépréciateurs nés de la rencontre entre Est- et Ouest-allemands avaient pu être intériorisés, y compris par des individus très jeunes. Nous avons également relevé l'existence d'attitudes consistant à retourner le stigmate pour se défendre de la violence symbolique directement ou indirectement vécue.

Ces appréciations nées de l'incursion de l'autre dans l'univers du quotidien donnèrent lieu à la constitution d'une rhétorique de la rancœur réciproque, les Allemands de l'Ouest se voyant reprocher leur égoïsme, leur attitude de vainqueurs et leur superficialité tandis que les

Allemands de l'Est étaient décriés pour leur manque de civilité et d'ardeur à la tâche, ainsi que leur propension à s'apitoyer sur eux-mêmes. Dans une certaine mesure également, nous avons vu comment, peu à peu, un jugement moral s'immisça dans les relations interallemandes, les uns portant un regard accusateur sur les biographies de leurs concitoyens de l'Est, les autres dénonçant les airs supérieurs et la condescendance de leurs concitoyens de l'Ouest.

Toutefois, nous avons également souligné la progressive atténuation de ces phénomènes à mesure que les Allemands de l'Est (généralement les plus jeunes) faisaient leurs les manières ouest-allemandes de consommer, de vivre et de travailler. Si les différences est- et ouest-berlinoises (et allemandes) demeurent aujourd'hui perceptibles et identifiables au quotidien, elles génèrent une moindre production de stéréotypes dépréciatifs susceptibles de venir nourrir la rhétorique de la rancœur réciproque. Ceci est particulièrement vrai pour les nouvelles générations qui, dans le cadre de Berlin, sont véritablement amenées à partager les espaces publics et privés de la ville (à l'université, en colocation) et donc à produire du vivre ensemble en composant au quotidien avec leurs différences. Ainsi, bien que les jeunes Berlinoises de l'Est et de l'Ouest demeurent conscients de leurs origines et de ce qui, *a priori*, les différencie entre eux, ils semblent cependant nourrir des sentiments d'appartenance commune autour de l'idée d'Allemagne réunifiée.<sup>309</sup>

Cela étant, nous avons vu comment, d'une part, la perte d'un pays, d'un système de valeurs auquel les Allemands de l'Est ne croyaient plus et, d'autre part, la confrontation à la réalité de la réunification dans sa dimension économique et sociale firent resurgir un attachement aux anciennes valeurs et manières de faire est-allemandes. Cette inclination prend la forme, chez les plus jeunes, d'un attachement à certains particularismes culturels (attachement aux objets usuels qui ont peuplé le monde de l'enfance, mais également revendication de manières d'être, de faire et de penser particulières) ne remettant pas en cause l'appartenance à l'entité plus large que constitue l'Allemagne réunifiée. Chez certains autres (les plus âgés ou ceux chez qui la réunification constitua une véritable rupture biographique), elle prend la forme d'une nostalgie pour un pays disparu, c'est-à-dire une forme de reconstruction du passé qui s'opère en fonction du présent et qui permet à certains individus originaires de l'Est d'exprimer leurs insatisfactions et leurs critiques à l'égard d'une société de laquelle ils se sentent exclus.

---

<sup>309</sup> Il semblerait que les identités collectives respectives de ces jeunes personnes se réarrangent autour de particularismes régionaux antérieurs à la période de partition. Nous avançons ici cette hypothèse tout en étant conscient qu'elle mériterait d'être approfondie.

Remettre ces résultats en perspectives avec la question des récits-maîtres et des tropes expérientiels nous a permis de penser les phénomènes sociaux observés sur le terrain. De toute évidence, les récits maîtres de l'ancienne RFA furent en partie repris pour susciter l'adhésion du plus grand nombre au projet politique, social et économique d'Allemagne réunifiée. La réunification, fut, dans une certaine mesure, l'occasion, pour les Allemands de l'Ouest, de renouer avec ces récits-maîtres (sous-tendus par les idées de prospérité, de liberté, etc.) et de confirmer à nouveau leur adhésion aux normes et aux valeurs occidentales. Pour certains Berlinoises (et Allemands) de l'Est, en revanche, l'expérience de l'après réunification correspond à la dévaluation de leurs parcours biographiques. Les acomptes autobiographiques qui lient ces personnes aux récits-maîtres de l'Allemagne réunifiée s'apparentent dès lors à l'apparition de sentiments d'injustice ou de mésestime de soi, ce qui ne suscite guère l'adhésion au projet de la nouvelle Allemagne. Chez les plus jeunes enfin, ces sentiments, quand ils existent, sont contrebalancés par certaines expériences positives comme la possibilité de voyager (avec parfois des séjours prolongés à l'étranger) ou celle de décider soi-même de son destin.

Cette partie de l'étude nous a permis à la fois de comprendre comment se structurait la rhétorique de la rancœur réciproque entre les deux populations allemandes mais également de saisir, ce qui, dans les tropes expérientiels propres aux deux Allemagne, avait survécu à la réunification. Il semble donc que certains des grands récits-maîtres de la RFA soient restés pertinents dans le cadre de la réunification. Il apparaît, par ailleurs, qu'à ces récits-maîtres ouest-allemands s'oppose une réactualisation de certaines valeurs proprement est-allemandes. Cette réactualisation se traduit par le phénomène de l'*Ostalgie*, nostalgie pour un pays disparu qui prend des formes critiques, ironiques ou parodiques.

Mais la constitution des récits de la nouvelle Allemagne ne s'arrête pas à la reprise et à la confirmation des récits-maîtres de l'ancienne RFA. La réunification a fondamentalement transformé le statut de l'Allemagne, celle-ci n'étant plus une exception au sein du concert des nations, mais un Etat-nation ayant recouvré sa pleine souveraineté. Un tel changement impliqua dès lors l'instauration d'un nouveau rapport aux passés du pays, de même qu'un retour sur les traditions politiques et culturelles susceptibles de venir nourrir des sentiments d'appartenance commune. Notre hypothèse, à ce point de l'étude, était que la recherche de nouveaux récits, de nouveaux modèles formateurs pour l'Allemagne réunifiée se donnait à voir de manière privilégiée au sein du territoire de la capitale. De fait, avons-nous choisi de nous intéresser au traitement de deux hauts-lieux du communisme (le Musée de la Stasi et le

Palais de la République), situés dans l'ancienne partie est de la ville, afin de cerner la place qui revenait à l'héritage de la RDA au sein des récits nationaux de la nouvelle Allemagne.

A quoi renvoient ces hauts-lieux de la mémoire communiste ? Comment sont-ils traités ? Quels sont les acteurs qui se saisissent de ces lieux ? Quels sont les aspects du passé qui sont mis en avant à travers le travail de sens effectué autour de ces lieux ? Et que nous disent les traitements de ces lieux en regard de la place qui échoit aujourd'hui à l'héritage est-allemand dans l'Allemagne réunifiée ? Autant de questions auxquelles nous nous sommes efforcée d'apporter des éléments de réponse.

Nous avons vu qu'il existait une continuité entre la centrale berlinoise du *MfS* et le Musée de la Stasi au-delà de la rupture événementielle qui avait marqué le lieu. Ainsi le Centre de recherche et Mémorial de la *Normannenstrasse* est-il à la fois un lieu témoin d'un événement – l'occupation des locaux de la centrale du *MfS* par la population est-berlinoise – et un projet qui se situe dans la prolongation du travail des groupes d'opposants (en sa qualité de lieu porteur d'une mémoire de l'opposition et de la résistance). Nous avons vu par ailleurs que le Musée de la Stasi était également porteur de la mémoire de la répression, ce qui en fait un lieu qui vise à rendre justice aux victimes et à marquer les bourreaux de l'opprobre. Enfin, nous avons montré comment la diffusion du message pédagogique de la Haus 1 s'étayait sur une gamme d'émotions (mépris, haine, mais aussi compassion, admiration, etc.) suscitées par l'authenticité des lieux et des personnes.

La Haus 1 peut donc être définie comme une initiative citoyenne (un musée associatif) dont l'ambition est d'institutionnaliser le souvenir de la répression et de la résistance tout en élaborant un message pédagogique, de portée universelle, à partir d'une expérience vécue, celle du groupe des victimes du *MfS*.

Cherchant ensuite à restituer à la Haus 1 sa dimension institutionnelle, nous avons voulu saisir la façon dont ce projet de mémoire s'inscrivait au sein d'un paysage mémoriel local structuré par des politiques publiques de la mémoire émanant du Bund. Nous avons vu comment les logiques des acteurs de l'association ASTAK (l'association porteuse du projet initial de la Haus 1) entraient en conflit avec les logiques des experts mandatés par le Bund afin d'orienter le travail sur le passé socialiste. Nous avons montré comment l'intervention d'experts (historiens, politiques, personnalités publiques) avait pour objectif d'évaluer et de sanctionner le travail accompli au sein des institutions mémorielles et initiatives traitant du passé communiste à Berlin. Pour les experts, qui cherchent également à fixer les grands traits de l'histoire du socialisme de façon à nourrir une mémoire culturelle (codifiée par l'écriture, la commémoration, mais également incarnée dans le musée), le travail accompli au sein de la



Haus 1 doit être *professionnalisé*. Nous avons vu que cette demande de professionnalisation sous-entendait une plus grande participation des experts à l'élaboration des expositions et des programmes pédagogiques mis en place dans le cadre du mémorial. Pour les acteurs de la Haus 1, l'intervention accrue des experts mandatés par le Bund est cependant envisagée comme une atteinte à leur autonomie et à leur projet. L'évaluation des experts remet en cause le statut des membres de l'association ASTAK en tant que porteurs d'une mémoire culturelle relative à l'histoire de la répression et de l'opposition en Allemagne de l'Est. Aussi avons-nous vu comment, face aux experts dépêchés par le Land et le Bund, les membres de l'association ASTAK cherchèrent    légitimer (et donc à protéger) leur projet, arguant de sa scientificité et de son authenticité. Enfin, nous avons montré que le relatif isolement institutionnel du musée, son manque de moyen ainsi que son déficit en communication étaient en réalité les conséquences d'une stratégie mise en place par les membres de l'association ASTAK pour se défendre d'une intervention accrue des politiques mémorielles émanant du Bund et de la ville.

La confrontation de ces deux types d'acteurs (les membres de l'association ASTAK, d'un côté et les experts réunis en commissions fédérales, de l'autre) met en lumière deux types de logiques eu égard à la valorisation de la Haus 1. D'une part, les membres de la Haus 1 proposent un projet étroitement lié à la reconnaissance d'un groupe social local (les victimes berlinoises du *MfS*) porteur d'une mémoire qui se fonde sur une expérience vécue. D'autre part, les experts mandatés par le Bund proposent d'institutionnaliser plus avant la mémoire de la répression et de faire de la Haus 1 un mémorial et un centre de recherches historiques de portée nationale, en l'inscrivant notamment au sein d'un réseau de « lieux de mémoire et d'apprentissage » susceptibles d'incarner une mémoire culturelle (officielle) de la RDA et de distribuer « au peuple des exemples édifiants et des leçons de morale » (Poulot, 2008 : 201).

Enfin, nous sommes partie du postulat de l'interaction entre mémoire culturelle (officielle) et mémoire communicationnelle (sociale) pour tenter de caractériser la relation des Berlinois de l'Est au Musée de la Stasi. Nous avons vu comment ce lieu renvoyait les Berlinois de l'Est aux aspects les plus durs du régime est-allemand (le contrôle, la surveillance, la répression). Si peu de Berlinois de l'Est, parmi les nouvelles générations, connaissent ce musée, il n'en va pas de même des anciennes générations. Bien qu'il existe, chez ces dernières, une mémoire relative à la Stasi, l'intérêt de conserver la Haus 1 en l'état ne fait pas consensus. Si certains estiment qu'il est essentiel de conserver des traces pour à la fois incarner et renseigner sur cet aspect du passé est-allemand, d'autres attaquent le Musée de la Stasi sur son manque de rigueur et son côté sensationnel. D'autres enfin, déplorent la

prédominance de traces renvoyant à une mémoire noire de la RDA quand certains bâtiments incarnant une mémoire positive sont menacés de disparition. Chez les Berlinoises de l'Est issus des nouvelles générations, on constate un consensus plus large sur l'intérêt de conserver des traces qui renseignent sur la répression et le contrôle en RDA. Cela étant, peu d'individus, parmi les jeunes personnes que nous avons rencontrées, se sont rendus au Musée de la Stasi. Deux raisons principales sont invoquées par nos jeunes informateurs pour justifier le fait qu'ils n'ont jamais visité le Musée de la Stasi : d'une part, la priorité accordée à d'autres musées (de peinture, de design ou d'architecture) sur les musées historiques, d'autre part, la possibilité de se renseigner sur cette période du passé via la littérature, les documentaires télévisuels et Internet. Il ressort de ces différents constats que cet aspect de la mémoire du communisme n'est pas transmis par le biais de pratiques sociales de la mémoire. A une mémoire communicationnelle de la Stasi se substitue donc une mémoire culturelle qui se transmet via la littérature, les médias et les musées. Plusieurs facteurs expliquent cette faiblesse de la communication intergénérationnelle sur le thème de la Stasi. Un traitement du passé qui, dans les premières années de la réunification, s'est fait sur le mode du sensationnel ; l'impression, nourrie par certains anciens citoyens de la RDA, d'être exhorté à se souvenir des périodes les plus sombres de leur histoire collective sont autant de facteurs qui peuvent expliquer la volonté de certains de tourner la page, de passer à autre chose. Toutefois, force est de constater que le travail effectué sur les côtés durs du régime a contribué à lever le voile sur le passé, à éviter que le tabou s'installe ou que se généralisent des discours banalisants, voire révisionnistes sur une institution telle que la Stasi.

Il convient ici de signaler ce qu'il y a d'ambivalent dans les représentations du passé que nourrissent les anciens Berlinoises de l'Est. Il y a en effet juxtaposition de visions connotées positivement et négativement dans une narration évoquant une seule et même période de l'histoire, dans laquelle viennent s'inscrire des parcours biographiques. Pour certains, il s'agit de l'évocation d'un passé où vient s'inscrire un parcours biographique « normal », c'est-à-dire la vie dans un pays où il fallait certes composer avec un régime dictatorial, mais également une vie quotidienne qui n'excluait pas les moments de bonheur. Aujourd'hui, cependant, le traitement du passé de la RDA fait de cette dernière un modèle national négatif permettant d'asseoir le modèle démocratique et libéral proposé par la nouvelle Allemagne. Les tendances ostalgiques, de même que le désintérêt pour le passé ou encore la volonté affirmée de passer à autre chose résultent pour beaucoup du fait que l'actuel traitement du passé est-allemand ne permet pas aux Berlinoises (et Allemands) de l'Est d'établir une relation positive à l'histoire vécue (Mühlberg, 2005, 11).

Aussi, le fait de nous intéresser au Palais de la République nous a-t-il permis de mettre en lumière certains aspects d'une mémoire positive de la RDA en tant qu'elle permet aux individus de rétablir « les conditions d'une relation positive à l'histoire » vécue (Mühlberg, 2005, 11). Notre travail a en effet montré que ce lieu était le vecteur d'une remémoration positive de la RDA, qui se focalise sur la quotidienneté, la culture et le divertissement. Au-delà, nous avons vu que le Palais de la République est emblématique d'une expérience collective, de manière de faire et d'être spécifiquement est-berlinoises. Le rapport au PdR, entre attachement et appréciation parodique, n'est d'ailleurs pas sans rappeler la particularité du sentiment national est-allemand. Nous avons vu que la menace de disparition de ce monument emblématique est à l'origine de l'expression d'émotions patrimoniales qui, chez les Berlinoises de l'Est, renvoient au lieu en tant qu'incarnation d'une expérience collective positive (celle du divertissement, de l'accès à la culture, des fêtes publiques et privées et, dans une certaine mesure, de la liberté). Ces émotions constituèrent le ferment des mobilisations est-berlinoises en faveur d'une préservation du lieu tel qu'on l'a connu par le passé. Nous avons vu qu'à cette catégorie d'acteurs s'ajoutèrent des Berlinoises de l'Ouest, des hommes politiques (est- et ouest-berlinois), des architectes et des étudiants. Ces derniers militèrent pour la préservation du lieu en sa qualité de témoin de l'histoire interallemande et œuvre architecturale représentative de son temps. Notre travail a montré que cet élargissement d'acteurs en faveur de la préservation du PdR s'accompagnait de l'élaboration de nouveaux concepts d'utilisation du lieu. Enfin, nous avons souligné l'apparition d'une troisième catégorie d'acteurs (issus d'institutions culturelles et universitaires berlinoises) qui proposèrent une réutilisation temporaire du lieu, faisant valoir une nouvelle interprétation du PdR. Pour les acteurs du *Zwischenpalastnützung*, le Palais s'inscrit dans une tradition vieille de plus d'un siècle ; celle de la maison du peuple. Dans cette optique le Palais doit véritablement devenir un lieu culturel, un espace public que tous, habitants, touristes, artistes, hommes politiques, auraient le loisir d'utiliser.

Si de nombreux Berlinoises s'opposèrent à la destruction du PdR, d'autres firent campagne pour le voir disparaître, appelant de leurs vœux le retour de l'ancienne demeure impériale. La perspective du retour du château provoqua une levée de boucliers, tant chez ceux qui étaient pour la préservation du PdR que chez les tenants d'un Berlin moderne. Ces derniers jugeaient que l'édification d'un monument prussien disparu depuis plus d'un demi-siècle était inappropriée pour incarner l'identité d'une communauté locale (et nationale) de plus en plus marquée par son multiculturalisme. Ainsi, avons-nous pointé comment peu à peu, le réaménagement de la *Schlossplatz* devint affaire d'incarnation d'une mémoire culturelle –

impliquant une réévaluation des passés de la ville – dans le but de construire de nouvelles identités locales articulées à une identité nationale. Si la polémique qui fit rage autour du réaménagement de la *Schlossplatz* fut l’occasion de relayer des discours venant alimenter la rhétorique de la rancœur réciproque interallemande, elle n’en fut pas moins le moment d’un véritable travail de la société sur elle-même, faisant émerger des interprétations à la fois contradictoires et complémentaires du passé de la ville. Les processus de re-sémantisation du PdR, de même que le marquage symbolique et artistique de cet espace central de la ville par les groupes d’acteurs mobilisés dans le cadre de sa préservation ou, au contraire de sa disparition, contribuèrent à mettre en forme et à diffuser des imaginaires du lieu en rapport avec le passé communiste local, le passé prussien, mais également avec le projet de l’Allemagne réunifiée. Nous avons, pour notre part, analysé la destruction du PdR et la reconstruction du *Schloss* en termes d’oubli par effacement des traces et de tentatives étatiques d’incarner de nouvelles identités collectives locales (en tant qu’articulées à l’identité nationale). Il s’agit donc d’une opération qui vise à transmettre et à fixer – à travers la permanence d’une forme urbaine<sup>310</sup> – certains motifs traditionnels locaux censés alimenter l’idée que le groupe (local et, au-delà national) se fait de lui-même au moment présent. La mise en avant de l’héritage Prussien (tant architectural que culturel et politique) à travers l’édification du *Humboldt Forum* a pour but de faire de Berlin – et de son cœur historique – un carrefour des civilisations, une incarnation de l’ouverture de la nouvelle Allemagne et du rôle qu’elle entend désormais jouer dans le dialogue interculturel. L’exposition une « décision démocratique », lorsqu’elle fait valoir le caractère démocratique de la prise de décision du réaménagement de la Place du Château, se réclame des traditions parlementaires allemandes et met en avant l’idéal de la démocratie représentative. Toutefois, nous avons vu que l’imposition des récits canoniques sur l’identité locale et l’ordre politique national ne faisait pas consensus à Berlin. L’ampleur des réseaux qui ont conjugué leurs forces pour s’opposer à la démolition du PdR et à la reconstruction du Château en est la preuve flagrante. Ces groupements d’acteurs, divers de par leurs origines, leurs projets et leurs interprétations du lieu, sont le signe d’une contestation des grands récits qu’entendent imposer la ville et l’Etat sur l’identité locale et nationale. Aux récits d’une capitale héritière des Lumières et berceau de traditions parlementaires nationales répondent d’autres récits. Ces derniers renvoient à l’imaginaire du Berlin alternatif des années 1970 et 1980, au Berlin rouge des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup>

---

<sup>310</sup> Le château en tant qu’il s’inscrit dans l’ensemble patrimonial de l’île aux Musées.

siècles, mais également aux espaces publics berlinois, interprétés comme autant de lieux de rencontres, de brassage et de performance de la démocratie dans sa version participative.

L'étude des deux monuments emblématiques que sont la Haus 1 et le PdR nous a permis de mettre en lumière des modalités de marquage symbolique de l'espace étroitement liées à la reconnaissance de certains groupes sociaux, de leurs expériences collectives et de leurs visions du passé au sein de l'espace urbain et public. Cette partie de notre travail a également rendu possible l'articulation entre analyse de hauts-lieux est-berlinois et inscription de l'imaginaire de la ville dans les formes urbaines. Nous avons vu comment les groupes sociaux imaginaient les lieux – et leur authenticité – avant de s'en saisir et comment, en retour, l'imagination des individus intervenait dans la mise en récit du passé de ces lieux – mises en récits qui sont autant de « créations narratives et rituelles à visée historique » – en vue de les préserver, de les valoriser (Bensa, 2001 : 3).<sup>311</sup> Ainsi, les lieux et espaces sont-ils « à la fois réappropriés par le travail qui construit et entretient leur « authenticité » et mis à distance sur le socle où l'on veut, avec un grand souci de communication, les donner à voir et à admirer » (Bensa, 2001 : 3).

Que ce soit à travers l'exemple du Musée de la Stasi ou celui du Palais de la République, nous avons vu que certains hauts-lieux du territoire urbain berlinois constituaient un véritable enjeu pour les pouvoirs publics locaux et fédéraux. Les tensions entre le Land et le Bund et les associations investies dans la préservation et la valorisation des lieux que nous avons étudiés révèlent les enjeux de la patrimonialisation, celle-ci devenant l'objet d'un combat pour l'imaginaire en tant que « pièce effective du contrôle social » (Baczko, 1984). Nous avons vu que le travail de sens et les diffusions d'images et d'interprétations qu'engendrent les luttes patrimoniales autour de certains monuments sont tels que ces derniers sont devenus logoïsables.

D'un côté, le logo du Palais de la République (représentant un détail de façade), né du travail de l'Alliance pour le Palais, et largement mobilisé par la suite (y compris par les pouvoirs publics), renvoie quasi-instantanément à une sédimentation de sens, d'interprétations du passé et du présent du lieu, générées par la polémique autour du réaménagement de la *Schlossplatz*. Ce logo a fonctionné tel un signe de ralliement pour les membres des différents réseaux en faveur de la préservation de l'édifice est-berlinois. Au-delà, nous ne doutons pas que ce logo était identifiable pour une grande partie de la population locale.

---

<sup>311</sup> Assmann parle quant à lui de sémiotisation de l'histoire pour expliquer le processus d'assimilation de faits historiques (objectifs, froids) au sein de la mémoire culturelle (qui elle, redonne du sens au passé et à l'être ensemble).

De l'autre, le logo de la centrale de la Stasi (ici encore un détail de façade) renvoie à tout ce que le régime est-allemand pouvait avoir d'odieux. Cette image, fruit de « l'imagination muséifiante » des organisateurs de l'exposition du musée de la RDA (*DDR Museum*), dit à elle seule l'horreur du contrôle social et de la répression en RDA. Un bâtiment tel que la centrale du MfS à Berlin, de même que le musée de la Haus 1, sont porteurs d'un imaginaire qui se nourrit des récits muséifiés d'événements et de la mise en image de figures mythifiées proposant des modèles formateurs aux visiteurs. Cet imaginaire pourrait se voir tout entier contenu dans un logo, qui, par sa simplicité, son caractère reproductible, pourrait, tels les logos des monuments les plus emblématiques des empires coloniaux, servir la diffusion de valeurs (inhérentes à la démocratie et au libéralisme) venant à la fois asseoir des traditions sociopolitiques et étayer une identité nationale.

Dans le cas du PdR, comme dans le cas du Musée de la Stasi, la mémoire et les interprétations du passé qui se diffusent à partir des lieux concourent à créer des imaginaires des lieux qui à leur tour participent des imaginaires urbains. Le traitement différencié des lieux dans le cadre du réaménagement global de la ville vise ainsi à produire de la mémoire (culturelle) et de l'imaginaire. En effet, sans le travail de l'imagination – ou, pour reprendre les termes de Jan Assmann, de sémiotisation – qui accompagne la production et la transmission d'interprétations du passé, ce dernier reste lettre morte. En retour, le passé sémiotisé est porteur d'imaginaires sociaux à travers lesquels s'expriment et se diffusent tant « la distribution des rôles et des positions sociales » que « certaines croyances communes » ou « modèles formateurs » propres à une société à un moment donné (Baczko, 1984).

Ces constats nous auront amenée à nous interroger plus avant sur la production d'imaginaires à Berlin en tant qu'elle se fonde sur une réévaluation des passés venant s'inscrire dans les formes urbaines. Aussi, notre dernière partie doit-elle être lue comme un nouveau questionnement auquel nous avons tenté de répondre via le développement de pistes réflexives. Dans cette partie, nous avons cherché, d'une part, à revenir quelque peu sur les contenus sémantiques propres aux formes urbaines et aux éléments marquants du paysage berlinois et d'autre part, à pointer les évolutions qui ont affecté ces contenus. L'objectif était, dans un premier temps, de déterminer la manière dont certains éléments marquants du paysage urbain s'articulent entre eux et véhiculent du sens. Dans un deuxième temps, nous avons tenté de réintégrer les pratiques habitantes (à l'interface entre les manières d'habiter et de pratiquer la ville) au sein de cette analyse, de les questionner et de déterminer en quoi elles influencent la production de sens autour de la ville tout en subissant elles-mêmes l'influence

du sens véhiculé via ce cadre physique, et rigide en apparence, que constitue le paysage urbain.

Nous avons vu que de nombreux défis se posaient à Berlin après la réunification. La ville dut brusquement affronter une compétition interurbaine dont elle avait été jusqu'alors épargnée du fait de son statut – tant à l'Est qu'à l'Ouest – de ville subventionnée. Il s'agissait dès lors de recomposer politiquement la ville, de la développer économiquement, de relier les parties est et ouest du territoire urbain et de refondre la symbolique urbaine en plusieurs endroits stratégiques de la capitale (à l'Est comme à l'Ouest). Ces opérations de réaménagement urbain s'accompagnèrent d'un travail de sens qui affecta le paysage urbain berlinois.

A travers l'exemple des aménagements du quartier du gouvernement et de la *Potsdamer Platz*, nous avons vu comment le langage architectural se référait à certaines traditions politiques, culturelles et économiques pour faire valoir des imaginaires de la ville et, au-delà, de la nation. Le Berlin de l'après réunification devait devenir le haut-lieu d'une démocratie modeste mais exemplaire, inscrite dans le temps long de l'histoire, mais également figurer comme la ville héritière de la prospérité économique et du foisonnement culturel de l'entre-deux-guerres. Substrats d'identités collectives culturelles et sociopolitiques à la fois locales et nationales, les références à la République de Weimar, à l'âge d'or des années 20 et à l'histoire de la République fédérale se matérialisèrent en ces deux lieux du pouvoir politique et économique, proposant des récits de la nation dans lesquels chaque habitant, chaque citoyen aurait le loisir de se reconnaître.

Nous avons également vu comment la recherche du Berlin de pierre, fruit de l'instrumentalisation du concept de la « reconstruction critique », avait pour fin de produire des formes urbaines inspirées d'une période précise du passé de la ville, et ce en vue de mettre en valeur une tradition architecturale locale. Nous avons montré, après d'autres, que ce choix s'était tout d'abord fixé sur les traditions architecturales prussiennes du Berlin du 19<sup>ème</sup> et début du 20<sup>ème</sup> siècle, pour ensuite se reporter sur l'héritage architectural néo-classique. Notre travail a montré que ces productions architecturales et urbaines cherchaient à signifier et à affirmer la prépondérance de certaines visions de l'identité locale qui trouvent également place dans les récits portant sur l'identité nationale. Ainsi, les opérations urbaines et architecturales à Berlin ont-elles pour vocation d'incarner une mémoire culturelle locale et nationale – fruit de la réévaluation et de la sémiotisation du passé local – dans le texte urbain de la capitale.

Nous avons vu que certaines traces du passé communiste furent conservées en vertu de leur adéquation avec les traditions architecturales locales que les politiques publiques entendaient mettre en avant. Nous avons montré comment, en revanche, certains édifices est-allemands, dont les contenus s'avéraient problématiques en regard de l'incarnation de l'identité et du projet de la nouvelle Allemagne, furent détruits.<sup>312</sup>

Nous avons également pointé la façon dont la muséalisation de la RDA participa de l'inscription des grands récits nationaux au sein de la capitale. Les logiques de mise en récit et en image du passé et de valorisation de lieux authentiques visaient à faire éprouver le passé et répondaient à un « impératif » qui se déclinait à la fois en termes de « monstration » et de pédagogie (Fabre, 2001 : 31). A travers la mise en place d'un réseau de lieux de mémoire et d'apprentissage en rapport avec la dictature est-allemande, il s'agissait dès lors de faire apparaître la RDA comme un contre modèle national, permettant de préciser plus avant l'identité sociopolitique de l'Allemagne réunifiée. L'imaginaire muséifiant qui construisit la RDA comme « deuxième dictature allemande » et servit de substrat à la production et à la communication de messages pédagogiques au contenu moral interpelle aujourd'hui le monde émotionnel et l'imaginaire du visiteur.

Enfin, notre travail a montré qu'aux changements (sémiotiques, architecturaux, urbains et économiques) de la ville venus « d'en haut » répondaient la ville des habitants (est et ouest-berlinois), des entrepreneurs et des artistes, qui mirent en avant d'autres lectures du passé de la ville sur lesquelles s'étaient des visions alternatives de l'identité locale. Ainsi en est-il de certains Berlinoises de l'Est du quartier de *Marzahn*, qui redonnent du sens à leur habiter, reconstituant un monde de l'entre soi cimenté par des valeurs, des visions du monde, expression d'un ethos est-berlinois. Nous avons également vu comment certaines initiatives commerciales contribuent à faire émerger un imaginaire polysémique relatif au passé communiste de la ville. Il en va de même de la contestation habitante qui vise à préserver à la fois la qualité de vie et l'identité de certains quartiers berlinois et qui peut s'avérer un réel obstacle à la réalisation de projets de réaménagement par les politiques de la ville. Cette contestation, qui s'accompagne de manifestations, d'occupation et de marquage de l'espace, tend à promouvoir une certaine identité de la ville et de ses quartiers. En dernier lieu, nous avons voulu revenir sur la production de micro-récits du passé de la ville, notamment à travers le déploiement du mouvement des squats, dont la présence au sein du tissu urbain ne cesse de rappeler l'histoire du développement de cultures alternatives à l'Est et à l'Ouest de Berlin.

---

<sup>312</sup> Réévoquons ici l'hypothèse « nationale » selon laquelle auraient été conservées les traces allemandes et rejetées les traces soviétiques.



Il semble donc que l'on puisse envisager les images de la ville comme le fait d'une co-production qui engage à la fois les politiques publiques et les habitants. Nous avons vu, d'une part, que les pouvoirs publics locaux et fédéraux s'efforçaient, via le réaménagement de Berlin, de célébrer les grandes figures du panthéon local et national et d'incarner certains motifs culturels et historiques locaux susceptibles de trouver une place au sein de l'héritage national. D'autre part, nous avons montré que ces récits pouvaient être contestés, détournés, moqués. La ville est en effet parcourue de micro-récits, nés des représentations et des pratiques habitantes, qui participent tout autant des imaginaires urbains que les mises en formes et en sens de la ville venues « d'en haut ». Parfois même, certaines caractéristiques de la ville habitée sont reprises par les politiques publiques et viennent alimenter les images promotionnelles de la ville à l'extérieur comme à l'intérieur de celle-ci. Dans cet amas confus d'images, chaque groupe social se forge ses propres représentations de la ville en sélectionnant, en réinterprétant des motifs extraits du passé local, et ce en fonction des visions de la ville qu'il entend faire valoir au présent.

Selon Borneman, qui s'intéresse aux modalités de construction des récits de la nation, ces derniers sont produits au cours de l'interaction qui se noue entre Etat et citoyens. D'après l'anthropologue, en effet, l'Etat propose des modèles de vie, des visions d'un « nous » national qui se conjuguent au passé et au présent. Le citoyen dispose, quant à lui, de ces récits-maîtres ; il peut soit les accepter et en faire la trame de ses récits autobiographiques, soit les rejeter, les contester ou ne pas les juger pertinents pour figurer ses propres accomplissements autobiographiques. Nous avons, pour notre part, tenté de montrer que cette théorie s'appliquait tout aussi bien à la production de l'espace de la ville (en tant qu'espace matériel et idéal). Les récits-maîtres, ces matrices des identités locales (ou nationales), se matérialisent dans le paysage urbain. Les habitants réagissent à ces productions de sens et d'images, ils y adhèrent ou au contraire les rejettent en faisant valoir leurs propres visions de la ville au passé et au présent. Ces processus n'affectent pas la ville dans son ensemble, mais bien plutôt – et notre travail tend à le prouver – un quartier, un monument, créant « en fait une mosaïque d'images et de significations » qui, comme nous le rappelle Michel Rautenberg, renvoient tout autant « aux usages des lieux de la ville », qu'au « sens » et aux « valeurs » qui se trouvent étroitement « liés » aux « dimensions esthétiques de la ville » (Rautenberg, 2009 : 21-22). Ces multiples images et interprétations des lieux de la ville naissent et renaissent de la confrontation des pratiques et des représentations habitantes (mais aussi de celles des artistes, des écrivains) et des pratiques et représentations qui, venant « d'en haut », tentent de modifier le texte de la ville et d'y instaurer un ordre en fonction des enjeux (politiques, économiques et

culturels) du présent. Ce sont ces productions de sens et d'images qui confèrent à la ville son aptitude « à fournir indéfiniment, souplement, à l'imagination (...) des repères, des modèles et des chemins » (Gracq, 1985, cité par Rautenberg, 2009 : 22).

Il semble par ailleurs que la production de la mémoire culturelle, et son incarnation dans l'espace urbain de la capitale allemande, ait pour fin de constituer un fond symbolique commun sur lequel s'étaient les identités locales et nationales. Ce fond symbolique commun s'apparente à un « ensemble prêt à recevoir » permettant à tout à chacun d'interpréter les images et les significations produites à partir des différents lieux de la ville. En retour, cet « ensemble prêt à recevoir », sur lequel se fonde la compréhension collective des images et interprétations de la ville, est utilisé « pour projeter de nouvelles images, de nouvelles histoires » (Rautenberg, 2009 : 15). Ces processus – qui ont partie liée avec le rappel et la sémiotisation du passé – font de l'espace urbain une « vaste trame de référence, organisant les activités, les croyances ou les connaissances » (Lynch, 1999 : 5). Dans cette étude, nous avons donc cherché à montrer comment les mises en scène du passé et l'incarnation de traditions politiques dans les formes urbaines de la ville influencent les habitants en pensée et en acte. Nous voulions saisir la façon dont les habitants s'approprient les lieux et la manière dont ils perçoivent le sens qui se distille le long des rues. Car flâner, en groupe ou en solitaire, c'est s'attarder sur les formes de la ville et sur la sémiologie urbaine, dans une attitude contemplative et/ou ludique, c'est tendre le regard et chercher à déceler ce que la ville a à nous dire. Le citoyen, qui déambule gré de ses envies à travers les pleins et les déliés de la ville, traverse des lieux, les reconnaît, les associe à des souvenirs personnels qui se mêlent inextricablement aux souvenirs collectifs.

Ainsi, la production de lieux et les traitements différenciés qui affectent les différentes strates composant nos paysages urbains nous livrent-ils des informations précieuses quant aux croyances, aux mythes, aux utopies et dystopies que le pouvoir entend imposer afin de modeler notre perception de la contemporanéité. Toutefois, à une ville lisse proposant des visions du passé, du présent et du futur (parfois) davantage hégémoniques que consensuelles, réagit une ville aux multiples facettes, celle des habitants et des artistes qui s'engouffrent dans les interstices de liberté que leur offre l'espace urbain pour proposer leurs visions du monde, leurs interprétations, plus ou moins tendancieuses, revendicatives, nostalgiques et/ou poétiques, de la ville passée, présente et à venir.

## Bibliographie

Auteur anonyme (2006), *Une femme à Berlin*, journal 20 avril-22 juin 1945, Gallimard, 393 p.

Anderson Benedict (2002), *L'imaginaire national, Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Editions La Découverte et Syros, Paris, 213 p.

Appadurai Arjun (2005), *Après le colonialisme : Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, 226 p.

Arendt Hanna (1989), *La crise de la culture*, Gallimard, 380 p.

Ascher, F., 2000, *Ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs*, Paris, Editions de l'Aube, 300 p.

Assmann Jan (2010), *La mémoire culturelle. Ecriture, souvenir et imaginaire politique dans les civilisations antiques*, Flammarion, 372 p.

Assmann Jan (2009), «La doctrine platonique de l'anamnèse ouvre le débat des sciences culturelles», Interview menée par E. Alloa et F. Goppelsröder et disponible sur le site ATOPIA - the polylogic e-zine

Augé Marc (1992), *Non-lieux*, Paris, Seuil, 149 p.

Augé Marc (1998), *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*, Fayard, 199 p.

Augé Marc (2001), *Les formes de l'oubli*, Paris, Rivages, 121 p.

Baczko Bronislaw (1984), *Les imaginaires sociaux, mémoires et espoirs collectifs*, Payot, Paris, 242 p.

Barbe Noël, Tornatore Jean-Louis (2006), *Les formats d'une cause patrimoniale, émotions et actions autour du château de Lunéville*, Rapport final à la mission à l'ethnologie, ministère de la Culture et de la Communication, 315 p.

Barth Fredrik (2000), « L'identité pathane et sa préservation », *Labyrinthe*, 7 |, mis en ligne le 05 avril 2005.

Bastide Roger (1970), « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *Année sociologique*, article mis en ligne sur la page web : <http://clauderavelet.pagesperso-orange.fr/bricolag.pdf>

Bastoens Julien (2008), « Le clonage architectural, remède à la dénaturation de l'esprit du lieu ? Enjeux et présupposés des projets de reconstruction du Palais des Tuileries à Paris, à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XXI<sup>ème</sup> siècle », 16th ICOMOS General Assembly and International Symposium: 'Finding the spirit of place – between the tangible and the intangible', Quebec, Canada.

Bédard Ewa (2009), « Comment le socialisme construisait ses capitales 1944-1955 », Ewa Bédard et Corinne Jaquand (dir.), *Architectures au-delà du Mur. Berlin, Varsovie, Moscou*, Picard, Paris, pp. 79-107.

Bédard Mario (2002), « De l'être-ensemble à l'être-au-monde, le rôle du haut-lieu », *Ethnologie* 24 (2), pp. 229-241.

Bensa Alban, Fassin Eric (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, pp. 5-20.

Bensa Alban (2001), « Fièvre d'histoire dans la France contemporaine », in Bensa Alban, Fabre Daniel (dir.), *Une histoire à soi*, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 298 p, pp. 1-13.

Bensussan Agnès, Dakowska Dorota, Beaupré Nicolas (2003), « Les Archives de l'Est », *Genèses*, n° 52, pp. 2-3.

Beranger Anne-Laure (1999), « Evolution de la protection sociale des femmes dans les nouveaux Länder de l'Allemagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 53, n°53, pp. 37-40.

Berdahl Daphne, (1999), *Where the world ended: re-unification and identity in the German Borderland*, the University of California Press Press, 307 p.

Bergson Henri (1999), *Matière et Mémoire*, PUF, 280 p.

Beutelschmidt Thomas, Novak Julia M. (2001), *Ein Palast und seine Republik – Ort, Architektur, Programm*, Berlin, Verlag Bauwesen, 271 S.

Binder Beate (2000), « Political Stage-Setting. The symbolic Transformation of Berlin », in Bo Stråth (ed.), *Myth and Memory in the construction of community, Historical Patterns in Europe and Beyond*, Brussels, 2000, pp. 137-187.

Boltanski Luc, Chiapello Eve (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 843 p.

Bonnard Yves, Felli Romain (2008), « Patrimoine et tourisme urbain. La valorisation de l'authenticité à Lyon et Pékin », *Articulo – revue de Sciences humaines*, n°4, mis en ligne le 4 octobre 2008.

Borneman John (1997), “State, territory and national identity formation in the two Berlins, 1945-1995”, in Gupta, Ferguson (ed.), *Culture, power, place*, Duke university press Durham and London, pp. 93-118.

Borneman John, (1992), *Belonging in the two Berlin, Kin, state, nation*, Cambridge University Press, 386 p.

Borneman John (1992), *After the wall, East meets West in the New Berlin*, Basic Book, 256 p.

Borkenau Franz (1947), *Drei Abhandlungen zur deutsche Geschichte*, Francfort, 112 S.

Bourdieu Pierre (2000), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Edition du Seuil, 429 p.

Bracher Karl Dietrich (1979), *Die deutsche Diktatur, Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*, Ullstein, 588 S.

Braud Philippe (2003), « Violence symbolique et mal-être identitaire », *Raisons politiques*, pp. 33-47.

Cahn Jean-Paul, Pfeil Ulrich (2009), *Allemagne 1945-1961, De la « catastrophe » à la construction du Mur*, Volume 1/3, 250 p.

Castellan Georges (1980), *La République démocratique allemande, Que sais-je?*, PUF, 123 p.

Charléty Véronique (1996), « Fragment de mémoire. Le musée historique allemand de Berlin », In: *Politix*. Vol. 9, N°33. pp. 133-155.

Charléty Véronique (2005), *Itinéraire d'un musée, le Heimatmuseum*, l'Harmattan, 295 p.

Chauliac Marina (1996), *Le nom des rues à Berlin Est : Un lieu de mémoire disputé. Etude des changements de noms de rues depuis la réunification allemande*, mémoire de DEA sous la direction d'Emmanuel Terray, EHESS, 84 p.

Chauliac Marina (2006), « Les « nostalgiques de la RDA » : entre deuil impossible et poursuite d'une utopie », *Colloque Expériences et mémoire : partager en français la diversité du monde*, Bucarest.

Chauliac Marina (2003), « La Jugendweihe : continuités et changements d'un rite hérité de la RDA », in *Revue française de science politique*, Vol. 53, p. 383-408.

Chauliac Marina (2005), « Le nom des rues à Berlin-Est, palimpseste de l'histoire de la RDA », in *La nouvelle alternative, politiques symboliques en Europe centrale*, vol. 20, n° 66-67, 2005, pp. 37-63.

Chauliac Marina (2007), « Ostalgie ou utopie, la mémoire « close » des nostalgiques de la RDA », *Allemagne d'aujourd'hui* n°181, pp 73-84.

Chazel François (2002), « La place de la mobilisation dans une révolution inattendue : l'effondrement de l'Allemagne de l'Est », *L'Année sociologique*, (Vol. 52), pp. 183-216.

Chibret René-Pierre (1995), « Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est. Le « tournant » de la RDA (1989-1990) », *Revue française de Science Politique*, Volume 45, n°5, pp. 791-822.

Christian Michel, Droit Emmanuel (2005), « Écrire l'histoire du communisme : l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France », *Genèses*, (no 61), p. 118-133.

Colomb Claire (2007), "Requiem for a lost Palast ; 'Revanchist urban planning' and 'burdened landscapes' of the German Democratic Republic in the new Berlin", *Planning Perspectives*, Volume 22, Issue 3, pp. 283-323.

Combe Sonia, Dufrière Thierry, Robin Régine (2009), *Berlin : l'effacement des traces, 1989-2009*, Fage, 127 p.

Connerton Paul (2000), « Lieux de mémoire, lieux d'oubli », in Huglo Marie-Pascale, Méchoulan Eric et Moser Walter (dir.), *Passions du passé, recyclage de la mémoire et usages de l'oubli*, l'Harmattan, Montréal, Paris, pp.51-93.

Conrad Margaret (2007), « L'histoire publique et le mécontentement qu'elle suscite ou L'histoire à l'ère de Wikipedia », *Revue de la Société historique du Canada*, Volume 18, numéro 1, p. 27-56

Corbin-Schuffels Anne-Marie (1998), *La force de la parole. Les intellectuels face à la RDA et à l'unification allemande, 1945-1990*, Presses du Septentrion, 279 p.

Corboz André (2001), *Le territoire comme Palimpseste et autres essais*, Editions de l'Imprimeur, 281 p.

Davallon Jean (2006), *Le don du patrimoine, une approche communicationnelle de la patrimonialisation*, Paris, Lavoisier, 222 p.

Debuyst Christian, Digneffe Françoise, Pires Alvaro-P (2008), *Histoire des savoirs sur le crime et la peine : Tome 3, Expliquer et comprendre la délinquance (1920-1960)*, Larcier, 493 p.

De Certeau Michel (1990), *L'invention du quotidien – 1. Arts de faire*, Gallimard, 345 p.

De Certeau Michel, Giard Luce, Mayol Pierre (1999), *L'invention du quotidien – 2. Habiter, cuisiner*, Gallimard, 415 p.

De Frantz Monica (2008), “Contemporary Political Theories of European City: Questioning Institutions”, *European Journal of Social Theory*, 465-486.

Derlien Hans-Ulrich, « Elitezirkulation in Ostdeutschland 1989-1995 », in *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, B. 5/1998, 23/01/1998.

Deuflhard Amelie, Kreml-Klieeisen Sophie (Hg.) (2005), *VOLKSPALAST. Zwischen Aktivismus und Kunst*, Theater der Zeit, 285 p.

*Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Editions du Cerf, 353 p.

Di Méo Guy, Buléon Pascal, 2007 (2005), *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris, Armand Colin, 303 p.

Diner Dan (1999), *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung*, Munich, Luchterhand Literaturverlag, 383 s.

Ditchev Ivaylo (2001), « Les métamorphoses de l'identité bulgare : musée et imaginaire national », *Ethnologie française*, Tome XXXVII, pp. 329-336.



Dolff-Bonekämper Gabi (2009), « Berlin capitale : le patrimoine des promesses de bonheur échouées », Ewa Bédard et Corinne Jaquand (dir.), *Architectures au-delà du Mur. Berlin, Varsovie, Moscou*, Picard, Paris, pp. 145-163.

Douglas Marie (2005), *De la souillure : Essais sur les notions de pollution et de tabou*, La Découverte, 205 p.

Driss Nassima (2005), « Formes urbaines, sens et représentations : l'interférence des modèles », *Espaces et société* 122 n°3, pp. 87-99.

Droit Emmanuel (2004), « L'éducation en RDA ou la quête de l'homme socialiste nouveau (1949-1990) », *Histoire de l'éducation* [en ligne], Numéro 101/2004. [http://histoire - éducation.revues.org/index723.html](http://histoire-education.revues.org/index723.html), 21 p

Droit Emmanuel (2007), « Le Goulag contre la Shoah, mémoire officielle et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°94, pp. 101-120.

Dufoix Stéphane (2002), « Sonia Combe, *Une société sous surveillance. Les intellectuels et la Stasi* », *Annales, Histoire, Science Sociales*, vol. 57, n°4, pp. 1128-1131.

Dumont Louis (1991), *L'idéologie allemande, France - Allemagne et retour*, Gallimard, 312 p.

Eckert Rainer (2006), « La muséalisation de la RDA. Politique de la mémoire, mémoriaux et musées consacrés à l'histoire récente », Fabre-Renault Catherine, Gourdin Elisa, Hähnel-Mesnard (dir.), *La RDA au passé présent : Relectures critiques et réflexions pédagogiques*, Presse Sorbonne Nouvelle, Publication de l'institut d'Allemand, pp. 51-65.

Elias Norbert (2004), *La civilisation des mœurs*, Agora, 509 p.

Ehrenberg Alain (2000), *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Odile Jacob, 414 p.

Fabre Daniel, Voisenat Claude (dir.) (2000), *Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques*, Edition de la Maison des Sciences de l'homme, Paris, 222 p.

Fabre Daniel (2001), « L'histoire a changé de lieux », in Bensa Alban, Fabre Daniel, *Une histoire à soi*, Edition de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 13-45.

Falser Michael S. (2008), *Zwischen Identität und Authentizität, Zur Geschichte der Denkmalpflege in Deutschland*, Dresden, 360 s.

Faulenbach Berndt (2009), « Les deux Allemagnes face à l'héritage socialiste », Cahn Jean-Paul, Pfeil Ulrich (dir.), *Allemagne 1945-1961, De la « catastrophe » à la construction du Mur*, Volume 1/3, pp. 159-173.

Foote Whyte William (1996), *Street Corner Society, la structure sociale d'un quartier Italo-Américain*, éd. La Découverte, Paris, 403 p.

François Etienne (1992), « Naissance d'une nation. Le musée historique allemand de Berlin », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Volume 34, N° 34, pp. 69-84.

François Etienne (1999), « Révolution archivistique et réécritures de l'histoire : l'Allemagne de l'Est », in Rousseau Henri (dir), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Editions Complexe, pp. 331-355.

Gaudard Pierre-Yves (1997), *Le fardeau de la mémoire*, Paris, Plon, 286 p.

Gaudillière Jean-Paul et Sintomer Yves (2001), « De l'opposition en ex-RDA aux engagements de la société civile d'aujourd'hui », *Mouvements* (n°14), p. 127-134.

Glevarec Hervé, Saez Guy (2002), *Le patrimoine saisi par les associations*, La documentation française, 412 p.

Gracq Julien (1989), *La forme d'une ville*, José Corti, 213 p.

Grésillon Boris, Kolher Dorothée (2001), « Berlin, capitale en attente », *Hérodote*, n°101, pp. 96-121.

Grésillon Boris (2002), *Berlin, métropole culturelle*, Belin, Paris, 352 p.

Grésillon Boris (2004), « Le *Tacheles*, histoire d'un « squat » berlinois », *Multitudes* 17, pp. 147-156.

Habermas Jürgen (1999), *Ecrits politiques*, Flammarion, 346 p.

Halbrock Christian (2009), *Stasi Stadt, die MfS-Zentrale in Berlin-Lichtenberg. Ein historischer Rundgang*, Linksverlag, Berlin, 77 s.

Halbwachs Maurice (2008), *La Topographie légendaire des Evangiles en Terre sainte*, Quadrige/Presses Universitaires de France, Paris, 164 p.

Halbwachs Maurice (1994), *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 374 p.

Halbwachs Maurice (1997), *La mémoire collective*, Albin Michel, Paris, 295 p.

Hain Simone (2009), « Patrimoine conflictuel à Berlin », Ewa Bédard et Corinne Jaquand (dir.), *Architectures au-delà du Mur. Berlin, Varsovie, Moscou*, Picard, Paris, pp. 250-262.

Hampartzoumian Stéphane (2007), « Pour une approche objectale de la ville, hommage à Pierre Sansot », in Viala Laurent, Villepoux Stéphane (dir.), *Imaginaire, territoires, sociétés, contribution à un déploiement transdisciplinaire de la géographie sociale*, Publication de l'Université Paul-Valérie, Montpellier III, pp. 481-489.

Halpern Charlotte, Häussermann Hartmut (2003), « Vers une sortie de la crise ? Les attermolements de la métropole berlinoise au terme d'une décennie de querelles de clocher », *Revue française d'administration publique*, 107, 3, pp. 333-344

Harvey David (2004), « L'urbanisation du capital », Presses Universitaires de France, *Actuel Marx*, n° 35, pp. 41-70.

Hennt Anna-Inés (2005), *Die Berliner Schlossplatzdebatte im Spiegel der Presse*, Berlin, 184 S.

Hertweck Florian (2009), « La reconstruction de Berlin : entre enjeu identitaire et pragmatisme économique », in Bérard Ewa, Jaquand Corinne (dir.), *Architecture au-delà du Mur, Berlin, Varsovie, Moscou*, Picard, Paris, pp. 165-179.

Herzfeld Michael (1992), « La Pratique des stéréotypes », *L'Homme*, Volume 32 Numéro 121, pp. 67-77.

Herzfeld Michael (1995) « Les enjeux du sang : la production officielle des stéréotypes dans les Balkans. Le cas de la Grèce », *Anthropologie et Sociétés*, Vol. 19, n°3, pp. 37-51.

Herzfeld Michael (2007), *L'intimité culturelle, Poétique sociale dans l'Etat nation*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 259 p.

Holfelder Moritz (2008), *Palast der Republik. Aufstieg und Fall eines symbolischen Gebäudes*, Ch. Links Verlag, Berlin, 208 S.

Husson Edouard (2002), « Les historiens et la mémoire du passé nazi en République fédérale d'Allemagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 68, N° 1, pp. 14-19.

Jarauschkonrad (2003), « Au-delà des condamnations morales et des fausses explications », *Genèses* (no52), pp. 80-95.

Judy Henri-Pierre (1990), *Patrimoine en folie*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 297 p.

Judy Henri-Pierre, Berenstein Jacques (dir.) (2006), *Corps et décors urbains*, l'Harmattan, 154 p.

Jobard Fabien (2003), « Analyse narrative d'une dynamique d'écroulement : la Volkspolizei face aux manifestations de Leipzig, 9 octobre 1989 (partie 1) », *Cultures & Conflits*, 51, automne, mis en ligne le 04 février 2004.

Jodelet Denise (2005), « Formes et Figures de l'altérité », Sanchez-Mazas Margarita, Licata Laurent (dir.), *L'Autre : Regards psychosociaux*, Grenoble : Les Presses de l'Université de Grenoble, 2005, pp. 23-47

Kaminsky Anna (2007), *Gedenkzeichen, Gedenkstätten und Museen zur Diktatur in SBZ und DDR*, Links Verlag, 560 s.

Kashuba Wolfgang (1996), « Les Allemands, des étrangers les uns pour les autres », in Fabre (Dir.), *L'Europe entre cultures et nations: Actes du colloque de Tours, décembre 1993*, Broché, pp. 269-283.

Kellenberger Sonja (2008), « L'image de la ville dans les interventions d'artistes engagés dans les mouvements sociaux », Michel Rautenberg (dir.), *Culture et Musée*, n°12, Actes Sud, pp. 65-89.

Klapper Arno (Dir.) (2000), *Allemagne, Faits et réalités*, Societätsverlag, 527 p.

Koch Frank Thomas (2009), « Les nouveaux Länder 20 ans après la chute du Mur », Note du Cerfa, n°68, 29 p.

Kocka Jürgen (1992), « La réunification et la recherche historique allemande », Vingtième siècle. Revue d'Histoire, Vol. 34, n°1, p. 32-36.

Kolossov Vladimir, O'Loughlin John (2004), « Comment Moscou se transforme en ville géante capitaliste », *Revue internationale des sciences sociales*, n°181, pp. 463-479.

Kott Sandrine (2000), « Collectifs et communauté dans les entreprises de RDA : limites de la dictature ou dictature des limites ? », *Genèses*, Volume 39, N°1, pp. 27-51.

Kott Sandrine (2001), « Le don comme rituel en RDA. 1949-1989. Instrument de domination et pratiques quotidiennes », *Le Mouvement Social*, N° 194, pp. 67-83.

Kott Sandrine (2007), « Comment la Stasi a mis la RDA sous surveillance », *L'Histoire*, n°317, pp. 68-73.

Lacquement Guillaume (2008), « Que reste-t-il de la RDA dans les campagnes des nouveaux Länder ? », article en ligne sur le site : <http://www.nouvelle-europe.eu>

Landry Tristan (2003), « Lieux du pouvoir et micropolitique de la mémoire, l'exemple de la cathédrale du Christ Sauveur à Moscou », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n°2, pp. 75-101.

Landry Sigrid (2004) « La poursuite de la quête de l'identité allemande après l'unification », *Arès* - N° 52, texte mis en ligne sur le site : <http://webu2.upmf-grenoble.fr/espace-europe/publication/ares/52/Landry.pdf>

Lapierre Nicole (2001), *Le silence de la mémoire. A la recherche des Juifs de Plock*, Paris, Livre de poche, 350 p.

Laplantine François (2001), *L'anthropologie*, Payot, 242 p.

Lasserre René (1991), « L'unification économique de l'Allemagne: bilan et perspectives », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 23, Numéro 23, pp. 14-18.

Lavabre Marie-Claire (2001), « De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives », in *Cultures politiques*, sous la direction de Daniel Cefaï, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 23-269.

Lebreton Alexis, Mougel Grégory (2008), « La gentrification comme articulation entre forme urbaine et globalisation : approche comparative Londres/Berlin », *Espaces et sociétés*, n°132, pp.57-73.

Le Galès Patrick (1995), « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de Science Politique*, 45 année, n°1, pp. 57-95.

Le Gloannec Anne-Marie (dir.) (2005), *Allemagne, peuple et culture*, La Découverte, 222 p.

Lemonnier Anne (1993), « Les affres et les délices de l'ambiguïté/ quelques réflexions autour du livre de Christa Wolf « Was bleibt » », mis en ligne sur le site : <http://multitudes.samizdat.net/>

Lepenes Wolf (2003), « La culture, substitut de la politique : un problème allemand », *Les Temps Modernes* 625, pp. 321-37.

Le Rider Jacques (1991), « Un an après l'unification : retour à la normalité de la nation allemande ? », *Politique étrangère* N°4 – 56<sup>ème</sup> année, pp. 913-927.

Letourneau Jocelyn, Jewsiewicki Bogumil (2003), « Politique de la mémoire », *Politique et Sociétés*, Volume 22, n°2, pp. 3-15.

Levi Primo (1987), *Si c'est un homme*, Julliard, 314 p.

Lévy Albert (2005) « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et société* 122 n°3, pp. 25-49.

Lindenberger Thomas (2003), « Secret et public : société et police dans l'historiographie de la RDA », *Genèses* (n°52), p. 33-57.

Loroux Nicole (1997), *la cité divisée, l'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Payot & Rivages, Paris, 291 p.

Ludwig Bernard (2003), « La propagande anticommuniste en Allemagne fédérale. Le « VVF », pendant allemand de « Paix et Liberté » ? », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, 80, p. 33-42.

Lynch Kevin (1999), *L'image de la cité*, Dunod, 221 p.

Maaz Hans-Joachim (1991), « Psychosoziale Aspekte im deutschen Einigungsprozess », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 19/91 v.3.5., pp. 3-10.

Mai Ulrich (1993), « Kulturschock und Identitätsverlust », *Geographische Rundschau*, 45 (4), 233 S.

Manale Margaret (2004), « Berlin sans frontières ? » *Espace et société*, n° 116-117 pp. 189-208.

Mann Thomas (1990), « Deutschland und die Deutschen », in *Gesammelte Werke in dreizehn Bänden*, Francfort, Volume 11, pp. 1126-1148.

Marchal Guy P. (2001), « De la mémoire communicative à la mémoire culturelle, le passé dans les témoignages d'Arezzo et de Sienne (1177-1180) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 56<sup>ème</sup> années, pp. 563-589.

Marin Louis (1973), *Utopiques : Jeux d'espaces*, les éditions de minuit, Paris, p.259.

Martens Stephan (2004), « RFA : Euphorie, euphonie ou fuite en avant ? », *Outre Terre*, n° 7, pp. 157-174.

Meinecke Friedrich (1946), *Die Deutsche Katastrophe. Betrachtungen und Erinnerungen*, Brockhaus, 177 S.

Meuschel Sigrid (1992), *Legitimation und Parteiherrschaft in der DDR zum Paradox von Stabilität und Revolution in der DDR 1945-1989*, Frankfurt, Surkamp, 498 S.

Meyers Peter Alexandre (2002), « Le « musée vivant » raconte sa propre histoire : une première lecture de l'United States Holocaust Memorial Museum, Cités (n°11), pp. 159-183

Micoud André (dir.) (1991), *Des Hauts-Lieux. La Construction Sociale de l'Exemplarité*, Editions du CNRS, 133 p.

Mitscherlich Alexander & Margarete (1967), *Die Unfähigkeit zu Trauern*, 369 p.

Mosse L. George (2003), *Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande*, Calmann-Lévy, 509 p.

Mouralis Guillaume (2009), « Une épuration allemande », *L'Histoire*, n°346, pp. 86-92.

Mühlberg Dietrich (2005), « Les objets du quotidien : des lieux de mémoire ? Spécificités des cultures mémorielles est-allemandes », Poumet Jacques (dir.), *Allemagne d'aujourd'hui*, N°173, p. 6-25.



Müller Birgit (2007), *Disenchantment with market economics: East Germans and western capitalism*, Berghahn Books, 244 p.

Neller Katja, S. Thaidigsmann Isabel (2002), „Das Vertretenheitsgefühl der Ostdeutschen durch die PDS: DDR-Nostalgie und andere Erklärungsfaktoren im Vergleich“, in Politisch Vierteljahresschrift 43, S. 420-444.

Neller Katja (2006), *DDR-Nostalgie. Dimensionen der Orientierungen der Ostdeutschen gegenüber der ehemaligen DDR, ihre Ursachen und politischen Konnotationen*, VS Verlag für Sozialw, 375 p.

Neubert Hildigund, Schroeder Klaus, Schuller Wolfgang, Thaysen Uwe (2001), « Haus 1 des Ministeriums für Staatssicherheit in Berlin – ein Zentrum der Aufarbeitung kommunistischer Diktatur in Deutschland. Konzeptionen und Gestaltungsvorschläge zur Arbeit in der ehemaligen Zentrale des Ministeriums für Staatssicherheit der DDR unter nationalen und internationalen Aspekten », Berlin, 23 S.

Niethammer Lutz (1992), « Vers une histoire sociale de la RDA », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, Volume 34, N° 34, pp37-52.

Nora Pierre (1997), *Les lieux de mémoire, tome 3 : Les France*, Gallimard.

Ohse Marc-Dietrich (1999), « L'antifascisme de commande. Réception et refoulement du passé national-socialiste en RDA », Matériaux pour l'histoire de notre temps, Volume 55, N°1, p. 88-90.

Palutzki Joachim (2000), *Architektur in der DDR*, Dietrich Reiner Verlag, Berlin, 450 S.

Papataxiarchis Evthymios (1994), « Émotions et stratégies d'autonomie en Grèce égéenne », Terrain, N°22, pp. 5-20.

Paulian Claire (2006), « La question de l'oubli dans le « Mémorial pour les Juifs d'Europe » de Berlin », Interrogations, Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société, n°3, pp. 75-88.

Perron Catherine « 1989 ou l'identité allemande en question », article mis en ligne sur le site : <http://www.chutedumur.com/resonances/191-1989-ou-lidentite-allemande-en-question-.html>

Pinson Gaëlle (2000), « La « reconstruction critique à Berlin », entre formes et idéologie », *Le visiteur, ville, territoire, paysage, architecture*, n°6, pp. 130-156.

Plessner Helmut (1935), *Die Verspätete Nation – Das Schicksal deutschen Geistes im Ausgang seiner bürgerlichen Epoche*, Zurich.

Poppe Ulrike (2003), « Que lisons-nous lorsque nous lisons un dossier personnel de la Stasi ? », *Genèse*, n°52, pp. 119-132.

Poulot Dominique (2008), « Gloires et oppobres politiques au musée », *Sociétés et représentations*, n°26, pp. 197-217.

Poulot Dominique (2008) « Musée et guerres de mémoires : pédagogie et frustration mémorielle », Blanchard P. Veyrat-Masson I. (dir.), *Les guerres de mémoires. La France et son histoire*, Paris, La Découverte, pp. 230-240.

Poumet Jacques (2006), « L'antifascisme de la RDA et sa mise en question », Fabre-Renault Catherine, Gourdin Elisa, Hähnel-Mesnard (dir.), *La RDA au passé présent : Relectures critiques et réflexions pédagogiques*, Presse Sorbonne Nouvelle, Publication de l'institut d'Allemand, pp. 209-229.

Raphaël Freddy (1980), « Le travail de la mémoire et les limites de l'histoire orale », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 35<sup>ème</sup> Année, n°5, pp. 127-145

Radtke Arne, Zelinski Bernd (1992), « La mémoire unifiée ? L'héritage équivoque des archives de la RDA », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Volume 34, N° 34, pp. 53-68.

Rautenberg Michel (2003), *La rupture patrimoniale*, à la Croisée, 173 pages.

Rautenberg Michel (2006), « Monuments, images, imaginaire, patrimoine », communication prononcée dans le cadre du Colloque international *IDENTITE et ESPACE*, Reims.

Rautenberg Michel (2009), « De la patrimonialisation de la mémoire ? », Publié dans « La collecte de la mémoire : le recueil d'archives orales », Médiathèque numérique de l'INP.

Rautenberg Michel (2010), « Stereotypes and emblems in the construction of Social Imagination », *Outlines – Critical Practice Studies*, N°2, pp. 126-137.

Rautenberg Michel (2007), « Mémoire collective et imaginaire de la ville : la production artistique et culturelle dans la production des images de la ville », communication prononcée à la maison de l'Italie, Paris.

Rautenberg Michel (2009), « L'imaginaire de la ville, le regard et le pas du citoyen », *Culture et Musée*, n°12, Actes Sud, pp. 13-31

Redecke Sebastian (2009), « « Au peuple allemand » : la « République de Berlin » et son architecture », Bérard Ewa, Jaquand Corinne, *Architecture au-delà du Mur, Berlin, Varsovie, Moscou*, Paris, pp. 135-145.

Reich Wilhelm (1972) *La psychologie de masse du fascisme*, Payot, 341 p.

Reichel Peter (1998), *L'Allemagne et sa mémoire*, Odile Jacob, 353 p.

Renaudot Myriam (2007), « Le 17 juin 1953 : contexte et déroulement ». *La Clé des Langues* (Lyon: ENS LSH/DGESCO). Mis à jour le 29 septembre 2009

Reynaud Louis (1971), *Histoire générale de l'influence française en Allemagne*, 570 p.

Ricoeur Paul (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Editions du Seuil, p. 571.

Riegl Aloïs (2003), *Le culte moderne des monuments*, l'Harmattan, 123 p.

Robin Régine (2001), *Berlin chantiers, Essai sur les passés fragiles*, Stock, 445 p.

Robin Régine (2003), *La mémoire saturé*, Stock, 524 p.

Rousseau Henri (dir.) (1999), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Editions Complexe, 387 p.

Rovan Joseph (1988), introduction à l'édition française de *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, 1988, Edition du Cerf, 353 p., p. XXV.

Rovan Joseph (1994), *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Editions du Seuil.

Sabrow, Martin (2007), « Reconstruction du passé de RDA et politique de la mémoire », *Allemagne d'aujourd'hui* n°181, p 64-72.

Sabrow Martin, Eckert Rainer, Flacke Monika, Henke Klaus-Dietmar, Jahn Roland (Hg.) (2007), *Wohin Treibt Die DDR-Erinnerung? : Dokumentation Einer Debatte*, Vandenhoeck & Ruprecht, 447 S.

Sagave Pierre-Paul (1960), « Les historiens allemands et la réhabilitation de la Prusse », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, Volume 15, N°1, p. 130-150.

Schaarschmidt Thomas (2007), « Le débat autour de l'avis de la commission Sabrow quant à l'avenir du travail de mémoire sur le passé de la RDA », communication effectuée dans le cadre du Séminaire Histoire, mémoire, transmission, lieux d'histoire et de mémoire, Berlin – Ravensbrück, 10-16 décembre 2007, organisé par le MoDyS, laboratoire de recherche Mondes et Dynamiques des Sociétés, en partenariat avec le CHRD, la Maison d'Izieu et le service d'ethnologie de la DRAC Rhône-Alpes.

Schneider Jens (2001), *Deutsch sein, das Eigene, das Fremde und die Vergangenheit im Selbstbild des vereinten Deutschland*, Campus Verlag, Frankfurt/New York, 371 p.

Ségaud Marion (2007), *Anthropologie de l'espace : Habiter, fonder, distribuer, transformer*, Armand Colin, 222 p.

Solchany Jean (1997), *Comprendre le nazisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, PUF, Paris, 384 p.

Soljenitsyne Alexandre (1975), *Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch*, Pocket, 189 p.

Soljenitsyne Alexandre (1976), *L'Archipel du Goulag*, 3 tomes, Editions du Seuil.

Stråth Bo (dr.) (2000), *Myth and Memory in the construction of community, Historical Patterns in Europe and Beyond*, Presses interuniversitaires, Brussels, 429 p.

Szambien Werner (2003), *Berlin, ville en suspens*, Norma Editions, 171 p.

Talandier Catherine (1994), *Au-delà des murs. Les Eglises évangéliques d'Allemagne de l'Est, 1980-1993*, Paris, Labor et Fides, 209 p.

Teichmann Christine (1993), « Dire la réunification allemande au quotidien », *Mots*, Volume 34, Numéro 1, p. 89-98.

Terray Emmanuel (1997), « Berlin : mémoires entrecroisées », *Terrain* n°29, pp. 31-42.

Terray Emmanuel (1996), *Ombres berlinoises*, Odile Jacob, 266 p.

Thalmann Rita (1987), « La normalisation du passé ? La République fédérale d'Allemagne et le problème juif », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, Volume 16, N°16, pp. 55-66.

Thalmann Rita (1996), « L'Allemagne, une « nation retardataire » ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 43, n° 1, p. 2-8.

Thaysen Uwe (1990), *Der Runde Tisch, oder, Wo blieb das Volk?: Der Weg der DDR in die Demokratie*, Westdeutscher Verlag, 215 s.

Thuret Marc (2000), « L'image de la France dans la littérature de la RDA », in Pfeil Ulrich (dir.), *La République démocratique allemande et l'Occident*, Presse Sorbonne Nouvelle, Publication de l'Institut d'Allemand d'Asnières, 536 p.

Till Karen E. (2005), *The New Berlin, memory, politics, place*, University of Minnesota Press, Minneapolis.

Turner Victor W. (1990), *Le phénomène rituel. Structure et contre-structure*, PUF 208 p.

Varvantakis Christos (2009), "A monument to dismantlement", *MEMORY STUDIES* © Sage Publication, Los Angeles, London, New Delhi, Singapore and Washington, Vol. 2(1): 27-38.

Vaillant Jérôme (1988), « La portée du mouvement de contestation en RFA : échec, récupération, intégration, popularisation de quelques uns de ses thèmes », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Volume 11, N° 1, p. 24-30.

Veschambre Vincent (2002), « Une mémoire urbaine socialement sélective, réflexions à travers l'exemple d'Angers », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 92, pp. 65-74.

Veschambre Vincent (2008), *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, PUR, coll. « Géographie sociale », 315 p.

Védrine Corine (2006), *Les Bibs et l'esprit Michelin. Ethnographie d'un mythe industriel*, thèse d'ethnologie, 520 p.

Villepontoux Stéphane (2007), « L'imaginaire habitant ou l'invention de l'habiter, proposition pour une cité apprenante », in Viala Laurent & Villepontoux Stéphane (dir.), *Imaginaire, territoires, sociétés, contribution à un déploiement transdisciplinaire de la géographie sociale*, Publication de l'Université Paul-Valérie, Montpellier III, pp. 17-37.

Vilmar Fritz, Guittard Gislaine (1999), *La face cachée de la réunification*, Editions de l'Atelier, Paris, 233 p.

Wahnich Sophie (2005) « Les musées d'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle en Europe », *Etudes* (Tome 403), p. 29-41.

Weber Florence (1989), *Le travail à-côté, Etude d'ethnographie ouvrière*, Editions de l'EHESS, Paris, 212 p.

Weber Hermann (2006), *Die DDR 1945-1990*, Oldenbourg Wissenschaftsverlag GmbH, München, 355 s.

Wehler Hans Ulrich, Guérout Jeanne (2007), « Du peuple bourreau au culte de la victimisation ? L'histoire allemande et la rhétorique de la victimisation », *Politique étrangère*, pp. 829-835.

Winkler Heinrich A. (2000), *Histoire de l'Allemagne, XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècle, le long chemin vers l'Occident*, Editions Fayard, 1152 p.

Yates France (1987), *L'art de la mémoire*, Editions Gallimard, 432 p.

Zischler Hanns (1999), *Berlin est trop grand pour Berlin*, Editions Mille et Une Nuits, 63 p.

## Index des illustrations<sup>313</sup>

Figure 1 La répartition des territoires allemand et autrichien en zones d'occupations administrées par les Alliés (Source : encarta)	59
Figure 2 Plan de Berlin et des secteurs d'occupation (Source : <a href="http://2.bp.blogspot.com">http://2.bp.blogspot.com</a> )	59
Figure 3 Les deux tours constituant la <i>Frankfurter Tor</i> (Porte de Francfort)	80
Figure 4 Bâtiment le long de la <i>Frankfurter Allee</i>	81
Figure 5 <i>Das Haus des Lehrers</i> – la maison des enseignants (Source : Wikipedia)	82
Figure 6 L'horloge universelle sur l' <i>Alexanderplatz</i> (Landesarchiv Berlin)	83
Figure 7 Le <i>Centrum Warenhaus</i> de la <i>Alexander Platz</i> , avec, en premier plan, la « Fontaine de l'amitié des peuples » de l'artiste Walter Womacka. (Source : Wikipedia)	84
Figure 8 Illustration du mouvement Punk en RDA	111
Figure 9 Exemples de pancartes sur lesquels figurent les slogans « Nous sommes un peuple » et « Allemagne patrie unie » (Source : Wikipedia)	124
Figure 10 Affiche de la CDU au moment des élections de 1990 (Source : Wikipedia)	124
Figure 11 Exemples de pancartes et de slogans au moment de la Révolution pacifique (Musée de la Stasi <i>Normannenstrasse</i> )	148
Figure 12 Caricature de Rainer Hachfeld : Des industriels ouest-allemands s'écrient « Nous sommes le peuple ! » tandis que le Chancelier Helmut Kohl leur fait cadeau de « l'entreprise du peuple, RDA »	163
Figure 13 Gabi de la zone [soviétique] (17) en joie (RFA) : « Ma première banane ». (Couverture du magazine Titanic au lendemain de la chute du Mur)	172
Figure 14 Un modèle de <i>Trabant</i> (Source : <a href="http://czechmediadiary.com">czechmediadiary.com</a> )	181
Figure 15 Photographie d'une cellule de l'ancienne prison de la Stasi de <i>Hohenschönhausen</i> correspondant aux standards internationaux. La construction et l'aménagement de cette aile de la prison date des années 1960	226

---

<sup>313</sup> Les illustrations (photographies) non référencées sont de l'auteur.



Figure 16 Photographie d'une salle d'interrogatoire de l'ancienne prison de la Stasi de <i>Hohenschönhausen</i> , située dans l'aile de la prison qui fut aménagée dans les années 1960	227
Figure 17 Plan de localisation du site de l'ancienne centrale du MfS. (Source : <i>Bundesamt für Kartographie</i> )	234
Figure 18 Plan de la centrale de la Stasi. (Source : <a href="http://www.ddd-wissen.de/ddd/wiki/mfszplan.gif">http://www.ddd-wissen.de/ddd/wiki/mfszplan.gif</a> )	236
Figure 19 Photographie de la Haus 1. (Sources : Fondation pour la recherche sur la dictature du SED, Fonds Klaus Mehner)	238
Figure 20 Tract d'appel à l'occupation des locaux de la centrale de la Stasi. (Sources <a href="http://revolution89.de">http://revolution89.de</a> )	243
Figure 21 Photographie de la façade de la Haus 1 & photographie de la maquette de l'ensemble des bâtiments de la Stasi dans le hall du Musée de la Stasi de la <i>Normannenstrasse</i>	249
Figure 22 Illustration de la partie « Technique opératoire du MfS » de l'exposition du Musée de la Stasi.	250
Figure 23 Le cabinet des traditions : collection de décorations et objets ornementaux du volet <i>Traditionsarbeit im MfS</i>	252
Figure 24 Le bureau de Mielke, Musée de la Stasi	253
Figure 25 Photographies évoquant la Révolution pacifique (Musée de la Stasi)	254
Figure 26 Le Palais de la République (1976-2008) (Source : <a href="http://haus.des.volkes.de/bild.html">http://haus.des.volkes.de/bild.html</a> )	307
Figure 27 Photographie de la grande salle du Palais de la République & photographie de la chambre du peuple	308
Figure 28 Promontoire de l'exposition permettant d'observer les avancements des travaux de démontage du Palais de la République	327
Figure 29 L'exposition « une décision démocratique », aux abords du chantier de démolition du Palais de la République	327
Figure 30 Gravure de l'ancienne Place du Château	328
Figure 31 Illustrations des dommages causés au château par les bombardements alliés	329
Figure 32 Illustration de la destruction du château municipal	330

Figure 33 Projet de réaménagement pour l'ancienne Place du Château & photographie de l'ancienne Place du Château réaménagée en place de rassemblement	331
Figure 34 Photographie du grand foyer, avec ses fameuses lampes en verre	332
Figure 35 Photographie de la grande salle modulable à l'occasion d'une célébration du Parti	333
Figure 36 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	337
Figure 37 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	337
Figure 38 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	338
Figure 39 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	339
Figure 40 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	339
Figure 41 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	340
Figure 42 Tags sur les panneaux de l'exposition « une décision démocratique »	340
Figure 43 Photographie d'une partie de l'installation « Fassadenrepublik ». (Source : <a href="http://www.raumlabor.net/?p=40">http://www.raumlabor.net/?p=40</a> )	349
Figure 44 Planche à petit déjeuner à l'effigie du PdR	360
Figure 45 Carte postale/maquette du PdR élaborée et mise en vente par l'édition Faltplatte (Source : <a href="http://www.faltplatte.de/t3/index.php?id=97&amp;L=1">www.faltplatte.de/t3/index.php?id=97&amp;L=1</a> )	360
Figure 46 Panneau de l'exposition « Une décision démocratique »	370
Figure 47 Partie consacrée à la Stasi dans le musée de la vie quotidienne en RDA ( <i>DDR Museum</i> )	370
Figure 48 Façade du bâtiment le plus imposant de l'ancienne centrale du MfS	371
Figure 49 Carte postale présentant une vue aérienne du quartier du gouvernement	388
Figure 50 Maquette du quartier du gouvernement	389
Figure 51 La chancellerie et sa cour d'honneur. (Source : <a href="http://www.voyagesphotosmanu.com/regime_politique_allemande">http://www.voyagesphotosmanu.com/regime_politique_allemande</a> )	389
Figure 52 Exemple de l'architecture du ruban fédéral (Source : <a href="http://www.portalius.de/_files/photos/staedte/Berlin">http://www.portalius.de/_files/photos/staedte/Berlin</a> )	390

Figure 53 La <i>Marie-Elisabeth-Lüders-Haus</i> . (Source : <a href="http://www.pension-ampark.de/berlin-sightseeing/sights">www.pension-ampark.de/berlin-sightseeing/sights</a> )	391
Figure 54 Le Reichstag surmonté de sa coupole de verre	391
Figure 55 La <i>Potsdamer Platz</i> au début du siècle dernier. (Source : <a href="http://www.duits.de/literatuur/expressionisme/">http://www.duits.de/literatuur/expressionisme/</a> )	395
Figure 56 La toiture du Sony Center et sa cour intérieure	398
Figure 57 Un square au cœur du Sony Center	398
Figure 58 La Friedrichstrasse autour de 1900 (Source : <a href="http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons">http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons</a> )	404
Figure 59 Photographie de la Friedrichstrasse (Source : <a href="http://www.fotos-berlin24.de/data/media/">http://www.fotos-berlin24.de/data/media/</a> )	404
Figure 60 Photographie du Berolina hotel (Source : Deutsches Bundesarchiv, Bild 183-C0325-0007-003)	410
Figure 61 Photographie de la mairie de la circonscription de <i>Mitte</i> (Source : wikipedia)	410
Figure 62 Vue du Mémorial soviétique du haut de l'escalier menant à la statue du soldat soviétique	413
Figure 63 Photographie de la statue du soldat soviétique foulant du pied une croix gammée	413
Figure 64 La <i>Volksbühne</i> , coiffée des lettres OST (Source : <a href="http://www.culture-blog.de/volksbuehne-berlin/">www.culture-blog.de/volksbuehne-berlin/</a> )	415
Figure 65 Exemple de <i>Plattenbau</i> à <i>Marzahn</i> (Source : <a href="http://blocati.de/wp-content/uploads/marzahn.jpg">http://blocati.de/wp-content/uploads/marzahn.jpg</a> )	416
Figure 66 La <i>Fernsehturm</i> (tour de télévision)	416
Figure 67 Le Musée de la RDA	421
Figure 68 Le Musée de la RDA	421
Figure 69 Le Musée de la RDA	421
Figure 70 Vitrine du <i>Vorwende-Laden</i> (Source : <a href="http://friedrichshainblog.de/ddr-souvenir-laden/">http://friedrichshainblog.de/ddr-souvenir-laden/</a> )	427
Figure 71 Vitrine du VEB Orange (Source : <a href="http://www.youropi.com/.../geschafte/veb-orange-3711">www.youropi.com/.../geschafte/veb-orange-3711</a> )	428

Figure 72 La vitrine de la boutique <i>East Berlin</i> , située dans la <i>Alten Schönhauser Straße</i> (Source : <a href="http://eastberlin.wordpress.com/">http://eastberlin.wordpress.com/</a> )	429
Figure 73 L' <i>Ostel</i> , aménagements intérieur et extérieur (Source : <a href="http://fudder.de/.../05/23/reisetipps-fuer-berlin-15/">fudder.de/.../05/23/reisetipps-fuer-berlin-15/</a> )	430
Figure 74 Photographie du bar <i>zur Firma</i> (Source : SPIEGEL ONLINE)	431

## Annexes

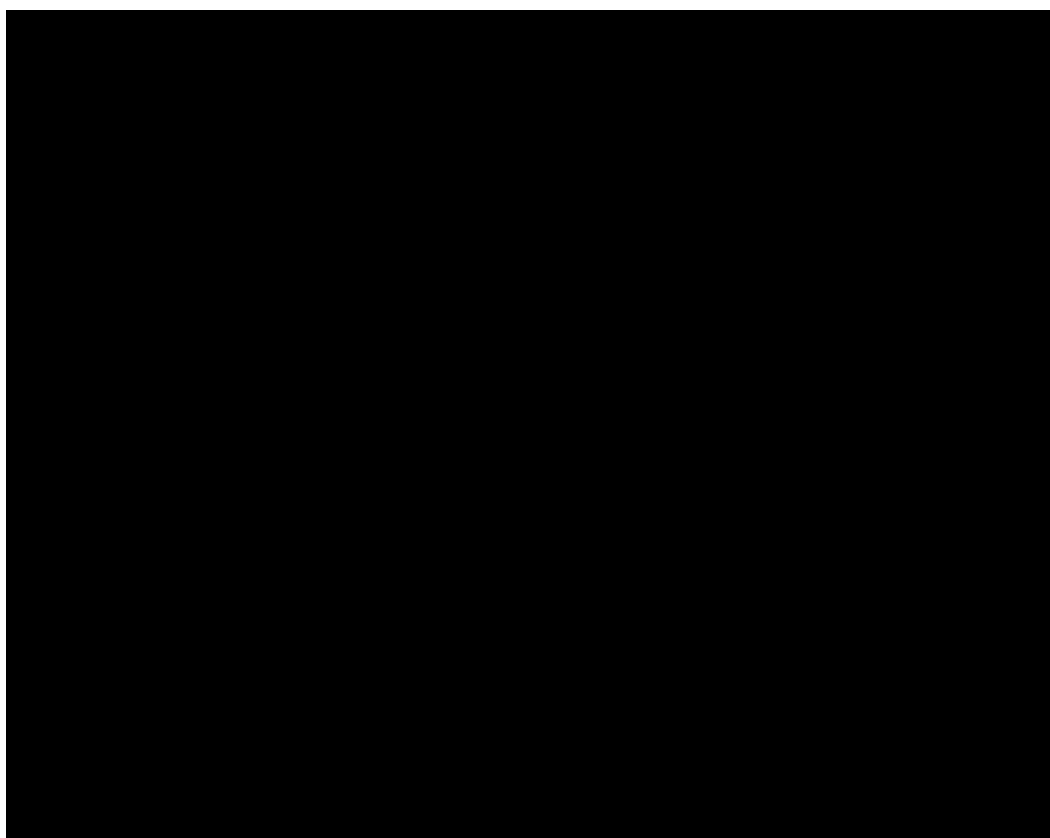
Annexe 1 : Liste non exhaustive des investigations Ethnographiques	III
Annexe 2 : Dissolution des cinq Länder et création de quatorze districts administratifs dans les débuts de la RDA	VI
Annexe 3 : Berlin, les zones d'occupations et points de frontière le long du Mur	VIII
Annexe 4 : Allemagne, caractéristiques démographiques et économiques selon les régions 20 ans après la réunification	X
Annexe 5 : Version originale et traduction du texte « Nouveau Départ 1989 » de Nouveau Forum	XII
Annexe 6 : Version originale et traduction du texte « Pour notre pays »	XVI
Annexe 7 : Formulaire de versement du <i>Begrüßungsgeld</i> - Banque de Berlin	XVIII
Annexe 8 : Version originale du poème d'Ingetraut	XIX
Annexe 9 : Brochures sur certains musées, mémoriaux et expositions en rapport avec le passé communiste à Berlin	XX
Sur les thèmes de la répression et du régime de frontière	XX
Sur le thème de la vie quotidienne	XXXIV
Annexe 10 : Carte des différents districts de la RDA et carte de la répartition des différents services et centres administratifs de la Stasi en RDA	XL
Annexe 11 : Photographie et légende de l'ensemble des bâtiments de la centrale du MfS à Berlin	XLII
Annexe 12 : Traduction de l'appel à l'occupation des locaux de la centrale du MfS à Berlin « <i>Mit Fantasie gegen Stasi</i> »	XLV
Annexe 13 : Panneaux du volet Résistance et Opposition de l'exposition de la Haus 1	XLVI
Annexe 14 : Une visite guidée à la Haus 1	XLIX

Annexe 15 : Carte de <i>Mitte</i> et de l'île aux Musées, situation géographique du Palais de la République	LII
Annexe 16 : Croissance et industrialisation de Berlin au 19ème siècle	LIII
Annexe n° 17 : Cartes postales est-allemandes représentant le Palais de la République	LIV
Annexe 18 : constitution de la commission d'experts <i>Historische Mitte Berlin</i>	LVII
Annexe 19 : Un exemple d'événement culturel dans le PdR en ruine : l'exposition <i>Fraktale</i> sur le thème de la mort (crédit photographique Marie Charlotte Planque)	LIX
Annexe 20 : Aperçu photographique de la destruction du Palais de la République	LXIII
Annexe 21 : Berlin et ses circonscriptions avant et après la réforme de 2001	LXVI
Annexe 22 : Illustration des agrandissements du mémorial du Mur	LXVIII
Annexe 23 : Dépliant publicitaire faisant la promotion d'excursions à vélo dans Berlin	LXX
Annexe 24 : Liste de certains squats berlinois et de leurs statuts respectifs	LXXII

## Annexe 1 : Liste non exhaustive des investigations ethnographiques

**Tableau 1 : investigations préliminaires**

- Le *Treptower Park* et le monument soviétique dédié aux soldats de l'armée rouge libérateurs de Berlin
- *Berlin Hohenschönhausen* et le mémorial de la prison de la Stasi,
- Le mémorial du *Berliner Mauer*
- *Checkpoint Charlie*
- Le *Tränenpalast*
- Le mémorial soviétique de la rue du 17 juin
- L'*East Side Gallery*
- la *Karl Marx Alle*, la *Frankfurter Alle* et la *Frankfurter Tor*, le *Café Sybille*
- La *Fernsehturm*, l'*Alexander Platz*, le *Marx Engel Forum*
- Les mémoriaux dédiés à la guerre d'Espagne et aux victimes du fascisme du *Volkspark von Friedrichshain*
- Le Musée de la Stasi de la *Mauerstrasse* (à proximité de la *Potsdamer Platz*)
- Le cimetière de *Friedrichsfelde*, où se trouvent les tombes de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, excursion réalisée en autonome, suivie d'une autre excursion à l'occasion de la manifestation commémorative du 90<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, le 11 janvier 2009



**Figure 1 Plan de Berlin et de ses différents quartiers** (sources : <http://images.google.fr/imgres?imgurl=http://archiguide.free.fr>)



**Figure 2 Plan de Berlin et de ses différents quartiers avec aperçu plus précis des limites de la ville**  
(Source : <http://www.mapsofworld.com/germany/maps/berlin-map.jpg>)

### **Tableau 2 : musées, expositions, conférences et commémorations**

***Les musées et expositions en rapport avec l'histoire du nazisme et de l'holocauste***

- Visite de la maison de la conférence de *Wansee*
- Visite du Musée Juif
- Visite du Mémorial de l'holocauste entre la porte de Brandebourg et la *Potsdamer Platz*
- Visite du quartier de *Schönberg*, installations commémoratives évoquant les lois de Nuremberg

***Les musées et expositions en rapport avec l'histoire de la RDA***

- Visite de la prison de la Stasi à *Hohenschönhausen* 13/10/2006
- Visite de l'exposition temporaire sur la vie quotidienne et la dictature du Parti en RDA au musée nationale de l'histoire allemande 12/07/2007
- Suite de l'exposition sur la vie quotidienne et la dictature du Parti en RDA
- Visite du Musée du Mur

***Les musées et anciens camps de concentration***

- Visite du mémorial de *Sachsenhausen* 22/10/2006
- Visite du musée national de l'histoire allemande 11/02/2007
- Visite du camps de concentration des femmes de Ravensbrück / Exposition sur la langue de la commémoration de Sigrid Jacobeit
- Visite musée pour la jeunesse sur le thème de l'immigration en Allemagne (*Schönberg*) – la question de la culture mémorielle allemande comme facteur de l'intégration.

***Les musées de la vie quotidienne en RDA***

- Visite du musée de la vie quotidienne en RDA à Eisenhüttenstadt le 26/10/2006
- Visite du musée de la vie quotidienne en RDA à Berlin



### ***Les conférences et lectures***

- Visite du Bundestag, entretien collectif avec W. Thierse
- Conférence avec Th. Scharschmitt sur le travail de la commission Sabrow.
- Conférence sur le quartier de la centrale de la Stasi, Lichtenberg.
- Rolf Hosfeld, zum Thema „Was war die DDR?“ (Rolf Hosfeld, sur le thème: Ce qu'était la RDA)
- Présence à la manifestation littéraire à l'occasion du 80<sup>ème</sup> anniversaire de Christa Wolf.
- Buchpräsentation - Hans-Ulrich Wehlers fünfter Band der Deutschen Gesellschaftsgeschichte (ZZF – Potsdam) Présentation du dernier livre de Hans-Ulrich Wehlers, la cinquième partie de l'histoire de la société allemande (1945-1990).
- Die Wende 1989 in der DDR, Représentation sur le thème de la Wende en RDA et l'ouverture des frontières interallemandes en 1989 – intervenant de la centrale fédérale pour l'éducation politique).
- *Stasimuseum in der Normannenstrasse*, visite guidée du mémorial et lieu de recherche de la Normannenstraße.
- 28-31.05.2009 présence au *Geschichtsforum 1989 / 2009: Europa zwischen Teilung und Aufbruch* (Forum historique 1989/2009: l'Europe entre partage et nouveau départ).
- Visite de l'exposition en plein air sur la révolution pacifique, réalisée dans le cadre de la commémoration des 20 ans de la chute du Mur (Alexander Platz).

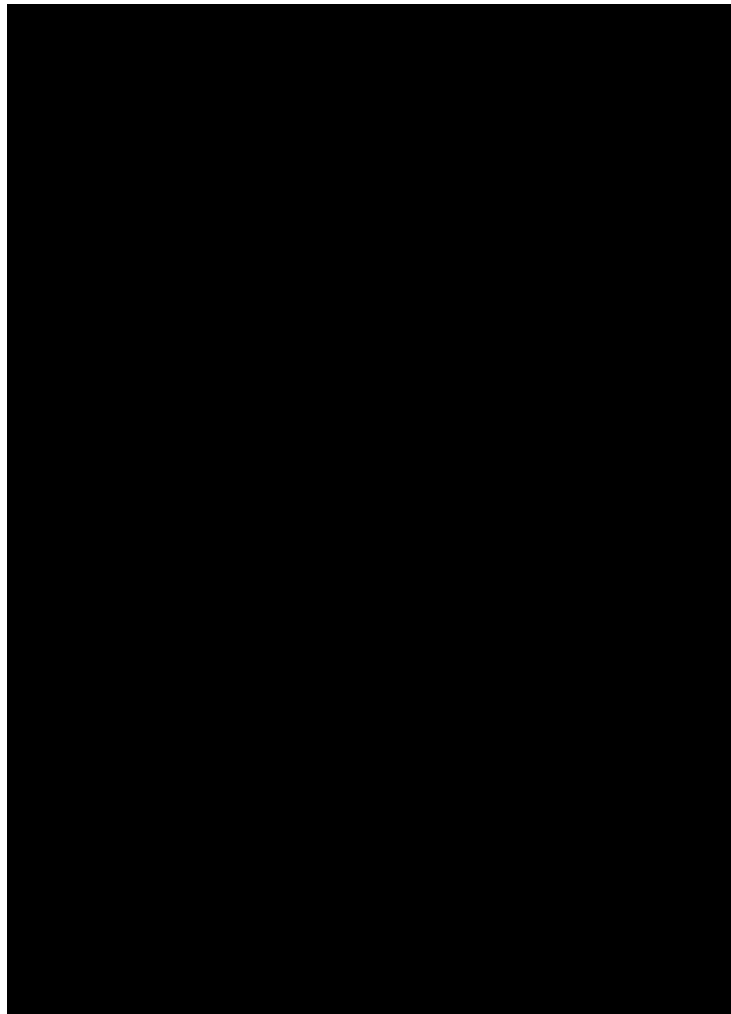
### ***Les commémorations***

- La fête nationale allemande, le 3 octobre 2006 et 2008
- Commémoration de la chute du Mur au mémorial du Mur 9/11/2007
- Commémoration des 20 ans de la chute du Mur 9 novembre 2009
- Commémoration des 90 ans de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht

### ***Films visionnés dans le cadre de la recherche (liste non exhaustive)***

- *Les nouvelles souffrances du jeune Werther*, dans le cadre d'un festival dédié au réalisateur est-allemand Ulrich Plenzdorf
- *Too much Futur*, film sur le mouvement punk en RDA
- *Eine demokratische Entscheidung*, sur la démolition du Palais de la République
- *Ein Palast und seine Republik*, sur le Palais de la République
- *November Days* de Marcel Ophüls, sur les événements de novembre 1989
- *Die Berliner Mauer im Musikclip*, EYZ-Media
- *Hinter der Mauer: Ganz normales Leben in der DDR* (Derrière le Mur : Une vie tout à fait normale), Prof. Mary Fulbrook, University College London
- *Deutschlandspiel – Präsentation des Doku-Dramas*, ZDF, Hans-Christoph Blumenberg, Stefan Brau.

**Annexe 2 : Dissolution des cinq Länder et création de quatorze districts administratifs dans les débuts de la RDA**

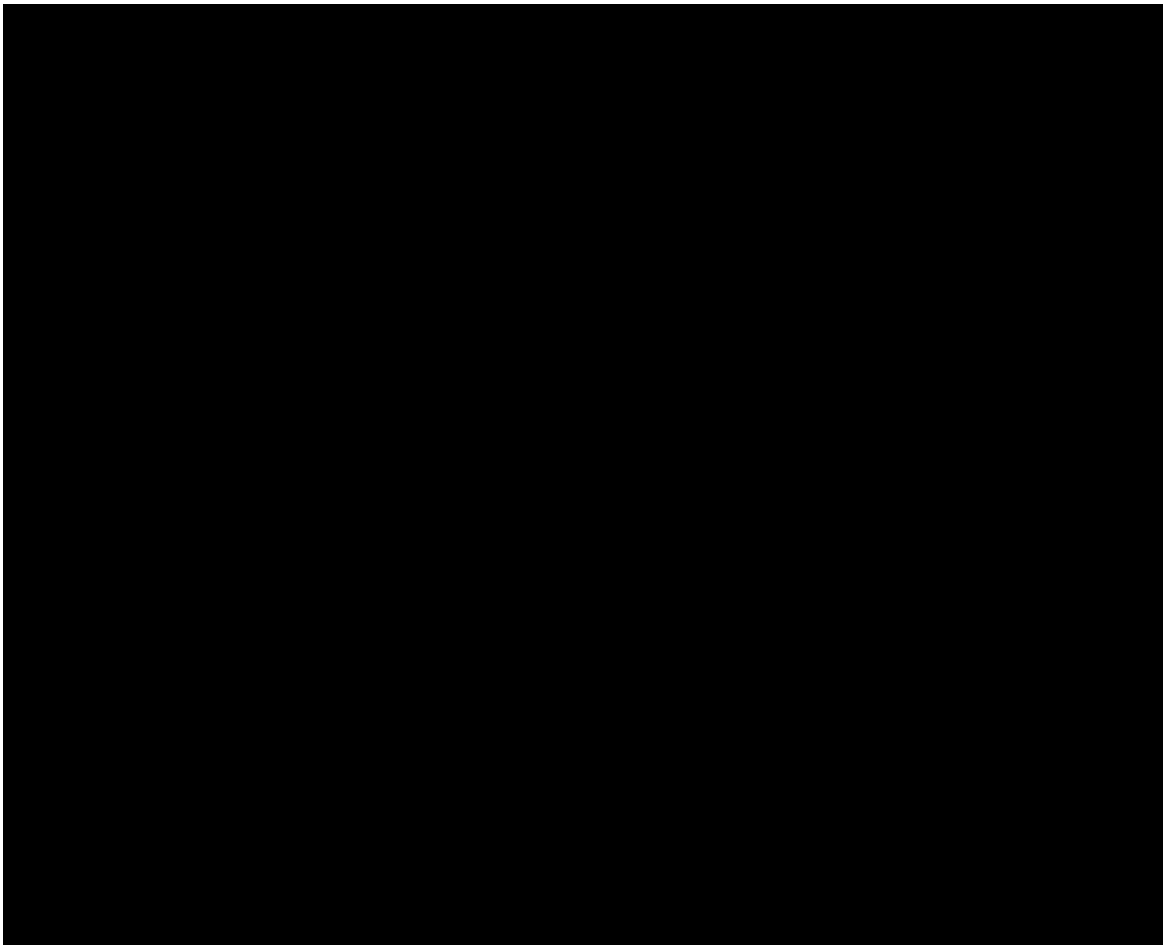


**Figure 3** Carte des Länder est-allemands créés entre 1945 et 1947 après la seconde Guerre Mondiale (tracé des frontières en noir). Ils furent abolis en 1952 et recréés en 1990 afin d'être assimilés à la République fédérale d'Allemagne (tracé des frontières en rouge). (Source : <http://www.ieg-maps.uni-mainz.de>)

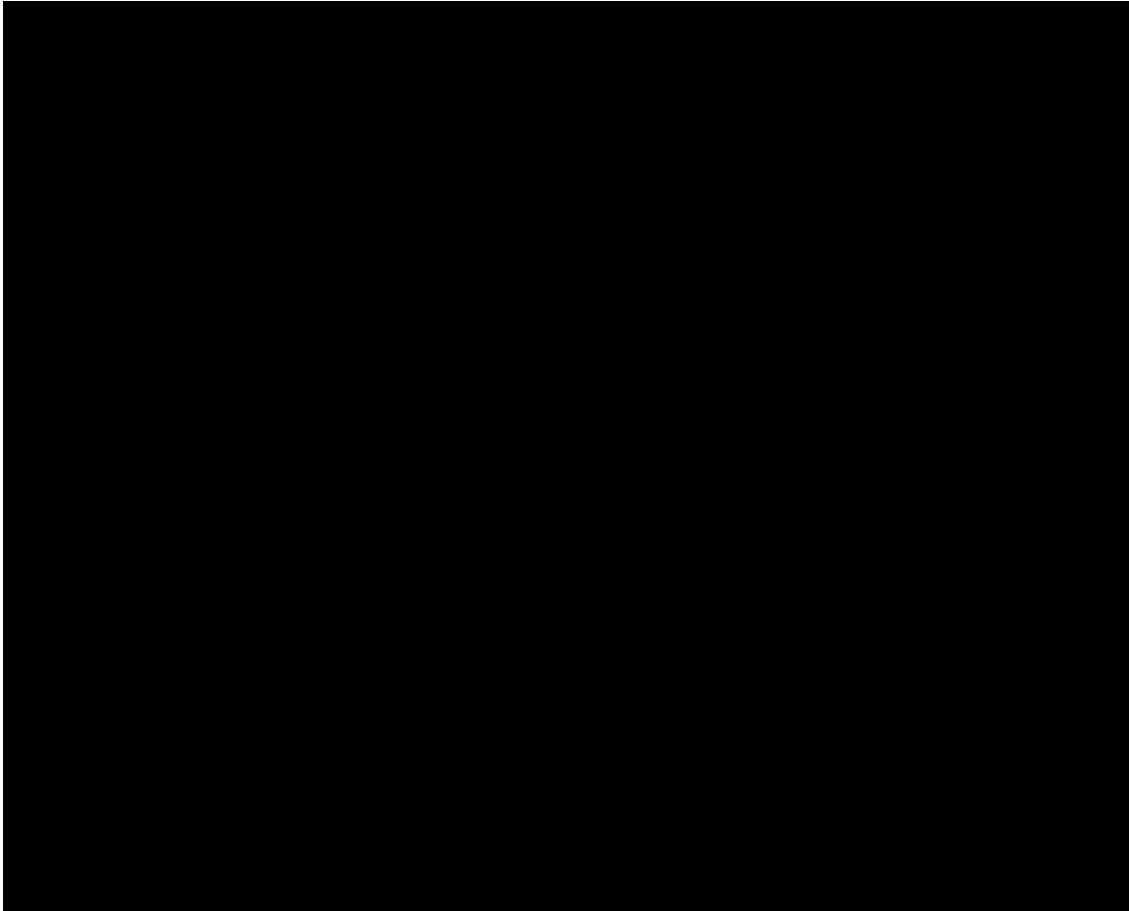


**Figure 4 Les districts administratifs est-allemands, créés en 1952 en raison de l'abandon de la forme fédérale en RDA au profit d'une forme étatique centrale. (Source : Wikimedia Commons)**

**Annexe 3 : Berlin, les zones d'occupations et points de frontière le long du Mur**



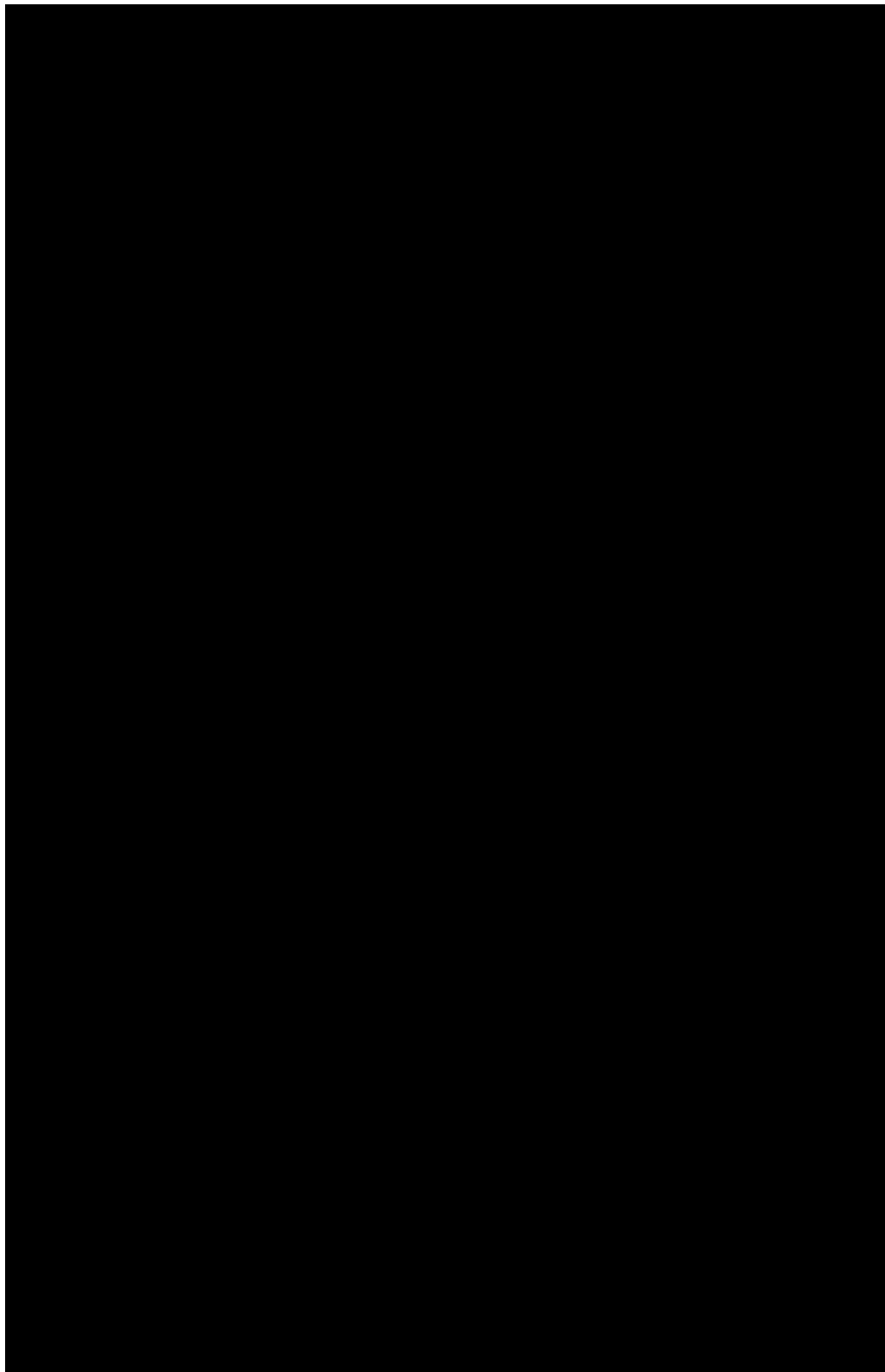
**Figure 5 Carte des secteurs de Berlin (sources : <http://www.linternaute.com/voyager/destination/berlin/mur-de-berlin/reportage-mur-de-berlin/images/carte.jpg>)**



**Figure 6 Les postes frontière le long du Mur (sources : [http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/c8/Karte\\_berliner\\_mauer\\_en.jpg](http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/c8/Karte_berliner_mauer_en.jpg))**

**Annexe 4 : Allemagne, caractéristiques démographiques et économiques selon les régions 20 ans après la réunification**

**Le territoire allemand : quatre ensembles régionaux**



**Figure 7 Source : L'Allemagne, vingt ans après (Auteur : Boris Grésillon)**

## Densité et population urbaine dans les Länder allemands

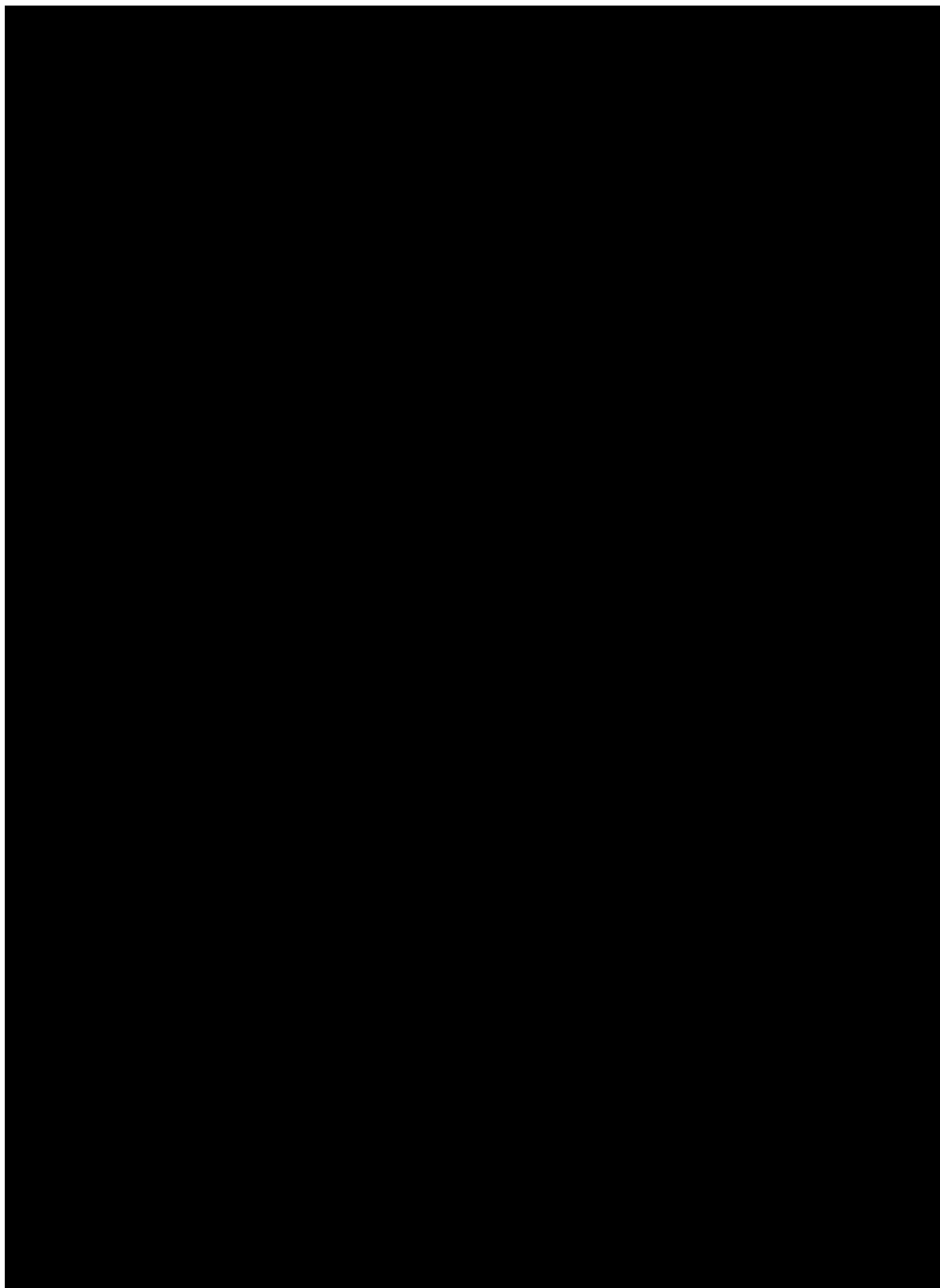


Figure 8 Source : L'Allemagne, vingt ans après... (Auteur : Boris Grésillon)

## **Annexe 5 : Version originale et traduction du texte « Nouveau Départ 1989 » de Nouveau Forum**

### **Aufbruch 89 - Neues Forum**

In unserem Lande ist die Kommunikation zwischen Staat und Gesellschaft offensichtlich gestört. Belege dafür sind die weitverbreitete Verdrossenheit bis hin zum Rückzug in die private Nische oder zur massenhaften Auswanderung. Fluchtbewegungen dieses Ausmaßes sind anderswo durch Not, Hunger und Gewalt verursacht. Davon kann bei uns keine Rede sein. Die gestörte Beziehung zwischen Staat und Gesellschaft lähmt die schöpferischen Potenzen unserer Gesellschaft und behindert die Lösung der anstehenden lokalen und globalen Aufgaben. Wir verzetteln uns in übelgelaunter Passivität und hätten doch Wichtigeres zu tun für unser Leben, unser Land und die Menschheit. In Staat und Wirtschaft funktioniert der Interessenausgleich zwischen den Gruppen und Schichten nur mangelhaft. Auch die Kommunikation über die Situation und die Interessenlage ist gehemmt. Im privaten Kreis sagt jeder leichthin, wie seine Diagnose lautet und nennt die ihm wichtigsten Maßnahmen. Aber die Wünsche und Bestrebungen sind sehr verschieden und werden nicht rational gegeneinander gewichtet und auf Durchführbarkeit untersucht. Auf der einen Seite wünschen wir uns eine Erweiterung des Warenangebots und bessere Versorgung, andererseits sehen wir deren soziale und ökologische Kosten und plädieren für die Abkehr von ungehemmtem Wachstum. Wir wollen Spielraum für wirtschaftliche Initiative, aber keine Entartung in eine Ellenbogengesellschaft. Wir wollen das Bewährte erhalten und doch Platz für Erneuerung schaffen, um sparsamer und weniger naturfeindlich zu leben. Wir wollen geordnete Verhältnisse, aber keine Bevormundung. Wir wollen freie, selbstbewußte Menschen, die doch gemeinschaftsbewußt handeln. Wir wollen vor Gewalt geschützt sein und dabei nicht einen Staat von Bütteln und Spitzeln ertragen müssen. Faulpelze und Maulhelden sollen aus ihren Druckposten vertrieben werden, aber wir wollen dabei keine Nachteile für sozial Schwache und Wehrlose. Wir wollen ein wirksames Gesundheitswesen für jeden; aber niemand soll auf Kosten anderer krankfeiern. Wir wollen an Export und Welthandel teilhaben, aber weder zum Schuldner und Diener der führenden Industriestaaten noch zum Ausbeuter und Gläubiger der wirtschaftlich schwachen Länder werden. Um all diese



Widersprüche zu erkennen, Meinungen und Argumente dazu anzuhören und zu bewerten, allgemeine von Sonderinteressen zu unterscheiden, bedarf es eines demokratischen Dialogs über die Aufgabe des Rechtsstaates, der Wirtschaft und der Kultur. Über diese Fragen müssen wir in aller Öffentlichkeit, gemeinsam und im ganzen Land, nachdenken und miteinander sprechen. Von der Bereitschaft und dem Wollen dazu wird es abhängen, ob wir in absehbarer Zeit Wege aus der gegenwärtigen krisenhaften Situation finden. Es kommt in der jetzigen gesellschaftlichen Entwicklung darauf an,

- daß eine größere Anzahl von Menschen am gesellschaftlichen Reformprozeß mitwirkt,
- daß die vielfältigen Einzel- und Gruppenaktivitäten zu einem Gesamthandeln finden. Wir bilden deshalb gemeinsam eine politische Plattform für die ganze DDR, die es Menschen aus allen Berufen, Lebenskreisen, Parteien und Gruppen möglich macht, sich an der Diskussion und Bearbeitung lebenswichtiger Gesellschaftsprobleme in diesem Land zu beteiligen. Für eine solche übergreifende Initiative wählen wir den Namen

## NEUES FORUM

Die Tätigkeit des NEUEN FORUM werden wir auf gesetzliche Grundlagen stellen. Wir berufen uns hierbei auf das in Art. 29 der Verfassung der DDR geregelte Grundrecht, durch gemeinsames Handeln in einer Vereinigung unser politisches Interesse zu verwirklichen. Wir werden die Gründung der Vereinigung bei den zuständigen Organen der DDR entsprechend der VO vom 6. 11.1975 über die "Gründung und Tätigkeit von Vereinigungen" (GBII, Nr. 44, S. 723) anmelden. Allen Bestrebungen, denen das NEUE FORUM Ausdruck und Stimme verleihen will, liegt der Wunsch nach Gerechtigkeit, Frieden und Demokratie sowie Schutz und Bewahrung der Natur zugrunde. Es ist dieser Impuls, den wir bei der kommenden Umgestaltung der Gesellschaft in allen Bereichen lebensvoll erfüllt wissen wollen. Wir rufen alle Bürger und Bürgerinnen der DDR, die an der Umgestaltung unserer Gesellschaft mitwirken wollen, auf, Mitglieder des NEUEN FORUM zu werden. Die Zeit ist reif.

## **Nouveau Départ 1989 – Nouveau Forum**

Dans notre pays, la communication entre l'État et la société est de toute évidence rompue. La preuve en est ; la désaffection généralisée par le biais du repli sur une niche privée ou l'émigration de masse. Les mouvements de fuite de cette ampleur sont ailleurs causés par la pauvreté, la faim et la violence. Il ne peut en être question chez nous. Cette relation perturbée entre l'Etat et la société paralyse les facultés créatrices de notre société et empêche de résoudre les problèmes locaux et mondiaux qui se posent. Nous perdons notre temps dans une passivité morne et avons mieux à faire pour nos vies, notre pays et l'humanité. Dans l'Etat et l'économie, l'équilibrage des intérêts entre les groupes et les classes est déficient. En outre, la communication sur la situation et nos intérêts est entravée. En privé, chacun dit en passant quel est son diagnostic et en appelle aux mesures les plus importantes. Mais les souhaits et les aspirations diffèrent, ils ne sont pas rationnellement pondérés les uns avec les autres et leur faisabilité n'est pas examinée. D'une part, nous voulons étendre l'offre de produits et un meilleur service, de l'autre, nous voyons leurs coûts sociaux et environnementaux et plaidons pour le rejet de la croissance illimitée. Nous voulons la liberté pour l'initiative économique, mais ne pas dégénérer en une société où l'homme est un loup pour l'homme. Nous voulons conserver ce qui a fait ses preuves ainsi qu'une marge afin de créer quelque chose de nouveau et de vivre de façon plus économique et moins contre nature. Nous voulons un rapport réglementé, mais pas de tutelle. Nous voulons la liberté, des hommes conscients, qui agissent en conscience des intérêts de la communauté. Nous voulons être protégés de la violence et ne pas avoir à supporter un Etat de sbires et d'espions. Les paresseux et intimidateurs devraient être expulsés de leurs emplois confortables, mais nous ne voulons pas que cela entraîne d'inconvénients pour les personnes socialement faibles et sans défense. Nous voulons une prise en charge efficace de la santé pour tous, mais que les congés maladie des uns ne soient pas pris au détriment des autres. Nous voulons participer à l'exportation et le commerce international, sans devenir le débiteur ou le serviteur des pays les plus industrialisés, ou encore les exploités ou les créanciers des pays économiquement faibles. Afin de saisir toutes ces contradictions, d'écouter et d'évaluer les opinions et les arguments et de faire la distinction entre les intérêts particuliers et généraux, il nous faut établir un dialogue démocratique sur le rôle du droit, de l'économie et de la culture. Sur ces questions, nous devons penser et parler ouvertement et ensemble, et ce dans tout le pays. Ces dispositions et cette volonté dépendront de notre capacité à trouver à l'avenir un moyen de

surmonter les crises actuelles. Compte tenu de l'évolution sociale actuelle, il importe que le processus de réforme sociale engage un nombre plus important de personnes et que les nombreuses activités individuelles et collectives aboutissent à une action commune.

Ainsi, proposons-nous de constituer une plate-forme politique pour l'ensemble de l'Allemagne de l'Est qui permettra aux gens de tous les horizons, groupes de vie, partis et groupes politiques, de participer à la discussion et à la gestion des problèmes sociaux dans le pays. Pour cette initiative nous avons choisi le nom de

## NOUVEAU FORUM

L'activité du Nouveau Forum sera établie sur des principes régularisés. Nous nous référons ici à l'article 29 de la Constitution de la RDA pour parvenir à agir ensemble et concrétiser nos intérêts politiques dans le cadre d'une association. Nous mettrons en place l'association via les organes compétents de la RDA en conformité avec le décret du 6 11.1975 portant sur « La création et les activités des associations » (GBII, n ° 44, p. log 723). Ces efforts, auxquels Nouveau Forum veut donner une expression et une voix, sont fondés sur le désir de justice, de paix et de démocratie et sur la protection et la préservation de la nature. C'est cette impulsion de transformation à venir de la société dans tous les domaines que nous voulons accomplir. Nous appelons tous les citoyens et citoyennes de la RDA qui veulent participer à la transformation de notre société, à devenir membres du Nouveau Forum. Le temps est venu.

## **Annexe 6 : Version originale et traduction du texte « Pour notre pays »**

### **Für unser Land**

Unser Land steckt in einer tiefen Krise. Wie wir bisher gelebt haben, können und wollen wir nicht mehr leben. Die Führung einer Partei hatte sich die Herrschaft über das Volk und seine Vertretungen angemaßt, vom Stalinismus geprägte Strukturen hatten alle Lebensbereiche durchdrungen.

Gewaltfrei, durch Massendemonstrationen hat das Volk den Prozeß der revolutionären Erneuerung erzwungen, der sich in atemberaubender Geschwindigkeit vollzieht. Uns bleibt nur wenig Zeit, auf die verschiedenen Möglichkeiten Einfluß zu nehmen, die sich als Auswege aus der Krise anbieten.

Entweder können wir auf der Eigenständigkeit der DDR bestehen und versuchen, mit allen unseren Kräften und in Zusammenarbeit mit denjenigen Staaten und Interessengruppen, die dazu bereit sind, in unserem Land eine solidarische Gesellschaft zu entwickeln, in der Frieden und soziale Gerechtigkeit, Freiheit des einzelnen, Freizügigkeit aller und die Bewahrung der Umwelt gewährleistet sind.

Oder wir müssen dulden, daß, veranlaßt durch starke ökonomische Zwänge und durch unzumutbare Bedingungen, an die einflussreiche Kreise aus Wirtschaft und Politik in der Bundesrepublik ihre Hilfe für die DDR knüpfen, ein Ausverkauf unserer materiellen und moralischen Werte beginnt und über kurz oder lang die Deutsche Demokratische Republik durch die Bundesrepublik Deutschland vereinnahmt wird. Laßt uns den ersten Weg gehen. Noch haben wir die Chance, in gleichberechtigter Nachbarschaft zu allen Staaten Europas eine sozialistische Alternative zur Bundesrepublik zu entwickeln. Noch können wir uns besinnen auf die antifaschistischen und humanistischen Ideale, von denen wir einst ausgegangen sind. Alle Bürgerinnen und Bürger, die unsere Hoffnung und unsere Sorge teilen, rufen wir auf, sich diesem Appell durch ihre Unterschrift anzuschließen.

Berlin, den 26. November 1989

Götz Berger, Rechtsanwalt; Wolfgang Berghofer, Kommunalpolitiker; Frank Beyer, Regisseur; Volker Braun, Schriftsteller; Reinhard Brühl, Militärhistoriker; Tamara Danz, Rocksängerin; Christoph Demke, Bischof; Siegrid England, Pädagogin; Bernd Gehrke, Ökonom; Sighard Gille, Maler; Ingeborg Graße, Krankenschwester; Stefan Heym, Schriftsteller; Uwe Jahn, Konstruktionsleiter; Walter Janka, Schriftsteller; Gerda Jun, Ärztin/Psychotherapeutin; Dieter Klein, Politökonom; Günter Krusche, Generalsuperintendent; Brigitte Lebentrau, Biologin; Bernd P. Löwe, Friedensforscher; Thomas Montag, Mediziner; Andreas Pella, Bauingenieur; Sebastian Pflugbeil, Physiker; Ulrike Poppe, Hausfrau; Martin Schmidt, Ökonom; Friedrich Schorlemmer, Pfarrer; Andrée Türpe, Philosoph; Jutta Wachowiak, Schauspielerin; Heinz Warzecha, Generaldirektor; Konrad Weiß, Filmemacher; Angela Wintgen, Zahnärztin; Christa Wolf, Schriftstellerin.

## **Pour notre Pays**

Notre pays se trouve dans une crise profonde. Nous ne voulons et ne pouvons plus vivre comme nous avons vécu jusqu'à présent. La direction d'un parti s'est arrogée le droit de dominer le peuple et ses représentations ; les structures du Stalinisme ont pénétré toutes les sphères de la vie.

De manière pacifique et à travers des manifestations de masse, le peuple a forcé le processus du renouvellement révolutionnaire qui s'accomplit à une vitesse prodigieuse. Il ne nous reste que peu de temps afin d'influer sur les différentes possibilités qui s'offrent comme issues à la crise.

Soit nous exigeons l'autonomie de la RDA et essayons, de toutes nos forces et en collaboration avec les Etats et groupements d'intérêts qui y sont disposés, de développer une société solidaire dans notre pays, où la paix, la justice sociale, la liberté de chacun, la libre circulation de tous et la protection de l'environnement soient garantis.

Ou alors, nous devons supporter que les cercles influents de l'économie et de la politique en République fédérale se chargent, au prix de fortes contraintes économiques et de conditions intolérables, d'apporter leur aide à la RDA, laissant ainsi présager une liquidation de nos valeurs matérielles et morales et, tôt ou tard, une assimilation de la République démocratique allemande par la République fédérale d'Allemagne.

Empruntons la première voie. Nous avons encore une chance, en tant qu'Etat égal en droits aux autres Etats de l'Europe, de développer une alternative socialiste à la République fédérale. Nous pouvons encore nous réclamer des idéaux anti-fascistes et humanistes desquels nous sommes autrefois partis. Nous appelons tous les citoyens et citoyennes, qui partagent nos espoirs et nos inquiétudes, à se joindre à cet appel par leur signature.

Berlin, le 26 novembre 1989

Götz Berger, Rechtsanwalt; Wolfgang Berghofer, Kommunalpolitiker; Frank Beyer, Regisseur; Volker Braun, Schriftsteller; Reinhard Brühl, Militärhistoriker; Tamara Danz, Rocksängerin; Christoph Demke, Bischof; Siegrid England, Pädagogin; Bernd Gehrke, Ökonom; Sighard Gille, Maler; Ingeborg Graße, Krankenschwester; Stefan Heym, Schriftsteller; Uwe Jahn, Konstruktionsleiter; Walter Janka, Schriftsteller; Gerda Jun, Ärztin/Psychotherapeutin; Dieter Klein, Politökonom; Günter Krusche, Generalsuperintendent; Brigitte Lebentrau, Biologin; Bernd P. Löwe, Friedensforscher; Thomas Montag, Mediziner; Andreas Pella, Bauingenieur; Sebastian Pflugbeil, Physiker; Ulrike Poppe, Hausfrau; Martin Schmidt, Ökonom; Friedrich Schorlemmer, Pfarrer; Andrée Türpe, Philosoph; Jutta Wachowiak, Schauspielerin; Heinz Warzecha, Generaldirektor; Konrad Weiß, Filmemacher; Angela Wintgen, Zahnärztin; Christa Wolf, Schriftstellerin.

**Annexe 7 : Formulaire de versement du *Begrüßungsgeld* (Banque de Berlin)**

**BERLINER BANK**  
AKTIENGESELLSCHAFT

**Auszahlung**

Zu Lasten des nebenstehenden Kontos habe ich erhalten

Konto-Nr.	DM
9300310298	

Betrag in Worten

Forderungen an den Senat w/Begrüßungsgeld

Name des Kontoinhabers \_\_\_\_\_ Datum \_\_\_\_\_

Legitimation	s. Rückseite	
Nummer	Unterschrift geprüft, Deckung vorhanden	

Unterschrift (Vor- und Zuname) \_\_\_\_\_

Art. Nr. 102.101 (6. 83)

Mehrzweckfeld	<input checked="" type="checkbox"/>	Konto-Nr.	<input checked="" type="checkbox"/>	Betrag	<input checked="" type="checkbox"/>	Bankleitzahl	<input checked="" type="checkbox"/>	Text	<input checked="" type="checkbox"/>
---------------	-------------------------------------	-----------	-------------------------------------	--------	-------------------------------------	--------------	-------------------------------------	------	-------------------------------------

100200001 304

Quittungsdruck der Kassenmaschine

Name:

Anschrift:

Nr. Reisedokument:

„Ich habe in diesem Kalenderjahr (1989) noch keine Bargeldhilfe (Begrüßungsgeld) in Anspruch genommen.“

Figure 9 Source : Wikipedia

## Annexe 8 : Version originale du poème d'Ingetraut

### Der kleine Unterschied

Statt uns mit dem Neuen ökonomischen System herumzuplagen, genießen wir die Freie Marktwirtschaft.

Statt uns an das Parteiprogramm zu halten, erhalten wir ein Hilfsprogramm für den Osten.  
Statt schlank durch Mangelernährung, schieben wir Wohlstandsbaüchle durch blühende Landschaften.

Statt das Bündnis mit den Bruderländern zu festigen, schließen wir ein Bündnis für Arbeit.  
Statt für ständige Planerfüllung zu sorgen, warten wir auf die Konjunktur.

Statt im Parteilehrjahr und in den Schulen der sozialistischen Arbeit zu büffeln, nehmen wir Umschulung und Fortbildung wahr.

Statt Maßnahmen im Rahmen des sozialistischen Wettbewerbs mit Leben zu erfüllen, erfreuen wir uns an ABM und Strukturanpassungsmaßnahmen.

Statt um den Titel Kollektiv der sozialistischen Arbeit zu kämpfen, betreiben wir Brainstorming und Teamwork.

Statt Parteiverfahren ereilt uns Mobbing.

Statt Gelöbnis zu Partei u. Staat geben wir jetzt Einkommenssteuererklärungen ab.

Statt die Jahresendprämie verjubeln wir die Dividende aus der Arbeitslosenversicherung.

Statt nach Apfelsinen und Tomaten anzustehen, gehen wir auf Schnäppchenjagd.

Statt durch Transparente wird unsere politische Meinung jetzt durch Werbeplakate gebildet.

Statt der nichtssagenden Bezirkspresse liegt jetzt stapelweise buntes Papier im Briefkasten.

Und statt Sero-Punkt sammeln wir jetzt Rentenpunkte.

**Wir hoffen, liebe Erika, Du hast ausreichend davon zusammenbekommen.**

# Annexe 9 : Brochures sur certains musées, mémoriaux et expositions en rapport avec le passé communiste à Berlin

## Sur les thèmes de la répression et du régime de frontière

### Normannenstraße Research and Memorial Centre

During the peaceful revolution in East-Germany in 1989 and 1990, the Ministry of State Security (Stasi) had been almost completely dissolved. Its former headquarter in the Normannenstraße was chosen by the new East-German government and the Berlin Citizens Committee to set up a research and memorial centre. The association Antistalinistic Action Berlin Normannenstraße is being in charge of it since and opened the building to the public on 7th November 1990.

We focus on the following major issues: First and foremost, the staff is concerned with keeping the memory of those who resisted the East-German system or fell victims to it alive. In addition, we want to stimulate the analysis of East-Germany, its political system in general and the Stasi in particular.

The exhibitions provide information about structure, history and activities of the Stasi as well as resistance against it. The museum can also be used as a meeting place for those seeking to come to terms with recent German history.

The offices of Stasi chief Erich Mielke (Minister of State Security from 1957 to 1989), surveillance equipment and a collection of Stasi memorabilia are on display. In addition a reconstructed Stasi propaganda exhibition can be seen. Temporary exhibitions deal with aspects of communist rule in Eastern-Europe. Through the examples of persecution in the name of political justice in the exhibitions, we hope to shed light on the repressive character of the system.

Guided tours and lectures on special issues in English are available for groups by appointment.

Since 1995 projects realised by the Normannenstraße Research and Memorial Centre have been subsidised by the Berlin Commissioner for the Stasi Files and the Foundation for the Analysis of the SED (Socialist Unity Party)-Dictatorship.

*Hr. Drieselmann*

**Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße**  
Ruschestraße 103, Haus 1, 10365 Berlin

**Telefon:** (030) 553 68 54  
**Telefax:** (030) 553 68 53  
**E-mail:** mfsmuseum@aol.com  
**Internet:** www.stasimuseum.de

**Öffnungszeiten der Ausstellung**

Montag bis Freitag 11.<sup>00</sup> - 18.<sup>00</sup> Uhr  
Samstag und Sonntag 14.<sup>00</sup> - 18.<sup>00</sup> Uhr

**Eintrittspreise**

Einzelbesucher: 3,50 €  
Einzelbesucher ermäßigt: 3,00 €  
Schüler: 2,50 €  
Gruppenermäßigung: ab 10 Personen

**Führungen bitte anmelden!**

(sind auch außerhalb der Öffnungszeiten möglich)

**So erreichen Sie uns**

U-Bahn Linie 5 > Bahnhof Magdalenenstraße

**Bankverbindung**

ASTAK e.V. • Deutsche Bank 24  
Konto-Nr: 111 51 87 • BLZ: 100 700 24



### FORSCHUNGS- UND GEDENKSTÄTTE NORMANNENSTRASSE



Figure 10 Dépliant informatif sur le Musée de la Stasi disponibles au Centre de Recherche et Monument commémoratif de la Normannenstrasse à notre arrivée à Berlin en 2004.



## Geschichte der Forschungs- und Gedenkstätte

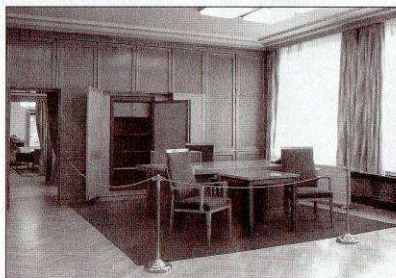
Am Abend des 15. Januar 1990 nahmen Demonstranten die Zentrale des Ministeriums für Staatssicherheit (MfS) in Berlin-Lichtenberg in Besitz. Das Berliner Bürgerkomitee begann hier seine Arbeit zur Auflösung des MfS. Eine Woche später beschloß der Zentrale Runde Tisch, daß im Haus 1 der Stasi-Zentrale eine „Gedenk- und Forschungsstelle zum DDR-Stalinismus“ eingerichtet werden soll.

Die neue Regierung der DDR, gebildet nach den Wahlen am 18. März 1990, faßte am 16. Mai einen entsprechenden Beschluß zum Aufbau einer Forschungs- und Gedenkstätte, der jedoch nicht mehr umgesetzt wurde, weil sich die zuständigen Ministerien bei der Vereinigung der beiden Staaten in Deutschland auflösten. Deshalb machte es sich der im Sommer 1990 von Mitgliedern des Bürgerkomitees und Bürgerrechtlern gegründete Verein „Antistalinistische Aktion Berlin-Normannenstraße (ASTAK) e. V.“ zur Aufgabe, mit dem Aufbau der Forschungs- und Gedenkstätte zu beginnen. Da sich im vereinten Deutschland keine staatliche Institution zuständig fühlte, übernahm die ASTAK auch die Trägerschaft.

Ab diesem Zeitpunkt wurden sporadisch die ersten Besuchergruppen durch das Haus geführt und am 7. November 1990 nahm die „Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße“ ihren regulären Betrieb auf. In den folgenden Jahren fanden noch andere Vereine wie das Bürgerkomitee „15. Januar“ e. V., der Bund der Stalinistisch Verfolgten (BSV) e. V., HELP e. V. und das Osteuropa-Zentrum im Haus 1 ihre Wirkungsstätte.

Das Interesse an der Forschungs- und Gedenkstätte ist nach wie vor groß. So stieg die Besucherzahl im Jahre 2003 auf fast 65.000.

Zur Zeit wird die Forschungs- und Gedenkstätte durch Projektmittel des Berliner Landesbeauftragten für die Stasi-Unterlagen (LStU) und der Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur finanziell unterstützt.



*Mielkes Arbeitszimmer*



*Polit-Kitsch aus Stasi-Beständen*



*Operativtechnik des MfS*

## Die gegenwärtige Arbeit der Forschungs- und Gedenkstätte

Der Trägerverein ASTAK folgt in seiner Arbeit dem Ziel, die kritische Auseinandersetzung mit dem politischen System und der Geschichte der DDR zu fördern. Dabei soll auch zur Auseinandersetzung mit aktuellen Bedrohungen von Freiheit und Demokratie ermuntert werden.

Seit Eröffnung der Gedenkstätte wird ständig am Auf- und Ausbau der Ausstellungen gearbeitet. Mittelpunkt - und im engeren Sinne museale Bereiche - sind die weitestgehend im Originalzustand erhaltenen Amts- und Arbeitsräume Erich Mielkes, des letzten Ministers für Staatssicherheit. Dazu kommen Ausstellungsteile zu unterschiedlichen Aspekten des politischen Systems der DDR, der Tätigkeit des Ministeriums für Staatssicherheit und zu Widerstand und Opposition in der DDR. In zeitweiligen Ausstellungen wurden und werden u. a. in Kooperation mit osteuropäischen Aufarbeitungsinitiativen die Aktivitäten der dortigen Repressionsapparate thematisiert.

Besuchergruppen können nach Anmeldung durch die Ausstellungen geführt und dabei von sachkundigen Referenten detailliert informiert werden. Zusätzlich besteht die Möglichkeit der Vermittlung eines Besuchs in der ehemaligen Zentralen Untersuchungsanstalt des MfS in Berlin-Hohenschönhausen.

Die Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße bietet außerdem nach Vereinbarung Vortragsveranstaltungen und ein- bzw. mehrtägige Seminare zu Aspekten des politischen Systems der DDR und der Tätigkeit des MfS an. Dabei wird eng mit Mitarbeitern externer wissenschaftlicher Einrichtungen bzw. Aufarbeitungsinitiativen kooperiert.

Um unsere Arbeit weiter leisten zu können, benötigen wir Ihre Unterstützung. Bitte berichten Sie Ihrem Bundestagsabgeordneten von dem Besuch bei uns und bitten Sie ihn, sich auch künftig für die Bereitstellung der notwendigen Mittel einzusetzen. Schreiben Sie an den Berliner Landesbeauftragten für die Stasi-Unterlagen, Scharrenstraße 17 in 10173 Berlin oder die Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur, Otto-Braun-Straße 70-72, 10178 Berlin.

**Figure 11 Dépliant informatif sur le Musée de la Stasi disponibles au Centre de Recherche et Monument commémoratif de la Normannenstrasse à notre arrivée à Berlin en 2004.**

**STASIMUSEUM STASI**

**Forschungs- und Gedenkstätte**  
**Normannenstraße**  
**Ruschestraße 103, Haus 1**  
**10365 Berlin**

**Telefon** (030) 553 68 54  
**Fax** (030) 553 68 53  
**eMail** info@stasimuseum.de  
**Internet** www.stasimuseum.de

**Öffnungszeiten**  
Montag - Freitag 11.00 - 18.00 Uhr  
Samstag, Sonntag, Feiertag 14.00 - 18.00 Uhr

**Eintrittspreise**  
Einzelbesucher 4,00 €  
Einzelbesucher ermäßigt 3,00 €  
Schüler 2,50 €  
Gruppenermäßigung ab 10 Personen

**Führungen bitte anmelden!**

**So erreichen Sie uns**  
U-Bahnlinie 5 > Bahnhof Magdalenenstraße  
Fahrzeit vom Alexanderplatz ca. 15 min

© ASSTAR e.V. 2007 - Fotos und Gestaltung: John Stehr

STASI  
MUSEUM

Figure 12 Brochure du Musée de la Stasi. Ce dépliant, plus coloré et mieux mis en page que le précédent, sortit courant 2006. Il renseigne sur l'histoire du lieu, les origines du Musée et l'organisation de l'exposition.



# STASI MUSEUM

Im Haus I des Dienstkomplexes des Ministeriums für Staatssicherheit der DDR (MfS) in Berlin-Lichtenberg, wo einst Erich Mielke als letzter Minister residierte, befindet sich heute eines der meistbesuchten politischen Museen Berlins: die weithin als Stasimuseum bekannte Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße. Seit der Eröffnung im Jahr 1990 üben insbesondere die weitgehend im Originalzustand erhaltenen Amtsräume Mielkes eine starke Anziehungskraft aus. Ob im Ministerbüro, im großen Konferenzsaal oder im Casino, bis ins Detail spiegelt die Etage die Atmosphäre und den Geist dieses Machtapparats wider. Für viele, die früher in der DDR gelebt haben oder auf andere Weise mit dem SED-Staat in Berührung kamen, ist der heute ungehinderte Zugang zu diesem bis zum Jahr 1989 höchst geheimen Ort von besonderer symbolischer Bedeutung.

Die ursprüngliche Ausstattung der Etage wird ergänzt durch die reich bebilderten Lebensläufe der drei Minister für Staatssicherheit und vielfältige Gegenstände aus dem Geschenkfundus des letzten Ministers.

Seine Existenz verdankt das Stasimuseum engagierten Menschen, ehemaligen Mitgliedern des Berliner Bürgerkomitees, früheren politischen Häftlingen und anderen Interessierten aus Ost- und West-Berlin. Sie organisierten sich im Sommer des Jahres 1990 in einem Verein, um an diesem historischen Ort über die SED-Diktatur und eines ihrer wichtigsten Instrumente, das Ministerium für Staatssicherheit, zu informieren und die kritische Auseinandersetzung mit dem politischen System und der Geschichte der DDR zu fördern. Dabei soll auch zur Diskussion über aktuelle Bedrohungen für Freiheit und Rechtsstaatlichkeit ermuntert werden.

Seit der Eröffnung des Museums wird ständig am Auf- und Ausbau der Ausstellung gearbeitet. In einem Teil mit operativer Technik, insbesondere versteckten Fotoapparaten, Mikrofonen und Waffen, belegen einmalige Sachzeugen die allgegenwärtige Bespitzelung der DDR-Bevölkerung.



Hinzu kommt eine, für viele nicht erst im zeitlichen Abstand höchst kuriose, Sammlung von Gegenständen aus der "Traditionsarbeit" des MfS. In drei weiteren Räumen gewährt die restaurierte Originalausstellung der "Traditionsstätte" der Hauptabteilung VII des Ministeriums für Staatssicherheit, zuständig für die "operative Sicherung des Ministeriums des Innern und seiner Organe", einen Blick auf die Tätigkeit der Stasi aus der Perspektive ihrer Mitarbeiter. Ein weiterer Ausstellungsteil widmet sich anhand ausgewählter Beispiele der Geschichte von Opposition und Widerstand gegen die SED-Herrschaft. Am Ende des Rundgangs werden in Fotos und Dokumenten Schlaglichter auf die letzten Jahre der DDR bis zur Wiedervereinigung geworfen.

Für Einzelbesucher ist das Haus zu den angegebenen Zeiten zugänglich. Besuchergruppen können nach Anmeldung bereits ab 9.00 Uhr durch die Ausstellung geführt und dabei von sachkundigen Referenten detailliert informiert werden.

Die Forschungs- und Gedenkstätte Normannenstraße bietet außerdem nach Vereinbarung Vortragsveranstaltungen und ein- bzw. mehrtägige Seminare zu Aspekten des politischen Systems der DDR und der Tätigkeit des MfS an. Des weiteren können für Schüler spezifische Veranstaltungen organisiert werden.

**Figure 13 Brochure du Musée de la Stasi. Ce dépliant, plus coloré et mieux mis en page que le précédent, sortit courant 2006. Il renseigne sur l'histoire du lieu, les origines du Musée et l'organisation de l'exposition.**

## „Maßnahme S“ (Spurensicherung / Geruchsproben)

Aus der geheimen Verschlusssache „Wörterbuch der politisch-operativen Arbeit“ des MIS: „Geruchsdifferenzierung – Methode zur Feststellung von Personen, die auf den empirisch gesicherten Erkenntnissen beruht, daß jeder Mensch seinen ihm arteilgenen und spezifischen Geruch aufweist.“  
(GVS JHS001-400/81)



Tücher als „Geruchsspurenträger“ in Weckgläsern

Mit der „Geruchs-Konserven-Methode“ (GK) konservierte das MIS heimlich menschliche Geruchsspuren, um sie bei ihren Ermittlungen gegen Verdächtige zu verwenden. Hierbei wurden so genannte Geruchsdifferenzierungshunde eingesetzt. Die „Geruchsdifferenzierung“ war auch nach DDR-Recht nicht als Beweismittel zugelassen.

85 Schautafeln  
Observierungs-, Abhör-, Fototechnik  
Musterakten  
Ton- und Videodokumente  
Führungen durch die Dauerausstellung und Vorträge nach Voranmeldung (auch englisch)  
Wechsausstellungen  
Antragstellung auf Akteneinsicht  
Publikationsverkauf  
Handbibliothek



Hausanschrift Mauerstraße 38  
Berlin-Mitte  
Öffnungszeiten Montag - Samstag  
10.00 - 18.00 Uhr  
sonn- und feiertags geschlossen

TEL 030 2324-7951  
FAX 030 2324-7959  
E-MAIL infozentrum@bstu.de  
INTERNET www.bstu.de

Bus 100 (S-Bhf. Unter den Linden)  
200, 348 (Behren-/Wilhelmstr.)  
TXL (Behrenstr.)  
U-Bahn U2 (Mohrenstr.)  
U6 (Französische Str.)  
S-Bahn S1, S2, S25 (Unter den Linden)

Postanschrift BStU  
Informations- und  
Dokumentationszentrum  
10106 Berlin



Die Bundesbeauftragte für die Unterlagen  
des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen  
Deutschen Demokratischen Republik



Eintritt frei

Mo-Sa  
10-18 Uhr

Informations- und  
Dokumentationszentrum

Figure 14 Brochure du Centre d'Information et de Documentation du BStU. Ce centre propose également une exposition sur le thème de la Stasi dans le centre de Berlin, non loin de Unter-den-Linden (voir le plan sur le dépliant).





## Staatssicherheit – Machtinstrument der SED-Diktatur

Die Dauerausstellung des Informations- und Dokumentationszentrums zeigt die nahezu lückenlose Überwachungs-, Manipulations- und Verfolgungsmaschinerie der SED-Diktatur.

Menschen, die in das Visier der Staatssicherheit gerieten, waren auch illegalen geheimdienstlichen Praktiken ausgesetzt. Im Auftrag der SED entwickelte die Staatssicherheit Methoden und Verfahren, die ihr einen tiefen Einblick in die Privatsphäre von Bürgerinnen und Bürgern ermöglichte.

Zuletzt hatte die Geheimpolizei, die über 32 Jahre hinweg von Erich Mielke geleitet wurde, rund 91.000 hauptamtliche Mitarbeiter.

## Tödliche Grenze

„Wenn man schon schießt, dann muß man es so machen, daß nicht der Betreffende noch wegkommt, sondern muß dann eben dableiben bei uns. ... Was hat man davon, 70 Schüsse loszuballern und der rennt nach drüben und die machen eine riesen Kampagne.“  
(Staatssicherheitschef Mielke, 28.4.1989)

Die Staatssicherheit war für die Sicherung der Grenze mit „spezifischen Mitteln“ mitverantwortlich. Dazu zählten tödliche Sperreinrichtungen wie die harmlos erscheinenden Schranken der Grenzübergangsstellen.

Von 1949 bis 1989 kamen über 900 Menschen an der innerdeutschen Grenze und der Berliner Mauer zu Tode.



Aus: „Dokumentation zum verhinderten gewaltsamen Grenzdurchbruch Richtung DDR-BRD mit einem Kleintransporter Typ ‚Barkas‘ an der Grenzübergangsstelle Hirschberg am 15.05.1988 um 05.14 Uhr“

## Inoffizielle Mitarbeiter

Die „Hauptwaffe“ des Staatssicherheitsdienstes im „Kampf gegen den Feind“ waren die inoffizieller Mitarbeiter (IM). Im Mittelpunkt ihrer Arbeit stand die Überwachung der eigenen Bevölkerung.

Am Beginn einer inoffiziellen Zusammenarbeit mit dem Staatssicherheitsdienst stand in aller Regel eine schriftliche Verpflichtungserklärung.



Die IM berichteten aus allen Bereichen der Gesellschaft und sicherten damit das Herrschaftswissen des SED-Regimes. Beim Zusammenbruch der SED-Herrschaft gab es etwa 173.000 inoffizielle Mitarbeiter.

Figure 15 Brochure du Centre d'Information et de Documentation du BStU.



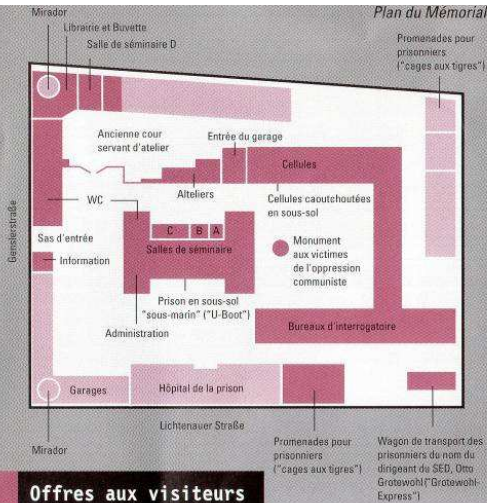
## Le Mémorial

Après la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, le 3 octobre 1990, la prison de Berlin-Hohenschönhausen fut finalement fermée.

Les anciens détenus demandèrent qu'on en fasse un Mémorial. En 1992, le vaste endroit carcéral fut classé monument historique ; deux ans plus tard décrété Mémorial. Depuis l'année 2000, il s'agit d'une fondation indépendante de droit public.

Selon la loi, le Mémorial a la tâche d'« effectuer des recherches, des expositions, des conférences et des publications sur l'histoire de la prison de Hohenschönhausen pour informer et afin d'inspirer la réflexion sur toutes les formes et les conséquences des persécutions et de l'oppression politique engendrées par la dictature communiste ».

Plus de 250.000 personnes ont visité l'ancienne prison de la Stasi en 2008, dont presque la moitié des étudiants. Régulièrement, ce sont d'anciens détenus qui dirigent les tours guidés.



## Offres aux visiteurs

- **Visites guidées:** Les visites groupées ont lieu tous les jours de 9 à 16 h (réservation obligatoire). Une visite guidée individuelle (en allemand) a lieu au moins deux fois par jour. Chaque samedi, à 14 h, un tour guidé en anglais est offert.
- **Expositions:** Des expositions tournantes sur le thème des persécutions politiques en RDA sont accessibles pendant toute la journée.
- **Conférences et débats:** Des conférences, des présentations de livres et des débats ont lieu régulièrement au sein du Mémorial.
- **Séminaires:** Pour les groupes, le Mémorial propose des séminaires de plusieurs heures et des journées consacrées à des projets avec des témoins de l'époque (réservation obligatoire).
- **Offres pédagogiques:** Pour la préparation des visites et la prise en charge de classes scolaires, un bureau pédagogique est mis à la disposition du public.
- **Commémoration aux victimes:** Auprès du monument commémoratif, ont régulièrement lieu des cérémonies de dépôt de couronnes ou de gerbes, ainsi que des messes.
- **Librairie:** Dans la librairie spécialisée, on trouve des publications du Mémorial ainsi que de nombreux livres ayant trait à l'histoire de la dictature communiste.

## La prison de la STAS



Gedenkstätte  
Berlin-Hohenschönhausen

Ancien camp spécial soviétique et maison d'arrêt centrale du ministère de la Sécurité d'Etat de la RDA

Figure 16 Brochure du Mémorial de la prison de la Stasi de Hohenschönhausen disponible dans de nombreux lieux touristiques (mémoriaux et musées) dès les premiers temps de notre installation à Berlin (2005). Cette brochure explique l'histoire du lieu depuis sa transformation en camp d'internement de la zone soviétique jusqu'à sa conversion en Mémorial

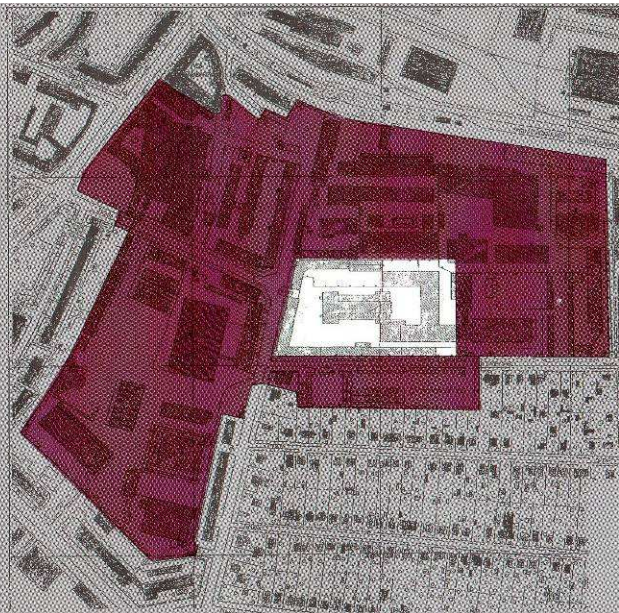


## La prison de la Stasi

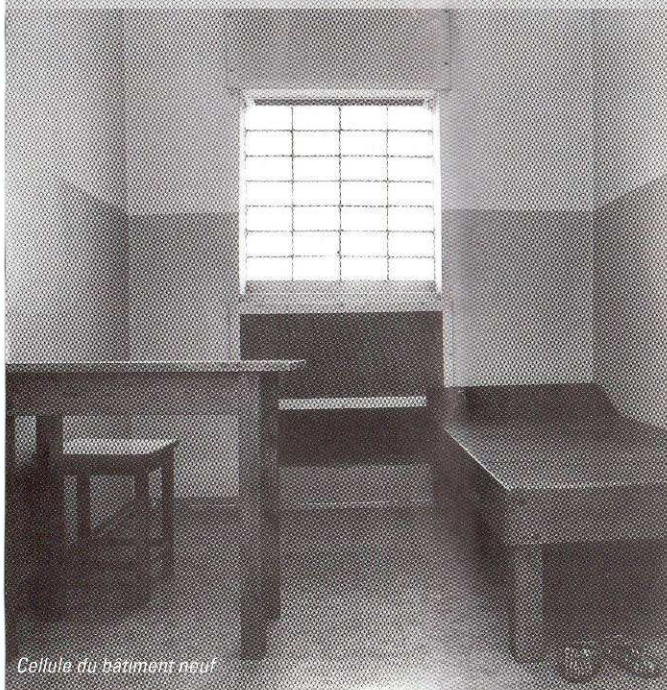
Un an après la fondation du Ministère de la Sécurité d'Etat (= Ministerium für Staatssicherheit, MfS ou «Stasi»), en mars 1951, le nouveau service secret s'installa dans la prison. De nombreuses personnes souffrirent dans les cellules en sous-sol car ils avaient osé de résister à la dictature communiste.

La liste des détenus allaient des leaders du soulèvement du 17 juin 1953 (l'insurrection contre la soviétisation forcée dans la RDA et ayant été noyée dans le sang par des troupes soviétiques) jusqu'aux témoins de Jéhovah. Des communistes favorables aux réformes passèrent des mois, voire des années dans les cellules de prison, parmi eux le responsable de la maison d'édition «Aufbau» Walter Janka. Le MfS n'épargnait même pas les hommes politiques tombés en disgrâce comme l'ancien ministre des Affaires étrangères de la RDA Georg Dertinger (CDU) et le fonctionnaire du parti communiste (SED) Paul Merker.

Le service secret de la RDA fit même enlever ceux qui critiquaient le parti communiste, mais qui vivaient à l'Ouest. Walter Linse, un avocat de Berlin-Ouest, fut kidnappé en 1952 et amené à Hohenschönhausen. Il fut condamné et exécuté un an plus tard à Moscou.



Plan de la zone interdite



Cellule du bâtiment neuf

A la fin des années 50, les prisonniers du camp de travail d'à côté durent construire un bâtiment neuf avec plus de 200 cellules et pièces d'interrogatoire. L'énorme complexe carcéral faisait partie d'une zone interdite étendue. Aucun citoyen «normal» de la RDA était autorisé d'entrer ce secteur secret dans le nord-est de Berlin. Après la construction du mur en 1961, la Stasi y emprisonnait surtout des gens qui avaient entrepris de fuir ou d'émigrer, ou pour leurs opinions politiques, parmi eux le dissident Rudolf Bahro et l'écrivain Jürgen Fuchs.

On ne leur infligeait plus de la violence physique mais des méthodes psychiques. Les détenus ignoraient entièrement où ils se trouvaient. Systématiquement on leur donna l'impression d'être à la merci d'un Etat tout-puissant.

Coups hermétiquement du monde extérieur et sévèrement isolés des autres prisonniers, ils étaient interrogés souvent des mois durant par des agents très bien formés pour les contraindre à des aveux accablants.

C'est la Révolution tranquille en automne 1989 qui provoqua la chute du parti communiste et, en conséquence, la dissolution du service secret et de ses maisons d'arrêt.

Figure 17 Brochure du Mémorial de la prison de la Stasi de Hohenschönhausen



## Au cœur de la dictature communiste

Berlin-Hohenschönhausen est un symbole visible – un lieu unique lié aux 44 ans d'histoire de persécutions politiques dans la zone d'occupation soviétique (1945-49) et dans la RDA (1949-1989). A la fin de la 2<sup>e</sup> G.M., on y installa un camp d'internement soviétique, puis la maison d'arrêt centrale soviétique de l'Allemagne de l'Est. Enfin, au début des années cinquante, le ministère de la Sécurité de l'Etat (MfS) ou «Stasi» pris en charge cette prison et en fit jusqu'en 1989 sa propre maison d'arrêt centrale.

Le MfS était une institution faisant fonction de police secrète du parti communiste est-allemand (SED), «le bouclier et l'épée du Parti» (selon une expression de l'Allemagne communiste), c'est-à-dire l'instrument indispensable au maintien de la dictature communiste. 91 000 fonctionnaires officiels et 189 000 collaborateurs inofficiels assuraient la surveillance totale de la population. Chaque tentative de résistance ou de rébellion ouverte ainsi que l'idée de fuir échouait en peu de temps dans l'un des 17 centres de détention préventive de la Stasi. Berlin-Hohenschönhausen les contrôlait tous.

Clôture du camp soviétique  
(prise de vue de 1956)



Sas d'entrée



## Le camp spécial

A la place de la maison d'arrêt de Berlin-Hohenschönhausen se trouvait autrefois une usine désaffectée ayant servi de cuisine à l'Aide Sociale national-socialiste. La puissance d'occupation soviétique confisqua en mai 1945 cette construction en briques (achevée en 1939) et la reconvertit en «camp spécial 3» utilisé pour le regroupement et le transit. Environ 20 000 prisonniers furent transportés, soit à marche forcée soit par camion, dans d'autres camps soviétiques, par exemple vers l'ancien camp de concentration de Sachsenhausen.

Les conditions de vie dans le camp étaient catastrophiques. Parfois, on y entassa jusqu'à 4 200 personnes à la fois. Les conditions hygiéniques étaient effroyables, l'approvisionnement alimentaire extrêmement insuffisant. Comme les détenus ne disposaient pas de couverture, ils souffraient terriblement de grand froid dans les pièces non-chauffées. De même, ils souffraient d'être maintenus dans l'ignorance de leur sort. Nombreux de gens en tombèrent malade ou moururent. D'après des données soviétiques, entre juillet 1945 et octobre 1946, 886 de personnes ont succombé à ces conditions de détention. Certaines évaluations vont jusqu'à 3 000 morts. Leurs cadavres furent enfouis dans des décharges ou des cratères de bombes.

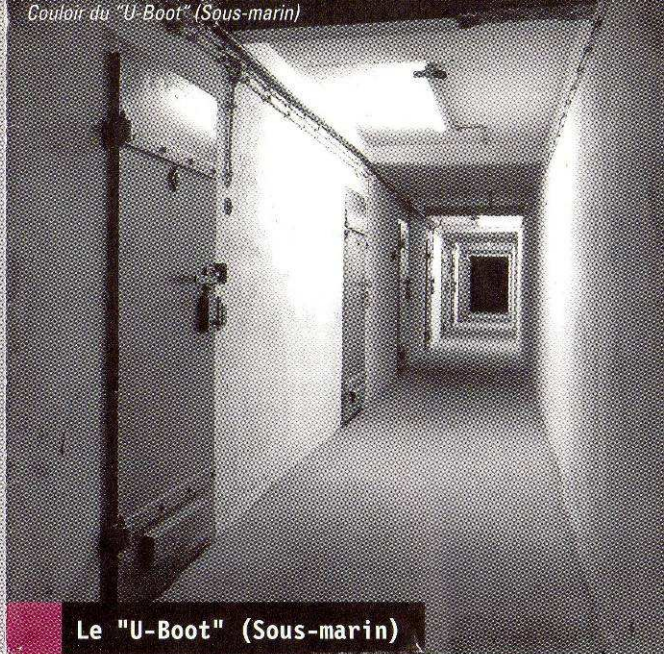
Figure 18 Brochure du Mémorial de la prison de la Stasi de *Hohenschönhausen*



A l'origine des internements, il y eut l'ordre soviétique N°00315 du 18 avril 1945 qui ordonnait d'arrêter les membres d'organisations nazies, les espions, les saboteurs, les terroristes, les activistes nazis, les membres de la police et des services secrets allemands, les leaders administratifs anti-soviétiques et d'autres «éléments ennemis». Cependant beaucoup de suspects n'avaient eu que fugitivement, voire pas du tout, affaire au régime nazi. On interna non seulement des non-allemands (surtout des Polonais et des Russes), mais aussi des femmes et des adolescents, qui furent souvent incarcérés sur dénonciation, comme par exemple l'acteur Heinrich George, à Sachsenhausen en 1946, qui n'y survécut pas.

Les prisonniers étaient souvent retenus des années sans jamais comparaître devant aucun tribunal. Lors de cette période, toujours plus d'opposants politiques disparurent dans des camps, à l'instar du commandant socialdémocrate de la police berlinoise: Karl Heinrich, qui mourut à Hohenschönhausen fin 1945. En raison de nombreuses questions que posait la population berlinoise sur ces disparitions, on ferma ce camp en octobre 1946, et on déplaça les prisonniers.

Couloir du "U-Boot" (Sous-marin)



Le "U-Boot" (Sous-marin)

**BETRETEN VERBODEN**  
**ВХОД**  
**ПОСТОРОННИМ**  
**ВОСПРЕЩЕН**

Panneau bilingue interdisant le passage

En conséquence, on installa la prison préventive soviétique centrale au sous-sol de l'usine désaffectée construite en briques. On fit construire par les détenus un ensemble de cellules sans fenêtre, semblable à des bunkers. Les détenus baptisèrent cet endroit: le «sous-marin». Les pièces étaient froides et humides et équipées uniquement d'une couchette en bois et d'un seau. Jour et nuit une ampoule était allumée. Les interrogatoires avaient essentiellement lieu la nuit et étaient presque toujours accompagnés de menaces et de violences physiques. D'anciens détenus racontent comment ils ont été forcés à des aveux au moyen de privation de sommeil, d'obligation de rester debout pendant des heures, de séjours dans les cellules qui se remplissent lentement d'eau. Parmi les prisonniers, on comptait, hormis les suspects nazis, beaucoup d'adversaires supposés du régime qui étaient non seulement issus de partis démocratiques (tolérés par les Soviétiques pour ne pas s'aliéner les Alliés) tel que le SPD (sociaux-démocrates), le LDPD (libéraux-démocrates) et la CDU (démocrates-chrétiens) mais aussi des officiers soviétiques qui étaient considérés comme non-conforme à la «ligne». La plupart d'entre eux furent condamnés par un tribunal militaire soviétique à de nombreuses années de travaux forcés. Après la dictature communiste, l'administration soviétique a accordé leur réhabilitation à la majorité de ceux qui l'ont demandée.

Figure 19 Brochure du Mémorial de la prison de la Stasi de *Hohenschönhausen*



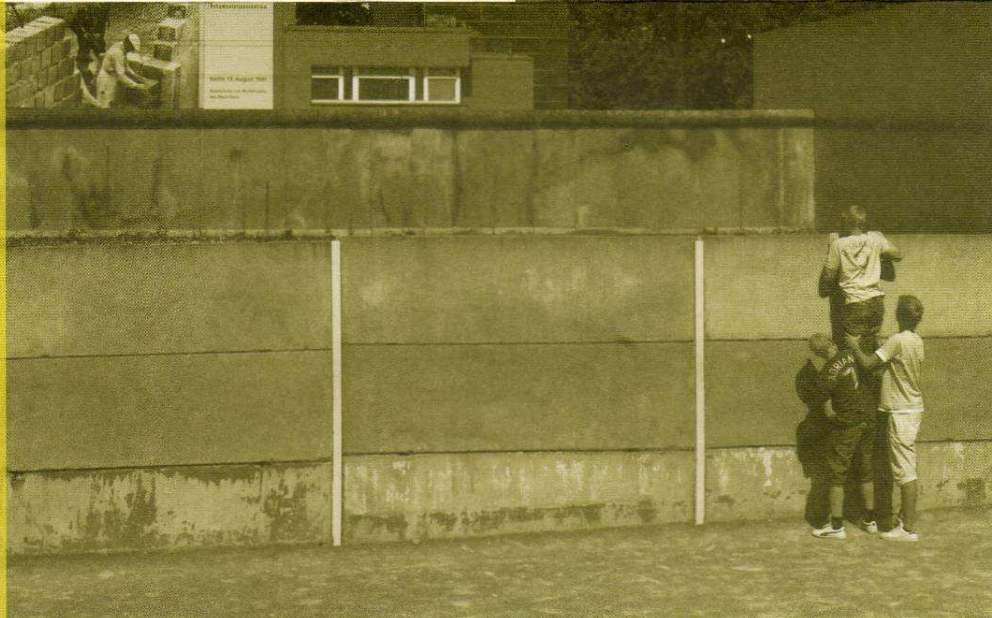
# 1 | 1 | 1 | GEDENKSTÄTTE BERLINER MAUER

## VERANSTALTUNGEN IM 1. HALBJAHR 2007

Gedenkstätte Berliner Mauer  
Bernauer Str. 111, 13355 Berlin  
Tel. (030) 464 10 30  
Fax (030) 460 697 40

**Öffnungszeiten:**  
April–Okt.: Di–So 10.00 bis 18.00 Uhr  
Nov.–März: Di–So 10.00 bis 17.00 Uhr

**Anfahrverbindungen:**  
Bhf.: Nordbahnhof  
Bhf.: Bernauer Straße  
U-Bahn M.10, Bus 245  
Gedenkstätte Berliner Mauer



Weitere Informationen zu den  
Veranstaltungen: [www.berliner-mauer-gedenkstaette.de](http://www.berliner-mauer-gedenkstaette.de)

Gedenkstätte Berliner Mauer  
Bernauer Str. 111  
13355 Berlin  
Tel. (030) 464 10 30  
Fax. (030) 460 697 40  
info@berliner-mauer-gedenkstaette.de  
www.berliner-mauer-gedenkstaette.de

Figure 20 Programme des manifestations organisées via le Mémorial du Mur de Berlin pour l'année 2007



<b>VERANSTALTUNGEN IM 1. HALBJAHR 2007</b>	
<b>FEBRUAR</b>	
13. Februar 2007, 19.30 Uhr	<b>Filmaufführung „Ein gerechtes Urteil“ von Klaus Salge</b> Anschließend Gespräch mit Karin Gueffroy, dem Filmemacher und Oberstaatsanwalt Herwig Großmann, Vertreter der Anklage im ersten Mauerschützenprozess 1991/92 zum Tod von Chris Gueffroy Moderation: Doris Liebermann, Vorstand Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur
<b>MÄRZ</b>	
15. März 2007, 19.30 Uhr	<b>Dokumentarfilm „Zeit ohne Eltern“ von Celia Rothmund</b> Koproduktion Kunsthochschule für Medien Köln und ZDF/3sat Anschließend Gespräch mit der Regisseurin Moderation: Katrin Passens, Gedenkstätte Berliner Mauer
<b>APRIL</b>	
25. April 2007, 19.00 Uhr	<b>Absurditäten der geteilten Stadt</b> Multimedialer Vortrag Kooperationsveranstaltung mit dem Berliner LStU und der Robert-Havemann-Gesellschaft e.V. Moderation: Dr. Stefan Wolle, DDR Museum Berlin
29. April 2007, 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour I entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Transitwege und Kontrollpunkte</b> Treffpunkt: S-Bhf. Griebnitzsee (Ausgang Universitätsstraße) Anmeldung bis zum 25.04.2007, Teilnahmegebühr: 5 Euro
<b>MAI</b>	
6. Mai 2007, 14.00 Uhr	<b>Tunnelfluchten in der Bernauer Straße</b> Öffentliche Führung Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer Anmeldung bis zum 02.05.2007, Teilnahmegebühr: 3 Euro
9. Mai 2007, 19.30 Uhr	<b>DEFA-Dokumentarfilm „Drei von vielen“ von Jürgen Böttcher (Strawalde)</b> Anschließend Gespräch mit dem Maler Peter Herrmann, einem der in dem Film portraitierten drei Künstler, und dem Filmemacher und Maler Jürgen Böttcher Moderation: Doris Liebermann, Vorstand Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur
27. Mai 2007, 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour II entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Grenzsystem und Einfluss auf den öffentlichen Nahverkehr</b> Treffpunkt: S-Bhf. Heiligensee Anmeldung bis zum 23.05.2007, Teilnahmegebühr: 5 Euro
<b>JUNI</b>	
2. Juni 2007, 11.00 Uhr	<b>Radtour zu den historischen Fußballstätten des geteilten Berlin</b> Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer Kooperationsveranstaltung mit der City-VHS Mitte Anmeldung bis zum 30.05.2007, Teilnahmegebühr: 5 Euro
14. Juni 2007, 19.30 Uhr	<b>„Balaton Brigade“. Erzählung</b> Lesung von György Dalos aus seinem Buch, erschienen im Rotbuch Verlag 2006 Moderation: Katrin Passens, Gedenkstätte Berliner Mauer
24. Juni 2007, 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour III entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Grenzausbau und Stadtentwicklung</b> Treffpunkt: S-Bhf. Wollankstraße (Ausgang Schulzestraße) Anmeldung bis zum 20.06.2007, Teilnahmegebühr: 5 Euro
<b>GANZJÄHRIG</b>	
Samstag und Sonntag, 14.00 Uhr	<b>Die Gedenkstätte Berliner Mauer an der Bernauer Straße Führung zur Geschichte des Ortes und der geteilten Stadt</b> Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer, Teilnahmegebühr: 3 Euro
Dienstag bis Freitag, 12.00 Uhr	<b>Andachten für die Todesopfer an der Berliner Mauer</b> in der Kapelle der Versöhnung
Falls nicht anders angegeben ist der Eintritt zu allen Veranstaltungen frei.	

Figure 21 Programmes des manifestations organisées via le Mémorial du Mur de Berlin pour l'année 2007



# 1 | 1 | 1 GEDENKSTÄTTE BERLINER MAUER

## VERANSTALTUNGEN IM 2. HALBJAHR 2007

**Gedenkstätte Berliner Mauer**  
Bernauer Str. 111, 13355 Berlin  
Tel. (030) 464 10 30  
Fax (030) 460 697 40

**Öffnungszeiten:**  
April–Okt.: Di–So 10.00 bis 18.00 Uhr  
Nov.–März: Di–So 10.00 bis 17.00 Uhr

**Öffnungszeiten:**  
U-Bahn: Nordbahnhof  
S-Bahn: Bernauer Straße  
S-Bahn: M 10, Bus 245  
Gedenkstätte Berliner Mauer



Weitere Informationen zu den  
Veranstaltungen:

[www.berliner-mauer-gedenkstaette.de](http://www.berliner-mauer-gedenkstaette.de)

**Gedenkstätte Berliner Mauer**  
Bernauer Str. 111  
13355 Berlin  
Tel. (030) 464 10 30  
Fax (030) 460 697 40  
[info@berliner-mauer-gedenkstaette.de](mailto:info@berliner-mauer-gedenkstaette.de)  
[www.berliner-mauer-gedenkstaette.de](http://www.berliner-mauer-gedenkstaette.de)

Figure 22 Programme des manifestations organisées via le Mémorial du Mur de Berlin pour l'année 2007



Juli 2007	
1. Juli 11.00 Uhr	<b>Fouls und Passspiele an der Mauer – Radtour zu den Fußballstätten des geteilten Berlins</b> Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer. Anmeldung bis zum 27.6.07, Teilnahmegebühr: 5 Euro
4. Juli 19.30 Uhr	<b>Nahschuss ins Hinterhaupt</b> Hörfunk-Feature von Joachim Walther (MDR/DLR Köln/HR 1997)
24. Juli 19.30 Uhr	<b>„Wenn Tote stören – Vom Sterben an der Mauer“</b> Uraufführung des Dokumentarfilms von Florian Huber, 2007 Produktion Monaco-Film/NDR in Kooperation mit der Gedenkstätte Berliner Mauer und dem Zentrum für Zeithistorische Forschung Potsdam
29. Juli 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour I entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Transitweg und Kontrollpunkte</b> Treffpunkt: S-Bhf. Griebnitzsee (Ausgang Universitätsstraße). Anmeldung bis zum 25.7.07, Teilnahmegebühr: 5 Euro
AUGUST 2007	
13. August 10.30 Uhr 11.00 Uhr ab 12.00 Uhr stündlich 12.00, 14.00, 15.00 Uhr 19.30 Uhr	<b>Veranstaltungen zum 46. Jahrestag des Mauerbaus</b> <b>Gedenkandacht in der Kapelle der Versöhnung</b> <b>Kranzniederlegung am Denkmal</b> <b>„Wenn Tote stören – Vom Sterben an der Mauer“</b> Dokumentarfilm von Florian Huber (Monaco-Film/NDR 2007) <b>Öffentliche Führung „Gedenkort in der Bernauer Straße“</b> <b>Podiumsdiskussion „Denk mal an die Mauer – Die Bernauer Straße ist der Ort des Gedenkens“</b>
26. August 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour II entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Grenzsysteem und Einfluss auf den öffentlichen Nahverkehr</b> Treffpunkt: S-Bhf. Heiligensee. Anmeldung bis zum 22.8.07, Teilnahmegebühr: 5 Euro
SEPTEMBER 2007	
2. September 11.00 Uhr	<b>Fouls und Passspiele an der Mauer – Radtour zu den Fußballstätten des geteilten Berlins</b> Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer. Anmeldung bis zum 29.8.07, Teilnahmegebühr: 5 Euro
8. und 9. September	<b>Tag des offenen Denkmals</b> Ausstellung zum neu gestalteten Park auf dem Nordbahnhof Vortrag und Führung (jeweils 14.00 und 16.00 Uhr). Kooperationsveranstaltung mit dem Büro für Landschaftsarchitektur Fugmann & Janotta
30. September 14.00 Uhr	<b>Mauer-Radtour III entlang des ehemaligen Grenzstreifens: Grenzausbau und Stadtentwicklung</b> Treffpunkt: S-Bhf. Wollankstraße (Ausgang Schulzestraße). Anmeldung bis zum 26.9.07, Teilnahmegebühr: 5 Euro
OKTOBER 2007	
7. Oktober 14.00 Uhr	<b>Öffentliche Führung: Tunnelfluchten in der Bernauer Straße</b> Teilnahmegebühr: 3 Euro. Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer
25. Oktober 19.30 Uhr	<b>Tupolew 134</b> Lesung mit der Autorin Antje Ravic Strubel, Verlag C. H. Beck München 2004
NOVEMBER 2007	
9. November 10.00 Uhr 10.30 Uhr 11.00 Uhr	<b>Veranstaltungen zum 18. Jahrestag des Mauerfalls</b> <b>Posaunenruf an der Hinterlandmauer (Veranstalter Bürgerbüro)</b> <b>Andacht in der Kapelle der Versöhnung, Bernauer Straße 4</b> <b>Entzünden von Kerzen zur Erinnerung an die Friedliche Revolution am Denkmal</b> <b>Öffentliche Führungen und Programmangebote</b>
22. November 19.30 Uhr	<b>Wendebilder – fünf Fotos und ihre Geschichten</b> Filmaufführung und Gespräch mit der Regisseurin Karoline Kleinert Co-Produktion Vidicon GmbH und RBB 2006, gefördert von der Stiftung zur Aufarbeitung der SED-Diktatur
GANZJÄHRIG	
Samstag und Sonntag 14.00 Uhr	<b>Die Gedenkstätte Berliner Mauer an der Bernauer Straße – Führung zur Geschichte des Ortes und der geteilten Stadt</b> Treffpunkt: Dokumentationszentrum Berliner Mauer. Teilnahmegebühr: 3 Euro
Dienstag bis Freitag 12.00 Uhr	<b>Andachten für die Todesopfer der Berliner Mauer in der Kapelle der Versöhnung</b> Falls nicht anders angegeben, ist der Eintritt zu allen Veranstaltungen frei. Das Dokumentationszentrum der Gedenkstätte befindet sich in der Bernauer Straße 111, 13355 Berlin

Figure 23 Programme des manifestations organisées via le Mémorial du Mur de Berlin pour l'année 2007



## Sur le thème de la vie quotidienne

**GÄSTESTIMMEN**

Das spricht für sich –  
aus unserem Gästebuch vor Ort

»In the end, it were the best museum ever.«  
*Getippt auf der Erika-Schreibmaschine des Museums*

»Ein wirklich unvergleichliches Museum! Mit viel Detailliebe und Ästhetik gemacht! Es ist ein Vergnügen, sich auf die verschiedenen Alltagsthemen einzulassen!«  
15.07.2006

»Klasse Konzept! Dieses Museum muss ich weiterempfehlen.«  
16.07.2006

»Ich fühlte mich zurückversetzt in eine gute und weniger gute Zeit. Und ich bekam einen guten Einblick in die Lebensverhältnisse meiner Eltern und Großeltern!«  
24.07.2006

»Eine gelungene Ausstellung – auch für angehende Historiker amüsant, interessant und lehrreich!«  
03.08.2006

»Ich habe gute 3 Stunden in der Ausstellung verbracht aber mich keine Sekunde gelangweilt.« 07.09.2006

»Berlin-Besuch – dazu gehört jetzt unbedingt dieses Museum!« 13.09.2006

»Endlich mal ein Museum, wo man gar nicht mehr raus will.«  
07.10.2006

»Klasse!!! Habe soetwas noch nicht erlebt!!!« 16.10.2006

»It's simply the best...« 26.10.2006

»One of the most interesting museums I have visited. Excellent.« 06.11.2006

**DDR MUSEUM BERLIN**

FREITAG

INFORMATION

**GESCHICHTE ZUM ANFASSEN**

**DDR**  
museum

**Figure 24** Brochure du Musée de la RDA décrivant l'exposition et le concept du Musée de la RDA qui se focalise essentiellement sur les aspects de la vie quotidienne en RDA (travail, loisir, objets usuels, etc.).



<h1>KONTAKT</h1> <p>Historischer Standort – mitten in Berlin</p>	<h1>BEGEISTERUNG</h1> <p>Eindeutige Stimmen verschiedenster Medien</p>
<p><b>AUSSTELLUNG</b> DDR Museum Berlin Karl-Liebknecht-Str. 1, Spreepromenade an der Liebknechtbrücke (direkt an der Spree, gegenüber dem Berliner Dom) 10178 Berlin</p> <p>Telefon: +49 (0)30 - 847 123 73-1 E-Mail: post@ddr-museum.de Internet: www.ddr-museum.de</p> <p><b>BÜRO</b> DDR Museum Berlin GmbH Anna-Louisa-Karsch-Str. 9 · 10178 Berlin Telefon: +49 (0)30 - 847 123 73-0</p> <p><b>ÖFFNUNGSZEITEN</b> Montag - Sonntag 10 bis 20 Uhr, Samstag 10 bis 22 Uhr</p>	<p>»Der Ostmensch staunt, der Westler wundert sich.« <i>Tagesspiegel, 04.08.2006</i></p> <p>»In vielen Schränkchen und Schubladen lauern all jene nützlich-putzigen Dinge, mit denen wir Ossi unseren Alltag bewältigten.« <i>Zitty, 03.08.2006</i></p> <p>»Anders als bei den Ostverwandten früher darf man hier auch alles anfassen.« <i>Tagesspiegel, 17.07.2006</i></p> <p>»Ein Mitmach-Museum« <i>Bild, 15.07.2006</i></p> <p>»Die Türen eines Trabi stehen jedem offen, Brigade-Tagebücher schildern Jubiläumsfeiern, eine original Schultasche lädt zum Stöbern in Hausaufgabenheften, Schulbüchern und einem Poesiealbum ein.« <i>Focus, 24.07.2006</i></p> <p>»Schubfächer voll Geschichte« <i>Neues Deutschland, 17.07.2006</i></p> <p>»Denn der Geist einer Zeit lebt nicht nur in Bildern und Büchern, sondern auch in Töpfen und Pfannen.« <i>BZ, 17.07.2006</i></p> <p>»Verzückte Besucher im neuen DDR-Museum« <i>Berliner Morgenpost, 17.07.2006</i></p> <p>»Tausende sind seit der Eröffnung Anfang Juli gekommen, um sich einen Eindruck zu verschaffen, wie es im sozialist- ischen Alltag zugegangen sein mag. Selbstverständlich wurde auch hier die Frage debattiert, die immer aufkommt, wenn es um die DDR geht: Ob die Diktatur hier verharmlost oder der Alltag zu schwarz gemalt werden würde. Nichts dergleichen ist der Fall.« <i>Süddeutsche Zeitung, 09.08.2006</i></p>
 <p>V.i.S.d.P: Robert Rückel, Adresse siehe oben</p>	

Figure 25 Brochure du Musée de la RDA



# DAS MUSEUM

Geschichte - lebendig  
und interaktiv vermittelt

Das DDR Museum bietet Alltag eines vergangenen Staates zum Anfassen. Besucher sind eingeladen, in unterschiedlichen Themenbereichen ihr Wissen zu erweitern, Klischees zu überdenken und Geschichte hautnah zu erleben. Dazu werden die Exponate des Museums nicht nur klassisch in Vitrinen ausgestellt: Wie fühlt es sich an, in einem Trabi zu sitzen, ist ein Plattenbau-Wohnzimmer gemütlich und wie ist es, abgehört zu werden? Wie tanzt man den Lipsi und was stand in jeder guten Hausbar?

All diese Fragen beantwortet die Ausstellung, indem sie Besuchern Inhalte multimedial und lebendig vermittelt. An Touchscreens kann man sich den Palast der Republik ganz genau ansehen oder in Modezeitschriften der 70er Jahre blättern. Schubladen aufziehen, Schränke öffnen, hineinfassen, stöbern, entdecken – Exponate warten darauf, angefasst und erlebt zu werden!

# DAS KONZEPT

Alltag im Sozialismus –  
sehen, fühlen und erleben

Menschen interessieren sich seit langem dafür, wie andere Menschen gelebt haben: Wir interessieren uns für die Toiletten der alten Römer oder Verhütungspraktiken im Mittelalter. Nur zum Alltagsleben in der DDR gab es bisher sehr wenig im Museum zu sehen. Wissen über das Alltagsleben ist wichtig zum Verständnis – das DDR Museum zeigt das Leben in der DDR in allen Facetten:

**Interaktiv, lebendig und spannend!**

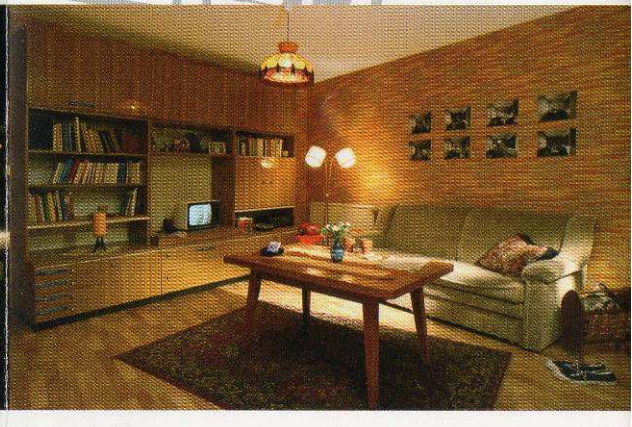


Figure 26 Brochure du Musée de la RDA



## E AUSSTELLUNG

Ein Mitmach-Museum –  
für Groß und Klein

Das DDR Museum ist eine Plattenbausiedlung im Kleinen. In 17 Themenbereichen warten Gegenstände auf die Besucher, die etwas über den Alltag in der DDR erzählen: Das FDJ-Hemd, das für fast alle zur Jugend gehörte, der Trabant, auf den jahrelang gewartet wurde, die heiß begehrte Jeans, und auch die Abhörtechnik der Staatssicherheit vermitteln einen Eindruck über das Leben in der Deutschen Demokratischen Republik.

**Anfassen erlaubt!**

Den Trabi kann man starten, die Küche durchstöbern oder in authentischen DDR-Kinosesseln Dokumentationen auf sich wirken lassen. Zahlreiche Stationen laden ein, Themen spielerisch und einprägsam zu erfassen, der Stasibereich fordert zur Selbst-Erfahrung auf.

## HIGHLIGHTS

Lassen Sie sich auch begeistern –  
selbst ist der Besucher

Nehmen Sie Platz im **Trabi**, drehen Sie den Zündschlüssel und erleben eine Fahrt durch **Plattenbauten**. Betreten Sie eine **Wohnung** mit **Karat-Schrankwand** und **geruchsechter Küche**, wählen Sie zwischen **Ost- und Westfernsehen** – und überhören Sie nicht das **Telefon!** Passen Sie aber stets auf – Sie werden **überwacht**. Riskieren Sie einen Blick in die **Stasi-Ecke!** Nachdem sie die **Schultasche zum Selbst-Entdecken** durchwühlt haben, sollten Sie auf den originalen **Kinosesseln** ausspannen und den **Projektor aus dem Staatsratsgebäude** inspizieren, bevor Sie sich der BRD in der **WM '74 am Kickertisch** stellen! **Besonders beliebt bei Kindern**





Figure 27 Brochure du Musée de la RDA



**30. MÄRZ – 29. JULI 2007**

**PARTEIDIKTATUR UND  
ALLTAG IN DER DDR**  
DICTATORSHIP AND EVERYDAY LIFE IN THE GDR

Aus den Sammlungen des  
Deutschen Historischen Museums  
From the collections of the  
German Historical Museum

Vortragsreihe im Auditorium im Pei-Bau  
lectures (in german)  
[www.dhm.de/news](http://www.dhm.de/news)

Deutsches Historisches Museum  
German Historical Museum  
Ausstellungshalle von I. M. Pei  
Exhibition Hall designed by I.M. Pei  
Unter den Linden  
Hinter dem Zeughaus  
Berlin-Mitte

Zeughauskino cinema  
Parallel zur Ausstellung wird die  
Filmreihe »Parteidiktatur und  
Alltag in der DDR« gezeigt.  
film programme »Dictatorship  
and everyday life in the GDR«  
in context to the exhibition

Informationen information  
[www.dhm.de/kino](http://www.dhm.de/kino)

Ausstellungsteam  
Team of the exhibition  
Dr. Regine Falkenberg,  
Carola Jüllig M.A., Ralph Gleis M.A.,  
Dr. Jörn Schütrumpf

Verkehrsverbindungen  
public transport  
S-Bahn:  
Hackescher Markt und  
Friedrichstraße  
U-Bahn: Französische Straße,  
Hausvogteiplatz und Friedrichstraße  
Bus 100, 200: Lustgarten  
oder Staatsoper

Täglich geöffnet von 10 – 18 Uhr  
daily 10 am to 6 pm  
Eintritt 4 Euro  
admission 4 Euro  
Jugendliche bis 18 Jahre frei  
free admission for visitors up to 18

Parken controlled parking zone  
Tiefgarage unter dem Bebelplatz,  
Einfahrt Behrenstraße  
Parkhaus Dorotheenstraße  
City-Quartier Dom Aquarée,  
Einfahrt Spandauer Straße

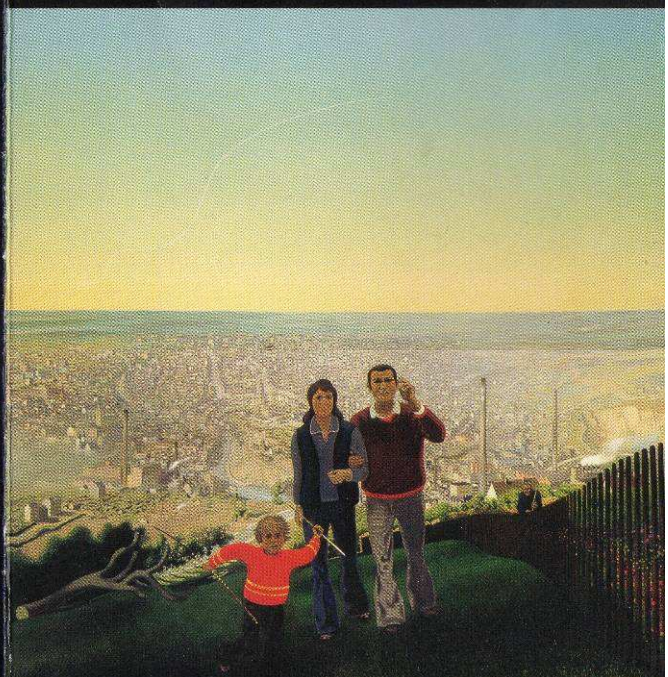
Ausstellungskatalog catalogue  
244 Seiten pp.

Information:  
Deutsches Historisches Museum  
Unter den Linden 2  
10117 Berlin  
Tel. +49/30/20304-444  
[www.dhm.de](http://www.dhm.de)

Führungen tours  
Mo, Mi, Fr, Sa 15 Uhr;  
So 12 und 15 Uhr  
Führungsbuchung  
guided tours  
Tel. 030 / 20304-750,  
[fuehrung@dhm.de](mailto:fuehrung@dhm.de)



AUS DEN SAMMLUNGEN DES DEUTSCHEN HISTORISCHEN MUSEUMS  
FROM THE COLLECTIONS OF THE GERMAN HISTORICAL MUSEUM



Wolfgang Mattheuer, Guren (ag), 1976 © VG Bild-Kunst, Bonn 2007



**Figure 28 Brochure présentant une exposition organisée au sein du Musée historique allemand sur le thème de la quotidienneté en RDA. Ici la question de la quotidienneté est essentiellement envisagée dans son interaction avec la dictature exercée par le régime est-allemand**





Mitgliedsabzeichen der SED  
membership tag of the SED  
VEB Prävema, Markneukirchen, 1970/1989,  
Messing, Emailfarbe



Staatswappen der DDR  
national coat of arms of the GDR  
Deutsche Demokratische  
Republik, um 1961, Metall

Wie gelang es den Bürgerinnen und Bürgern in der DDR, ihren Alltag zu bewältigen? Wie entzogen sie sich den Zumutungen der Diktatur und ihrer Ideologie? In welchen Lebensbereichen waren sie, wenn auch widerwillig, loyal? Das Leben in und mit der Diktatur steht im Mittelpunkt der Ausstellung, die sich auf 800 qm über zwei Etagen im Pei-Bau erstreckt. Das Zentrum des unteren Ausstellungsraumes bildet der Lebensbereich »Arbeit«, des oberen das »Private«. Beide sind umstellt von Themeninseln, die einerseits Staat und Diktatur, andererseits Strukturen des Alltags behandeln. Innerhalb dieses Spannungsfeldes von innen und außen, von Alltag und Ideologie, werden aus den reichen Sammlungen des Museums beispielsweise SED, Schule, Massenorganisationen, Staatssicherheit oder Berufstätigkeit der Frauen, Jugend und Alter dargestellt. So will die Ausstellung zeigen, wie das Bestreben der Partei, das Leben der Bürger umfassend zu bestimmen, letztlich misslang.

How did the citizens of the GDR succeed in coping with their everyday life? How did they elude the impositions of the dictatorship and its ideology? In which areas of life were they loyal, even if unwillingly? Living in and with the dictatorship is the focal point of this exhibition, which extends across two floors of the Pei-building. The lower exhibition space focuses on the topic of »work«, while the upper area concentrates on »private life«. Both are encircled by thematic islands dealing with state and dictatorship as well as the structures of everyday life. Within this tension between the inner and the outer, between daily life and ideology, topics such as the SED party, schooling, mass organizations, state security or the professional life of women, youth and the elderly are illustrated with the extensive collections of the museum. The exhibition aims to show how the party's efforts to comprehensively dictate the life of its citizens ultimately failed.

Näherinnen in der Albert Schrader KG  
needlewomen in the Albert Schrader KG  
Auerbach (Vogtland), 1965, Fotografie



Mail-art-Karte mail-art-card  
Steffen Giersch (geb. Wehlen 1953), Dresden,  
1980/1989, Fotografie, gestempelt

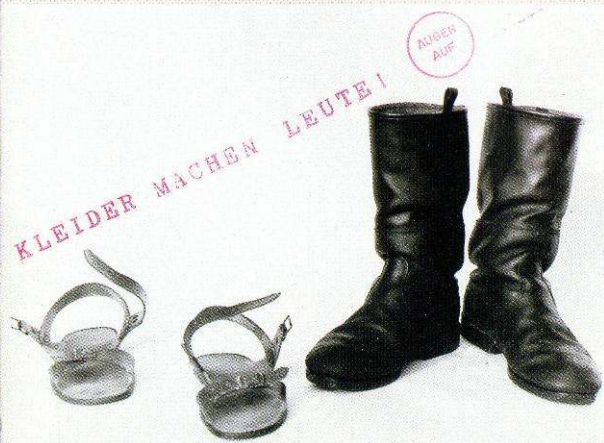


Figure 29 Brochure présentant l'exposition organisée au sein du Musée historique allemand sur le thème de la quotidienneté en RDA

**Annexe 10 : Carte des différents districts de la RDA et carte de la répartition des différents services et centres administratifs de la Stasi en RDA**

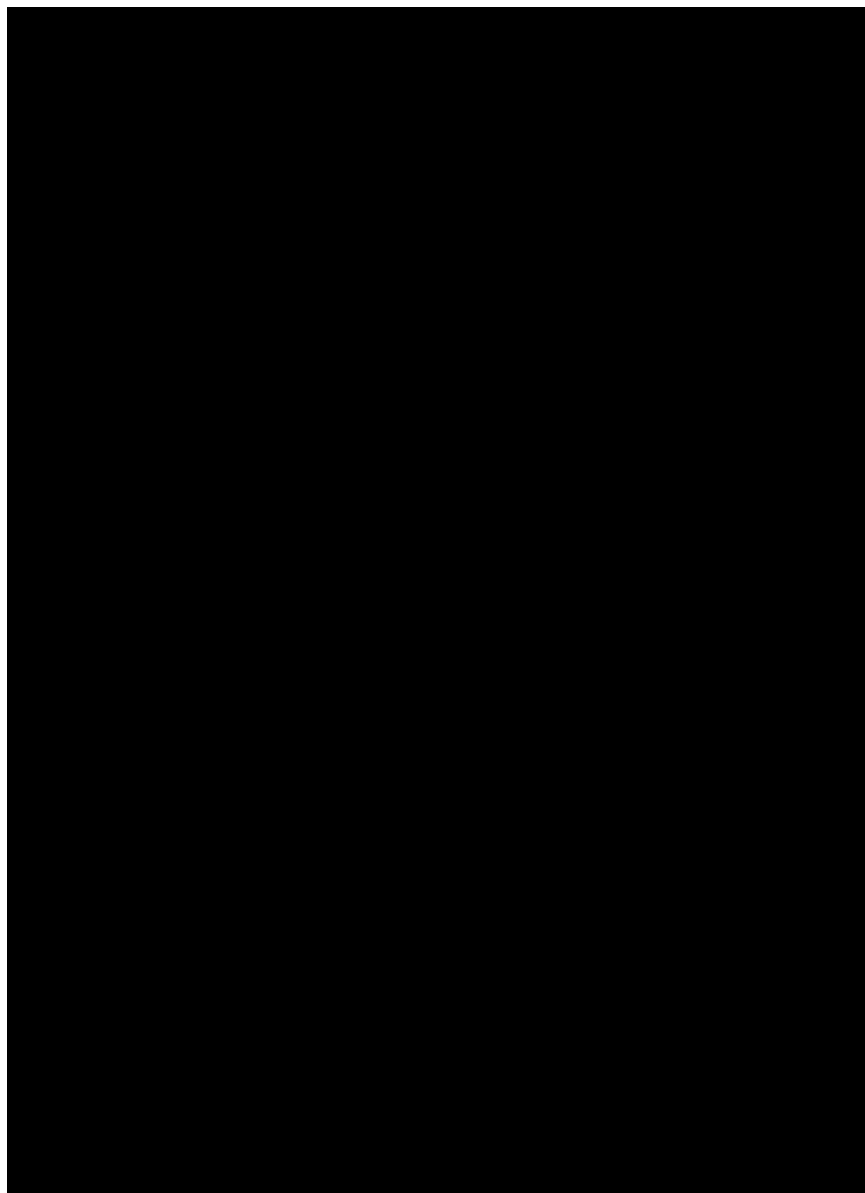
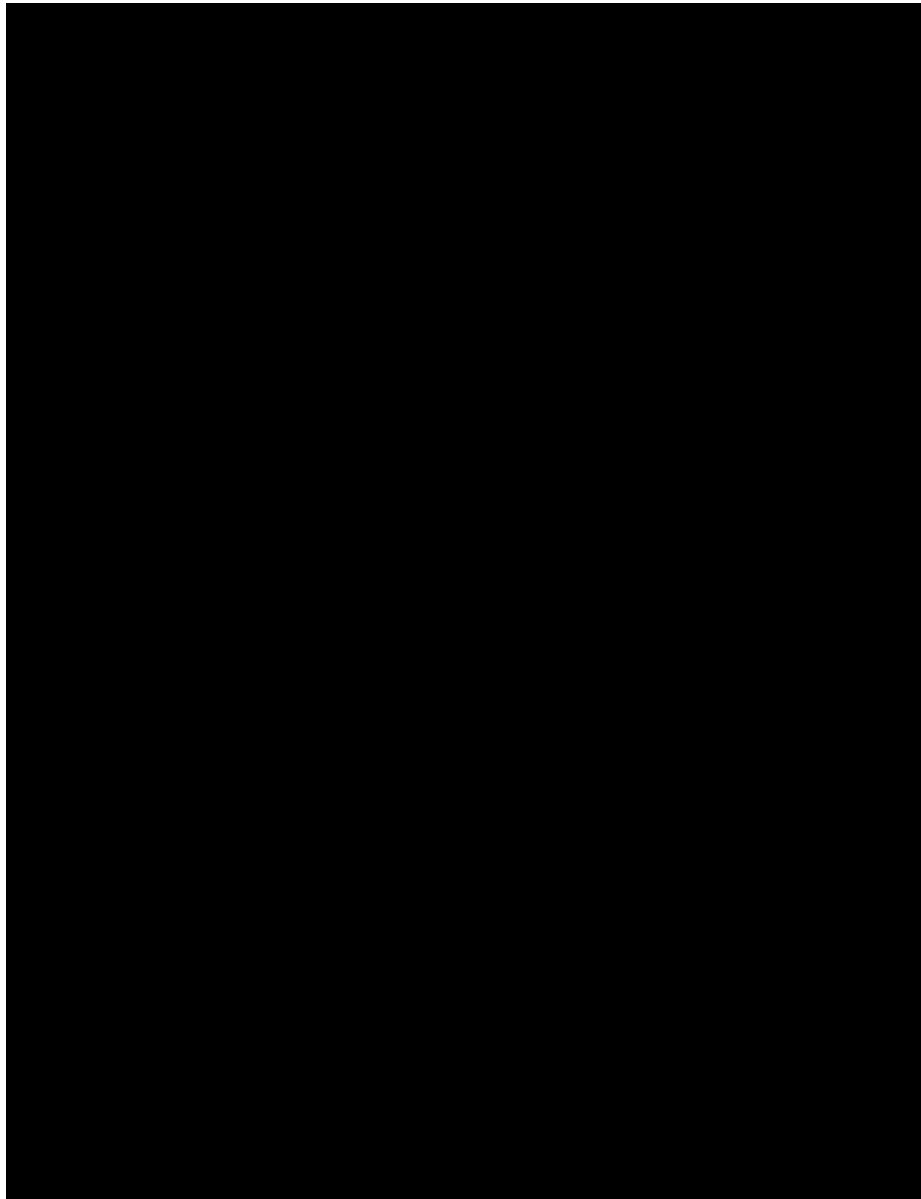


Figure 30 : Source : [http://www.lsg.musin.de/Geschichte/Geschichte/neue\\_geschichte/DDR\\_Karte.gif](http://www.lsg.musin.de/Geschichte/Geschichte/neue_geschichte/DDR_Karte.gif)



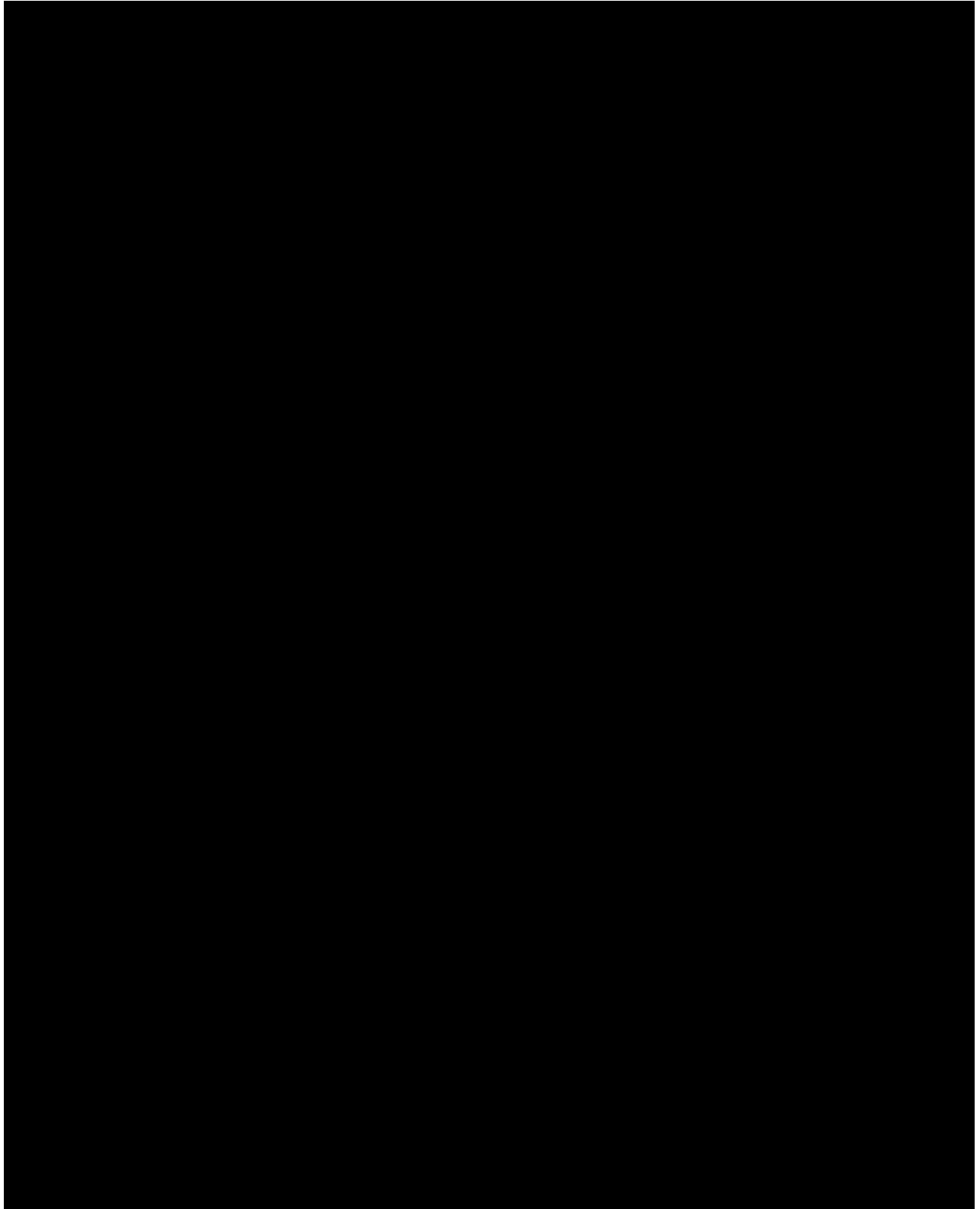
**Figure 31** Carte de la répartition des différents services et centres administratifs de la Stasi en RDA  
(Source [http://revolution89.de/?PID=static,Revolution,00110-Kampf-um-die-Macht,00040-Die-Stasi-muss-weg\\_fr#+](http://revolution89.de/?PID=static,Revolution,00110-Kampf-um-die-Macht,00040-Die-Stasi-muss-weg_fr#+))

**Légende :**

- **Ministère pour la Sécurité d'État**
- **Centrales régionales**
- **Unités de services des districts**
- **Unités de services (écoles, grandes entreprises)**

**Annexe 11 : Photographie et légende de l'ensemble des bâtiments  
de la centrale du MfS à Berlin**

**Gebäudeübersicht (1989) (Aperçu des bâtiments)**



**Haus 1:** Leitung des MfS (Minister Stelle Vertreter des Ministers, Arbeitsgruppe des Ministers, Büro des Leitung)

*Haus 1 : Direction du MfS – ministère de la Sécurité d'Etat (siège des représentants du ministère, Groupes de travail du ministère, Bureau de la direction)*

**Haus 2:** HA II (Spionageabwehr), Operativ-Stab, Abt. X (internationale Beziehungen), Rechtsstelle, Bildsstelle, BCD (Bewaffnung/Chemische Dienst), BdL (Büro der Leitung – Kurierwesen/Post- und VS-Wesen)

*Haus 2 : HA II (Contre-espionnage), Etat major opératoire, section X (Relations internationales, siège du service juridique, Vidéotheque, BCD (service de l'armement/ de chimie), BdL (Bureau de la Direction – services du courrier, de la poste et des documents secrets)*

**Haus 3:** ZOS (Zentraler Operativstab)

*Haus 3 : ZOS (Etat major opératoire central)*

**Haus 4:** ZAIG (Zentrale Auswertungs- und Informationsgruppe)

*Haus 4 : ZAIG (Groupe d'exploitation central et groupe d'information)*

**Haus 5:** Spionageabwehr

*Haus 5 : Contre-espionnage*

**Haus 6:** ZAIG (Zentrale Auswertungs- und Informationsgruppe Elektronische Datenverarbeitung)

*Haus 6 : ZAIG (Groupe d'exploitation central et groupe d'information de traitement des données électroniques)*

**Haus 7:** HA XX (Staatsapparat, Massenorganisationen, Kunst, Kultur, Kirche, Untergrund, Sport)

*Haus 7 : HA XX (Appareil d'Etat, Organisation de masse, Art, Culture, Eglise, Clandestinité, Sport)*

**Haus 8/9/11:** Abt. XII (Zentralregistratur, Aktenverwaltung), ZAIG (Zentrale Auswertungs- und Informationsgruppe Datenspeicher – Haus 8), (EDV Bereich).

*Haus 8/9/11 : Abt. XII (Greffé central, administration de dossier), ZAIG (Mémoire centrale de données des groupes d'exploitation et d'information – Haus 8), (EDV domaine).*

**Haus 12:** ZKG (Zentrale Koordinierungsgruppe (Bearbeitung von Übersiedlungen, Ausreisen)

*Haus 12: ZKG (Groupe de coordination central - traitement de l'émigration, des départs)*

**Haus 10/13/23/24/25/26/45:** VRD – Verwaltung Rückwärtige Dienste (Baureparaturen, Einkaufsmarkt, Garagen, Energie-/Wasser-/Wärme-Versorgung)

*Haus 10/13/23/24/25/26/45 : VRD – Administration des services arrières (réparation des bâtiments, grandes surfaces, garages, approvisionnement en énergie, eau et en chaleur)*

**Haus 14/16:** HA XVIII Sicherung der Wirtschaft

*Haus 14/16: HA XVIII Protection de l'économie*

**Haus 15:** HV A Hauptverwaltung Aufklärung

**Haus 15:** *HV A Direction générale de la recherche du renseignement*

**Haus 16:** KL-SED (SED-Leitungsbüro), KL-FDJ (FDJ-Leitungsbüro)

**Haus 16:** *KL-SED (Bureau de direction du SED), KL-FDJ (Bureau de direction du FDJ)*

**Haus 17:** BdL (Büro der Leitung – Anmeldung), ZAGG (Zentrale Arbeitsgruppe Geheimnisschutz)

**Haus 17:** *BdL (Bureau de la direction - enregistrement), ZAGG (Groupe de travail central de la protection du secret)*

**Haus18:** VRD (Verwaltung Rückwärtige Dienste [Sozialgebäude]), ZMD (Zentraler Medizinischer Dienst [Hygiene-Inspektion])

**Haus18:** *VRD (Administration des services arrières [bâtiment sociaux]), ZMD (service médical Central [inspection de l'hygiène])*

**Haus 19/20:** ZMD (Zentrale Medizinischer Dienst [Poliklinik])

**Haus 19/20:** *ZMD (Service médical central [Polyclinique])*

**Haus 21:** BdL (Büro der Leitung –Mannschaften des Wachregiments)

**Haus 21:** *BdL (Bureau des équipes de direction du régiment de garde)*

**Haus 22:** Speisehaus (ab Abteilungsleiter), Konferenzsaal

**Haus 22:** *Cantine (Réservé aux responsables de services), salle de conférences*

**Haus 27/28/29:** Massenorganisation (FDGB/DSF), Bildstelle, ZMD (Zentrale Medizinischer Dienst –Sozialbereich)

**Haus 27/28/29:** *Organisation de masse (FDGB/DSF), vidéothèque, ZMD (Service central médical – domaine social)*

**Haus 40:** HAVII (Sicherung des MdI und der DVP - Deutsche Volkspolizei)

**Haus 40:** *HAVII (Protection du ministère de l'Intérieur et de la police du peuple allemande)*

**Haus 41:** Abt. Finanzen

**Haus 41:** *Section des Finances*

**Haus 42/43:** Abt. N (Nachrichten/Regierungsverbindungen, Vermittlung)

**Haus 42/43:** *Section N (Messages/liaisons du gouvernement, intermédiation)*

**Haus 44:** BdL (Büro der Leitung –Mannschaften des Wachregiments)

**Haus 44:** *BdL (Bureau des équipes de direction du régiment de garde)*

**Haus 46/47:** Abt. M Postkontrolle

**Haus 46/47:** *Section M - contrôle postal*

**Haus 48:** XIX Sicherung Verkehrs-/Post- und Fernmeldwesen

**Haus 48:** *XIX Protection des transports, de la poste et des télécommunications*

**Haus 48/49:** HA KuSch Hauptabteilung Kader und Schulung

**Haus 48/49:** *HA KuSch Section principale des cadres et de la formation*



**Annexe 12 : Traduction de l'appel à l'occupation des locaux de la centrale du MfS à Berlin (*Mit Fantasie gegen Stasi*)**

***Avec fantaisie* contre la Stasi et la Nasi**

**Manifestation le 15 janvier à 17 heures**

**Le Nouveau Forum de Berlin appelle à une manifestation devant les bâtiments de la Stasi Ruchestrasse le 15 janvier 1990 à 17 heures.**

**Nous revendiquons :**

**La fermeture immédiate des services de la Stasi**

**L'interdiction d'accès pour tous les collaborateurs de la Stasi**

**Le démarrage d'une mise en examen contre le MfS (*Ministerium für Staatssicherheit*)**

**La publication des structures de commandement entre le SED et la Stasi**

**La Stasi dans l'économie populaire**

**Pas de versements spéciaux ni de privilèges pour les anciens collaborateurs de la Stasi**

**Pas de formation de nouveaux services secrets**

**Ecrivez vos revendications sur le mur de la Normannenstraße !**

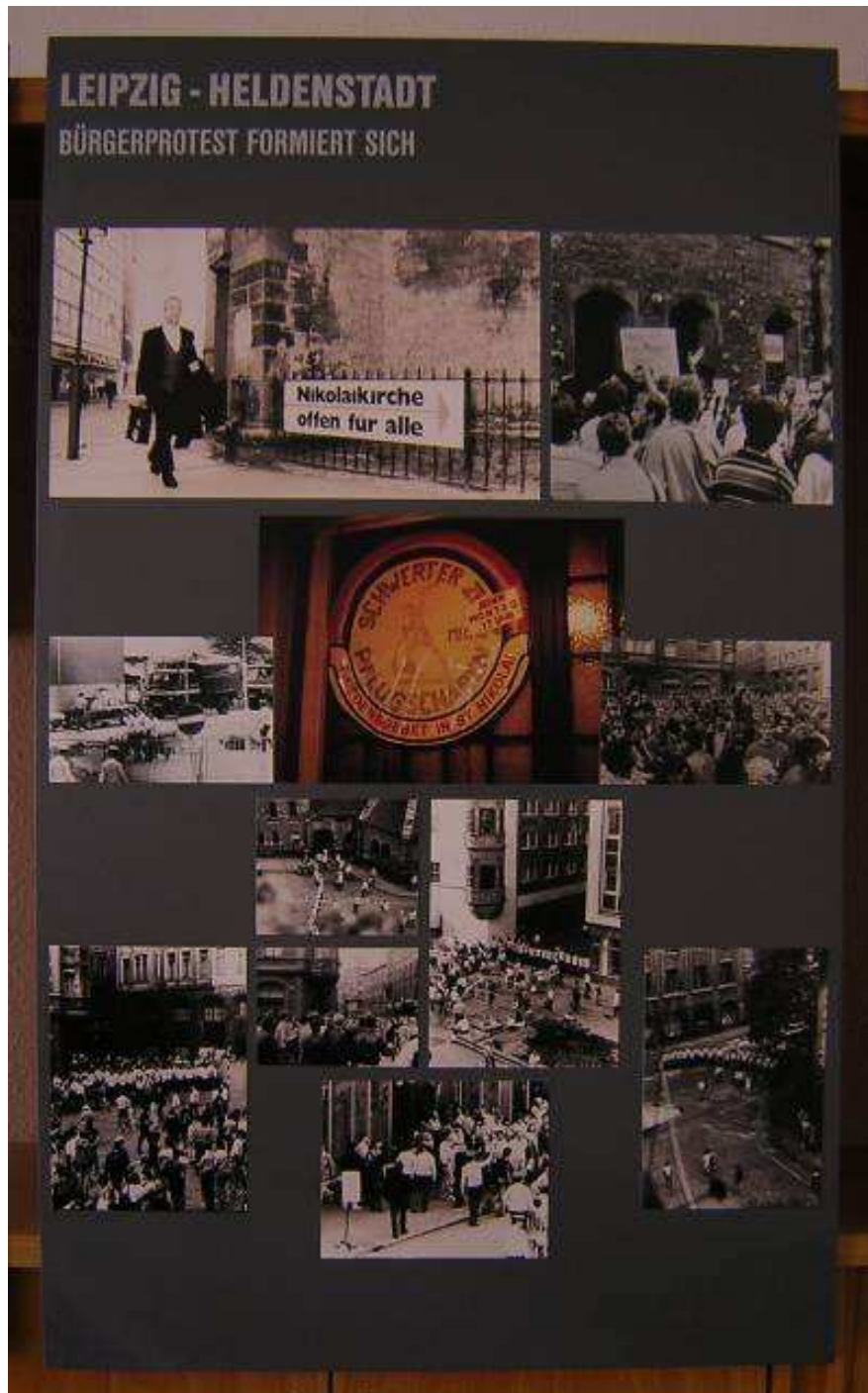
**Apportez de la couleur et des bombes aérosols !**

**Nous fermons les portes de la Stasi !**

**Apportez de la chaux et des briques !**

***Avec fantaisie* et sans violence**

**Annexe 13 : Panneaux du volet Résistance et Opposition de  
l'exposition de la Haus 1**



**Figure 32 Leipzig – ville héroïque**



Figure 33 Les manifestations du lundi

# DIALOG / DIALÜGER

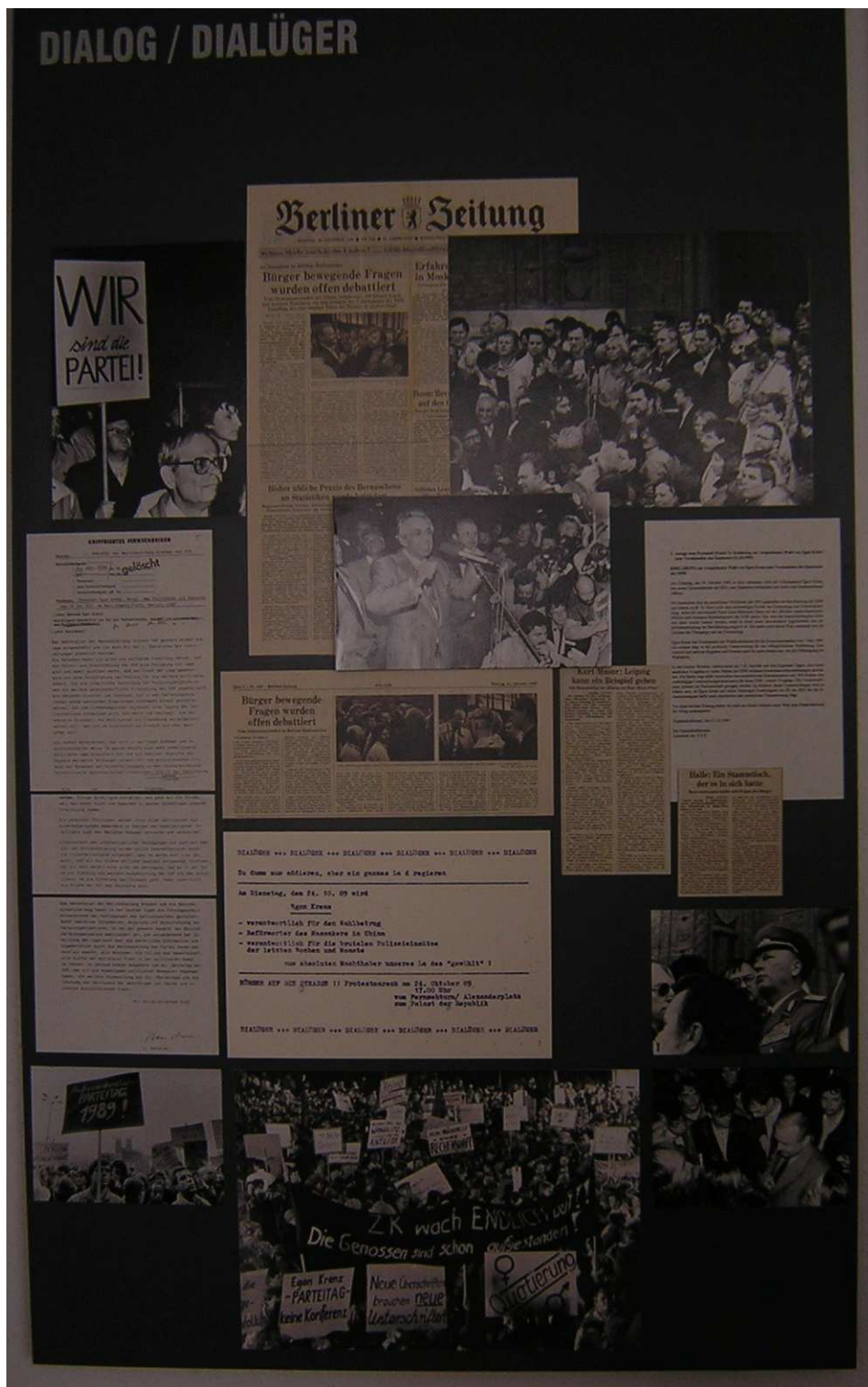


Figure 34 Dialogue

## Annexe 14 : Une visite guidée à la Haus 1

Selon le directeur du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*, les visites du Musée sont assurées par des politistes, des scientifiques, qui assurent également la tenue de séminaires dans les locaux de la Haus 1. Toutefois, un grand nombre de visites sont effectuées par d'anciennes victimes du MfS, des personnes s'étant enfuies de la RDA, ayant été emprisonnées en raison de leurs activités oppositionnelles et parfois rachetées par la RFA.

En décembre 2008, nous avons eu l'occasion de suivre une visite guidée organisée par l'intermédiaire d'une association visant à intégrer les étudiants étrangers séjournant à l'Université Humboldt. Le guide assurant la visite est un ancien « *Freigekauft* », une personne emprisonnée par les services du MfS et dont la RFA a acheté la liberté. Il nous expliqua avoir effectué une vingtaine de demandes d'autorisation de voyager en RFA dont aucune n'avait abouti. Cet homme a finalement été emprisonné par les services du MfS. Il est passé par la prison préventive de *Lichtenberg*, puis par la prison centrale de *Hohenschönhausen* avant d'être revendu à la RFA. Il n'a par la suite jamais évoqué cette expérience. En 1996, il décida de briser ce silence en s'investissant en tant que collaborateur, puis que guide, dans le travail de mémoire mené au sein du Centre d'études et Monument commémoratif de la *Normannenstrasse*.

La visite commença par un portrait de l'ancien ministre de la Sécurité d'Etat, Erich Mielke. Le guide s'attarda sur la petite taille de l'ancien ministre (1,57m), sur la médiocrité de son curriculum vitae, et sur son caractère violent. Il évoqua notamment l'assassinat de deux policiers berlinois auquel l'ancien ministre avait pris part dans l'entre-deux-guerres, crime pour lequel il fut jugé et condamné au lendemain de la réunification. Ne pouvant être jugé en raison des forfaits commis en tant que ministre de la Sûreté de l'Etat, et ce en raison du « principe constitutionnel de la non rétroactivité de la Loi pénale », Mielke a finalement été condamné sur la base du meurtre précédemment évoqué (Mouralis, 2009 : 89).<sup>1</sup> Une peine que l'ancien dirigeant de la Stasi n'a au demeurant jamais purgée pour des raisons de santé (il fut en effet frappé de sénilité au lendemain de la réunification).

---

<sup>1</sup> Selon Guillaume Mouralis, « les infractions commises en RDA ne pouvaient être punies que sur la base du droit en vigueur au moment des faits, soit le droit est-allemand ». Ainsi, très peu, parmi les anciens membres de la Stasi (officiers, agents, hauts fonctionnaires), ont été condamnés en raison de leurs activités (Guillaume Mouralis, 2009).



Continuant sur les proportions aberrantes que prit, au cours des décennies, l'appareil de Sécurité d'Etat, notre accompagnateur procéda à l'énumération des chiffres liés au travail des collaborateurs du MfS ; 4 millions de dossiers pour les seuls citoyens de RDA, 2 millions pour ce qui est du fruit du travail de la section de la recherche du renseignement à l'extérieur de la RDA, 180 kilomètres d'archives (dont certaines sont conservées dans les locaux du complexe de la *Normannenstrasse*), des dossiers qui, pour certaines personnes, comportaient plusieurs volumes<sup>2</sup> et où tout était « consigné jusqu'au moindre pet ». Notre accompagnateur souligna au passage le style littéraire extrêmement pauvre des rapports des agents du MfS ainsi que l'accumulation d'informations inutiles figurant parfois dans les dossiers personnels (*Akte*). Relatant les activités du MfS en matière de recherche du renseignement à l'extérieur de la RDA, il évoqua l'existence de dossiers particulièrement volumineux sur des personnalités politiques de République fédérale. Ainsi, l'exemple de l'ancien chancelier Kohl dont le dossier personnel totaliserait quelques 8000 pages.

Notre accompagnateur nous expliqua ensuite que chaque citoyen aurait eu de près ou de loin un rapport avec la Stasi durant la période tardive de la RDA. Compte tenu du rapport entre collaborateurs officieux et employés du MfS, d'une part, et population globale, de l'autre, chaque Allemand de l'Est aurait compté un individu en relation avec la Stasi dans son entourage familial ou social. Les rapports sociaux et familiaux en RDA auraient ainsi été marqués par la méfiance réciproque dans une société où « les enfants espionnaient leurs parents et les parents leurs enfants ».

Tout en menant le groupe à travers le « bureau de Mielke », notre accompagnateur revint sur les techniques d'espionnage employées par le MfS (écoute téléphonique, ouverture du courrier, enregistrements vidéo, etc.), puis sur les privilèges dont bénéficiaient les membres de l'organe de sûreté de l'Etat (magasins spéciaux, résidences, voitures de fonction, places attribuées aux enfants à l'université, etc.).

Pour conclure son témoignage, il évoqua les nombreux scandales ayant suivi l'ouverture des archives de la Stasi. Parmi ces scandales et affaires, qui soulevèrent l'indignation au sein de l'opinion publique, demeure le fait que très peu de hauts responsables du MfS ont été condamnés en raison de leurs activités sous le régime socialiste au lendemain de la réunification. Par ailleurs, nombreuses sont les rumeurs, ou informations attestées, qui circulent au sujet de la reconversion de nombre de cadres du MfS dans la police ou les services psychiatriques de certains hôpitaux. Enfin, la présence au Bundestag de personnes

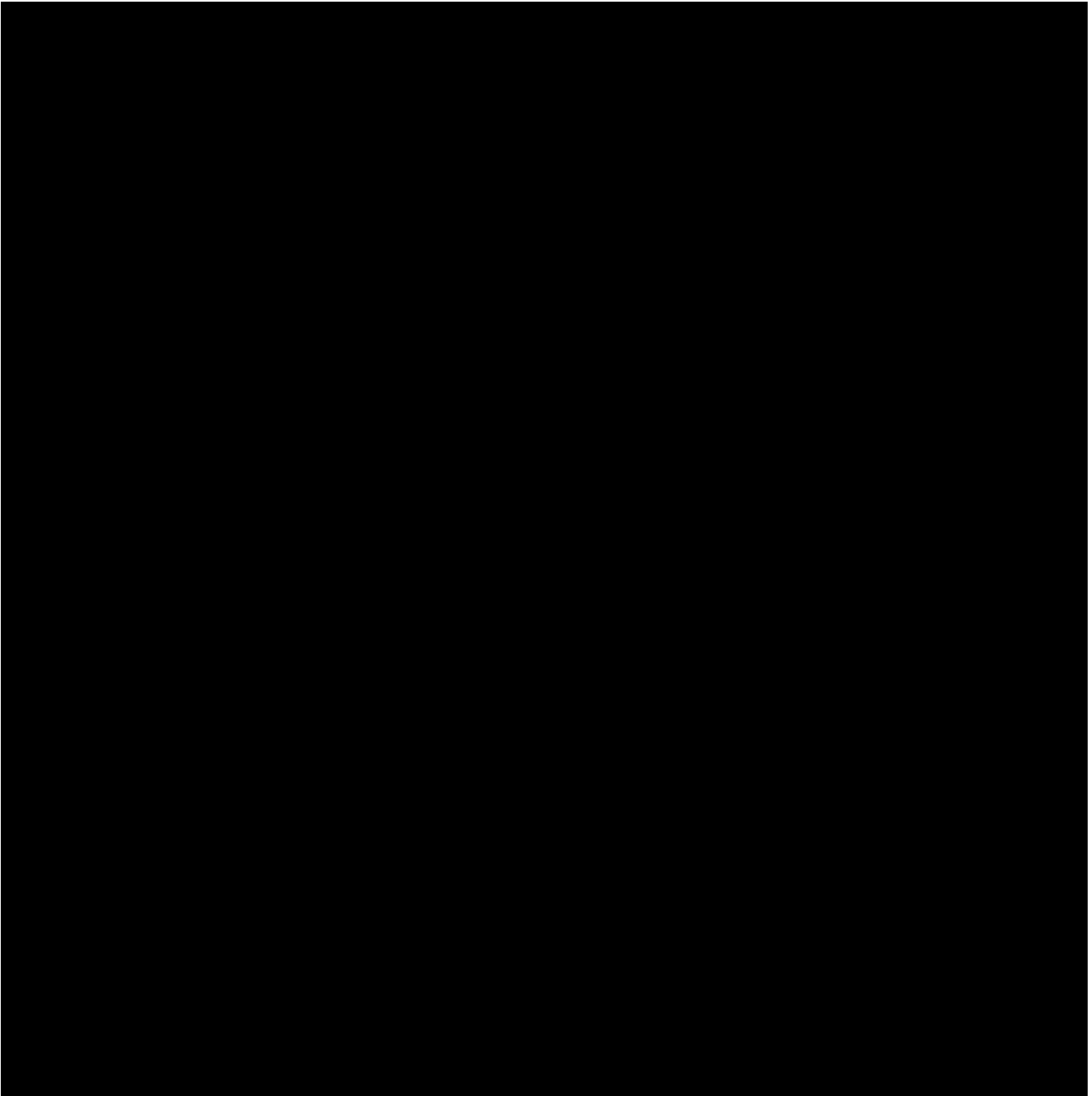
---

<sup>2</sup> Ainsi, au lendemain de la réunification, Ulrike Poppe prit-elle connaissance du contenu des 45 classeurs, fruit de l'espionnage intensif dont elle avait été l'objet en tant qu'opposante au régime.

soupçonnées d'avoir été des collaborateurs officieux du MfS (Gregor Gisy, Lothar de Maizière, pour ne citer qu'eux) a donné lieu à des mises en accusation qui ont à chaque fois suscité l'émotion et l'indignation de l'opinion publique.

Une fois la visite terminée, le guide se tint à la disposition du groupe pour répondre aux différentes questions suscitées par la visite. La discussion se prolongea devant le mémorial.

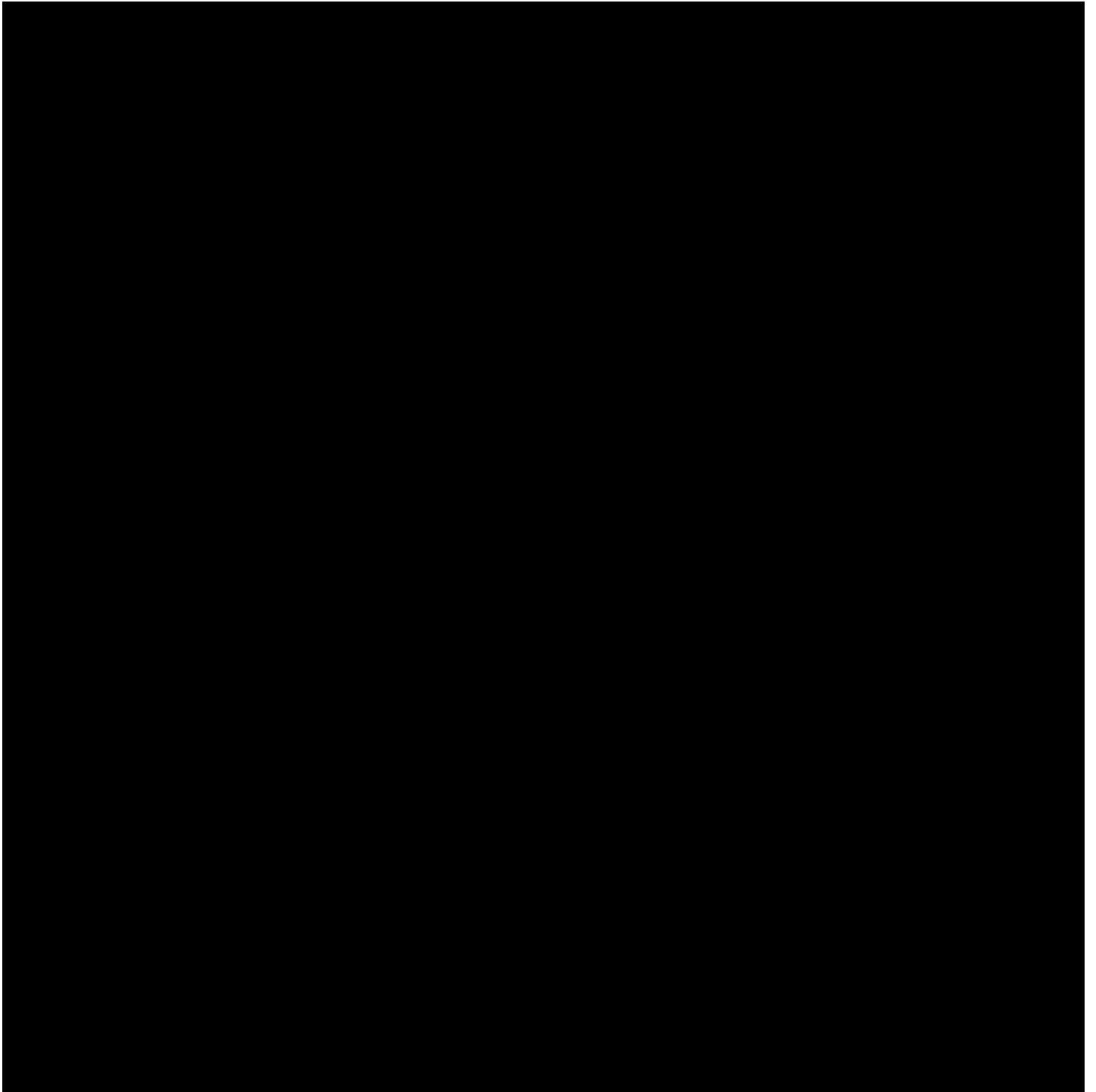
**Annexe 15 : Carte de *Mitte* et de l'île aux Musées – situation géographique du Palais de la République**



**Figure 35** Le quartier de *Mitte* et l'île aux Musées (Source : [http://blog.ebookers.ch/fr/wp-content/uploads/2009/03/karte\\_berlin\\_museumsinsel.png](http://blog.ebookers.ch/fr/wp-content/uploads/2009/03/karte_berlin_museumsinsel.png))



**Annexe 16 : Croissance et industrialisation de Berlin au 19<sup>ème</sup>  
siècle**



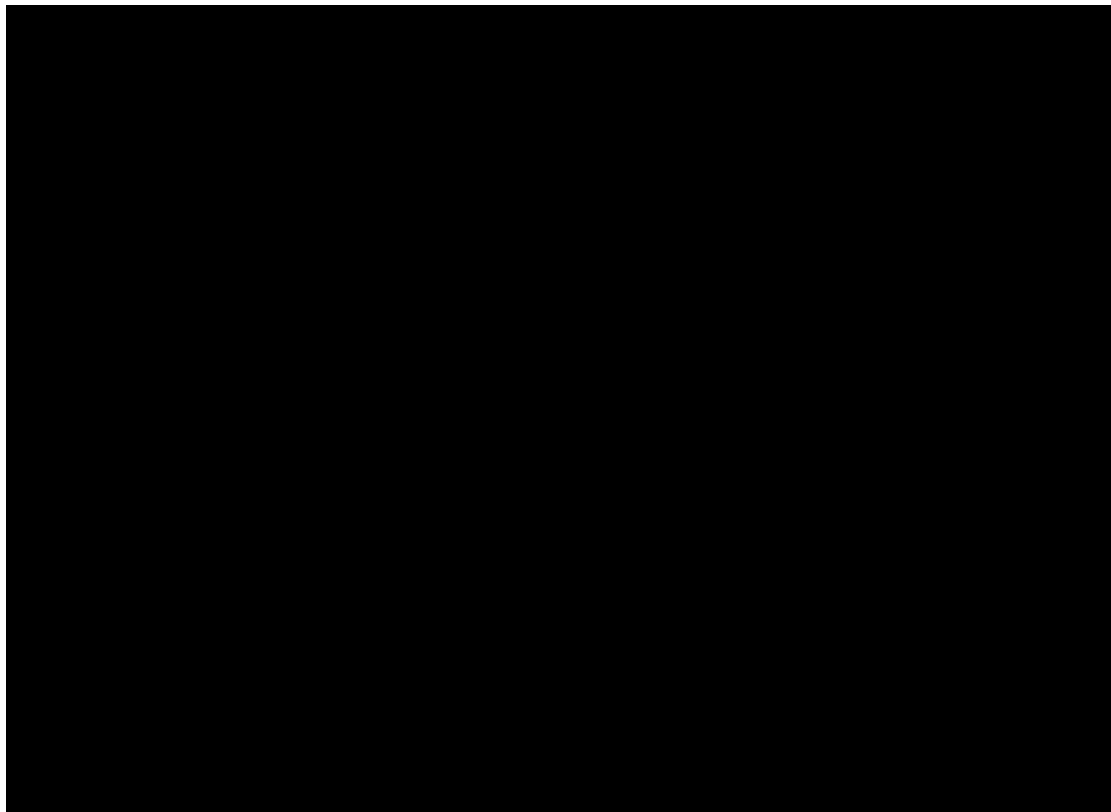
**Figure 36 Source : <http://www.ladocumentationfrancaise>**

**Annexe n° 17 : Cartes postales est-allemandes représentant le  
Palais de la République**



**Figure37 :**

**[http://www.google.fr/images?q=palast+der+republik&um=1&hl=fr&rlz=1T4SKPB\\_frGB366GB366&tbs=isch:1&ei=6itHTebGE4aHswbqlpXZDQ&sa=N&start=0&ndsp=18](http://www.google.fr/images?q=palast+der+republik&um=1&hl=fr&rlz=1T4SKPB_frGB366GB366&tbs=isch:1&ei=6itHTebGE4aHswbqlpXZDQ&sa=N&start=0&ndsp=18)**



**Figure 38<http://www.akpool.de/ansichtskarten/208682-ansichtskarte-postkarte-berlin-hauptstadt-der-ddrpalast-der-republikinnen>**

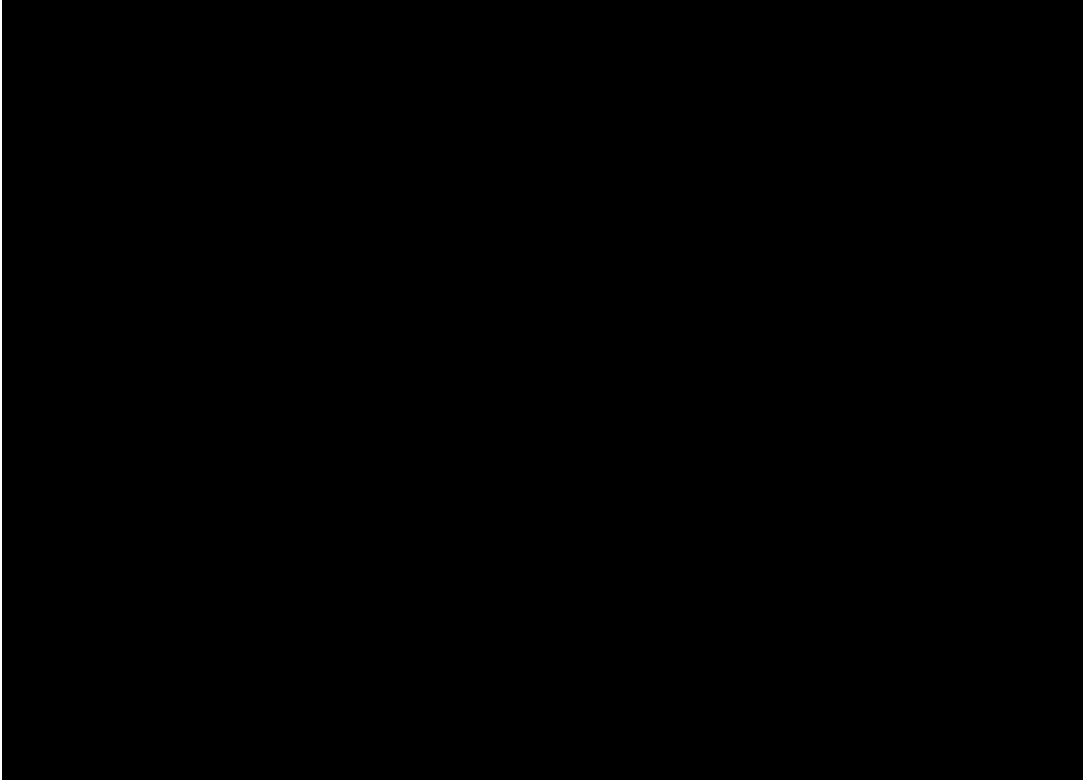


Figure 39 [http://www.antik-falkensee.de/catalog/product\\_info.php?cPath=6\\_19\\_140&products\\_id=153301](http://www.antik-falkensee.de/catalog/product_info.php?cPath=6_19_140&products_id=153301)

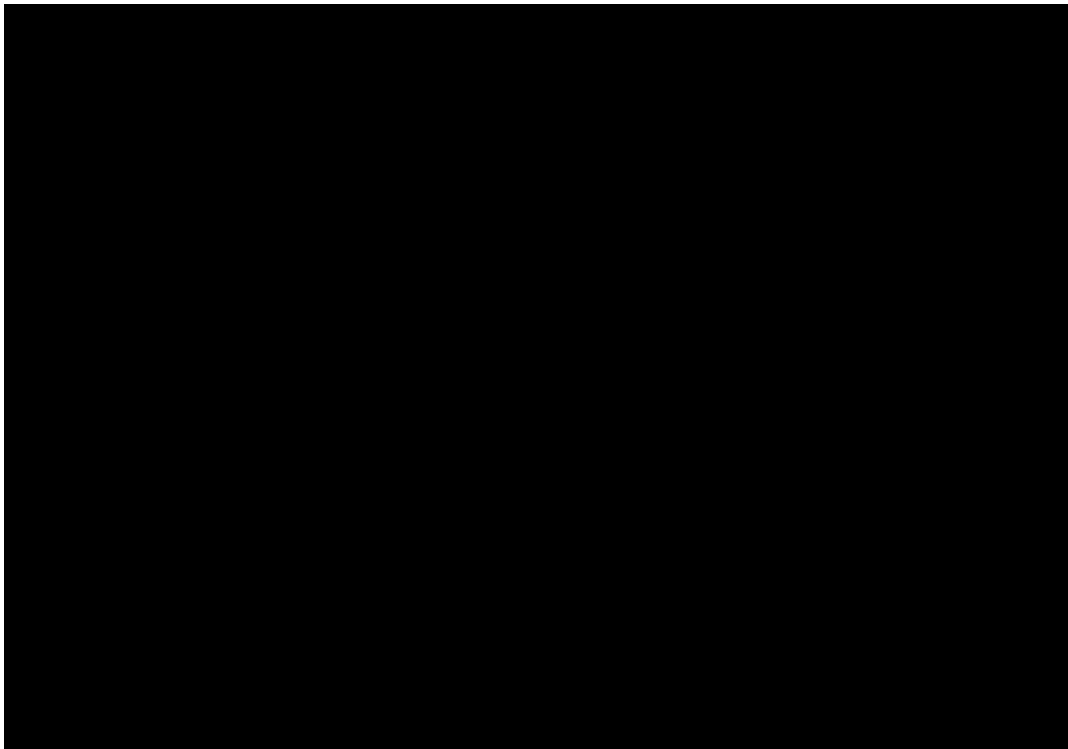
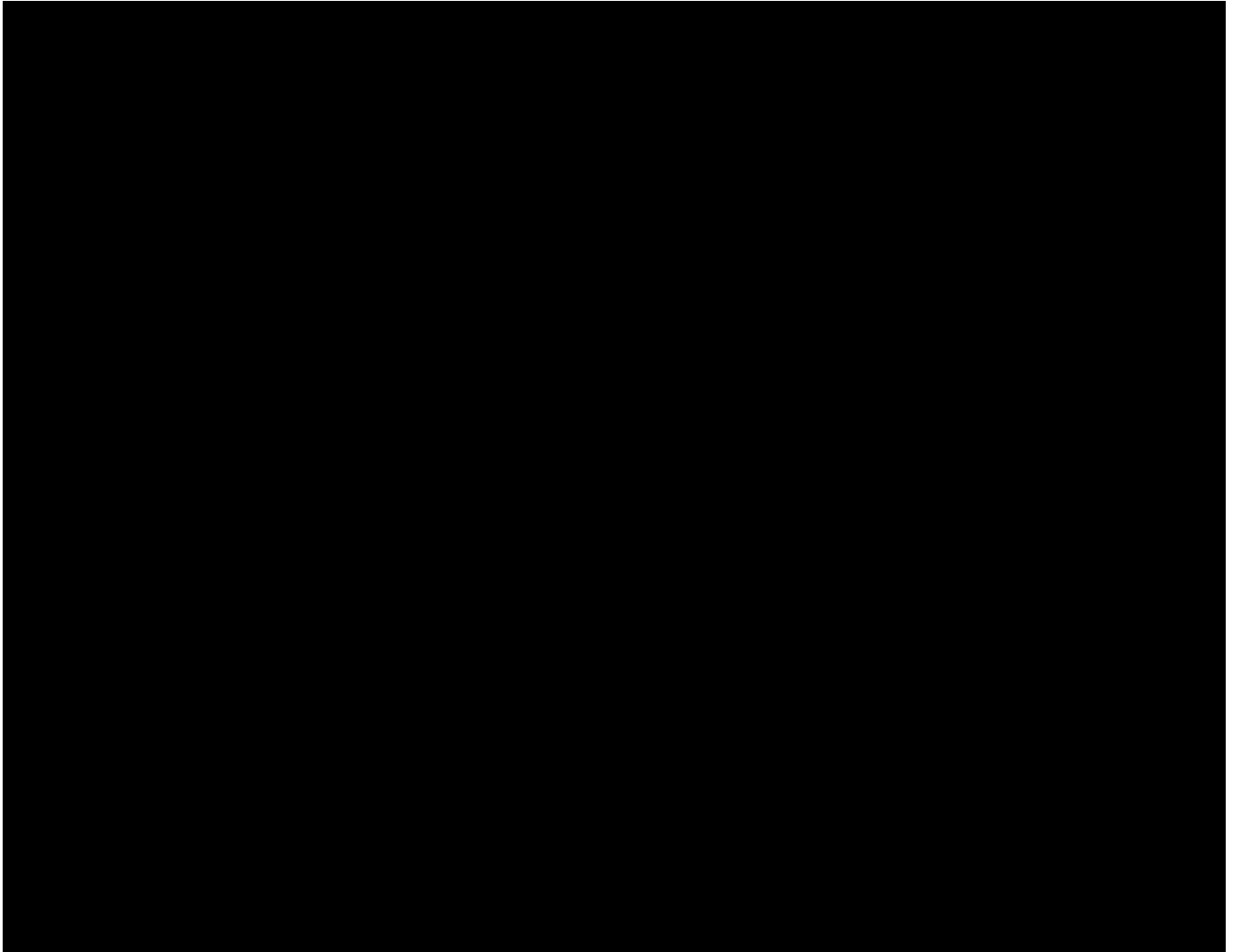


Figure 40 [http://www.antik-falkensee.de/catalog/product\\_info.php?cPath=6\\_19\\_140&products\\_id=153301](http://www.antik-falkensee.de/catalog/product_info.php?cPath=6_19_140&products_id=153301)



## **Annexe 18 : constitution de la commission d'experts *Historische Mitte Berlin***

### **Les responsables politiques de la commission :**

- Wolfgang Thierse (SPD, Berlin, Président du Bundestag)
- Reinhold Führer (CDU, Berlin, Président de l'assemblée des sénateurs de Berlin, jusqu'en novembre 2001)
- Walter Momper (SPD, Berlin, Président de l'assemblée des sénateurs de Berlin à partir de novembre 2001)
- Kurt Bodewig (SPD, ministre fédéral pour la circulation, construction et logements)
- Peter Strieder (SPD, Berlin, sénateur pour le développement de la ville, construction, logements et circulation)
- Dr. Michael Naumann (SPD, ministre adjoint à la chancellerie fédérale, délégué par le gouvernement fédéral à la culture et aux médias, jusqu'en janvier 2001)
- Prof. Dr. Julian Nida-Rümelin (SPD, ministre adjoint à la chancellerie fédérale, délégué par le gouvernement fédéral à la culture et aux médias, à partir de janvier 2001)
- Prof. Dr. Christoph Stölzl (CDU, Berlin Sénateur pour la recherche et la culture jusqu'en Juin 2001)
- Adrienne Göhler (sans parti, sénateur pour la recherche et la culture pour Bündnis90 / Die Grünen de Juin 2001 à Janvier 2002)
- Dr. Thomas Flierl (PDS, Berlin, Sénateur pour la recherche et la culture depuis Janvier 2002)

### **La commission d'experts était composée d'experts de différents corps de métier :**

- Dr. Hannes Swoboda (Vienne, Président, MdEP, ayant appartenu au conseil de la ville pour les travaux publics)
- Roland Berger (conseiller d'entreprise)
- Peter Conradi, Berlin (Président de la chambre des Architectes allemands, MdB a.D., ancien porte-parole du groupe parlementaire du SPD au Bundestag en matière de politique de construction)
- Prof. Laurenz Demps (Berlin, Historien, Humboldt Universität Berlin)
- Prof. Dr. Helmuth Engel (Berlin, ancien conservateur régional)
- Franziska Eichstädt-Bohlig (MdB, porte-parole en matière de politique des travaux publics, B'90/Grüne)
- Ernst Freiburger (chef d'entreprise, promoteur immobilier, directeur de projet)
- Bruno Flierl (Berlin, Théoricien de l'architecture),
- Prof. Barbara Jakubeit (Darmstadt, Senatsbaudirektorin von Berlin a.D.)
- Dr. Peter Klemm (ancien secrétaire d'état au ministère fédéral des finances)
- Prof. Joseph Paul Kleihues (Berlin, Architecte),
- Thomas Krüger (Berlin, Directeur de la *Zentrale für politische Bildung*, ancien jeune sénateur de Berlin)
- Prof. Dr. Klaus Lehmann (Berlin, Président de la fondation pour les fonds culturels prussiens)

- Vittorio E. Lampugnani (Zürich, ancien directeur du musée de l'architecture allemande à Francfort),
- Prof. Dr. Goerd Peschken (Berlin, historien de l'architecture, Expert de Schlüter)
- Jerry Speyer (New York, promoteur immobilier, directeur de projet)

Se reporter au site : <http://berliner-schloss.de/fr/Chateau-et-Politique/2000-2002-Commission-Historische-Mitte-Berlin-.htm>

**Annexe 19 : Un exemple d'événement culturel dans le PdR en ruine : l'exposition *Fraktale* sur le thème de la mort (novembre 2005)**











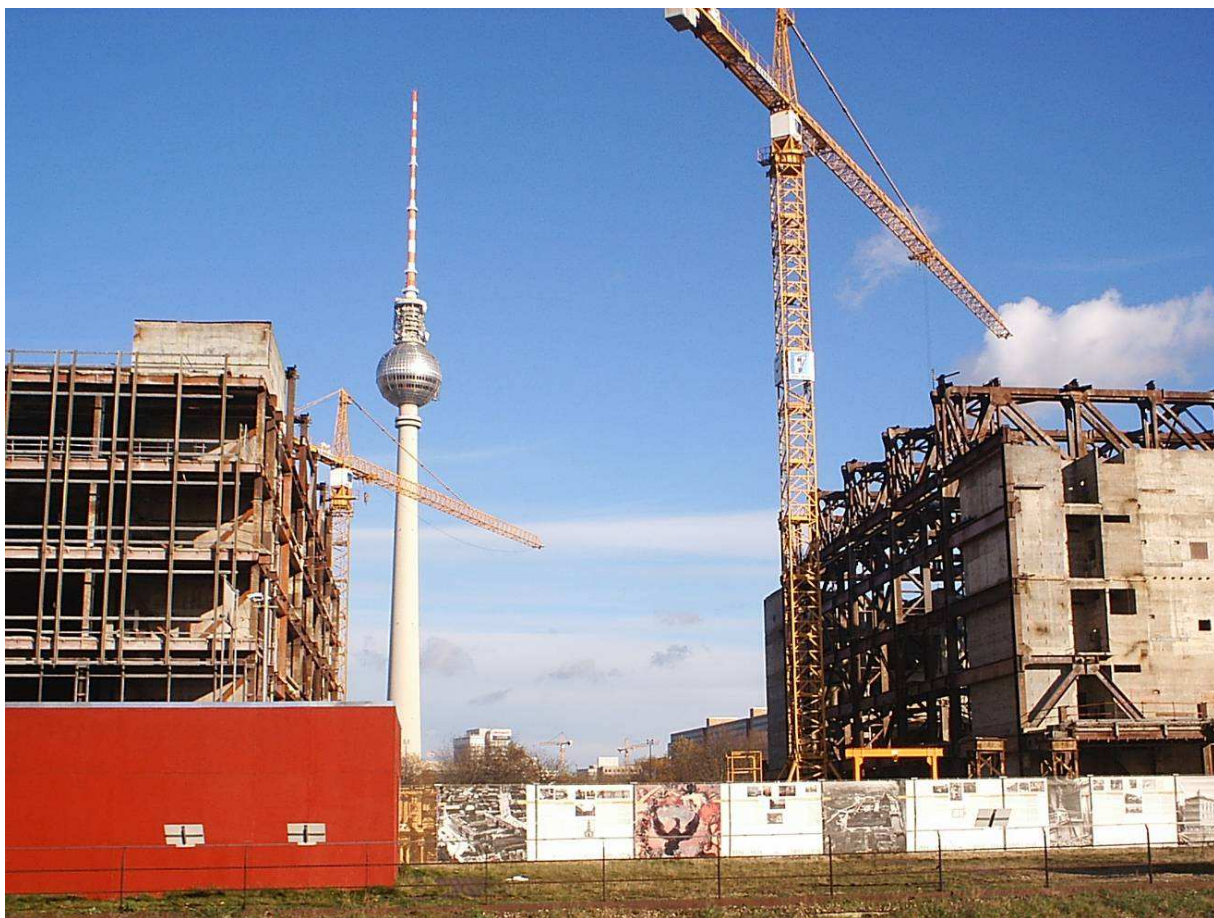
Photographies réalisées par Marie-Charlotte Planque



**Annexe 20 : Aperçu photographique de la destruction du Palais  
de la République (novembre 2006)**



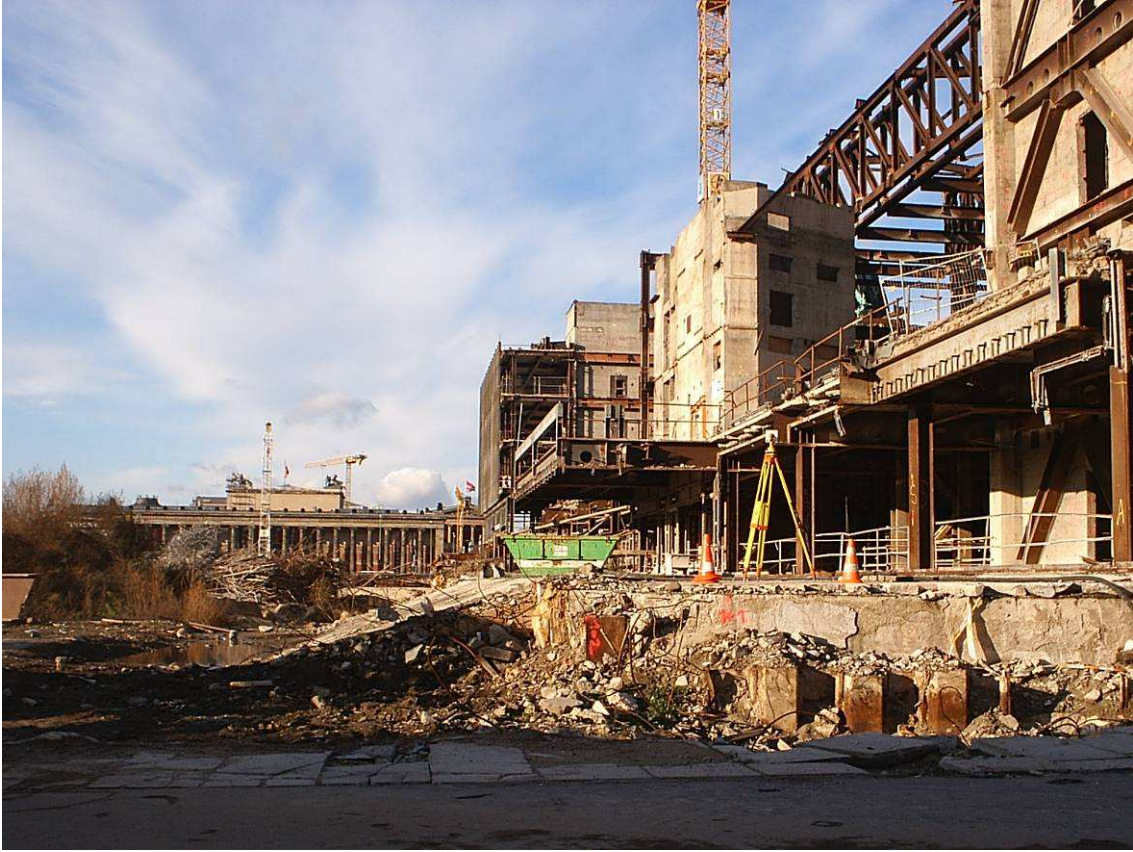
**Figure 41 « Il n'y a jamais eu de RDA »**



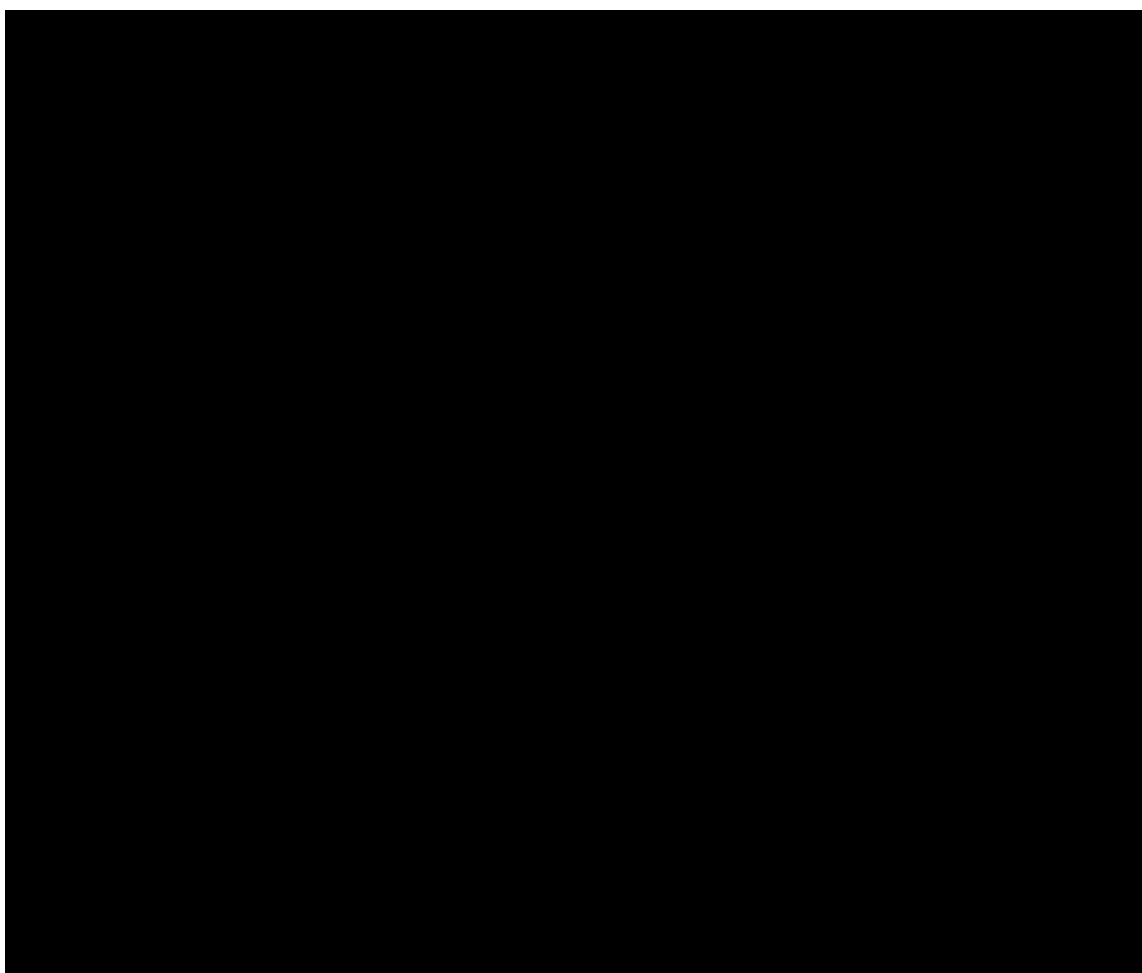




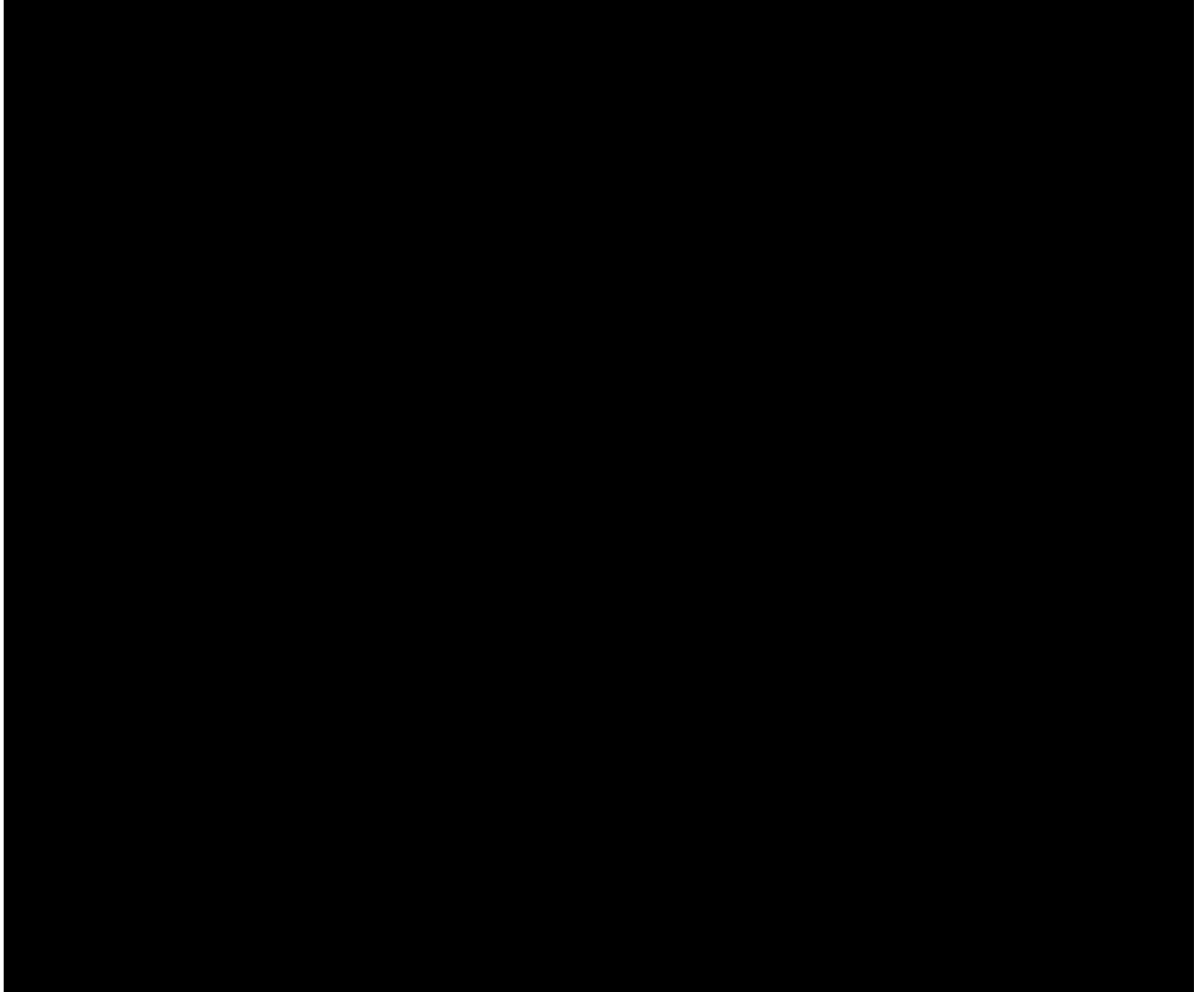




**Annexe 21 : Berlin et ses circonscriptions avant et après la  
réforme de 2001**

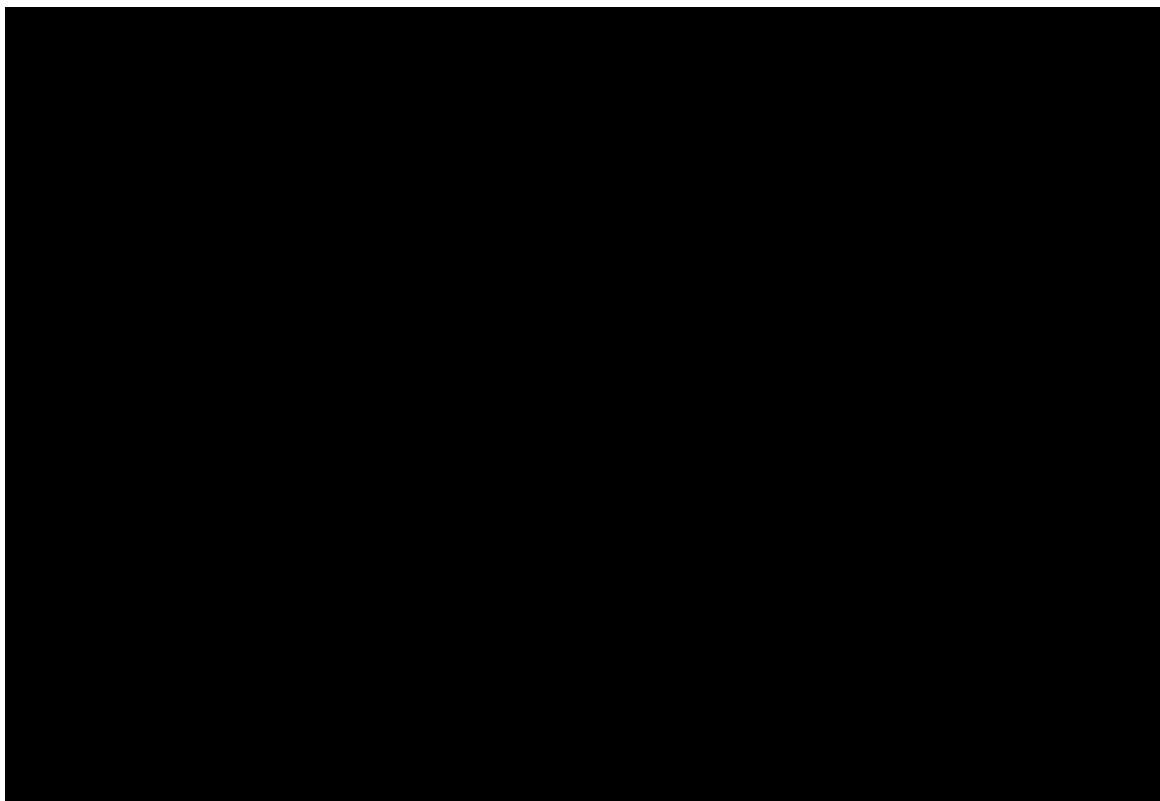


**Figure 42 Berlin et ses circonscriptions avant la réforme de 2001 (Source : <http://open-site.org/img/fema/BerlinBezirke.png>)**

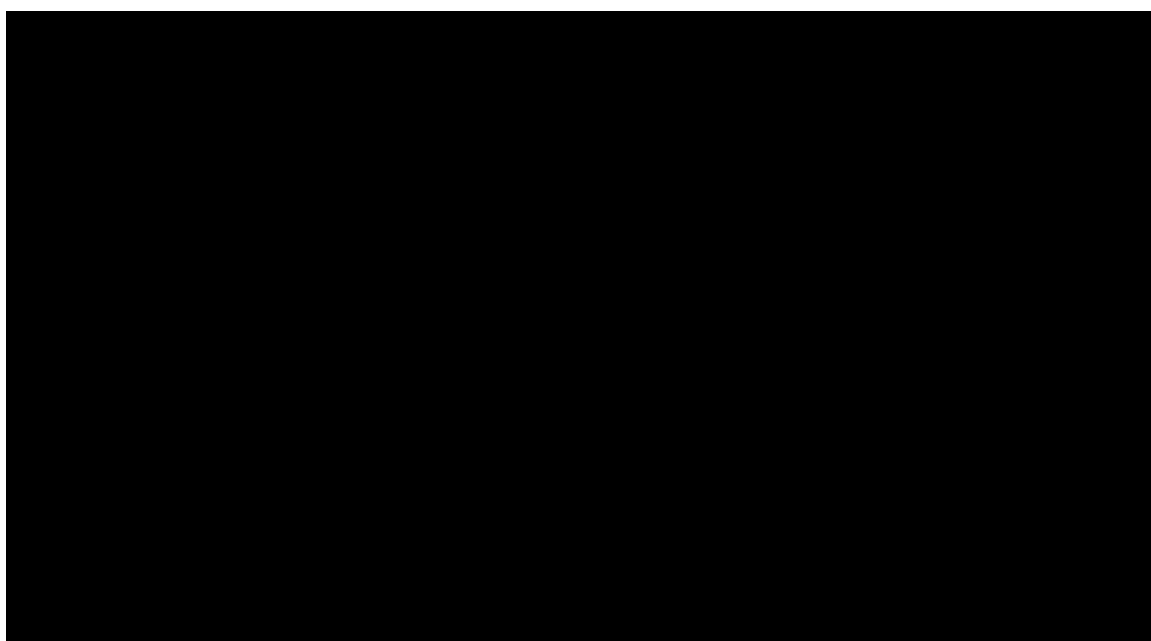


**Figure 43 Berlin et ses circonscriptions après la réforme de 2001 (sources : <http://www.ps-paris17.org/photo/1226392-1597256.jpg>)**

**Annexe 22 : Illustration des agrandissements du mémorial du  
Mur**

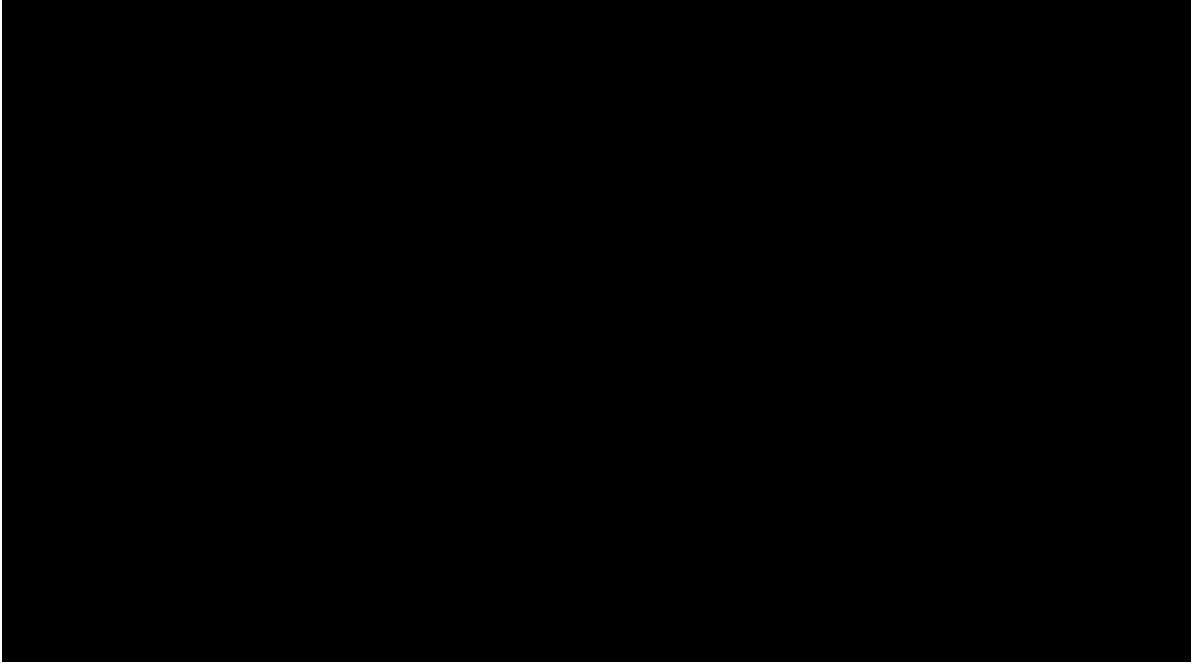


**Figure 44 Modèle pour le futur centre de documentation**



**Figure 45 Dispositif permettant de simuler l'ancien tracé du Mur tout en proposant une exposition open  
air**





**Figure 46 La fenêtre du souvenir**

**(Sources : <http://www.n-tv.de/politik/dossier/Erster-Abschnitt-nun-zugaenglich-article883424.html>)**



**Annexe 23 : Dépliant publicitaire faisant la promotion d'excursions à vélo selon différentes thématiques en rapport avec l'histoire et l'identité de Berlin**

## TREFFPUNKT

**Startpunkt: Nikolaiviertel/Berlin-Mitte**  
 exakt: Vorplatz der Nikolaikirche  
 (Ecke Post-/Propststraße)

**S- & U-Bahn:**  
 Alexanderplatz (zu Fuß ca. 7 Min.)

**Bus:**  
 Linien TXL, 100, 200 (Haltestelle Spandauer Straße)  
 Linien M 48, 248, N8 (Haltestelle Nikolaiviertel/B. Rathaus)

**Tram:**  
 Linien M 4, M 5, M 6 (Haltestelle Spandauer Straße)



## ALLGEMEINE INFOS

**Anmeldung:** (empfohlen) [www.FreeBerlinTours.de](http://www.FreeBerlinTours.de)  
 oder unter 030 28 70 44 92.

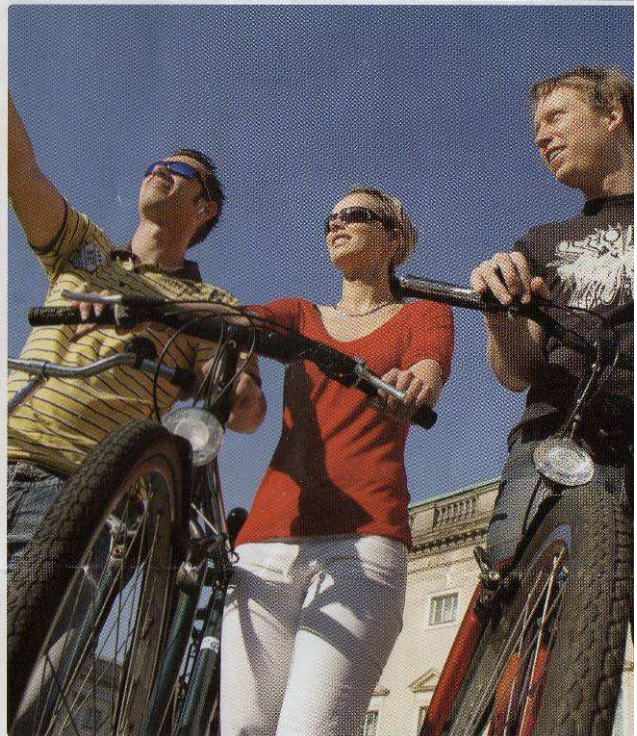
**Leihräder:** erhalten Sie bei Bedarf am Startpunkt (5€).

**Helme:** halten wir in begrenzter Anzahl bereit.

alle Touren, alle Infos [www.FreeBerlinTours.de](http://www.FreeBerlinTours.de)

Geführte

## RADTOUREN



Startpunkt im Zentrum,

**Täglich vier  
 reizvolle Touren,**

drei Stunden Berlin intensiv.

+ Radverleih





GEFÜHRTE  
**RADTOUREN**  
DURCH DIE CITY BERLINS

Wir stellen das Rad und einen erfahrenen Stadtführer, Sie entdecken Berlin - dreistündig, unmittelbar und komfortabel.



**BERLIN ERFAHREN**

**Die ideale Art der Stadterkundung.**

Authentisch: Unmittelbares Erleben einer facettenreichen Stadt.

Komfortabel und sicher: keine Berge, Streckenverlauf vorwiegend über Nebenstraßen.

Informativ: qualifizierte und unterhaltsame Guides.

Leihräder erhalten Sie von uns am Startpunkt.  
Infos auf der Rückseite.



[www.FreeBerlinTours.de](http://www.FreeBerlinTours.de)

Tel.: 030 - 2870 4492

**VIER ATTRAKTIVE TOUREN**

Stadtrundfahrten per Rad für jeden Geschmack  
Startpunkt im Nikolaiviertel Nähe Alexanderplatz



**Radtour 1**

**Berlin Highlights - Der Überblick**

Die „Klassiker“: z.B. Hackescher Markt, Prenzlauer Berg, Schlossplatz, aber auch „hidden places“ - Orte, zu denen Sie sonst kein Reiseführer lotst: Wohnsitze der Promis, wieder erwachte Altbauquartiere, Szeneneinblicke.

Dauer: 3 h  
Strecke: 12 Km

Start: täglich 10 Uhr  
Preis: 12 € + 5 € Leihrad

**Radtour 2**

**Arm aber sexy - das wilde Berlin**

Entdecken das Spreeufer samt Kreuzberg, Friedrichshain und Treptow. Echte Strandbars, Wagenburgen, Investitionsruinen, Baumhäuser u.v.m. Berlin von seiner authentischsten Seite.

Dauer: 4 h  
Strecke: 17 Km

Start: täglich 15.30 Uhr  
Preis: 12 € + 5 € Leihrad

**Radtour 3**

**Mauer / III. Reich**

Per Rad entlang des Mauerradweges zu den letzten Mauerresten, einem Flakturm, dem Holocaust-Mahnmal, dem Führerbunker und vieles mehr.  
Stadtteile: Prenzlauer Berg, Wedding, Berlin-Mitte.

Dauer: 3 h  
Strecke: 12 Km

Start: täglich 15.30 Uhr  
Preis: 12 € + 5 € Leihrad

**Radtour 4**

**Schnitzeljagd/Stadtrallye - Geheimtipp am Abend**

Erobern Sie das abendliche Berlin! Begleitet durch unsere Guides knifflige Rätsel lösen. Der Pfad führt Sie zu spektakulären Orten, vorbei an herrlich illuminierten Bauten, hin zu bekannten und weniger bekannten Sehenswürdigkeiten.

Dauer: 2 1/2 h  
Strecke: 10 Km

Start: Do.- Sa. & Feiertage um 19.30 Uhr  
Preis: 14 € + 5 € Leihrad

Figure 47 Dépliant faisant la promotion des excursions à vélo dans Berlin. Les organisateurs des Radtouren proposent au touriste de découvrir plusieurs facettes de la ville. Au programme : 1/ les classiques à ne pas manquer, les quartiers anciens ; 2/ « Arm aber Sexy », le Berlin sauvage, le long de la Spree dans les quartiers est ; 3/ le Mur et le III<sup>ème</sup> Reich, 4/ Berlin by night, ballade le long de rues aux bâtiments illuminés.

## Annexe 24 : Liste de certains squats berlinois et de leurs statuts respectifs<sup>3</sup>

### Besetzte und Ex- Besetzte Häuser (maisons occupées et ex-maisons occupées)

Tacheles (Oranienburgerstraße)	(kommerzielles) en voie de commercialisation
Palisadenstraße	(geräumt) expulsé
Linienstraße 158/ 159	(geräumt) expulsé
Brunnenstrasse 6/7 (Subversiv)	(legalisiert) légalisé
Dunckerstraße 14	(legalisiert) légalisé
Kastanienallee 71	(geräumt) expulsé
Alt Stralau	(geräumt) expulsé
Köpenickerstraße 137	(teilweise legalisiert) en partie légalisé
Marchstraße/ Einsteinufer	(geräumt) expulsé
Schliemannstraße 40	(teilweise legalisiert) en partie légalisé
Schliemannstraße 39 (LSD)	(teilweise legalisiert /geräumt) en partie légalisé, en partie expulsé
Kreutzigerstraße (mehrere Häuser)	(teilweise geräumt) en partie expulsé
Samariterstrasse	
Schönhauser 20/21 (Revier)	(saniert) assainissement
Lottumstr 10a (Bandito Rosso)	(saniert) assainissement
Mainzerstraße (ganze Straße)	(geräumt und Luxusmodernisiert) vidé et luxueusement modernisé
Scharnweberstraße 28 (SEK)	(geräumt) expulsé
Scharnweberstraße 31	
Pfarrstraße 88 (Eisenbahner)	(geräumt) expulsé
Pfarrstraße 104	
Kinzig 9	
Jessner (Supermollie)	(legal??) légale ?
Liebig (Xbeliebig)	
Grünbergerstraße	(legalisiert) légalisé
Auguststraße 10	(legalisiert) légalisé
Adalbert (mehrere Häuser)	(teilweise legalisiert) en partie légalisé

<sup>3</sup> Nous ignorons ce qu'il en est des maisons dont le statut n'est pas précisé.

Tucholskystraße	(legalisiert)
Johannisstraße	(geräumt) expulsé
Kleine Hamburger	(geräumt und Luxusmodernisiert) expulsé et luxueusement modernisé
Rigaerstraße 84	(momentan <u>geräumt</u> ) en cours d'expulsion
Rigaerstraße (mehrere Häuser übrig) (reste quelques maisons occupées)	

## **Wagenplätze (parking pour travellers)**

Schwarzer Kanal	
Lohmühle	
Kinderbauernhof	
Schillingbrücke	
Wuhlheide	
East side gallery	(geräumt) expulsé
Kreuzdorf	
Volxpark Friedelhain	
Waldemarstr	(geräumt) expulsé

(Source : <http://squat.net/de/berlin/plan2.html>)